

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 152-153

Novembre-Décembre 1997

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- **Le Pape appelle la Turquie à être tolérante envers les Kurdes**
- **L'Union européenne exclut la Turquie de la liste des candidats**
- **L'Afflux des réfugiés kurdes divise l'Europe**
- **Strasbourg : Statuant sur l'affaire des députés kurdes emprisonnés la Cour européenne des Droits de l'homme condamne la Turquie**
- **Nouvelle intervention de l'armée turque au Kurdistan irakien**
- **Washington : Le Congrès évoque le sort de Leyla Zana et la question kurde**
- **Lettre de Mme Mitterrand aux responsables politiques des Quinze**
- **Témoignage: "A vous de dénommer ce régime !"**
- **Ainsi que...**
- **En bref, la revue de presse**

LE PAPE APPELLE LA TURQUIE A ETRE TOLERANTE ENVERS LES KURDES

ISSU d'une nation ayant connu le dépeçage, l'occupation et la domination étrangère, le Pape Jean Paul II est très sensible au sort des peuples persécutés. On se souvient de son homélie de Pâques 1991 où dénonçant "un exode aux dimensions bibliques" il appelait la communauté internationale à venir au secours de la population kurde d'Irak. En recevant le 5 décembre les

lettres de créance du nouvel ambassadeur turc auprès du Vatican, M. Altan Güven, il lui a déclaré, en présence de la presse: "La vraie harmonie au sein d'une nation et entre pays ne peut être maintenue que si les différences naturelles et légitimes entre les peuples, plutôt que d'être réprimées comme cause de division, sont considérées comme une réalité enrichissante. Le respect rigoureux pour les besoins culturels, moraux et

spirituels des individus et des communautés, basé sur la dignité de la personne et sur l'identité spécifique de chaque communauté est une condition essentielle pour le bien-être de chaque société. Le respect pour les traditions culturelles d'un peuple distinct permet à un pays de se présenter à la communauté internationale comme un exemple de paix et d'harmonie qui devrait prévaloir à travers le monde". La presse internationale a donné un large écho à ces remarques critiques du Pape contre un pays s'acharnant à faire disparaître l'identité et les traditions culturelles du peuple kurde.

Quelques journaux turcs en ont informé leurs lecteurs par un bref entrefilet en page intérieure alors qu'ils n'hésitent pas à accorder une large place aux déclarations sur la Turquie du moindre congressman ou

sénateur américain. Il est vrai que le Pape ne peut ni vendre des armes ni accorder des crédits à Ankara, donc son opinion importe peu aux dirigeants turcs.

L'UNION EUROPÉENNE EXCLUT LA TURQUIE DE LA LISTE DES CANDIDATS

LN quelques jours le régime turc a pu réaliser la mesure de son isolement international. Le 7 décembre, la Conférence islamique (OCI) réunissant à Téhéran des dirigeants des 55 Etats du monde musulman, qui compte près d'un milliard d'individus, a pour la première fois de son histoire, adopté une résolution prenant à partie l'un des Etats membres; la Turquie. Celle-ci a été mise sur la sellette pour ses incursions militaires récurrentes dans le Kurdistan irakien au mépris du droit international et du respect des frontières étatiques. Elle est également montrée du doigt pour son alliance militaire avec Israël. Pas un seul Etat de l'OCI n'a pris la défense d'Ankara alors que certains pays occidentaux continuent de présenter la Turquie comme un Etat pouvant servir de modèle aux pays musulmans. *"Voilà la belle affaire; d'élève modèle cité en exemple, nous voilà devenus la tête à claques du monde musulman pour qui nous sommes désormais à la remorque d'Israël et de Washington"* commente avec amertume l'éditorialiste libéral

Cengiz Çandar dans le *Sabah* du 9 décembre.

Le 12 décembre, le verdict tant attendu de l'Union européenne est tombé. **L'UE ne considère pas la Turquie dans ses listes A et B de candidats à l'adhésion à court et à moyen terme. Elle invite Ankara à participer à la Conférence européenne réunissant les 15 plus les 11 candidats officiels à condition qu'elle accepte auparavant de soumettre à la Cour de Justice internationale de La Haye son contentieux avec la Grèce.**

L'Union justifie sa décision par le fait qu'Ankara ne remplit pas les normes en matière de démocratie, des droits de l'homme et de la protection des minorités en vigueur en Europe. Tony Blair, qui vient de reconnaître une large autonomie aux Ecosseis et aux Gallois, parle de la nécessité pour la Turquie de protéger la minorité kurde et de garantir ses droits culturels. Le chancelier Kohl indique que l'Allemagne et l'Europe sont allées jusqu'aux limites extrêmes de la patience avec la

Turquie qui n'a pas honoré ses engagements successifs en matière de démocratie et des droits de l'homme. Le Premier ministre grec affirme qu'aucun progrès n'a été enregistré dans le règlement du problème chypriote et dans celui du contentieux de la Mer Egée, que la Turquie défie la loi internationale.

C'est sans doute le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, président en exercice du Conseil européen, qui reflète l'état d'esprit général en déclarant tout haut ce que beaucoup pensent tout bas: *"Je ne crois pas que la question des droits de l'homme peut être réglée en 3 à 5 ans en Turquie. Il faudra des décennies pour que ce pays puisse satisfaire les critères de l'Union. Un pays où la torture est encore une pratique courante ne peut avoir une place à la table de l'Union européenne"*.

Les dirigeants turcs, hormis la carotte de marchés pour les pays compréhensifs et l'invocation des différences religieuses (*Si vous ne nous acceptez pas, c'est que vous voulez rester un club chrétien!*) n'avaient guère d'arguments pour plaider leur dossier. Ils ont réagi avec virulence à l'annonce du verdict, accusant de partialité "l'Europe chrétienne", menaçant d'accélérer "l'intégration de Chypre du Nord" occupée depuis 1974 par l'armée turque et promettant de "sanctionner durement les Etats qui ont bloqué la candidature turque". Les médias, contrôlés par le gouvernement ont tous abondé dans ce sens, saluant les

décisions historiques du Premier ministre et vouant aux gémonies "ces Européens qui ne comprennent pas la Turquie". Aucun journal ne s'est risqué à présenter à ses lecteurs les arguments des dirigeants européens. Tandis que le quotidien populaire *Hürriyet* dénonçait à la Une "l'insolence du Premier ministre luxembourgeois Juncker" un éditorialiste titrait carrément "Va en enfer l'Europe!"

De son côté, l'état-major des armées a réagi en adoptant une série de mesures. Il a mis à jour sa liste rouge des pays catégoriquement exclus des marchés d'armes et d'équipements militaires: Norvège, Suède, Suisse, Danemark, Autriche et Afrique du Sud. La liste jaune des pays sous surveillance où l'armée turque n'achètera que faute d'alternative est également fournie: Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg, Belgique et Finlande. Les généraux turcs vont limiter leurs échanges avec les pays qui se sont montrés hostiles ou réticents envers la candidature turque et annuler certaines visites déjà prévues. Ils ne recevront pas non plus les délégations politiques des pays de l'Union européenne en visite à Ankara.

Ankara met désormais tous ses espoirs sur un soutien accru de Washington. Sa politique turque est de plus en plus critiquée au Congrès mais le régime turc espère que son alliance militaire avec Israël va lui permettre de mobiliser en sa faveur le puissant lobby juif américain.

Cependant, la visite effectuée du 17 au 21 décembre par le Premier ministre turc aux Etats-unis n'a pas permis à Ankara de faire lever "l'embargo de fait" que Washington applique aux ventes d'armes susceptibles d'être utilisées contre les populations civiles kurdes. Malgré les déclarations habituelles sur "le rôle vital de la Turquie pour l'OTAN" et sur "l'alliance stratégique turco-américaine" les dirigeants américains ont invoqué "l'hostilité du Congrès qui est très sensible à la situation des droits de l'homme en Turquie" pour maintenir l'interdiction faite aux compagnies américaines de vendre des hélicoptères de combat à l'armée turque.

Au cours de sa visite, M. Yilmaz a présenté au Président Clinton un document écrit sur les réformes qu'il envisage de réaliser "pour améliorer la situation des droits de l'homme". "Nous attendons des actes concrets" lui ont répondu les Américains. Les questions de Chypre et du contentieux avec la Grèce ont été abordées, sans progrès. Seul résultat tangible de la visite: la signature d'un accord commercial sur la vente à Turkish Airlines de 49 Boeing pour un montant de \$ 2 milliards. Par ce contrat, la Turquie a voulu montrer qu'elle punissait Airbus. "Après le rejet européen nous avons besoin de poser notre tête sur une épaule amie pour nous épancher et nous consoler; la visite de M. Yilmaz a satisfait ce besoin de consolation" écrit le journaliste de

Sabah, M. Ali Birand pour résumer les résultats de cette visite.

Les récriminations de M. Yilmaz à partir de Washington contre "Helmut Kohl qui veut faire de l'Europe un club chrétien" et contre son ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel "qui du début à la fin ne dit que des conneries" n'ont fait qu'envenimer le climat déjà passablement tendu des relations germano-turques. Un porte-parole allemand a invité les dirigeants turcs à s'abstenir de ce genre de "propos légers qui peuvent avoir des effets dévastateurs sur les relations de la Turquie avec l'Europe"; le Premier ministre turc avait également mis en doute "les prétendus amis européens de notre pays qui n'ont pas su nous défendre au Luxembourg". Allusion claire à la France, à l'Italie et à la Grande Bretagne à qui Mesut Yilmaz désormais refuse de faire confiance.

En route pour Washington, le 17 décembre, le Premier ministre turc Mesut Yilmaz avait cru devoir lancer un véritable ultimatum à l'Union européenne: "Si d'ici juin 1998 un nouveau sommet européen ne se réunit pas pour modifier sa décision concernant la Turquie nous retirerons définitivement notre demande d'adhésion". M. Yilmaz affirme que la Turquie refusera de siéger à la Conférence européenne tant qu'elle ne sera pas considérée comme une candidate officielle au même titre que les 11 autres candidats agréés lors du récent sommet du Luxembourg.

Cet ultimatum intervient après la menace turque d'intégration accélérée de Chypre du Nord occupée depuis 1974 par l'armée turque et vise à renforcer la décision d'Ankara d'embargo commercial contre les pays de l'Union européenne et de refus de dialogue politique avec celle-ci. Cette politique radicale est critiquée à l'intérieur même du pays pour son "aventurisme" et son "irresponsabilité". Le vice-premier ministre, M. Ecevit a indiqué que cette question n'avait pas été discutée par le cabinet tandis que le président Demirel a laissé son entourage exprimer son "déplaisir". L'éditorialiste en chef de *Hürriyet* Oktay Eksi, président du Conseil de la presse, invite, dans le numéro du 18 décembre de ce quotidien, les hommes politiques turcs à réfléchir aux conséquences de leurs déclarations. "Qu'allons-nous faire si l'UE n'obtempère pas à notre injonction" demande-t-il? "Renoncer à devenir un jour membre de l'UE? Revenir sur l'accord d'association de 1963 et sur l'Union douanière? Quelle autre alternative avons-nous? Ranimer la coopération économique des pays de la Mer Noire? Intensifier nos relations avec les Etats-Unis? Mener une politique dans les Balkans et dans les républiques turques d'Asie? Y sommes-nous prêts? En avons-nous les moyens? S'il n'est pas prêt à faire des pas aussi graves et vitaux, Mesut Yilmaz ne devrait pas tenir des propos qu'il pourrait regretter le lendemain. C'est la nation qui aura à payer la facture".

Dans le quotidien *Sabah* du même jour, l'éditorialiste Cengiz Çandar dénonce également "l'emballement irresponsable des dirigeants turcs qui sacrifient à la politique bon marché de surenchères nationalistes" et les invite à examiner sérieusement ce qui ne va pas en Turquie, les raisons pour lesquelles l'Europe le tient à distance.

Cette question a également été débattue au Parlement européen pendant plus de deux heures le 17 décembre. Certains eurodéputés comme Mme. Roth et Mme. Lalumière ont dénoncé "l'hypocrisie des Européens qui ont hier voté en faveur de l'Union douanière et qui refusent maintenant de considérer la Turquie comme une candidate". L'usage à géométrie variable des arguments des droits de l'homme leur paraît regrettable. Le président du Parti populaire européen, l'ancien Premier ministre belge M. Martens a, de son côté, dénoncé la politique de

chantage du gouvernement turc et invité l'Union à ne pas céder à ce chantage. En réponse à ces interventions M. Poos, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères et président en exercice du Conseil des MAF de l'UE a demandé aux eurodéputés critiques de "ne pas se faire les avocats d'un État violant massivement les droits de l'homme".

La politique de chantage d'Ankara a ses limites car la Turquie ne dispose pas de moyens économiques et politiques de cette politique. On l'a vu lors du sommet de l'OTAN du 16 décembre sur l'élargissement de cette organisation à 3 pays d'Europe centrale, Pologne, Hongrie et République tchèque. Contrairement à ses menaces de veto, la Turquie, la veille d'une visite jugée cruciale de son Premier ministre à Washington, ne s'est pas risquée à faire obstacle à cet élargissement voulu et décidé par les Américains.

L'AFFLUX DES RÉFUGIÉS KURDES DIVISE L'EUROPE

L'Arrivée au cours de la dernière semaine de 1997 de deux bateaux chargés de plus de 1200 réfugiés kurdes sur les côtes italiennes a placé à nouveau la question kurde sous les projecteurs de l'actualité.

Cette question alimente un débat parfois assez vif au sein de l'Union européenne et à l'intérieur de chaque

État entre les partisans d'une approche sécuritaire et ceux d'une approche politique. Celle-ci a notamment été incarnée par l'Italie dont le président, M. Oscar Luigi Scalfaro, a déclaré que son pays accueillerait "les bras grands ouverts" les Kurdes fuyant les persécutions. L'opinion italienne, très émue par le drame des Kurdes en Irak et en Turquie, soutient la politique

d'accueil humanitaire des autorités de Rome. Mais cette attitude généreuse, qui est aussi celle de la Grèce, et qui appelle à l'élaboration d'une politique européenne commune, est critiquée par certains États membres de l'Union européenne qui abritent déjà de fortes communautés kurdes et qui craignent un effet d'appel d'air. Au premier rang de ces pays l'Allemagne, qui a une population kurde de 500 000 à 600 000 personnes et qui a, en 1997, accueilli plus de 14 000 réfugiés kurdes irakiens. Le chancelier Kohl et son ministre de l'Intérieur, M. Kanther, ont demandé au gouvernement italien de prendre toutes mesures pour mieux contrôler leurs frontières tandis que M. Klaus Kinkel appelle la Turquie à "trouver rapidement une solution politique au conflit kurde afin de régler ce problème à la source". Une bonne partie de l'opinion allemande critique "l'hystérie du gouvernement" qu'il accuse de "semer la panique dans la population dans un but électoral". L'arrivée de quelques centaines de malheureux Kurdes rescapés de massacres ne va pas changer la face du monde, font-ils remarquer. On ne peut pas demander à la Turquie d'adopter une solution politique face au problème kurde tout en continuant de notre côté une approche purement sécuritaire, a fait observer un député de l'opposition.

Les églises sont également en faveur d'un accueil digne des réfugiés. Cette politique de la "main tendue" inquiète énormément certains États-membres de l'Union européenne, au premier chef l'Allemagne, qui craignent l'arrivée sur leur sol de ces réfugiés. L'asile d'église a pris de l'ampleur après la révision de la loi sur les demandeurs d'asile en 1993. 56 Églises ou cloîtres allemands abritent aujourd'hui quelques 220 demandeurs d'asile, dont la moitié sont des Kurdes de Turquie.

Les responsables de sécurité des Quinze doivent se réunir pour définir une politique commune. Cependant, quelles que soient les mesures policières décidées par les Européens, étant donné la situation tragique des Kurdes dans leur pays d'origine ceux-ci continueront d'affluer par milliers vers l'Europe qui est le seul espace démocratique de leur voisinage où ils peuvent espérer trouver un refuge. Cet afflux met à rude épreuve la Convention de Genève sur les réfugiés politiques, devenue obsolète, les accords de Schengen et de Dublin. Sous la pression des Kurdes et des Algériens qui frappent à leurs portes, les Européens sont appelés à élaborer une nouvelle législation d'asile tenant compte de nouvelles réalités politiques et humaines.

Rappelons pour mémoire que l'exode kurde vers l'Italie ne date pas de fin décembre. Le 29 mai 1997, 200 Kurdes arrivaient déjà en Italie dans un bateau appelé *Vakifkebir*. Le 18 juillet 1997, 403 réfugiés dont 340 Kurdes, à bord du bateau *Mehlika*. Le 3 novembre un navire battant pavillon libanais ayant à son bord 796 personnes, dont 115 femmes et 97 enfants, pour la plupart d'origine kurde, mais également des Indiens, des Sri lankais, des Pakistanais, et des Chinois. Une organisation associant la mafia turque, albanaise et grecque promettait, en échange de 7000 DM, d'emmener ces réfugiés jusqu'à la France ou l'Allemagne. Empilés comme des poissons, affamés et assoiffés durant sept jours de voyage, les réfugiés avaient embarqué dans un port turc de Marmara dans ce navire. L'équipage de cinq personnes a été arrêté et des demandes d'asile politique des réfugiés ont été recueillies par les autorités italiennes, qui ont souligné qu'elles offraient leur hospitalité pour 15 jours, après quoi des procédures d'expulsion seront engagées, conformément aux accords de Schengen. Le 27 décembre 1997, le bateau Ararat a échoué sur les côtes italiennes avec 835 réfugiés dont 800 Kurdes et le 1er janvier 1998, 386 réfugiés, dont 270 Kurdes, sont arrivés à bord du Cometa donnant un aspect spectaculaire à cet exode.

STRASBOURG :
STATUANT SUR L'AFFAIRE DES DÉPUTÉS KURDES
EMPRISONNÉS LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE
L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE

LE 26 novembre la Cour de Strasbourg a rendu son verdict dans la première partie du recours introduit par les défenseurs de Leyla Zana et de ses cinq collègues députés kurdes. Il s'agit de la partie concernant l'arrestation et la garde-à-vue de ces six députés en mars 1994. Dans son arrêt argumenté de 14 pages, la Cour, formée de 9 juges, dont le juge turc F. Gölcüklü, conclut à l'unanimité que l'Etat turc a violé les articles 5.3, 5.4 et 5.5 de la Convention européenne des droits de l'homme et le condamne à verser pour dommage moral à Mme. Zana, MM. Alinak, Sakik et Türk qui ont subi une garde-à-vue de 12 jour une somme de 25.000 FF chacun et à MM. Dicle et Dogan, gardés à vue pendant 14 jours une somme de 30.000 FF chacun. La Cour ordonne également à Ankara de " verser aux requérants pour frais et dépens 120.000 FF dans un délai de 3 mois ". Elle affirme que la dérogation de l'article 15 de la Convention qui prévoit la suspension de certaines libertés dans des situations d'urgence mettant en danger la vie et la sécurité de la nation, invoquée par la partie turque, ne peut s'appliquer dans cette affaire où des élus du peuple ont été arrêtés à Ankara, capitale du pays.

L'arrêt de la Cour européenne sur la première partie de l'affaire des députés kurdes constitue d'ores et déjà une condamnation cinglante pour les autorités turques. Il est intervenu plus de 3,5 ans après le recours introduit par les avocats des députés qui attendent maintenant le verdict de la Cour de Strasbourg sur le fond de l'affaire, à savoir la condamnation à de très lourdes peines de prison de ces élus du peuple pour délit d'opinion.

Voici à titre d'information, le texte des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme que, selon la Cour, la Turquie a violées dans l'affaire des députés kurdes :

" 3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1 c) du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation."

La veille, la Cour européenne des droits de l'homme avait également condamné la Turquie pour les violations des articles 6.1 et 6.3c de la Convention européenne dans l'affaire de la condamnation à 12 mois de prison, en 1991, de Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, pour une déclaration de celui-ci au quotidien turc Cumhuriyet du 30 août 1987. Les juges de Strasbourg estiment que l'absence de M. Zana lors de son procès devant la Cour de Sûreté de l'Etat de Diyarbakir (alors qu'il était incarcéré dans des prisons militaire ou de haute sécurité de l'Ouest du pays) et la durée excessive de la procédure pénale (3 ans 11 mois) contreviennent aux alinéas susmentionnés de la Convention qui garantissent le droit à un procès équitable. Ils condamnent l'Etat turc à verser à M. Zana 40.000 FF en réparation du préjudice moral subi ainsi que 30.000 FF pour frais et honoraires d'avocats.

Sur la question de savoir si en condamnant M. Zana à une peine de prison d'un an pour une déclaration à la presse l'Etat turc n'a pas violé l'article 10 de la Convention, les juges restent partagés. Dans le texte incriminé Mehdi Zana dit " Je soutiens le mouvement de libération nationale du PKK, en revanche je ne suis pas en faveur des massacres. Tout le

monde peut commettre des erreurs et c'est par erreur que le PKK tue des femmes et des enfants ". Devant la Cour, l'ancien maire de Diyarbakir a déclaré que ses propos avaient été mal interprétés, que depuis le début de son engagement politique dans les années 1960 il avait toujours prôné la non violence et c'est pourquoi il avait désapprouvé le massacre de civils attribué au PKK mais qu'il soutenait les objectifs politiques de cette organisation, visant à obtenir un statut reconnu pour le peuple kurde en Turquie. Une majorité de 12 juges de Strasbourg sur 20 estiment que " le soutien apporté au PKK, qualifié de "mouvement de libération nationale ", par l'ancien maire de Diyarbakir, ville la plus importante du sud-est de la Turquie, dans une entretien publié dans un grand quotidien national, devait, dans les circonstances de l'époque des faits, passer pour de nature à aggraver une situation déjà explosive dans cette région et donc la peine d'un an de prison dont il n'a purgé qu'un cinquième n'est pas disproportionné, que " la nécessité de l'ingérence pour raisons de sécurité nationale " invoquée par le gouvernement turc est recevable. 8 juges sont d'un avis différent et considèrent qu'il y a eu violation flagrante de l'article 10 de la Convention et s'inquiètent de

l'interprétation sécuritaire donnée par leurs collègues.

Le 28 novembre statuant dans l'affaire de destruction d'un village kurde, la Cour Européenne a une nouvelle fois condamné la Turquie à la somme de 27 795 livres sterling, "pour avoir brûlé des villages du Sud-Est et pour avoir porté préjudice au droit à une vie familiale normale". Le 25 juin 1993, à la suite d'une opération militaire turque, les habitants du village de Riz (district de Genç à Bingöl) avaient été contraints de quitter leurs maisons et leur village avait été brûlé et évacué par l'armée turque. Condamnées à l'exode, Azize Mentese, Mahile Turhalli et Sulhiye Turhalli ont saisi la Commission européenne des droits de l'homme, qui a reconnu le bien fondé de leur requête. Compétente en dernier ressort, la Cour Européenne des droits de l'homme a prononcé la seconde condamnation de la Turquie dans une affaire de destruction de village. Fondé sur la violation des articles 13 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, l'arrêt rejette les allégations de la Turquie selon lesquelles la saisine de la Commission ne peut intervenir que six mois après le jugement national. La Cour a souverainement jugé qu'en ces lieux où l'Etat procède à la destruction de villages sans aucun

dédommagement et instruction préalable, le droit n'est pas appliqué et qu'il serait vain de chercher une quelconque justice dans ces conditions.

Le 18 décembre la Turquie a de nouveau fois été condamnée par la Cour européenne. En 1993, dans le hameau de Çekirdek, district de Kulp, les maisons et le bétail de la famille Isiyok, soupçonnée de "soutien au PKK", avaient été abattus par l'armée turque. La famille a saisi la Commission européenne des droits de l'homme, à la suite de l'opération menée par les forces turques dans la région, causant la mort de cinq villageois, morts sous les décombres de leurs maisons détruites par les bombardements. Dans le cadre d'un accord à l'amiable, la Commission européenne a contraint la Turquie à verser la somme de 268 000 francs aux requérants.

Ces condamnations commencent à coûter cher à la Turquie. Ces cinq dernières années, 1486 affaires concernant 1648 personnes ont été portées en justice pour arrestations et détentions illégales en Turquie. Sous ce même chef d'accusation, la Cour Européenne des droits de l'homme a été saisie par 300 affaires distinctes, qui ont été communiquées au gouvernement turc.

LETTRE DE MME MITTERRAND AUX RESPONSABLES POLITIQUES DES QUINZE

DANS une lettre, datée du 26 novembre 1997, adressée aux Premiers ministres et ministres des Affaires étrangères des quinze pays membres de l'Union Européenne, Mme Danielle Mitterrand exprime son désarroi quant à la situation tragique dans laquelle s'engouffrent les populations turques et kurdes, à l'heure où la Turquie essaie de forcer les portes de L'UE. Voici de larges extraits de sa lettre:

"Je pense que l'entrée dans l'Union douanière n'a apporté aucun crédit à vos espérances de négociations pacifiques et de démocratisation du régime militaire que vous entretenez". Regrettant les violations des droits de l'homme perpétrées par la Turquie elle souligne qu'"en mars 1994...on déplorait...la destruction de 847 villages kurdes par l'armée et l'assassinat d'environ 1800 intellectuels et démocrates pacifistes par des escadrons de la mort des forces paramilitaires turques... parmi eux...le poète et dramaturge Musa Anter, le député Mehmet Sincar...fauchés pour avoir voulu défendre pacifiquement la dignité et l'identité de leur peuple. 4 ans après on en est à 3 185 villages kurdes évacués et détruits et à environ 3 millions de déplacés kurdes dans les conditions de misères indescriptible dans les bidonvilles."

"Les derniers témoins autochtones de cette immense tragédie humaine, les députés kurdes, dont mon

amie Leyla Zana, députée de Diyarbakir, lauréate du Prix Sakharov du Parlement Européen, ont été arrêtés, condamnés à 15 ans de prison". Rappelant l'allégeance de la classe politique turque à l'armée, elle ajoute: *"C'est l'ex-premier ministre Erbakan qui dénonce la mainmise totale de l'armée sur la vie politique dans son pays".*

"Toute la soumission du parlement et du Gouvernement ne vous inquiète-t-elle pas au moment où vous seriez sur le point d'en faire vos alter ego?"

"Vous ne pouvez ignorer que pour financer sa très coûteuse entreprise de massacres, la Turquie devient de plus en plus un narco Etat...il est établi que

80% d'héroïne consommée en Europe vient de la Turquie" poursuit-elle, avant d'interpeller les ministres en ces termes "Ne croyez-vous pas qu'il serait plus honorable pour nos démocraties d'exiger des Turcs de remplir d'abord une série de critères sur le respect des droits de l'homme, l'instauration de la paix civile et d'une démocratie véritable, la reconnaissance d'un statut équitable pour les 15 à 20 millions de leurs citoyens kurdes avant tout examen de leur candidature?"

Mme Mitterrand a conclu sa missive sur ces lignes *"C'est à votre conscience d'homme et d'homme d'Etat responsable du devenir de l'Europe et de ses valeurs que je fais appel... Vous aurais-je un peu troublé au moment de signer pour ou contre? Je le souhaite de tout cœur et en mon âme européenne".*

WASHINGTON : LE CONGRÈS ÉVOQUE LE SORT DE LEYLA ZANA ET LA QUESTION KURDE

INTERVENANT devant la Chambre des représentants, le vendredi 7 novembre 1997, le congressman Steny Hoyer a appelé ses collègues à signer la lettre adressée au Président Clinton pour la libération de Leyla Zana, lettre déjà paraphée par 153 membres du corps législatif américain. Il a invité ses collègues à rendre visite aux manifestants massés au pied de l'immeuble, protestant contre la détention des parlementaires kurdes, dont Leyla Zana, à qui sa participation à un briefing de la Commission

d'Helsinki a été reprochée par les autorités turques. Il a souligné à cette occasion combien il était inconcevable dans une société démocratique, de mettre derrière des barreaux des députés, dont le crime consiste à exprimer les aspirations de leurs électeurs. Il a ajouté que tous les partis pro-kurdes, même les non violents ont été dissous sans aucune exception, écartés de ce fait de toute participation à la vie politique.

D'une manière plus large, M.Hoyer a accusé la Turquie de chercher à résoudre le problème kurde en

dehors de ses frontières, alors même que la question se pose clairement à l'intérieur. Il a relaté à cet effet non seulement la politique turque au Sud-Est, mais également la politique américaine dans la région. Membre de l'OTAN et alliée des Etats-unis, la Turquie s'est livrée depuis ces sept dernières années, à des incursions répétées en Irak. Selon M. Hoyer, ces campagnes militaires causent d'innombrables pertes humaines civiles, d'importants déplacements de population, de sévères épreuves économiques et encouragent le soutien des populations locales à la guérilla kurde. *"Depuis plus de trois semaines, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), soutenu activement par les forces militaires turques, s'est engagé dans un combat sanglant contre l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK). De nombreux rapports indiquent qu'en violation des conventions internationales, la Turquie utilise des bombes au napalm et à fragmentation"* a-t-il ajouté. M. Hoyer, qui est co-président de la Commission Helsinki du Congrès a rappelé que les 15 millions de Kurdes de Turquie font face à l'oppression depuis 1923, date de la création de la Turquie moderne, et que 28 importants soulèvements kurdes, dont le plus récent datant de 1984 et causant la mort de 30 000 personnes, ont eu lieu depuis cette date. D'après les informations gouvernementales, 3 185 villages kurdes ont été vidés de leurs habitants, et plus de 3 millions de personnes ont été déplacés du Sud-est de la Turquie- dont les autorités continuent de refuser à la Croix

rouge Internationale l'accès à cette région ravagée par la guerre. M. Hoyer n'a pas manqué de souligner " l'incohérence de la politique du gouvernement américain, qui attribue d'importants fonds à l'UPK, attaquée pourtant par son allié turc, qui passe outre la "zone interdite aux vols aériens", imposée par les Etats-Unis mêmes ". Il a déploré également que son gouvernement puisse apporter son soutien politico-économique à un Etat, ébranlé par une instabilité politique croissante, et a appelé pour que tout soutien américain puisse être subordonné à l'amélioration des droits de l'homme en Turquie.

Dans sa longue intervention, M. Hoyer a cité un rapport intitulé "l'archipel d'Anatolie" de la Commission de protection des journalistes (CPJ), qui chiffre à 78 le nombre de journalistes emprisonnés en Turquie. Cette Commission a conclu, après des recherches méticuleuses, appuyées par des informations fournies par le gouvernement turc, que ces trois dernières années la Turquie a été le pays dont les prisons enferment le plus de journalistes au monde. De plus il a ajouté que les militants des droits de l'homme, tout autant que les activistes kurdes pour la paix, font l'objet d'harcèlement, d'emprisonnement, et pire encore. A ce titre, il a évoqué la peine de 3 ans à laquelle ont été condamnés Yavuz Onen, Akin Birdal, deux leaders d'organisations des droits de l'homme, et Ahmet Türk, ex-député kurde de Mardin, pour avoir rendu

public un rapport relatant les relations entre les fonctionnaires et les escadrons de la mort. Il a souligné que 7 autres dirigeants de l'Association des droits de l'homme, accusés pour les propos tenus au cours de la semaine des droits de l'homme en 1996, ont été condamnés à des peines d'un à deux ans de prison. 20 sections de l'Association des droits de l'homme ont été fermées ces dernières années, toutes se trouvaient dans le Sud-est de la Turquie. Par ailleurs, il s'est joint à ses collègues de la Commission d'Helsinki, qui ont introduit une résolution, demandant à ce que la Turquie ne soit pas choisie comme hôte pour le prochain sommet de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), et cela aussi longtemps que la Turquie continuera à violer les conventions internationales et les principes de l'OSCE, auxquels elle s'est engagée.

Les 11 et 13 novembre 1997, deux autres députés américains ont pris la parole devant le Congrès pour évoquer le sort de Leyla Zana et de ses collègues détenus. Voici de larges extraits de ces interventions: Mme Elisabeth Purse: *" Je soutiens vivement ce projet de loi (Résolution 137 intervenant à l'encontre des actes de crime de Saddam Hussein et développant l'idée d'une Cour d'Assises Internationale où l'Irak répondra de ses crimes). Aujourd'hui , un groupe de grévistes de la faim met à jour les problèmes des droits de l'homme rencontrés par la population kurde et par les représentants kurdes élus en Turquie.*

Je voudrais m'associer à mes collègues qui ont pris l'initiative d'adresser au Président Clinton une lettre, paraphée par 153 députés, éclairant sur la situation dramatique de la députée kurde, élue par son peuple, mise en prison pour avoir violé la loi turque. Tout ce qu'elle a fait, c'est de parler haut et fort, comme aurait fait tout autre parlementaire... Dans notre lettre, adressée à M. Clinton, nous affirmons qu'une des charges retenues contre Mme Zana est d'avoir répondu à l'invitation du Congrès américain en 1993. Nous appelons vivement l'administration américaine à agir pour la libération de Leyla Zana et à se soucier de la situation tragique du peuple kurde en Turquie... Il est de notre devoir, en tant que membres du Congrès et de la plus grande démocratie du monde, de dénoncer les violations des droits de l'homme et cela, même si ces violations mettent en cause nos amis tout autant que nos ennemis... Je soutiens les grévistes de la faim et aux personnes qui les qualifient de "terroristes", je rétorque que je me souviens encore du temps où Mandela aussi était "un terroriste" en Afrique du Sud. Un terroriste est également un combattant des libertés. Ces gens là, cherchent la liberté de leur peuple". M. John Porter: "Nous devons arrêter Saddam Hussein, maintenant. Nous devons l'isoler... il a utilisé des armes chimiques contre son propre peuple. En 1988, 8000 Kurdes ont été tués à Halabja... Saddam Hussein a torturé, assassiné, kidnappé pour rester au pouvoir. Selon moi, il a manifestement commis des crimes contre l'humanité, la paix et a violé les principes humanitaires. S'il y a une

personne au monde, qui mérite d'être conduit devant la Justice, c'est bien Saddam Hussein... Au pied de l'immeuble, il y a des Kurdes qui font la grève de la faim... depuis 25 jours et demandent la libération de Leyla Zana, la première femme kurde élue au parlement turc en 1991. Elle est venue aux Etats-unis en 1993 pour témoigner des violations des droits de l'homme à l'encontre de la minorité kurde de son

pays... Elle est rentrée chez elle, désaisie de ses fonctions par le gouvernement, placée en prison, jugée pour "trahison", condamnée à 15 ans de prison pour avoir donné son opinion et avoir témoigné devant le Congrès des Etats-Unis... Les Kurdes ne sont pas des "terroristes", mais un peuple qui revendique ses droits... Sont terroristes les gouvernements qui les oppriment et... qui nient leurs droits humains les plus élémentaires."

NOUVELLE INTERVENTION DE L'ARMEE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN

APRES deux opérations en mai et en septembre derniers, l'armée turque vient de lancer une nouvelle offensive. Environ 20 000 soldats, appuyés par des avions de combat F-4 et F-16 et des hélicoptères Cobra et Super Cobra sont entrés le jeudi 4 décembre dans le Kurdistan irakien. Le district de Khwakurk, situé aux confins de l'Iran et de la Turquie en territoire irakien, qui selon les Turcs abriterait entre 500 et 1000 combattants du PKK, a été particulièrement visé jusqu'au 11 décembre, date à laquelle la partie terrestre de l'opération a pris fin en raison des intempéries, alors que les raids aériens se poursuivent dans la limite des conditions météorologiques.

La Turquie, qui en est à sa 57ème opération dans le Kurdistan irakien a été vigoureusement critiquée par les pays voisins pour avoir une nouvelle fois violé le droit international.

Par ailleurs, le quotidien *Turkish Daily News* indique que les manœuvres navales conjointes entre la Turquie, l'Israël et les Etats-Unis, tant controversées, auront effectivement lieu entre le 5 et 9 janvier. De sources turque et israélienne, celles-ci auront lieu au large des côtes israéliennes, dans les eaux territoriales de l'est méditerranéen et commenceront au port d'Haifa. Le ministre israélien de la défense, Yitzhak Mordechai, juif du Kurdistan, était en visite officielle en Turquie le 10 décembre. "Cette visite historique a atteint son but: élargir les bases de la coopération avec les Turcs... Je décrirai certainement le rapport entre les Turcs et nous comme le développement d'une relation stratégique. Le tout avec le soutien et la coordination des Etats-Unis" a-t-il déclaré. Le 22 décembre, des chefs-adjoint d'état-major des armées turque, israélienne et américaine se sont réunis à Washington pour discuter de la stratégie de ces trois alliés dans cette région du monde.

TEMOIGNAGE: "A VOUS DE DENOMMER CE REGIME !"

LÜLFÜ Livaneli, journaliste et artiste turc notoire, résume dans un éditorial paru au quotidien Milliyet du 27 novembre 1997, la chronique des derniers jours dans son pays:

"Enumérons un par un et objectivement les événements d'un jour.

Episode 1: Les agents du MIT (service des renseignements), présumés avoir été trempés dans l'assassinat d'Ömer Lütfü Topal (roi des casinos), ont été relâchés.

Episode 2: Les policiers qui ont matraqué et traîné les journalistes à même le sol, leur occasionnant des blessures au cours d'une manifestation à Ankara, ont été disculpés. Le tribunal a décidé "qu'ils exécutaient leur mission" et n'a pas retenu l'usage effectif des matraques, malgré des centaines d'images probantes diffusées à la télévision. Faut-il croire à ses yeux ou bien à la décision de la Cour? A la Cour bien sûr! **Episode 3:** La juge qui a décidé l'arrestation des policiers, présumés avoir participé à l'assassinat de Metin Göktepe (journaliste), à été mutée. Une instruction a été ouverte à son encontre. Faisons un peu une rétrospective sur ces derniers jours:

La proposition de révision constitutionnelle ayant pour objet de limiter l'immunité parlementaire a été rejetée par l'Assemblée turque. Le Premier ministre Mesut Yılmaz a reconnu que l'affaire Susurluk était dans une impasse et que même les services de renseignements (MIT) ne fournissaient

pas d'information. Sa phrase devenue un crescendo est la suivante "Si j'avais su, je ne me serai pas mêlé de cette affaire!" Bravo!

A côté de cela, les enfants torturés à Manisa et qui ont fait leurs dépositions sous la pression, ont été condamnés à une peine de 2,5 à 12 ans de prison. Le parquet a demandé que des peines plus lourdes soient prononcées. Selon le journal Radikal, l'instituteur Bedrettin Sen a été condamné par la

Cour de Sûreté de l'Etat à 28 mois de prison et à une amende de 223 millions de livres turques pour avoir lancé des slogans. Ces exemples ne sont pas exhaustifs. Nous sommes comme cela! D'accord mais, quel est le nom de ce régime? Quel nom peut-on attribuer à ces agissements fermes et résolus et à ces pratiques conduites par une main invisible. C'est à vous de répondre à cette question! Mais en votre for intérieur! Il suffirait que vous tombiez par inadvertance sur le nom réel pour qu'ils vous attrapent et vous enferment vous aussi, cinq à dix ans".

AINSI QUE...

• **CONDAMNATION A MORT DES 33 ISLAMISTES ACTIVISTES, RECONNUS COUPABLES DE LA MORT DE 37 INTELLECTUELS.** 33 islamistes accusés des meurtres de 37 personnes brûlées vives, dans l'incendie de hôtel Madimak à Sivas le 2 juillet 1993 ont été condamnés le 28 novembre 1997, à la peine de mort, par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara. La Cour, par son jugement, a assez largement suivi le réquisitoire du procureur, qui avait réclamé la peine de mort pour 38 des 98 accusés, pour "tentative de changer par la force l'ordre constitutionnel de l'Etat". Le feu avait été allumé par une foule, menée par des intégristes, en réaction aux propos de l'écrivain satirique, Aziz Nesin. Le massacre de Sivas est le plus grave crime

fondamentaliste commis en Turquie à l'époque moderne.

• **UN AN DE REPIT POUR L'AVOCAT ESBER YAGMURDERELI, REMIS EN LIBERTE POUR DES RAISONS DE SANTE.** Esber Yagmurdereli a été remis en liberté, le dimanche 9 novembre 1997, pour des raisons de santé. Face aux réactions des gouvernements occidentaux et des groupes de défense des droits de l'homme turcs et étrangers, les autorités turques ont invoqué sa santé pour reporter d'un an l'exécution de la peine 23 ans de prison qu'il doit purger. L'avocat Yagmurdereli avait refusé tout régime de faveur, en rejetant l'idée même d'une grâce présidentielle que

le président turc Suleyman Demirel s'était déclaré prêt à lui accorder. Paris a appelé Ankara, le 10 novembre 1997, à transformer "en libération définitive" ce report de prison. Mme. Anne Gazeau-Secret, porte parole du ministère français des Affaires étrangères, a déclaré qu'"une révision en profondeur de la législation turque relative aux délits d'opinion, permettrait non seulement de mettre fin à des affaires judiciaires qui ternissent l'image de la Turquie, mais aussi de commencer à répondre réellement aux attentes pressantes des opinions publiques turque et européenne". La Turquie a été appelée à procéder "aux réformes nécessaires à la garantie nécessaire à la liberté d'expression, conformément aux engagements qu'elle a pris en matière de respect des droits de l'Homme". L'Observatoire des droits de l'homme des Etats-Unis a récompensé, le mercredi 12 novembre 1997, l'avocat Esber Yagmurdereli par le prix Hellman-Hammett, décerné chaque année aux écrivains qui font face à l'oppression étatique.

• LEYLA ZANA REFUSE SA LIBERATION POUR RAISON DE SANTE.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a demandé à Oltan Sungurlu, ministre turc de la Justice et au parquet d'Ankara qu'une formule soit trouvée pour que Leyla Zana, figure de proue de la contestation démocratique kurde, soit libérée avant le sommet européen des 12 et 13 décembre de Luxembourg. La sentence de 15 ans,

à laquelle elle a été condamnée, s'achevant légalement en 2005, les responsables turcs veulent appliquer l'article 399 du code de la procédure pénale (CUMUK) au cas de Mme Zana, comme cela a été fait pour l'avocat Esber Yagmurdereli. Invoquant la santé de l'ex députée kurde, qui souffre notamment d'une ostéoporose et subit un traitement médical régulier dans un hôpital à Ankara, les autorités veulent ainsi différer l'exécution de sa peine pour des raisons de santé. Consciente de la manipulation politique turque, Mme Zana a adressé une lettre à Mesut Yilmaz pour lui dire qu'elle n'accepte pas de mesure individuelle, qu'elle ne demande pas de compassion mais justice. "A mes yeux, la libération du peuple kurde a plus de valeur que ma vie" écrit-elle. Par ailleurs, elle a écrit au Président Clinton, une lettre où elle affirme notamment "vivre sous l'oppression et la violence perpétuelles des différentes autorités". Elle appelle les Etats-Unis à œuvrer pour mettre fin "à la souffrance et l'angoisse des peuples kurde et turc".

A Londres, Amnesty International a publié, le 10 décembre, un texte de 12 pages intitulé "Les couleurs de leurs vêtements: des députés en prison pour 15 ans pour l'expression de l'identité politique kurde" sur le sort des 4 députés kurdes détenus depuis mars 1994 à Ankara. Faisant l'historique de cette affaire et après un examen rigoureux de l'ensemble des pièces du dossier, de l'acte d'accusation et du verdict, Amnesty International

affirme que "Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak ont été condamnés après un procès injuste qui n'aurait jamais dû avoir lieu du tout" et qu'ils "sont des prisonniers de conscience emprisonnés simplement pour l'expression pacifique de leurs convictions". Rappelant que le Groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire avait, le 30 novembre 1995 conclu que l'emprisonnement de ces quatre députés est arbitraire et qu'il contrevient aux articles 10 et 11 de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme, que des institutions internationales comme le Parlement européen, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'Union inter-parlementaire ont adopté des résolutions de soutien aux députés kurdes et demandé leur mise en liberté, Amnesty lance une campagne internationale pour obtenir "la libération immédiate et inconditionnelle de ces quatre députés"

Le 19 décembre, un meeting de solidarité avec Leyla Zana a été organisé à Dusseldorf, à l'initiative de Fraueninitiative "Freiheit für Leyla Zana" et du ZAKK (Centre d'action culturelle et de communication). Mme. Danielle Mitterrand, Mme. Ilse Ridder-Melchers, ministre responsable de la question des femmes du gouvernement régional de Rhénanie-Westphalie, étaient présentes à cette soirée au cours de laquelle des textes de Leyla Zana ont été lus. Des participants et des journalistes ont longuement interrogé Mme. Mitterrand pour son

action en faveur des Kurdes et pour la libération de Leyla Zana.

• **BILAN DU MOIS D'OCTOBRE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE.**

Le bilan du mois d'octobre des violations des droits de l'homme rendu public le mardi 18 novembre se présente comme suit:

- Meurtres non élucidés: 14
- Condamnations extrajudiciaires, morts à la suite de tortures subies ou morts en garde à vue: 6
- Actions à l'encontre de civils: 16 morts, 37 blessés.
- Disparitions: 2
- Personnes torturées: 29
- Personnes placées en garde à vue: 3687
- Nombre de personnes arrêtées: 71
- Nombre de villages et hameaux évacués: 1
- Nombre d'associations, de syndicats, d'organes de presse fermés: 9
- Nombre de journalistes placés en garde à vue: 25
- Nombre de publications saisies: 28
- Détenus pour délits d'opinion: 116

Par ailleurs, le 30 novembre, le rapport 1997 d'Amnesty International, sur les violations des droits de l'homme dans 150 pays a été rendu public à Londres. L'organisation internationale consacre une large section de ce rapport à la Turquie en dénonçant la mort de 25 personnes et la disparition de 32 autres au cours des gardes à vue. L'Amnesty rappelle que 14 personnes ont été condamnées

à la peine capitale après un jugement arbitraire et chiffre à plus de 2500 les victimes de la guerre entre le PKK et la Turquie en 1997. Les enquêteurs critiquent longuement les restrictions considérables à la liberté d'opinion et les rebondissements scandaleux de l'affaire Göktepe. Les investigations révèlent que les enfants sont sujets à la torture et qu'à Manisa 16 lycéens ont subi des sévices à la suite des gardes à vue. Le rapport donne l'exemple de l'affaire Mahir Göktaş, âgé de 14 ans, électrocuté par ses orteils au commissariat de Manisa et dont le dossier d'instruction des policiers incriminés est toujours en cours. Par ailleurs, la destruction des villages kurdes par l'Etat, de même que les différents massacres orchestrés par les forces de l'ordre dans les prisons, sont également soulignés.

• **LE CONSEIL NATIONAL DE SECURITE DEMANDE LA FERMETURE DES RADIOS ET TELEVISION PROCHES DE LA MOUVANCE ISLAMISTE.** Le tout-puissant Conseil national de Sécurité turc (MGK), par l'intermédiaire duquel l'armée exerce son influence politique, a appelé le 26 novembre 1997 le gouvernement à interdire des centaines de télévision et de radios locales accusés de faire de la propagande islamiste. Le MGK a déclaré "avoir demandé au gouvernement de prendre des mesures légales contre des médias qui opèrent en violation des principes fondamentaux et indispensables de la constitution". La

décision du Conseil est la dernière d'une série de mesures réclamées par l'armée afin de lutter contre ce qu'elle appelle "la montée de l'islam politique". D'un autre côté, ce même Conseil a décidé dans la foulée que l'adhésion à l'UE "ne sera plus à l'ordre du jour de la Turquie" si l'UE ne prend pas une décision favorable à Ankara lors de son sommet de décembre. Le MGK a estimé, lors de sa réunion mensuelle, que l'UE "leurre la Turquie avec ses fausses promesses à propos de son adhésion".

• **INTERDICTION ET SAISIE D'UN LIVRE DU DR. EKINCI POUR UN RÉGLEMNT PACIFIQUE DU PROBLEME KURDE.**

Chaque semaine les Cours de Sûreté de l'Etat interdisent, dans la quasi-indifférence générale, des livres, des journaux, des périodiques. Un exemple récent de cette censure de routine, l'interdiction le 13 novembre par la Cour de Sûreté de l'Etat n°5 d'Istanbul d'un livre en turc "La question kurde du point de vue de la citoyenneté et une proposition de solution". Son auteur, Dr. Tarik Ziya Ekinci, ancien député de Diyarbakir, est une personnalité de gauche connue et réputée qui, après le coup d'Etat militaire de 1980, a dû vivre pendant plusieurs années en exil en France. Ses opinions pacifiques sont également de notoriété publique. Dans son essai, il analyse la politique des gouvernements turcs successifs envers la communauté kurde, explique les raisons de l'impasse de cette politique de négation et de

destruction de l'entité kurde et avance une proposition de solution pour le règlement du problème dans le cadre des frontières existantes avec une nouvelle conception de citoyenneté et de pluralisme culturel:

La Cour turque estime qu' "en évoquant les persécutions subies par le peuple kurde", l'auteur commet "le crime d'incitation ouverte de la population à la haine et à la confrontation par des considérations de différence de race, de langues et de région", crime puni par l'article 28 de la Constitution et la loi n° 5680. Elle ordonne la saisie du livre et engage des poursuites contre son auteur septuagénaire qui a déjà fait plusieurs séjours dans les prisons turques pour délit d'opinion. Dans un communiqué rendu public à Istanbul, Dr. Ekinci a déclaré qu'il poursuivrait jusqu'à la mort son combat pacifique en faveur de la justice pour son peuple, de la démocratie et de la paix. En 1994, son frère cadet, l'avocat Yusuf Ekinci, avait été enlevé en plein Ankara par un escadron de la contre-guerrilla turque et sauvagement assassiné.

• **LA TURQUIE A REFUSE DE SIGNER LE TRAITE INTERDISANT LES MINES ANTI-PERSONNELLES.** La Turquie a refusé de signer, le 5 décembre, le traité, paraphé par 125 pays, interdisant les mines antipersonnelles dans le monde. "Nous devons protéger nos frontières. Bien que nous respectons les raisons de ce traité, pour assurer la

sécurité de nos frontières, nous devons prendre des mesures" ont déclaré en guise de justification des responsables turcs. Interrogés sur la question, ils ont répliqué que la Turquie avait pris part aux discussions sur l'interdiction des mines à la conférence sur le désarmement de Genève et qu'un moratorium unilatéral, signé par la Turquie en janvier 1996, avait exclu tout exportation et transport de mines durant trois ans. De plus, les responsables militaires turcs ont déclaré que la plupart des pays signataires n'ont pas de longues frontières terrestres ou des problèmes de sécurité comme la Turquie. Le 8 décembre, 11 civils kurdes - femmes et enfants - ont été tués et 8 autres ont été blessés lorsqu'un minibus a percuté une mine dans la ville de Mardin.

• **LA MORT SUSPECTE DU JUGE CHARGÉE DU SCANDALE DE SUSURLUK.** Le juge Akman Akyurek chargé par le Parlement turc d'enquêter sur les liens entre l'Etat, la mafia et la police et sur les assassinats politiques non élucidés a été tué le 8 décembre dans un curieux accident de circulation. Sa voiture a heurté par derrière un poids lourd sur l'autoroute d'Istanbul. D'après l'enquête, le juge au volant de sa voiture, n'a pas utilisé les freins avant le choc fatal et surtout la voiture et le poids lourd se sont heurtés du même côté gauche, alors qu'ils sont supposés avoir circulé dans la même direction. Les experts

cités par le *Turkish Daily News* du 10 décembre, suspectent une conspiration. Telle est également l'opinion de nombreux députés. L'un d'eux, Mahmut Isik, député CHP de Sivas, affirme dans le *Milliyet* du 11 décembre que "les gangs sont toujours tout puissants, plus puissant que nous, ils suppriment tous ceux qui détiennent certaines informations. Bientôt, ce sera notre tour". Ce député avait échappé le mois dernier à un attentat pour sa lutte contre la mafia. Malgré le danger qui pèse sur sa vie il refuse les gardes du corps proposés par la police car pour lui l'ensemble de l'appareil de l'Etat est gangréné et la police est plus dangereuse que les autres corps d'Etat. Il propose la création d'une cour spéciale formée de hauts juges à la probité éprouvée pour lutter contre la mainmise de la mafia sur l'Etat.

De son côté, l'ancien ministre Fikri Saglar, membre de la commission d'enquête parlementaire sur le scandale de Susurluk qui, à la suite d'un accident de circulation survenue le 3 novembre 1996, avait révélé à l'opinion l'interprétation de la mafia, de la police et de la classe politique turque a appelé tous ceux qui ont des documents et des informations sur cette question de les conserver précieusement "car cela est d'une importance cruciale pour le futur de la Turquie".

La presse révèle que la mort du juge qui en savait trop fait suite à la mort le 29 août d'un inspecteur de l'Organisation nationale du

renseignement (MIT) qui enquêtait également sur les relations entre l'Etat et la mafia. Il est mort avec sa femme et sa fille en heurtant lui aussi par derrière un gros camion. La MIT avait interdit à la presse de faire état de cet "accident". On sait bien que les routes sont dangereuses en Turquie, ironise un commentateur, mais tout de même, qu'est ce qu'ils ont tous à aller s'écraser derrière des gros camions !

• **LA TURQUIE N'EST PAS UN ETAT DE DROIT SELON LE PRESIDENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE.** Interrogé sur les problèmes d'application des jugements rendus executifs, Yekta Güngör Özden, président de la Cour Constitutionnelle turque, a déclaré dimanche 21 décembre, que "notre pays n'est pas totalement un Etat de droit et la Justice n'est pas tout à fait indépendante". La réaction du haut conseil "d'éthique" des magistrats est vivement attendue, puisqu'il avait été à l'origine de la procédure engagée à l'encontre du procureur Mete Göktürk, qui avait déclaré lui aussi que "la Justice n'est pas indépendante en Turquie".

• **LA TURQUIE COMPTE 62 MILLIONS D'HABITANTS SELON LE RECENSEMENT DU 30 NOVEMBRE 1997.** Selon le dernier recensement la Turquie compte 62 606 157 habitants. En 1990 elle comptait 56 473 035 habitants. Les chiffres montrent une nette diminution de la population rurale; 65,07% de la population vit

désormais dans les villes contre 34,93% pour la campagne. En 1990, la population urbaine atteignait 59,21% et la population rurale 40,79%. 15 départements ont plus d'un million d'habitants-Istanbul en tête de la liste avec 9 198 000 habitants, suivi d'Ankara avec 3 684 000 h, Izmir 3 174 000 h, Bursa 1 978 000 h. Toutes ces villes comptent désormais de fortes communautés kurdes. Au Kurdistan, où les conditions de recensement ont été vivement critiquées par plusieurs maires, les départements suivants ont plus d'un million d'habitants: Diyarbakir (1 318 276 h), Sanliurfa (1 252 149 h) et Gaziantep (1 136 364 h) La population totale des 23 provinces kurdes et des districts kurdes des provinces de Hatay, Maras et Sivas s'élève à 13 346 000 h, soit 21% de la population de la Turquie.

La Turquie compte 25 000 000 d'enfants (de 0 à 18 ans); un quart de la population infantile n'a aucune couverture sociale, 540 000 sont orphelins, 22 000 sont à la rue et 1 400 sont en prison. En réalité, 8 000 000 d'enfants vivent dans la pauvreté, 21% ne savent pas lire et écrire et 29% des petites filles ne sont pas autorisées à aller à l'école. De plus, 3 200 000 d'entre eux ont été contraints à l'émigration vers l'ouest en raison de la guerre du Kurdistan. Le recensement turc n'a pas pris en compte ni la langue maternelle des gens ni la profession des femmes.

• **ANKARA REJETTE UNE ASSISTANCE FINANCIERE**

CONDITIONNELLE DES ETATS-UNIS. La Turquie a rejeté, le 15 novembre, un programme d'aide financière conditionnelle de 40 millions de dollars voté le 13 novembre par le Congrès américain. Celui-ci demandait que la moitié de cette somme, \$20 millions, soit fournie aux actions en faveur "du règlement des problèmes régionaux" par le biais des ONG et institutions luttant en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Comme la région en question est le "Sud-Est" (lire Kurdistan) et que les ONG susceptibles d'œuvrer en faveur d'un règlement pacifique de ses problèmes sont précisément celles qui critiquent régulièrement la politique du gouvernement turc dans cette région et qu'elles font, à ce titre, l'objet de tracasseries et de persécutions de la part des autorités turques, celles-ci y voient "une ingérence dans les affaires intérieures de la Turquie".

Ce programme ayant été voté sous une forme identique par le Sénat, la Chambre et la Conférence des deux assemblées, il est devenu définitif. La Turquie en a pris acte et son ambassadeur à Washington, M. Nuzhet Kandemir, a officiellement écrit à Mme Allbright, au Président de la Chambre des représentants et aux leaders de la majorité et de la minorité du Sénat que "son gouvernement n'acceptera aucune aide conditionnelle".

Déjà l'année dernière Ankara avait refusé une aide similaire parce qu'elle était conditionnée à

"l'ouverture d'un corridor d'aide humanitaire pour les vols à destination de l'Arménie".

Le programme ESF (American Economic Support Fund) est une survivance de la guerre froide. Son volume a d'ailleurs beaucoup diminué, passant de \$ 250 millions en 1991 à \$ 40 millions en 1998 dans le cas de la Turquie. Ce pays qui a tiré \$ 25 milliards du trafic de drogue en 1995 (cf. *Hürriyet* du 27 décembre 1996) et \$37,5 milliards en 1996 n'a que faire de cette menue monnaie américaine, surtout si une partie est destinée à renforcer les ONG des droits de l'homme, ses "pires ennemis".

• HUMOUR: UN "PRIX DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA LAÏCITÉ" DECERNE A L'ARMÉE TURQUE ! L'association Atatürk américaine a décerné le mercredi 26 octobre 1997, "le prix de la démocratie et de la laïcité 1997" à l'armée turque. Le Général Çevik Bir, chef-adjoint de l'état-major turc s'est rendu aux Etats-Unis pour recevoir ce prix au cours d'une cérémonie à la quelle étaient présents Nüzhet Kandemir, l'ambassadeur turc à Washington, Mark Parris, son homologue américain en Turquie. "Atatürk et l'Atatürkisme est un idéal auquel la République turque sera liée à jamais" a-t-il déclaré au cours de son discours. Critiquée par la communauté internationale pour sa brutalité envers les Kurdes, l'armée turque, gardienne de la pensée unique

d'Atatürk semble satisfaite de recevoir un prix donné par une obscure association de Turcs des Etats-Unis. Le Général Bir a néanmoins profité de sa visite pour rencontrer son homologue américain, promettre "une solution par le dialogue pour le problème kurde" et inviter les Américains à participer au marché d'achat de 145 hélicoptères de combat dont le délai de soumission expire le 31 décembre.

• L'ARMÉE RENVOIE À MME ÇILLER "SON APPEL À LA DÉMOCRATIE". Au nom de la défense de la démocratie, Mme Çiller avait le 28 décembre lancé un appel demandant l'arrêt des poursuites légales contre le parti islamiste Refah, son ex-partenaire de coalition. Elle a cru devoir faxer une copie de son appel au bureau du chef d'État-

major des armées qui dans cette affaire joue un rôle décisif.

Le jour même, elle a eu droit à une réponse cinglante reproduite à la Une du quotidien *Milliyet* du 29 décembre: "les forces armées turques sont une institution sérieuse. Elles n'ont pas de temps à consacrer à des sujets hors de leur domaine d'intérêt et de compétence; de ce fait le texte que vous nous avait faxé vous est renvoyé ci-joint sans être porté à la connaissance du Commandement. Signé Hüsnü Dag, colonel d'artillerie, chef du Bureau de relations avec la presse et le public".

L'ancien Premier ministre, qui fut pendant des années une mascotte de l'armée et qui se fit une propagandiste zélée des militaires, n'a apparemment même pas droit à un minimum d'égards et de politesse de la part des tout puissants généraux turcs.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

L'IRAK A INTERDIT L'ACCÈS DE SON TERRITOIRE À TROIS EXPERTS AMÉRICAINS DU DÉSARMEMENT. – Washington, Paris et Moscou pressent Bagdad de revenir sur sa décision. (*Le Monde*, 1^{er} novembre 1997), p.1.

APPEL AUX POURPARLERS ALORS QUE L'ÉQUIPE D'INSPECTION VA DÉFIER BAGDAD. -DIVISION : L'ONU dissuade d'une attaque contre l'Irak. – Le Mossad fait revivre l'idée d'un complot contre Saddam. (*The Guardian*, 1^{er} novembre 1997), p.1-2.

PLUS DE 100 IMMIGRANTS CLANDESTINS IRAKIENS ARRÊTÉS EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 2 novembre 1997), p.2.

" AVEC LA TURQUIE NOUS REGARDONS L'IRAK DU MÊME OËIL " affirme un collaborateur de Clinton. Reidel indique que les missiles balistiques irakien menacent la Turquie aussi. (*Turkish Daily News*, 1^{er} novembre 1997), p.3-4.

DEUX AVOCATS D'IZMIR ENGAGENT DES POURSUITES

CONTRE LE MAIRE D'IZMIR. – Les déclarations insultantes d'Özfatıra au sujet des intellectuels hautement respectés de Turquie, Yasar Kemal et Esber Yagmurdereli, suscitent des objections dans tout le pays. (*Turkish Daily News*, 1^{er} novembre 1997), p.3-4.

DÉBUT DES MANŒUVRES TURQUES. (A.F.P., 1^{er} novembre 1997), p.4.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EST TOUJOURS À LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION À LA CRISE PROVOQUÉE PAR L'IRAK. – La " ligue " Saddam. (*Le Monde*, 3 novembre 1997), p.4-5.

L'AMI AMÉRICAIN DE LA TURQUIE DEVRAIT LUI PARLER CLAIREMENT. (*International Herald Tribune*, 3 novembre 1997), p.5-6.

LIVRES: MES RENCONTRES AVEC LE KURDISTAN, de Jonathan C. Randal. (*Turkish Daily News*, 3 novembre 1997), p.7-9.

" LES MOTS NE SONT PAS ASSEZ. LE COMBAT POUR LES DROITS DE L'HOMME A BESOIN DU COURAGE ET DE DÉTERMINATION " déclare Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'homme. (*Turkish Daily News*, 3 novembre 1997), p.7-8.

RASSEMBLEMENT POUR LE PREMIER ANNIVERSAIRE DU SCANDALE DE SUSURLUK. (*Turkish Daily News*, 3 novembre 1997), p.10-11.

L'EX-PORTE-PAROLE DU PKK EN EUROPE MIS EN ACCUSATION POUR TERRORISME. (A.F.P., 3 novembre 1997), p.11.

VAGUE D'IMMIGRATION

CLANDESTINE EN ITALIE. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 3 novembre 1997), p.12.

LA TURQUIE RÉVISERA SON ACCORD D'UNION DOUANIÈRE SI ELLE EST EXCLUE DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE. (A.F.P., 6 novembre 1997), p.12.

BAGDAD FAIT MONTER LA PRESSION CONTRE WASHINGTON. – Les experts américains du désarmement refoulés hier. (*Libération*, 3 novembre 1997), p.13.

30,000 PERONNES MANIFESTENT À SUSURLUK. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1997), p.13-14.

HOAGLAND: L'UPK REÇOIT \$500.000 PAR MOIS DE LA C.I.A. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1997), p.14.

LES AFFRONTEMENTS DANS LE NORD DE L'IRAK CONTINUENT DANS TROIS RÉGIONS. – Le porte-parole du PDK affirme que les territoires initialement perdus par le PDK ont été repris dans la contre-attaque. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1997), p.14-15.

L'IRAK CAMPE SUR SON REFUS D'AUTORISER LES EXPERTS AMÉRICAINS DE L'ONU À TRAVAILLER. – La commission chargée de désarmer Bagdad a été empêchée de reprendre ses inspections. (*Le Monde*, 4 novembre 1997), p.15.

WASHINGTON POUSSE L'ONU CONTRE BAGDAD. – Sans exclure une intervention, Clinton privilégie la diplomatie. (*Libération*, 4 novembre 1997), p.18-19.

ERBAKAN: IL NE PEUT Y AVOIR DE

DROITS DE L'HOMME SI PENSER EST UN CRIME. (*Turkish Daily News*, 5 novembre 1997), p.17.

ATHÈNES ET ANKARA TENTENT DE RÉTABLIR UN PROCESSUS DE NORMALISATION. – Après une série d'incidents bilatéraux, les chefs des deux gouvernements se sont rencontrés. (*Le Monde*, 5 novembre 1997), p.18.

AFFRONTEMENTS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN: 21 Kurdes et 3 soldats turcs tués. (A.F.P., 6 novembre 1997), p.18.

LA NORVÈGE JUGE " INACCEPTABLE " LA PRÉSENCE TURQUE EN IRAK, LORS DE LA VISITE D'UN RESPONSABLE TURC. (A.F.P., 5 novembre 1997), p.19.

MANIFESTATION DE KURDES PENDANT LA VISITE DU PREMIER MINISTRE TURC À VIENNE. (A.F.P., 5 novembre 1997), p.20.

PROCÈS DE POLICIERS: LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL SE RETIRE. (A.F.P., 6 novembre 1997), p.20.

MAINTENIR LA PRESSION SUR L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 5 novembre 1997), p.21.

WASHINGTON AGITE LA MENACE D'UNE ACTION MILITAIRE SANS LA SOUHAITER. – Bagdad suspend provisoirement son ultimatum à l'ONU. (*Le Monde*, 5 novembre 1997), p.21-22.

FRAPPER SADDAM DANS SA SOUVERAINETÉ ET SA PROTECTION PERSONNELLE. (*International Herald Tribune*, 6 novembre 1997), p.22.

CINQ MILLES KURDES IRAKIENS

MASSÉS À LA FRONTIÈRE TURQUE, SELON M. YILMAZ. (A.F.P., 6 novembre 1997), p.23.

MOUVEMENT DE CHARS TURCS DANS LE NORD DE L'IRAK, SELON L'INC. (A.F.P., 7 novembre 1997), p.23.

LE PRÉSIDENT DE L'INC, CHALABI: La Turquie devrait mettre fin à son rôle de médiateur. (*Turkish Daily News*, 7 novembre 1997), p.24-26.

LA TURQUIE ET L'IRAN VONT DE NOUVEAU ÉCHANGER DES AMBASSADEURS. (A.F.P., 7 novembre 1997), p.26.

L'IDÉE D'UN RECOURS ÉVENTUEL À LA FORCE CONTRE L'IRAK EST RELANÇÉE AUX NATIONS UNIES. (*Le Monde*, 7 novembre 1997), p.27.

APPEL DU PREMIER MINISTRE DANOIS AU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (A.F.P., 7 novembre 1997), p.27-28.

LES OCCIDENTAUX PENSENT QUE BAGDAD PEUT DÉPLOYER DES GAZ NEUROTOXIQUES. – Les Etats-Unis en panne de stratégie irakienne. (*Le Monde*, 8 novembre 1997), p.28-29.

NORD DE L'IRAK: L'UPK FORCÉE DE SE REPLIER SUR LA LIGNE DE L'ANCIEN CESSEZ-LE-FEU. (A.F.P., 10 novembre 1997), p.29.

LES GROUPES KURDES AFFIRMENT QU'IL Y A EU 97 MORTS DANS LES AFFRONTLEMENTS EN IRAK DU NORD. (*Turkish Daily News*, 10 novembre 1997), p.30.

L'IRAK DEMANDE À LA TURQUIE D'INTERDIRE SES BASES AUX

AMÉRICAINS. (A.F.P., 10 novembre 1997), p.30.

" IL Y A DES INDICATIONS QUE LA TURQUIE ENTRE DANS UNE NOUVELLE PÉRIODE DE RESTRICTION ", déclare Yavuz Önen, président de la Fondation des droits de l'homme. (*Turkish Daily News*, 10 novembre 1997), p.31-33.

L'AFFRONTLEMENT ENTRE FACTIONS KURDES S'INTENSIFIE DANS LE NORD DE L'IRAK. Il y aurait 97 morts et un groupe parle de l'attaque, des troupes turques. (*International Herald Tribune*, 10 novembre 1997), p.34.

L'IRAK RETIRE SON SAC À MALICES POUR FRUSTRER LES INSPECTIONS. (*International Herald Tribune*, 10 novembre 1997), p.34-35.

L'IRAN ET LA TURQUIE VONT REHAUSSER LEURS RELATIONS AU NIVEAU DES AMBASSADEURS. (*Turkish Daily News*, 11 novembre 1997), p.35.

ATHÈNES JUGE " INACCEPTABLE " LA PRÉSENCE DE L'ARMÉE TURQUE EN IRAK. (A.F.P., 11 novembre 1997), p.35-36.

ANKARA ET LE PDK AFFIRMENT QUE LE LEUR OBJECTIVES ONT ÉTÉ ATTEINTS DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 11 novembre 1997), p.36.

UN AVERTISSEMENT POUR LES GÉNÉRAUX DE TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 11 novembre 1997), p.37.

L'ARMÉE TURQUE MÈNE SES OPÉRATIONS DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. (*Le Monde*, 11 novembre 1997), p.37.

CONFÉRENCE EUROPÉENNE: REVIREMENT DE BONN QUI ACCEPTE LA PRÉSENCE TURQUE. (A.F.P., 10 novembre 1997), p.38-39.

DROITS DE L'HOMME: PARIS APPELLE ANKARA À PASSER DE LA PAROLE AUX ACTES. (A.F.P., 10 novembre 1997), p.39.

L'U.E. PRÉFÈRE UNE RENCONTRE " INFORMELLE " AVEC LA TURQUIE PLUTÔT QU'UN CONSEIL D'ASSOCIATION. (A.F.P., 10 novembre 1997), p.39.

LA TURQUIE RELÂCHE L'ACTIVISTE POLITIQUE E. YAGMURDERELI. (*International Herald Tribune*, 11 novembre 1997), p.40.

UNE DISSOLUTION PROCHAINE DU REFAH PARAÎT PROBABLE. (A.F.P., 12 novembre 1997), p.40-41.

L'ONU ENCORE RÉTICENTE POUR BOMBARDER SADDAM. – Le Conseil de sécurité omet l'avertissement à l'Irak de " conséquences sérieuses ". (*International Herald Tribune*, 12 novembre 1997), p.41-42.

L'ISOLEMENT DE L'IRAN ET DE L'IRAK: POLITIQUE EN RUINE. Les Alliés affirment que la tentative nuit à Washington. (*International Herald Tribune*, 12 novembre 1997), p.42.

SI LE SOUDAN (EST EXCLU) POUR QUOI PAS LA SYRIE ? – Toutes les sociétés américaines sont interdites d'investir au Soudan. (*Turkish Daily News*, 13 novembre 1997), p.43-44.

LES VIOLATIONS IRAKIENNES AUGMENTENT DANS LA ZONE

- D'INTERDICTION DE VOLS. LONDRES SOUTIENT LA LA FORMULE " PÉTROLE CONTRE
(*International Herald Tribune*, 13 CANDIDATURE DE LA TURQUIE. NOURRITURE ", UN PIS-ALLER POUR
novembre 1997), p.44. (A.F.P., 19 novembre 1997), p.53. LES IRAKIENS. (*Le Monde*, 19 novembre
1997), p.59.
- LES ETATS-UNIS ENVOIENT PLUS LE GROUPE KURDE IRAKIEN (PDK) LONDRES SOUTIENT LA
D'AVIONS À INCIRLIK. (*Turkish Daily AFFIRME QU'IL A REPOUSSÉ SON CANDIDATURE DE LA TURQUIE.*
News, 14 novembre 1997), p.44-45. RIVAL DANS LES AFFRONTEMENTS. (A.F.P., 19 novembre 1997), p.59-60.
(*Turkish Daily News*, 18 novembre 1997), p.54.
- BILL CLINTON SUBIT LES PRESSIONS LA FRANCE EST " SOLIDAIRE " DE ERBAKAN REJETTE L'ACCUSATION
DES PARTISANS DE LA " MANIÈRE WASHINGTON ET DE L'ONU. (*Le DE " RADICALISME ". " Il ne nous est*
FORTE ". (*Le Monde*, 14 novembre 1997), pas possible de garder à l'œil sur tous nos 4
p.45. *Monde*, 18 novembre 1997), p.54. millions de membres " aurait déclaré
devant la cour le leader du Refah en
réponse aux accusations. (*Turkish Daily*
News, 20 novembre 1997), p.60-61.
- DES MANIFESTANTS À L'ONU LE COLLECTIF DE SOUTIEN AUX LE TURC ERBAKAN SE BAT POUR
CONTRE LA RÉPRESSION DES KURDES BRISE LE SILENCE. - SAUVER SON PARTI. (*International*
ASSYRIENS EN TURQUIE. (A.F.P., 14 auditeurs pour Mgr. Gaillot. - *Herald Tribune*, 19 novembre 1997), p.61.
novembre 1997), p.46. CONFÉRENCE DE MGR. GAILLOT.
- LES ÉTATS-UNIS RENFORCENT LEUR LA FRANCE EST " SOLIDAIRE " DE L'ARMÉE VEUT QUE LE
BASE AÉRIENNE EN TURQUIE POUR L'EUROPE N'A PAS ENCORE REPRIS
CONTRER LES VOLS DE L'IRAK DANS LA ZONE D'EXCLUSION. (*International LE " DIALOGUE CRITIQUE " AVEC*
Herald Tribune, 14 novembre 1997), p.47. L'IRAN. - Première étape de la
normalisation des relations. (*Le Monde*,
20 novembre 1997), p.61.
- LES PAYS ARABES SE TIENNENT AUX CÔTÉS DE SADDAM AVEC DES MESURES DE SÉCURITÉ RENFORCÉES
RÉSERVES. - COMPTE À REBOURS DANS LE PROCÈS DES ÉMEUTES DE LA TURQUIE A APPRIS COMMENT
FINAL POUR L'ÉPREUVE DE FORCE GAZI. - Le MHP (extrême droite) BATTRE LE PKK. Mais... (*Turkish Daily*
DANS LE GOLFE. (*Turkish Daily News*, s'oppose à la libération d'Esber *News*, 20 novembre 1997), p.62.
15 novembre 1997), p.48-49. Yagmurdereli. (*Turkish Daily News*, 18
novembre 1997), p.55-56.
- TURQUIE: SELON YACHAR KEMAL, 166 ÉCRIVAINS ONT ÉTÉ TUÉS EN UN GESTE DE L'IRAN. (*International*
QUARANTE ANS. (*Gamk*, 15-16 *Herald Tribune*, 18 novembre 1997), p.57.
- LE PRÉSIDENT DE MAZLUM DER DES PARLEMENTAIRES
ENSARIOGLU: LES DROITS DE BRITANNIQUES ATTAQUENT LA
L'HOMME ONT ÉTÉ RÉDUITS POLITIQUE DE LA TURQUIE DANS LE
DAVANTAGE AVEC CHAQUE NOUVELLE CONSTRUCTION EN NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*,
TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 17 19 novembre 1997), p.57-58.
novembre 1997), p.50-52.
- ANKARA CRAINT UN AFFLUX DE KANDEMIR: LA SYRIE ET L'IRAN ONT L'ASSOCIATION DES DROIS DE
RÉFUGIÉS IRAKIENS EN CAS DES ARMES DE DESTRUCTION L'HOMME PUBLIE SON RAPPORT
D'ACTION ARMÉE. (A.F.P., 17 MASSIVE. (*Turkish Daily News*, 19 D'OCTOBRE. (*Turkish Daily News*, 21
novembre 1997), p.53. novembre 1997), p.58. novembre 1997), p.65.

LES AVOCATS DE ZANA RECEVRONT LE PRIX KENNEDY DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 21 novembre 1997), p.65-66.

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ENQUÊTE SUR DEUX CAS DE TORTURE EN TURQUIE. (A.F.P., 20 novembre 1997), p.66.

STATIONS D'ÉCOUTES PRÈS DES FRONTIÈRES IRANIENNES: TÉHÉRAN ACCUSE ISRAËL. (A.F.P., 21 novembre 1997), p.67.

LES AMBASSADEURS DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE DE RETOUR À TÉHÉRAN. (A.F.P., 22 novembre 1997), p.67.

LE MANTEAU DIPLOMATIQUE QUI CACHE LA CRISE À VENIR AVEC L'IRAK. Les succès russe est d'avoir donné à chacun une voie de sortie en disant à chaque joueur quelque chose de différent. (*The Guardian*, 22 novembre 1997), p.68.

LE GÉNÉRAL BIR: LA TURQUIE EST PRÊTE À PRENDRE DES CONSEILS ÉTRANGERS SUR LE SUD-EST. – Les ambassadeurs de France et d'Allemagne retournent à Téhéran. (*Turkish Daily News*, 23 novembre 1997), p.69.

SIX MILITANTS ARMÉS D'EXTRÊME GAUCHE TUÉS EN TURQUIE. (A.F.P., 23 novembre 1997), p.69.

FAIRE FACE À UN DESPOTE. – Les forces en alerte. Prêtes pour les premiers coups. Devrait-il tout juste être tué ? (*Time*, 24 novembre 1997), p.70-76.

LA TAXE SUR LE FUEL SAPE L'EXPÉRIENCE KURDE IRAKIENNE. (*Turkish Daily News*, 24 novembre 1997), p.77.

MENACE DE DISSOLUTION DU REFAH: PRÉOCCUPATION DES ÉTATS-UNIS. (A.F.P., 24 novembre 1997), p.77.

LA CRISE IRAKIENNE AFFECTE LE COMMERCE FRONTALIER AVEC LA TURQUIE. (A.F.P., 24 novembre 1997), p.78.

LA TURQUIE ARRÊTE LE COMMERCE DES TANKERS DE FUEL AVEC LA SYRIE. (*Turkish Daily News*, 24 novembre 1997), p.78.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EST DIVISÉ SUR L'ÉTAT DU DÉSARMEMENT DE L'IRAK. (*Le Monde*, 25 novembre 1997), p.79.

BARZANI MET FIN AUX CONTACTS PDK-UPK À BAGDAD ET DEMANDE DES POURPARLERS DE PAIX À ANKARA, SEULEMENT. (*Turkish Daily News*, 25 novembre 1997), p.79.

TURQUIE : LA COUR EUROPÉENNE DÉNONCE LA DÉTENTION DE 6 KURDES. (*Reuters*, 26 novembre 1997), p.80.

19 REBELLES KURDES ET 2 MEMBRES DES FORCES DE SÉCURITÉ TURQUES TUÉS. (A.F.P., 25 novembre 1997), p.80.

ET LES KURDES, DANS TOUT ÇA ? – Il n'y aura pas de deuxième guerre du Golfe. Pas tout de suite. L'Irak n'est donc plus suspect d'être un agresseur en puissance, un fabricant d'armes scélérates ? (...) (*Charlie Hebdo*, 26 novembre 1997), p.81-82.

ADHÉSION À L'UE : LE CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ TURC LANCE UN ULTIMATUM. (A.F.P., 27 novembre 1997), p.82.

LE LEADER CLÉRIICAL DE L'IRAN S'EN PREND AUX CRITIQUES. Les dissidents prévenus d'accusations de " trahison ". (*International Herald Tribune*, 27 novembre 1997), p.83.

LE COMANDANT EN CHEF AMÉRICAIN DANS LE GOLFE EST CONFIANT QUE LES ALLIÉS SOUTIENDRONT L'ACTION. (*Turkish Daily News*, 28 novembre 1997), p.84.

TENSION EN EUROPE SUR L'ADHÉSION DE LA TURQUIE. (*Le Monde*, 29 novembre 1997), p.85.

CE QUE LA TURQUIE DEVRAIT FAIRE – Les verdicts de la Cour européenne des droits de l'homme vont coûter quelque 10 milliards de livres turques (au pays) en termes financiers. Mais le prix réel que nous aurons à payer est beaucoup plus élevé que cela. (*International Herald Tribune*, 29 -30 novembre 1997), p.86.

LES TURCS S'EN VONT VOTER POUR UN ATATÛRK POLYVALENT. (*International Herald Tribune*, 29 novembre 1997), p.86.

LE PDK CRITIQUE LA DISTRIBUTION DE NOURRITURE ET DE MÉDICAMENTS INEFFICACE DE L'ONU. (*Turkish Daily News*, 28 novembre 1997), p.86-87.

SYRIE: PRISONNIER DE CONSCIENCE : FARAJ AHMAD BIRQAR. (*Amnesty International*, vol. 27, n° 6, novembre 1997), p.87.

CHANTS DU KURDISTAN AVEC SIVAN PERWER : Voix la plus connue d'un peuple muselé et écartelé, Sivan constitue un véritable phénomène dans le paysage musical du Proche-Orient.

- (*Bulletin d'Institut du Monde Arabe*, novembre 1997), p.88.
- SYRIE: PRISONNIER DE CONSCIENCE, FARAJ AHMAD BIRQAR. (*Amnesty International*, vol. 27, n° 6, novembre 1997), p.89-93.
- QUARANTE-NEUF KURDES IRAKIENS ONT ÉTÉ INTERPELLÉS À MARSEILLE. (*Le Monde*, 30 novembre 1997), p.93.
- TURQUIE: CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ SILENCIEUSE. – LES COULEURS DE LEURS VÊTEMENTS: des députés purgent des peines de 15 ans de prison à cause de l'expression de l'identité politique kurde. (*Amnesty International*, décembre 1997), p.94-95.
- UNION EUROPÉENNE : JACQUES CHIRAC ROULE POUR LA TURQUIE. (*France-Arménie*, décembre 1997), p.95.
- UNE EX-DÉPUTÉE KURDE (L. ZANA) REFUSE UNE MISE EN LIBERTÉ POUR RAISON DE SANTÉ. (A.F.P., 2 novembre 1997), p.95.
- NOVEMBRE: LES MOIS OÙ LA TURQUIE A FAIT, EN VAIN DU LOBBYING POUR DEVENIR UNE MEMBRE À PART ENTIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE. (*Turkish Daily News*, 1er décembre 1997), p.96-98.
- M. DEMIREL ACCUSE LA SYRIE DE SOUTENIR LE TERRORISME EN TURQUIE. (A.F.P., 2 décembre 1997), p.98-99.
- LES DROITS DE L'HOMME PEUVENT BIEN ARRIVER. (*International Herald Tribune*, 1er décembre 1997), p.99-100.
- DAMAS DÉCLARE NE PAS SOUTENIR LES SÉPARATISTES KURDES TURCS. (A.F.P., 4 décembre 1997), p.100.
- LES ÉTATS-UNIS AFFIRMENT QUE LES KURDES S'ENGAGENT À NOUVEAU À CESSER LE FEU. (*Reuters*, 3 décembre 1997), p.101.
- LES RELATION TURCO-ISRAËLIENNES À LA VEILLE DU 21ÈME SIÈCLE. – TOUT EST POLITIQUE À JÉRUSALEM. (*Turkish Daily News*, 3 décembre 1997), p.102-104.
- ZANA REJETTE UNE AMNISTIE SPÉCIALE COMME CELLE DE YAGMURDERELI. – Écrivant au président Clinton et au Premier ministre Yilmaz, Leyla Zana déclare son rejet de toute sorte d'amnistie spéciale. (*Turkish Daily News*, 3 décembre 1997), p.104-105.
- OPÉRATION D'ENVERGURE DE L'ARMÉE TURQUE CONTRE LE PKK EN TURQUIE. (A.F.P., *Associated Press*, 4 décembre, 1997), p.105.
- LA COALITION GOUVERNEMENTALE TURQUE FRAGILISÉE. (A.F.P., 4 décembre 1997), p.106.
- UN GROUPE DES DROITS DE L'HOMME FAIT UNE NOUVELLE CRITIQUE DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*Reuters* 5 décembre 1997), p.107.
- TURQUIE : LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME PERSISTERAIENT. (*Reuters*, 5 décembre 1997), p.108.
- LA TURQUIE FACE AUX " JEUX DE MOTS " DU " CLUB CHRÉTIEN ". – La presse turque, sceptique sur les intentions des Européens, engage le gouvernement à faire preuve de fermeté à l'égard des Quinze et à exiger " un calendrier précis ". (*Le Monde*, 5 décembre 1997), p.109.
- L'IRAK N'EST PAS AUTORISÉ À VENDRE PLUS DE PÉTROLE POUR ACHETER PLUS DE VIVRES. (*Le Monde*, 6 décembre 1997), p.109-110.
- L'IRAK DU NORD: POURSUITE DE L'INCURSION TURQUE CONTRE LE PKK. (A.F.P., 7 décembre 1997), p.110.
- LE PAPE APPELLE À LA TOLÉRANCE POUR LES KURDES. (*Associated Press*, 7 décembre 1997), p.111.
- REBELLES KURDES ABRITÉS EN ISRAËL. (*Associated Press*, 7 décembre 1997), p.111.
- DES JETS TURCS MÈNENT DES RAIDS CONTRE LES REBELLES KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Reuters*, 8 décembre 1997), p.111.
- L'IRAN ACCUEILLE DE VIEUX ADVERSAIRES POUR LE SOMMET ISLAMIQUE. (*Reuters*, 8 décembre 1997), p.112.
- LETTRE DE MME MITTERAND AUX RESPONSABLES DES QUINZE. – Leyla Zana refuse sa libération pour raison de santé. (*Gamk*, 8-9 décembre 1997), p.113.
- TÉHÉRAN JOUE SA CARTE DE MOYEN-ORIENT. L'Iran brise son isolement pour devenir l'hôte du Sommet islamique.
- LES INCURSIONS TURQUES, UNE MESURE DE SÉCURITÉ PRÉVENTIVE. (*Turkish Daily News*, 9 décembre 1997), p.115.
- L'IRAN TIRE UN PROFIT POLITIQUE

DU SOMMET DE L'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE. (*Le Monde*, 9 décembre 1997), p.116.

LA TURQUIE ET ISRAËL FOCALISENT SUR LES MÊMES MENACES: L'Iran et la Syrie. Les deux pays conviennent du principe de la coproduction des missiles de défense de longue portée. (*Turkish Daily News*, 9 décembre 1997), p.117-118.

EN EXPULSANT UN (DIPLOMATE) IRANIEN LA RUSSIE DONNE AUX ÉTATS-UNIS DES SIGNAUX SUR LES VENTES D'ARMES. ELTSINE COOPÈRE POUR INFLÉCHIR LA POUSSÉE DE TÉHÉRAN. (*International Herald Tribune*, 9 décembre 1997), p.118-120.

LES QUINZE MOIS D'UN JEUNE KURDE DANS UNE PRISON TURQUE. (*Le Monde*, 10 décembre 1997), p.120.

TURCS ET ISRAËLIENS SE METTENT ENSEMBLE. (*International Herald Tribune*, 11 décembre 1997), p.120.

RENCONTRE "CORDIALE" ENTRE DIRIGEANTS IRANIEN ET IRAKIEN. (*Reuters*, 11 décembre 1997), p.121.

L'UE DURCIT SA POSITION VIS-À-VIS DE LA TURQUIE. (A.F.P., 11 décembre 1997), p.121-122.

LE PRÉSIDENT DEMIREL CLAQUE LA PORTE DU SOMMET DE TÉHÉRAN. (*Gamk*, 12 décembre 1997), p.122-123.

DANIELLE MITTERRAND DÉNONCE LA CANDIDATURE DE LA TURQUIE. (A.F.P., 12 décembre 1997), p.123.

LA TURQUIE A REJETÉ L'INVITATION QUE LUI AVAIENT LANCÉE LES QUINZE LA VIELLE À LUXEMBOURG POUR QU'ELLE PARTICIPE À UNE

CONFÉRENCE EUROPÉENNE. (A.F.P., 8 décembre 1997), p.123.

MASSOUD BARZANI: À LA FIN, NOTRE PROBLÈME SERA RÉSOLU À BAGDAD. Le leader du PDK, se demande si les Américains ont une politique quelconque envers cette région. – Il voit les élections dans le nord de l'Irak comme la seule voie de sortie pour la dispute avec l'UPK de Talabani (*Turkish Daily News*, 12 décembre 1997), p.125-126.

LA TURQUIE REJETTE LES DÉCISIONS DE L'UE ET ROMPT LE DIALOGUE POLITIQUE. (A.F.P., 12 décembre 1997), p.127-128.

LA TURQUIE EST REJETÉE DE L'ADHÉSION DE L'UE. Au milieu des signes d'épreuve de force sur Chypre, Ankara met fin au dialogue politique. (*International Herald Tribune*, 15 décembre 1997), p.128.

LES QUINZE LANCENT L'ÉLARGISSEMENT À L'EST, SANS LA TURQUIE. (*Gamk*, 15-16 décembre 1997), p.129.

LA VEUVE DE MITTERRAND APPELLE L'UE DE LAISSER LA TURQUIE DEHORS. (*Reuters*, 12 décembre 1997), p.130.

LES TROUPES TURQUES CONCLUENT LEUR OFFENSIVE EN IRAK CONTRE LES REBELLES KURDES. (*Reuters*, 16 décembre 1997), p.130.

LA FUIITE DES KURDES DES BOMBARDEMENTS ET DE LA MORT PAR LA FAIM. (*Riforma*, 12 décembre 1997), p.131-132.

IBRAHIM YAZDI, FIGURE DE PROUE

DE L'OPPOSITION IRANIENNE, A ÉTÉ ARRÊTÉ. (*Le Monde*, 17 décembre 1997), p.132.

LE PRÉSIDENT IRANIEN VEUT "DIALOGUER" AVEC LE "GRAND PEUPLE AMÉRICAIN". (*Le Monde*, 16 décembre 1997), p.133.

WASHINGTON ESTIME QUE LA TURQUIE A SA PLACE EN EUROPE. (*Le Monde*, 17 décembre 1997), p.133.

L'AYATOLLAH SCEPTIQUE FAIT FACE À L'ACCUSATION DE TRAHISON. (*International Herald Tribune*, 17 décembre 1997), p.133-134.

LE JOURNAL IRANIEN DIT QUE LES ETATS-UNIS RESTENT "L'ENNEMI N°1". – La réaction des media à l'ouverture de Clinton est partagée. (*International Herald Tribune*, 18 décembre 1997), p.134.

182 REBELLES DU PKK TUÉS DANS LE NORD DE L'IRAK, SELON L'ARMÉE TURQUE. (A.F.P., 16 décembre 1997), p.135.

MISE EN GARDE D'ANKARA À L'UE: PARIS CONTRE UNE SOLUTION DE FORCE. (A.F.P., 16 décembre 1997), p.135-136.

LES ALLEMANDS AFFIRMENT QUE L'ITALIE ET LA GRÈCE DOIVENT RENFORCER LES CONTRÔLES AUX FRONTIÈRES. (*Reuters*, 18 décembre 1997), p.136.

COMMENT SADDAM HUSSEIN RESTE D'ATTAQUE. "Libération" révèle les découvertes des experts onusiens et occidentaux chargés de surveiller l'armement de l'Irak depuis sa défaite au Koweït. (*Libération*, 18 décembre 1997), p.137-139.

L'ARMÉE TUE 182 SÉPARATISTES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 18 décembre 1997), p.139.

LA TURQUIE EN DÉTRESSE: CHANGEMENTS À FAIRE. (*International Herald Tribune*, 19 décembre 1997), p.140.

L'EXERCICE TURCO-ISRAËLIEN: UNE ALLIANCE QUI CRÉE DES TENSIONS. (*International Herald Tribune*, 20-21 décembre 1997), p.140.

15 AGENTS DU RENSEIGNEMENT TURCS AUX MAINS DU PKK. (A.F.P., 12 décembre 1997), p.141.

CINQ REBELLES KURDES TUÉS À LA FRONTIÈRE AVEC LA SYRIE. (A.F.P., 21 décembre 1997), p.141-142.

LE PARLEMENT ADOPTE LES BUDGETS DES MINISTÈRES DE L'INTÉRIEUR ET DES TRAVAUX PUBLICS. (*Turkish Daily News*, 22 décembre 1997), p.142.

LE PKK CHERCHE L'AIDE DE MANDELA POUR PROMOUVOIR SA CAUSE. (*Turkish Daily News*, 23 décembre 1997), p.143.

LE REJET DE LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 23 décembre 1997), p.143.

ANKARA CHERCHE AUPRÈS DES ÉTATS-UNIS LE SOUTIEN REFUSÉ PAR LES QUINZE. (*Le Monde*, 23 décembre 1997), p.144.

À WASHINGTON, DE BONNES PAROLES ET QUELQUES CONTRATS. (*Le Monde*, 23 décembre 1997), p.144-145.

AVEC L'ACCORD DE BOEING, LA TURQUIE FRAPPE L'UE. — La compagnie aérienne d'Etat signe un contrat de \$2,5 milliards pour l'achat d'avions et suspend ses achats d'Airbus. (*International Herald Tribune*, 23 décembre 1997), p.145.

LA COOPÉRATION ENTRE ANKARA ET JÉRUSALEM INQUIÈTE LES PAYS ARABES. (*Le Monde*, 23 décembre 1997), p.146.

LES RAPPORTS DE SOUTIEN GREC AU PKK SUSCITENT L'IRE D'ANKARA. (*Turkish Daily News*, 25 décembre 1997), p.146-147.

L'ALLIANCE TURCO-ISRAËLIENNE. (*International Herald Tribune*, 26 décembre 1997), p.147.

LA TURQUIE DÉMENT L'ACCUSATION GRECQUE D'INCURSION. (*International Herald Tribune*, 27-28 décembre 1997), p.147.

LES SOUFFRANCES DES KURDES ET LA TURQUIE QUI LES PERSÉCUTE. — Seulement Ankara pourra mettre un frein à l'invasion. (*La Sicilia*, 29 décembre 1997), p.148-149.

LES NAUFRAGÉS KURDES DE L'"ARARAT". — Plus de 800

clandestins échoués en Calabre. (*Le Figaro*, 29 décembre 1997), p.150.

L'IRAK RÉDUIRA LES RATIONS CITANT LE MANQUE DE FOURNITURES AUX TERMES DE L'ACCORD AVEC L'ONU. (*International Herald Tribune*, 29 décembre 1997), p.151.

LA TURQUIE SE DÉTOURNE DE L'EUROPE VERS DE NOUVELLES RELATIONS STRATÉGIQUES. (*International Herald Tribune*, 29 décembre 1997), p.151-152.

L'ARMÉE TURQUE APPELLE BAGDAD À SE CONFORMER AUX DÉCISIONS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ. — Général Karadayi : " La Turquie ne permettra jamais au PKK d'établir des bases au nord de l'Irak. Les opérations dans la région continueront, si nécessaire ". (*Turkish Daily News*, 29 décembre 1997), p.152.

L'EUROPE EST CONFRONTÉE À L'EXODE MASSIF DES KURDES. (*Le Monde*, 31 décembre 1997), p.153-154.

LA MAFIA JOUE UN RÔLE IMPORTANT DANS LE TRAFIC DES IMMIGRÉS. (*Le Monde*, 31 décembre 1997), p.154-155.

... ET MAINTENANT LES ITALIENS NOUS DISENT DE NETTOYER NOTRE MAISON. Le ministre italien de l'intérieur demande une conférence internationale pour amener la paix dans " la région du Kurdistan ". (*Turkish Daily News*, 30 décembre 1997), p.155.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

L'Irak a interdit l'accès de son territoire à trois experts américains du désarmement

Washington, Paris et Moscou pressent Bagdad de revenir sur sa décision

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir, vendredi 31 octobre, pour entendre un rapport du chef de la commission chargée du désarme-

ment de l'Irak, l'Unscorn, sur le renvoi, la veille, par Bagdad, de trois experts américains arrivés de Bahreïn. Les Etats-Unis, la Russie et la France

espèrent que Bagdad reviendra sur sa décision d'expulser tous les Américains travaillant pour l'Unscorn.

LA TENSION entre l'Irak et l'ONU est montée d'un cran, jeudi 30 octobre, après que Bagdad eut refusé l'accès de son territoire à trois experts américains de l'ONU, en provenance de Bahreïn par avion. Deux d'entre eux travaillent pour la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (Unscorn) et le troisième pour l'Agence internationale de l'énergie atomique. « Cela montre seulement plus clairement le mépris de l'Irak pour le travail que fait l'ONU », a commenté le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry.

Alors que Bagdad affirmait sa détermination à « ne pas revenir sur la décision » prise mercredi d'expulser tous les Américains travaillant pour l'Unscorn dans un délai d'une semaine (*Le Monde* du 31 octobre), le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, le secrétaire à la défense, William Cohen, et le conseiller du président pour la sécurité nationale, Samuel Berger, se réunissaient à la Maison Blanche pour examiner la situation en Irak. Le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a souhaité que les dirigeants irakiens « révisent leur position ». « Il n'y a pas de raison de penser que les Irakiens ont décidé d'aller jusqu'au bout. Quand

ils ont pris des mesures similaires dans le passé et que le Conseil de sécurité de l'ONU les a rejetées unanimement, ils ont estimé dans leur intérêt de changer de cap », a indiqué M. Rubin.

La Maison Blanche a évoqué une « série d'options » pour amener l'Irak à se plier aux décisions de l'ONU. Elle n'a pas précisé lesquelles.

ÉTROITE CONCERTATION

Selon une source bien informée, Washington a suggéré que soit aussitôt interdite toute sortie du territoire irakien à certains hauts responsables de Bagdad. Cette interdiction est prévue sous forme de « menace » par la résolution 1134, adoptée le 23 octobre par le Conseil de sécurité de l'ONU. Le problème est posé de savoir selon quels critères seront désignés ces responsables.

Les Etats-Unis envisagent aussi de demander que le Conseil de sécurité ne révisé plus tous les six mois - comme c'est le cas actuellement - les sanctions imposées à l'Irak, mais tous les ans, voire plus. Washington, pour l'heure, n'a évoqué que très vaguement une possible démonstration de force militaire. Mais le sentiment prévaut que si, en dernier ressort, les Etats-

Unis optaient pour l'usage de la force, ils n'y recourraient qu'après la mise en acte par l'Irak de sa décision d'expulser tous les Américains travaillant au sein de l'Unscorn.

La France, qui a demandé « instamment », jeudi, à l'Irak de « reconsidérer » son attitude et de revenir sur la décision d'expulser les membres américains de l'Unscorn, se dit « préoccupée » par la tension actuelle. Le Chef de la section d'intérêts français à Bagdad, Yves Aubin de la Messuzière, est en contact avec les autorités irakiennes pour convoquer le message de Paris.

Paris est aussi en étroite concertation avec Moscou, qui, comme la France, s'emploie à aider l'Irak - en l'amenant à respecter les résolutions du Conseil de sécurité - à obtenir la levée des sanctions internationales. Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, qui se trouve à Moscou avec le premier ministre, Lionel Jospin, devait mettre à profit ce séjour pour discuter de la nouvelle affaire irakienne.

La Russie « n'aimerait pas qu'une aggravation des relations entre Bagdad et la Commission spéciale de l'ONU soit utilisée comme un prétexte pour une quelconque action violente contre l'Irak », ont indiqué jeudi à l'Agence France-Presse des

sources du ministère russe des affaires étrangères. Le premier vice-ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, a convoqué, jeudi, l'ambassadeur irakien en poste à Moscou et lui a réaffirmé que l'Irak se devait de fournir aux commissions spéciales mises en place après la guerre du Golfe des conditions de travail acceptables. M. Ivanov a réaffirmé que pour Moscou, seule une coopération constructive de l'Irak avec l'Unscorn permettrait d'obtenir la levée des sanctions imposées à Bagdad en août 1990.

Vendredi après-midi, le Conseil de sécurité devait se réunir pour entendre un rapport de Richard Butler, le chef de l'Unscorn, sur le renvoi, la veille, par l'Irak des trois experts américains. Déplorant le manque de coopération de Bagdad, M. Butler a déclaré sur CNN que les Irakiens « pourraient en avoir fini avec cela [le désarmement] en six, neuf ou douze mois ». Bagdad dissimule « des preuves de l'existence d'armes de destruction massive », a ajouté M. Butler, mais des progrès substantiels ont été faits ces derniers mois, « ce qui rend la décision actuelle encore plus déconcertante ».

M. Na.

The Guardian Saturday November 1 1997

Talks urged as arms team poised to defy Baghdad

Split at UN deters attack against Iraq

Ian Black
Diplomatic Editor

PROSPECTS for punitive military action against Iraq appeared to be receding last night as cracks appeared in the United Nations Security Council after members had earlier briefly closed ranks against Saddam Hussein.

Russia and France made clear they wanted to find a ne-

gotiated way out of the crisis caused by President Saddam's decision to exclude United States officials from UN weapons inspection teams.

The divisions came shortly before the UN weapons chief, Richard Butler, said the team's members in Iraq - including Americans - would resume their normal work on Monday and would remain in the country despite Baghdad's ultimatum.

But the Russian foreign

minister, Yevgeny Primakov, cautioned in Cairo: "We are against any use of force against Iraq. I speak about this because some voices appear, particularly in the United Kingdom, [to be] speaking about the use of force against Iraq. We ... strongly object to this."

Derek Fatchett, the Foreign Office junior minister, said on Thursday that Britain did not rule out any option, including force, to make the

Iraqi leader back down. Yesterday the Foreign Office said only: "We think the Security Council has made its view clear. It's now up to Saddam."

There was a distinctly more pacific tone from Paris. "France seeks to avoid an escalation," said its foreign ministry spokesman, Jacques Rummelhardt, speaking of the need to "allow dialogue to prevail over confrontation".

Even Washington seemed to be taking a calmer approach, apparently realising there was little stomach for military action, and that new air or missile strikes would only play into Iraqi hands.

Both Russia and France oppose the hard Anglo-American line on Iraq and are poised to sign lucrative oil deals once sanctions go. Mos-

cow also hopes to recoup billions of dollars in Soviet-era debts for armaments.

No action is likely before November 6, President Saddam's deadline for the removal of 10 Americans serving with the 100-strong UN special commission (Unscm) team monitoring Iraq's weapons programmes.

Baghdad is also demanding that Unscm stop using American U2 spy planes.

Informal consultations in the Security Council last night focused on diplomatic options. These include the dispatch of a high-level emissary to Baghdad and an extension of a freeze on UN reviews of the sanctions regime.

Baghdad also signalled that it wanted to avoid escalation, but there was no indication that it was backing down.

"If the United States wants to take action and that action is military or otherwise, Iraq is ready to stand against any move against it," Sultan al-Shawi, chairman of the legal committee of Iraq's parliament, said.

Iraq's ruling Ba'ath Party newspaper said the leadership had taken the decision to bar Americans from the teams after losing hope that sanctions would be lifted. "There is no other alternative before Iraq to get out of the dark tunnel of the embargo in which America put the country," Al-Thawra said.

Unscm, set up under the terms of the Gulf war ceasefire, has to certify that Iraq's chemical, biological and ballistic missile programmes have been destroyed before sanctions can be lifted. The International Atomic Energy Agency has a parallel function on its nuclear capability.



Iraqi Muslims ask God to protect them from possible United States raids during prayers in a Baghdad mosque yesterday

Mossad revives Saddam plot

MOSSAD has revived a five-year-old plan to assassinate the Iraqi president, Saddam Hussein, according to Israeli newspaper reports yesterday, writes David Sharrock in Jerusalem.

The 1992 operation was aborted after six Israeli sol-

diers were killed during a live-fire dress-rehearsal on the eve of the mission, Foreign Report, a newsletter published in London, said.

Quoting a "well-placed security source in Tel Aviv", the report said that Israeli commandos had been told to carry out a feasibility study based on the 1992 plan. Israel is still seeking revenge for Scud missile attacks during the Gulf war.



19:05 GMT,
02
Novembre
1997

©AFP
1997

• Plus de 100 immigrants clandestins irakiens arrêtés en Turquie

ANKARA, 2 nov (AFP) - Les autorités turques ont arrêté samedi 113 personnes, dont 105 Irakiens, qui tentaient de passer illégalement la frontière vers la Grèce, a indiqué l'agence Anatolie.

Les immigrants clandestins, parmi lesquels figuraient également sept Afghans et un Iranien, ont été arrêtés dans le port de Gumuldur, sur la Mer Egée, alors qu'ils s'approprièrent à gagner l'île grecque de Samos dans deux embarcations. Les passeurs, quatre Trucs qui avaient demandé 2.000 dollars par personne, ont également été arrêtés.

Depuis quelques années, la Turquie voit arriver un flot constant d'immigrants clandestins, venant essentiellement d'Irak, qui tentent ensuite de passer en Grèce pour pénétrer ainsi dans l'Union européenne.

'We see eye-to-eye with Turkey on Iraq,' says top Clinton aide

Reidel implies Iraqi ballistic missiles threaten Turkey as well

Washington — Turkish Daily News

■ A senior White House official told TDN during a press conference that there is divergence of views between Turkey and the United States when it comes to the enforcement of sanctions on Iraq. Iraq recently increased the stakes involved by asking the American members of the UNSCOM team to leave Iraq within a week.

Bruce Reidel, President Clinton's National Security Advisor for Middle East and Southern Asia, said the United States and Turkey "see eye to eye" although Washington acknowledges Turkey's losses due to the same UN sanctions.

"We and Turkey have been coalition partners since 1990," Reidel said. "Turkish people and the Turkish economy have suffered greatly from these sanctions that have been imposed. We are very sympathetic and understanding of those problems." Turkish estimates of that loss reach \$30 billion due to the closing down of the Turkish-Iraqi border to the lucrative truck and oil trade.

"Turkey has also suffered from acts of terrorism conducted by the PKK operating across the borders," Reidel added.

Central issue

"But the central issue of enforcing UN resolutions, of seeing Iraq fully comply with all its responsibilities, I think we and Turkey see the issue very much eye to eye, and we work together," he said.

"As you know, we continue to operate the northern no-fly zone out of a Turkish facility. That cooperation continues.

I think that is the living evidence of the fundamental convergence of views on the need to keep this threatening regime as much under constraints as possible."

Ballistic missiles

"I think Turkish leaders understand that weapons of mass destruction and long-range ballistic missiles in the hands of a government led by Saddam Hussein is not just a threat to Saudi Arabia and Kuwait, but to all countries of the region," Reidel said, implying that Iraq could be a threat for Turkey as well.

Two İzmirian lawyers bring lawsuit against İzmir mayor

Özfatura's insulting statements about Turkey's highly-regarded intellectuals, Yaşar Kemal and Eşber Yağmurdereli, have raised objections throughout the country

İzmir - Turkish Daily News

■ Protests by various NGOs complaining against Özfatura's statements have now resulted in a lawsuit against the mayor. His statements related to the famous Turkish writer Yaşar Kemal, who recently received the Peace Prize of the German Book Trade and is a nominee for the Nobel Prize for Literature, and the human rights activist, lawyer Eşber Yağmurdereli, both of whom are charged by the State with committing crimes of thought.

Speaking at a meeting of the

DYP's Çiğli district organization, Özfatura expressed his feelings about the world famous author Yaşar Kemal, for whom he "displayed his respect" by saying: "...He [Kemal] will not forgive the state. Hey! Who do you think you are? This state will not forgive you. There are more qualified writers of higher literary importance than you in Turkey. People spoiled you, false hero. ... You have written two trifling novels. ... You are good for nothing..."

Referring to Yağmurdereli, who has been repeatedly imprisoned for crimes of thought and was incarcerated

ated for 23 years a few days ago, Özfatura bestowed the following qualifications on him: "Traitor, enemy of the flag," and went on to say: "But even the president of this country is greatly embarrassed by this man's imprisonment. People say the man is blind. But this is not important. The eyes of his heart are blind and God has blinded all his eyes."

The İzmir Democracy Platform (IDP) organized a meeting in front of the municipality building yesterday, and placed a black wreath there. The spokesman of the IDP Ahmet Alagöz, was quoted as saying: "Nobody who is a democrat, will approve these words." The general secretary of the labour union DİSK, Murat Tokmak, characterized Özfatura's statements as "despicable."

The objections to Özfatura's statements, were also reflected in articles and columns in several newspapers. In its headline yesterday

day the daily "Radikal" replied to Özfatura's question by asking: "And who are you?"

Izmirian NGOs have now started a campaign against the mayor enti-

pled: "Izmir doesn't want you anymore."

However, Özfatura does not seem to be impressed by the protest directed against him. The munic-

ality's press release reads as follows: "The statements of Izmir Mayor Burhan Özfatura have been positively received throughout the whole of Turkey."



11:27 GMT,
01
Novembre
1997

©AFP
1997

• Début des manoeuvres turques

ANKARA, 1er nov (AFP) - Les manoeuvres aéro-navales des forces armées turques, "Détermination-97", ont commencé samedi matin dans les eaux internationales de l'Egée et de la Méditerranée et dans l'espace aérien international, a-t-on annoncé officiellement à Ankara.

Ces manoeuvres, qui doivent durer huit jours, mobilisent notamment vingt-quatre avions de combats F-16, quatre F-4, trois sous-marins et quatre frégates.

L'armée turque prévoit également des manoeuvres, baptisées "Toros-97/2", à partir de lundi en mer Egée, en Méditerranée et dans le nord de Chypre. Huit avions F-16 turcs se rendront pour la première fois depuis un an dans le nord de Chypre dans le cadre de ces manoeuvres.

Chypre est divisée en deux secteurs, turc au nord et grec au sud, depuis l'intervention militaire d'Ankara en 1974 suite à un coup d'Etat des Chypriotes-grecs, soutenu par Athènes, visant à rattacher l'île à la Grèce.

Le ministre chypriote des Affaires étrangères Ioannis Kassoulidès a dénoncé vendredi ces manoeuvres et n'a pas exclu un "incident" militaire.

Ces manoeuvres "sont une preuve supplémentaire des réelles intentions expansionnistes de la Turquie, qui pourrait justifier bien-sûr une réplique de notre part", a déclaré le ministre.

Le risque d'un incident militaire a été évoqué en Grèce, dont l'armée a lancé vendredi un exercice annuel, "Parmenion-97", qui doit durer jusqu'au 6 novembre en mer Egée et dans la région d'Evros (nord-est), à la frontière turque.

ue/nj/ob t.f

Le Conseil de sécurité est toujours à la recherche d'une solution à la crise provoquée par l'Irak

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Que faire, face aux provocations irakiennes ? Encore unanimes, les grandes puissances ont décidé de « ne pas céder », sans pour autant avoir trouvé la solution pour éviter l'affrontement que l'Irak semble chercher. La seule initiative concrète annoncée, vendredi 31 octobre, après une journée de consultations à l'ONU, est venue du président de la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak (Unscorm).

Quarante-huit heures après avoir pris la décision de suspendre toutes les opérations de l'Unscorm en Irak, Richard Butler a annoncé la reprise,

« dès lundi » de ces activités. Il refuse aussi de retirer le personnel américain de son équipe, comme l'exige Bagdad. M. Butler, qui avait annulé un voyage à Bagdad, prévu pour la semaine prochaine, a annoncé, vendredi, que « sa décision définitive n'est pas prise ».

Aussi déterminé que l'Irak à ne pas changer d'attitude, le diplomate australien, qui a participé aux délibérations à huis clos du Conseil, aurait même été la seule personne à mentionner l'expression, « violation flagrante » des résolutions de l'ONU par l'Irak. Expression qui précède, en général, le recours à la force. Il aurait été rappelé à l'ordre par le représentant de la France,

pour qui « seul le Conseil de sécurité est autorisé » à définir la nature des violations.

La reprise des opérations de l'Unscorm renvoie la balle dans le camp irakien, mais ne résout pas le problème de l'expulsion des Américains de l'Irak. Si ces derniers étaient expulsés, cela pourrait ouvrir la voie à une action militaire, mais poserait un autre dilemme à Washington : quelle action militaire et dans quel but ? Depuis la fin de la guerre du Golfe, les Américains ont, à trois reprises, fait usage de la force contre l'Irak, sans pour autant réussir à le forcer à révéler toutes les informations sur ses programmes d'armes de destruction massive.

« On n'en est pas là », a expliqué au Monde le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, à propos du recours à la force. « Nous ne voulons pas de précipitation ». Pour le moment, la stratégie américaine consiste à « internationaliser » la

crise. « Les Nations unies ne cherchent pas l'affrontement avec Bagdad », a déclaré, vendredi 31 octobre, le secrétaire d'Etat à la défense, William Cohen. « Elles insistent sur le respect des résolutions. » Pour l'ambassadeur américain à

l'ONU, « ce n'est pas Washington qui est visé par les attaques irakiennes, c'est le Conseil de sécurité ».

Au sein du Conseil, l'ambiance était plutôt au pessimisme, vendredi soir. Les quinze pays membres ont décidé d'intensifier les efforts diplomatiques pendant le week-end. Une déclaration franco-russe visant à convaincre les dirigeants irakiens de revenir sur leur décision n'était pas exclue. « J'ai très peu d'espoir de voir Bagdad changer d'avis cette fois-ci », commente toutefois un diplomate.

Une suggestion lancée par le secrétaire général de l'ONU, prévoyant l'envoi d'une délégation à Bagdad, a été « pour le moment » refusée par Washington. Cette délégation aurait inclus l'ambassadeur russe aux Etats-Unis, Yuri Voront-

sov, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Lakhdar Brahimi, ainsi qu'un diplomate de haut niveau du ministère suédois des affaires étrangères.

« Jouée intelligemment, cette crise peut fournir l'occasion à Bagdad d'obliger le Conseil de sécurité à prendre une décision définitive » sur la question des sanctions, commente un diplomate sous le couvert de l'anonymat. Mais il s'empresse d'ajouter : « Je doute que Bagdad soit capable de tirer profit de cette occasion. »

Afsané Bassir Pour

Paris et Moscou : la décision irakienne « inacceptable »

La France et la Russie « appellent instamment les autorités irakiennes à reconsidérer » leur décision d'expulser les experts américains de la Commission de l'ONU chargée de son désarmement. « Ceci constituerait un signal clair de désescalade de la tension », indique une déclaration commune publiée samedi 1^{er} novembre à Moscou, au terme de la visite du premier ministre français, Lionel Jospin. Jugeant la décision irakienne « inacceptable », Paris et Moscou « soulignent la grande importance qu'ils attachent à l'unité du Conseil de sécurité sur cette question ». Ils « appuient l'intention exprimée par le secrétaire général de l'ONU d'envoyer à Bagdad une mission spéciale de l'ONU pour inciter l'Irak à coopérer de manière inconditionnelle avec la Commission spéciale ».

ÉDITORIAL

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 NOVEMBRE 1997

La « ligne » Saddam

AVEC Saddam Hussein, pas de surprise : le président irakien ne dément presque jamais ceux qui estiment, à juste titre, qu'il agit rarement dans les intérêts de son peuple. Il vient de le prouver à nouveau en défiant l'ONU et les Etats-Unis au moment précis où certains membres du Conseil de sécurité - dont la France - faisaient campagne pour un assouplissement des sanctions qui frappent l'Irak. La « ligne » Saddam est respectée : l'homme qui « préside », si l'on peut dire, aux destinées d'un pays riche d'une histoire multimillénaire ainsi que d'un sol et d'un sous-sol admirablement pourvus, fait le malheur de sa population avec une constance aussi remarquable que tragique.

Poussé, il est vrai, par l'Occident

et l'URSS, il l'a emmenée dans une première aventure guerrière contre l'Iran au tout début des années 80. Elle se solda par un désastre : consolidation de la République islamique naissante à Téhéran, centaine de milliers de morts dans la jeunesse d'Irak. Ayant envahi le Koweït, au lendemain de sa défaite contre l'Iran, il aurait eu maintes fois, l'occasion de retirer pacifiquement ses troupes de l'émirat. Il aurait même eu tout loisir de transformer cette retraite en demi-victoire en faisant valoir des droits sur un champ pétrolier s'étendant à la frontière des deux pays. Il choisit - terrible erreur - l'affrontement et attira contre son malheureux pays les foudres de l'opération « Tempête du désert ».

Défait, il réprima dans le sang et l'horreur deux des minorités du

Le Monde

pays, chite au sud et kurde au nord, cependant que l'Irak était soumis par les Nations unies à un embargo féroce. L'objectif de l'ONU était d'empêcher l'Irak de reconstruire son énorme machine de guerre et, plus particulièrement, son arsenal d'armes dites de destruction massive. L'objectif sous-jacent des Etats-Unis, infatigables avocats du maintien des sanctions, était d'humilier et d'affaiblir Saddam Hussein - de façon qu'un putsch le renverse de l'intérieur. Erreur sur toute la ligne : l'embargo paraît avoir plus conforté le régime - dont la nomenclature vit dans un luxe débridé - qu'il ne l'a affaibli, cependant qu'il inflige le martyre à une population qui a vu la mortalité infantile exploser sous le coup des sanctions.

Le Conseil de sécurité est de plus en plus divisé. Comme Saddam

Hussein cherche toujours à tromper la mission de l'ONU chargée de veiller sur le désarmement du pays (l'Unscm), les Etats-Unis et la Grande-Bretagne envisagent des sanctions supplémentaires. Elles viseraient, cette fois, non pas la population mais les dignitaires du régime. La France et la Russie, pour des raisons à la fois pétrolières, politiques et humanitaires, penchent plutôt pour un desserrement du régime de souveraineté limitée imposé à l'Irak. Saddam Hussein vient de remettre tout le monde d'accord et dans le même camp en menaçant de chasser les membres américains de l'Unscm. C'est inacceptable pour tout le Conseil. Et Saddam Hussein entraîne une nouvelle fois son pays dans une épreuve de force dont sa population risque de faire les frais. Comme d'habitude.

Turkey's American Friend Should Talk Straight

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Friend and ally to Turkey for half a century, the United States today plays a new role: pusher. The drug of choice is unrealistic ambition, fed by Washington to Ankara to keep the Turks cooperative.

The Clinton administration has correctly identified Turkey as the new "front-line state" in global conflict. It is the major crossroads of the religious, social and nationalist fractures of new era politics, and gateway to the oil fields of Central Asia, Iraq and the Gulf. Turkey counts.

But Washington is as weak at remedy as it is strong on diagnosis. In no other region of the world is the imbalance greater between a region's declared importance to U.S. interests and

active, sustained U.S. involvement.

Instead the Clinton administration offers diplomatic opium to the Turks, suggesting that the answer to their problems is quick membership in the European Union, and then presses the Europeans to admit the Turks and overlook a few flaws here and there.

There is nothing inherently wrong with the U.S. goal of Turkish membership in the 15-member club of Europe's most affluent nations. A Turkey that fits into Europe economically and socially would be a more stable nation, as U.S. diplomats argue at international conferences and in increasingly acrimonious private exchanges

with their European counterparts.

But Washington turns a blind eye to the self-destructive, addictive behavior of the Turkish military that makes EU membership in the near future a pipe dream. Worse, Washington denies its own responsibility for conditions that feed that behavior.

The Turkish military, which dominates the weak coalition government in Ankara, is not interested in harmonizing value added taxes, a perennial hot topic in the European Union. The Turkish military expends its energies persecuting dissidents at home — a new wave of arrests of human rights activists was launched last week — and plunging deeper into a nasty civil war in neighboring northern Iraq.

For several weeks Turkish warplanes have been strafing Kurdish guerrillas in Iraq on a near daily basis. Turkey has moved U.S.-supplied artillery into Iraq to fire on one Kurdish faction, and is dropping napalm on them from U.S.-supplied warplanes, Kurdish spokesmen say.

Turkey's involvement in the Kurdish civil war demolishes the notion that this is a distant, small conflict with no consequence for the United States. The White House pretends otherwise in its misleading reports to Congress and in anesthetizing public statements playing up the "success" of U.S. policy in northern Iraq and Turkey.

The confusion of American purposes is made clear by this officially unacknowledged, bizarre reality: The main target of Turkey's current attacks inside Iraq is the guerrillas of the Patriotic Union of Kurdistan, an organization that receives at least \$500,000 a month in covert support from the CIA.

Official American money intended to finance peacekeeping has also been flowing to the PUK's Kurdish opponents, led by Massoud Barzani, who has allied himself with the Baghdad regime of Saddam Hussein.

The Turks are now weary of the vacuum that the United States has let develop in northern Iraq, a U.S. protectorate after the Gulf War. They are also understandably upset about the heavy financial sacrifices that the long U.S.-led economic blockade on Saddam has imposed on them.

Frustrated and confused about U.S. goals, the Turks follow policies that will result in both Kurdish groups reconciling with Saddam, who will resume operational control of the north.

On top of this disastrous scenario, the brutal Turkish campaign pushes further and further away the day when Ankara would be accepted by the European Union. U.S. abdication in northern Iraq, and its self-imposed blindness

to the regional consequences of that abdication, undermine its proposed solution for Turkey's problems.

This large, developing Muslim nation already faces nearly insurmountable hurdles in gaining EU membership. Germany, with 2 million Turkish residents and 500,000 Kurds on its soil, is terrified of new waves of immigration. The Europeans are also keenly aware that they are being asked by the Americans to provide more financial support for Turkey so that U.S. help can decline.

Washington needs to acknowledge the damage its vacillating policy on Iraq has caused Turkey and offer financial compensation to Ankara. The deal must include Turkey's ending its human rights abuses at home and the border war on the Kurds, as part of a self-help program to get ready to join Europe.

Friends challenge self-delusion. They do not feed it.

The Washington Post.

BOOKS

AFTER SUCH KNOWLEDGE, WHAT FORGIVENESS?

My Encounters With Kurdistan

By Jonathan C. Randal. 356 pages. \$25.
Farrar, Straus & Giroux.

Reviewed by Chris Hedges

THE bloody struggle between competing Kurdish factions should be a warning to all those who blindly support the nationalist ambitions of ethnic minorities. Throughout this century, a dizzying number of Kurdish groups and clans have forged alliances with Baghdad, Tehran, Damascus or Ankara to thwart their rivals. It is no accident that the shaky truce between the two main Kurdish militias in northern Iraq, which rose up in 1991 to fight Baghdad, was shattered again recently, plunging the area into another round of self-destructive warfare.

In "After Such Knowledge, What Forgiveness? My Encounters With Kurdistan," Jonathan Randal, a former reporter for *The Washington Post*, lays out in stark detail the foibles of a people cursed by a myopic leadership. He offers an impassioned denunciation of the various regional and world powers that have armed the Kurds and urged them to rebel when it suited the interests of those powers and then dropped them without warning, condemning them to ignominious defeat. He has done so with the steady eye of an observer whose own hopes for something better have been repeatedly dashed by the capriciousness of the Kurds themselves.

It is hard to chronicle such a disastrous history — especially given the drive by

Saddam Hussein to eradicate the Kurds — without feeling pity for a people as horribly oppressed as they are misled. The counterinsurgency campaign by Iraqi forces, which included dropping poison gas on about 60 Kurdish villages, rivals anything the Serbs did in Bosnia and far outdistances the Israeli repression of the Palestinians. About 4,000 Kurdish villages have been razed and tens of thousands of people have been rounded up and executed. Perhaps 200,000 Kurds have been slaughtered in the last decade because of their ethnicity.

For many who have witnessed the bloodshed, the indifference of the outside world, and especially the Arab world, has bordered on the criminal. Randal can be forgiven if at times he sounds a bit preachy. This is not a pleasant story.

About 25 million Kurds live in a swath of territory that stretches from Iran through northern Iraq into Turkey. They have been fighting for an independent state for most of this century, but never as a unified force.

Randal's account swings awkwardly from reporter's memoir to a turgid recounting of Kurdish history, even plodding through ancient times. But he regains his poise in the modern historical sections, including a damning chapter on Shah Mohammed Reza Pahlavi and his slippery ally, the former U.S. Secretary of State Henry Kissinger. The two men encouraged and armed the Kurds in northern Iraq as a way to destabilize Baghdad. But the shah, in a secret deal with Baghdad, eventually dumped his Kurdish allies, creating an exodus as devastating as the one resulting from the aborted

Kurdish rebellion after the Gulf War.

The difference, of course, was that in 1975, no television crews were there to beam to the outside world the pathetic scenes of those fleeing Kurds, thousands of whom were killed and tens of thousands of whom were driven into exile in Iran. The pictures of the exodus of the Kurds in 1991, by contrast, eventually prompted reluctant world leaders to intervene to save the Kurds and set up a "safe haven" in northern Iraq.

The safe haven brought the Kurds' return to their homes, an Iraqi withdrawal from the north and the protection of the region by allied air patrols, which continue to this day north of the 36th parallel. But the establishment of a de facto Kurdish state, the third this century, quickly succumbed like those before it to old hatreds, mismanagement and outside indifference or hostility.

There are some flaws in the book, most markedly Randal's failure to examine the concept of an ethnic state as espoused by the Kurds. He does not answer, for example, how an entity based on racial supremacy could create a state any more humane or democratic than the other dictatorships that plague the region.

Nor does he discuss whether repression alone gives a people a right to rule, especially if what they have to offer only mirrors the ideological primitivism of their oppressors. That said, this is a fine work. It has contributed greatly to our understanding of a people who have been fated to stumble through this century from one unfortunate tragedy, often of their own making, to the next.

New York Times Service

Words aren't enough... the human rights struggle needs courage and determination

A human rights report prepared by the Ministry of Foreign Affairs openly says that the General Staff is against the amendment of laws dealing with terrorism and limiting freedom of expression, thinking the time is not ripe yet...

There are certain individuals who have certain gains from the tension and the ongoing situation in Turkey... they take certain political, economic roles ... and they benefit from the conflict ... they are very well organized and have a foot everywhere... in Parliament, in the judiciary, in the General Staff, in political circles, in the media...

Human Rights Association President Akin Birdal



The human rights situation in Turkey isn't actually improving despite promises and certain efforts on the parts of governments. The issue still remains as a headache for Turkey in international platforms as well as for its European vocation. Human Rights Association President Akin Birdal gives an up-to-date picture of the human rights situation in Turkey in the following interview. He also assessed why there hasn't been any improvement on this subject. He said it is not enough to just speak about the need for human rights. The struggle for human rights needs courage and determination, he stated, calling for everyone who believes in democracy, peace and freedoms to take a common stance for human rights.

■ Certain steps towards a better human rights situation in Turkey have been taken in the past few years, but there has always been a "one step forward, two steps backward" situation in this field. What is the latest situation, I mean, has there been any improvement with the new government?

— This government eased the social tension in the country. An important place is given to human rights in the government program which says the problems will be solved in a free, democratic and civilian fashion. A Human Rights Coordination Board was established, headed by the State Ministry responsible for human rights. Our association, the Human Rights Foundation, the Mazlumder (the Islamist human rights association), and representatives from the human rights commissions of the Ankara, Istanbul and İzmir Bar associations were invited to participate at one of its meetings. No doubt this is also a step forward. Then there have been arrangements on the subject of amnesty for the press which led to the release

of 24 editors in chief. These are, at first glance, positive developments which also raise hope for the future.

We should also mention that the new government was given a chance and our association too did not say that this government would also fail in improving the situation as long as there are no changes in the existing constitutional and legal systems.

■ Earlier in 1991, the society also gave a chance to the coalition formed by Suleyman Demirel and Erdal Inonu because that government too promised improvement in democracy and human rights.

— No matter which government is in office, with the existing Constitutional and the legal system, democratization and the human rights situation cannot be improved to a universally accepted level — to the norms and legal framework vis-a-vis human rights. Because the Constitution in effect holds the state sacred and everything is set up for the protection of the sacred state.

Whereas contemporary societies hold the individual's rights and security above that of the state. So we start with such a contradiction. Human rights should be protected and advanced by the power of law. In Turkey, the

laws aren't amended in accord with the international decrees and agreements that Turkey has signed.

■ **Today deputy Prime Minister Bülent Ecevit also says that without amendments in the Constitution there cannot be improvements in human rights. So why can't this Constitution be changed?**

— This is the duty of the Parliament. Now the answer to why the Parliament has not been able to achieve this lies in the fact that the supremacy of the civilian will has not been established. All political parties when in opposition speak about the supremacy of human rights, but when they come to power they fail to implement what they have said in opposition.

■ **Is it only when in power they are confronted with the reality, the impossibility?**

— Yes. But on the other hand, if they are really sincere in their wish to improve certain things, they should be able to remove the legal obstacles to democracy. For example, on the subject of freedom of expression.

■ **Do you see the will for this in this Parliament?**

— No, and in fact you know that there is a human rights report prepared by the Ministry of Foreign Affairs, and important issues are brought up in that report and suggestions are made for the future. This report also says the General Staff is for the time being against the lifting of the laws dealing with terrorism and freedom of expression. The Foreign Ministry report openly says this.

The situation becomes clearer at this point. This is also connected to the formation of the Parliament. The laws on political parties, on elections, are barriers against representation in Parliament of those sections of the society who desperately need freedoms and liberties. Those elected to this Parliament has obligations towards groups or individuals or institutions which play a part in their election. And that is why they aren't so sensitive and determined about the rights and liberties of others. Unfortunately, the situation whereby the suppressed and laboring masses have no representation in Parliament is, I think, the major handicap in Turkey's path towards democratization.

■ **Is it not a major contradiction that a foreign minister himself — with his journalist hat — complains against Turkey's human rights situation? You say the Foreign Ministry report on human rights indicates our General Staff doesn't think the time is ripe to lift undemocratic laws. And now everybody, even the Cabinet members, are saying it is wrong to jail Eşber Yağmurdereli. What can your association do under these circumstances?**

— There are important institutions in Turkey, first the media. I don't think that the media is really fully doing its job about the people's right to be informed, I don't think it fully accomplishes its role of learning and reporting the truth. Plus, the media is a monopoly now and tries to guide public opinion.

Secondly, the trade unions, their confederations, professional chambers, associations, in short the civic societies, which have undertaken

the role of guarding the interests and rights of the sections they are representing, aren't functioning fully in a way to realize their claim to be the conscience of the society, the voice of the society.

I am holding them up as examples because the other institutions which have the primary responsibility of fulfilling these duties haven't done so. Doesn't the president have any role in the current state of affairs, in bringing Turkey to a point where it has become impossible to speak, although he had come to where he is now by preaching a "vocal Turkey" all the way?

■ **You mean the president is also responsible?**

— I am simply saying that it is another paradox in Turkey to see that those who have had primary responsibility — but failed — to realize the civic society project, are the ones who complain the most today.

The National Security Council is a constitutional institution and they consider themselves responsible and authorized in the first degree. We already mentioned the Parliament, and another factor is the judiciary. The judiciary is unable to use the power of law. If the others aren't doing anything, then the judiciary should so that we achieve improvement in human rights situation to lift the difficulty Turkey has in international platforms.

When courts free those who are involved in corruption, gangs, and illegal organizations, demands for democracy, peace and human rights are being punished. So we are walking on land mines.

■ **What was your crime?**

— I am now being tried for my statement at the World Peace Day meeting organized on Sept. 1 by the Ankara Democracy Platform. I was also tried for my statement on the same day a year ago, it is now at the Court of Appeals. When others' cases are postponed, mine as someone considered inclined to commit crimes — because I will continue to defend for democracy, peace and human rights — won't be suspended.

■ **Have you promoted separatism?**

— No, I am being tried for inciting enmity among people by promoting regional, racial and class discrimination.

We have a universal concept of human rights and we are aware of the need to correlate the issue with democracy and peace. Human rights exist only with democracy and peace. These are the sine qua nons in the category of rights and freedoms. For example, the right of peace is among the solidarity rights in the human rights dictionary. Because of our "peace rights" activities a lawsuit has been opened against the association to close it. Turkey has unfortunately failed to develop a common understanding in human rights and democracy. Each evaluates the issues according to their own understanding.

■ **Nowadays, both Tansu Çiller and Erbakan portray their parties' priorities as democracy and human rights. But, when they were in power, they were the ones to ban an international peace conference here.**

— Such conferences on the democratic peaceful solution of the Kurdish problem have taken place in other countries. However, the conference wasn't allowed in the geography where majority of the problem lies.

■ **I think your association's Diyarbakır branch was closed down during the Erbakan-Çiller period too, so how can you follow the human rights situation in that region?**

— In fact, seven of our offices were closed down during the Refahiyol government period. Three of them are still closed — in Diyarbakır, Mardin and Urfa. Therefore, we cannot be well-informed about the developments in the region. Whatever we learn we learn from the press, from official news agencies, because the civic delegations aren't allowed to function there. Whereas Turkey signed the Vienna Declaration, the Moscow Document and the Paris Charter which all say that civic organizations like ours should be given the chance and in fact encouraged to do research on the spot. But we cannot do this. However, if an opportunity came about and with difficulty some information was obtained then we are subject to investigation when we issue the outcome.

■ **Apart from your association, the Human Rights Foundation, which other associations are working for human rights in Turkey?**

— Our association established the foundation, because the rehabilitation of torture victims was not legally possible. So the Human Rights Association took the decision and set up the Human Rights Foundation together with some medical doctors.

There is also the Mazlumder. These are the institutions which deal directly with human rights, but there are certain other associations such as the Central Board of the Medical Doctors Union, the Contemporary Lawyers Association... and they also work for human rights and democratization.

■ **Can all these associations come together with a common stance, I mean is there harmony and cooperation among all these associations?**

— We have full consensus among ourselves because we do not try emphasize our differences but our similarities and common concerns for Turkey's well-being. For example, currently the Human Rights Association, the Contemporary Jurists Association, the Contemporary Journalists Association, the Human Rights Foundation, the Central Council of the Medical Doctors Union and the Mazlumder, all of us are working together for putting an end to State Security Courts and for a Just Trial Campaign. We are also working together on a joint project in the name of Eşber Yağmurdereli who has become the symbol for freedom of expression, a project on legal amendments, signature campaigns for the release of Yağmurdereli.

We are working to have human rights in Turkey, from the bottom to the top like in Europe, whereas in Turkey it has always been from the top, everything, every move on human rights has been done from the top. Therefore, it has always been easy to impose limitations on human rights from the top.

■ **What should be done?**

— We should be like Europe, and if we are going to take our place in that system, then the human rights standards and norms of that system should also be binding for us.

■ **Should Turkey be in that system?**

— Yes, that is what we want. Turkey shouldn't be outside that system but be really integrated to that system. Our democracy should not be one as understood by a certain individual or group but it should be for everybody to state their views on political, economic, social and cultural issues as defined in the Vienna Declaration with the agreement of the U.N. member countries as a whole.

Of course, Turkey is a country which has priorities regarding its human rights situation. The Kurdish issue — an opportunity to solve this problem in a democratic peaceful way has not been achieved whereas peaceful solutions are given a chance in other countries. Turkey should also give a chance to a peaceful solution. There have been certain periods when such an opportunity arose, but unfortunately we couldn't take advantage of them.

■ **Who is responsible for that?.**

— Certain powers, civilian as well, are responsible for that and not only the government. There has been a new Southeast report by independent MP Bulent Tanla. This report in a way is saying what we have said in our reports. The facts are the same: about 30,000 people have been killed in the ongoing fighting, 3,156 villages evacuated, 3.5 million people forced to migrate to other places. These are all facts. But when the Human Rights Association says these things it becomes a cause for trial and punishment. The Human Rights Association is portrayed differently than what it actually is.

■ **Would you say that the solution to the problem lies in a strong united left in power in Turkey?**

— Certainly. Unfortunately, in Turkey there are certain individuals who in a way obtain certain advantages from the tension and the ongoing situation. There are those who take certain roles on themselves politically, economically. So they benefit from the conflict and fight.

■ **Who are they?**

— We all know them. They are very well organized. They — let's say this "secret structure" — has a foot everywhere. In Parliament, in the judiciary, in the General Staff, in political circles, in the media, everywhere. There are even generals, security chiefs and police chiefs whose names are involved with gangs. There are politicians who are also mixed with these gangs and they have their men in the media — even columnists. They have their men in the judiciary to set them free without any punishment.

So, it is not enough just to speak about human rights in Turkey. Human rights needs work, struggle and this needs courage and determination. Today,

peace, democracy, human rights are only words. But tell me which of the politicians show the courage and determination to do something about it? Bulent Tanla for example says at the end of his report that certain risks are required for real peace. Is there no one in Parliament to voice these ideas with courage and determination?

■ **Certainly we know there are some, but the problem is perhaps that these parliamentarians aren't even given the chance to voice their views on such subjects by their party officials, party leaders. That is why I want to know your view about whether the solution is in a strong, united but truly democratic "left"?**

— Absolutely. I believe that everyone who believes in democracy, peace and human rights, all the institutions, all the politicians, all opposition forces, trade unions, associations, intellectuals could join forces. They shouldn't think about certain differences and ideological nuances among the left, but come together and cooperate. There is even in one single party opposite views but forces should be joined in common ideas. Just look at the Freedom and Solidarity Party, it has no monolithic structure, a total of nine different traditions came together and completed its first convention with success. There are other parties on the left which are also defending labor, freedom, peace. And I believe this will be an inevitable result and our efforts here should be to speed up this process. Because today it is the Human Rights Association which they are trying to silence but tomorrow that power, whatever it is, will want to silence the whole society. Therefore, everyone who believes in democracy, peace and freedom should come together and take a common stance.

■ **What is your association's priority?**

— We can sum it as "rights of peoples", "rights of minorities." If we had closed our eyes to human rights violations against the minorities, we wouldn't have faced trials. But we have our general council decisions that we are on the side of the laboring masses, those whose rights have been violated. We don't have to think like a specific political party when we are defending their right to exist. We are also defending the rights of those who choose to wear a headscarf. We shall be against them if they, when in power, interfere in the attire of others. We have no double standards.

■ **The Justice Ministry has disclosed there will be important constitutional amendments on human rights issues. What are they?**

— We have learned that a constitutional change will be made so that State Security Courts will no longer have military judges. This will not change anything as long as the reasons remain to have State Security Courts, or as long as the right of a just legal defense cannot be used properly in these courts, and as long as all the laws limiting freedom of thought and expression remain, and as long as the detention periods when torture can be applied remain as they are. There is actually no difference in having a civilian or a military judge.

Rally on first anniversary of Susurluk scandal

Turkish Daily News

November 3, 1997

Susurluk - Turkish Daily News

■ A rally was staged in Susurluk-Balkesir on the eve of the first anniversary of a mysterious road accident there on Nov. 3, 1996 triggering the "state gang" claims, reported Anatolia News Agency. Thousands of people from Bursa, Istanbul, Ankara, Izmir and Eskişehir, including representatives of political parties, labor unions, associations and chambers filled the local town square amid strict security measures to express their demand that the issues raised by the Susurluk scandal be brought to daylight.

The square proved too small for the crowd which spilled into the nearby streets and, when these too were filled, onto the Bursa-Izmir highway. The cars entering the town stopped for a while near the gas station where the crash had taken place before proceeding to the center of the town.

Meanwhile, a similar protest march was begun in Istanbul to urge the government to take more effective action against "the gang." The marchers, who call themselves "people's assemblies," intend to walk all the way from Kadıköy on Istanbul's Asian side to Ankara, to draw attention to the Susurluk phenomenon.

It all began when a Mercedes, belonging to True Path Party (DYP) Şanlıurfa Deputy — and leader of the southeastern Bucak clan whose members of Kurdish origin were contributing significantly to the Village Guards force created against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) — collided with a truck. Bucak survived the crash while the three other occupants of the car died, namely, Abdullah Çatlı, a former Ülkücü, that is, member of an ultranationalist organization, who was as a narcotics smuggler and a political massacre suspect, a long sought fugitive from law, Gonca Us, a young girl said to be Çatlı's girlfriend and Hüseyin Kocadağ, director of Istanbul's police academy.

Police found assassination guns and false identity papers in the car allegedly issued by the country's former police chief, Mehmet Açar, who was serving as interior minister when the Susurluk incident occurred. The papers identified Çatlı as a police official named "Mehmet Özbay" entitled to carry all kinds of weapons. Açar denied these claims.

The consequences

Following the incident, President Süleyman Demirel brought together, at the presidential palace, the leaders of the political parties represented in Parliament to

discuss this issue. At that time Welfare Party (RP) leader Necmettin Erbakan was prime minister and DYP leader Tansu Çiller was his deputy. During the meeting, the president relayed to the party leaders secret information and tips which had reached his hands.

The Prime Ministry's board of inspectors has conducted an inquiry and filed complaints with the relevant prosecutors against 35 persons.

A number of police officials, including Istanbul's police chief Kemal Yazıcıoğlu and a number of special team members implicated in Susurluk — three of whom had been assigned to Sedat Bucak as personal guards upon his request — were suspended from duty. Today, Yazıcıoğlu is the newly-appointed governor of the Black Sea province of Ordu.

Amid allegations that he was one of the masterminds of the "gang," DYP deputy Mehmet Açar resigned as interior minister. An investigation was conducted. The indictment presented by the Istanbul State Security Court prosecutor on March 13, 1997 referred to the special relationship between Sedat Bucak, Abdullah Çatlı, certain members of the Special Operations Department of the police force including their chief İbrahim Şahin, and a former National Intelligence Organization (MIT) official and police adviser Korkut Eken.

The indictment referred not only, to the Susurluk incident but also to the "courier girl" incident in which some of the Special Team members were implicated, as well as to two assassination cases in which the victim was casino king Ömer Lütfü Topal and in the other the "MIT informer" Tarık Ümit. The prosecutor stressed that these persons had not come together accidentally. They had come together and formed a gang to engage in illegal activities. He asked for prison sentences ranging from five to nine years.

After some time, the court ordered the release of all of the defendants, including the special team members, pending the end of the trial on grounds that there was no conclusive evidence against them. Some of them — such as Ayhan Çarkın, Oğuz Yorulmaz and Ercan Ersoy — could not be actually released because they are being tried in another case too.

The release of the special team members İbrahim Şahin, Ziya Bandırmaoğlu and Ayhan Akça was celebrated noisily with a group of fellow policemen and right wing youths shouting to İbrahim Şahin, "Turkey is proud of you." Three of the special team members in question are still being tried as murder suspects in the case

no king Ömer Lütfü Topal's assassination case.

Defendants in the Topal case include Topal's former business partner Sami Hostan who is still at large. Another former business partner of Topal, Ali Fevzi Bir, has been arrested. The case involves Çatlı too, since his fingerprints have reportedly been discovered on the packaging band on the drum of the gun that killed Topal.

Çatlı's widow, Meral Çatlı, has maintained that her husband had done nothing illegal, that he had been fulfilling secret tasks assigned to him by the state in the past few decades.

The prosecutors involved have formally asked Parliament to suspend the legislative immunity of Sedat Bucak and Mehmet Açar, but this is yet to happen.

The "One Minute of Darkness for Enlightenment," a clean hands campaign, proved highly popular, with people turning off their lights for one moment at 9 p.m. every night for a period of 45 days.

Meanwhile, Hasan Gökçe, the driver of the truck which collided with the Mercedes, has been released from prison but is left without a job and his family is living in poverty.

His three-year prison sentence has been converted to a fine.

After the three-party coalition led by Mesut Yılmaz came to power, the new prime minister ordered the Prime Ministry's board of inspectors, led by Kutlu Savaş, the so-called "super inspector" to conduct a new investigation into Susurluk. This investigation has not been completed yet but the prime minister has promised that its findings would shake the nation.

'I don't believe it will be solved'

Welfare Party (RP) deputy Mehmet Elkatmış, who had chaired the now defunct parliamentary Susurluk Commission, said, "I definitely do not believe that it will be possible to solve the Susurluk incident. What is being done today is politically-motivated, and is aimed at diverting attention from the target." He complained that though Susurluk is being described as one of the most important issues in the country, the National Security Council (MGK) had failed to discuss it. He said, "On behalf of the commission I wrote an official letter to the MGK. I am still to receive a reply."

Elkatmış said, "In Turkey there are gangs, mafia and counter guerrilla groups. But a secret hand is preventing these from being brought into daylight. Look, for example, at Abdullah Çatlı, the main actor of the Susurluk incident. Between 1992

and his death he had reportedly gone on overseas trips 122 times. He had even gone to the United States. He had 12 different passports including a green one (issued only to high ranking state officials). Does the state not know that Çatlı went abroad 122 times? Of course it does. This is because the gang is within the state. I have new documents in my hands. Some of these needed to be filled with more details. I will complete this work in a few days and I will reveal the documents. This will cause tremors in Turkey."

'No legal arrangements made'

Rıdvan Budak, chairman of the Confederation of Progressive Labor

Unions (DİSK) said, "In the past year the members of the gangs have not been brought before justice. Furthermore, the legal arrangements aimed at preventing the 'gang-formation' process have not been made. Turkey has to question its recent past. People are asking some questions but the persons who really should speak, that is, the politicians and the bureaucrats who have served in high positions, have chosen to remain silent."

'Evidence not presented to courts'

Yücel Sayman, chairman of the Istanbul Bar Association, said, "The governments

that have served since the Susurluk incident have failed to tackle this issue in a serious manner. They have failed to bring to light substantial evidence and to present this to the courts."

'Immunity must be lifted'

Lawyer Ergin Cinmen, the spokesman for the "Citizens' initiative for enlightenment" movement, said the government should display political resolve to bring Susurluk to light and Parliament should suspend the legislative immunity of the deputies implicated in the Susurluk scandal.



16:12 GMT,
03
Novembre
1997

©AFP
1997

• L'ex-porte-parole du PKK en Europe mis en accusation pour terrorisme

KARLSRUHE (Allemagne), 3 nov (AFP) - Le parquet fédéral allemand a annoncé lundi qu'il avait mis en accusation pour activités terroristes l'ancien porte-parole pour l'Europe du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, indépendantistes kurdes de Turquie) Faysal D., alias Kani Yilmaz.

Le parquet fédéral à Karlsruhe, compétent pour les affaires de terrorisme, reproche à Yilmaz d'avoir exercé des activités dirigeantes dans une organisation terroriste et d'avoir été l'instigateur d'une série d'incendies contre des intérêts turcs en Allemagne en 1993. A la suite de cette vague d'attentats, le PKK avait été déclaré hors la loi en Allemagne.

Arrêté fin octobre 1994 à Londres, Yilmaz avait été expulsé vers l'Allemagne en août 1997 à la demande des autorités.

Yilmaz, 47 ans, qui a la nationalité turque, a été depuis au moins le début de l'année 1993 jusqu'à son arrestation en 1994 membre permanent de la centrale européenne du PKK et a ordonné les incendies contre des intérêts turcs perpétrés entre juin et novembre 1993, a affirmé le parquet fédéral dans un communiqué.

D'après le parquet, la centrale européenne du PKK est un comité exécutif de trois personnes qui dirigent les activités du parti en Europe. Tous ses membres sont des proches du chef du parti Abdallah Ocalan. Yilmaz était responsable des "relations extérieures" au sein de la centrale.

Le 24 juin 1993 et les jours suivants, selon le parquet fédéral, sur instruction de la centrale, quelque 600 extrémistes kurdes avaient attaqué 80 bâtiments, essentiellement les locaux de banques et compagnies aériennes turques. En novembre de la même année, une seconde vague d'attentats frappait 59 cibles (agences de voyage, banques et représentations consulaires), toujours à l'instigation de la centrale.

L'acte d'accusation remonte au 24 octobre, a encore précisé le parquet.

Vague d'immigration clandestine en Italie

Sept cent quatre-vingt seize immigrés clandestins ont débarqué hier dans le port italien de Santa Maria di Leuca (sud-est) à bord du navire libanais « Hussan », a indiqué hier soir la capitainerie du port des Pouilles de Gallipoli. La plupart de ces personnes sont des Turcs d'origine kurde, mais il y a également des Pakistanais et des Egyptiens.

Trois membres d'équipage ont été arrêtés pour avoir « encouragé l'immigration clandestine » et une enquête a été ouverte par le parquet de Lecce. La police n'a toutefois pas encore établi la provenance du navire. Selon les enquêteurs, les immigrés étaient en mer depuis quatre ou cinq jours. Ils auraient effectué le voyage à bord d'un navire plus grand avant d'être transbordés en mer sur le Hussan. Les trafiquants de main d'oeuvre utilisent fréquemment cette technique.

Le navire, long d'une quarantaine de mètres, transportait 584 hommes, 97 femmes et 115 enfants. « La situation était telle que la majorité des personnes était debout car il n'y avait pas de place suffisante pour s'asseoir », a raconté un secouriste ayant participé à l'évacuation du navire. Les immigrés ont été transportés dans un centre d'accueil près de Lecce. « Ils sont éprouvés par le voyage mais aucun d'eux n'a besoin de soins médicaux ».

© Dernières Nouvelles D'Alsace, Lundi 3 Novembre 1997.



14:50 GMT,
06
Novembre
1997

©AFP
1997

• La Turquie révisera son accord d'union douanière si elle est exclue de l'élargissement de l'UE

ANKARA, 6 nov (AFP) - La Turquie révisera l'année prochaine son accord d'union douanière avec l'Union européenne si elle est exclue des plans d'élargissement de l'union, a déclaré jeudi le ministre d'Etat pour l'Economie Isin Celebi, selon l'agence turque semi-officielle Anatolie.

"Si la Turquie ne fait pas partie du processus d'élargissement, nous réviserons nos relations concernant l'accord d'union douanière" après le mois de janvier, a dit M. Celebi à Anatolie à Londres.

"Ce n'est pas un défi ou du chantage, c'est une déclaration", a ajouté M. Celebi.

L'accord d'union douanière, qui vise à améliorer les échanges en supprimant les droits de douane, est entré en vigueur le 1er janvier 1996.

Les ministres des affaires étrangères des 15 doivent se réunir à la mi-décembre à Luxembourg pour décider quels pays seront les prochains à être admis au sein de l'union. Les efforts de la Turquie pour être admise parmi ces pays n'ont jusqu'à présent pas été couronnés de succès.

UE/hc/plh tf

Bagdad fait monter la pression contre Washington

Les experts américains du désarmement refoulés hier.

L'épreuve de force entre l'Irak et les Etats-Unis a commencé. Bagdad a refoulé hier des experts américains du désarmement, confirmant la détermination de l'Irak à empêcher les Américains de participer aux inspections des Nations unies. Deux experts de la commission spéciale de l'ONU chargée de désarmer l'Irak (Unscoc) ont été refoulés, et un troisième, de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a choisi de ne pas entrer en Irak «en signe de solidarité».

«Encore une fois, les Américains n'ont pas été autorisés à regagner leur lieu de travail», a déclaré le porte-parole de l'Unscoc à New York. Bagdad a, en revanche, autorisé les six experts d'autres nationalités qui accompagnaient les trois Américains à entrer en Irak. Si Saddam Hussein n'hésite pas à défier les Etats-Unis, il ménage les Nations unies, tablant sur la Russie, la France et la Chine pour contrer au sein du Conseil de sécurité le front anti-irakien mené par Washington.

Dans l'histoire des crises qui émaillent les relations de l'Unscoc et de l'Irak depuis 1991, celle-ci est néanmoins la plus grave. Mercredi dernier, Saddam Hussein a annoncé qu'il avait décidé de ne plus coopérer avec les Américains de l'Unscoc et qu'il leur donnait une semaine, c'est-à-dire jusqu'à mercredi soir, pour quit-



Manifestation anti-américaine, samedi à Bagdad.

ter le territoire. L'Unscoc a répliqué en annonçant que ses équipes d'experts «de toutes nationalités» reprendraient leurs activités aujourd'hui, après une suspension de quatre jours. Aujourd'hui devrait donc être une journée test pour la poursuite des travaux de la commission. L'embargo pétrolier imposé à l'Irak depuis son invasion du Koweït,

en 1990, ne sera en effet levé que lorsque la commission aura certifié que Bagdad ne dispose plus d'armes chimiques, bactériologiques et de missiles de longue portée.

Selon *The Observer*, Saddam Hussein a décidé d'expulser les Américains, car ils étaient sur le point de découvrir des stocks secrets d'un gaz mortel extrêmement violent. L'heb-

domadaire britannique, qui cite des experts du désarmement de l'ONU en Irak, écrivait hier que Bagdad avait commandé 750 tonnes de produits chimiques permettant la fabrication de ce gaz, le VX, considéré comme dix fois plus dangereux que le sarin. Quelques grammes de VX peuvent tuer plusieurs millions de personnes. Pulvérisé, ce gaz reste très longtemps actif et provoque la mort par paralysie. Les autorités irakiennes affirment que la totalité de ses stocks a été détruite par les bombardements de la guerre du Golfe ou par leurs soins, mais l'Unscoc est très sceptique, souligne *l'Observer*.

Sur environ cent dix personnes travaillant pour l'Unscoc en Irak, il ne reste plus que sept Américains. Les Etats-Unis ont déclaré hier que ce nouvel incident constitue un «mépris flagrant» du Conseil de sécurité de l'ONU. Au Congrès, des républicains et des démocrates ont appelé hier à une action militaire. Les autorités irakiennes répètent que les menaces des Américains ne leur font pas peur. Si Washington et Londres ont menacé l'Irak de représailles, Moscou et Paris refusent catégoriquement cette option, utilisée en 1991 et 1993 par les Etats-Unis. Hier au Caire, la Ligue arabe a rejeté toute intervention militaire et appelé le Conseil de sécurité à mettre fin à la crise par des moyens pacifiques ●

D'après AFP

30,000 demonstrate in Susurluk

MILLİYET said 30,000 people gathering in Susurluk urged the authorities to suspend the legislative immunity of the deputies implicated in the Susurluk "state gang" scandal. **YENİŞAFAK** said some of the participants chanted slogans in favor of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). **RADİKAL** said those who should have brought these sinister relationships to light had spent a whole year without doing anything. There are certain questions which must be answered. Has

the National Security Council (MGK) ever made a decision to create a "special organization" with the aim of drying up the sources financing the PKK? What did DYP deputy Mehmet Ağar, the former interior minister who has been implicated in Susurluk, mean when he said the MGK knew about what he had done? Was he engaging in blackmail when he said he would make a historic speech? There has been talk of some \$100 million having been collected from certain people. What methods were used in collecting that money? Who used that money and for what purpose? Has the "special organiza-

tion" and the Bucak group (of DYP Deputy Sedat Bucak, one of the main figures in the Susurluk scandal) whose ties with the "special organization" have been revealed, been financed from the prime ministry slush fund? Had a group of Gendarmerie Intelligence Center (JITEM) officials created a criminal organization using PKK "repentants" and certain groups? From which place or person did they receive their instructions? Former Security Directorate adviser Korkut Eken says that Abdullah Çatlı, the main Susurluk figure, had been used "before 1980 too." Who used Çatlı and in what

manner? When and with whose permission were green passports — available to only high-ranking state officials — issued to Abdullah Çatlı and Yaşar Öz, both fugitives from the law? It has been determined that general Veli Küçük, one of the founders of JITEM, had had numerous

telephone conversations with Çatlı. What common interest did Kucuk have with Çatlı and the latter's team? Though businessman Mehmet Ali Yaprak said he had been kidnapped for ransom twice in the past, why did the authorities focus on only the second abduction case? Why was

“National Intelligence Organization (MIT) informer Tarık Ümit killed? Was it because he had relayed to MIT official Mehmet Eymür what he knew about the “state gang?”

Hoagland: 'PUK Gets \$500,000 a month from CIA'

Washington — Turkish Daily News

■ Washington Post's Pulitzer winner commentator Jim Hoagland claimed on Sunday that Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) “receives at least \$500,000 a month in covert support from the Central Intelligence Agency.”

Hoagland said, “Official American money intended to finance peacekeeping has also been flowing to (KDP) led by Masoud Barzani, who has allied himself with the Baghdad regime of Saddam Hussein.”

Hoagland, in his Op-Ed piece titled: “Before Turkey Joins Europe,” portrayed Turkey as meddling in the “civil war” in northern Iraq and targeting the PUK in particular.

In a case of curious omission, Hoagland did not even mention once the presence of the PKK in northern Iraq. The KDP repeatedly demanded that the PKK leave the region while the PUK preferred to remain silent on the issue.

Turkey and the United States repeated several times in the past month that the Turkish Armed Forces were targeting logistic bases of the Kurdistan Workers' Party (PKK), an organization that the U.S. State Department listed as one of the 30 “foreign terrorist organizations” around the world.

Turkish officials in the past have accused the PUK of helping the PKK get a stronghold in northern Iraq to counterbalance the KDP-Turkish alliance. Both the KDP and the PUK, however, took part in the “Ankara Process” to

end the PUK-KDP fight over border revenues. The PUK accused the Turkish military of using excessive force in the region while the KDP accused the PKK of killing children, and the PUK of cutting electricity to 120,000 inhabitants of Erbil.

Hoagland's main point was that Turkey needed, among other things, to stop interfering in northern Iraq in order to be accepted by Europe, but the United States was encouraging such involvement by the very policies it employed towards Turkey and northern Iraq.

Such “self-destructive, addictive behavior of the Turkish military ... makes EU membership in the near future a pipe dream. Worse: Washington denies its own responsibility for conditions that feed that behavior,” Hoagland wrote.

Since the United States “abdicated” its responsibility in northern Iraq and acts with a “self-imposed blindness to the regional consequences of that abdication,” it undermines “its proposed solution for Turkey's problems,” Hoagland claims.

“Washington needs to acknowledge the damage its vacillating policy on Iraq has caused Turkey and offer financial compensation to Ankara (for Gulf War damages). The deal must include Turkey ending its human rights abuses at home and the border war on the Kurds, as part of a self-help program to get ready to join Europe. Friends challenge self-delusion: they do not feed it,” Hoagland concluded.

Clashes in northern Iraq continue in three areas

KDP spokesman says territory initially lost by the KDP had been retaken in a counterattack

TDN with wire dispatches

■ An Iraqi Kurdish faction said on Sunday that it had clashed with a rival group in three areas

in the mountains of northern Iraq.

“Early this morning, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) launched an extensive attack against our positions,” a spokesman for the Kurdistan Democratic Party (KDP) told Reuters.

The spokesman, Dilshad Miran, said the fighting lasted about two hours and took place between the town of Koy Sanjaq and the city of Arbil. He added that territory initially lost by the KDP had been retaken in a counterattack.

He said the PUK and the separatists from the Kurdistan Workers' Party (PKK) had

attacked the KDP in two other places close to the Iranian border but had also been repulsed.

"We estimate their casualties to be numerous killed and wounded," he said, adding that three KDP fighters had been killed and seven wounded in the three attacks.

The PUK were not immediately available for comment.

An Iraqi opposition spokesman based in London said on Sunday that there had been signs of a resumption of hostilities after a lull caused by heavy storms. "We heard last night that both sides were preparing to start fighting again after the bad weather," he said.

The mountainous region is closed to journalists, making independent confirmation of reports impossible.

Clashes between the KDP and the PUK broke out last month after a year of Western-brokered peace between them. A brief cease-fire announced by the

United States collapsed last week.

The United States, Britain and Turkey, who cosponsor the Iraqi Kurdish peace process, have backed a KDP demand that the PUK withdraw to a cease-fire line agreed upon a year ago after a previous round of fighting. The PUK has not moved.

It wants a decision on the status of Arbil, the main regional city taken from it last year by Massoud Barzani's KDP with the help of Iraqi troops, and a fairer distribution of revenue from a lucrative oil trade run by Barzani and Turkey.

The KDP says the PUK, which holds hydroelectric power stations in the region, has cut off power to Arbil for over a week.

Turkey and the KDP also say that Jalal Talabani's PUK gives support to the PKK, fighting for self-rule in mainly Kurdish southeastern Turkey. The PUK denies giving aid to the PKK.

The Anatolian news agency

said on Sunday that nearly 1,000 civilians had fled northern Iraqi camps controlled by the PKK and had arrived in Turkey. It also stated that 179 refugees had entered Turkey through the Habur border crossing with northern Iraq on Saturday, bringing the number of such immigrants to 951.

Anatolia did not specify over what period of time the refugees had been arriving in Turkey and did not specify their nationality, although some were Turkish Kurds returning from northern Iraq. The Turkish Red Crescent was providing the refugees with temporary accommodation and food, it said.

Northern Iraq has been the scene of clashes between rival Kurdish factions since the enclave fell outside of Baghdad's control after the 1991 Gulf War.

A Western air force based in Turkey patrols the area to prevent any attacks on the Kurds by Iraq.

L'Irak campe sur son refus d'autoriser les experts américains de l'ONU à travailler

La commission chargée de désarmer Bagdad a été empêchée, lundi, de reprendre ses inspections

L'Irak a interdit, lundi 3 novembre, aux membres américains de la Commission de l'ONU chargée de son désarmement (Unscm) d'entrer dans un

site d'inspection, forçant l'ensemble des équipes à se replier sur leur quartier général. La veille, trois inspecteurs américains en provenance de

Bahreïn avaient été refoulés. Bagdad a sommé les Américains travaillant au sein de l'Unscm de quitter le pays au plus tard le 5 novembre.

L'IRAK a empêché, lundi 3 novembre, des experts américains de participer à une inspection de la Commission spéciale de l'ONU chargée de son désarmement (Unscm), qui a suspendu ses opérations, a annoncé la commission.

Les responsables irakiens ont informé le chef d'une mission d'inspection balistique, à son arrivée sur un site, lundi matin, que « les experts américains étaient interdits d'entrée », a déclaré Nils Carlstrom, directeur du centre de surveillance et de vérification de l'Unscm à Bagdad. L'inspection a été annulée, et l'Unscm a également suspendu deux autres missions d'inspection prévues, a précisé M. Carlstrom. Dimanche, les autorités irakiennes avaient déjà refoulé trois inspecteurs américains qui arrivaient en avion de Bahreïn.

« L'Unscm, les équipes d'inspection et les groupes de surveillance qui en dépendent peuvent reprendre leurs activités sans la participation des Américains », avait prévenu Mohamad Saïd El Sah-

haf, le ministre irakien des affaires étrangères, selon lequel Bagdad a « des preuves irréfutables » que les experts américains « profitaient de leur travail à l'Unscm pour exécuter un complot américain hostile à l'Irak et pour provoquer des crises et des tensions » entre l'ONU et Bagdad.

UNE MISSION DIPLOMATIQUE

Aux Etats-Unis, plusieurs responsables du Congrès avaient réclamé, dimanche, une action militaire contre Bagdad. « Nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer les règlements », a déclaré le speaker républicain de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, qui a précisé à la chaîne de télévision NBC qu'il entendait par là une action militaire. « La seule chose qu'il [le président irakien] semble comprendre est l'action », a renchéri le responsable de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Richard Gephardt. Le responsable de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, est allé dans le même sens : « Je sup-

pose que quelque chose devra être fait relativement tôt », a-t-il dit.

Mais le porte-parole de la Maison Blanche, Barry Toiv, s'était borné à constater que « l'Irak continue de montrer un mépris flagrant pour le Conseil de sécurité de l'ONU ». Celui-ci « continue d'examiner ses options », a ajouté M. Toiv.

Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, a décidé, selon un porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard, d'envoyer, lundi, une mission à Bagdad pour informer les autorités irakiennes que la fermeté manifestée par le Conseil de sécurité n'était « pas négociable ». « Le secrétaire général est très inquiet des conséquences potentiellement graves de la décision du gouvernement irakien [...] concernant la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité exigeant l'élimination des armes de destruction massive », a expliqué M. Erkhard.

La mission fera part au président irakien, Saddam Hussein, de l'« unanimité » des quinze membres du Conseil quant à la

nécessité de cesser les menaces contre les inspecteurs américains de l'Unscm et de garantir une liberté d'action totale à cette commission, ont expliqué des diplomates occidentaux. « L'idée est de confirmer que l'Irak doit respecter les résolutions de l'ONU », a déclaré un diplomate.

La mission comprendra l'Algérien Lakhdar Brahimi, envoyé spécial de Kofi Annan en Afghanistan, l'Argentin Emilio Cardenas, ancien émissaire des Nations unies, et Jan Eliasson, ancien ambassadeur de Suède auprès de l'organisation internationale. Le Russe Yuli Vorontsov avait été initialement pressenti, mais M. Annan a finalement décidé qu'il ne serait pas approprié d'envoyer en Irak le représentant d'un pays membre du Conseil de sécurité. Washington avait indiqué, vendredi, qu'il était opposé à l'envoi d'une mission de l'ONU, mais selon certains diplomates, les Etats-Unis pourraient approuver une telle mission si elle n'est pas chargée de négocier avec M. Hussein. - (AFP, Reuter.)

WASHINGTON POUSSE L'ONU CONTRE BAGDAD

Sans exclure une intervention, Clinton privilégie la diplomatie.

Washington
de notre correspondant

Les Nations unies ont tenté hier une mission de la dernière chance, afin de désamorcer la crise enclenchée la semaine dernière par Saddam Hussein et de repousser le spectre d'une nouvelle action militaire contre l'Irak. Tandis qu'à New York le Conseil de sécurité de l'ONU se réunissait à huis clos, trois émissaires dépêchés par Kofi Annan, le secrétaire général de l'organisation, se sont envolés pour Bagdad dans l'espoir d'éviter le pire. Saddam a accepté de les rencontrer «pour un dialogue visant à régler le problème». Mais la Maison Blanche a aussitôt rappelé que la mission «ne va pas discuter». «Tout ce que nous voulons, c'est que Saddam obéisse» et appuie les résolutions imposées par l'ONU après l'échec de sa tentative d'envahir le Koweït en 1991, dit le communiqué de Washington. Un peu plus tard, le département d'Etat estimait même que l'ONU devait se préparer à une «action ferme» si Saddam n'obtempérait pas. Le moment de vérité a été fixé par le dictateur irakien lui-même à demain après-midi. Les inspecteurs de nationalité américaine de l'Unscom, la commission chargée de



A Bagdad, lundi, un manifestant «mange» le drapeau US. Saddam Hussein a dormi jusqu'à demain après-midi aux experts américains de l'Unscom pour quitter le pays.

contrôler le démantèlement des armes de destruction massive accumulées par Bagdad, devront avoir quitté l'Irak à cette date ou seront expulsés. Hier, ils ont de nouveau été empêchés de pénétrer sur un site qu'ils devaient inspecter, ce qui a entraîné une nouvelle suspension des activités de l'Unscorn. Deux autres inspecteurs Américains ont été refoulés en arrivant à Bagdad dans la matinée, comme ils l'avaient déjà été la semaine dernière.

Ménager la «coalition». Pour l'heure, l'administration Clinton s'efforce de ne pas apparaître trop va-t-en-guerre. «Au point où nous en sommes, a expliqué le représentant américain à l'ONU, Bill Richardson, c'est au Conseil de sécurité de réagir. Nous ne souhaitons pas une confrontation armée, même si nous ne l'excluons pas.» Les Etats-Unis savent qu'infliger une nouvelle «punition» au dictateur de Bagdad, outre que l'efficacité des frappes aériennes s'est révélée douteuse par le passé, serait mal accepté par les autres membres de la «coalition» qui a défilé l'Irak lors de la guerre du Golfe, comme par leurs alliés arabes. Hier matin, le porte-parole du Quai d'Orsay, Jacques Rummelhardt, a répété que «toute nouvelle action doit être envisagée et décidée strictement dans le cadre du Conseil de sécurité». Les diplomates français expliquent qu'il faut «éprouver tous les moyens diplomatiques pour faire revenir Saddam sur sa décision», et que d'autres mesures ne pourront être discutées qu'après que la mission de l'ONU sera revenue d'Irak.

Vendredi, le représentant de la France à l'ONU, Alain Dejammet, s'était opposé à ce que les actions irakiennes soient qualifiées de «violation caractérisée» des résolutions de l'ONU, comme le proposait le directeur de l'Unscorn, Richard Butler. Pareille qualification aurait ouvert la voie à de nouvelles sanctions contre l'Irak ou à une action de force. Le ministre russe des Affaires étrangères, Evgueni Primakov, a lui aussi répété que Moscou reste «opposé à tout recours à la force».

Pressions démocrates et républicaines. Mais, à Washington, la pression commence à monter sur Clinton. Les principaux dirigeants des deux partis, démocrate et républicain, sont apparus à la télévision pour exiger de concert une action rapide et vigoureuse. «Nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour faire respecter la loi internationale, y compris des mesures militaires», a dit le Speaker (président) de la Chambre des représentants, le républicain Newt Gingrich. «Saddam ne comprend d'autre langage que la force, et c'est celui qu'il va entendre», a renchéri le chef de la minorité démocrate, Richard Gephardt.

Le Pentagone, tout en affirmant qu'il s'agit d'un «problème entre l'ONU et l'Irak», a déjà placé d'importants moyens en ordre de bataille. Outre les près de 20 000 hommes stationnés dans le

Golfe, les Etats-Unis y disposent de plus de 200 appareils de combat et d'une cinquantaine de navires de guerre, dont le groupe de combat du porte-avions *Nimitz*. Sept de ces navires sont équipés de missiles de croisière Tomahawk, utilisés lors des précédentes frappes aériennes contre les installations militaires irakiennes. Si Saddam expulse *manu militari* les membres américains de l'Unscorn, ou s'il met à exécution sa menace de chercher à abattre les avions de surveillance aérienne U2 qui doivent reprendre leurs patrouilles dans le ciel irakien demain, une réaction militaire américaine pourrait devenir inévitable. Hier, les Etats-Unis ont annoncé que des chasseurs supplémentaires viendraient renforcer les forces US chargées de contrôler la zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak.

L'erreur de Saddam. Pour l'heure, Bill Clinton cherche plutôt à calmer le jeu. Autant que faire plier Saddam, il importe, de son point de vue, de préserver la coalition anti-Saddam, qui a donné ces derniers temps de sérieux signes d'usure. Les diplomates américains se cachent à peine pour rendre leurs collègues français et russes responsables du nouveau coup fourré de Saddam. Ce dernier a été encouragé à agir par l'opposition franco-russe à la résolution proposée par la Grande-Bretagne le mois dernier, qui visait à renforcer les sanctions contre l'Irak. Cinq membres du Conseil de sécurité (dont la Chine, la France et la Russie) s'étaient abstenus lors du vote de cette résolution, après avoir ob-

tenu qu'elle soit considérablement édulcorée et repoussée dans le temps. Saddam, estimant tous les analystes américains, a décidé d'enfoncer le clou pour dresser les autres pays contre les Etats-Unis. Il a raté son coup et a au contraire «ressoudé la coalition», espère-t-on à Washington. «La querelle n'est pas entre les Etats-Unis et l'Irak, mais entre les Nations unies et l'Irak», a insisté hier Mike McCurry, le porte-parole de Clinton. *Saddam reste totalement isolé au sein de la communauté internationale.*

Le fâcheux fiasco de 1996. Clinton souhaite d'autant plus éviter d'avoir à envoyer les missiles que sa dernière intervention, lors de l'entrée des troupes irakiennes au Kurdistan en 1996, s'était soldée par un fiasco. Elle n'avait pas empêché les alliés kurdes de Saddam de prendre le contrôle du Kurdistan, ni la CIA de connaître une débâcle sans précédent de ses actions clandestines pour renverser Saddam. Mais l'unité affichée reste de façade. Français et Russes, qui rêvent de gros contrats pétroliers et ne veulent pas s'attirer l'hostilité du monde arabe, souhaitent en réalité que les sanctions contre l'Irak soient levées le plus rapidement possible — même si cela implique de fermer les yeux sur le fait que Saddam a, comme l'en accuse l'Unscorn, violé tous ses engagements internationaux, et caché des stocks de gaz de combat VX et autres armes chimiques ●

PATRICK SABATIER

Erbakan: There cannot be human rights if thinking is a crime

Ankara - TDN Parliament Bureau

■ Welfare Party (RP) leader Necmettin Erbakan said on Tuesday that no one could claim that human rights existed in a country where a person was given a 22 year jail term solely for having expressed his thoughts.

Addressing his colleagues at the RP parliamentary group meeting, Erbakan said that a person who did not use force while expressing his thoughts should in fact be thanked. He said punishing a person for his thoughts was primitive. He stressed that the modern world had given up all such repression. He said it was only his RP which wanted the exact application of human rights, freedoms, democracy and secularism existing in western countries. He said Parliament now faced the task of eliminating the articles which were being applied differently to the purpose for their introduction.

Erbakan said that the government had dragged the economy to disaster and that the monthly inflation had reached eight percent, with the yearly rate now at 94 percent.

Erbakan said his party would present a censure motion against the government for the unjust appointment it had made since taking office.

Turkish Daily News

November 5, 1997

LE MONDE / MERCREDI 5 NOVEMBRE 1997

Athènes et Ankara tentent de rétablir un processus de normalisation

Après une série d'incidents bilatéraux, les chefs des deux gouvernements se sont rencontrés

Les premiers ministres grec et turc, qui se rencontraient lundi 3 novembre en marge de la réunion des dirigeants des Etats balkaniques en

Crète, sont tombés d'accord pour renouer le dialogue entre leurs deux pays. Des incidents n'ont cessé ces derniers mois d'opposer Athènes et

Ankara, à propos de la délimitation des eaux territoriales, des manœuvres militaires dans la région ou de Chypre.

ATHÈNES

de notre correspondant

Les premiers ministres grec et turc, Costas Simitis et Mesut Yilmaz, sont convenus lundi 3 novembre de relancer les différents processus de dialogue bilatéral, gelés ces derniers mois par une série d'incidents et de menaces.

A l'issue d'un long tête-à-tête d'une heure et demie tenu en marge d'un sommet balkanique réuni à Héraklion, en Crète, Costas Simitis a qualifié l'entretien de « fructueux ». La rencontre, a-t-il cependant ajouté, « n'a pas abouti à un résultat qui change la situation ». Il a accepté une invitation de M. Yilmaz à se rendre à Ankara « à une date qui sera fixée par la voie diplomatique » et « à condition que cette visite puisse déboucher sur un résultat positif ». M. Yilmaz, a dit M. Simitis, a proposé un « dialogue global » sur l'ensemble des différends « pour dépasser les problèmes », tandis que « nous maintenons notre politique de rapprochement pas à pas », a déclaré le premier ministre grec. Son homologue turc s'est félicité de « la bonne volonté mutuelle ».

Les deux hommes se sont mis d'accord pour poursuivre « l'accord de Madrid » que M. Simitis et le président turc, Suleyman Demirel, ont conclu en marge du sommet de l'OTAN, en juillet, et dans lequel les deux pays excluaient le recours à la force pour résoudre leur contentieux. Cet accord infor-

mel avait été obtenu sous la pression des Etats-Unis, très inquiets après l'incident de janvier 1996 à propos de la souveraineté contestée de l'îlot rocheux d'Imia-Kardak pour les Turcs (dans le Dodécanèse). Les deux pays avaient alors frôlé un conflit armé, évité de justesse par l'intervention personnelle de Bill Clinton.

MM. Simitis et Yilmaz sont également convenus d'appliquer un accord signé en 1988 par les chefs de la diplomatie des deux pays pour établir des « mesures de confiance ». De même, ils ont affirmé leur volonté de réfléchir « dans le cadre de l'OTAN » sur les mesures à prendre pour réduire la tension et éviter tout incident pendant les manœuvres militaires en mer Egée.

APRÈS L'IMPASSE

Le chef du gouvernement grec a par ailleurs souhaité la poursuite d'un processus entamé au printemps par la mise en place d'une commission d'experts des deux pays chargée d'examiner les modalités d'un dialogue gréco-turc. La Grèce attend une réponse d'Ankara aux propositions qu'elle a déposées, a indiqué M. Simitis.

La rencontre intervient après l'impasse, cet été, des pourparlers chypriotes, de plusieurs incidents et des déclarations incendiaires de part et d'autre qui ont gelé « l'esprit de Madrid ». Les Turcs sont montés en flèche à la fin de l'été contre la détermination des Chy-

piotes grecs d'installer des missiles S 300 achetés au début de l'année à la Russie. Ankara, qui se sent menacé par les missiles, a déclaré que leur implantation serait un *casus belli*, tandis que le chef d'état-major turc, Ismail Hakkı Karadayı, dénonçait au sein de l'Alliance un axe Athènes-Moscou dirigé contre Ankara.

Après un échec des discussions, fin septembre, au siège de l'ONU, entre les deux ministres des affaires étrangères grec, Théodore Pangalos, et turc, Ismail Cem, sous les auspices du secrétaire d'Etat Madeleine Albright, le ton n'a cessé de monter entre les deux rives de l'Egée.

M. Pangalos a accusé la Turquie de suivre « une politique inacceptable qui fait penser à celle de l'Allemagne hitlérienne de l'entre-deux guerres » et qualifié de « voleur, assassin et violeur la partie de l'establishment politico-militaire en Turquie qui met en doute les frontières en mer Egée », tandis que le vice-premier ministre turc Bulent Ecevit étendait le différend gréco-turc d'Imia-Kardak « au partage équitable des eaux et des ressources sous-marines de l'Egée. Si ce différend ne pouvait être réglé équitablement, une situation plus tendue pourrait surgir entre la Turquie et la Grèce », a affirmé M. Ecevit.

En octobre, des manœuvres militaires communes entre Athènes et Nicosie, liées depuis 1993 par un pacte de défense, ont aussi été l'occasion de plusieurs incidents

et de plaintes mutuelles. Ankara a accusé les Grecs et les Chypriotes grecs de « jouer avec le feu » et de se diriger vers « une possibilité accrue d'incidents, y compris un affrontement armé ». La Grèce a par ailleurs dénoncé de multiples violations de son espace aérien par des chasseurs turcs, démenties par la Turquie qui ne reconnaît pas les mêmes limites qu'Athènes.

A la fin des manœuvres, la Grèce a protesté contre le harcèlement par des F 16 turcs de l'avion du ministre grec de la défense qui revenait de Chypre. Quelques jours plus tard, c'est le général Karadayı qui affirmait qu'un navire grec avait tenté d'éperonner un sous-marin turc en mer Egée. M. Pangalos a minimisé l'affaire et rejeté les accusations turques en appelant Ankara à « ne pas commettre de folie en provoquant intentionnellement un grave incident en Egée ».

En arrivant dimanche en Crète, Mesut Yilmaz n'excluait pas la possibilité d'un « conflit armé par accident », en raison de plusieurs exercices militaires turcs et grecs qui se déroulent actuellement en mer Egée. Sa rencontre, lundi avec son homologue grec, immédiatement saluée à Washington, qui a envoyé ces dernières semaines plusieurs émissaires dans la région pour calmer les esprits, a sans doute, pour le moment du moins, désamorcé une telle éventualité.

Didier Kunz



• Affrontements dans le sud-est anatolien : 21 Kurdes et 3 soldats tués

12:02 GMT,
06
Novembre
1997

©AFP
1997

ANKARA, 6 nov (AFP) - 21 séparatistes kurdes ont été tués par les forces armées turques ces trois derniers jours dans le sud-est de la Turquie, ont annoncé jeudi des responsables gouvernementaux.

Les affrontements qui ont opposé les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à l'armée se sont déroulés dans des zones montagneuses des provinces de Diyarbakir, Siirt, Mardin et Sirnak.

Les soldats turcs ont perdu trois des leurs.



17:47 GMT,
05
Novembre
1997

©AFP
1997

• La Norvège juge "inacceptable" la présence turque en Irak, lors de la visite d'un responsable turc

OSLO, 5 nov (AFP) - Le ministre norvégien des Affaires étrangères, Knut Vollebaek, a qualifié d'"inacceptable" la présence militaire turque en Irak alors qu'il recevait mercredi à Oslo le vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit.

"La présence permanente de la Turquie en Irak constitue une violation des accords internationaux et nous ne la tolérerons pas", a déclaré M. Vollebaek en présence de son hôte.

Sans démentir une présence turque en territoire irakien, M. Ecevit a défendu la position de son gouvernement en arguant qu'il s'agissait d'une "nécessité". "Aussi longtemps que l'Irak sera une partie active dans la région, nous sommes dans l'obligation de nous préoccuper de notre sécurité", a-t-il déclaré.

M. Vollebaek a également évoqué la situation des droits de l'Homme en Turquie. "Nous nous sommes entretenus de la question kurde et, particulièrement, de l'emprisonnement de plusieurs députés", a indiqué le chef de la diplomatie norvégienne. "Les efforts consentis par Ankara à cet égard sont prometteurs", a-t-il ajouté.

Pour M. Ecevit, le problème kurde n'est pas de nature ethnique mais a, au contraire, ses racines dans un déficit du développement économique et social de la région. "La terreur a pratiquement disparu des régions qui ont été développées, ce qui démontre que notre politique est juste", a-t-il estimé.

Mais il n'a pas exclu que des différences ethniques et culturelles soient à l'origine des problèmes rencontrés par les autorités turques dans certaines régions kurdes.

Le gouvernement turc a institué en mai une "zone de sécurité" dans le Nord de l'Irak où son armée se bat depuis contre la guérilla kurde du PKK (communiste).

Selon un responsable d'Amnesty International en Norvège, Jon Petter Egenaes, la Turquie aurait déployé 8.000 hommes dans cette zone. "Des cas de torture nous ont été rapportés ainsi que des exécutions sommaires après des procès de pure forme", a-t-il déclaré. "Nous savons également que des attaques de l'armée turque contre le PKK ont été lancées au détriment de la population civile", a-t-il ajouté.

M. Ecevit, 72 ans, a été Premier ministre turc dans les années 70. Dans les années 80, il a été emprisonné à trois reprises et il n'a été autorisé à reprendre ses activités politiques qu'en 1992.

Ancien social-démocrate, il est aujourd'hui membre du Parti de la gauche démocratique et, à ce titre, membre du gouvernement de coalition dirigé par le Premier ministre, Mesut Yilmaz.

A l'extérieur du parlement où se sont déroulés les entretiens, des Kurdes vivant en Norvège ont manifesté en qualifiant M. Ecevit de "fasciste" et de "meurtrier".

oln-rok/ia e



15:51 GMT,
05
Novembre
1997

©AFP
1997

• Manifestation de Kurdes pendant la visite du Premier ministre turc à Vienne

VIENNE, 5 nov (AFP) - Plusieurs dizaines de Kurdes ont manifesté mercredi à Vienne contre "la répression des Kurdes par le gouvernement turc" au moment où le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, en visite officielle en Autriche, était reçu par le président autrichien Thomas Klestil.

Les manifestants ont demandé "la fin de la guerre contre le peuple du Kurdistan" et souhaité, selon leur porte-parole, que l'Autriche demande à M. Yilmaz d'entrer en dialogue avec les Kurdes.

Le porte-parole a également indiqué que "les membres de l'Union européenne devraient se prononcer contre l'adhésion de la Turquie dans l'UE tant que les droits de l'homme ne sont pas respectés dans le pays".



13:08 GMT,
06
Novembre
1997

©AFP
1997

• Procès de policiers : le président du tribunal se retire

ANKARA, 6 nov (AFP) - Le président de la Cour d'assises d'Afyon (ouest), où sont jugés des policiers accusés du meurtre d'un journaliste turc alors qu'il était en garde à vue, a annoncé jeudi sa décision de se dessaisir de l'affaire, en raison de "pressions" exercées sur lui.

"Je me retire du procès en raison des pressions intérieures et extérieures exercées sur moi", a déclaré le juge Kamil Serif, à l'ouverture de la 10e audience du procès.

Le juge a protesté contre ces pressions en provenance "des médias, compagnies, partis politiques et hommes politiques turcs et étrangers". "Sous ces pressions, je ne crois pas pouvoir traiter correctement le procès", a-t-il ajouté.

Il a également dénoncé "des émissions de télévision turques et étrangères où il a été accusé de recevoir des pots-de-vin".

Le journaliste du quotidien de gauche Evrensel (qui a cessé de paraître), Metin Goktepe, 27 ans, avait été battu à mort par un groupe de policiers, selon des témoins, après son arrestation le 8 janvier 1996 à Istanbul alors qu'il couvrait les obsèques de deux détenus, tués lors de la répression d'une mutinerie dans une prison de la ville.

Onze policiers, dont cinq sont détenus, ont participé à l'audience de jeudi. Le tribunal a rejeté la demande de libération de ces cinq policiers et ajourné le procès au 27 novembre.

Ces policiers sont les principaux accusés et risquent une peine de prison allant jusqu'à 16 ans pour meurtre avec préméditation. Les autres policiers sur 48 au total sont passibles d'une peine allant jusqu'à trois ans, pour complicité.

A chaque audience du procès, des centaines de personnes, notamment des membres d'associations et de partis de gauche turcs et étrangers, s'étaient rendus à Afyon et avaient manifesté dans les rues de la ville en faveur d'une condamnation des policiers.

CE/hc/bds e

Keep the Heat on Iraq

Just when UN Security Council members like France, Russia and China were losing their zeal for ferreting out Iraq's secret biological and chemical weapons programs, Saddam Hussein has sparked new outrage by singling out American inspectors for special harassment. He no doubt hoped to widen divisions on the Security Council, but instead his brazen challenge to UN authority has, at least temporarily, reunified the council against him.

The Clinton administration should move quickly to exploit Baghdad's miscalculation. The prime goal should be to reinvigorate the council's resolve to enforce resolutions designed to prevent Iraq from rebuilding its biological, chemical and nuclear weapons programs.

Achieving that objective will require a careful balance between diplomacy and credible threats of force.

Iraqi authorities have begun refusing to allow UN inspection teams to operate if Americans participate. They have ordered American inspectors and

weapons experts to leave Iraq by Wednesday. Iraq also threatens to shoot down the American U-2 reconnaissance planes the inspectors use for aerial surveillance.

There can be no wavering in the face of this defiance of UN resolutions that Iraq accepted after its defeat in the 1991 Gulf War. Secretary-General Kofi Annan's diplomatic initiative, which consists of sending emissaries and offering Baghdad the opportunity to back down in exchange for a high-level hearing of its supposed grievances, is an appropriate move. The UN and Iraq will be better off if this latest crisis can be resolved peacefully. But the Clinton administration is right to signal that both the president and Congress are prepared for stronger steps.

Closing down Baghdad's efforts to build weapons of mass destruction requires the continuing pressure of international sanctions until UN investigators are completely satisfied that Baghdad is no longer hiding anything from them. Iraq now demands that the Security Council set a timetable for

lifting all sanctions in exchange for full Iraqi cooperation. The sanctions are indeed supposed to be lifted when Iraq has fully complied with UN requirements. But Baghdad has no right to negotiate over the degree of its cooperation with UN investigators.

Iraq has been flagrantly misleading UN experts and obstructing inspectors' efforts to examine suspected storage sites.

Iraqi production of biological, chemical or nuclear weapons would threaten the interests of all members of the Security Council, including France, Russia and China, who sometimes seem as eager as Iraq itself to be rid of sanctions and begin profitable oil dealings.

The council's recent mixed signals on pressuring Iraq have helped precipitate the current crisis. Council members now need to send an unambiguous message that they will tolerate no further interference of any kind with UN arms inspectors in Iraq.

— THE NEW YORK TIMES.

Washington agite la menace d'une action militaire sans la souhaiter

WASHINGTON

de notre correspondant

L'épreuve de force entre l'Irak et le Conseil de sécurité des Nations unies prend une nouvelle fois la forme d'un face-à-face entre Bagdad et Washington. Tout en affirmant qu'ils privilégient une solution pacifique, les Etats-Unis multiplient les menaces de moins en moins voilées d'une frappe militaire, afin d'obliger le président irakien à revenir sur sa décision d'interdire aux observateurs américains de participer aux missions de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (Unscm). L'administration Clinton se sert de la surenchère du Congrès pour faire comprendre à Bagdad et aux alliés des Etats-Unis que l'option militaire est sérieusement envisagée.

La Maison Blanche préférerait cependant que le président irakien comprenne que son nouveau défi ne le mène nulle part. L'administration américaine sait que l'unité du Conseil de sécurité face aux nouvelles provocations irakiennes serait mise à rude épreuve si Washington tentait d'obtenir à l'ONU un vote en faveur de sanctions militaires. L'unité du Conseil serait aussi fragilisée si les Etats-Unis décidaient une action militaire unilatérale contre Bagdad.

Washington s'efforce donc de

donner une chance aux efforts diplomatiques en cours, tout en soulignant qu'il ne s'agit pas de négocier ce qui n'est pas négociable. La Maison Blanche a ainsi refusé tout net une invitation au « dialogue » lancée, lundi 3 novembre, par le président Saddam Hussein. Les Etats-Unis exigent que celui-ci se conforme aux résolutions du Conseil de sécurité, dont les termes vont lui être rappelés par la mission envoyée à Bagdad par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Le seul dialogue possible « doit consister à expliquer clairement par quels moyens il (Saddam Hussein) doit se plier à la volonté de la communauté internationale », a indiqué le porte-parole de la présidence, Mike McCurry.

« POUR QUEL RÉSULTAT ? »

Si l'Irak ne change pas de position « dans les prochains jours », a précisé James Rubin, le porte-parole du département d'Etat, alors, le Conseil de sécurité doit être prêt à prendre des mesures fermes », afin d'obliger les Irakiens à respecter la volonté de la communauté internationale. S'ils persistent dans leur refus, les Etats-Unis se réservent le droit de recourir à une action militaire unilatérale, ce qui, selon M. Rubin, ne pose pas de problème particulier,

compte tenu des positions antérieures du Conseil de sécurité. « Mais ce n'est pas la politique sur laquelle les Etats-Unis souhaitent mettre l'accent », a-t-il précisé.

Si M. Hussein fait la sourde oreille, il est probable qu'un consensus se dessine au sein du Conseil de sécurité en faveur de nouvelles sanctions, comme l'interdiction faite à certains responsables du régime de Bagdad de quitter le territoire irakien. Une telle interdiction, brandie comme une menace dans la résolution 1134 du Conseil de sécurité, avait entraîné une abstention de la France, de la Russie et de la Chine.

Au-delà de sanctions diplomatiques, la plupart des experts s'accordent à reconnaître que l'on entre dans le domaine d'une escalade aux effets très incertains, comme l'a montré la précédente « punition » infligée par Washington à Bagdad, en septembre 1996, après que les troupes irakiennes furent intervenues dans le nord de l'Irak.

« Cela n'a pas modifié le rapport de forces dans le Kurdistan irakien, rappelle un diplomate européen. Erbil (la principale ville du Kurdistan) n'a pas changé de camp, et les Irakiens ont marqué un point. Les Américains peuvent de nouveau envoyer une ou plusieurs salves de

missiles de croisière contre des cibles irakiennes, mais pour quel résultat ? Les Irakiens y sont prêts, et, avec un peu de chance, ils remobiliseront l'opinion arabe en leur faveur », ajoute ce diplomate.

Richard Hass, directeur des études de politique étrangère à la Brookings Institution, reconnaît que les Etats-Unis prendraient un sérieux risque à agir seuls. « Contrairement à ce qui se passe à propos de l'Iran ou de Cuba, explique-t-il, la force des sanctions contre l'Irak réside dans le fait qu'elles sont multilatérales. Si l'Amérique décide d'intervenir unilatéralement, elle affaiblit la position unitaire de la communauté internationale. Saddam Hussein a probablement calculé cela : il pense que les effets négatifs de l'utilisation de la force seront plus graves pour la coalition que pour l'Irak. »

Le danger, ajoute M. Hass, est que l'administration Clinton bénéficie d'un soutien quasi unanime du Congrès pour engager, le cas échéant, des frappes militaires. Ce consensus, estime-t-il, « accroît la probabilité » d'une action militaire, même si le souhait de l'administration Clinton est de trouver le moyen de faire plier Saddam Hussein, sans se démarquer de ses alliés.

Laurent Zecchini

Bagdad suspend provisoirement son ultimatum à l'ONU

LA TENSION entre l'Irak et les Nations unies est provisoirement retombée, mercredi 5 novembre, après l'acceptation, mardi, par Bagdad, d'un report de l'ultimatum adressé aux ressortissants américains membres de la Commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak (Unscorm). Dans un égal souci de modération, le chef de l'Unscorm, Richard Butler, a annoncé, mardi, le report jusqu'à la semaine prochaine des vols de l'avion américain d'observation U2 utilisé par la commission. M. Butler a souligné que ses vols « reprendront la semaine prochaine ». Lundi, les autorités irakiennes avaient dénoncé les missions de l'U2 prévues mercredi et vendredi et avaient même menacé d'abattre l'appareil.

L'Irak demande aux commissaires américains de quitter son territoire au plus tard le 5 novembre. L'embargo imposé par les Nations unies à l'Irak depuis la crise du Golfe, en 1990, ne sera levé que lorsque le pays aura satisfait toutes les demandes de l'Unscorm qui est chargée de vérifier que l'Irak ne possède plus d'armes de destructions massives.

A la demande du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, les autorités irakiennes ont finalement décidé d'attendre les résultats de la mission spéciale de l'ONU dépêchée sur place pour tenter de diminuer les tensions. Cette mission devait arriver à Bagdad mercredi. Composée de l'Algérien Lakhdar Brahimi, de l'Argentin Emilio Cardenas et du Suédois Jan Eliasson, la mission est chargée d'expliquer la position du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle doit notamment rencontrer le vice-premier ministre Tarek Aziz. Selon le porte-parole de l'ONU, M. Annan a reçu l'assurance qu'aucun des membres de l'Unscorm ne sera expulsé tant que les émissaires seront à Bagdad.

« UN BON SIGNE »

Le secrétaire général de l'ONU a d'ailleurs appelé, mardi, à « la retenue » toutes les parties dans la crise entre les Nations unies et l'Irak, afin de « donner une chance » aux discussions. Le secrétaire général a également dit à la presse que M. Aziz avait affirmé que les Irakiens « n'allaient rien faire pour provoquer une escalade ». Le vice-

premier ministre irakien pourrait d'ailleurs se rendre au siège de l'ONU, la semaine prochaine, pour assister au compte rendu de la mission spéciale par le Conseil de sécurité des Nations unies.

« J'ai appelé toutes les parties concernées à ne pas faire de déclarations pouvant être provocatrices, pouvant être considérées comme des menaces et des contre-menaces peu favorables à ce genre de négociations », a déclaré M. Annan qui a jugé que le report de l'ultimatum est « un bon signe ». « J'espère que la mission pourra en tirer parti et revenir ici avec de bonnes nouvelles pour tous », a ajouté le secrétaire général. De son côté, le président des Etats-Unis a estimé lors d'une brève conférence de presse à la Maison Blanche « qu'à ce stade, nous devrions faire tout ce que nous pouvons pour résoudre [la crise actuelle] par la diplomatie ».

Mais sur le terrain, les tensions sont cependant toujours aussi fortes entre les autorités et l'Unscorm. Pour la troisième journée consécutive, l'Irak a empêché, mercredi 5 novembre, des membres de la Commission d'accéder à des sites militaires. - (AFP, Reuter.)

LE MONDE / JEUDI 6 NOVEMBRE 1997

Hit Saddam in His Sovereignty and Personal Protection

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Saddam Hussein is the corpse who won't die beneath the boards where America thought he had been buried forever. He claws his way up periodically to snarl anew at the world.

The Clinton White House treats these episodes as moments of sound and fury without cost for U.S. interests. Saddam Hussein is "crazy" to test American might, the spinners say. He soon will be "back in his box."

The spinners portray the Iraqi dictator as an incompetent, erratic gangster chieftain who needs an occasional belt in the chops with a cruise missile. But that neglects the moral and strategic costs that these continuing confrontations with Saddam impose on U.S. leadership in the world.

Each new confrontation saps respect for America. Each confrontation demonstrates the futility of military force that is not harnessed to an effective political strategy or to the political will to deal with a declared enemy who has deadly VX poison gas, several score Scud missiles and anthrax weapons.

Throughout the Arab world, rulers and citizens believe that the world's only superpower could remove Saddam's regime if it wanted to. Because Saddam's continued rule serves a useful purpose for them, be it controlling oil prices or keeping

Iraq's Shiites and Kurds subjugated and brutalized, the Arabs assume that his continued rule serves some unacknowledged U.S. purpose as well.

This suspicion is also increasingly voiced in Europe and Asia, and contributes to the willingness of France, Russia and others to distance themselves from U.S. strategy on Iran as well as Iraq.

Saddam's challenge to Americans serving on the UN Special Commission inspection teams is not short-term bluff. By agreeing to talk to a high-level UN delegation about this unilateral move, he underlines that he is still accepted as the legitimate ruler of Iraq by the United Nations, the United States and the rest of the world.

The diplomats dispatched to Baghdad were instructed to chastise him, but they treat him as a member of their club by going there. And Russia, France and the Arab League have gone on record opposing any military action against Iraq over this defiance, providing Baghdad with a significant diplomatic and psychological marker to cite in future disputes.

George Bush compared Saddam Hussein to Hitler, reminding the world of his genocide against the Kurds, his use of poison gas, the rape of Kuwait and other atrocities. But after all that, Saddam's officials are still seated on UN human rights com-

missions and in other important international institutions.

Saddam has been obstructing and harassing UN inspectors for nearly two years, without significant reaction from Washington or UN headquarters. The inspection teams cannot protect themselves. They are in Iraq at Saddam's sufferance. He has made the world acknowledge that through this conflict.

The Clinton administration has left itself with few choices and few serious allies in dealing with Iraq. A repeat of the ineffectual missile raids that capped two previous "show-downs" would do more harm than good. New sanctions will not change his behavior.

Instead, the White House should hit Saddam in his sovereignty and in his personal protection, the two areas that will hurt him the most.

Washington should begin a serious campaign to attack Saddam's legitimacy by providing vigorous leadership of the international effort to indict him and his henchmen as war criminals. Bill Clinton and his aides should challenge Baghdad's credentials at the United Nations and in its agencies. They should encourage the creation of an Iraqi government in exile and promise to recognize it.

Harnessed to a political program to deny Saddam legitimacy, one military campaign would make sense now: an as-

sault on the Special Republican Guard units that protect Saddam and his palaces and also the hiding places for Iraq's deadly secret arsenal. Zeroing in on these units for missile and air strikes might make them rethink their support for Saddam.

Except for the 100 hours of Desert Storm in 1991, the United States and its allies have treated Saddam's regime as an acceptable evil. But each time he claws his way up, he exposes the international community's complicity in his survival.

The Washington Post.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

NOVEMBER 6, 1997



10:12 GMT,
06
Novembre
1997

©AFP
1997

• **5.000 Kurdes irakiens massés à la frontière turque, selon Mesut Yilmaz**

ANKARA, 6 nov (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a fait état de la présence de 5.000 Kurdes irakiens à la frontière turque, fuyant la nouvelle tension entre l'Irak et les Etats-Unis, dans des propos rapportés jeudi par la presse turque.

"Actuellement, il y a près de 5.000 personnes massées à la frontière", a dit M. Yilmaz, dans l'avion qui le conduisait mercredi à Vienne pour une visite de deux jours. Selon M. Yilmaz, ces Kurdes sont pour le moment en territoire irakien.

La nouvelle tension entre Bagdad et Washington est due à la crise survenue entre l'Irak et la Commission spéciale des Nations Unies (UNSCOM), chargée de désarmer l'Irak.

CE/hc/nj tf



18:23 GMT,
07
Novembre
1997

©AFP
1997

• **Mouvement de chars turcs dans le nord de l'Irak, selon un groupe d'opposants irakiens**

ANKARA, 7 nov (AFP) - Plusieurs chars de l'armée turque ont fait mouvement vendredi dans le nord de l'Irak vers la frontière iranienne pour une apparente démonstration de force dans les combats entre factions kurdes rivales, a annoncé un mouvement d'opposition irakien.

"Des chars turcs ont fait mouvement aujourd'hui vers Sidaqan et Rawanduz (près de la frontière iranienne) afin de contrer les attaques menées par l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) contre le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), a déclaré à Londres un porte parole du Congrès National Irakien (INC).

"Il s'agit de l'incursion la plus profonde de troupes turques en territoire irakien", a déclaré par téléphone ce porte-parole à l'AFP.

Aucun commentaire, permettant de confirmer ou d'infirmer cette information, n'a pu être immédiatement obtenu de source militaire turque.

Le PDK a indiqué de son côté que ses forces avaient repoussé deux offensives de l'UPK dans la matinée, l'une dans la région de Sidaqan-Rawanduz et l'autre près de Degala dans le sud.

Selon un responsable du PDK à Ankara, Faiq Nerweyi, 35 combattants de l'UPK et onze du PDK ont été tués lors de ces combats.

Ce bilan n'a pu être confirmé de source indépendante.

Le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani se livrent d'après combats dans le nord de l'Irak depuis la mi-octobre, après un an de trêve précaire.

Le parti de M. Talabani accuse la Turquie de soutenir ses adversaires en lançant des raids aériens contre ses positions. L'armée turque mène depuis septembre une opération militaire dans le nord de l'Irak contre les séparatistes kurdes de Turquie.

INC President Chalabi: Turkey should end its mediatory role



O. SULTAN HALISDEMİR
London- Turkish Daily News

■ Ahmad Chalabi, president of the Executive Council of the Iraqi National Congress (INC), said in an interview with the Turkish Daily News that Turkey should abandon the mediatory role it has taken up among the fighting Iraqi Kurdish factions.

Chalabi, underlining the importance Turkey has in the region, said due to its major security concerns, Turkey could not be neutral in its mediatory functions.

Speaking about the developments that have taken place since Saddam Hussein's intervention into northern Iraq in August 1996, Chalabi, said that contrary to claims by some observers, the Kurdistan Workers' Party (PKK) had grown stronger in the region. He pointed out that Saddam gained enormous political advantages from last year's move and had curtailed the powerful opposition against himself, and this, according to Chalabi, has brought northern Iraq to its present situation with the PKK gaining power.

He also warned Turkey to be cautious about promises Iraq makes on combatting the PKK. Chalabi claimed that Saddam's regime was maintaining good relations with the PKK.

The London-based INC was set up in 1992, bringing together Iraqi opposition groups, including northern Iraqi Kurdish groups and Islamic parties. Led by businessman Chalabi, it has worked to lobby for Western support for the Iraqi opposition and has tried to mediate between the fighting Kurdish factions. However, since August 1996, it has become less active due to disunity among the Iraqi opposition. Meetings have been sponsored, particularly by the United States and the UK, to reestablish its power and influence. After the meeting held in London last month, Saddam Hussein wrote to the British Foreign Office condemning the efforts to reactivate the INC.

Saddam's intervention in the north

"Saddam's move into northern Iraq in the summer of 1996 was a defeat for the international coalition which had promised to protect the inhabitants of the region from Saddam's regime," Chalabi said of the situation, based in part on a letter he received from the Kurdistan Democratic Party (KDP). According to Chalabi, Saddam did not come to help the KDP against its rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK). "His main motive was to destroy the opposition, the INC, in Arbil," said Chalabi and added Saddam had been successful in doing so.

He believes that Saddam gained enormous political advantages from this move. "It showed that Saddam was able to defeat the United States, the international coalition and the international community. But most importantly, by moving into northern Iraq Saddam had broken an important barrier that was haunting him for a long time; the fact that the Iraqi opposition was operating from inside Iraqi territory effectively and with international support," Chalabi said in summarizing Saddam's gains.

Since that time, Chalabi said, both the situation in northern Iraq and the position of the international coalition has been sliding downhill. "There are very few indications that Saddam has been restrained. This was reflected very quickly in his behavior with the U.N. special commission (UNSCOM), in his dealings with various foreign countries and it can also be seen reflected on the division within the U.N. Security Council on what to do regarding Saddam's defiance of the UNSCOM."

"Since Saddam's intervention last year, the PKK has increased its power despite two major Turkish incursions. The PKK established itself as an elite player in the area," Chalabi underlined, regarding the PKK's position in the aftermath of Saddam's intervention.

Referring to the Ankara process which was cosponsored by the United States, the United Kingdom and Turkey in October 1996, Chalabi said it was only an attempt to paper over the problem.

"Because it has been established that Saddam is the principle player on Iraq. The process was not really under the control of the three powers that were the cosponsors of the Ankara process. Saddam had the upper hand. By doing nothing, the coalition acted as if it accepted Saddam as the sovereign of Iraq and that he could enter northern Iraq whenever he wanted to," Chalabi pointed out.

Relations between the PKK and Iraqi Kurdish groups

Referring to claims that the PUK had supported the PKK recently against Turkey's incursion into the area to combat the PKK, Chalabi stated that there was no stable political context on which relations are based in the region. "All the Kurdish groups have contacts with the PKK. In August 1995 there

was fighting between the KDP and the PKK. By December, they were talking to each other. They had extensive meetings in Dahok and they came to some sort of agreement. They had agreements with the KDP to stay in Metin, Dara, and the Beher mountains all near Turkey. They were selling them food and facilitating their arms purchases and so on..."

"Turkey now says the PUK is supporting the PKK. Well, the PUK is fighting the KDP and the KDP is an ally of Turkey. Turkey is at the same time fighting the PKK and also trying to be neutral in the Ankara peace process. This is not a straightforward situation, nor is it workable," Chalabi emphasized. He also said that every time the PUK and the KDP start fighting, the PKK benefits. "It is to the advantage of Turkey to try to stop the fighting between the factions," Chalabi said, and added that having a workable administration in northern Iraq would weaken the PKK.

Addressing the difficulties involved in combatting the PKK, Chalabi said that claims made by the military that they had captured the Zap camp did not mean anything. "How many times have they said this type of thing and what is Zap camp anyway? You cannot claim victory by taking a position held by mobile guerillas," Chalabi said, pointing out the obstacles in waging a war against the PKK in the region. He said the PKK was enjoying the support it had got from some regional powers. "It is also very rich and has its TV station, MED-TV, which is watched by everybody in northern Iraq," he stated.

Who should be the mediators?

Chalabi said that Turkey had a very specific agenda, "which is to preserve its security and Turkey will mobilize all its resources for this cause." However, according to Chalabi, the trouble is that while Turkey wants to play a mediatory role, it has also determined that it is in its interest to form an alliance with the KDP to fight the PKK.

Referring to the question of who should mediate between the Kurdish factions, Chalabi said that it had to be done through an Iraqi political entity.

"The mediation role played by the United States and the UK is important but their role should be supporting the mediation effort of the Iraqi political entity," Chalabi stated.

He pointed out that Turkey had problems with this idea in the past. "Because Turkey feels that this would threaten and make Saddam unhappy. And some people in Turkey do not want to make Saddam unhappy, because they think there are political and economic benefits involved," he claimed.

"I recall 1994 when the Kurdish fighting started again and the INC stepped in to mediate. We were successful in arranging the first meeting between PUK leader Talabani and the KDP's Barzani. Shortly thereafter, Turkey invited both Talabani and Barzani to meet in Silopi. They did not invite the INC.

They completely ignored the role of the INC. But they could not achieve much either. This attitude of Turkey continued until August 1995, when the parties met in Ireland. For the first time, Turkey signed a document with the INC. Had this document been implemented, we would have been in a much better situation today." However, Chalabi believes that there is still an opportunity to involve the Iraqi opposition in mediating in the Kurdish dispute. "If only Turkey supports the idea."

Chalabi said that Turkey suspected the motives of the Western countries regarding the region. According to Chalabi, this suspicion is one of the reasons for Turkey's opposition to the INC's involvement in the mediatory process.

"They suspect that there is strong support for a Kurdish state in the region from the Europeans as well as from the United States. But Turkey's interests are best served by having the Kurds of Iraq be part of an Iraqi state which is at peace and not in turmoil, or where there are extreme nationalist ideas and extreme political demands such as the PKK's. That will only come about in Iraq when there is respect for democracy and human rights, which means overthrowing Saddam," Chalabi stated.

Turco-Iraqi relations

Referring to Turkish Deputy Prime Minister Bulent Ecevit's remarks, Chalabi commented that being supportive of Saddam would not do much good for Turkey. He said Saddam and his regime were maintaining good relations with the PKK.

"When Turkey got involved in the international coalition to confront Saddam, it took

'Saddam's move into northern Iraq in the summer of 1996 was a defeat for the international coalition which had promised to protect the inhabitants of the region from Saddam's regime'

'Turkey now says the PUK is supporting the PKK. Well, the PUK is fighting the KDP and the KDP is an ally of Turkey. Turkey is at the same time fighting the PKK and also trying to be neutral in the Ankara peace process. This is not a straightforward situation, nor is it workable'

up a very important role. It became a base for operations to deny Saddam authority over a large part of Iraqi territory. This is a hostile attitude to Saddam. He remembers this every time U.S. airplanes are detected on radar. They are flying from Incirlik. Therefore, Turkey's attempt to please Saddam are not effective and it compromises Turkish position within Iraq," Chalabi pointed out.

Referring to statements made by Iraq's new intelligence chief, Rafi Daham Mijvel Al-Tikriti, that Turkey should cooperate with Iraq to combat the PKK, Chalabi said that the Iraqi government had supplied weapons to the PKK when the Turkish army entered northern Iraq last May. "The Iraqi regime is continuing to do so. Iraqi intelligence maintains strong relations with the PKK," Chalabi claimed.

When asked why Iraq, despite appearing to be disturbed by Turkey's incursions, was not reacting too strongly, Chalabi said there were benefits Iraq was getting whenever Turkey intervened into the area. "The more Turkey intervenes the more support Iraq gets from the Arabs against Turkey. Secondly, the more Turkey intervenes the more embarrassed Turkey's allies, the United States and the UK, are about their role in northern Iraq, and this works to Saddam's advantage. Thirdly, Saddam believes the more Turkey intervenes the less Iranian influence there will be, which pleases him," Chalabi underlined.

"On the negative side, Saddam suspects the United States is making military deals with Turkey to destabilize and undermine his authority. He tries to deal with the other side by trying to appease Turkey, saying that he will cooperate with Turkey in combatting the PKK," Chalabi said in pointing out other reasons for Saddam Hussein to act friendlier with Turkey.

Commenting on Iran's role in the region, Chalabi said that country had informal relations with the Kurdish factions of northern Iraq, which is an advantage for Iran. "It is not to Iran's benefit to see Turkey establishing authority in the region. Iran has a big grudge against Saddam because of real security threats. It would not want Saddam to come back into northern Iraq too. Iran will work to prevent Saddam from returning to northern Iraq and it will also try to reduce Turkey's control in the area," he said.

However, Chalabi added that there were other players in the region besides Iran and Turkey. "Syria, Russia and Armenia are only some of them," Chalabi said, underlining that it was one of the fragile points of the world.

"Egypt thinks that Saddam is a counterweight to Iran and Turkey and that it is also an important component in confrontation with Israel. Syria, now, although having a long enmity towards Saddam, decided that it is to its benefit to have some kind of relationship with Saddam to counter Turkey's and also Israel's pressure on it."

INC's future

Chalabi said as long as there was fighting in northern Iraq, the Iraqi opposition's ability to work from inside Iraqi territory was curtailed. "We have a great desire to establish peace. We feel that we should have a dialog with Turkey." Chalabi is adamant that the PKK problem cannot be solved by military means only. "There has to be a political component to the Turkish military incursions," he said, and added that a strong, united Iraqi opposition in the area would eliminate the power of the PKK. "Otherwise, it is very difficult to reach a solution in the region."

Chalabi said establishing peace in the area should be done within the context of Iraqi territorial integrity. He said it was vital for the INC to restore its power and begin working again in Iraqi territory. After lashing out at the KDP's call for Saddam's help against the PUK, he asked rhetorically, "Why didn't Saddam come to help the KDP this year despite the fact that the threat to the KDP is bigger this year?" It was, he said, because Saddam was not willing to risk himself this time.

"Because he has no reason to risk himself. There is no opposition in Arbil, he eliminated it last year." He commented that the Kurds were a manageable problem for Saddam. "However, an organized opposition in Iraqi territory in Arbil is not manageable. Saddam still tries to eliminate the possibility of revitalizing the INC."

Among the Arab states, Chalabi said the biggest support came from Jordan for the Iraqi opposition. "King Hussein wanted to support us and he worked with the United States. However, some people tried to organize a coup from Jordan which failed and King Hussein was disappointed about the United States' will to overthrow Saddam. "It is a small country and cannot afford to support the Iraqi opposition on its own. There was a manifesto recently by the Jordanian opposition in support of Saddam with whom they have economic interests," Chalabi said of Jordan's role.

What future?

"If the U.N. and the United States say to Saddam, 'If you do not back down on this weapons inspection and you do not comply with the U.N. resolutions we are going to attack your military forces that keep you in power,' that is the only thing that could affect Saddam. Last year, they hit targets in desert. Had they hit facilities of the special Republican Guards, he would comply. But this kind of thing is dangerous because he puts these units in civilian population centers, he would cause a big outcry," Chalabi said.

The removal of dictatorship from Iraq is the vital for the development of democracy in the region, according to Chalabi. He said the West bore a great responsibility for the

presence of Saddam. "After all, they were the ones who sold Saddam all these weapons. They kicked him out of Kuwait but watched him suppressing his own people," Chalabi stated.

"The sanctions are very disastrous, people are in desperate need of food and medicine. If you lift sanction and give Saddam money

there is no relation between the two. Before [U.N. resolution] 986, Saddam used to buy food and medicine for his people but now that 986 is in force he has stopped buying food and medicine. The money he gets is used for his own sake. Whatever money he gets goes to weapons. The only way to resolve this is to get rid of Saddam."



• La Turquie et l'Iran vont de nouveau échanger des ambassadeurs

15:35 GMT,
07
Novembre
1997

©AFP
1997

ANKARA, 7 nov (AFP) - La Turquie et l'Iran vont de nouveau échanger des ambassadeurs, après une période de crise qui durait depuis février, marquée par les rappels des ambassadeurs respectifs, ont indiqué vendredi des responsables des deux pays.

"Nous sommes en faveur d'un échange prochain d'ambassadeurs et nous voulons développer nos relations dans tous les domaines", a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Mohsen Aminzadeh, après des entretiens avec des responsables du ministère turc des Affaires étrangères.

"Nous allons bientôt demander à l'Iran l'accréditation de notre ambassadeur", a dit pour sa part Murat Sungar, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires étrangères turc.

Ils n'ont pas indiqué quand les ambassadeurs seraient nommés.

La crise diplomatique entre la Turquie et l'Iran avait été déclenchée en février par des propos en faveur de la charia (loi coranique) tenus par l'ambassadeur d'Iran à Ankara, Mohammed Reza Bagheri.

La Turquie avait demandé le départ de M. Bagheri ainsi que du consul général d'Iran à Istanbul, Mohammed Reza Rachid, qui avait fait des déclarations similaires. Un troisième diplomate iranien, le consul général à Erzurum (est), Saïd Zare, avait été déclaré "persona non grata" après avoir vivement critiqué les responsables de l'armée turque.

L'Iran avait riposté en demandant le rappel de l'ambassadeur turc à Téhéran, Osman Koruturk, et du consul général de Turquie à Ouroumiyeh (nord-ouest), Ufuk Ozsancak.

Les militaires turcs, gardiens de la laïcité de l'Etat, ont accusé l'Iran de fournir une aide financière aux groupes fondamentalistes musulmans turcs.

En avril, ils avaient accusé l'Iran d'abriter sur son sol des séparatistes kurdes de Turquie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène en Turquie une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. L'Iran rejette ces accusations.

M. Aminzadeh devait présenter vendredi dans la soirée au président turc Suleyman Demirel un message de son homologue iranien Mohammad Khatami sur les relations bilatérales.

Le diplomate iranien et les responsables turcs ont également discuté des combats entre groupes kurdes rivaux dans le nord de l'Irak frontalier de la Turquie et de l'Iran, a indiqué M. Sungar.

ue/hc/mb T

LE MONDE / VENDREDI 7 NOVEMBRE 1997

L'idée d'un recours éventuel à la force contre l'Irak est relancée aux Nations unies

Selon les inspecteurs de l'ONU, Bagdad a tenté de dissimuler du matériel de pointe

Le chef de la commission de l'ONU chargée du désarmement en Irak a révélé, mercredi 5 novembre, dans un rapport alarmiste, que Bagdad

a tenté de dissimuler du matériel pouvant servir à la confection d'armements. Cet incident risque de compromettre les efforts de la mission de

l'ONU dépêchée à Bagdad pour tenter de rétablir le dialogue après la décision de Saddam Hussein d'expulser les inspecteurs américains.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Un nouvel incident risque de relancer la crise entre l'Irak et les Nations unies. Richard Butler, le chef de la commission spéciale de l'ONU chargée de vérifier le désarmement de l'Irak (Unscm), a révélé, mercredi soir 5 novembre dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, que les autorités irakiennes ont profité de l'absence de ses inspecteurs pour placer hors de leur surveillance du matériel de pointe pouvant être utilisé dans la fabrication d'armements.

Dans sa missive, le chef des inspecteurs fait état de l'« extrême gravité de la situation ». Selon lui, sans la surveillance de l'ONU « quelques heures suffisent » pour que les Irakiens puissent produire des germes d'agents biologiques à partir de ferments. Jeudi 6 novembre, alors que l'Unscm se proposait d'inspecter deux usines « afin de savoir où sont passés les équipements disparus », l'Irak s'y est, une nouvelle fois, opposé. Les inspections sont bloquées depuis le début de la semaine à la

suite de la volonté irakienne d'expulser les inspecteurs américains.

« Il est impossible de nier que l'Irak a des choses horribles à cacher. Comment voulez-vous que l'on puisse le défendre ? » Cet aveu, qui part d'un représentant d'un pays classé parmi les « amis » de l'Irak, témoigne de l'unanimité qui règne à présent à l'ONU. L'atmosphère « d'apaisement » qui prévalait ces deux derniers jours, grâce à la présence d'une délégation de l'ONU à Bagdad, a disparu. On parle à nouveau d'« options punitives » contre Bagdad. Options qui, pour l'instant, n'incluent toujours pas l'usage de la force.

« POLITIQUE FRUSTRANTE »

Lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, mercredi, le président Bill Clinton, a lancé un appel à la patience : « J'appelle les Américains et nos alliés à travers le monde à ne pas devenir trop frustrés, à être patients. » « La politique que nous poursuivons en ce moment est très frustrante, a-t-il encore ajouté. Elle exige patience et discipline. » Pour-

tant, l'administration est actuellement sous pression. Aux Etats-Unis, les appels à des mesures de rétorsion militaire contre l'Irak se multiplient et le dernier incident permet aux Américains de durcir leur discours sans craindre une division au sein du Conseil de sécurité. « Même ses alliés doivent admettre que Saddam Hussein ne comprend que le langage de la force », constate un diplomate américain, en dissimulant à peine sa satisfaction.

L'opinion publique américaine, républicaine comme démocrate, est confortée par la presse et par les intellectuels, qui sont unanimes dans leur hostilité envers le président irakien et réclament tous une action militaire. Dans ce contexte, le style énergique du chef de l'Unscm qui contraste avec l'affabilité de son prédécesseur, le suédois Rolf Ekeus, fait recette, au grand dam des Irakiens. « Il faut comprendre que Saddam Hussein est comme Hitler pour nous, explique un diplomate américain. Nous avons fait une guerre contre lui. Il n'y a pas de dissensions à ce sujet dans ce pays. »

Le Conseil de sécurité, actuellement présidé par la Chine, ne s'est pas réuni mercredi soir, mais des consultations étaient prévues pour le jeudi 6 novembre. Un projet de résolution, qui interdirait à une « catégorie très large » de responsables irakiens de se déplacer à l'étranger, pourrait être présenté. Washington pourrait aussi bloquer plus encore les autorisations à propos des contrats pétroliers irakiens conclus dans le cadre de l'accord « pétrole contre nourriture ».

Des diplomates admettent que « ces mesures intermédiaires » ne serviront qu'à provoquer les Irakiens, qui « sont capables de réagir dangereusement, donnant l'occasion parfaite à Washington de réclamer au Conseil de sécurité le recours à la force ». Si un tel projet de résolution devait être adopté, selon des sources onusiennes, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, qui doit s'adresser, lundi 10 novembre, au Conseil de sécurité, annulerait son voyage.

Afsané Bassir Pour

AFP

12:47 GMT,
07
Novembre
1997

AFP
1997

• Appel du Premier ministre danois au respect des droits de l'homme en Turquie

COPENHAGUE, 7 nov (AFP) - Le chef du gouvernement danois Poul Nyrup Rasmussen a appelé vendredi la Turquie à respecter les droits de l'homme, réitérant ses critiques au vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit, en visite au Danemark.

Intervenant à l'issue de son entretien avec M. Ecevit, le Premier ministre social-démocrate danois a noté que "le Parlement turc avait pris une série de décisions sur les droits de l'homme et la démocratie (...), mais qu'il était important qu'elles soient appliquées réellement dans la vie quotidienne en Turquie".

Le Danemark ne compte pas dans ces conditions renoncer à sa plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme contre le régime turc accusé d'avoir torturé en 1996 un ressortissant danois d'origine kurde, Kemal Koc.

Un autre Danois, d'origine kurde également, Ferit Suslu, avait été arrêté et torturé le mois dernier en Turquie avant d'être libéré, entraînant de nouvelles critiques de Copenhague.

Ces violations répétées des droits contribuent, selon M. Rasmussen, "à éloigner de plus en plus les perspectives d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne".

M. Ecevit a promis personnellement, selon M. Rasmussen, "d'étudier de près ces deux cas de ressortissants torturés".

Il avait toutefois déclaré jeudi soir, dans un discours à l'Institut de politique étrangère, que "ceux qui sympathisent ou coopèrent avec une organisation terroriste, le PKK, prennent des risques en se rendant en Turquie".

"Le nouveau gouvernement turc a fait de l'amélioration des droits de l'homme un de ses chevaux de bataille" a-t-il souligné, "saluant les conseils et critiques de l'extérieur à ce sujet".

Reconnaissant indirectement la pratique de la torture dans les postes de police de son pays, il a rappelé que "la Suède aide déjà les autorités turques à améliorer les méthodes d'interrogatoire de la police", invitant "le Danemark à en faire de même".

sa/pbe

LE MONDE / SAMEDI 8 NOVEMBRE 1997

Les Occidentaux pensent que Bagdad peut déployer des gaz neurotoxiques

OUTRE les inspections sur place, qui ne sont pas aussi inopinées qu'elle le souhaiterait, l'Organisation des Nations unies (ONU) dispose en Irak d'un réseau fixe de caméras sur les sites « sensibles » du territoire, que sa commission du désarmement est chargée de contrôler, et d'une double panoplie mobile d'observation, satellitaire et aérienne, à partir de moyens américains.

Le réseau fixe de surveillance par caméras télécommandées a permis d'enregistrer des transferts clandestins, d'un site sur l'autre, de matériels, c'est-à-dire des déménagements qui sont en principe prohibés. Il s'agirait en particulier de gyroscopes, un équipement utilisé pour améliorer le guidage et la navigation précise de missiles.

De son côté, le système mobile - auquel s'ajoutent parfois, pour le compte de la France, des observations réalisées par le satellite européen Helios 1 - a détecté des travaux importants de terrassement, qui ont mis en évidence des constructions nouvelles, parfois en souterrain, ou des aménagements de sites existants. Outre les moyens satellitaires, l'ONU fait appel à des avions-espions américains U2. Trois d'entre-eux sont stationnés, avec leurs ravitailleurs en vol, dans un vaste hangar à Istres (Bouches-du-Rhône), que Dassault loue au Pentagone avec l'accord du gouvernement français. Pour autant, les autorités militaires françaises, sur place, n'ont pas accès à l'exploitation des renseignements recueillis par les pilotes américains. Ces U2, dont les plans de vol restent même inconnus des Français, surveillent apparemment la Bosnie comme l'Irak.

A partir de leurs observations réciproques, Américains et Français ne divergent pas sur la

matérialité des faits. De toute évidence, l'Irak n'a pas renoncé à édifier, pour son compte, un arsenal de destruction massive au point que, dans les services occidentaux de renseignement, on ne croit pas au désarmement balistique, chimique, voire biologique de Bagdad. On évoque, au contraire, le « comportement proliférant » de Saddam Hussein au travers de ce qui peut se passer dans certains de ses laboratoires.

PLUS DANGEREUX QUE LE SARIN

Trois dossiers font plus spécialement l'objet des analyses des experts du renseignement, qu'ils soient américains, britanniques ou français. La prolifération balistique, d'abord. Tout semble accréditer la thèse selon laquelle l'Irak chercherait à concevoir des missiles sol-sol d'une portée supérieure à 150 kilomètres. Par l'intermédiaire de fournisseurs en Europe et en Asie, les ingénieurs de Bagdad s'acharnent à accumuler un savoir-faire en matière de propulsion et de systèmes de guidage.

Ce qui vise, en particulier, la capacité pour l'Irak à maîtriser la technologie de la propulsion à poudre. La guerre du Golfe, en 1990-1991, avait, en son temps, montré que les Irakiens ont rencontré quelques difficultés à disposer de poudres homogènes et énergétiques pour propulser un missile.

La prolifération chimique, ensuite. En 1991, l'Irak, battu, a déclaré à l'ONU ne posséder que 11 000 armes chimiques. Les missions d'inspection internationales sur place avaient, depuis, acquis la conviction que le stock promis à être détruit dépassait les 150 000 armes chimiques, qu'il s'agisse d'anciens missiles sol-sol russes Scud aménagés - mais sans doute dépourvus

d'efficacité -, de roquettes, d'obus d'artillerie ou de bombes. Selon les services occidentaux de renseignement, une découverte récente a abouti à la conclusion que Bagdad pourrait déployer un gaz liquide aux effets neurotoxiques persistants, le VX, très volatil et nettement plus dangereux que le Sarin. Un appareil Mig ancien a été transformé en avion sans pilote, de manière à tester le mode de dispersion de ce puissant toxique chimique. Bagdad ne nie pas en détenir, mais seulement à titre expérimental et en petites quantités, de l'ordre de quelques kilogrammes.

La difficulté de l'expertise tient au fait que des agents chimiques peuvent servir indifféremment dans l'agro-alimentaire, à la production pharmaceutique comme à des fins militaires, et que les lieux affectés à cette activité peuvent fabriquer des produits inoffensifs en eux-mêmes sauf quand on les mélange pour en dériver des substances toxiques.

La prolifération biologique, enfin. Selon l'hebdomadaire britannique *The Observer* daté du 2 novembre, l'Irak disposerait de germes mortels, comme des toxines botuliques dont l'ingestion ou l'inhalation par une population leur conférerait une efficacité mille fois supérieure à celle du VX, entraînant un empoisonnement grave par paralysie neuromusculaire.

En revanche, il apparaîtrait que les Irakiens, depuis l'instauration en 1991 des inspections de l'ONU et des contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, ne sont plus en mesure de pouvoir véritablement concevoir des armes nucléaires de destruction massive.

Jacques Isnard

Les Etats-Unis en panne de stratégie irakienne

SI L'IRAK se pliait aux exigences de la commission de l'ONU chargée de son désarmement (Unscorm), il placerait le Conseil de sécurité et plusieurs pays de la région devant un dilemme : que faire une fois que Bagdad aura été désarmé ? Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, pas davantage que les pays voisins de l'Irak, n'ont une seule et même vue sur le sujet. Si tous demeurent unis pour exiger du président Saddam Hussein la stricte application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, ils n'en font pas tous la même lecture, ni ne paraissent envisager de la même manière l'avenir de ce pays.

« La triste vérité », écrivait Robert Pelletreau, ancien secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, est que les Etats-Unis n'ont pas de stratégie concernant l'Irak.

Ils ne sont pas non plus capables, s'ils le veulent, d'organiser la chute du régime de Saddam Hussein, ajoutait M. Pelletreau, dans une tribune libre récemment publiée par le quotidien saoudien *El Hayat*, qui n'en défendait pas moins la justesse de la politique de Washington à l'égard de Bagdad. Il n'empêche que cette absence de stratégie a entraîné une multitude de faux pas américains en Irak depuis la guerre de libération du Koweït, en janvier 1991.

Il y a d'abord eu les encouragements donnés en 1991 par l'ancien président George Bush aux

populations irakiennes à se soulever, ce qui a entraîné la répression brutale, par les forces de Bagdad, des insurrections kurde au nord, et chiite dans le sud. La création de deux zones d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle et au sud du 32° - repoussée au 33° en septembre 1996 - n'a pas réussi à assurer des havres de paix pour les populations kurde et chiite.

La mise sur pied d'une coalition de l'opposition, le Conseil national irakien (CNI), financée par la CIA, s'est soldée par un fiasco total avec les luttes interkurdes, puis l'intervention de l'armée de Bagdad aux côtés du Parti démocratique du Kurdistan, en septembre 1996.

Washington n'a pas eu davantage de succès avec une autre coalition qu'elle a encouragée, l'Entente nationale irakienne. Les bombardements américains de cibles militaires au sud de Bagdad en 1993, 1994 et 1996 n'ont eu que des résultats très limités.

Les Etats-Unis exigent de Bagdad le respect des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais, soutenus par la Grande-Bretagne, ils refusent une lecture légaliste de la plus importante de ces résolutions, la 687, adoptée en avril 1991, et qui prévoit la « destruction », « l'enlèvement » ou la « neutralisation », « sous supervision internationale », des armes de destruction massive de l'Irak.

Cela inclut les armes chimiques et biologiques, tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres, ainsi que tous les

principaux composants et les installations de réparation et de production. L'Irak doit aussi accepter « inconditionnellement de ne pas acquérir ni mettre au point d'armes nucléaires ou de matériaux pouvant servir à en fabriquer ».

La résolution 687 dispose néanmoins (paragraphe 22) que, lorsque Bagdad aura satisfait toutes les conditions de son désarmement, les interdictions « touchant l'importation de produits de base et de marchandises d'origine irakienne et les transactions financières connexes seront levées ». C'est ce paragraphe que la Russie, la France et, dans une moindre mesure, la Chine font miroiter aux yeux du président irakien, Saddam Hussein, pour qu'il fasse preuve de transparence totale en matière de désarmement.

Les Etats-Unis n'en sont pas d'accord. Ils estiment que l'Irak ne peut pas choisir à la carte les résolutions qui lui plaisent. Contre le paragraphe 22 de la résolution 687, M. Pelletreau invoquait le préambule de ce même texte qui souligne la nécessité de s'assurer « des intentions pacifiques de l'Irak », ce qui n'est pas possible.

Pour la France et la Russie, c'est au peuple irakien de décider qui le gouverne. Aussi longtemps que Saddam Hussein sera au pouvoir, c'est avec lui qu'il faudra donc traiter. Paris et Moscou ont un argument de poids : l'embargo pluriel imposé à l'Irak depuis sept ans a lourdement pénalisé la population et n'a pas affaibli le régime. Il doit donc être levé dès que Bagdad aura satisfait les conditions requises par la résolution 687.

Une partie seulement de l'opposition irakienne partage ce point de vue. Il faut, explique Labib Abbawi, membre du bureau politique du Parti communiste irakien, que toutes les dispositions soient parallèlement prises pour maintenir le régime dans un état d'isolement politique et diplomatique, de la même manière que le Conseil de sécurité a su faire preuve d'inventivité en créant un mécanisme d'ap-

plication de la formule « pétrole contre nourriture » qui empêche le pouvoir d'en tirer profit.

BAGDAD AGGRAVE SON CAS

L'opposition réclame aussi un dispositif qui oblige le gouvernement à respecter la résolution 688 de l'ONU, d'inspiration française, qui exige le respect des droits de l'homme, bafoués à outrance par le régime irakien. Les opposants affirment, par ailleurs, avoir réuni les pièces nécessaires pour faire traduire en justice M. Hussein pour crimes contre l'humanité.

Les gouvernements arabes sont perplexes et divisés : alors que le Koweït et l'Arabie saoudite, les deux pays les plus menacés par M. Hussein et aussi les plus dépendants de la protection des Etats-Unis, redoutent de voir ce dernier réhabilité, l'Egypte et la Turquie partagent l'avis de la France et de la Russie. Les opinions publiques arabes supportent de plus en plus les souffrances des Irakiens et une politique américaine jugée résolument hostile aux Arabes, puisque ce sont les Etats-Unis qui sont à l'origine des embargos imposés non seulement à l'Irak, mais aussi à la Libye et au Soudan.

C'est la pugnacité des inspecteurs internationaux qui a régulièrement forcé les dirigeants irakiens à admettre qu'ils n'avaient pas tout dit. Dans son dernier rapport, l'Unscorm affirme avoir répertorié pratiquement tous les missiles Scud importés de l'ancienne Union soviétique, mais elle n'est pas sûre du nombre de missiles balistiques de fabrication locale dont l'Irak dispose encore. La Commission estime aussi que Bagdad cache toujours du matériel dans le domaine des armes chimiques et biologiques. En dérobant à la surveillance des caméras de l'ONU certains matériels militaires lors de la dernière crise avec l'Unscorm, les autorités irakiennes n'ont donc fait qu'aggraver leur cas.

Mouna Naïm

Le Monde

DIMANCHE 9 - LUNDI 10 NOVEMBRE 1997

Nord Irak: l'UPK forcé de se replier sur la ligne de l'ancien cessez-le-feu

Lun 10 Nov 97 - 09h04 GMT

ANKARA, 10 nov (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a dû se replier lundi sur la ligne de l'ancien cessez-le-feu dans le nord de l'Irak, à la suite d'une offensive d'envergure du groupe rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), appuyé par l'armée turque, a affirmé un groupe d'opposition irakien.

"Les forces de l'UPK ont dû se retirer des zones de Shaqlawa, Harir et de la vallée de Balisan (toutes à environ 50 km au sud de la frontière turque), à la suite de l'attaque du PDK appuyée par des chars, de l'aviation et des troupes turques", a déclaré un porte-parole à Londres du Congrès national irakien (CNI)

"Le seul secteur dont nous n'avons pas reçu d'informations est celui de Rawanduz-Sidaqan (près de la frontière iranienne), où les séparatistes kurdes de Turquie étaient alliés à l'UPK", a indiqué le porte-parole par téléphone à l'AFP.

Kurd groups say 97 dead in northern Iraq fighting

Ankara - Reuters

■ Fighting at the weekend between two rival Kurdish groups in the mountainous enclave of northern Iraq have killed 97 fighters, Turkey's Anatolian news agency said on Sunday.

Anatolian quoted the two rival

groups' radio stations as saying the Kurdistan Democratic Party (KDP) had killed 67 Patriotic Union of Kurdistan (PUK) fighters, while the PUK had killed 30 KDP members.

Renewed fighting broke out on Saturday between the two groups fighting for supremacy in northern Iraq, outside Baghdad's control

since the end of the 1991 Gulf War. An earlier PUK communique described what it called "ferocious fighting" between its guerrillas and the combined forces of Turkey and its local ally, the KDP.

The KDP says it is trying to force the PUK back to demarcation lines agreed as part of a Western-backed ceasefire that broke down last month.

Turkey says its troops and planes are in northern Iraq to strike at the terrorists of the separatist Kurdistan Workers Party (PKK) who use north Iraq as a base from which to attack Turkey.

Turkish Daily News, November 10, 1997

L'Irak demande à la Turquie d'interdire ses bases aux Américains

Lun 10 Nov 97 - 14h43 GMT.

BAGDAD, 10 nov (AFP) - Bagdad a demandé à Ankara de ne pas permettre aux avions américains d'utiliser la base aérienne d'Incirlik pour attaquer l'Irak, a déclaré lundi le chef de la diplomate irakienne Mohammad Saïd al-Sahhaf.

"Nous avons informé la partie turque officiellement de notre vive inquiétude et lui avons demandé de ne pas permettre aux agresseurs américains et britanniques d'utiliser son territoire et son espace aérien pour mener une nouvelle agression contre l'Irak", a déclaré M. Sahhaf dans une interview exclusive à l'AFP.

Le Pentagone a démenti jeudi dernier que les Etats-Unis aient demandé la permission à Ankara d'utiliser la base aérienne d'Incirlik, dans le sud du pays, pour d'éventuels raids contre l'Irak, une information rapportée par la presse turque.

L'aviation américaine avait utilisé la base d'Incirlik pendant la guerre du Golfe en 1991 pour les raids contre l'Irak. Une unité américano-britannique y est actuellement stationnée.

M. Sahhaf a par ailleurs critiqué "la nouvelle invasion turque de ces derniers jours", dans une allusion aux combats en cours dans les régions kurdes du nord de l'Irak dans lesquels les troupes d'Ankara sont impliquées.

"Toute tentative d'établir une soi-disant zone de sécurité aura de graves conséquences pour le gouvernement turc", a averti le chef de la diplomatie irakienne.

"Nous les avons déjà mis en garde: le fait d'exploiter l'anarchie imposée par les Américains et les Britanniques dans le nord de l'Irak est une politique à courte vue. Le fait d'exporter leurs problèmes intérieurs n'aidera pas les dirigeants turcs à les résoudre", a-t-il ajouté

"Nous espérons que les dirigeants turcs réaliseront cela et cesseront de suivre leur politique dangereuse qui porte atteinte à un pays voisin n'ayant à l'égard de la Turquie que de bonnes intentions et la volonté d'avoir les meilleures relations", a-t-il encore dit.

La Turquie a annoncé samedi une "opération limitée" contre les positions du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) dans le nord de l'Irak, dans les zones de cessez-le-feu entre formations kurdes d'Irak en conflit, près de la frontière avec l'Iran.

Les troupes turques mènent depuis le 23 septembre des opérations dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad, à la poursuite des séparatistes kurdes turcs qui utilise cette région comme base arrière.

November 10, 1997

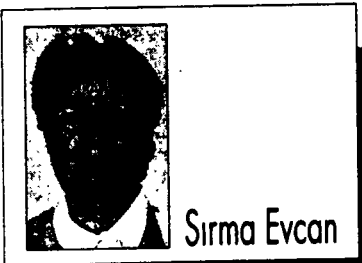
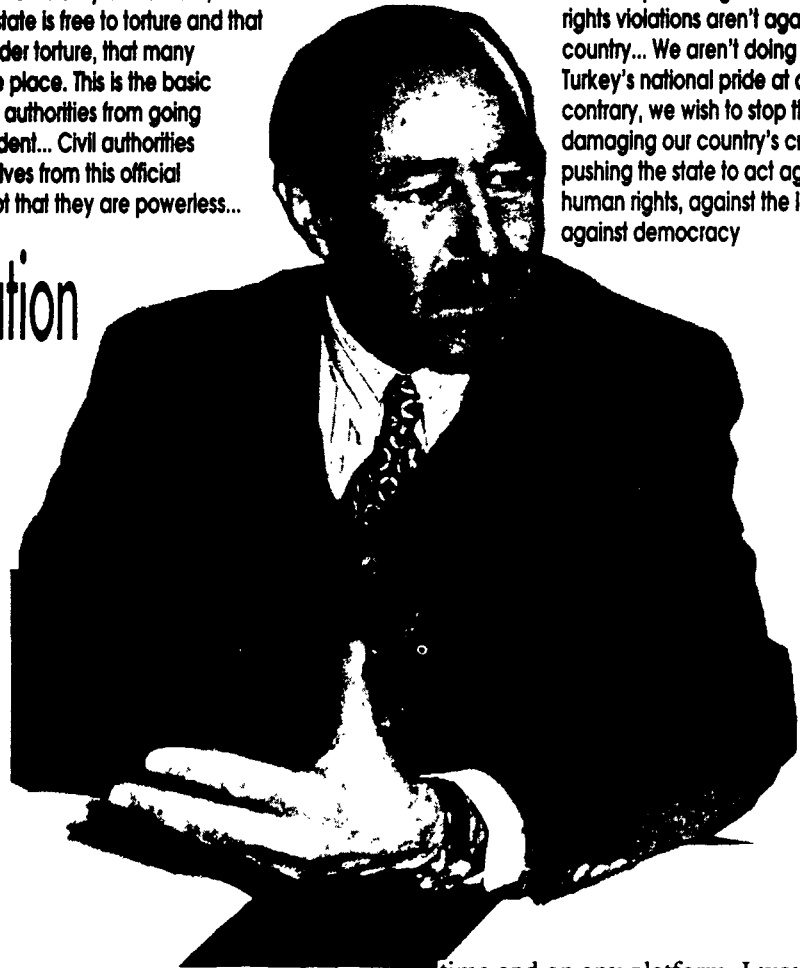
Turkish Daily News

There are indications Turkey is entering a new period of restraint

Under the pretext of the indivisibility of the state, officials are actually saying the state is free to torture and that people can even die under torture, that many political crimes can take place. This is the basic concept which prevents authorities from going against the Susurluk incident... Civil authorities cannot distance themselves from this official policy either, and accept that they are powerless...

Our complaints against human rights violations aren't against our country... We aren't doing this to hurt Turkey's national pride at all. On the contrary, we wish to stop those who are damaging our country's credibility by pushing the state to act against human rights, against the law and against democracy

Human Rights Foundation President Yavuz Onen



Sirma Evcan

Yavuz Onen, president of the Human Rights Foundation, claimed there are indications that Turkey is entering a new period in which society is being silenced. Assessing the situation from the angle of democracy and human rights, Onen said efforts to silence all kinds of opposition have intensified in recent months. "Today we see that not only the Human Rights Association (IHD) or the Foundation but many civic organizations as well are being kept under pressure, writers are being put in jail, leaders of democratic organizations being punished... These are being done as a challenge against democracy," he said.

In the following interview, Onen gave figures related to torture incidents and said there hasn't been a slowing down in the process despite certain steps taken towards improvements in human rights. He emphasized, however, that when such steps are taken, other very important rights, gained earlier, are being taken back.

■ **Human Rights Association (IHD) President Akin Birdal gave his views on Turkey's human rights situation last week, and this week I want to ask you whether we can expect improvement on the subject in the near future?**

— Before responding to your question, I

want to say something about the Turkish Daily News and request that you also publish that as well.

For over 11 years, we have been striving to improve human rights in Turkey and we have learned certain things — which aren't very pleasing — during this period. The subject of human rights in Turkey is being utilized from one angle by democratic Western countries and from another angle as material for domestic politics in Turkey. These approaches also bring along contradictions and double standards. Human rights for Turkey aren't being demanded for the sake of the Turkish people, not because the Turkish people deserve them, but as a good commodity that sells well in the market. There is, let us say, a "human rights market."

And I think the Turkish Daily News too has made use of this market. Your pages were closed to us during the period when Refahyol was in government. But earlier, there was great interest in human rights in the TDN, and now that the Refahyol is in the opposition, you are again opening your pages to us. But we certainly give our views any

time and on any platform. I would be happy if you would also publish this in the interview. Human rights should always be defended, always be on the agenda. I say this to foreigners as well.

■ **This will certainly be published... Now my question will be, do you agree with the minister of justice who very recently said that certain people are trying to become heroes by defending separatism for the sake of human rights?**

— I defend the laws, and we oppose actions against laws. Nobody can dispute the right of a state to respond with the same methods to any armed separatist threat. But the subject here is different, it concerns those who don't take sides in the armed conflict — the civilian people who have been suffering although they aren't armed against the state. We have to make the picture clear because there are efforts to create confusion in concepts.

Do you know what Turkey's officials are saying — due to their weakness? Under the pretext of the indivisibility of the state,

they are saying that the state is free to torture and that people can even die under torture, that many political crimes can take place. This is the basic concept which prevents authorities from going against the Susurluk incident. This is a militarist concept based on violence. Civil authorities cannot distance themselves from this official policy either, and accept that they are powerless by making such statements.

■ **The same minister and other cabinet members, on the other hand, accept that there are gangs within the state...**

— Yes, the justice minister has also said that certain evidence proving this fact has already been eliminated, so that nothing can be done to reveal the reality. Meanwhile Turkey is confronted more and more with human rights violations with each passing day. And a wall has been erected in front of human rights with a very simplistic approach under the very general title of "Let's not harm the state."

■ **Are we now harming the state when we discuss these issues, or are we complaining against our country "in front of Europe's door," as some say?**

— This is a very important subject. But our complaints about certain practices which violate human rights aren't against our country. We aren't doing this to hurt Turkey's national pride at all. On the contrary, we wish to stop those who are damaging our country's credibility by pushing the state to act against human rights, against the laws and against democracy. Even statements by officials prove there are those gangs functioning illegally in the state. We are against these forces who don't respect the laws. If governments are uneasy vis-a-vis these gangs, then they should try to eliminate them. The state should have a program to eliminate those illegal forces which are the elements to actually harm the state's credibility.

Whereas we defend universal values and believe that Turkey and its citizens deserve to live with these values. We defend a democratic, civilian society and democratic state principles. This is our human rights perspective, and this perspective is against those who violate these values. Why should the state have a guilty conscience? Authorities in Turkey should actually relieve themselves from this psychology.

■ **Do you think human rights violations can also be stopped, then?**

— Yes, only then can we have a clear horizon ahead of us. In the very beginning of its formation, government officials, the prime minister, the interior minister and others, all made statements saying there are human rights violations in Turkey. They even said this in their contacts in Europe. They even accepted that international agreements aren't taken into consideration in Turkey. And this is exactly what we are saying. Therefore accusing us of carrying on activities against the state cannot be valid. With such accusations, they want to harm the credibility of our foundation and association. They want society to lose confidence in our efforts.

■ **Your foundation is trying to heal the wounds of human rights violations.**

— The Human Rights Foundation was established in 1989, two years after the foundation of the Human Rights Association, to work in a specific, specialized field. A certain social health problem emerged — a psychological problem among those who had been directly or indirectly confronted with torture. It was the IHD who made the decision of having a foundation which could work in cooperation with the Association. It is actually the IHD branches that people with complaints go to, and then we are informed. We have only four centers, in Istanbul, Ankara, Izmir and Adana. These are treatment centers, and we work with medical doctors and with social service experts.

■ **How many persons have been treated in your centers?**

— It is by now over three thousand. We started treatment programs in 1990. Of course we are also looking into these individuals' family environments, and our foundation is working on certain social and legal support projects as well. We are trying to show them ways of pursuing legal procedures as well as finding them jobs and providing some financial help too, besides psychological support. In short, we try to help in their re-integration to social life.

■ **If you make a comparison, can you say that there has been a decrease in torture cases in Turkey in the years between 1990 and 1997?**

— It is very interesting, but there hasn't been any decrease at all. It is exactly the same, there hasn't been any slowing down. I said we had had three thousand applicants in the past seven years, and I can say an average of between six to seven hundred people have come for treatment to us in the past three years. In 1997, there have been 450 people who have applied to the foundation up until the end of October.

Pressure is mainly for political reasons, but within that group, those from Kurdish origin, those who are dealing with the problem called

the 'Kurdish problem,' those who express views on this problem, comprise the majority

■ **But certain steps have been taken, such as bringing down the period of custody and the obligation to have a lawyer as soon as the custody period starts. Haven't these helped?**

— Yes, the custody period was shortened. And we looked at whether or not torture decreased when this period was shortened, starting with March, when it was implemented. But since then, 64 people have come to us. And the number who have come since the new government took office, within the 100 days, has been 19. If looked at carefully, these numbers show that a certain practice is still continuing. And the most recent incident that came to us is that of a woman who had participated in the Ankara Democracy Platform demonstration on the anniversary of the Susurluk accident. This woman was taken to the police bus without any wounds, but had to be brought to a hospital due to internal bleeding after attacks on her in the police bus. So the method of silencing people or groups by use of extensive violence still continues. Nothing has changed.

■ **Isn't it strange that nothing has changed when there is said to be substantial progress in the fight against terrorism?**

— Although officials are saying that they want to improve the human rights situation, not because Europe is pressing them, but because they say they want human rights for the Turkish people, this isn't the reality and, in fact, has no meaning at all. Because with each step, there is a backward trend in the human rights situation.

Yes, the custody period has been shortened, but another important right which was able to be used earlier was curbed. This was the right of the suspect to see members of the family and the lawyer as soon as the custody period started. And with the latest arrangements, this period has been increased to four days. The suspect cannot see anybody before the end of the fourth day in custody. This is the period when torture and violence is applied. So while the custody period has been reduced, a very important earlier-gained right was taken back. Without a change in the approach of the mentality, it is not possible to improve human rights in Turkey.

■ **You are saying that there is actually a change, but that this change is not for the better.**

— In fact, there are other indications that the situation is going in the

wrong direction.

In August, 1996, three very basic arrangements were made by Mr. Erbakan and Mrs.

Çiller, who are speaking about nothing else but democracy and human rights these days. One of these is the Provincial Administration Law, which is an arrangement made for use after the state of emergency is lifted.

In accordance

with this, the governors all around Turkey, will each be an emergency law governor. I mean to say that this new arrangement will lead to the expansion of emergency law to the entire country. Any province in Turkey can be turned into an emergency region quite simply by its governor saying so.

The second is the Crisis Center Management arrangement. With this, a mechanism is being formed which is directly connected to the National Security Council secretary-general. This, in a way, means a new constitution, but neither the political parties nor public opinion is really reacting against this. With these, the constitutional regime has been changed.

And the third arrangement is related to spending. This raises the Court of Account's supervision over state spending.

■ All these arrangements are made for success in the fight against terrorism, isn't that so?

— But the fight against terrorism is a subject which is on the agenda of many states in the world. This shouldn't be at the cost of the state of law. Because the state, with its armed forces, police, and courts has the power to fight against terrorism. That is how it should be. You cannot create a terrorist state to fight against terrorism. It shouldn't be like this. Actually, our disagreement with those who are running the state today is on this point. The debate concerns creating a terrorist state against terrorists, and we don't agree with this. We want this fight to be within the framework of the rules of the state of law, with respect to human rights. We believe this approach should be valid for Turkey as well.

■ Is it mostly the citizens of Kurdish origin who are being tortured in Turkey?

— I can say that they are of Kurdish origin to a large extent, although the general heading is 'political.' The pressures are mainly for political reasons, but within that

political group, those from Kurdish origin, those who are dealing with the problem called the 'Kurdish problem,' those who give views on this problem, comprise the majority.

■ And when we look from a regional angle, is it those from the Southeast who have undergone torture the most?

— Yes. I also want to say certain things about the State of Emergency Region. It looked as if a relative calm had been achieved there lately, the public felt this way. But we know that, especially in the past few months, the clashes have increased, and in connection with that, the evacuation of villages, the burning of villages and forced migration still continues. The region is very hot again, and the violation of rights is spreading again. We should know this. And we have to emphasize that the state has full control over any information coming from the region. For over two years, we have had little means of obtaining viable information from the region. Apart from the official statements concerning the situation and those statements made by the Kurdistan Workers' Party (PKK) from outside, we know very little.

■ And I want to ask whether there have been any applications to your foundation from the Islamist sections? Have there been torture claims from them?

— That is very rare. And we have seen how the police have been acting vis-a-vis the demonstrations [by Islamists] against the eight-year compulsory education. The police forces have acted as police forces should when Islamists held protest demonstrations. They were more humane in dealing with the Islamists, they divided these groups and rendered them ineffective, methods used in Western democracies.

■ Do you mean that the Turkish police too can act in a humane manner when they want to

— Exactly. Certain political decisions are made against those who act with a Kurdish identity, those who voice the Kurdish problem, those who defend socialism as a political and economic alternative to capitalism in Turkey. This is not new, either.

For example, the 'gang' problem in Turkey isn't something new at all. This has been an ongoing problem for the many years since Turkey joined NATO. And also, torture was the most effective weapon during the Cold War period. In fact, torture has been applied in a scientific way. Although until 1950, traditional torture methods were being used in Turkey, after joining NATO and especially in the last years of the 60s and at the beginning of the 70s, torture methods became much more sophisticated. I lived through this in 1972. I mean, in Turkey torture was used as an anti-communist weapon during the Cold War period, and today it is continuing to be used as a political tool for every one voicing opposition.

■ Is the situation as bad as that?

— Efforts to silence opposition have intensified in Turkey with the process of

democratization, and this shows that there is still a long way ahead of us. Because today, we see that not only the Human Rights Association or Foundation but many of the civic organizations are being kept under pressure, writers are being put in jail, leaders of democratic organizations are being punished. Eşber Yağmurdereli for example was put in jail in an unbelievable manner and at such a unbelievable time — as if a provocation. I think this is in fact a challenge against democratization. Trade unionists, like Mahmut Konuk, are jailed because they have voiced their views. These are all indications that we have once again entered a period of suppression and silencing.

■ But Turkey also has targets like joining the European Union.

— I talked about double standards at the beginning of the interview. Unfortunately, the European Union member states included, those foreign countries who seem to be worried about Turkey's human rights situation are actually looking at Turkey from economic and strategic angles. Turkey is seen as a big market, and also as the military guarantee against religious fundamentalism in the region. There are certain pressures on Turkey from time to time, but in these periods we also see that German, French and British capital is more and more represented in Turkey. With the privatization drive they are interested in various fields and especially in the field of energy — disregarding environmental concerns. Because Turkey in the economic field is achieving its growth in parallel with the European monopolies. And of course Europe's main concern is to keep Turks out of their countries. Otherwise they aren't so much concerned about democracy or human rights here.

■ In that case we cannot say that human rights are Turkey's main handicap in relations with Europe.

— In fact, many European officials openly say that they have to be on good terms with the Turkish government. Just look at the situation in Bergama. Who is really concerned about the health situation there? Eurogold comprises German, South African, French, British and Canadian firms, the firms from countries which have been criticizing Turkey's human rights situation on every occasion — are simply closing their eyes to the violation of the rights of the people in Bergama. And these firms will pressure our government to get the job ... there are many other similar examples.

But our aim is to intensify our links with European organizations like ours who are really concerned about human rights, and we don't expect anything from their governments. We know that a German human rights defender feels the same way we do and criticizes his own government. The same situation holds true for a Dane or any other human rights defender from any Western country.

I don't think human rights are the main obstacle for Turkey's membership in the EU.

Kurdish Faction Fighting Heats Up in Northern Iraq

97 Reported Dead, and Group Says Turks Attack

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Fighting between two rival Kurdish factions in northern Iraq escalated Sunday, with unconfirmed reports of casualties reaching 97.

The clashes occurred near the strategic town of Degala, a spokesman for one of the groups said. Both sides were using heavy artillery, Shazad Saib of the Patriotic Union of Kurdistan said. Degala lies 30 kilometers (20 miles) south-east of the regional capital, Arbil.

Mr. Saib repeated his group's claims that Turkish jets were bombing their positions in support of the rival Kurdistan Democratic Party.

The Kurdistan Democratic Party's radio, monitored by the Anatolian News

Agency, said 67 Patriotic Union of Kurdistan fighters were killed in recent fighting at several fronts. The Union's radio station, also monitored by Anatolian, said 30 rival guerrillas were killed.

Dilshad Miran, a spokesman for the Kurdistan Democratic Party, said its forces had advanced 15 to 20 kilometers toward the towns of Hiran and Nazarin.

Mr. Saib said Turkish tanks were south of Arbil, providing artillery backup for the Kurdistan Democratic Party.

"This is the deepest incursion ever by the Turkish military into Iraqi Kurdistan," Mr. Saib said.

Arbil is 200 kilometers south of the Turkish border.

Thousands of Turkish troops, backed by tanks and air power, have carried out large-scale operations in northern Iraq in the last few years against Turkish Kurdish rebels who have bases there. But none of the past incursions exceeded 50 kilometers.

Turkey announced recently it would maintain a regular troop presence in the Kurdish enclave, which has been under the protection of a U.S.-led air force since the Gulf War.

Neighboring Iran and Syria on Saturday urged Turkey to withdraw its forces from Iraq's northern areas.

Mediation efforts by the United States, England and Turkey over the years between the rival Kurds have not been successful.

Meanwhile, in southeastern Turkey, Kurdish rebels killed five villagers and a pro-government militiaman Saturday night near the town of Siirt, Anatolia reported. In clashes near Sirnak, near the Iraqi border, 15 rebels were killed, it added. (AP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

NOVEMBER 10, 1997

Iraq Pulls Out Bag of Tricks To Frustrate Inspections

By R. Jeffrey Smith
Washington Post Service

WASHINGTON — On Sept. 25, several United Nations inspectors making a routine visit to a food-testing laboratory in Baghdad decided on a whim to go to the back door, where they encountered several men leaping down the stairway with thick briefcases. When inspectors caught up, they coaxed the men into opening their valises.

Several UN officials familiar with the confrontation say that Diane Seaman, an American microbiologist who was leading the team, looked inside and was surprised to find laboratory kits for testing three deadly biological organisms that Iraq had admitted studying long ago for possible offensive use.

The inspectors also said they found documents linking the tests with Iraq's Special Security Organization, which is thought to be one of three Iraqi groups helping to hide data about the country's illicit ballistic missile, nerve gas and germ weapons programs.

Four days of questioning in Baghdad failed to yield what the UN team considered a credible Iraqi explanation, according to the officials, so the inspectors decided to push the Iraqi government: They set out in a convoy at night to conduct a sudden search of the Special Security Organization's headquarters,

where Qusay Hussein, a son of President Saddam Hussein, has an office.

Iraqi soldiers blocked their travel to the site and invoked a claim of presidential security to declare the area off-limits to foreigners. While Iraq depicted its action as a legitimate exercise of its sovereign rights, the UN commission saw it as another example of the country's effort to hide key details or scientific research that could be related to its weapons of mass destruction.

Such clashes had been occurring with growing frequency, even before Iraq announced that it would bar all inspections that included Americans. Its declaration provoked a dispute with the Security Council that could lead to further UN sanctions against Iraq after the issue is debated in New York on Monday, U.S. and UN officials say.

In the last six months alone, at least 10 short-notice inspections have been completely blocked, according to a report Oct. 11 by the commission to the council. Over the last seven years, according to a tally kept by U.S. officials in Washington, as many as half of all these special inspections have been totally or partly obstructed, amounting to more than 100 showdowns.

The Iraqi government contends that the United Nations has been seeking to probe increasingly sensitive government sites at the behest of the CIA, which it alleges is collecting data on the leadership so it can make a new attempt to topple Mr. Saddam.

But UN officials say that the allegation is nonsense and that Iraq is at worst trying to keep the commission from verifying that it still has a handful of missiles capable of flying long distances; a stockpile of VX gas stored in binary munitions and sufficient dried spores of anthrax to kill tens of millions of people.

At a minimum, the UN officials say, Baghdad is using the sensitive sites to

protect documents and equipment that could be used to make these weapons if the inspections are ever cut back.

The officials add that either aim violates the cease-fire resolution that Iraq signed in 1991 at the end of the Gulf War, which gave the commission's inspectors carte blanche to go anywhere inside Iraq and to destroy any equipment or facilities they prove are associated with such weaponry.

Iraq first admitted in 1995 that it had established a program of concealment for certain nuclear, germ and poison gas programs shortly after the war. But it says that it stopped this program in 1995, after the brief defection to Jordan of a senior Iraqi official, Hussein Kamal, the president's son-in-law.

UN officials say, however, that more than 1,000 Iraqi government employees are involved in a continuing massive concealment effort, under the direction of a personal aide to Mr. Saddam. They further say that special rapid reaction military units have been permanently assigned to the effort and ordered to spirit away illicit goods or documents from government facilities during surprise UN inspections — using routes worked out in advance.

UN officials also say that inspectors have heard that those Iraqis who devise innovative ways to defeat monitoring are rewarded by the regime.

Even if the latest crisis over the inspections is resolved, this Iraqi system is likely to spawn continuing friction with the 15-member Security Council because, according to the United Nations, Iraq's residual weapons capabilities are being protected by the same security apparatus that Iraq's leadership uses to protect itself — in short, those military forces and intelligence services that Mr. Saddam considers the most competent, trustworthy and immune to outside scrutiny.

"What Iraq has been doing, and the organizations it has been using, almost

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, NOVEMBER 10, 1997

invites us to want to inspect and investigate sites which are very close to the leadership," said Ewen Buchanan, the commission's spokesman.

"If you use the Special Security Organization to hide this stuff and they live in Saddam's neighborhood, then that's where we are going to come."

Many of the recent inspection disputes have passed with little public notice or consequence for Iraq. In June, for example, UN inspectors were twice kept from reaching buildings in the Baghdad area that are home to Iraq's intelligence service; there, they had hoped to find documents related to what they allege is a major, continuing Iraqi effort to import vital parts for banned medium-range ballistic missiles.

A U-2 spy plane, flown by a U.S. Air Force pilot from a base in Saudi Arabia at the request of the UN commission, was able to snap photographs of Iraqi trucks hurriedly leaving the area. Iraqi officials said at the time the decision to hold up the inspection came "on instructions from the highest authority," a UN report states.

These efforts are allegedly orchestrated by Abid Hamid Makmoud, a personal aide to Mr. Saddam, the officials said. They say that he presides at meetings of a concealment coordinating committee that includes Qusay Hussein and the directors of various branches of the Special Republican Guard and the Iraqi secret police.

Their responsibilities are said to have been divided as follows: the committee is responsible for day-to-day management of the concealment effort, while the guard and the police hide specific items and acquire additional materials overseas.

The Special Security Organization has an operations center in Baghdad, for example, that keeps close tabs on the UN commission's activities and tries to organize countering moves.

Its efforts begin at the commission's headquarters in Bahrain, where inspection teams routinely stop to complete last-minute preparations before flying to Baghdad.

The goal is apparently to determine what type of specialists are on the team and thus obtain an early tip-off to what

the inspectors' targets might be.

Then, the moment the teams drive out of Baghdad in a particular direction, Iraqi "minders" who tag along can be heard radioing ahead to facilities in that area to be prepared for the visit, the UN officials say.

"We know they're importing a lot of shredders" and distributing them to sensitive government installations, said Charles Duelfer, a U.S. diplomat on loan to the commission as its deputy chairman.

He added that as a result of Iraq's increasing efforts to block the commission's work, only one or two of the teams have been able to find any documents related to work on weapons of mass destruction in the last year. "The offices we visit are often empty, having been swept clean moments before we arrive."

Iran-Turkey to upgrade ties to ambassadorial level

Ankara - TDN With Wire Dispatches

Iran and Turkey have decided to upgrade their diplomatic relations to ambassadorial level and will soon dispatch their new ambassadors, a top Iranian official disclosed.

Turkey's semiofficial Anatolia news agency reported from Tehran that Deputy Foreign Minister Mohsen Aminzadeh told state-run Tehran TV that "The new ambassadors will be sent within ten days."

Aminzadeh had just returned from a visit to Ankara where he delivered a message from Iranian President Mohammad Khatami to his Turkish counterpart, Süleyman Demirel.

He termed his visit to Ankara as being positive, especially as regards joint border security. In his meeting with his Turkish counterpart, Morat Sungar, Aminzadeh had expressed Iran's interest in removing obsta-

cles hindering the bolstering of bilateral ties.

The ambassadors of the two states were recalled when relations soured in February of this year over Ankara's protest against former Iranian Amb. Mohammed Reza Baqeri for his comments in favor of Islamic law and against the secular system in Turkey.

Iran has constantly denied Turkish allegations concerning the deployment of any members of the Kurdish Workers' Party (PKK) in Iran. On the other hand, Tehran condemned the military cooperation between Turkey and Israel, describing it as a "source of crisis" in the region "which has set Turkey against the Islamic world."

Iran and Turkey signed last August - during Necmettin Erbakan's Islamic government - a \$20 billion gas contract which is supposed to become operational in 1998 and which will transfer annually 3 to 10 billion cubic meters of gas to Turkey until 2002.

Turkish Daily News
November 11, 1997

Athènes juge "inacceptable" la présence de l'armée turque en Irak

Mar 11 Nov 97 - 17h01 GMT

MADRID, 11 nov (AFP) - La présence de l'armée turque dans le nord de l'Irak pour lutter contre les Kurdes est "inacceptable", a affirmé mardi à Madrid le ministre grec des Affaires étrangères Theodoros Pangalos.

M. Pangalos, en visite officielle à Madrid, s'exprimait lors d'une conférence de presse à l'issue d'une rencontre avec son homologue espagnol Abel Matutes.

Le ministre grec a mis en garde contre les risques d'une entrée éventuelle de la Turquie dans l'Union européenne (UE). Une telle adhésion entraînerait une augmentation de 80% des coûts de la politique agricole commune en raison de la "production agricole colossale" de la Turquie et des problèmes de modernisation de son agriculture, a estimé M. Pangalos.

M. Pangalos a par ailleurs plaidé pour une solution "juste et viable" dans le conflit sur Chypre en notant que l'intégration de Chypre dans l'UE "solutionnerait de nombreux problèmes qui font l'objet aujourd'hui de divergences" avec la Turquie.

Le ministre grec, qui a été également reçu par le roi Juan Carlos, a enfin indiqué que le souverain espagnol pourrait effectuer au printemps prochain une visite officielle à Athènes.

©AFP 1997

Ankara, KDP say aims met in N. Iraq

Ankara - Reuters

■ A Kurdish faction in northern Iraq has largely withdrawn to Western-brokered ceasefire lines following a weekend thrust by its Turkish-backed rival, Iraqi opposition sources said on Monday. A statement from the Iraqi National Congress came as Turkey, with close military ties to the Kurdistan Democratic Party (KDP), said its forces were disengaging from the region. "Patriotic Union of Kurdistan (PUK) forces pulled out of most territory gained in the last three weeks in the face of a concerted Turkish/KDP ground offensive backed by intense artillery and air attacks," the opposition congress said. The KDP said the push launched before dawn on Saturday was designed to reverse gains by the PUK, made last month. "For us practically the fighting is over," KDP spokesman Faik Narwei told Reuters. "We are not interested in going further than we have got already."

"We have got to the line in the southern sector of the territory," he said. "We have pushed them back and therefore we are not interested in going any further."

The PUK on Monday acknowledged the loss of a strategic mountain range to its rival after a weekend of heavy fighting in the remote enclave.

"The PUK yesterday withdrew from positions on Safeen mountain to the ceasefire line," PUK spokesman Shazad Saib told Reuters.

Turkey said its troops had begun disengaging from northern Iraq, where it had targeted separatist terrorists of the Kurdistan Workers Party (PKK).

"Those objectives have largely been achieved," Foreign Ministry spokesman Sermat Atacanli told a news briefing. "They (Turkish forces) are in the process of withdrawing." Turkey says its presence in northern Iraq is limited to strikes at separatist terrorists who use the area as a base from which to raid Turkey. It denies attacking PUK positions. Northern Iraq has been outside Baghdad's control since the end of the 1991 Gulf War. It is patrolled by a Western air force based in Turkey to protect the Kurds from any Iraqi government attacks.

Baghdad is in a tense standoff with Washington over U.N. arms inspections in Iraq. Baghdad said a U.S.-piloted U-2 spy plane crossed into southern Iraq early on Monday from Saudi Arabia and returned to Saudi airspace several hours later.

KDP spokesman Narwei said that Jalal Talabani's PUK still held some territory near the Iranian border.

"There are still places they are controlling that they should not be," he said. "We are telling them that there, as in other places, it is useless to waste so much blood and resources in doing something stupid. It's best for them to pull back."

PKK hit squad

Meanwhile, Turkish police said on Monday that foreign-trained Kurdish rebel hit squads have entered the

country on a mission to attack tourist resorts and major cities.

The state-run Anatolian news agency said national police headquarters had ordered local police units to tighten up security measures against 13 members of the Kurdistan Workers Party (PKK) guerrilla group.

"The police force network was warned against 13 members of the separatist organisation...who are preparing to launch attacks in tourist and urban places," the agency said. The agency said the rebels had trained in neighbouring Greece and entered the country through Turkey's southern border with Syria.

Turkey accuses Damascus and Athens of sponsoring the PKK, fighting for self-rule in southeast Turkey for the last 13 years. Both countries deny Turkey's accusations.

Anatolian said the 13 guerrillas planned to stage suicide attacks and bombings on public buildings, civilian targets and the security forces in city centres.

The number two rebel commander, Şemdin Sakık, in October renewed a threat to launch economic warfare. He said the rebels would strike economic targets and public employees but the guerrillas have only partially carried out previous similar threats.

More than 27,000 people have died in the conflict, which has often spilled over into Kurdish-held northern Iraq.

Security forces said on Monday troops have killed 10 guerrillas in separate clashes in the southeast.

The regional governor's office in the city of Diyarbakır said in a statement that eight rebels had been killed in the province of Siirt and two near Diyarbakır. It did not say when the fighting took place.

Turkish Daily News

November 11, 1997

A Warning for Turkey's Generals

NOVEMBER 11, 1997

INTERNATIONAL
Herald Tribune

ISTANBUL — Since his election three years ago as mayor of Sariyer, a district of Istanbul bordering the Bosphorus and the Black Sea, Yusuf Tulun has tended to the parks, roads and sewage of some 400,000 constituents a good deal more effectively than the secular politicians who preceded him. Aside from the copy of the Koran resting atop his computer and a scarf-cloaked assistant who appeared briefly at the door during a recent visit, little about Mr. Tulun or his office suggested a fervor to remake Turkey into an Islamic fundamentalist state.

But in the skittish world of Turkish politics, Islamic politicians are considered threats to national stability. Their crime is membership in the Islamic party that briefly led the government before the country's generals engineered its removal earlier this year. Not content with the decapitation of the government, the generals now want to outlaw the party itself. Chances are they will soon succeed.

It does not take a long stay in Turkey to see how that would be a mistake. The surest way to

By Philip Taubman

galvanize and radicalize Turkey's relatively benign Islamic political movement is to ban the party that represents it and that collected more votes in the last parliamentary election than any secular party. Even though another Islamic party would likely be formed, it too would face extinction. The country and people I saw seemed at the brink of better times. Though inflation is running above 90 percent and unemployment is high, the economy is growing strongly and a middle class is developing. Fueled by the entrepreneurial energy of new businesses, small cities across Anatolia, the Asian part of Turkey, are booming.

Istanbul, now the largest city in Europe, is overcrowded and choked with traffic but bursting with life and consumer goods.

All this could be undermined if the armed forces cannot control their compulsion to interfere in civilian affairs. Turkey is a military democracy, with all the contradictions that implies.

Elections are fair, the press is

relatively free and the rule of law prevails to a point, as long as the generals permit. When they believe Turkey's national security or its secular traditions are threatened, no freedom is safe.

Senior officers like to remind visitors that the military has always restored civilian rule after its coups, and that its motivation in replacing prime ministers is not to exercise power but to sustain the secular Western state established by Mustafa Kemal Ataturk, the founder of the Turkish republic. That may be true, and Turkey, a nation of Muslims, need only look across the border to Iran to see a different model.

Yet my conversations with politicians, scholars, businessmen, journalists and soldiers leave a strong impression that the generals underestimate the common sense of their countrymen and the durability of Turkey's secular traditions. This society is not ready to embrace Islamic fundamentalism or toss aside its Western conventions.

There is a difference between political activism and political insurrection, although the army does not seem to recognize it.

Many Turks, disaffected with their country's stale politics and political leaders, are looking for new leadership. The rising popularity of the mainstream Islamic political organization, the Welfare Party, came in part from the Islamic faithful, but the party also drew support from Turks looking for an alternative to the established order in Ankara.

Welfare's prime minister, Necmettin Erbakan, alarmed the army by proposing to build new mosques in traditionally secular neighborhoods and to lift a ban on the wearing of head scarves in government offices. It was not a smart strategy, but it was hardly a mortal threat to the republic.

Instead of trying to throttle the Welfare Party, the generals ought to see it as an outlet for legitimate concerns that will only intensify if suppressed. The party and the army actually share a contempt for Turkey's long-standing civilian leaders. If the generals looked beyond their visceral hostility, they might see that Yusuf Tulun and many of his colleagues want to build a more prosperous Turkey and a more efficient government, not a fundamentalist state.

The New York Times.

LE MONDE / MARDI 11 NOVEMBRE 1997

L'armée turque mène ses opérations dans le Kurdistan irakien

TANDIS que l'attention est entièrement focalisée sur la crise entre Bagdad et le Conseil de sécurité de l'ONU, l'armée turque mène ses propres « opérations » dans le nord de l'Irak et semble prendre une part active aux combats qui opposent, depuis le 13 octobre, dans cette région, les deux principales formations kurdes irakiennes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.

Ankara a annoncé, samedi 8 novembre, une « opération limitée » contre les positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) de Turquie, dans les zones de la ligne de cessez-le-feu entre les deux formations kurdes irakiennes rivales. Il a accusé l'UPK de « collaborer avec le PKK », ce que le parti de M. Talabani a toujours démenti. Peu auparavant, le PDK avait annoncé qu'il

lançait une offensive contre ses frères ennemis de l'UPK. Si l'on en croit les communiqués publiés par l'une et l'autre formation, les victimes se comptent désormais par dizaines - 67 combattants de l'UPK selon le PDK et 30 partisans de M. Barzani, selon la formation rivale, pour la seule journée du samedi.

En réalité, affirment des responsables de l'UPK, les bombardements des positions de cette formation par l'artillerie et l'aviation turques n'ont pas cessé depuis des semaines. Fin octobre, l'UPK a même affirmé que des bombes au napalm ont été utilisées, ce qu'Ankara a démenti. Un responsable de l'ONU dans le nord de l'Irak avait toutefois confirmé la participation de l'aviation turque au conflit entre Kurdes irakiens.

Ce qui est sûr, c'est que les troupes d'Ankara, qui ont lancé le 23 septembre une nouvelle opéra-

tion contre le PKK, à la demande de M. Barzani, ne se sont toujours pas repliées. Samedi, Ankara a justifié son « opération limitée » dans le Kurdistan irakien par le fait que la collaboration entre l'UPK et le PKK a « permis au PKK de s'emparer de plusieurs zones sur la ligne de cessez-le-feu » avec le PDK.

TESTER LES RÉACTIONS

Parler d'une opération limitée est « absolument faux », affirme un communiqué rendu public par la représentation de l'UPK à Paris. « C'est un prétexte visant à justifier une opération militaire massive et l'incursion la plus profonde de l'armée turque dans le Kurdistan irakien », précise l'UPK. « C'est une opération menée conjointement avec la milice de Barzani contre l'UPK et non pas contre le PKK, comme l'a affirmé un porte-parole turc », ajoute-t-il.

D'après Ahmad Bamarni, ancien

« député » (UPK) du « Parlement » kurde irakien - élu en 1992 et qui a volé en éclats en 1994 après la résurgence du conflit armé entre l'UPK et le PDK -, la Turquie est en train de tester les réactions arabes et occidentales à la présence de ses troupes dans le nord de l'Irak.

Son objectif est, estime-t-il, de créer dans cette région, une fois les rigueurs de l'hiver passées, et avec la collaboration du PDK, une « zone de sécurité » semblable à celle qu'Israël a délimitée au Liban sud. Le quotidien turc *Zaman* croyait savoir, fin octobre, qu'une trentaine de milliers d'hommes passeraient l'hiver dans une telle zone. Le vice-premier ministre turc, Bülent Ecevit, avait, dès le début du mois d'octobre, réclamé l'« installation » de troupes turques dans le Kurdistan irakien « jusqu'à ce que l'Irak recouvre son intégrité ».

Mouna Naim

Conférence européenne: revirement de Bonn qui accepte la présence turque **Par Stéphane BARBIER**

Lun 10 Nov 97 - 16h37 GMT

BRUXELLES, 10 nov (AFP) - Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a créé lundi la surprise en annonçant que son pays, après des semaines de réticence, acceptait la participation de la Turquie à la conférence européenne sur l'élargissement de l'Union européenne.

"L'Allemagne ne peut pas empêcher la Conférence européenne, surtout si c'est la Turquie qui la veut", a déclaré M. Kinkel à Bruxelles où il assistait au Conseil des ministres des Affaires étrangères des Quinze.

Jusqu'à cette déclaration, il était très réticent à une participation turque, estimant que ce pays dont 2 millions de ressortissants résident en Allemagne, devait d'abord évoluer vers plus de respect des droits de l'Homme et de la minorité kurde et faire des progrès sur Chypre dont la Turquie occupe la partie nord depuis 1974.

De source diplomatique européenne, on indique que le chancelier allemand Helmut Kohl, qui s'exprime rarement à ce sujet - préférant laisser ce soin à son ministre des Affaires étrangères - n'a pas voulu que la Turquie soit un motif de blocage au sommet européen des 12 et 13 décembre à Luxembourg, qui doit désigner les premiers pays avec lesquels seront engagés les négociations d'adhésion.

Même si la Grèce reste opposée à une présence turque, le revirement de l'Allemagne devrait permettre à la conférence de se réunir pour la première fois au début de l'année prochaine en présence des quinze Etats membres de l'UE, des onze candidats à l'adhésion à l'Union et de la Turquie.

La France, qui a lancé l'idée de cette conférence, estime qu'associer la Turquie, dont la vocation à entrer dans l'UE a été reconnue dès 1963, c'est éviter de la marginaliser et lui permettre de faire plus facilement les progrès qu'on exige d'elle.

En proposant de lancer une "conférence européenne permanente", la France, soutenue par la Grande-Bretagne et l'Italie, a voulu créer un forum au sein duquel tous les pays européens ayant à plus ou moins long terme vocation à adhérer à l'UE puissent se réunir.

Dans l'esprit du gouvernement français, l'objectif est de ne pas créer de ligne de fracture entre les premiers pays avec lesquels devraient s'ouvrir les négociations d'adhésion (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Estonie et Chypre) et les autres.

La levée de l'opposition allemande à une participation turque devrait permettre à la prochaine présidence britannique de l'UE de convoquer à Londres la première conférence européenne en février 1998. Sans donner de date, le secrétaire au Foreign office Robin Cook a indiqué que la conférence serait convoquée durant la première moitié de la présidence britannique qui débute en janvier et s'achève en juin 1998.

Reste à déterminer la périodicité et le niveau à laquelle se réunira cette conférence, ainsi que son contenu.

Paris veut plusieurs réunions annuelles, au niveau des chefs d'Etat, des ministres des Affaires étrangères et des experts et estime qu'il ne doit y avoir aucun sujet tabou à cette conférence, que tout doit y être discuté, mais pas négocié.

Robin Cook est sur la même longueur d'onde. "La conférence ne doit pas être une chambre de négociation, mais un endroit où l'on a l'opportunité de dialoguer", a-t-il dit.

Klaus Kinkel n'a pas pris position, mais a proposé qu'en parallèle à la conférence se mette en place un "comité d'élargissement" auquel n'appartiendrait pas la Turquie et au sein duquel auraient lieu les négociations de pré-adhésion avec les onze postulants à l'entrée dans l'UE.

La Turquie, qui a menacé de remettre en cause l'accord d'union douanière qui la lie à l'UE depuis 1996 en cas d'exclusion des plans d'élargissement, devrait réagir favorablement à la perspective de son intégration à la conférence.

Les deux parties auront l'occasion de faire le point de leurs relations lors d'une rencontre prévue le 24 novembre à Bruxelles en marge d'un nouveau conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Droits de l'Homme: Paris appelle Ankara à passer de la parole aux actes

Lun 10 Nov 97 - 14h48 GMT

(AFP) - PARIS, 10 nov (AFP) - La France a appelé lundi la Turquie à procéder "aux réformes nécessaires à la garantie nécessaire à la liberté d'expression, conformément aux engagements qu'elle a pris en matière de respect des droits de l'Homme".

"Une révision en profondeur de la législation turque relative aux délits d'opinion, permettrait non seulement de mettre fin à des affaires judiciaires qui ternissent l'image de la Turquie, mais aussi de commencer à répondre réellement aux attentes pressantes des opinions publiques turque et européenne", a déclaré le porte parole du ministère des Affaires étrangères, Anne Gazeau-Secret.

Elle a notamment appelé Ankara à transformer "en libération définitive" le report d'un an de la peine de prison frappant l'avocat Esber Yagmurdereli.

Défenseur des droits de l'Homme, M. Yagmurdereli, âgé de 52 ans et aveugle, a été incarcéré en octobre après le rejet de son appel contre une peine de dix mois de prison le frappant pour "propagande en faveur du séparatisme kurde". Il a été remis en liberté dimanche pour raison de santé.

Il avait déjà été condamné en 1978 à la prison à perpétuité pour "activités subversives armées" contre le régime. Il avait été remis en liberté en 1991 après 13 ans sous les verrous, suite à l'adoption d'une nouvelle législation.

Mais, aux termes de cette loi, il ne devait pas commettre de nouveau crime pendant encore 23 ans, c'est-à-dire le temps lui restant à purger pour compléter la durée maximum de 36 ans à purger en Turquie pour les condamnations à perpétuité.

L'UE préfère une rencontre "informelle" avec la Turquie plutôt qu'un conseil d'association

BRUXELLES, 10 nov (AFP) - La présidence luxembourgeoise de l'Union européenne a "déconseillé" la tenue d'un conseil d'association entre la Turquie et l'Union européenne prévu le 24 novembre à Bruxelles, lui préférant une rencontre "informelle".

"Les travaux sur un renforcement de l'union douanière entre l'UE et la Turquie ne sont pas terminés", a déclaré le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Jacques Poos, président en exercice de l'UE, pour justifier le report de ce conseil.

Il a cependant ajouté qu'un dîner informel aurait lieu entre chefs de la diplomatie des Quinze et la Turquie, en marge du conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne qui doit se tenir le 24 novembre à Bruxelles.

Ce n'est pas la première fois qu'un conseil d'association UE-Turquie est annulé en raison de l'opposition de la Grèce, qui a un conflit territorial récurrent avec la Turquie.

La Commission européenne travaille actuellement à un renforcement de l'accord d'union douanière UE-Turquie, en vigueur depuis 1996.

Ce protocole n'est appliqué que partiellement, notamment à cause du blocage par la Grèce du protocole financier d'un montant de 375 millions d'euros (427,5 millions de dollars) destiné à compenser les pertes subies par Ankara du fait de l'abolition des droits de douane avec l'UE.

Turkey Releases Political Activist

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The government has yielded to foreign and domestic pressure and freed one of its critics, a blind man who began serving a 23-year prison term last month on charges of supporting terrorism and spreading separatist propaganda.

"I'll start out where I left off," the critic, Esber Yag-

murdereli, said after he was released from a prison near Ankara on Sunday. "The problems that existed when I went to jail 20 days ago still exist today. We will carry on doing whatever we can to resolve those problems."

The governments of France, Germany and Britain had appealed to Turkey to free Mr. Yagmurdereli, and last week Foreign Minister Ismail Cem told senior foreign

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE NOVEMBER 11, 1997

diplomats here that he was seeking a way to do so.

The government said Mr. Yagmurdereli had been freed on health grounds. The Anatolian news agency said his sentence had been "suspended for one year."

The release appeared to mark a successful effort by civilian authorities to impose their will over that of the military. Senior military officers had urged that Mr. Yagmurdereli not be freed.

Western governments have for years criticized Turkey for its human-rights practices, and the unexpectedly loud protests

over Mr. Yagmurdereli's treatment came at an especially delicate moment.

Prime Minister Mesut Yilmaz is planning trips to Germany and the United States in coming weeks, and the human-rights issue was threatening to overshadow others he hopes to discuss.

In addition, the European Union is planning a summit meeting in Luxembourg next month at which government leaders will decide how to proceed with Turkey's application to join the EU.

Une dissolution prochaine du Refah paraît probable par Hervé COUTURIER

Mer 12 Nov 97 - 10h08 GMT

ANKARA, 12 nov (AFP) - Une dissolution prochaine du Parti islamiste de la Prospérité (Refah) de l'ex-Premier ministre Necmettin Erbakan est considérée comme très probable en Turquie, le système étatique, où les militaires jouent un rôle déterminant, semblant décidé à l'obtenir.

Le Refah, qui a dû quitter le pouvoir en juin dernier sous la pression de l'armée mais reste le premier parti en sièges au parlement, fait face depuis le 21 mai à une procédure en dissolution devant la Cour constitutionnelle, lancée par le plus haut procureur du pays, Vural Savas.

Ce dernier accuse le parti d'être "un foyer d'activités incompatibles avec l'article de la Constitution sur la laïcité de l'Etat".

Mardi, dans ses derniers arguments devant la Cour, il a confirmé avec force sa demande d'une dissolution. "Aucun parti, en Turquie ou à l'étranger, n'a mérité autant que le Refah d'être dissous", a-t-il dit.

Le dossier du procureur rassemble notamment de nombreuses déclarations faites par M. Erbakan, ou par des ministres, députés ou élus locaux du Refah, qui trahissent selon lui leur hostilité à l'ordre établi.

M. Savas a ainsi cité une déclaration de M. Erbakan datant d'avant son arrivée au pouvoir en juin 1996 et dans laquelle il avait affirmé que l'"ordre juste", préconisé par le Refah, "s'imposera de toute façon, la question étant de savoir si ce sera pacifiquement ou par le sang".

Il a également cité des propos plus récents dans lesquels M. Erbakan encourageait ses partisans à verser de l'argent à la chaîne de télévision privée (pro-Refah) Kanal 7 afin de "favoriser la Djihad" (guerre sainte pour l'islam).

M. Erbakan doit faire son dernier plaidoyer le 18 novembre, avant que la Cour ne prenne une décision finale, attendue avant la fin de l'année.

La ligne de défense du Refah est connue et s'appuie sur les principes de la démocratie. "Nous ne défendrons pas le Refah mais la démocratie, les droits de l'Homme et l'Etat de droit", a déclaré mardi Oguzhan Asilturk, un des ténors du parti.

Le Refah accuse l'armée de l'avoir chassé du pouvoir de manière non démocratique et affirme qu'une telle procédure de dissolution ne pourrait avoir lieu dans aucun pays de l'Union européenne, à laquelle la Turquie aspire à adhérer.

Notant qu'une éventuelle dissolution du Refah risque d'être peu appréciée en Europe, certains observateurs estiment qu'il existe encore une chance qu'elle n'ait pas lieu. Mais la majorité estime qu'elle est inéluctable.

"Nous avons l'impression d'assister à une simple formalité et que la dissolution du Refah est acquise d'avance", écrit mercredi l'éditorialiste du Turkish Daily News. "Les forces qui ont chassé ce gouvernement du pouvoir étaient décidées à détruire le Refah et tout ce qu'il représente (...). Elles pensent qu'une fois le Refah éliminé, le système laïc sera beaucoup plus en sécurité", ajoute-t-il.

De fait, depuis le départ du Refah du pouvoir en juin, les militaires, gardiens farouches des institutions laïques du pays, ont poursuivi leur campagne auprès de la classe politique et du public, avertissant que le danger du fondamentalisme musulman constituait toujours "la principale menace pour l'Etat".

"Si l'on croit que le fondamentalisme n'est plus une menace, l'on fait une grave erreur", a déclaré un général non identifié cité mercredi par la presse.

"S'il est établi que certains membres du Refah ainsi que les politiques qu'il suivait ont violé la structure laïque du pays, les lois doivent être appliquées et certains milieux ne doivent pas faire pression sur la Cour constitutionnelle pour qu'il ne soit pas dissous", a-t-il ajouté.

UN Still Reluctant to Bomb Saddam

Security Council Drops Warning to Iraq of 'Serious Consequences'

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — As the Security Council moved closer to unanimity Tuesday on a resolution that would punish Iraq's leadership with a travel ban, it became evident that United Nations action alone may not be enough to force President Saddam Hussein to back down from his order expelling American arms inspectors.

The 15-member council was all but certain to pass a resolution in the next two days that would demand Iraqi compliance with a UN disarmament commission overseeing the destruction of Baghdad's weapons systems and the capacity to make them.

Gone from an early draft, however, is a warning of "serious consequences" if Iraq ignores the demand, a concession to those on the council who do not want to consider military action.

But behind the scenes, diplomats say that it may be the possibility of an American military strike that is pulling the council together to condemn Iraq with one voice and target Iraqi officials with new sanctions that were not supported three weeks ago.

The council is not ready to authorize military action, diplomats say, and Russia and France are the most strongly opposed. Washington, however, has taken the position from the beginning of this crisis that it already has the authority under existing council resolutions to use force if necessary.

Iraq's foreign minister said Tuesday that his country saw no alternative to its stand of defiance.

The minister, Mohammed Said Sahhaf, offered no hint of flexibility. Instead, Mr. Sahhaf said the Baghdad government had been "put in a corner" by the American-led policy that has subjected Iraq to seven years of crippling economic sanctions, since the end of the Gulf War, with no sign of respite and that his government was acting in the view that "there is no hope."

"A shock now is a necessity," Mr. Sahhaf said in Baghdad, "a necessity so that the Security Council, a very responsible international body, should listen." He appeared to be referring both to his government's decision to prevent Americans from taking part in UN weapons inspections and to its vow to expel American inspectors unless diplomacy now under way in New York produces a satisfactory outcome.

While the Clinton administration continues to insist that strong Security Council action is preferred and that a U.S. military response is still a possibility, the Iraqis are making the situation less certain by their unwillingness to budge from positions adopted since Oct. 29, when they ordered Americans on the arms investigation team out.

They continue to insist on an almost immediate easing of sanctions and a smaller American presence among investigators. On Tuesday, they blocked for the eighth time in nine days efforts by the monitors to enter suspect Iraqi sites because U.S. citizens were among the inspection teams.

As days pass, it is a matter of concern that Iraq will take advantage of the lack of oversight. Secretary of Defense William Cohen, addressed this fear Tuesday.

"Iraq would not be able to reconstitute a serious weapons program in a matter of days," he said. "If the delay were to carry on for months, then that would be a different situation. That's why time is of the essence here to get Saddam Hussein to fully comply with the inspections regime."

The United States sent its strongest signal yet that it may be preparing for military action in Iraq when Mr. Cohen and General Henry Shelton, chairman of the Joint Chiefs of Staff, canceled trips to Asia.

For now, though, the United States was pursuing the course of diplomacy and along with Britain called on the Security Council to impose new sanctions on Iraq.

The Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, put the confrontation succinctly when he left a meeting Tuesday with Qin Huasun, China's representative at the United Nations and this month's Security Council president. Mr. Qin told Mr. Aziz that Iraq would have to comply with the rules before it got a hearing on any substantive issue.

"I have not been given any concrete promise that there will be a change in the position of the council," Mr. Aziz said, "and I on my part did not give a concrete promise for change. If you do not have a change on the part of the Security Council, you cannot expect a change in Iraq."

Richard Butler, executive chairman of

the UN Special Commission, the body that is disarming Iraq, challenged Mr. Aziz to face the facts about the disarmament mission.

He said that, contrary to Iraqi assertions, the United States did not fill more than 30 percent of commission jobs at its three centers in New York, Bahrain and Baghdad.

Mr. Butler told a news conference that

the top six nationalities represented on the 180-member commission were the Chileans, with 22 percent (operating helicopters); Americans at 14 percent; Britons with 11 percent; New Zealanders with 9 percent; Iraqis with 6 percent, and Australians at 5 percent.

Mr. Aziz said afterwards that the Iraqis were all low-level employees. Americans, he said, still held a dispro-

portionate number of sensitive jobs.

"So this is a falsification of the situation," he said of Mr. Butler's account.

Mr. Butler called the accusations of Iraq "wrong on all counts and distasteful." He noted that some of the Americans were in New York, doing "some of our really dangerous work, like book-keeping."

Isolating Iran and Iraq: Policy in Tatters

By Steven Erlanger
New York Times Service

WASHINGTON — For six years, the United States has tried to rein in and isolate Iran and Iraq at the same time. The current confrontation with Iraq shows how much harder it gets, year by year, to keep President Saddam Hussein under control. And perhaps more ominously, it comes as Iran is moving on its own toward breaking free of American-led restraints.

On Iraq, the American-led coalition is merely fraying, because Mr. Saddam's crude challenges to the United Nations and the international system are creating temporary, collective unity against him. But a spokesman for President Boris Yeltsin of Russia said Tuesday that Moscow was adamantly opposed to any UN-ordered military strikes against Iraq, adding that Beijing backed that position.

The parallel effort by the United States to contain Iran through economic sanctions is falling apart.

While the world's attention is on Iraq, where Mr. Saddam is preventing UN inspectors from monitoring what remains of his weapons program, senior American officials say they think the situation in Iran is much more dangerous in the long run. The United Nations has no comparable international monitoring of Iran's efforts to develop weapons of mass destruction and missiles capable of hitting Israel, Saudi Arabia and Europe, these officials said.

Yet Washington's efforts to impose on the rest of the world its policy of isolating Iran is causing deep rifts with its closest allies in Europe and Canada, as well as with Russia. The rift focuses on American efforts to impose sanctions on foreign companies that trade with Iran.

As Secretary of State Madeleine Albright struggled last week with Iraq and tried to make some progress on the stagnant Israeli-Palestinian talks, other senior American officials were engaged in quiet, top-level discussions with the Europeans and Russians about Iran and how to avoid a situation in which the United States would actually impose punishment on foreign companies that do business there.

When it was formulated, the policy of trying to control both Iran and Iraq quickly acquired the label "dual containment." Now seven years after the

Allies Say Attempt Hurts Washington

Gulf War, it appears to be in tatters.

"On dual containment, coalition cohesion is fraying, and it worries people like me," said Phebe Marr, a senior fellow at the National Defense University. "But it is much less frayed on Iraq than on Iran."

Richard Murphy, a former assistant secretary of state for Near East affairs,

NEWS ANALYSIS

said: "We have let our policy get frozen. It was sufficient to say 'dual containment.' But that's not a way our government can afford to act."

Today, almost all of America's allies think that the policy as it applies to Iran is not working. "A reassessment of Iran policy is long overdue," a senior European diplomat said. "The United States is isolating itself more successfully than it is isolating Iran."

A senior British diplomat says the American effort to punish foreign companies for doing business in Iran is wholly unacceptable. "It throws us on the other side of the debate," he said.

The 1996 law requires sanctions against companies that invest more than \$20 million in Iran's energy industry, but does allow the sanctions to be delayed or waived in the national interest if the countries involved show movement toward deterring terrorism from Iran.

Under the act, the United States is currently investigating five foreign energy companies that have announced two large deals with Iran. Those deals were interpreted as a direct challenge to American policy.

The most attention has been paid to a French oil company, Total SA, which on Sept. 28 signed a \$2-billion contract to explore for gas in Iran. In fact, Total is the largest shareholder, with 40 percent of the deal, while 30 percent is held by Petronas, a Malaysian company, and another 30 percent by Gazprom, the huge Russian company that used to be the Soviet Ministry of Natural Gas and was run by the current prime minister, Viktor Chernomyrdin. The Russian government itself still owns 40 percent of Gazprom.

The Americans are also investigating a \$180 million deal to develop an off-

shore Iranian oilfield called Balal signed by the Canadian company, Bow Valley Energy Ltd., and its Indonesian partner, Bakrie Minarak.

Stuart Eizenstat, the undersecretary of state for economic affairs, is in Europe working on these cases. Frank Wisner, a Clinton special envoy, is in Moscow on a mission to get Russia and its newly privatized companies to stop helping Iran develop missiles that can carry nuclear, chemical or biological weapons.

The latter issue has become a hot topic in Congress, with hundreds of legislators supporting draft legislation to punish Russian and other companies proven to be helping Iran's missile program.

Senior European diplomats say that U.S. officials have told them they are looking for reasons to waive the sanctions against the five energy companies in the Iran energy deals. But Mr. Eizenstat says that the law is being followed with vigor.

"We are not looking for an excuse to exercise a waiver," Mr. Eizenstat said. "We are pursuing this investigation with alacrity, and sanctions are a very real, live option."

But other senior U.S. officials emphasize that the point of the 1996 legislation is to change Iranian behavior and make it harder for Tehran to develop missiles and other weapons, and to support terrorism. They admit that European nations are not important to such programs in Iran. Russia, China and North Korea are involved in such illicit weapons development but the Chinese have now promised to stop any nuclear cooperation with Iran.

The Europeans say the Americans are asking them to tighten existing restrictions on aiding Iran in developing weapons or missiles. This might allow the Clinton administration to win a waiver of sanctions from Congress.

While the Clinton administration still argues that economic pressure works against Iran, a senior British diplomat says that while sanctions have hurt the Iranian economy, "it has not made a jot of difference to Iran's aspirations to develop weapons of mass destruction, or to its work on those weapons, or to its support for terrorism."

"U.S. policy on Iran has sounded good but has not worked," he added. "This is a situation where the American system forces the United States to act against its own interests."

If Sudan, why not Syria?

All US companies are forbidden to invest in Sudan. Thus Sudan joins Iran, Burma, and Cuba as a country with which Washington declines to do any business

The American counter-terrorism policy is as solid as the proverbial Swiss cheese. Last Wednesday, President Clinton slapped wide-ranging economic sanctions on Sudan, a country on the State Department's list of state-sponsors of international terrorism.

Secretary Albright explained that Clinton took the step to punish Sudan because of "its continued sponsorship of international terror, its effort to destabilize neighboring countries and its abysmal record on human rights, including religious persecution."

Accordingly, all U.S. companies are forbidden to invest in Sudan. And bilateral trade is also banned. Thus Sudan joins Iran, Burma, and Cuba with which Washington declines to do any business. The U.S. Embassy in Khartoum is an empty building since last year, with no American diplomats in it.

The U.S. has only \$70 million of bilateral trade with Sudan. Sudan exports \$20 million worth of goods to the United States every year — \$9 million of it is gum Arabic, a crucial ingredient of soft drink, candy and newsprint ink industries. There is no artificial substitute for gum Arabic and Sudan happens to have the world monopoly on the item.

Sudan's punishment is interesting because only two countries were exempted from the scope of a major U.S. counter-terrorism legislation: the Antiterrorism and Effective Death Penalty Act (AEDPA). The other major counter-terrorism legislation was the ill-fated Iran-Libya Sanctions Act (ILSA), which was proven to have no teeth when challenged with \$2 billion natural gas exploration deal that a consortium of French, Russian and Malaysian companies signed with Iran this year.

The two countries which were exempted from AEDPA were Sudan and Syria. With Sudan getting the ax, this only leaves Syria as the Washington's favorite terrorist state which is getting away with it all.

The question is, why?

Sudan is on the State Department's list



American
Panorama

Uğur Akinci

of state-sponsors of terrorism. So is Syria.

Sudan continues "sponsorship of international terror," Albright said. So does Syria.

The State Department's latest report on "Patterns of Global Terrorism" says Syria "grants basic privileges or refuge to a wide variety of groups engaged in terrorism in areas of Lebanon's Bekaa Valley under Syrian control. These include HAMAS, the PFLP-GC, the PIJ, and the Japanese Red Army (JRA). The Kurdistan Workers' Party (PKK) continues to train in Syrian-controlled areas of Lebanon, and its leader, Abdullah Ocalan, resides at least part-time in Syria."

Sudan tries to "destabilize neighboring countries," Albright said. So does Syria.

It has tried to destabilize Turkey since 1984 by giving full support to the PKK. Almost 30,000 people have died in the clashes between PKK and Turkish security forces.

As anyone who has been in Syria can readily attest, Syria does not recognize the internationally-recognized Syrian-Turkish border either. All Syrian maps show Turkey's Hatay province as belonging to Syria.

Syria also claims much of Turkey's water resources and rejects any scientific study of the problem.

Albright cited Sudan's "abysmal record on human rights, including religious persecution." So why does she exclude Syria? Syrian prisons are full of political prisoners of all types, who have no access to any of the international human rights NGOs that continuously monitor the human rights violations in many other open societies, including Turkey.

Syrian President Hafez Al Asad, himself belonging to the Alawite minority, showed no mercy to the rebellious Sunni Muslim Brotherhood of Hama in February 1982. When

Asad was through with his massacre, the city of 180,000 inhabitants resembled a "sea of broken homes and layers of concrete," as Thomas L. Friedman of New York Times put it. Amnesty International, in its November 1983 report on Syria, gave an estimate of 10,000 to 25,000 dead.

During 24 or so visits paid to Damascus by U.S. secretaries of state since 1992, the issue of the Hama massacre was always carefully avoided.

If Washington sufficed with merely not slapping any economic sanctions on Syria it would only be a case of inconsistency.

But President Clinton thought that would not be good enough to please Damascus. This Monday, he also removed Syria from the list of major drug-producing countries — while citing Turkey as a major heroin transiting country.

Syria got off on a technicality. A major drug producing country is one in which "1,000 hectares (or 10 million square meters) or more of illicit opium poppy or coca are cultivated or harvested during a year, or 5,000 or more hectares of illicit cannabis (marijuana) are cultivated or harvested a year," as noted by Hillary Mann of the Washington Institute for Near East Policy.

Lebanon and Syria jointly "began a campaign to eradicate the more than 3,400 hectares of Beka'a Valley opium poppy cultivation," President Clinton told the relevant congressional committees on Monday.

"This effort has been effective, since the U.S. government surveys have detected no current opium poppy cultivation," President Clinton said.

All this politically correct reclassification does is to ignore the fact that Syria has ceased being a major drug-producing country but became a major drug-transiting country, as Mann, a keen observer of Syria and American counter-terrorism policy, noted.

It was only in the last year's annual International Narcotics Control Strategy Report that the State Department described Syria as: "a major transit country for hashish leaving Lebanon, and for opium and morphine entering Lebanon from Iran, Afghanistan and Turkey; in many cases, shipments proceed onward to Europe and the United States. Acetic anhydride, a precursor chemical used in the processing of heroin, also reportedly entered Lebanon from Syria in 1996. There were continuing reports during the year that members of the

Syrian military stationed in Lebanon profited from drug trafficking there.”

Now, after less than twelve months, are we supposed to believe that no drugs are transiting Syria, and no Syrian military commanders are profiting from any such trafficking?

President Clinton placed Turkey on the watch list for “large volume of southwest Asian heroin moving through Turkey and neighboring countries to Western Europe along the Balkan route.” Are we going to believe that Syria is not any more one of those “neighboring countries” mentioned?

When President Clinton says “there is no evidence” that the Southwest opium refined into opium in small laboratories in Syrian-controlled Lebanon “reach the United States in quantities that significantly affect the United States,” he is again treading on thin ice.

A report published by the Baltimore Sun on May 27, 1997 said “undercover [U.S.] agents say \$500 million annually from the sale of heroin in the United States and Europe goes to leaders of the Kurdistan Workers’ Party (PKK), a Turkish separatist group identified by the State Department as the world’s deadliest terrorist organization.” The PKK, with the DHKP/C, was listed by the State Department as one of the thirty “foreign terrorist groups” that fall within the scope of AEDPA legislation.

And who is the principal supporter of the PKK? Syria — the same country that Washington still protects for hope that Asad may someday somehow contribute to the so-called “Middle East Peace Process” — an

oxymoron already.

But that’s not all. When the United States is considering unilaterally punishing Iraq for not allowing UNSCOM to inspect its suspected sites of weapons of mass destruction (WMD), Washington completely ignores Syria’s similar WMD program.

“In fact, Syria is the only country in the Middle East with a confirmed, operational capability of ballistic missiles tipped with chemical and possibly biological warheads,” said Hillary Mann.

“In September, Jane’s Defence Weekly reported that Syria was set to begin producing chemical bomblets for the warheads of ‘Scud C’ ballistic missiles to create a more lethal warhead than are now fitted on its ‘Scud B’ missiles. In April, an Israeli newspaper reported that Syria was mounting the deadly nerve agent VX onto surface-to-surface missiles capable of reaching targets throughout Israel.”

Any missile that can reach Israel, needless to say, can of course reach Turkey as well. Some experts claim that a liter of VX can kill about a million people, depending on the way the nerve agent is dispersed.

A part of the question “if Sudan, why not Syria?” also lies in the fact that important American oil companies fully support the U.S. administration’s calculated ignorance of Syrian terrorism.

The Occidental International Corp., Conoco Inc. and Petrofac, an oil services firm based in Tyler, Texas, all are seriously interested in doing business with Syria. They even hired a Washington lobby company, Swidler

& Berlin, to make sure Syria would not be touched by any American sanctions.

Syria’s interests are defended in Washington by Swidler’s Harold P. Goldfield, who worked as an assistant secretary of commerce in the Reagan administration. Goldfield said to sanction Syria would mean the loss of American jobs. “U.S. dollars would be replaced with the Italian lira and French franc in a nanosecond,” Goldfield claimed.

America has sold Syria \$1 billion in goods, including \$226 million in 1996 alone. That made the United States the sixth largest exporter to Syria.

Washington is also exporting to Syria various “dual-use” goods which are banned to all the other countries on the State Department’s terrorism list. In 1991, only \$1 million of such dual-use items were sold to Damascus. In 1996, the same amount jumped to \$81 million — an increase of 81-fold.

With so much interest and pampering from Washington, why should Damascus quit its support for international terrorism?

And why should Syria not be treated like Sudan — especially when the “Peace Process” is now in an irreparable mess?

As a staunch NATO ally that is spending \$9 billion a year to counter Syrian-supported PKK terrorism, Turkey has the right to ask these legitimate question. And Washington owes an answer.

Turkish Daily News

November 13, 1997

Iraqi Violations Rise In the ‘No Fly’ Zone

Reuters

ANKARA — Baghdad has increased violations of the Western-imposed “no-fly” zone over northern Iraq, prompting Washington to beef up its forces at an air base in southern Turkey, Turkish and Western diplomats said Wednesday.

“In recent weeks there have been more violations,” a Western diplomat said. “Not a huge amount, but the pattern is up.”

An official at the Turkish Foreign Ministry said Washington had sent reinforcements to the joint U.S.-Turkish Incirlik base near the southern city of Adana to keep an extra eye on northern Iraq.

In Baghdad, Foreign Minister Mohammed Said Sahhaf said U.S. military planes had violated Iraqi air space in the north and south 984 times since Oct. 29.

NOVEMBER 13, 1997
INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Turkish Daily News November 14, 1997

US sending more planes to Incirlik

Ankara: Increase in the number of planes in Incirlik is only related to controlling the ‘no-fly’ zone in N. Iraq

Washington-Ankara - TDN

■ The United States sent four more KC-135 tanker planes to Turkey on Monday, bringing the number of additional long-distance mid-air refueling planes sent to Incirlik over the last two weeks to five, accord-

ing to a story in the Washington Post.

Senior Turkish officials told the Turkish Daily News that the transportation of additional aircraft to the Incirlik base was completely within the frame-

work of "Operation Northern Watch."

Emphasizing the importance of good neighborly relations with Iraq and the Arab states, Turkish officials said that there is no possibility of an attack on Iraq from Incirlik.

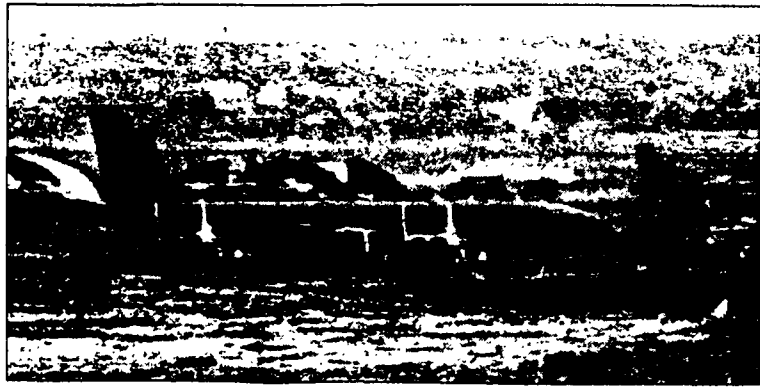
"Aircraft carriers located in the Persian Gulf can be used for attacks on Iraq. Until now there have been no demands on the Incirlik base from Washington.

The presence of all the planes at the Incirlik base is related to controlling the no-fly zone in northern Iraq," a source said.

In addition, a written statement released by the Foreign Ministry said that Turkey desires a peaceful end to the tension between the United Nations and Iraq.

"Turkey has been demanding that Iraq implement all U.N. resolutions, in return for which it will be reaccepted into the international community. Turkey wants the implementation of the 1137th Security Council resolution and wishes a solution without the necessity of any additional measures," the statement said.

Previously, the United States confirmed sending four additional F-16s



A U.S. tanker plane goes past three U.S. F-15 fighter planes waiting for take-off at Incirlik. Reuters

and one KC-135 to Turkey, together with 100 flight and ground personnel, giving rise to speculations of an imminent air strike to be launched on Iraq from Turkey in order to punish Saddam Hussein's opposition to American members of UNSCOM and his threats to shoot down U-2 reconnaissance planes.

The Washington Post quoted an unnamed source, saying that the increase in the allied forces was not related to the escalating tension between Washington and Baghdad over U.N. arms inspections in Iraq. The move, the source said, was

designed to send the message to Baghdad that "we are not letting our guard down."

Operation Northern Watch — the allied patrol based in Incirlik which was earlier known as Operation Provide Comfort — has become one of the important elements of U.S. policy to maintain pressure on Saddam.

In addition, a news analysis by the New York Times criticized the dual containment policy of the United States, which is based on isolating Iran and Iraq from the international community.

Bill Clinton subit les pressions des partisans de la « manière forte »

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Américains gardent deux fers au feu dans la crise irakienne. Tout en jouant, aux Nations unies, la carte de la diplomatie, ils envisagent une éventuelle option militaire, et tentent d'y préparer l'opinion internationale. Le ton des éditoriaux de la presse et des commentaires des responsables républicains est allé crescendo durant la crise, accentuant ainsi la pression sur Bill Clinton. Les responsables de l'administration mesurent cependant à quel point l'échec ou les limites de la diplomatie risqueraient de placer l'Amérique dans une logique stérile d'affrontement : dès lors que le président irakien voit plus d'avantages que d'inconvénients à subir une « punition » américaine, celle-ci, quelle que soit sa vigueur, perd largement de son efficacité.

C'est pour éviter de s'engager dans une telle impasse, et aussi pour faire perdurer la coalition internationale mise sur pied lors de la guerre du Golfe, que l'administration Clinton s'est efforcée d'aboutir à un compromis à New York, quitte à ce que la résolution adoptée par le Conseil de sécurité ne mentionne pas explicitement les « graves conséquences » menaçant l'Irak — c'est-à-dire une possible intervention militaire —, si Bagdad persiste à défier l'ONU. Mais un échec à l'ONU n'aurait laissé d'autre option au président que celle d'une frappe militaire (laquelle serait quasi automatique si un avion-espion américain U 2 était abattu).

« Je me félicite de la prompte, claire et ferme résolution (...) condamnant l'Irak », a dit M. Clinton, mercredi, dans un communiqué. « Il reste à savoir s'il est pleinement satisfait de la réaction du gouvernement irakien », qui a rejeté la résolution 1137. a renchéri son porte-

parole, Michael McCurry. Le consensus politique dont M. Clinton bénéficie aujourd'hui ne résistera pas longtemps si les républicains acquiescent à la conviction que l'administration démocrate cherche par tous les moyens à éviter d'utiliser la force, quitte à s'humilier devant le régime irakien. Il est temps, soulignait récemment le très conservateur *Washington Times*, que le président « arrête de se cacher derrière la communauté internationale et les résolutions des Nations unies ».

QUESTION DE CRÉDIBILITÉ

Nombreux sont les commentateurs qui reconnaissent que les frappes militaires de juin 1993 et septembre 1996 en Irak ont à peine affaibli le potentiel de Bagdad. Une action militaire ne doit pas être un « coup d'épingle », a insisté Trent Lott, le chef de la majorité républicaine au Sénat, pour qui le tir de missiles de septembre 1996 — après une intervention de l'armée irakienne au Kurdistan en soutien à une faction kurde contre une autre —, non seulement n'était pas suffisamment décisif, mais a « rendu Saddam plus fort ».

Dans ce registre « va-t'en-guerre », les conseils furent nombreux, de même que les éditoriaux, dénonçant la position diplomatique de la France à l'égard de l'Irak, largement considérée comme obéissant à des considérations purement mercantiles, c'est-à-dire pétrolières. Il n'y eut guère que le *Wall Street Journal* pour rappeler, chiffres des Nations unies à l'appui, que dans le cadre des exportations de brut irakien autorisées par la résolution « pétrole contre nourriture », la France arrive en quatrième position (11,5 millions de barils), juste devant... les Etats-Unis (9,9 millions de barils).

Dans le *Washington Post*, deux anciens responsables militaires de l'administration Bush, Zalmay Khalilzad et Paul Wolfowitz, ont préconisé une action offensive. « Seule une stratégie d'ensemble combinée avec des mesures concrètes pour se débarrasser de Saddam restaurera notre crédibilité auprès du peuple irakien et avec nos amis dans la région », ont-ils assuré.

Est-ce un hasard ? Le *Washington Times*, journal proche du Pentagone et du lobby militaire-industriel, a publié des informations exclusives (émanant de la CIA) à propos de négociations militaires secrètes entre l'Irak et la République tchèque : Bagdad serait sur le point d'acheter — pour une somme de 375 millions de dollars (environ 2,2 milliards de francs) —, cinq systèmes radars « Tamara » permettant la détection (et donc la destruction), des bombardiers furtifs américains F 117 et B 2. De telles affirmations — que le gouvernement de Prague cherche à vérifier — nourrissent le sentiment de plus en plus répandu qu'il est temps d'« arrêter » Saddam Hussein, voire de lui infliger une nouvelle leçon.

M. Clinton n'ignore cependant pas que des frappes contre l'Irak, qui seraient sans commune mesure avec la gravité de la « faute » irakienne, pourraient avoir l'effet inverse de celui recherché : alors que la cote de popularité des Etats-Unis au Proche-Orient est fortement entamée par l'incapacité de Washington à provoquer une reprise du processus de paix israélo-palestinien, une intervention militaire se traduisant par un surcroît de souffrances pour le peuple irakien pourrait fort bien favoriser une solidarité arabe avec l'Irak.

Laurent Zecchini

Des manifestants à l'ONU contre la répression des Assyriens en Turquie

Ven 14 Nov 97 - 15h23 GMT

GENEVE, 14 nov (AFP) - Plusieurs dizaines d'Assyriens, une des plus anciennes minorités chrétiennes du Moyen-Orient, ont pénétré vendredi dans l'enceinte de l'ONU à Genève pour manifester contre la répression dont ils disent être victimes de la part de la Turquie.

"Halte au génocide des Assyriens", disait une banderole brandie par les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des femmes et des enfants.

Le groupe a réussi à pénétrer dans l'enceinte gardée de l'ONU en dépit d'un renforcement récent des mesures de sécurité. Ils ont quitté les lieux sans violence après avoir remis des documents sur leurs revendications.

C'est la seconde fois en quelques mois que des manifestants forcent l'entrée de l'ONU. En mai, des militants kurdes avaient occupé une partie des bâtiments pour protester contre l'intervention de l'armée turque contre des séparatistes kurdes de Turquie dans le nord de l'Irak.

Depuis la manifestation kurde du 22 mai, les mesures de sécurité ont commencé à être renforcées.

Une équipe d'intervention rapide récemment mise en place est intervenue contre les Assyriens, les maintenant hors des bâtiments à l'exception d'une dizaine de personnes prises dans un sas.

Les manifestants ont néanmoins réussi à franchir les portes et grilles de l'enceinte extérieure.

Les Assyriens ont dit souhaiter que l'ONU intervienne pour que cessent les persécutions contre les quelque 2.000 derniers des leurs vivant encore en Turquie.

Les manifestants ont dénoncé en particulier la destruction de leurs églises et les déplacements de population au cours des dix dernières années.

De nombreux lieux de culte ont été remplacés par des mosquées et le 6 octobre dernier le gouverneur de la province de Mardin, Fikret Guven, a ordonné la fermeture des monastères de Zafran et Mar Gabriel, a déclaré un porte-parole des manifestants.

Environ six millions d'Assyriens sont dispersés dans le monde, selon les chiffres des manifestants. Cette minorité chrétienne a commencé à fuir avec la domination du sud-est de la Turquie par les Ottomans musulmans en 1200.

BADEN-BADEN (Allemagne), 14 nov (AFP) - Un Turc de 43 ans a été condamné vendredi à quatre ans de prison par un tribunal de Baden-Baden (ouest) pour avoir fait passer clandestinement des Kurdes en Allemagne, dans l'un des plus importants procès en la matière de ces dernières années.

Celui que l'on nommait "le roi des passeurs" était accusé d'avoir fait entrer illégalement plusieurs centaines d'étrangers en Allemagne en six vagues. Il tenait depuis 1990 à Istanbul un bureau de voyage servant de couverture à son réseau.

L'homme a été reconnu coupable de deux actions de passage de clandestins, d'une tentative avortée et de complicité dans deux autres actions.

Il a reconnu en grande partie les faits pour lesquels il a été condamné, et donné des renseignements sur un réseau international faisant passer dans l'Union européenne des candidats à l'immigration provenant de Turquie ou d'Europe de l'est.

Sous le coup d'un mandat d'arrêt international et au centre d'une enquête depuis plusieurs années, l'homme avait été arrêté en septembre 1996 en Croatie et extradé vers l'Allemagne.

Saint-Brieuc

Une soirée de soutien aux Kurdes Conférence de Mgr Gaillot lundi

Ouest-France - 15 novembre 1997

L'évêque de Parténa, Mgr Jacques Gaillot, est l'invité de la soirée, « Brisons le silence », organisée par le comité de soutien au peuple kurde lundi, à Robien. Il rendra compte de sa participation au « Train pour la paix », auquel il a participé cet été, en compagnie de l'écrivain Yves Jouan.



Mgr Jacques Gaillot est l'invité de la soirée « Brisons le silence », en soutien au peuple kurde.

Mgr Gaillot sera présent lundi soir à Saint-Brieuc pour témoigner de la situation du peuple kurde, au cours d'une conférence-débat à Robien. Il a, en effet, participé au « Train pour la paix », qui devait se rendre à Diyarbakir, la capitale du Kurdistan, cet été. Un convoi européen qui n'a pu atteindre son objectif, bloqué, qu'il était, par l'armée turque. L'écrivain Yves Jouan, en résidence à la maison Louis Guiloux participait également à ce « Train européen pour la paix ». Il

animera le débat, après l'intervention de Jacques Gaillot.

« La Turquie refuse de reconnaître les 15 millions de kurdes et s'obstine à poursuivre une guerre dévastatrice. Près de 3 000 villages ont été détruits », déclare Josette Hamon, présidente du collectif briochin de soutien au peuple kurde, qui se bat pour que les nations européennes se mobilisent. D'autant qu'on débat actuellement de l'éventuelle adhésion de la Turquie, au sein de l'Union. Le collectif prône quant à lui une solution pacifiste et démocratique. En préambule de la soirée, Jacques Gaillot sera reçu à la mairie à 17 h 30.

Les organisations qui soutiennent le collectif et la soirée « Brisons le silence » sont : AREV, ASTI, CFDT, CGT, CIMADE, Collectif des sans papiers de Bégard, FEN, FOL, FSU, LDH, LCR, Mouvement pour la paix, MDC, Pastoral des migrants, PC, PS, Sud, UDB, UFAL, Verts, Ras l'front et la JOC.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, NOVEMBER 14, 1997

U.S. Reinforces Air Base In Turkey to Curb Flights By Iraq in Exclusion Zone

By Kelly Couturier
Washington Post Service

ANKARA — The United States has beefed up the allied air force based in Turkey that controls the exclusion zone in northern Iraq, responding to increased violations by Iraqi aircraft, a senior Western official said.

Over the last week and a half, four F-16 fighters and five KC-135 tankers have arrived at Incirlik Air Base near Adana in southern Turkey.

The official said the increase in the allied force here is not related to the escalating tension between Washington and Baghdad over United Nations' arms inspections in Iraq. The move, he said, was designed to send the message to Baghdad that "we are not letting our guard down."

Iraqi violations of the zone have been increasing in recent weeks, including two incidents last Sunday, the official

said, prompting the U.S.-British-Turkish force based at Incirlik to begin a "more rigorous enforcement," including longer daily patrols.

The official said Iraqi planes periodically have violated the zone, demarcated by the 36th Parallel, since it was set up in 1991 to prevent Iraqi air attacks on the border area's rebellious Kurdish inhabitants. The violations apparently are attempts by the government of President Saddam Hussein to test the allied force's response, he added, but the planes usually turn back quickly after being spotted by allied aircraft.

A U.S. F-16 patrolling the north in 1993 downed an Iraqi MiG-23 that U.S. officials said had flown two nautical miles into the exclusion zone.

The Iraqi foreign minister, Mohammed Said Sakhaf, charged in Baghdad on Wednesday that U.S. military planes have violated Iraq's airspace in both the northern and southern regions

of the country. He warned that "whenever we see proper to shoot them, we will shoot them."

The United States also enforces a no-fly zone in southern Iraq, mainly from bases in Saudi Arabia, to protect the country's rebellious Shiite region. Iraq frequently has complained that the patrols violate its airspace but has drawn retaliation from U.S. forces whenever it challenged the patrols.

Although military and government officials here declined to specify how large the allied air force at Incirlik is, U.S. officials in Washington estimated that it has 50 aircraft and 1,000 personnel, which are rotated in and out. Currently, the Western official said, 36 aircraft, including F-16s, tankers and radar-carrying AWAC aircraft fly each day.

The allied patrol was known as Operation Provide Comfort when it was set up by the United States, Britain, France and Turkey. It is now called Operation Northern Watch, no longer includes France and has become an element of the U.S. policy to maintain pressure on Mr. Saddam's government.

Arab countries stand by Saddam, with reservations

Turkish Daily News November 15, 1997

Low-key appeal: The Arab League has only said that the US must refrain from violent solution and end the new conflict with Iraq peacefully

HEIKO FLOTTAU
Cairo- Sueddeutsche Zeitung

■ When the situation demands it, the Arabs en masse can appear to be carried away by their own rhetoric; this time, their leaders seem to be keeping quiet.

The Arab League has commented that the US ought to refrain from a violent solution and end the new conflict with Iraq peacefully — but that is virtually all that has been said by any Arab official on the matter.

Almost conspiratorially, the Iraqi newspaper "Al-Jumhuriya" called on Arab leaders to demand the lifting of sanctions against the country. But this external image is slightly misleading. After all Kuwait, which Saddam would like to occupy again, sooner rather than later, did nothing to prevent the Arab League's call for non-violence.

Apart from the Kuwaitis and

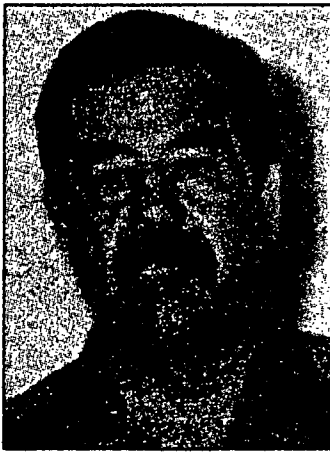
Saudis, almost all Arab states are in favor of removing sanctions against Iraq. Arguments for this are to be read in the newspapers, heard at Friday prayers and on the streets.

The Arabs are arguing in the same way as they did before the Gulf War seven years ago. They say that United Nations resolutions against Israel — such as demands to return occupied areas to the Palestinians and others — were never implemented. Yet Palestinians have also found that Israel has not kept to the Oslo agreement. Arab states have had to look on as the Iraqi people have

been starved out by sanctions. Many Arabs have no objection to Saddam holding chemical weapons: as long as Israel is in possession of nuclear warheads, they say, one Arab state at least must be allowed to hold other types of mass-destruction weapons.

Views similar to these are also held by politicians such as Syrian President Hafiz al-Assad and his Egyptian counterpart, Hosni

Mubarak — in their public statements, at least. On a personal level, however, they are reserved about Saddam. For Assad, Saddam is a regional rival. Mubarak believes that Saddam once squandered their mutual trust. (GNNS)



Iraqi President Saddam Hussein.

cern.

In consideration of its deep ties with the Arab states, the Turkish capital is maintaining a prudent stance on the possibility of a U.S. attack on its southern neighbor, Iraq, from the base at Incirlik in southern Turkey.

"We do not expect a demand from Washington for the use of the Incirlik base because flights from the base can only be made to control the no-fly zone, not for any offensive reasons," a senior Turkish official said.

In addition, the Foreign Ministry released a statement on Thursday asking Baghdad to comply with the latest U.N. Security Council resolution. Ankara expressed its desire that the conflict be solved through negotiations. Observers in Ankara evaluated the statement as a rejection by Ankara of any U.S. attack on Iraq.

Countdown

After Washington sent additional aircraft to Incirlik, the countdown towards a denouement began, as one Iraqi official had predicted.

"All the U.S. inspectors in UNSCOM have left our territory and arrived at the Jordanian capital Amman. Now, the countdown has begun for hot developments related to our country," he said. He also reiterated Iraq's right to defend itself.

Legal basis for 'no-fly zone'

Talking to the Turkish Daily News, Turkish government sources questioned the right of Washington to attack Iraq via the Incirlik base. "The legalities of the no-fly zone should be made clear," said a well-informed Turkish expert, expressing his disappointment over the declarations made by U.S. officials.

"Operation Northern Watch is authorized by the relevant U.N. resolutions on Iraq," the U.S. embassy in Ankara replied when questioned by the Turkish Daily News.

U.N. Security Council resolution 688 calls on the Secretary-General to pursue his humanitarian efforts in Iraq and to report on the plight of the Iraqi civilian population, and in particular the Kurdish population, suffering from the repression in all its forms inflicted by the Iraqi authorities.

Dualism in foreign policy

However, according to foreign policy experts, the dualism in Turkey's policies towards foreign policy issues is seen on that subject, as well. "In the current showdown between Iraq and the United States, the concerns of the Turkish Foreign Ministry and civilian circles are not even a matter of discussion.

The Armed Forces, which really carry out the foreign policy and security issues, have direct ties with Israel and United States.

So all U.S. decisions will be approved by Ankara," said a well-known Turkish commentator, Cengiz Çandar. "The Security Council Res. 688 was already violated during the joint attack of Massoud Barzani-

Final countdown for Gulf show

Ankara remains cool towards use of Incirlik for US attack on Iraq

Ankara - Turkish Daily News

■ As the tension between Iraq and the United Nations escalates, Ankara continues to watch the situation with great con-

led Kurdistan Democratic Party (KDP) and Baghdad last year.

But Washington remembers that resolution whenever it wants," Çandar said.

Iraqi forces are south of Arbil

Meanwhile, Shazad Saib of Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) told the TDN that Iraqi forces have moved towards the south of Arbil. He also claimed that Turkish troops have been placed along the cease-fire line.

The KDP, on the other hand, claimed that the PUK is in contact with Baghdad and demanded that

Baghdad mediate between the two rival Kurdish factions.

"Fouad Masoum, a close aide of Talabani, went to Baghdad a fortnight ago to hold talks with Iraqi officials," said Safeen Dizayee of the KDP.

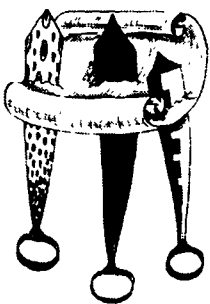
Gasoline trade halted at Habur

In addition, Iraq has halted the gasoline trade via the Habur border gate in southeastern Turkey, the Anatolia news agency reported.

About 3,000 carriers are waiting in northern Iraq. "Baghdad is using the oil trade as a tool against Turkey's İncirlik card," experts said.

Selon Yachar Kémal, 166 écrivains ont été tués en quarante ans

Lors d'une conférence de presse dernièrement à la Foire du livre de Francfort, Yachar Kemal a exprimé ses sentiments sur la situation politique en Turquie: "la Turquie n'a jamais connu la démocratie...le seul droit dont jouit le peuple est le droit de vote. Lorsqu'il vote, il affronte un coup d'état orchestré par des civils. S'il ne vote pas, un coup d'État militaire. Hitler aussi a été élu en Allemagne". Il a



ajouté qu'en Turquie les écrivains et les intellectuels étaient constamment opprimés et qu'à sa connaissance plus de 500 d'entre eux étaient emprisonnés et humiliés. "Au bout d'une semaine de travail, j'ai pu constater qu'en 40 ans, 166 écrivains ont été assassinés et torturés. Je suis sûr qu'avec plus d'investigation, ce chiffre aurait pris des proportions beaucoup plus importantes... En tenant ces propos, je suis actuellement en train de commettre un délit", a-t-il ajouté. Du fait de ses engagements en faveur du respect des droits de l'homme et de la question kurde, M.Kemal a rappelé qu'il était étiqueté parfois communiste, séparatiste ou encore pro-kurde. A ce sujet il a rappelé que "si la question kurde n'est pas réglée, la démocratie ne pourra pas être établie en Turquie..." Pour lui, le vice-premier ministre turc: Ecevit "n'est qu'un petit loup gris" - nom symbolisant l'extrême droite turque. "Il n'est ni socialiste ni démocrate", a-t-il ajouté.

Gerhard Kurtz, président de l'Union des éditeurs allemands, a salué les engagements de Yachar Kemal et a dénoncé la politique de destruction culturelle et écologique menée par les autorités turques, au Kurdistan.

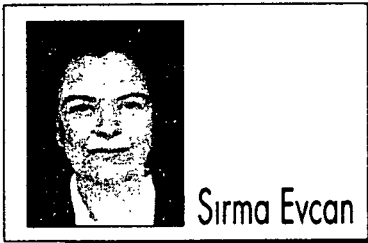
Après Günter Grass, ce fut autour de la DPA, l'Agence de presse allemande, de mettre à l'ordre du jour la politique turque du gouvernement allemand. Dans un récent bilan, la DPA a affirmé que la Turquie a bénéficié ces 30 dernières années, d'une aide en armement d'un montant de 7 milliards de DM par l'Allemagne. Par ailleurs, selon la même source, des armes héritées de l'ex-Allemagne de l'Est ont également été données à la Turquie. Aujourd'hui, la Turquie se soucie de mettre sur pied une véritable industrie d'armement, et le gouvernement turc déclare que jusqu'en 2007, \$31 milliards seront dépensés dans ce but.

TDN
gün
DAILY NEWS
QUOTIDIEN ARABE

15-16 NOVEMBRE 1997

Rights were curbed more with each new constitution in Turkey

MAZLUM DER
President Yılmaz
Ensaroğlu



President of MAZLUM DER, the Organization for Human Rights and Solidarity with the Oppressed, Yılmaz Ensaroğlu, stated that human rights violations in Turkey have a legal basis and that more limitations were brought on freedoms and rights with each new constitution.

The following interview is the third of its kind on human rights and covers the views of the conservative-religious section's approach to human rights violations, which isn't actually much different from those speaking for "secular" human rights associations. Ensaroğlu said the word Mazlum (the suffering, the oppressed) was often confused with Muslim and wanted to stress that it wasn't so.

MAZLUM DER however was established in 1991, at the time of the foundation of the Human Rights Association (IHD), to defend the rights of the believers and the religious sectors of society. These sectors felt the other human rights associations were pro-leftist and didn't care much for the defense of the rights of others. Today MAZLUM DER has close cooperation with the IHD. Ensaroğlu said: "MAZLUM DER was established not as a human rights association to compete with the others but on the contrary as one which will cooperate by filling up the gaps left by the others."

■ Let's start with the general question as to how you assess developments regarding human rights in Turkey, whether there has been any improvement?

— I personally don't think that there have been improvements because in our country the individual's rights and liberties can be limited, for the sake of the state, according to constitutional provisions. This is our system. Whereas, constitutions in other countries, are social agreements guaranteeing the rights

and liberties of the individual. In our case, human rights and liberties are curbed with the Constitution. It is a great pity that there is a legal basis for a large section of human rights violations. And we see that certain verdicts are given with very subjective assessments of our judges, and most recently, decisions go even beyond subjective assessments, and decisions against the existing laws are being given — laws are altogether suspended.

Constitutions are social agreements guaranteeing the rights and liberties of the individual. In our case, human rights and liberties are curbed with the Constitution. It is a great pity that there is a legal basis for a large section of human rights violations

■ Since when has this been happening?
— I would say in the past one-and-a-half

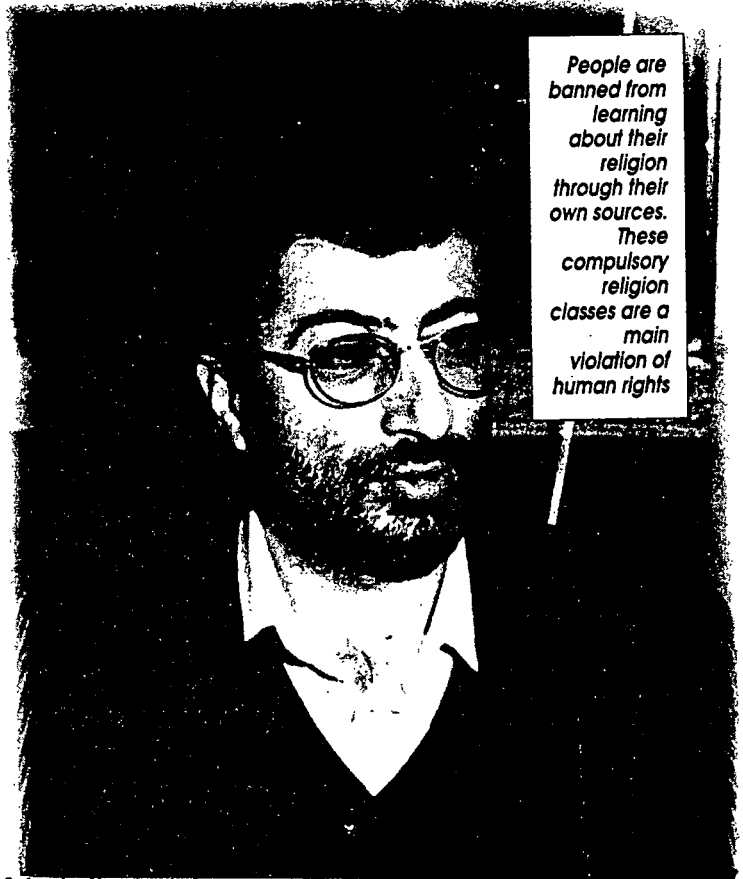
or two years. And in the past six months there has been a renewed escalation especially against the freedom of thought and expression.

■ Why? Is it because of a certain fear that there may be threats against the state?

— Well the fear has always been there and our problem is actually this fear — the state's fear, not of the individuals. From the beginning there is a structure which takes the state as the ultimate and sacred being. This structure has also chosen an official race, language and official religion. Such a system was formed and it was called democracy. But when you look at it, this democracy isn't really functioning either in Parliament, nor in political parties...

■ Also in the Welfare Party?

— Of course, I am not making any discrimination. I am talking of all the parties represented in Parliament. But we don't know the exact structure of some other parties which aren't represented in Parliament, so I am talking about those that we know. A so-called oligarchic structure exists in all the



People are banned from learning about their religion through their own sources. These compulsory religion classes are a main violation of human rights

parties in Parliament. Deputies aren't elected there because they have the support of the people but because their party nominated them. They are appointed there by their chairman and these deputies in Parliament therefore cannot voice the problems of the people. They simply obey the chairman.

■ **Is democracy interrupted at that point?**

— Yes, and what happens then? I think, for years, the country has been run with the policies defined by a couple of bureaucrats through a couple of feudal leaders.

■ **Who are these feudal leaders?**

— They are the party chairmen. I mean the bureaucrats decide on the policies and define these policies, and the party leaders put these policies into application.

When a Refah deputy was attacked by police forces nobody reacted because he was from Refah, then after some time another deputy was attacked in the May 1 demonstrations, and because this deputy was from the Republican People's Party, everyone said he was a leftist anyway, so nobody defended him. Then a day came when a whole group of deputies were kicked out of Parliament... This is actually the credibility, the honour of Parliament that we should seriously be concerned about.

The majority of the elite and the bureaucracy do not know the people in Turkey ... They are strangers to each other (and) at this point there are serious differences in the values of the elite and the people ... The state has always wanted to shape the people instead of serving them ... 'limitation' becomes a rule and 'freedom' an exception

■ **Then there isn't any meaning in asking whether this government is any better than the other or vice versa?**

— Exactly, there is no meaning in asking whether there has been any improvements in human rights with this government or the previous one. I suggested to the EU term president when speaking with us, that it was useless for them to go and speak with government officials. I said they should go and speak with the National Security Council instead. I am terrible ashamed when I say this but there is such a problem in my country ... the most typical example is the practice of the Emergency Rule. All parties when in opposition say the Emergency Rule should end, then the same party which has said this in opposition comes to power and in power it defends its continuance.

■ **Well this government at least ended the practice in many provinces ... However shouldn't we then have no political parties?**

— Maybe it is much better, because we will then know that is the problem in the Turkish system. But this isn't the case and we have a Parliament, we call our system democratic, we have deputies but all the policies are framed at the National Security Council — by the military bureaucracy. I mean even a party which remained determined to oppose those policies for years when in opposition — you know that the Refah had always voted against the extension of the Emergency Rule Region in the Southeast — when in power started saying that the Emergency Rule was needed.

In Turkey certain things are forced on the public. For example the state is forcing my child to study his religion. It is difficult to talk about secularism then.

■ **Isn't this something the religious circles want? Otherwise they complain that children are deprived of a religious culture.**

— If the state is secular then teaching children religion isn't the duty of a secular state.

■ **Do you mean that religion classes shouldn't be compulsory?**

— Not that. The citizen should be left free to do what they please vis-a-vis their religion. They will themselves choose where or how to acquire their culture on religion.

There are contradictions, conflicting applications. When the Directorate of Religious Affairs is claimed to be defending the Sunni Islam tradition — that is the claim of the Alewi citizens — then the eight-year compulsory basic education is given as a present to the Alewis. The eight years is actually curbing the freedom of religious training of the children of the sunni-islam by closing down the imam hatip schools. The Sunni Islam section send their children to imam hatip schools.

People are banned from learning about their religion through their own sources. These compulsory religion classes are a major violation of human rights.

■ **When you talk about the citizens' "own resources," do you mean the imam hatip schools?**

— No, not exactly. People themselves will organize in whatever manner they want. When the state doesn't force them then they will learn from their own resources about their religion. They will find ways of organizing themselves in this field.

■ **Wouldn't this lead to a politicized movement in the name of religion?**

— But right now the state is doing this, making politics over religion. I mean the state isn't leaving this subject to civil organizations or to individuals but utilizing the issue for its sake. Who opened all these imam hatips in Turkey? Those who have now closed them. The highest number of imam hatip schools were opened during our president's terms in office as prime minister.

The state is making politics over religion and isn't leaving this subject

to civil organizations or to individuals but utilizing the issue for its own sake. Who opened all these imam hatips in Turkey? Those who have now closed them

■ **What was his aim in doing this?**

— It wasn't at all to provide the people with centers where they can study their religion. The aim was to fight against communism which at those times seemed to be the biggest threat against the country's system. But the first decision to open religious schools was taken by İsmet İnönü [Turkish president after Mustafa Kemal Atatürk, İnönü also served as prime minister after Turkey transferred to a multi-party system].

And besides, imam hatip teachers aren't brought there by any "tarikat" or "cemaat" or any other civic organization, but are appointed by the state. But all of a sudden the imam hatips became the biggest danger: the main enemy. This is a major problem, the problem of fear which creates enemies — at times the enemy is the Kurd, at other times communism or fundamentalism. An enemy is essential in this system. The military bureaucracy from time to time brings one of them to the top and the others below. We think this arrangement also has a lot to do with the degree of human rights violations. The enemy at the top of the list receives the biggest share.

■ **This is a universal trend. We are trying to find the answer to the question as to how we can overcome this. As to how shall we achieve a free society not a chaotic one.**

— That is true. I think we can achieve a free society when such a consciousness is spread all over the society. In Turkey, people aren't fully aware of their rights and the state is seen as sacred. Even if individuals are against this state, still at the back of their mind they feel it is not correct to be against it. The state should be brought down to act as a tool which serves the happiness and comfort of the citizens.

Also, the state shouldn't just respect but should be based on human rights; its reason of existence should be human rights. When we look at our constitutional history we see that with each new constitution, rights have been more and more curbed. And the 1982 Constitution defines human rights as being "within the limits brought by this Constitution."

■ **Do you have an explanation for that?**

— I think the main factor behind this notion is that in Turkey the majority of the elite and the bureaucracy do not know the people. The elite and the people are strangers to each other and this isn't something new but a trend that has been continuing since the Ottoman period. And at this point there are serious differences in the values of the elite and the people. The state has always wanted to shape people instead of serving them. And within such an understanding, in our case "limitation" becomes the rule and "freedom" an exception.

■ **Isn't it up to the political parties to change this situation? And you as an association defending the human rights of the believers of society, why haven't you pressed the Welfare Party to do certain things to change the situation while they were in office? For example Refah violated the right of women to be elected to Parliament; didn't you do anything against this?**

— To tell the truth we haven't conducted any specific work on Refah. But whenever we have certain statements or bulletins, we send it to all parties in Parliament, and naturally to Refah. I personally do not know to what degree the women in Refah wanted to become candidates in the elections. I haven't looked into that.

But I want to say that our association somehow has always had good relations with opposition parties but when they have come to power, disagreements have started. It has been the same case with Refah. We had many disagreements when that party came to power. Double standards hold true for all.

■ **Generally speaking, can you make your voice heard?**

— As I said double standards are everywhere, and it doesn't make any difference whether it is the leftists, rightists or religious groups ... All have this double standard unfortunately. Therefore whenever we brought up human rights violations when Refah was in power, pro-Refah newspapers wouldn't even print that news.

We voiced a very strong reaction against the Metin Göktepe incident [when Göktepe was beaten to death by police] and said that we felt ashamed because of the attitude of the press towards a colleague. But none of the newspapers, including the one Göktepe was working for, gave any place to our association's reaction. Only the daily Cumhuriyet covered our reaction, and how, we don't still know. Our biggest problem is that the public doesn't know us very well.

■ **What are other ways of making yourself known?**

— Of course the best way is through the media. But we try with extra effort to attend conferences and debates and make use of various platforms. However, I see with regret that the outside world — of course this may be due to other reasons — follows our activities more. Whenever we issue a report and — if by chance the Turkish Daily News also publishes it — the next day at least five embassies call us and ask for the full text of that report.

We all know that the outside world is closely following human rights in Turkey. And now for the first time our own officials are contacting us, calling us and trying to learn our views. This is a very important development, an important progress. And we want this approach to continue.

■ **Can we say that Europe's close interest to human rights in Turkey is also alerting our officials on the subject, that this is a positive development?**

— Yes of course, and also human rights shouldn't be made an issue of national pride. I say this to foreigners and I tell them that it is our right to also show the same sensitivity vis-a-vis human rights violations in their countries.

I tell them that if I am talking very openly about human rights violations in my country then you should also be as open with me about, for example, the situation of Turks in German prisons.

A major problem is the problem of fear which creates enemies — at times the enemy is the Kurd, at other times communism or fundamentalism. An enemy is essential in this system and enemies are brought to the top of the list according to changing trends

■ **Is it true that Turks are treated badly in German prisons?**

— We have information that Turks in German prisons suffer from torture at times and that there is a kind of an injection applied to them. This was even in a television broadcast and I immediately applied to our Foreign Ministry, Interior Ministry and also to German authorities through the German Embassy here in Ankara. No one responded for a long time, and finally we were given a response from our Foreign Ministry telling us to apply to the U.N. rapporteur. And so we did. After a year and a half, we received a note saying that the Federal Justice Ministry rejected the accusations. Later a delegation from Germany said that it was true Turks were treated badly in German prisons. This delegation told us that there are some Turks in those prisons who live like kings — those linked to the mafia — but the Turkish workers and their children suffer, they said. They even invited us to go to Germany and make our own investigation ... we are still waiting for an official invitation.

■ **You have a universal concern?**

— Exactly. We believe that we should form a universal human rights front and watch violations everywhere and give a joint reaction. It is possible to communicate and cooperate with human rights organizations in the world but when it comes to dealing with politicians, no matter which country, you hit a wall. Human rights is being used as a tool in domestic and foreign policy all over unfortunately. I agree with Yavuz Onen [president of the Human Rights Foundation] who said in the interview to the Turkish Daily News last week that human rights is being utilized as a commodity which sells well. Economic interests lead to human rights also used as bargaining material.

■ **Will you tell me what is on the top of your agenda these days? Is it the headscarf issue or Esber Yagmurdereli...?**

— We do not want to lose sight of priorities

such as the basic rights of the human being which comes first. Therefore if there are still threats in our country against the lives of individuals, or if they are tortured, if we still have regions where human life isn't guaranteed, then we feel it is a mistake to give priority to violation of the right to free practice of religion. We don't want to become a headscarf association for example. When we look at human rights violations in our country, we see that it is still mostly in the southeast region and in the framework of the Kurdish problem. So this issue continues to be on the top of our agenda too. But since the beginning of this year there has also been a substantial increase in the number of violations of rights related to the freedom of religious practice. We try to deal with all violations of rights.

Ankara craint un afflux de réfugiés irakiens en cas d'action armée

ANKARA, 17 nov (AFP) - La Turquie craint une vague de réfugiés irakiens vers sa frontière en cas d'hostilités armées irako-américaines, a indiqué lundi le ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem.

"Nous réfléchissons sur toutes les mesures possibles en cas de nouvelle vague d'arrivées à notre frontière", a déclaré M. Cem devant une commission parlementaire.

"Notre gouvernement est en train d'évaluer toutes sortes de mesures pour faire face à un éventuel exode (...) La nouvelle crise irakienne a mis la Turquie dans une situation très difficile", a-t-il ajouté, sans autre précision.

"La Turquie est parmi les pays les plus touchés par les conséquences de la guerre du Golfe. Dans ce contexte, elle ne veut pas subir de nouvelles conséquences négatives de la crise actuelle (...) et est prête à faire tout ce qui lui incombe pour trouver une solution pacifique", a déclaré d'autre part le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

La Turquie avait subi un exode de Kurdes irakiens après l'échec de leur insurrection en mars 1991 contre le gouvernement du président Saddam Hussein, après la fin de la guerre du Golfe.

Plus de 500.000 Kurdes s'étaient alors massés tout au long de la frontière avec la Turquie, fuyant les représailles de Bagdad.

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne avaient lancé en avril 1991 l'opération "Provide Comfort" de protection et d'aide aux Kurdes d'Irak, visant à assurer leur retour dans leurs foyers.

Les éléments terrestres de cette opération, qui avaient alors pénétré en territoire irakien, avaient été retirés en juillet 1991 et remplacés par une force aérienne alliée déployée sur la base turco-américaine d'Incirlik en Turquie.

Cette opération a été remplacée à son tour le 31 décembre 1996 par la force "Northern Watch", composée essentiellement d'avions américains et britanniques et chargée de surveiller la zone d'interdiction de vol imposée à l'aviation irakienne après la guerre du Golfe.

Londres soutient la candidature de la Turquie anglais servi

LONDRES, 19 nov (AFP) - Le premier ministre britannique Tony Blair demandera jeudi à Luxembourg que la candidature de la Turquie à l'Union européenne soit traitée sans discrimination, a-t-on indiqué mercredi de source gouvernementale.

Les relations avec la Turquie doivent être évoquées jeudi soir lors du dîner des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne à Luxembourg, en marge du sommet sur l'emploi.

M. Blair soulignera "l'importance stratégique qu'il y a à préserver l'orientation de la Turquie vers l'Occident", selon une source diplomatique britannique.

Londres estime que la candidature d'Ankara à une adhésion à l'Union européenne doit être soumise "aux mêmes critères" que les autres candidatures.

"Il ne faut pas ériger un nouveau mur de Berlin culturel en Europe", a-t-on souligné de même source, même si Londres reconnaît que la Turquie a des "progrès à faire" en matière de respect des droits de l'Homme.

Le gouvernement britannique plaide également pour que la Turquie obtienne "immédiatement" de nouvelles conditions commerciales plus favorables dans ses échanges avec l'Union européenne, par exemple dans les services financiers.

A propos de l'élargissement de l'Union européenne, qui sera également évoqué jeudi soir à Luxembourg, le Royaume-Uni rappellera qu'il entend en faire l'une des priorités de sa présidence, au cours du premier semestre de 1998.

Le sommet européen de décembre à Luxembourg doit décider de l'ouverture début 1998 des négociations d'adhésion avec la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, l'Estonie et Chypre.

Iraqi Kurd group says it pushed back rival in clashes

Ankara - Reuters

■ A Turkish-backed Iraqi Kurdish militia said on Monday it had pushed back its rival in heavy fighting over the weekend near northern Iraq's border with Iran, a spokesman said.

"KDP (Kurdistan Democratic Party) forces have managed to secure, or recapture, some of the positions taken earlier by joint forces of the PUK (Patriotic Union of Kurdistan) and PKK (Kurdistan Workers Party)" separatist gang, KDP Ankara spokesman Safene Dizayee told Reuters.

The spokesman his group had retaken a number of strategic positions and mountaintops around the town of Sedakan, some 20 km (12 miles) from Iraq's border with Iran.

A PUK spokesman said their forces had been withdrawing from Sedakan over the last week and Turkish jets had launched bombing raids early on Monday.

"This morning the Turkish air raids were concentrated on PUK positions and a civilian village called Qasre," said Shazad Saib. Qasre is south of Sedakan overlooking the strategic Hamilton Road which links north Iraq to Iran.

Turkish military sources were not available for comment, but Turkey says its air strikes are aimed only at the Turkish Kurd group, which has bases in the mountainous region.

The KDP said it had started the latest offensive on Sunday against its Iraqi Kurd rival, the PUK, and their Turkish Kurd allies, the PKK, for control of the mountainous region. The Iraqi Kurd factions have ruled northern Iraq since it slipped from Baghdad's control at end of the 1991 Gulf War. Frequent feuds between them have upset a Western-backed peace process between Jalal Talabani's PUK and Massoud Barzani's KDP. Talabani's group said the latest offensive by Barzani's forces was backed by Turkish planes, tanks and troops. "The offensives involved scores of tanks and armoured personnel carriers. Airborne Turkish commandos were parachuted onto Sari Hassan Beg Mountain (Sedakan sector)," a PUK statement said.

It said Turkish tanks were currently deployed in Sedakan after one Turkish tank was allegedly destroyed in the fighting. KDP radio, monitored by Turkey's state-run Anatolian news agency, said 34 PUK "peshmerga" fighters had been killed in the latest clashes and four captured.

The KDP and Turkey have closed the area to journalists, making independent confirmation of reports impossible.

The PUK denies Turkish accusations that it supports the PKK and says the charges are a pretext for Turkish aggression. A U.S.-led air force based in southern Turkey regularly patrols the area to enforce a no-fly zone imposed on Iraqi planes in northern Iraq.

LE MONDE / MARDI 18 NOVEMBRE 1997

La France est « solidaire » de Washington et de l'ONU

LE PRÉSIDENT français, Jacques Chirac, a réaffirmé lundi 17 novembre que la France était « naturellement solidaire de l'ONU » dans la crise irakienne qui, selon lui, évolue « un peu dans le sens de la détente ». Au lendemain de son entretien téléphonique avec le président américain, Bill Clinton, dans lequel il avait affirmé la « solidarité » de la France avec les Etats-Unis, le chef de l'Etat a encore déclaré : « Je souhaite une issue aussi pacifique que possible de cette affaire ; la France est naturellement solidaire de l'ONU (...) et souhaite qu'il y ait une sortie de crise. » M. Chirac s'exprimait lors de l'étape malaisienne de son périple asiatique. Rappelant sa conversation avec M. Clinton, il a indiqué :

« J'ai le sentiment que les arguments que j'ai développés ont participé à ce qui me semble être aujourd'hui quelque chose qui va un peu dans le sens de la détente. »

Alors que le numéro trois du département d'Etat, Thomas Pickering, a critiqué le rôle joué par la France et la Russie dans le déclenchement de la crise, le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a déclaré dimanche à Riyad : « Nous comptons sur la France et la Russie, en raison de leur capacité unique à communiquer avec Saddam Hussein, pour le convaincre que la seule solution est de revenir sur sa décision [d'expulser les Américains de l'Unscorm] ».

Lors d'une conférence de presse à Hanoï, dimanche, M. Chirac avait

jugé « inacceptable » l'attitude actuelle des dirigeants irakiens. « Je la [cette attitude] condamne, l'Irak n'a pas d'autre solution que de coopérer avec la communauté internationale », avait ajouté le président, se refusant à dire si la France se joindrait à une éventuelle intervention américaine contre l'Irak. « Nous sommes tous d'accord pour poursuivre la recherche d'une solution par les voies diplomatiques à la crise que nous connaissons (...). Pour l'Irak, il n'y a pas d'issue dans la confrontation (...). Il doit savoir que s'il coopère alors s'ouvrira une perspective de réintégration, une perspective de levée de l'embargo. »

Relatant la conversation de M. Chirac avec le président Clinton, la porte-parole de l'Elysée, Ca-

therine Colonna, a déclaré que le chef de l'Etat avait « exprimé au président américain la solidarité de la France avec les Etats-Unis dans cette crise ». Mais, selon Mme Colonna, M. Chirac a aussi fait observer : « Il doit être pleinement entendu que si l'Irak applique les résolutions des Nations unies, si la Commission spéciale de l'ONU sur le désarmement (Unscorm) estime que toutes les armes ont été détruites, alors les sanctions doivent être levées ».

Vendredi, toujours à Hanoï, M. Chirac avait regretté l'« obstination » des dirigeants de Bagdad, observant que « l'Irak se mettait un peu dans son tort » avec l'expulsion des Américains de l'Unscorm. - (AFP, Reuters.)

Saint-Brieuc

Ouest-France
Mercredi 19 novembre 1997

Le collectif de soutien aux Kurdes brise le silence 460 auditeurs pour Mgr Gaillot



Yves Dollo a reçu en mairie l'écrivain Yves Jouan et Mgr Jacques Gaillot, invités du collectif de soutien au Kurdistan.

« Brisons le silence », c'est le titre donné par le collectif de soutien au Kurdistan à la soirée organisée lundi soir à Robien, avec la participation de Mgr Jacques Gaillot, évêque de Parténa, et d'Yves Jouan, écrivain. Auparavant une petite réception avait eu lieu en mairie.

L'opération « Brisons le silence », organisée lundi par le collectif de soutien au Kurdistan, avec le soutien d'une vingtaine d'associations, syndicats, partis politiques de gauche, a réuni 460 personnes. La présence de Mgr Jacques Gaillot, ancien évêque d'Évreux, actuellement évêque de Parténa y est sans doute pour beaucoup. Comme le reconnaît

Josette Hamon, responsable du collectif, « notre but est de sensibiliser l'opinion. La présence de Mgr Gaillot apporte un plus, pour-quoi s'en priver ».

Mgr Gaillot retrouvait sur place l'écrivain Yves Jouan, actuellement en résidence à la maison Louis-Guilloux. Tous deux ont participé au « Train pour la Paix »

qui devait conduire des personnes de différentes nationalités vers la capitale kurde. Avec les membres du collectif, ils ont été reçus à la mairie par Yves Dollo qui saluait l'évêque « qu'on trouve sur tous les fronts des droits de l'Homme. Je suis heureux de recevoir non seulement l'homme de convictions, mais celui qui les traduit en actes. » Il a remis un livre sur l'histoire de Saint-Brieuc à chacun des deux animateurs de la soirée.

Le soir, Mgr Gaillot et Yves Jouan ont évoqué les « péripéties d'un voyage, celui du « train de la Paix, constamment harcelé par les forces de l'ordre turques. Nous, nous étions protégés, dit l'évêque. Mais ça donne une idée de ce que peuvent vivre les gens au quotidien. Je suis venu à Saint-Brieuc parce qu'il existe un fort courant de sensibilisation à la cause des Kurdes. On a tous quelque chose à faire, chacun selon ses possibilités. On ne peut pas se taire. »

Le public a signé une pétition demandant la libération d'un Kurde, réfugié politique, emprisonné à Paris depuis mai 1996 dans l'attente d'un procès. Plusieurs adhésions ont été enregistrées.

■ Contact du collectif : Josette Hamon, tél. 02 96 33 17 68.

Army wants government to take 'urgent action' in Southeast



METEHAN DEMİR
Van/Hakkari- Turkish Daily News

Military: 'Fight against the PKK is being carried out under the control of the Confidence Working Group'

■ General Staff officials are urging the government to take immediate economic and social measures as a follow-up to the victory won by the military against the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) in Turkey's southeastern region "before it is too late." They emphasized

that terrorism has been brought to an end point in the eastern and southeastern regions by the resolute struggle of the security forces.

Military officials said that those economic and social measures — which would help to overcome the disturbances in the region — should be taken as soon as possible within a carefully planned framework.

Deputy Chief of General Staff Gen. Çevik Bir has stressed the same point in his speeches in the past.

On Monday, Maj. Gen. Bekir Uğurlu briefed a group of Turkey's leading journalists in the eastern city of Van who have been invited by the military to tour the region and observe the situation in the Southeast.

This is the first time that the General

Staff has organized a trip of this sort for leading journalists, columnists and editors in chief from both right and left political circles. The aim is to show the daily lives of the personnel of the armed forces struggling against the separatist PKK.

Turkish Daily News editor in chief İlnur Çevik, Abdurrahman Dilipak, Gülay Gökürk, Ahmet Altan, and Erbil Tuşalp are among the thirty journalists on the trip.

During the tour, the journalists will visit the military quarters in the areas bordering Iran and Iraq.

'Confidence Working Group'

In addition, a lieutenant colonel from the General Staff headquarters in Ankara said during the briefing that the fight against the PKK was being carried out

under the control of the 'Confidence Working Group' which was established in the early 1990's.

"The PKK began its terrorist actions in the year 1984. The group faced three severe blows from the security forces in the years 1986, 1990 and 1992. It tried to manipulate the international community and the public with its so-called cease-fire. But the PKK's goal, which is to divide the country, is very clear," he said.

The military also voiced its concerns over the hypocritical policies of the Iraqi Kurdish leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Jalal Talabani, against

Turkey's fight against the PKK. Turkey, they noted, has had great success working in cooperation Talabani's rival, Massoud Barzani, of the Kurdistan Democratic Party (KDP), and has achieved great success recently in establishing stability in the region.

The military accused some European countries, as well as Syria, Iran, Greece and Greek Cyprus, of providing military and political support to the PKK both abroad and in Turkey. The General Staff officials said that in recent years the number of terrorists killed has increased fifty percent, while the number of members of

the security forces who lost their lives in the fighting decreased 40 percent. The military underlined that protecting the human rights of the civilian population was one of the priorities in their fight against the PKK. The journalists' trip will include Van, Hakkari, Siirt, Şırnak and Diyarbakır and will last until Nov. 20.

Turkish Daily News

November 18, 1997

Tight security imposed in Gazi riot case

Ankara - Turkish Daily News

■ A criminal court in the Black Sea coastal town of Trabzon continued on Monday to hear the case filed in connection with the incidents which occurred in the Gaziosmanpaşa district of Istanbul on March 12-13 1995.

Republican People's Party (CHP) Istanbul Deputy Mehmet Seviçen maintained in a statement he made in front of the courthouse that the critical cases were being heard in remote places as if to make the people forget they were

going on.

CHP İzmir Deputy Sabri Ergül asked how the ordinary people would seek their rights in a country where Prime Minister Mesut Yılmaz was under threat.

Five of the eight arrested policemen attended the hearing for the first time. Journalists were allowed to enter the hearing without cameras.

Due to the tight security measures imposed by the police, the co-plaintiffs and their relatives were not allowed to attend the hearing.

MHP objects to Eşber Yağmurdereli's release

Ankara - Turkish Daily News

■ A group of Nationalist Movement Party (MHP) members led by Ümit Durak, head of the party's Ankara branch, demonstrated at a park in central Ankara on Monday against the recent release from prison of lawyer Eşref Yağmurdereli, the Anatolia News Agency reported.

Afterwards, they presented a petition to Justice Minister Oltan Sungurlu in which they accused the ministry of maintaining a double standard. The blind human rights activist was released on health grounds although he had not sought

a medical report from authorities, they noted.

Referring to Yağmurdereli as a "traitor" during the demonstration, Durak urged the ministry to correct its mistake.

He said that the release of Yağmurdereli, "who has engaged in separatist propaganda with the aim of disrupting national unity and togetherness, taking as his guide the leader of the separatist organization of terrorism" would cause the martyrs to turn in their graves. He expressed the belief that the prison prosecutor released Yağmurdereli because he was worried about the possibility of his dying in prison.

Turkish Daily News

November 18, 1997

A Gesture From Iran

NOVEMBER 18, 1997

A hint of Iran's supposed newfound "moderation" has come into public view with its ratification and deposit of the treaty banning chemical weapons. Such is the prevailing suspicion of the revolutionary Islamic regime that it is going to have to earn American credence every step of the way. But it cannot be ignored that acceptance of international restraints on weapons of mass destruction, including weapons employing nerve gas, has been one of the principal standards that Washington has set for easing its efforts to isolate Tehran. The other standards go to halting support for terrorism and stopping attempts to disrupt Middle East peace negotiations.

Iran used chemical weapons, and had them used against it, in its long war with Iraq in the 1980s. These are weapons whose production and storage lend themselves to hiding. But the new treaty provides for vigorous pursuit. A state formally joining has 30 days to divulge its chemical facilities

and stockpiles; international inspection follows. Better, short-notice "challenge" inspections can be made of undivulged facilities identified by treaty members' intelligence.

In Iran, the ruling ayatollahs operate apart from the elected political authorities in a manner useful for keeping one hand from knowing or telling what the other hand is doing. It is the supreme religious leader, Ali Khamenei, who heads the armed forces, not the recently elected president, Mohammad Khatami, in whom many international hopes for moderation have been reposed. The split between these two figures enables a regime so inclined to use the treaty to conceal arms production or storage.

Presumably, however, Iran has thought about the costs of being caught and identified as a cheater. For one thing, access to ostensibly peaceful chemical technology and to commerce in civilian chemicals hinges on honoring treaty terms.

Few others would want to be in Iran's strategic spot. It needs partners to deter its primary rival, Iraq. But it has yielded to revolutionary fever and alienated the United States, pre-Khomeini Iran's patron; the United States is bent on inducing China and Russia not to aid Iranian missile development. And, confounding strategic logic, Iran is hostile to Israel, also a bulwark of pre-Khomeini Iran; Israel is pressing Americans and Europeans to make common cause against Iran's special weapons programs.

For its own advantage, Iran needs to alter the policies — in terrorism, the Middle East and special weapons — that limit its ties with many nations and especially with the United States. There lies the interest in its professed — but not yet proven — readiness to open itself up to the disclosures and inspections of the chemical treaty.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

Turkish Daily News

British MPs attacks Turkey's northern Iraq policy

While the panel at the House of Lords called on Turkey to respect human rights in northern Iraq, MPs condemned attempts to close down the RP

ORYA SULTAN HALISDEMİR
London - Turkish Daily News

■ A panel of British MPs, parliamentary peers and NGOs on Monday evening called on the United States and Britain to seek a meeting of the U.N. Security Council to demand Turkey's withdrawal from northern Iraq immediately. The special meeting held in the House of Lords urged Turkey to abide with the international agreements and respect Kurdish human rights, not only in Turkey but in northern Iraq too. The members of Parliament attending the meeting also condemned attempts to close down the Welfare Party (RP), which they said was an indication of disbelief in democracy.

Debating Turkey's policy over northern Iraq as well as its human rights records, the panel speakers,

including Labour MPs John Austin and Jeremy Corbyn, Liberal Democrat peer Lord Avebury and Bruce Kent from the International Peace Bureau, welcomed a proposal to form a cross-party parliamentary group called Friends of the Kurds to raise awareness about the Kurdish people in general.

"We believe such a formation is now a necessity to make the Kurdish voice heard in Britain and in the West," Austin, who is putting the proposal forward, expressed.

Speaking about Turkey's incursion into northern Iraq, Lord Avebury said Turkish forces were in breach of the U.N. charter "which forbids states from using force or the threat of force against their neighbors." Lord Avebury stated that Turkey had not gone to the area to combat the outlawed Kurdistan

Workers' Party (PKK) only but to help the Kurdistan Democratic Party (KDP) defeat the rival Kurdish party, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

"The U.N. Security Council is failing in its duty to consider the threat to peace arising from Turkey's invasion of northern Iraq. Both Iraq itself and the rest of the Arab world as well as Iran are becoming increasingly restive about Turkey's semi-permanent presence in Iraqi territory. Moreover, Turkey's impunity encourages other aggressive cross-frontier military action, such as Angola's deployment in Congo's Brazzaville," Avebury stated.

He also said that the U.N. Security Council should warn Ankara of serious consequences that would follow the decision to establish a permanent buffer presence on the Iraqi side of the border.

Dr. Latif Rashid, the PUK's London representative, said Turkey never wanted the northern Iraqi administration to be formed and that it put obstacles in front of its formation whenever possible. He underlined that Turkey was not favoring peace between the fighting Kurdish groups and had never welcomed mediation efforts from entities other than itself.

Rashid stated that Western governments had expressed certain concern about Turkey's moves in northern Iraq but that it was not enough. "Western governments can do much

November 19, 1997

to force Turkey to respect the Kurdish people's rights in northern Iraq.

The European Union has a special role to play since Turkey is trying to become a member," Rashid pointed out and called Britain to be more harsh on Turkey in its response to Turkey's northern Iraqi policy. Rashid denied the allegations that the PKK was using their area to conduct attacks against Turkey. He said it was geographically impossible. "On the contrary, they could only organize such attacks from the KDP's territory," he added.

Speaking about the Labour government's ethical foreign policy, Austin criticized his government's reluctance to sell arms to Turkey. "Despite the fact that Turkey fits the criteria mentioned in Foreign Minister Robin Cook's ethical foreign policy, which would disqualify it as a country to which to sell arms, British companies are still selling arms to Turkey," he pointed out.

Michael Feeney, refugee advisor to Cardinal Hume of Westminster, said the British government was not responding to the human rights abuses in Turkey sufficiently. "British officials express Turkey's strategic importance to the West and also that it was a big market to lose. That is why they do not show a strong reaction to moves such as an incursion into northern Iraq whenever Turkey feels the need," he stated.

"British officials are saying that because Turkey has a weak government under the influence of the military they cannot do much to pressure the Turkish government to improve human rights," Feeney quoted Foreign Office officials as saying and said such an excuse was not acceptable.

Meanwhile, Will McMahon from the Campaign Against Arms Trade said Cook's ethical foreign policy

was not working and that economic interests were given priority in arms sales to countries such as Turkey. McMahon quoted Britain's overseas trade board report as saying that Turkey was among the target markets. "This shows how committed the Labour government are in their ethical foreign policy," he concluded.

The MPs and the audience were also reminded of the campaign to free Leyla Zana, a former member of the Democracy Party (DEP) who was sentenced to a 15-year prison term in 1994. More than 50 British MPs signed the letter asking Prime Minister Tony Blair to take up Zana's case with Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz. The move follows the initiative taken by 102 members of the U.S. Congress in asking President Bill Clinton to intercede with the Turkish authorities personally for the release of Zana.

Democracy vs. closure of RP

The participants of the meeting also expressed their opposition to attempts to close down the RP and said such a move was in complete contradiction to the principle of democracy. They underlined the growing effect of the military over civilian rule.

Speaking to the Turkish Daily News, Austin said that it was not the action of a democratic government and a democratic society. "It is another example why Turkey is not fit to take its place within the Council of Europe or the EU. There is no reason why an Islamist party should be outlawed in any country which claims to be democratic. This attempt is an indication that the army has the upper hand in Turkey. It does not matter whether it is the RP or True Path Party (DYP) or any other political party. It shows one clear thing — that military rule is above

the rule of law and democracy," he pointed out.

Lord Avebury said it was a big mistake to try to close the party which had won the general election. "The supporters of the RP will need somewhere to go. If they have no party it will push them to the brink and they would have no party and this would take them out of the system. To push them out like that when they constitute the highest percent of the votes is extremely dangerous. It is a violation of human rights," he stated.

When asked whether the West was as sensitive to this issue as it was to other human rights violations, Lord Avebury said some people in the West had sympathy for the motion to ban the RP just because it is an Islamist party.

"They do not look at what happened when similar moves happened in Algeria with the tremendous upheaval caused in that country. It is not only a tragedy for the parties banned but for the people of the country too."

"I would not think that Mesut Yilmaz would favour such closure had the decision lain with himself. However the military is thinking of itself as the guardian of the secular state. There is still a hope that the court will reject the closure and will set the RP free. This is the right thing to do and would serve Turkey's interests.

"Both the RP's trial and the trial against the leader of the Workers' Party, Doğu Perinçek, shows that political parties can only function within certain defined limits and that Turkey is not in a position to comply with European norms. The closure of the RP would naturally have a very negative effect on the relationship between Turkey and Europe," he added.

Kandemir: Syrian and Iran have weapons of mass destruction

Ankara - Turkish Daily News

■ Turkey's ambassador to Washington, Nüzhet Kandemir, said in interview with the CNN television, "It is not only Iraq that has mass destruction weapons in the region, but also Iran and Syria," the Anatolia news agency reported. Speaking in a program about the Iraqi crisis, Kandemir underlined that Turkey is one of the countries that paid the greatest cost in the Gulf crisis and noted that Turkey's economic losses have amount-

ed to \$30 billion. The Turkish ambassador also emphasized that apart from economic loss, Turkey suffered from terrorist attacks due to the lack of authority in the northern part of Iraq that emerged after the Gulf War. "Turkey has always acted in the framework of the U.N. resolutions together with the international community and it will continue to act in the same way," Kandemir said. Kandemir also accused Western countries of helping Iraq in its armament efforts.

La formule « pétrole contre nourriture », un pis-aller pour les Irakiens

LE MONDE / MERCREDI 19 NOVEMBRE 1997

LA DISTRIBUTION, par les observateurs des Nations unies, des vivres et des médicaments achetés par l'Irak, en vertu de la formule « pétrole contre nourriture », a été légèrement affectée par l'escalade de la crise. D'après Eric Falt, porte-parole de la mission d'observateurs, ces derniers n'ont pas pu faire leur travail, dimanche 16 novembre, du fait du rationnement du carburant par les autorités irakiennes. Les missions ont néanmoins pu reprendre lundi dans la région de Bagdad, et mardi sur l'ensemble du territoire après que le gouvernement eut désigné des stations d'essence accordant la priorité aux véhicules de l'ONU.

Dans le nord de l'Irak, où un conflit armé oppose les deux principales formations kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, la distribution est entravée par les combats et par les déplacements de population qui en résultent. Benon Sevan, le chef de l'organisme de l'ONU dit « Programme irakien », qui supervise l'application de la formule « pétrole contre nourriture », se trouve à Bagdad depuis vendredi. Outre des visites dans le nord, le sud et le centre du pays, il devait rencontrer des responsables irakiens et les personnels de l'ONU, en vue de l'élaboration du rapport que le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, présentera le 28 novembre au Conseil de sécurité à propos de la mise en œuvre de ladite formule.

La première phase du programme humanitaire avait commencé en décembre 1996. Il a été reconduit en juin 1997 pour six mois. La récente crise n'a pas remis en question cette autorisation accordée à l'Irak de vendre du pétrole pour un montant de 2 milliards de dollars tous les six mois, afin de subvenir aux besoins les plus élémentaires de sa population. Il est même question d'améliorer la formule, à la condition que l'Irak accepte de coopérer en matière de désarmement. Les autorités irakiennes ont tenu à éviter tout amalgame entre la commission de l'ONU chargée du désarmement de leur pays (Unscorn) et les observateurs qui assurent l'application de la formule « pétrole contre nourriture ». Ces derniers n'ont jamais été inquiétés. Aucun Etat membre du Conseil de sécurité n'a non plus évoqué à ce jour une remise en cause de ladite formule comme un possible moyen de pression sur Bagdad.

RETARDS DE LIVRAISON INJUSTIFIÉS

L'Irak s'est plaint à plusieurs reprises - y compris devant les émissaires dépêchés début novembre à Bagdad par le secrétaire général de l'ONU - des obstacles mis par le Comité des sanctions des Nations unies, seul habilité à approuver les contrats de vente de pétrole et d'achat de produits conclus par le gouvernement de Bagdad.

Ces retards sont patents. C'est

seulement vers le 10 novembre que les premières denrées au titre de la deuxième phase du programme sont arrivées de Turquie. A la même date, seuls 41 % des médicaments achetés par l'Irak au titre de la première phase étaient arrivés.

Plusieurs raisons sont à l'origine des retards pour ce qui est des produits pharmaceutiques, indique une source diplomatique : cela tient d'une part à un manque de « sophistication » du ministère de la santé irakien, alors que le ministère du commerce fait preuve d'une grande efficacité. Les commandes ne sont pas synchronisées (commande d'un sérum par exemple, mais sans les seringues qui vont avec et qui sont commandées bien plus tard, commande de tubes et de seringues pour adultes, mais pas pour enfants, commande de médicaments de marque plutôt que génériques, ou encore priorité à des commandes de médicaments très ciblés, alors que l'Irak manque de produits beaucoup plus simples et plus utiles). Une autre difficulté tient au fait que les contrats d'achat de produits pharmaceutiques sont plus petits que ceux qui concernent les produits alimentaires, donc plus nombreux et les délais d'approbation multipliés d'autant. Cela étant dit, ajoute la même source, certains retards pris par le Comité des sanctions pour l'approbation des contrats et les délais à la livraison des produits sont totalement incompréhensibles et injustifiés.

sibles et injustifiés.

C'est pourquoi, estiment des diplomates, il apparaît urgent non seulement de reconduire, en décembre, la formule « pétrole contre nourriture », qui ne répond même pas au minimum requis - à peine un « petit bol d'air », c'est-à-dire 2 030 calories par personne, selon l'expression d'un observateur -, mais aussi d'améliorer le mécanisme de fonctionnement du Comité des sanctions, voire d'augmenter les quantités de pétrole que l'Irak est autorisé à vendre, les revenus dégagés se révélant nettement insuffisants pour répondre aux besoins. Plus d'un tiers des 2 milliards de dollars sont en effet consacrés à financer le travail de l'Unscorn et à verser des compensations aux victimes de l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990. Cent cinquante millions de dollars sont, par ailleurs, consacrés à l'approvisionnement du seul Kurdistan.

Est-il plus urgent de financer l'Unscorn et de commencer à indemniser les victimes de l'invasion ou de nourrir la population irakienne ?, s'indigne Labib Abbaoui, membre du bureau politique du Parti communiste irakien, qui critique, en outre, les méthodes de distribution actuelles, parce que, dit-il, elles sont fondées sur les listes de cartes de rationnement établies par le gouvernement, lequel prive une partie de la population « politiquement non correcte » de l'aide de l'ONU.

Mouna Naïm

Londres soutient la candidature de la Turquie anglais servi

Mer 19 Nov 97 - 16h17 GMT

LONDRES, 19 nov (AFP) - Le premier ministre britannique Tony Blair demandera jeudi à Luxembourg que la candidature de la Turquie à l'Union européenne soit traitée sans discrimination, a-t-on indiqué mercredi de source gouvernementale.

Les relations avec la Turquie doivent être évoquées jeudi soir lors du dîner des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne à Luxembourg, en marge du sommet sur l'emploi.

M. Blair soulignera "l'importance stratégique qu'il y a à préserver l'orientation de la Turquie vers l'Occident", selon une source diplomatique britannique.

Londres estime que la candidature d'Ankara à une adhésion à l'Union européenne doit être soumise "aux mêmes critères" que les autres candidatures.

"Il ne faut pas ériger un nouveau mur de Berlin culturel en Europe", a-t-on souligné de même source, même si Londres reconnaît que la Turquie a des "progrès à faire" en matière de respect des droits de l'Homme.

Le gouvernement britannique plaide également pour que la Turquie obtienne "immédiatement" de nouvelles conditions commerciales plus favorables dans ses échanges avec l'Union européenne, par exemple dans les services financiers.

A propos de l'élargissement de l'Union européenne, qui sera également évoqué jeudi soir à Luxembourg, le Royaume-Uni rappellera qu'il entend en faire l'une des priorités de sa présidence, au cours du premier semestre de 1998.

Le sommet européen de décembre à Luxembourg doit décider de l'ouverture début 1998 des négociations d'adhésion avec la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, l'Estonie et Chypre.

©AFP 1997

Erbakan rejects 'radicalism' charge

November 20, 1997
Turkish Daily News

'It is not possible for us to keep an eye on all 4 million members,' the Refah leader reportedly told the court in response to charges that some members of the party were involved in acts of 'radicalism'

Ankara - Turkish Daily News

■ Islamist leader Necmettin Erbakan, appearing before a panel of Constitutional Court judges for a second consecutive day on Wednesday, distanced the party administration from its radical followers. He was speaking in defense of his party against the charge brought by the chief prosecutor that it has become a center of anti-secular activity.

In line with tradition, the court, considering a ban on Erbakan's Islamist Welfare Party (RP or Refah) listened to Erbakan's defense behind closed doors. However, according to party sources, the veteran politician told the court that Refah could not be held responsible for the acts and attitudes of all its more than 4.5 million registered members or of those 6 million voters who voted in the last election to make the party the largest political party represented in the Turkish legislature.

A senior Refah official told the Turkish Daily News that encountered with claims that some top members of the party were involved in "radicalism" and even went to the extent of propagating on behalf of a terrorist group (Hizbollah - Party of God), Erbakan rejected the charges and said: "It is not possible for us to keep an eye on all 4 million members."

Refah's leader has reportedly told the court that even if some members of his party acted in violation of

laws his party could not be held responsible for their deeds as "we have employed the disciplinary rules of the party and expelled them."

The Refah leader has also reportedly stressed that the case brought against his party lacked sound evidence and claimed that the chief prosecutor acted on gossip and hearsay. In presenting the case to the Constitutional Court last week, Chief Prosecutor Vural Savaş charged the party with endangering Turkey's strict secularist order.

Much of the case is based on speeches or interviews attributed to a handful of hotheaded Islamist members of Parliament.

"The accusations have no direct connection to the party as a legal entity," said Erbakan, who resigned as Turkey's first Islamist prime minister in June under pressure from the secularist army.

According to Refah officials, on Tuesday Erbakan concentrated on procedural issues, while in his speech to the court on Wednesday, he expressed his views regarding the charges levelled on the party by the chief prosecutor. Erbakan has reportedly told the court that the case against his party should be dropped both because of procedural errors as well as lack of substance as the chief prosecutor did not provide the court with sound evidence but based his entire dossier on hearsay and gossip.

Sources said Erbakan will continue his defense at the court today. The sources said the veteran politi-

cian will say his "last word" on the issue and reiterate his demand that the case be dropped. "He particularly underlined that the charge of Refah having become a den of anti-secular activity lacked substance," a party source said. "Erbakan will answer today [Thursday] one by one each and every accusation levelled on the party and party administration by the chief prosecutor," the sources stressed.

According to Turkish laws, video and voice recordings could not be used as evidence unless supported by other evidence, party sources said, adding that Erbakan raised that point at his speech at the court Wednesday.

The veteran politician has reportedly also rejected the charges that the government he was heading until six months ago was favoring the spread of Islamic radicalism, saying that only the Turkish Parliament could supervise the activities of a government, not the chief prosecutor. The Welfare Party came to power in 1996 on an Islamist agenda that included forging closer ties to Turkey's Muslim neighbors and watering down strong military ties with Israel.

But the restraints of governing in coalition with a pro-Western party and opposition from the generals and the secularist media frustrated most of Refah's plans.

Erbakan, who could be banned from politics for five years if the party is closed down, spoke for more than eight hours on Tuesday and Wednesday to a panel of 11

constitutional court judges.

He said the party had instigated its own disciplinary proceedings when the security forces had informed it of the activities of its radical members.

"It is a job for the state to follow that kind of thing. When there is a crime it lets us know and we do what is necessary," the party sources quoted Erbakan as saying.

Three RP deputies resigned earlier this year under the threat of expulsion from the party after legal proceedings had begun against them for fiery Islamist speeches.

One of the deputies was quoted in the press as calling for Islamists

to launch a campaign of political violence in Turkey like the civil war in Algeria. Turkey has a handful of small armed Islamist groups but none have been alleged to be linked to the RP. The party controls most of the country's municipalities, including Istanbul and Ankara.

Erbakan told the court on the first day of his testimony on Tuesday that the attempt to ban Refah violated international standards of human rights.

Analysts say Turkey's Western allies, many of which were uneasy with the Welfare Party government, would nevertheless balk at Ankara closing down a legal politi-

cal party.

Turkey has previously been criticized on human rights grounds for banning nonviolent Kurdish parties.

The case against the RP is part of a judicial onslaught on all things Islamist since Erbakan began to lose his hold on power six months ago.

Authorities have closed dozens of underground Koranic schools, enforced secularist dress laws and jailed Islamist local politicians.

Erbakan's successor, conservative Prime Minister Mesut Yılmaz, has pushed through Parliament education reforms that have reduced attendance at Muslim religious schools.

Turk Fights to Save His Party

Reuters

ANKARA — The Turkish Islamic leader Necmettin Erbakan asserted before the constitutional court Tuesday that the government's attempt to ban his Welfare Party for sedition violated international standards of human rights.

"Religious freedoms and the freedom of conscience are protected by states, but here

we are using these issues to discuss closing a party," Mr. Erbakan was said to have told a closed session of the court.

"He concentrated on human rights and freedoms in Turkey and the world," a Welfare Party member, Seref Malkoc, said to reporters.

Mr. Erbakan, 72, is fighting for his political life against the

attempt to disband his party. The court could also ban him from politics for five years.

Mr. Erbakan reminded a panel of 11 judges that Turkey was committed to human rights through such accords as the European Convention on Human Rights and the Paris Charter.

The government has ac-

cused Welfare of trying to impose Islamic law on Turkey and has called for the party to be banned. It has hinted that the death penalty might be appropriate for party leaders.

Political analysts said that outlawing Welfare would only drive the party underground and increase the influence of its extreme elements.

INTERNATIONAL
HERALD TRIBUNE
NOVEMBER 19, 1997

L'Europe n'a pas encore repris le « dialogue critique » avec l'Iran

Première étape de la normalisation des relations

L'UNION EUROPÉENNE (UE) et l'Iran n'ont pas eu beaucoup de difficultés à justifier la normalisation de leurs relations diplomatiques, annoncée jeudi 13 novembre, après huit mois de crise. L'Iran a invoqué la « résistance » des Quinze aux menaces de sanctions américaines à l'encontre de toute société qui conclurait un accord pétrolier ou gazier avec Téhéran pour accepter le retour des ambassadeurs de l'UE. Et le scénario du retour « bras-dessus bras-dessous » à Téhéran des ambassadeurs de France et d'Allemagne a sauvegardé la solidarité européenne.

Ce petit « vaudeville » a permis à l'un et aux autres de régler une crise qu'aucun d'eux n'avait vu venir et qui tient au système politique iranien, en vertu duquel les décisions du Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khameneï, ne peuvent être contestées. C'est peut-être là

l'aspect le plus intéressant de toute l'affaire, parce que cela signifie que le Guide est revenu sur la décision de réserver un traitement discriminatoire à l'Allemagne. C'est un bon signe pour l'équipe du nouveau président Mohamad Khatami, qui prône une plus grande ouverture de son pays au monde.

Depuis, les échanges de proposition pour un règlement de la crise n'avaient pas cessé entre l'UE et Téhéran (*Le Monde* du 21 octobre) jusqu'au fameux compromis du 13 novembre. Celui-ci prévoit que les chefs des missions diplomatiques européennes regagnent leur poste en deux fournées, l'Allemand, Horst Baechmann et le Français, Jean-Pierre Masset, devant arriver en dernier, vendredi 21 novembre.

Le ministre iranien des affaires étrangères, Kamal Kharazi, a attribué le principal mérite du ré-

glement à la France - notamment parce que la société pétrolière Total, à la tête d'un consortium qui inclut les sociétés russe (Gazprom) et malaisienne (Pétronas) ont conclu, le 28 septembre, un contrat gazier de 2 milliards de dollars avec Téhéran - et à la présidence luxembourgeoise de l'UE.

Si, comme l'a indiqué cette dernière, le retour des ambassadeurs européens à Téhéran - qui sera suivi de celui de leurs homologues iraniens accrédités auprès des Quinze - est dans l'intérêt des deux parties, et « tient compte de la politique et de l'importance de l'Iran », les autres mesures décidées par les ministres des affaires étrangères de l'UE restent en vigueur. Mais à la lumière des orientations nouvelles prises par l'Iran depuis l'accession au pouvoir de M. Khatami, les Quinze, indique-t-on de source française, se consultent sur l'opportunité de leur levée éventuelle.

Les Etats-Unis qui, jusqu'à nouvel ordre, prônent une politique de double endiguement (*dual containment*) de l'Irak et de l'Iran, et qui n'avaient pas caché leur satisfaction de voir les relations se distendre entre l'UE et Téhéran, se sont bornés à prendre acte de l'annonce du retour des ambassadeurs européens à Téhéran. « Nous espérons naturellement que l'Union euro-

péenne n'a pas oublié ce qui avait suscité le retrait des ambassadeurs » de Téhéran, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Lee McCleeny. Il a surtout rappelé l'un des principaux arguments du boycottage américain : « le soutien de l'Iran au terrorisme international ».

Mouna Naïm

LE MONDE / JEUDI 20 NOVEMBRE 1997

Turkey has learnt how to beat the PKK, but...

It is interesting to note the military has also learnt not to abuse the rights of the citizens in southeast Turkey while conducting their anti-terrorism campaign. As a matter of fact they have even launched a 'public charm' campaign which involves even the wives of officers assigned to the region

ŞIRNAK, southeast Turkey

Our trip to the Southeast organized by the Armed Forces has shown clearly that after years of hard work the Turkish Military has mastered the art of "low intensity war" and is playing havoc with the separatist PKK terrorist organization.

The military which was hard pressed in coping with the PKK only a couple of years ago has managed to draw good lessons from past mistakes and now clearly has the upper hand against the PKK.

Turkish forces have paralyzed the main fighting bulk of the PKK and the incidents now are limited to isolated cases involving only a few terrorists. The PKK has been erased from the settlements and valleys.

Turkish forces have rearranged their security zones along the borders with Syria, Iran and Iraq and are in full control of all the possible approaches to the country this is preventing major PKK infiltration into Turkey.



Editorial

İlınur Çevik

the people of southeastern Turkey that they are first class citizens of this country. That means the state has to provide for them the facilities and services that it provides in other parts of the country.

Our visit to the region shows that the military shares our views. Military officials say they are doing their share to finish off the PKK. But it needs teachers, doctors and even agricultural experts to help the people to get back on their feet and to realize that the state "cares" for them. At the moment the region lacks all these services.

Unemployment is at alarming levels. There are no jobs. The only employment is as village guards who are employed by the state to protect settlements. The state has to provide new job opportunities and this looks like mission impossible.

When we were talking about real measures to help the local people feel themselves as first class citizens a couple of years ago, we were being accused of being pro-PKK. Turkish officials were telling us that nothing can be done for the people as long as the PKK is not totally defeated. Now officials realize this was mistake.

Turkey has cut the PKK menace down to size in many ways but the terrorist organization remains a threat that cannot be disregarded. But officials realize the anti-terrorism campaign has to be supplemented with social and economic steps.

Let us hope the civilians who claim to be running the country also realize that the ball is now in their court and they have to act decisively to solve the Southeastern Problem.

In the past few years the military has also gained experience in launching cross-border operations like the Israelis raiding Southern Lebanon and thus have started punishing the PKK inside Iraq.

It is interesting to note the military has also learned not to abuse the rights of the citizens in southeastern Turkey while conducting their anti-terrorism campaign. As a matter of fact they have even launched a "public charm" campaign which involves even the wives of officers assigned to the region. Officers are encouraged to bring their wives and get involved in public projects.

So the overall picture is positive. But the "Southeastern problem" is far from over.

For the past decade we have been drawing everyone's attention to the fact that only battling terrorists will not solve the problem. We need social and economic measures that will convince

LE SORT DE LEYLA ZANA ÉVOQUÉ

DEVANT LE CONGRES AMÉRICAIN

Intervenant devant la Chambre des représentants, le vendredi 7 novembre 1997, le congressman Steny Hoyer a appelé ses collègues à signer la lettre adressée au Président Clinton pour la libération de Leyla Zana, lettre déjà paraphée par 160 membres du corps législatif américain. Il a invité ses collègues à rendre visite aux manifestants massés au pied de l'immeuble, protestant contre la détention des parlementaires kurdes, dont Leyla Zana, à qui sa participation à un briefing de la Commission d'Helsinki a été reprochée par les autorités turques. Il a souligné à cette occasion combien il était inconcevable dans une société démocratique, de mettre derrière des barreaux des députés, dont le crime consiste à exprimer les aspirations de leurs électeurs. Il a ajouté que tous les partis pro-kurdes, même les non violents ont été dissous sans aucune exception, écartés de ce fait de toute participation à la vie politique. D'une manière plus large, il a accusé la Turquie de chercher à résoudre le problème kurde en dehors de ses frontières, alors même que la question se pose clairement à l'intérieur. Il a relaté à cet effet non seulement la politique turque au sud-est, mais également la politique américaine dans la région. Membre de l'OTAN et alliée des États-Unis, la Turquie s'est livrée depuis ces sept dernières années, à des incursions répétées en Irak. Selon M.Hoyer, ces campagnes militaires causent d'innombrables pertes humaines civiles, d'importants déplacements de population, de sévères épreuves économiques et encouragent le soutien des populations locales à la guérilla kurde. "Depuis plus de trois semaines, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), soutenu activement par les forces militaires turques, s'est engagé dans un combat sanglant contre l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK). De nombreux rapports indiquent qu'en violation des conventions internationales, la Turquie utilise des bombes

au napalm et à fragmentation" a-t-il ajouté. M. Hoyer, qui est co-président de la Commission Helsinki du Congrès a rappelé que les 15 millions de Kurdes de Turquie font face à l'oppression depuis 1923, date de la création de la Turquie moderne, et que 28 importants soulèvements kurdes, dont le plus récent datant de 1984 et causant la mort de 30 000 personnes, ont eu lieu depuis cette date. D'après les informations gouvernementales, 3 185 villages kurdes ont été vidés de leurs habitants, et plus de 3 millions de personnes ont été déplacés du Sud-est de la Turquie-dont les autorités continuent de refuser à la Croix rouge Internationale l'accès à cette région ravagée par la guerre. M.Hoyer n'a pas manqué de souligner l'hérence de la politique du gouvernement américain, qui attribue d'importants fonds à l'UPK, attaquée pourtant par son allié turc, qui passe outre la "zone interdite aux vols aériens", imposée par les États-Unis mêmes. Il a déploré également que son gouvernement puisse apporter son soutien politico-économique à un État, ébranlé par une instabilité politique croissante, et a appelé pour que tout soutien américain puisse être subordonné à l'amélioration des droits de l'homme en Turquie. Dans son discours, M.Hoyer a cité un rapport intitulé "l'archipel d'Anatolie" de la Commission de protection des journalistes (CPJ), qui chiffre à 78 le nombre de journalistes emprisonnés en Turquie. Cette Commission a conclu, après des recherches méticuleuses, appuyées par des informations fournies par le gouvernement turc, que ces trois dernières années la Turquie a été le pays dont les prisons enferment le plus de journalistes au monde. De plus il a ajouté que les militants des droits de l'homme, tout autant que les activistes kurdes pour la paix, font l'objet d'harcèlement, d'emprisonnement, et pire encore. A ce titre, il a évoqué la peine de 3 ans à laquelle ont été condamnés Yavuz Onen, Akin Birdal, deux leaders d'organisations des droits de l'homme, et Ahmet Turk, ex-député kurde de

Mardin, pour avoir rendu public un rapport relatant les relations entre les fonctionnaires et les brigades de la mort. Il a souligné que 7 autres dirigeants d'Association des droits de l'homme, accusés pour les propos tenus au cours de la semaine des droits de l'homme en 1996, ont été condamnés d'un à deux ans de prison. 20 sections de l'Association des droits de l'homme ont été fermées ces dernières années, toutes se trouvaient dans le Sud-est de la Turquie. Par ailleurs, il s'est joint à ses collègues de la Commission d'Helsinki, qui ont introduit une résolution, demandant à ce que la Turquie ne soit pas choisie comme hôte pour le prochain sommet de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), et cela aussi longtemps que la Turquie continuera à violer les conventions internationales et les principes de l'OSCE, auxquels elle s'est engagée. en grève.

Les 11 et 13 novembre 1997, deux autres députés américains ont pris la parole devant le Congrès pour évoquer le sort de Leyla Zana et de ses collègues détenus. Voici de larges extraits de ces interventions; Mme Elisabeth Purse: " Je soutiens vivement ce projet de loi (*Résolution 137 intervenant à l'encontre des actes de crime de Saddam Hussein et développant l'idée d'une Cour d'Assises Internationale où l'Irak répondra de ses crimes*). Aujourd'hui, un groupe de grévistes de la faim mettent à jour les problèmes des droits de l'homme rencontrés par la population kurde et par les représentants kurdes élus en Turquie. Je voudrais m'associer à mes collègues qui ont pris l'initiative d'adresser au Président Clinton une lettre, paraphée par 153 députés, éclairant sur la situation dramatique de la député Kurde, élue par son peuple, mise en prison pour avoir violé la loi turque. Tous ce qu'elle a fait, c'est de parler haut et fort, comme aurait fait tout autre parlementaire Dans notre lettre, adressée à M. Clinton, nous affirmons qu'une des charges retenues

contre Mme Zana est d'avoir répondu à l'invitation du Congrès américain en 1993. Nous appelons vivement l'administration américaine à agir pour la libération de Leyla Zana et à se soucier de la situation tragique du peuple kurde en Turquie. Il est de notre devoir, entant que membres du Congrès et de la plus grande démocratie du monde, de dénoncer les violations des droits de l'homme et cela, même si ces violations mettent en cause nos amis tout autant que nos ennemis. Je soutiens les grévistes de la faim et aux personnes qui les qualifient de "terroristes", je rétorque que je me souviens encore du temps où Mandela aussi était "un terroriste" en Afrique du Sud. Un terroriste est également un combattant des libertés. Ces gens là, cherchent la liberté de leur peuple. M. John Porter: "Nous

devons arrêter Saddam Hussein, maintenant. Nous devons l'isoler il a utilisé des armes chimiques contre son propre peuple. En 1988, 8000 Kurdes ont été tués à Halabja Saddam Hussein a torturé, assassiné, kidnappé pour rester au pouvoir. Selon moi, il a manifestement commis des crimes contre l'humanité, la paix et a violé les principes humanitaires. S'il y a une personne au monde, qui mérite d'être conduit devant la Justice, c'est bien Saddam Hussein. Au pied de l'immeuble, il y a des Kurdes qui font la grève de la faim depuis 25 jours demandent la libération de Leyla Zana, la première femme Kurde élue au parlement turc en 1991. Elle est venue aux États-Unis en 1993 pour témoigner des violations des droits de l'homme à l'encontre de la minorité Kurde de son pays elle est

rentrée chez elle, dessaisie de ses fonctions par le gouvernement, placée en prison, jugée pour "trahison", a été condamnée à 15 ans de prison pour avoir donné son opinion et avoir témoigné devant le Congrès des États-Unis. Les Kurdes ne sont pas des "terroristes", mais un peuple qui revendique ses droits. Sont terroristes les gouvernements qui les oppriment et qui nient leurs droits humains les plus élémentaires.



21 NOVEMBRE 1997

U.S.-Iraq Fight Averted, Arab Leaders Rest Easier

By Douglas Jehl
New York Times Service

CAIRO — Arab leaders and diplomats have expressed satisfaction and relief over the agreement that appears to avert the threat of a military confrontation between the United States and Iraq.

There remains little affection for President Saddam Hussein of Iraq among fellow Arab leaders. But with sentiment on the street running sharply against the United States, even Arab governments that sided against Iraq in the Gulf War had made it plain that military action would have only complicated matters in an already troubled region.

For that reason, reactions to the resolution of the standoff were akin to sighs of deep relief. The United Nations' arms inspectors, including Americans, arrived back in Iraq on Friday.

President Hosni Mubarak of Egypt said he believed that the U.S. decision was motivated in large part by a recognition that "the Arab people were not ready" for American use of force.

"I saw the situation as very sensitive," he said in a television interview. "We were afraid that the United States and other forces were going to launch attacks on Iraq and people were going to lose lives."

The reason for that concern — and the relief — is the view that U.S. military strikes against Iraq would have presented Arab governments with a nightmarish choice.

By standing once again with Washington, they would have risked a backlash among their citizens who think that the United States favors Israel in the effort to

broker a broader peace in the Middle East and that the Americans are callous toward the suffering of the Iraqi people through seven years of economic sanctions.

Siding with Mr. Saddam would have allowed Arab leaders to play to the popular sympathies of people who themselves feel put upon by the West. But that also would have meant suppressing concerns about Iraq's weapons of mass destruction as well as risking vital economic and military partnerships with Washington.

Arab officials said that efforts by such leaders as Mr. Mubarak and King Hussein of Jordan to stave off a military threat had prevented a regional crisis.

"Saddam avoided a war in the region and he made it known that sanctions cannot go on indefinitely," an official of the Arab League said. "He has made his issue the front-burner issue."

The official added: "At the same time, Arab countries have not given him a blank check. The major Arab countries want him to understand his limitations and show some subtlety and flexibility, something for which he is not known."

It was Mr. Saddam's blatant aggression in ordering the invasion of Kuwait in 1990 that made it possible for Egypt, Syria, Morocco and other Arab powers to justify sending troops into battle against him.

But those decisions were accepted only grudgingly and were tempered by two widely held ideas: that Iraq's ostracism would be short-lived and that Arabs would be rewarded for their cooperation by U.S. pressure on Israel to reach lasting settlements with its neighbors.

Increasingly, Arab frustration that

neither goal is within reach has been expressed in complaints — from ordinary people, from politicians and in the press — that the United States has not kept up its side of the bargain.

Over the last three weeks, while U.S. officials have been warning that Iraq's ability to produce weapons of mass destruction was increasing daily, some Arab leaders were concerned that as long as the standoff continued, it would galvanize antipathy to Washington.

A Jordanian official made it clear that his government would continue to press for a broader policy review. "The moral question that we have to ask ourselves is: How can you punish 18 million Iraqis when their leader is not suffering and does not care whether his people are being punished or not?"

In light of the latest developments, Arab commentators were expressing the hope that the stage might be set for further progress.

"In the wake of so much tension, the best aspect about this agreement is that it can create an atmosphere of relaxation that will be necessary if a real solution to the standoff between Iraq and the United Nations is to be found," said Nabil Zaki, deputy editor of Al Akhbar, the semi-official Egyptian newspaper.

NOVEMBER 22-23, 1997

INTERNATIONAL
Herald Tribune

LE MONDE / VENDREDI 21 NOVEMBRE 1997

Bagdad doit accepter un retour « sans condition »

LES MINISTRES des affaires étrangères russe, américain, britannique et français et l'ambassadeur de Chine en Suisse sont convenus, mercredi 19 novembre, d'une déclaration commune pour sortir de la crise actuelle. Les participants ont « souligné l'importance des efforts de solidarité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU en vue d'une exécution complète et sans condition par l'Irak de toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU le concernant.

» Ils ont apprécié l'initiative diplomatique de la Russie, en contact avec les autres membres des P-5 (les cinq membres permanents), dont les participants à la réunion

espèrent qu'elle conduira à une décision sans condition des dirigeants irakiens d'accepter le retour du personnel de la commission spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU (pour le désarmement de l'Irak), Unscorn, dans sa composition antérieure, pour la tâche stipulée dans la résolution 1137 du Conseil de sécurité.

» Les participants à la réunion ont apporté leur soutien à l'intention de la commission spéciale du Conseil de sécurité (Unscorn) de se réunir le 21 novembre à New York pour discuter et recommander, entre autres questions importantes, des moyens de rendre plus efficace le travail de l'Unscorn sur la base des résolutions du Conseil de sécurité. Les recommandations qui seront faites lors de cette réunion seront soumises à l'approbation du Conseil de sécurité. » - (AFP)



VERBATIM

Human rights group releases October report

Ankara - Turkish Daily News

■ The Human Rights Association (IHD) has released its monthly report on human rights violations. According to the report, 14 mysterious killings took place in Turkey over October. In addition, six people died in extrajudicial killings, and due to torture, 259 people died during armed clashes and 3,687 people were taken into custody. The IHD also reported that 472 lost their jobs.

IHD holds seventh assembly

Amid the intensive criticism which has been directed toward

Turkey over its poor human rights record, the IHD held its seventh assembly on Sunday.

During Sunday's discussions, the IHD decided to organize an investigative journey to Lice (an administrative district of Diyarbakir) by IHD members and other participants. The date for this has not yet been set.

The association also plans to take a committee, composed of senior members, to the Black Sea region in order to combat intense human rights violations which are taking place in the area.

The IHD also decided to focus on prisons and prisoners during Sunday's meeting.

November 21, 1997

Turkish Daily News

Zana's lawyers will receive Kennedy Award

Washington — Turkish Daily News

■ Two Turkish lawyers who are trying to have former DEP deputy Leyla Zana released from a Turkish jail will be given the 1997 Robert F. Kennedy Human Rights Award by Senator Ted Kennedy, the Massachusetts Democrat sympathetic to the Kurdish, Greek and Armenian claims against Turkey.

Senal Sarihan and Sezgin Tanrikulu, the latter a founder of the Diyarbakir Human Rights Foundation, will be presented with the award on Thursday, at the Russell Senate

Building on Capitol Hill.

The press release issued by the Robert F. Kennedy Memorial explained the reason why the two Turkish lawyers were selected for this award as follows:

"In Turkey, lawyers representing political defendants often become targets for persecution themselves," the RFK Memorial claimed. "They are identified with their clients and routinely referred to as 'terrorist lawyers' by prosecutors, police and members of the security forces.

Turkey's failure to resolve its internationally documented human rights abuses, including torture and deaths in official custody, remains one of the primary obstacles to the country's hopes of becoming a full member of the European Union," the statement said.

Leyla Zana is serving a sentence of 15-years after she was convicted of treason by a Turkish court. Zana won European Parliament's 1995 Sakharov Peace Prize in 1995. She was also a finalist for the 1996 Nobel Peace Prize.

About 150 members of the 535-member U.S. Congress recently sent a letter to President Clinton to pressure the Turkish government into releasing Zana.

'Zana's lawyer' shocks pro-Kurdish congressional crowd

Washington - Turkish Daily News

■ They had been introduced to press previously as two Turkish lawyers and human rights advocates trying to get former Democracy Party Deputy Leyla Zana out of jail. In all likelihood, the organizers of the award ceremony hoped there would be sharp anti-Turkish speeches after the lawyers were presented with Robert F. Kennedy Human Rights Awards by Senator Ted Kennedy.

Zana was sentenced to 15 years in prison by a Turkish court on charges of treason and giving aid and comfort to the Kurdish Workers' Party, a terrorist organization fighting the Turkish state since 1984 from its bases in Syria and northern Iraq. More than 28,000 people have died since clashes began.

Senal Sarhan and Sezgin Tanrikulu, the latter a founder of the Diyarbakir Human Rights Foundation, were welcomed by a good-sized crowd on Thursday at Russell Senate Building all right.

But everything did not go as planned, especially the part about the award winners lambasting the Turkish government.

On the contrary, Sarhan instead lectured those present on the evils of "imperialism" and recalled how, when she was a student back in 1968, her generation "fought hard" against the "foreign bases," i.e. U.S. bases, in Turkey.

What's more, Sarhan embarrassed all the friends of

Leyla Zana that gathered for the ceremony by reiterating that Turkey's problems can only be solved by Turks themselves, and not by outsiders.

After saying that "in our country, extreme and violent methods ... have become commonplace," Sarhan took off on another path.

"Today, the Kurdish problem has taken on a great deal of importance in our country," she said.

"Southeast Turkey is home to much suffering.

However, these problems can be solved only by the Turkish people themselves. We know that the American people have also suffered and still suffer. Problems like racial inequality, high crime rates and economic problems. Just as only Americans themselves can solve their problems, it will be only the Turkish people themselves who will resolve our country's problems with unity and dignity."

No discrimination

"There is no racial discrimination in Turkey," she continued lecturing the pro-Zana crowd, for whom the discrimination of Kurds in Turkey is an unquestioned axiom. "Turks and Kurds are fully aware that they share the same country. Turkish civil society, with its workers', students' and women's movements, is strong and stands firmly against political Islam," she said. "The Turkish people can solve their own problems with dignity."

Turkish Daily News
November 22, 1997

La Commission des droits de l'Homme enquête sur deux cas de torture en Turquie

Jeu 20 Nov 97 - 17h13 GMT

STRASBOURG, 20 nov (AFP) - Une délégation de la Commission européenne des droits de l'Homme enquête depuis lundi et jusqu'à vendredi à Ankara sur deux cas de torture policière, dont l'un mortel, a-t-on appris jeudi auprès du Conseil de l'Europe.

Cette enquête fait suite à des requêtes déposées par les victimes ou leur famille auprès de l'institution européenne de Strasbourg.

Dans le premier cas, Devrim Berktaş accuse la police de l'avoir poussé d'une fenêtre située au 4ème étage d'un immeuble, d'où il est tombé sur le sol. Son fils Huseyin accuse aussi la police de l'avoir empêché de secourir son père, exigeant auparavant qu'il signe des aveux incriminant son père.

Le gouvernement turc a affirmé que Devrim Berktaş avait sauté du balcon de son propre gré et il a nié avoir empêché le fils d'emmener la victime à l'hôpital.

Dans le second cas, le requérant accuse la police d'avoir torturé à mort son frère, Yakup Akta, lors de sa garde à vue. La victime a été arrêtée le 18 novembre 1994 et elle est morte une semaine plus tard en détention.

Le gouvernement turc a nié que la mort de la victime soit la conséquence du traitement qu'elle avait reçu en détention.

La délégation de la Commission européenne va interroger les requérants ainsi que tous les témoins, y compris les familles, les policiers, les gendarmes et les médecins qui se sont occupés de ces deux affaires.

Stations d'écoutes près des frontières iraniennes: Téhéran accuse Israël

Ven 21 Nov 97 - 09h01 GMT

TEHERAN, 21 nov (AFP) - L'Iran a accusé Israël d'avoir déployé "des stations d'écoutes en Turquie près des frontières iraniennes et syriennes", a rapporté vendredi l'agence officielle IRNA.

"Sous prétexte de contrôler les commandos du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), les experts israéliens ont déployé des stations d'écoutes près des frontières iraniennes et syriennes", a souligné le général Rahim Safavin chef des Gardiens de la révolution (Pasadran).

Cité par IRNA, le militaire iranien a dénoncé la Turquie "pour avoir favorisé la présence américaine et israélienne dans le nord de l'Irak".

"En affirmant vouloir mater l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), la Turquie s'est infiltrée dans le nord de l'Irak et y a favorisé une présence américaine et israélienne", a ajouté le général Safavi.

L'Iran et la Syrie ont demandé à plusieurs reprises à la Turquie de revenir sur sa coopération militaire avec Israël.

"L'Iran et la Syrie expriment leur vive préoccupation devant cette coopération militaire et la considèrent comme une menace pour la sécurité des pays voisins dans la région", avaient affirmé les deux pays en août dernier dans un communiqué commun, publié à l'issue de la visite du président syrien Hafez al-Assad à Téhéran.

L'intensification de la coopération militaire entre Israël et la Turquie avait suscité une vague de protestations et de critiques dans la plupart des capitales arabes et en Iran.

La Turquie avait accusé plusieurs fois l'Iran d'avoir aidé les rebelles kurdes de Turquie, le PKK.

Téhéran a démenti ces affirmations, et estimé qu'elles sont contraires à la politique officielle du gouvernement d'Ankara au sujet des bonnes relations entre la Turquie et l'Iran.

L'Iran avait dénoncé les interventions militaires des troupes turques dans le nord de l'Irak.

©AFP 1997

samedi 22 novembre 1997, 5h43 heure de Paris

Les ambassadeurs de France et d'Allemagne de retour à Téhéran

TEHERAN, 22 novembre, Reuters - Les ambassadeurs de France et d'Allemagne ont regagné Téhéran samedi, refermant la crise qui avait éclaté en avril entre l'Union européenne et l'Iran, rapporte la radio gouvernementale iranienne.

Les Quinze avaient rappelé leurs diplomates en poste dans la capitale iranienne après que les plus hautes instances de la République islamique eurent été mises en cause par la justice allemande dans le meurtre d'opposants kurdes iraniens à Berlin en 1992.

Un compromis négocié entre les deux parties avait abouti la semaine dernière au retour des ambassadeurs de Grèce, de Suède, de Belgique, de Finlande, d'Italie, d'Espagne, des Pays-Bas, d'Autriche, du Danemark et d'Irlande ainsi que du chargé d'affaires britannique.

REUTERS

The Guardian Saturday November 22 1997

Diplomatic cloak that hides the coming crisis with Iraq

Commentary

Martin Woollacott

.....
THE crisis with Iraq is not over, but is instead moving toward a culmination that could come as soon as the next few weeks. In any case it will be with us within the next two years, depending on the decisions that Saddam Hussein makes. It involves far more than the survival of a dictator or the suffering of an unhappy people. It concerns a potential shift in the balance

of world military power and the spread of literally devastating weapons to many countries. The diplomatic manoeuvres of the last few weeks have not so much dealt with these terrible problems as covered them over.

When Saddam Hussein found himself isolated after the invasion of Kuwait seven years ago, he ordered his defence scientists to weaponise their stocks of biological and chemical agents. Missiles and bombs containing hugely lethal quantities of anthrax and other toxins were dispersed to outlying bases, whose commanders had independent authority to launch them against allied forces if there was any threat to Bagdad. The knowledge, or the suspicion, that these weapons were in place, was one of the reasons, students of the war and of Iraqi military capacities like Professor Paul Rogers of Bradford University now believe, why the coalition chose not to go beyond Basra.

Those missiles, together with their warheads, have never been found by the arms inspectors Iraq was forced to accept after its defeat. They are hidden, somewhere, in bunkers, or split into parts and dispersed. They may not be immediately useable. But the fact that in 1990 Saddam was able to transform stocks of agents into deployable weapons in the relatively

short period before the war began shows how quickly that could be changed. The actual 1990 missiles and their loads are minor matters compared to what else may well be hidden. It is probable, for instance, as Professor Rogers believes, that Iraq has since "improved" its bacterial agents by breeding strains resistant to antibiotics. The increasing number of obstructions met by inspectors from the UN Special Commission on Iraq in recent months suggest that they were getting close to uncovering such horrors.

That is one of many reasons why the outcome of the Russian mediated negotiations that have apparently "ended" the Iraq crisis is so dismaying. True, the UN inspectors are going back. The rest of the news is bad. Their work is to be made more "efficient", but the increase in the numbers on the teams is in fact a device to reduce the proportion of Americans and thus accept, in barely concealed fashion, Bagdad's demand that it be allowed a voice in the composition of the inspectorate.

What looked like signals early in the week by the United States and Britain that compliance with the UN stipulations on weapons of mass destruction were now the only requirement that has to be met before sanctions are lifted also represented a serious concession.

It appears now to have been withdrawn, but the wavering will have been noted. Then there are the assurances the Russians have undoubtedly given the Iraqi regime that inspection will now proceed more rapidly.

As with many diplomatic coups, the Russian achievement is essentially to have given everybody a way out of a difficult situation, but to have done so by telling each player something different. To the Iraqis the suggested scenario is one in which Iraq will be quite quickly issued with a series of certificates that it no longer possesses this, that or the other weapon of mass destruction, that these certificates will be issued on a less rigorous basis than in the past, and that once the last certificate drops into place, sanctions will be

lifted. For the Americans and their close supporters, the British, the line is that no concessions have been made to Saddam, and that the inspectors are to return and resume their work unconditionally. It is true that Washington has not signed a piece of paper and that Russia's assurances to Iraq have no American endorsement. But statements in Moscow and Paris stressing the need for speed in lifting sanctions show how the emphasis is shifting.

Saddam now has two options. He can genuinely hand over all his weapons and materials and claim the prize of normalisation. That would be difficult for him, but he could still have his cake and eat it, by resuming his weapons programmes after sanctions had been lifted or by moving them

offshore, persuading other poor or isolated regimes to give those programmes a temporary home. Or he can continue to hide some of the programmes, hoping that the intervention of the Russians will produce a less rather than a more effective inspectorate. He would be helped in this latter strategy by the fact that he has had three weeks

Russia and France really believe they are doing. Do they believe, perhaps, that Iraq, holding at least one-tenth of the world's oil reserves, is too rich and powerful a state to be forever denied such weapons, whoever is in charge of them? Do they think that the further spread of these weapons, to Iraq's associates on the one hand, and its

regional enemies on the other, especially Iran, is a process that cannot be stopped? Do they believe that Iraqis are now so identified with their evil leader that, even when he goes, a successor regime would look with favour on those who had assisted Iraq during his time? Do they believe the lifting of sanctions might speed Saddam's departure rather than consolidating his rule? These are dangerous arguments, even though there may be a degree of truth in some of them.

Geneva has changed nothing essential. This is a bargain that can never work, and whose only effect is to put off for a while the crisis that will eventually burst on us in the form either of a new confrontation with Saddam over inspection, or his emergence;

The Russian achievement is to have given everybody a way out by telling each player something different

to move the items which Unsc had located, or was close to being able to locate.

In the first case the next decisive moment would come after sanctions were lifted, a year or two from now, when the world belatedly realised that Iraq still commanded weapons of mass destruction. In the second, it might be only a few weeks away, when the regime bars inspectors from key sites, which would face America again with a choice of looking the other way or taking military action with the forces that it will certainly keep in the region for that time and perhaps for much longer.

One has to wonder what

fully armed with the very weapons of which the UN has vowed to deprive him, not too long after sanctions have been lifted. The choices that still have to be made go beyond a vendetta with Saddam. They will help decide not only what kind of country Iraq, potentially an immensely powerful state, will be in the future, but what kind of place the Middle East will be, and the kind of world in which we are all going to live in the next century.

Turkish Daily News , November 23, 1997

Bir: Turkey ready to take foreign advise on Southeast

Ankara - Wire Dispatches

■ A senior Turkish military

official said late Friday Ankara was ready to listen to the advise of its European partners and human rights activists on what security measures to take in the south-east of the country where troops are battling Kurdish separatist terrorists.

"We are ready to implement advisory security measures to prevent human right violations in the southeastern Turkey on the advise of our European friends," Deputy Chief of Staff General Çevik Bir said at a reception in Ankara for the new U.S. ambassador to Turkey.

"However, if they come to

the region we are sure their additional advisory measures will not be different from ours," Bir said.

Bir said it was the perfect time to establish social and economic reforms in southeastern Turkey since separatist rebels had been nearly eliminated in the region.

General Bir charged that Iran still supported rebels of the Kurdish Workers Party (PKK) as well as the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani in northern Iraq.

Deputy Chief of General Staff Çevik Bir will leave for Washington Monday for a three-day visit the United States. Bir said during his talks he will discuss such issues as the Cyprus conflict as well as fundamentalist and extremist activities in Turkey.

Ambassadors of France & Germany return to Tehran

November 23, 1997

Turkish Daily News

Tehran - Reuters

■ French and German ambassadors returned to Tehran on Saturday, ending months of tense diplomacy between the Islamic republic and the European Union, state-run Iran radio said.

"At the last stage of the return of the ambassadors of the European Union countries,

Germany's ambassador returned to Tehran," the radio said. It added that he was accompanied by the French ambassador.

The ambassadors withdrew along with other EU envoys in April after a German court accused Iran of state-sponsored terrorism.

The other EU ambassadors returned to Tehran last week

under a compromise deal. Iran had insisted that the German envoy should be the last to return while the EU had wanted all the ambassadors to go back together.

Iran withdrew its ambassadors from EU countries as part of the standoff. Most of them have already returned to their posts following the compromise deal.

Six militants armés d'extrême gauche tués

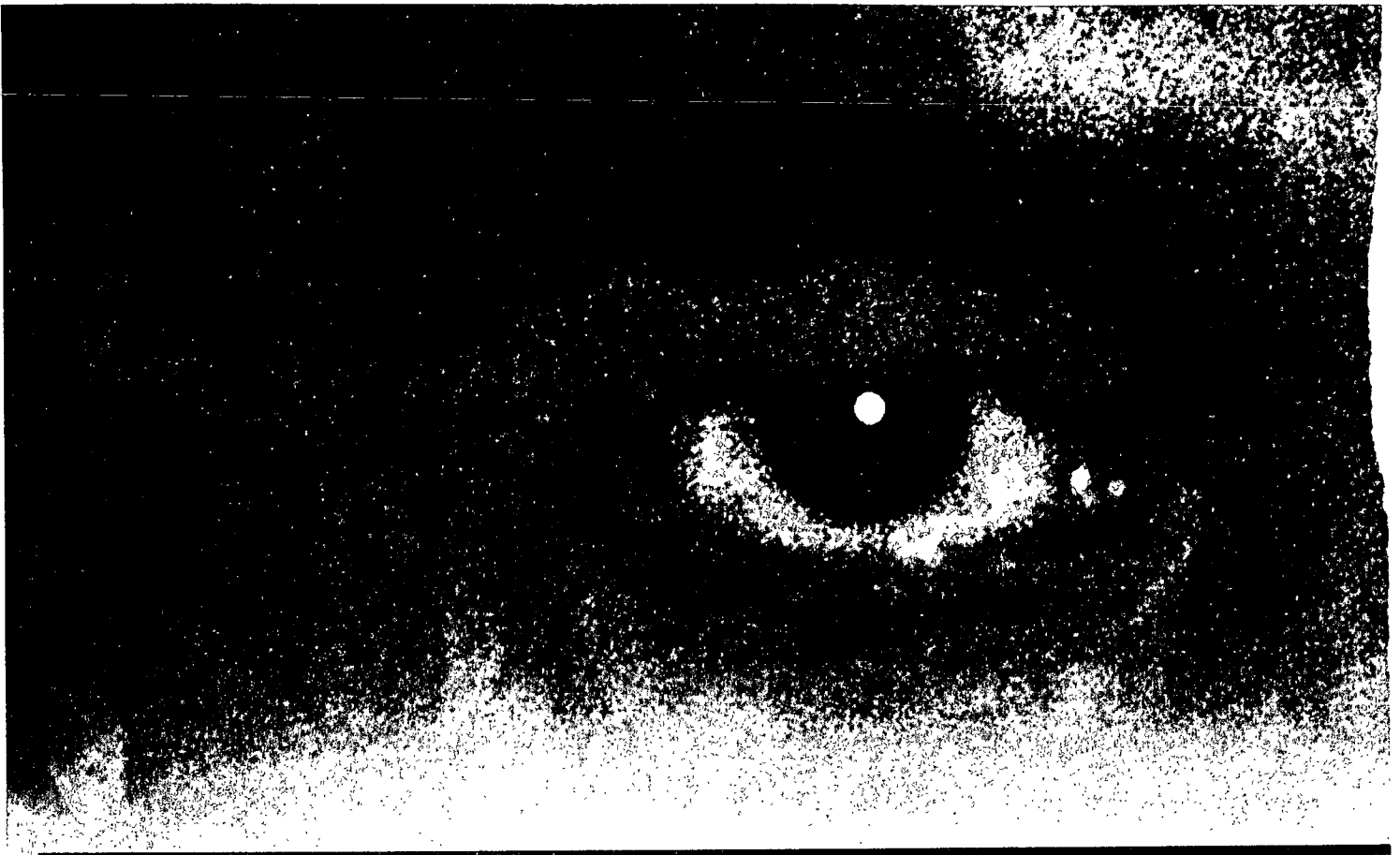
Dim 23 Nov 97 - 12h33 GMT

ANKARA, 23 nov (AFP) - Six militants armés membres d'organisations clandestines d'extrême gauche ont été tués lors d'un accrochage avec les forces de sécurité dans la province de Tokat, à 400 km à l'est d'Ankara, a rapporté dimanche l'agence Anatolie.

L'agence n'a pas précisé la date de l'accrochage.

En septembre, les autorités avaient indiqué que le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste - opérant dans le sud-est du pays), en rébellion armée contre Ankara, tentait, en collaboration avec plusieurs groupes clandestins d'extrême gauche, de s'implanter dans la région de la mer Noire (nord). La province de Tokat est proche de cette région.

©AFP 1997



C O V E R

FACING DOW

AS DIPLOMACY FALTERS AND HIS ALLIES BALK, CLINTON MAY

By ERIC POOLEY

EVER HAD A NIGHTMARE THAT you're back in school taking the big exam? Bill Clinton is having one of those right now: he's trying to pass a test in which every possible answer seems wrong. But the President's bad dream is all too real. And it has a name: Saddam Hussein.

When the Iraqi nemesis bared his fangs at Clinton and the U.N. last week—expelling American weapons inspectors from Iraq, threatening to shoot down U-2 surveillance planes and daring the world to do something about it—he precipitated the gravest international crisis of Clinton's

presidency. American and U.N. officials believe Saddam blocked the Special Commission inspection teams because they were closing in on his secret stores of biological weapons, some held by the elite Republican Guard. For example, Iraq reportedly has some 400 kg of the anthrax bacterium, a single gram of which can kill millions. Clinton's mission is clear: get the inspectors back into Iraq. But no policy available to him—either diplomacy or war—can readily achieve that goal.

With the exception of Britain, America's key Gulf War allies—notably France, Russia and Egypt—all oppose the use of force this time around. They urge Clinton to pursue an ill-defined diplomatic solu-



TIME, NOVEMBER 24, 1997



S T O R Y

N A DESPOT

HAVE TO GO IT ALONE WITH AN AIR STRIKE AGAINST SADDAM



THE WHITE HOUSE

tion, ratcheting up the pressure until Saddam blinks. Clinton would love to prevail in that fashion, but he's not holding his breath. He knows that Saddam responds to diplomatic wrist slaps the way a tank does to toy guns. The watered-down resolution passed last week by the U.N. Security Council, which hit Iraq with a ban on official travel, must be laughable to a dictator who rarely leaves his country.

If Clinton can't persuade the Security Council to back the idea of military action, he may have to go it almost alone, with just a few allies—Britain, Kuwait, perhaps Sau-

NO RIGHT ANSWERS: A White House Iraq huddle with National Security Adviser Sandy Berger, Cohen, Richardson and Albright

di Arabia and Turkey—by his side. Aides say the President is comfortable with the idea. "He has understood for some time that we have to do the hard work of boxing [Saddam] in," says spokesman Mike McCurry. "He is clearly prepared to do it."

Clinton's choice would be simplified the moment Iraq launched a missile at a U-2 on a U.N. surveillance mission—or merely locked the plane in its radar-tracking sights. "If he lights up a plane with radar or takes a shot, that'll open the door to attack," a senior Pentagon official told TIME. "We're just waiting for him to do something stupid so we can whack him." But as long as Saddam avoids that rash move, the President's options will remain less than perfect.

VIENNA REPORT—SIGMA

Even massive air strikes might not achieve Clinton's objective. Biological weapons are so small and concealable that no air campaign could be sure of getting rid of them, even if the Pentagon knew what Saddam was hiding and where. (It does not.) Bombing Saddam into submission is no sure thing either, because the Iraqi President, who builds palaces while his people starve, seems willing to let his country hunker down and absorb almost limitless punishment. Such an attack would involve bomber squadrons as well as missiles, endangering American lives. It would also convulse the Arab world, which fears a destabilized Iraq—"Beirut with ballistic missiles," as a Gulf Defense Minister describes it—as much as it fears Saddam. The region is already roiled by the U.S. failure to push Israel into meaningful peace nego-

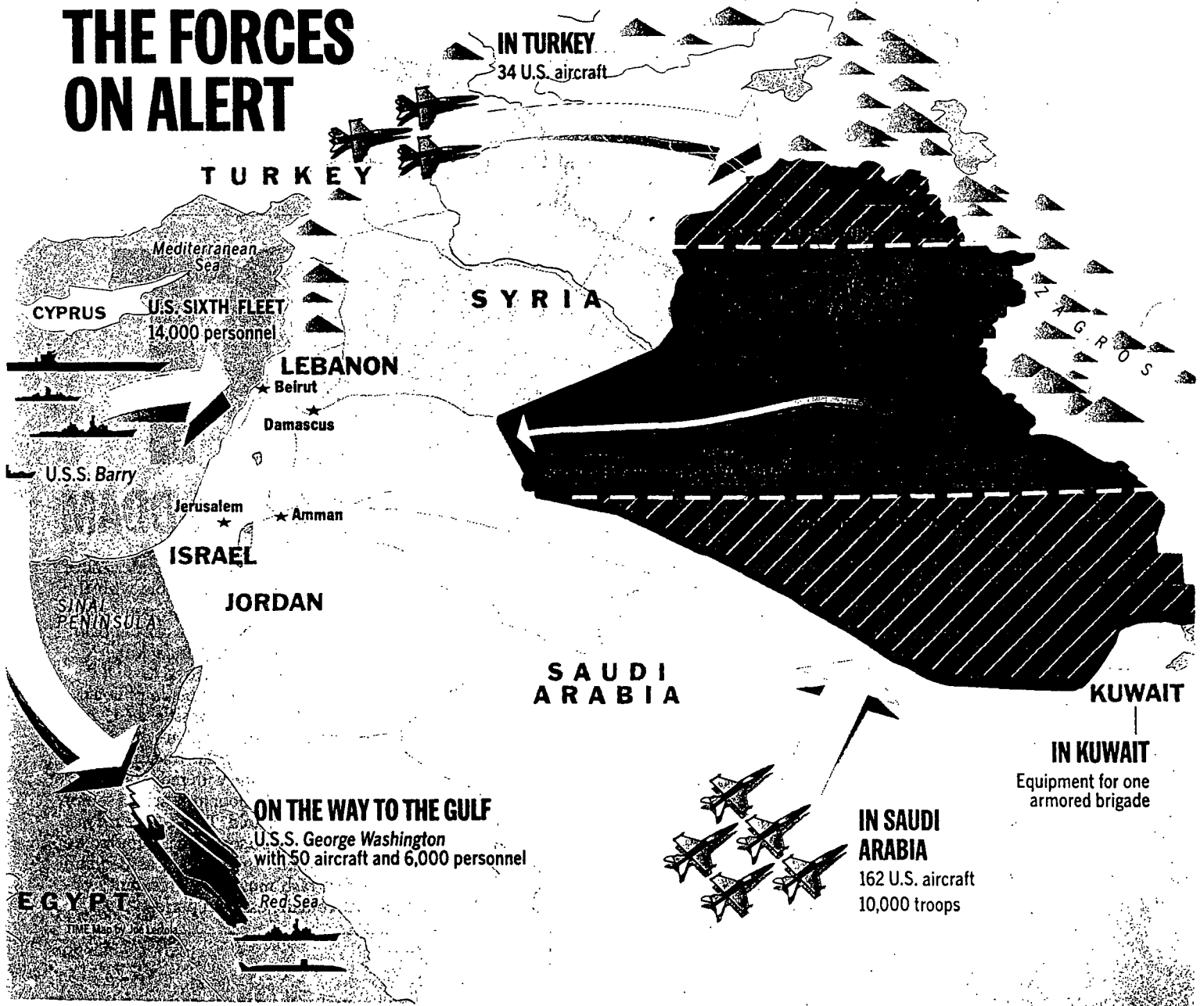
tiations with the Palestinians. Those looking for a symbol of the fractious, anti-American climate that has emboldened Saddam need look no further than Secretary of State Madeleine Albright's lonely visit to the Middle Eastern economic summit held last weekend in Doha, Qatar. Despite U.S. pressure on Arab states to attend, America's closest Arab allies—Egypt, Saudi Arabia and Morocco—all refused to show up. So embittered was the atmosphere that in the end Israeli Foreign Minister David Levy declined to attend.

THESE OVERSEAS TESTS AND HUMILIATIONS are coming at a time when Clinton has been cast as a lame duck at home—spurned by his party, insulted by his opponents, dogged by scandal every day. He has never seemed so alone. All in a rush last week, the President

was thwarted by congressional Democrats, who rejected his full-court press for "fast track" authority to negotiate trade deals, and embarrassed by Republicans, who refused to pay America's \$926 million debt to the U.N.—at the precise moment Clinton was trying to put together a U.N.-backed coalition against Saddam. The Republicans also blocked \$3.5 billion for the International Monetary Fund, which is trying to bolster quaking economies in Asia. If they collapse, the wreckage could puncture the American prosperity for which Clinton claims credit. On Capitol Hill "there are no die-hard Clinton people anymore," complains an Administration aide. "For each issue, the President has to build a different coalition from the ground up."

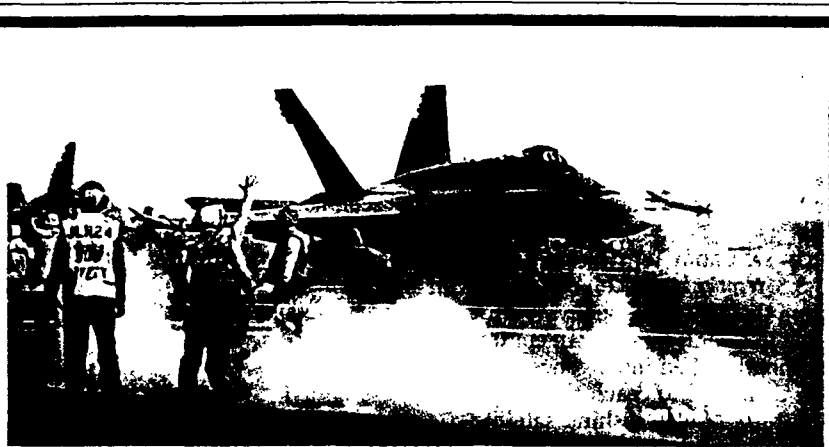
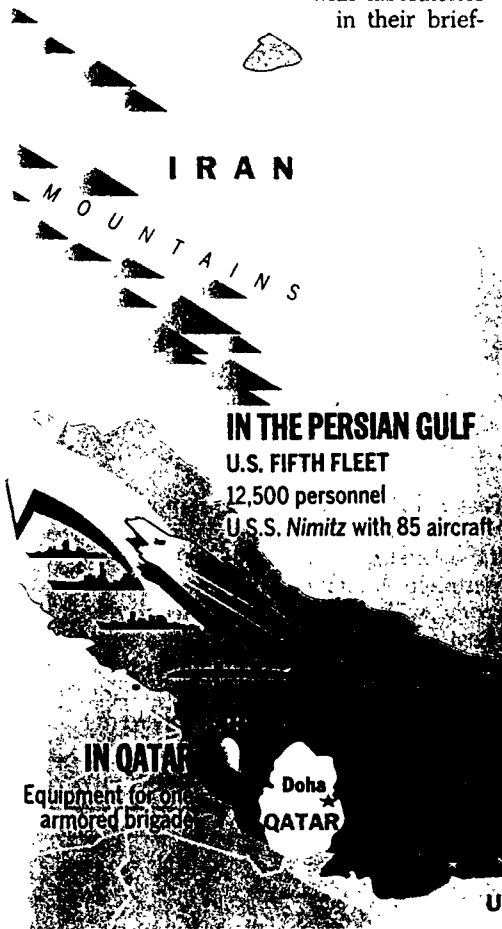
Though Congress will rally behind him should he unleash the military, many of the

THE FORCES ON ALERT



allies he wants beside him aren't likely to, because he neglected the Gulf War coalition he inherited from George Bush. "We knew the coalition was slipping away, but we kept saying, 'We can manage it,'" says a leading Iraq expert inside the government. "There was complacency. And there's not much excuse for not having a strategy to deal with what's happened because we've been talking about it for years."

Though caught off guard by the crisis, Clinton has been resolute in dealing with it. He kept his public comments pointed but brief while lining up unanimous support for the Security Council resolution condemning Iraq, then turned to the harder task of enlisting allied support for military action. The President has never been one to rush into major military engagements. He prefers to wait until opportunities present themselves. In Bosnia he agonized and delayed for years until the warring sides were exhausted, then bombed the Serbs to the peace table. But he knows there's no time for that now. As he draws nearer to the brink, the President will have to do a better job of making his case to the American people and the world community. His strongest words last week came when he said he wanted to "wipe the prospect of chemical warfare off the face of the earth... I don't want a bunch of terrorists with laboratories in their brief-



BARRY VERNON FOR TIME

READY FOR THE FIRST SHOTS

By DOUGLAS WALLER ABOARD THE U.S.S. NIMITZ

KEVIN MCLAUGHLIN IS AT THE POINTY END OF BILL CLINTON'S SPEAR. Late last week Lieut. McLaughlin—his call sign is "Proton" because he once was a nuclear-reactor operator—sat in the ready room of his F-18 Hornet squadron aboard the U.S.S. *Nimitz*, a 86,000 metric ton nuclear-powered aircraft carrier steaming in the Persian Gulf. If Clinton decided it was time to punish Saddam Hussein for his defiance of United Nations inspectors, Proton would climb into his \$28 million Hornet—the U.S. Navy's premier fighter-attack jet—and shower Iraq with up to 1,400 kg of laser-guided bombs and HARM missiles. McLaughlin was ready, as ready as he would ever be.

The young pilots had spent hours over midnight rations ("midrats") picking the brains of the two senior aviators in the squadron who flew into Iraq the first harrowing night of Desert Storm in 1991. "Everybody on the ship is prepared," McLaughlin says. "We all understand our role here as instruments of policy—gunboat diplomacy. Now it's like the old adage, 'Put me in the game, coach.'" The *Nimitz's* fighter pilots had devoted two weeks to poring over secret lists of targets in Iraq, according to Pentagon officials. The strikes, by Navy and Air Force jets as well as by cruise missiles, would be at the suspected weapons facilities Saddam has tried to hide from U.N. inspectors. Fighter pilots have an internal alarm clock that puts them more on edge when they sense combat is near, and the flyers on the *Nimitz*, watching CNN day and night, have that feeling.

For a month McLaughlin, a four-year veteran in the Hornet, had spent practically every other day "in the box," aviator slang for flights over southern Iraq. The missions were routine, and until recently flyers joked that they would "have a better chance of seeing Jesus than an Iraqi jet." Even the past week, the skies had been quiet. No Iraqi radar had been turned on to "paint" the *Nimitz's* jets as targets, so far as the pilots could tell. Still, "every time you get in the jet and go over Iraq, you never know if this is going to be the day they're going to take a potshot at you," explained McLaughlin, 29, from Newport Beach, California.

If the order came, this would be Proton's first time in combat. "You go into the box with the mind-set that you're doing a job where anything can happen, but there never was a scary sense that something actually could happen," he says. "Now there's a much better chance that something will happen, so guys are going into the box with that mind-set." It was the threat to the U-2 spy plane that was setting off the pilots' internal alarm bells. They knew that if Saddam Hussein even tried to fire at a U-2, the *Nimitz* air warriors would be launched in reprisal. When a U-2 flew early last week, the pilots "spooled up," sensing that the call might come quickly. Now, with more U-2 flights planned, the flyers were spooling up again. The feeling toward Saddam in the ready rooms was about the same as it was in the Pentagon. In the words of Proton McLaughlin, "Everybody is saying, 'Come on, do something.'"

cases going from airport to airport wreaking havoc in the world." That was the kind of rhetoric Americans will need to hear more of if Clinton is to muster opinion in favor of a sustained conflict. But Clinton wasn't addressing the American people when he said it. He was talking to big donors at a Democratic National Committee fund raiser.

LATE ON SATURDAY IN THE PERSIAN GULF, the U.S.S. *Nimitz* had received no attack order from the Pentagon, but everything was pointing to a confrontation. In contrast to last month, when intelligence information took days to reach the aircraft carrier, the CIA was rushing satellite-reconnaissance photos to the *Nimitz's* dimly lit combat center in just minutes. Out on the flight deck, pilots in

F-14s and F-18s who were executing as many as six sorties a day over southern Iraq reported that Saddam was preparing for an American attack by dispersing his surface-to-air missile batteries and bunkering his jets. TIME has learned that fighters from the *Nimitz* planned to accompany the first U-2 reconnaissance flight on Sunday or Monday, flying at a much lower altitude than the spy plane, which cruises at 27,000 m. An Iraqi missile attack on the U-2 or its fighter escorts could dissolve Russian, French and

Chinese opposition to the use of force—and give America a reason to pull the trigger. To deliver that punch, a formidable armada was assembling: the carriers *Nimitz* and *George Washington* (which began steaming in from the Mediterranean last Friday), backed by more than a dozen cruisers, destroyers, guided-missile frigates and attack subs capable of delivering 100 strike planes and 600 cruise and air-to-air missiles. "This sends an unambiguous message that the power is here should the U.N. want to use it," says the commanding officer of the *Nimitz*, Captain Isaac Richardson. Clinton and his commanders have learned that Saddam isn't bothered by the kind of "pinprick" strikes the U.S. lobbed at Iraq in 1993 and 1996. This time, the idea is "to take a page out of

WHIPPED TO A FRENZY

By BRENT SADLER BAGHDAD

INSIDE A MILITARY BASE ON the outskirts of Baghdad, fresh volunteers for one of Saddam Hussein's fanatic commando units charged across the training field. As instructors, clad in ninja black, fired automatic rifles into the sand, the recruits psyched themselves into a frenzy. Suddenly a dog was dragged among them. Its bark turned into an anguished squeal as they slit its throat and disemboweled the beast. Amid the gory scene, the excited volunteers screamed, "Our God, our nation, our leader!" After they finished off the dog, they pulled live rabbits apart, limb from limb. The recruits ripped the raw rabbit flesh with their teeth, smearing their faces with blood and fur. It was a bizarre indoctrination ceremony, apparently designed to underline Iraq's message to the world: Saddam Hussein was preparing his people for a fight.

Iraqis could watch such gruesome scenes on television last week. "My family finds the animal rituals revolting," said a businessman. "We turn away. But the outside world should know that we're on our knees because of economic sanctions. Desperate people do desperate things." The people were more practical than panicky. "We expect missiles and bombs anytime," said a motorist. So like tens of thousands of others in Baghdad, he waited in line for hours to

BRENT SADLER is a senior international correspondent for CNN



Iraqis are loyal to their leader—or else

We're on our knees because of sanctions. Desperate people do desperate things.

fill his gas tank. "We're not scared, but we have to take precautions. The smell of danger is very strong."

Years of repression have all but silenced opposition to Saddam Hussein, who can command mass demonstrations of devotion at any time. As the specter of a U.S. attack rose, obedient Iraqis streamed into the presidential palace to act as human shields. They chanted and moved on cues from government officials. Most appeared enthusiastic, waved posters of the Iraqi leader and vowed absolute loyalty. Some mothers with young children seemed exhausted and indifferent. Others were confused: "How long must we stay?" "What should we do?" They received no answers.

Most of the human shields appeared to be poor, their shoes in tatters, their clothing threadbare and dirty. They sat on roughly cut squares of dark-brown carpeting

inside a cavernous marble-paved hall decorated with giant crystal chandeliers and precious works of art. Unaccustomed to such trappings of wealth, many of the visitors were wide-eyed and speechless.

In Baghdad's al-Rasheed Hotel, meanwhile, staff members were busy polishing the marble entrance where guests walk over a mosaic of the American President who bombed the city in 1991. The inscription: BUSH IS CRIMINAL. Inside was a more traditional welcome, with the same editorial message. Waiters served cups of coffee in a Bedouin tent next to a sign that read DOWN DOWN AMERICA, USA COUNTRY OF TERRORISM.

The stage props of this crisis all seemed very familiar. More than six years after the end of the last war, Iraqis were again hoping for the best but preparing for the worst. ■

Colin Powell's book and make sure that we really do have the capability to do a decisive job," says Robert Pelletreau, who served as Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs during Clinton's first term.

Pentagon officials have no plans to send troops to the region beyond the 2,100 Marines already there with an amphibious-assault group. That is why, when the *Washington* started for the Persian Gulf—it will arrive later this week, though its attack planes will be in range much sooner—13 of the 18 vessels in its battle group stayed behind. The Pentagon is planning to use air power alone—escalating waves of ship- and submarine-launched missiles and aircraft-based missiles and bombs—to shove Saddam back into compliance. "I don't think anybody's looking at days and days of B-52 strikes on Republican Guard barracks," a senior Navy official says. "But when the dust settles after each strike, we'll ask if he's ready to let the U.N. inspectors come back in. And if he says no, we'll hit him again." Pentagon officials liken the plan to Operation Deliberate Force, the 1995 air strikes on the

Bosnian Serbs that finally pushed them to the negotiating table in Dayton, Ohio. "We'll keep hitting [Saddam] until he hurts," a planner on the Joint Staff predicts, "and hopefully after he's hit long enough, he'll say, 'O.K.'"

Since a serious bombing campaign requires heavy, land-based aircraft—not the sleek little F-18 Hornets and F-14 Tomcats that take off from carrier decks—the Pentagon wants to dispatch 50 warplanes to the region, including fierce, moveable-wing B-1 bombers (which would be making their first combat appearance) and F-15 and F-16 fighters. Marine General Anthony Zinni, the U.S. Central Commander (Norman Schwarzkopf's job during Desert Storm in 1991), spent much of last week in the Gulf region, starting the process of securing bases for the U.S. firepower. Since Saudi Arabia has the best airport facilities, a delicate dance has begun between American and Saudi officials: State and Defense department officials have been in contact with their Saudi counterparts, stressing the danger a re-emergent Saddam would pose to their country. Over the weekend, Albright scheduled visits to Saudi Arabia, Bahrain and Kuwait. U.S. officials offered *TIME* conflicting assessments of whether Riyadh would agree to harbor F-117 Stealth

fighters and other attack planes. Pentagon sources considered it likely; State Department officials weren't so sanguine. Heavy B-52 bombers will be based on the Indian Ocean island of Diego Garcia, a British territory on loan to the U.S., and B-1s will probably fly out of Bahrain, Qatar or the United Arab Emirates. Says Army General Hugh Shelton, the new Chairman of the Joint Chiefs of Staff: "We're confident that we have the capability to carry out whatever we are asked to do."

What will that turn out to be? The first

"There's no way we can find and bomb them all," says the source. But where it suspects the weapons of mass destruction are being produced or stored, the Pentagon will try out prototype weapons designed to "defeat nuclear-biological-chemical threats before they can be used," as a 1995 report phrased it. One penetrating warhead burrows through earth and concrete before detonating; an incendiary warhead burns up biological and chemical agents before they can spew poison into the atmosphere.

Washington believes it has all the au-

Iraq's Deputy Prime Minister **FAHD AL-MILKI** in an interview with **TIME** last week



“If the American government would give the green light to the Secretary-General of the U.N. to consider Iraq's request [to modify the leadership of the inspection team], there will be no crisis. We will reciprocate in a reasonable and positive manner.”

“After seven years of sanctions, you get desperate ... another wave of missiles makes no difference to the Iraqi people or the Iraqi government.”

target set is sure to include Saddam's command-and-control and air-defense systems—pulverized in 1991 but steadily rebuilt in the years since. Because the strategy is to make the targets “proportional”—that is, linked to the weapons of mass destruction that have precipitated this mess—the Pentagon is leaning against bombing Saddam's dozens of palaces or waging an all-out assault on his Republican Guard, although locations and Guard units thought to be harboring biological weapons will be hit. They won't target Saddam—“but if we get him by luck,” says a ranking Air Force officer, “that's cool.”

AIR STRIKES ARE PLANNED AGAINST the headquarters of the Iraqi officials who barred the U.N. inspectors from doing their job and against many of 200 suspected production centers for weapons of mass destruction—80 of them for chemical weapons, 100 for biological weapons and 20 for nuclear weapons, according to a Defense Department official. Unlike chemical and nuclear weapons, which require elaborate industrial facilities and make relatively easy targets, biological agents can be produced in a place the size of a two-room apartment.

thority it needs to attack Iraq under existing U.N. resolutions. Security Council sources believe it is unlikely that Washington will go back to the Council for authorization since France and Russia would probably exercise their veto power. In the next week Clinton will try to get those allies on board in some fashion by asking them to try to change Saddam's mind. Clinton planned to speak on the phone over the weekend with both Boris Yeltsin and Jacques Chirac; Russian Foreign Minister Yevgeni Primakov, who has been in frequent contact with Iraqi leaders, would like to play peace broker. If Clinton asked him to fly to Baghdad, he would happily do so. But Clinton isn't optimistic about diplomacy's chances, and there is no sign that either France or Russia is willing to budge on the issue of using force.

Both countries have been arguing for a year that because Iraq has made progress toward eliminating its arsenals of missiles and chemical weapons (though not its biological stores), it should receive some kind of carrot—a partial lifting of economic sanctions—to go with all the sticks. (The U.S. considers the “oil-for-food” swap it approved last December to be in this category; the plan allowed Iraq to sell \$4 billion worth of oil, using the money for food and

COVER STORY

medicine.) The motives of the French and the Russians are suspect, however, because both countries stand to reap financial windfalls from a lifting of sanctions. Iraq owes Russia an estimated \$10 billion in foreign-aid loans—money that can't be paid back so long as Iraqi funds are frozen—and Russian companies have some \$20 billion in contracts with Iraq ready to kick in if sanctions are lifted. France's Elf Aquitaine and Total Petroleum companies are negotiating similar deals.

France and Russia contend that military action against Saddam could be self-defeating: if he refuses to budge, the Arab world could rise up against the spectacle of sustained bombing. "Surgical air strikes will not eliminate [U.S.] suspicions," says Russian Ambassador to the U.N. Sergei Lavrov, "and they will raise hell in the region. Blanket bombing will turn everyone in the Arab world against the U.S."

So is there a diplomatic way out? In an interview last week with TIME, Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz claimed to see one. "If the American government would give the green light to the Secretary-General of the U.N. to consider Iraq's request [to modify the leadership of the U.N. inspection team], there will be no crisis," he said. "We will reciprocate in a reasonable and positive manner."

But the white-maned, wily Aziz—who has served as Saddam's kinder, gentler face for 18 years now—is a public relations master. As he well knows, the apparently simple solution he prescribes is unacceptable to the U.S. because it would allow a renegade state to change the terms of an official U.N. commission. Saddam has shown no sign of wanting a deal to get the inspectors back in. He wants delays, and brinkmanship, and time to do whatever it is he's doing in those off-limits labs. In the end, his actions suggest, he is again willing to risk war.

"After seven years of sanctions, you get desperate," said Aziz, although his boss isn't desperate enough to let the inspectors back in. "Another wave of missiles makes no difference to the Iraqi people or the Iraqi government."

Aziz is half right. Saddam's regime has so far managed to survive and even thrive despite all the American assaults. But Saddam's people haven't fared so well. They deserve to be pitied for the miseries he is ready to bring upon them again.

—Reported by William Dowell/
New York, Dean Fischer and Mark Thompson/
Washington and Douglas Waller aboard the
U.S.S. Nimitz

For more information, see our special report on Iraq at time.com

VIEWPOINT

J.F.O. McAllister

SHOULD HE JUST BE KILLED?

As tempting as it may be, assassination is a bad idea

WE SHOULD KILL HIM," SAYS FORMER WHITE HOUSE AIDE GEORGE Stephanopoulos. New York Times columnist Thomas Friedman calls for a "head shot" against Saddam.

And why not? While murder is always morally suspect, especially if it's ordered up in a conference room, Saddam just might be the exception to the rule. His power flows not from the consent of his people but from firing squads and torture chambers. He has ordered the death of tens of thousands and used cyanide, nerve gas and mustard gas against Iranians and Iraqi Kurds. Trained as an assassin—while a young man he took part in a 1959 attempt on the Iraqi Prime Minister—he once ordered a hit on George Bush. He has tried to build atom bombs and, U.N. inspectors believe, he is working to amass a stock of nerve gas and germ weapons. Finally—and this is crucial—he himself is the problem. Iraq experts agree that any successor, no matter how thuggish, would be less powerful, less malevolent, less dangerous. Isn't it moral—as with Hitler

in 1938—to take this one life before he takes thousands more, or hundreds, or even one?

Privately, many Arab officials and dissident Iraqis urge assassination on their American contacts as the cleanest way to return Iraq to some kind of normality. But Executive Order 12333, issued by Ronald Reagan, says that "no person employed by or acting on behalf of the United States government shall engage in, or conspire to engage in, assassination." The prohibition grew out of widespread disgust over dis-

losures of U.S. plots to kill Castro and a scheme to depose Chile's President Salvador Allende that helped lead to his death.

In general, the ban on government-backed assassination is good policy. It is often ignorance and hubris that make a President fixate on getting rid of one irksome foreigner as a solution to deeply rooted problems. But a James Bond-style directive is not the only way a President can grant a license to kill. In 1986 Reagan bombed Libyan "terrorist-related targets" that happened to be places where Libyan leader Muammar Gaddafi was often present. During the Gulf War, coalition forces attacked Saddam's palaces and bunkers. Now the Pentagon is ready with a new list of his hangouts. And if Clinton wanted to send a sniper instead of a cruise missile, he could amend Executive Order 12333.

But he won't, because the biggest obstacles to killing Saddam aren't moral or legal but practical. It's not smart for the U.S., which has a huge stake in world order, to be seen as resorting to a little terror of its own. Unintended consequences often flow from clever plans. Recall Pan Am 103, blown out of the sky allegedly by Libyan agents after Gaddafi almost died from Reagan's bombs.

Saddam remains one of the world's most difficult targets. He moves constantly, uses doubles, runs his food through chemical analyzers, kills close associates and even his in-laws to keep others off guard, and employs a ruthlessly loyal security force that has quashed multiple coup attempts since 1991. Richard Haass, who directed Middle Eastern affairs at the National Security Council during the Gulf War, says, "I have yet to see anything remotely persuasive about how you could take out Saddam. A wish is not a policy." One suggestion: million-dollar rewards have helped the U.S. catch foreign terrorists by giving their confederates an incentive to snitch. What about \$500 million, the cost of only 400 cruise missiles, for delivering Saddam to a war-crimes tribunal? ■

VIENNA REPORT—SYGMA



Diesel 'tax' undermines Iraqi Kurd experiment

Ankara - Reuters

■ A scramble for scarce resources in the harsh mountains of the north has all but ruined a rare chance at autonomy for the Kurds of Iraq.

One of two main Kurdish militias is steadily strangling its rival, through control of the trade in smuggled fuel, in a bitter feud that the Iraqi Kurds' Western protectors appear helpless to end.

That same dispute allowed Iraqi government forces to enter, albeit briefly, the main Kurdish city of Arbil last year for the first time since 1991 to aid faction leader Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP).

Now, say analysts and opposition sources, it could suck neighbors Iran and Turkey into a dangerous standoff in Iraqi Kurdistan — a seemingly high price to pay for black market income estimated at just a few million dollars a month. "It is not about Arbil or this bit of land or that bit of land. It is about revenues," said an official for the Iraqi National Congress opposition group.

Territory held by Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is impoverished by the refusal of Barzani's KDP to share diesel revenues since a round of fighting in 1994. Frustrated at its dwindling coffers, the PUK last month broke a ceasefire that the

Western powers mediated a year ago to prevent a repeat of Iraq's incursion into Arbil.

"They argued that they were starving so they might as well go for broke and fight their way out," an Iraqi opposition official said. "Talabani was desperate then and he is even more desperate now."

Barzani's KDP has a steady income from tolls his "peshmerga" guerrillas levy on Turkish trucks taking illicit Iraqi diesel back into Turkey on tanks specially fitted to the side of their vehicles.

Baghdad cut the flow when the U.N. arms inspectors crisis began at the end of October but Iraqi Kurds expect it to restart soon.

The trade, worth up to 1.5 million tons of fuel annually, is technically against U.N. sanctions on Baghdad but Washington turns a blind eye because it helps ally Turkey.

Western diplomats say close military assistance from Turkey, fighting its separatist Kurdistan Workers' Part (PKK) terrorists with bases in northern Iraq, has tipped the balance of power heavily in favour of Barzani.

But no matter who is on top, analysts say, Baghdad is happy to see the Kurdish groups on the battlefield rather than seated in the regional assembly they set up to share power equally after a dead heat in 1992 elections.

The parliament, promoted by the West as a democratic model for the rest of Iraq, has not functioned for three years, ending one of the Kurds' best opportunities ever of carving out a measure of self-rule for

their scattered nation.

"Any stability in northern Iraq is bad for (Iraqi President) Saddam (Hussein) because it shows his people elsewhere what the rest of Iraq could be like," a Western diplomat said. The Patriotic Union, physically enclosed on three sides by either Barzani or Saddam, looks increasingly to Iran for survival and the West fears Talabani may even turn back to Baghdad, with whom he had close ties in the 1960s.

"He will certainly be keeping his lines open to both," said a Western diplomat who follows northern Iraq. "There is always the danger with the PUK of Iranian involvement."

Diplomats say Tehran, worried by regional rival Turkey siding openly with Barzani, probably gave Talabani the Soviet-made Grad missiles that appeared in northern Iraq for the first time last month.

"Further Iranian involvement is possible although it would be a very dangerous development," said the Iraqi National Congress spokesman.

Turkey, with up to 10,000 troops chasing separatist PKK terrorists in northern Iraq, has forces some 30 km (20 miles) away from Iraq's border with Iran.

Ankara denies PUK charges that it regularly bombards Talabani's irregulars with NATO standard artillery and air power. For its part, Turkey says the Patriotic Union aids the PKK, which uses its regional bases to attack Turkish targets. The Turkish army's number two accused Iran at the weekend of sponsoring both Talabani and the PKK. "Iran is behind the PUK and the PKK," General Cevik Bir told reporters at a U.S. embassy reception.

Limited trade over the rugged Iranian border and food distributed under the U.N.'s oil-for-food deal with Iraq are all that is keeping the PUK's head above water. Iraqi opposition sources say traders linked to the PUK are gutting infrastructure in Talabani areas to sell it to Iran. "They have even unhinged pedestrian bridges over roads in (the city of) Sulaimaniyah and sold them to Iran," a source said.

Turkish Daily News

November 24, 1997

Menace de dissolution du Refah: préoccupation des Etats-Unis

WASHINGTON, 24 nov (AFP) - Les Etats-Unis ont exprimé leur préoccupation lundi en raison de la possible dissolution en Turquie du parti de la Prospérité (Refah) de l'ancien Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan.

"Nous serions préoccupés par toute décision qui finirait par entamer la confiance dans le système démocratique multipartite turc", a déclaré le porte-parole du département d'Etat James Foley.

Une procédure est actuellement en cours contre le Refah devant la plus haute instance judiciaire de Turquie, la Cour constitutionnelle, un procureur ayant demandé sa dissolution sous l'accusation d'avoir "remis en cause la laïcité de l'Etat".

M. Erbakan a fait son dernier plaidoyer pour son parti la semaine dernière et la Cour devrait rendre son verdict courant décembre.

"Nous pensons que l'issue de cette affaire aura une influence ou un impact sur la démocratie et la laïcité turques, que nous soutenons fortement l'une comme l'autre" a poursuivi M. Foley.

"Nous espérons que l'image de la Turquie comme Etat laïque et démocratique fort, avec un système multipartite démocratique, restera intact, a-t-il ajouté.

La crise irakienne affecte le commerce frontalier avec la Turquie

ANKARA, 24 nov (AFP) - La crise entre l'Irak et l'ONU a affecté négativement le commerce illicite de mazout irakien avec la Turquie voisine, Bagdad l'ayant d'abord suspendu avant de le réautoriser mais avec une sévère hausse des prix, ont indiqué lundi des responsables turcs.

Depuis plusieurs années, les camionneurs turcs, pour la plupart d'origine kurde, rapportaient du mazout bon marché d'Irak dans des citernes de fortune attachées aux flancs de leurs camions, pour le revendre en Turquie avec un bénéfice substantiel.

Ces deux dernières années, ils avaient transporté plus d'un million de tonnes par an, pour quelque 200 millions de dollars.

Ce commerce constitue techniquement une violation de l'embargo imposé à l'Irak depuis son invasion du Koweït en août 1990 mais les Etats-Unis le tolèrent, car il permet à leur alliée la Turquie de compenser une partie des pertes encourues par son économie à cause de l'embargo.

Pendant la dernière crise avec les Etats-Unis née du rejet par Bagdad des inspections de ses armements par les experts de l'Onu, l'Irak a suspendu début novembre les ventes de mazout aux camionneurs turcs à Mossoul, dans le nord.

Cette décision a causé la formation de longues files de plus de 5.000 camions, qui attendaient la reprise des ventes.

L'Irak a réautorisé ces ventes pendant le week-end mais en augmentant le prix du mazout de près de 50%, selon l'agence turque Anatolie qui cite des responsables turcs au poste frontière de Habur entre les deux pays.

En outre, les péages acquittés par les camionneurs auprès des peshmergas kurdes irakiens qui contrôlent la majeure partie de la zone frontalière du côté irakien alourdissent encore le prix.

Un litre de mazout coûte maintenant près de six dinars irakiens (30 cents), contre 3,5 dinars il y a un mois, selon eux.

"En conséquence, les camionneurs turcs refusent d'acheter du mazout irakien et ceci menace l'économie du sud-est de la Turquie" à majorité kurde, a déclaré un responsable à Habur, Mustafa Demir.

Turkey halts diesel tanker trade with Syria

Ankara - Turkish Daily News

Foreign and Internal Ministry and the Customs Undersecretariat on Friday banned Syrian lorry drivers from bringing diesel loads into the country in a tit-for-tat response to the Damascus move of stopping Turkish truckers' involvement in the cross-border fuel trade.

Turkey will no longer grant visas to the Syrian tanker drivers who have been bringing diesel to Turkey for the last two months, the Anatolia news agency reported. Damascus refuses to grant visas to Turkish drivers to conduct the trade, the agency said.

"Due to Syria not granting visas,

there was some one-sidedness (in the trade). The foreign ministry took a decision to bring discipline to the import of diesel and control Customs matters," said Fikret Güven, governor of the border province of Mardin.

On the other hand, Gaziantep Governor Muammer Güler in his statement on Sunday said that only goods like oil or prina are allowed to be brought through Syria, saying that Syria did not act according to the trade rules agreed by both countries.

It was not clear how much diesel was being brought through Syria by this method. Energy analysts say the fuel probably originated in neigh-

boring Iraq.

An illegal truck trade in diesel fuel between Iraq and Turkey was halted last week after Iraqi supplies dried up during the crisis over U.N. arms inspections in Iraq. The trade brought in around 1.5 million tones of Iraqi fuel annually for sale at prices far below official levels.

The diesel trade from Iraqi government-controlled territory technically violates U.N. sanctions on Baghdad but is tolerated by Ankara's Western allies. Turkey estimates its losses from seven years of U.N. sanctions on neighboring Iraq at \$30 billion.

November 24, 1997

Turkish Daily News

Le Conseil de sécurité est divisé sur l'état du désarmement de l'Irak

L'évaluation de l'ONU est diversement interprétée

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Le rapport sur l'Irak des experts internationaux en matière de désarmement, présenté samedi 22 novembre au Conseil de sécurité, qui en reste saisi, ne recommande pas, comme le souhaitait Bagdad, la clôture des dossiers du désarmement. Les vingt et un commissaires qui composent la commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement de Bagdad (Unscorn) admettent des progrès très importants sur le volet nucléaire et d'autres, sensibles, dans le domaine balistique. Ils proposent aussi l'augmentation du nombre d'inspecteurs, ce qui réduirait le pourcentage d'experts amé-

ricains. Quant au recours de l'Unscorn - fort contesté par Bagdad - aux avions espions américains U 2, les commissaires suggèrent d'y adjoindre d'« autres avions ».

PROGRÈS SUBSTANTIELS

Dès la présentation du rapport au Conseil de sécurité, Washington et Londres ont crié victoire. Pour eux, le rapport avance des recommandations « pratiquement identiques » à leur perception de la situation, dans la mesure où il souligne que les dossiers nucléaire et balistique sont « pratiquement [et donc pas totalement] clos ».

Aux yeux des Russes, le texte ouvre au contraire un nouveau chapitre du dossier irakien. La position de la France est plus nuancée

que celle de Moscou. Tout en mettant l'accent sur les progrès substantiels enregistrés par les commissaires, les diplomates français insistent sur le fait que la « clôture éventuelle de certains dossiers » ne signifie « en aucune manière » la fin du contrôle international de l'industrie d'armement de Bagdad. Pour Paris, l'ONU pourrait bientôt compter sur le système de contrôle à long terme déjà mis en place pour surveiller les programmes nucléaire et balistique.

Personne ne conteste toutefois que, sans le feu vert de l'Unscorn sur « tous les dossiers », la levée des sanctions économiques, imposées à l'Irak lors de l'invasion du Koweït, en août 1990, est « hors de question ».

Le rapport confirme sans ambiguïté que Bagdad possède et entend conserver certaines armes de destruction massive, même si une importante quantité de ces armes a été détruite en plus de six ans d'inspections. Peut-on dès lors compter sur le contrôle à long terme pour s'assurer que le président irakien, Saddam Hussein, ne développera plus les capacités militaires de son pays ? La réponse est loin de faire l'unanimité. Le véritable problème est de savoir si M. Hussein entend utiliser ces armes : « Il l'a déjà fait », répondent les Américains,

pour qui la seule manière de s'assurer qu'il « ne recommencera plus » est d'être sûrs qu'il « n'en a plus ».

D'autres font valoir que la communauté internationale ne pourra « jamais être certaine à 100 % » que Bagdad n'a plus d'arsenal d'armes de destruction massive. Il vaut mieux sortir l'Irak de son isolement politique pour « mieux le contrôler », disent-ils. Une conversation avec des diplomates irakiens est révélatrice : « Avant la guerre du Golfe, nous avions déjà des armes biologiques. Mais nous ne les avons pas utilisées, car nous savions que la riposte serait catastrophique », disent-ils. Aujourd'hui, « nous n'en avons plus », persistent-ils à affirmer, malgré les preuves irréfutables apportées par les experts.

L'attitude à adopter à l'égard du dossier irakien est désormais soumise à un jugement politique. A ce stade, si « victoire » il y a, elle est partagée. Bagdad a gagné du terrain, car le dossier irakien ne sera plus jamais traité comme il l'était avant la crise. Pour Washington, la crise a démontré sans ambiguïté que l'Irak possède encore des armes redoutables. La « victoire » est peut-être celle de la population irakienne, dont le sort tragique est à nouveau à l'ordre du jour.

LE MONDE / MARDI 25 NOVEMBRE 1997

Afsané Bassir Pour

Barzani ends KDP-PUK contacts in Baghdad, wants peace talks only in Ankara

KDP delegation led by Sami Abdurrahman is in Ankara for talks with Turkish officials

■ The Kurdistan Democracy Party (KDP) has decided not to have any further contacts with its arch-rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in Baghdad and feels any further peace talks on northern Iraq should be held in Ankara, diplomatic sources told the Turkish Daily News over the weekend.

The sources, who asked not to be named, said the first contact between the KDP and the PUK was made in Baghdad one-month-ago under the patronage of Iraqi Vice Premier Tariq Aziz. They said Sami Abdurrahman and Fadil Miari represented the KDP at the talks while the PUK delegation included Arsaleem Baez, Khader Haci Ali and Imad Ahmed. Ali Hassan Al-Macid, who has frequently dealt with the Kurds in the past, reportedly accompanied Aziz. The second meeting was to have taken place two-weeks-ago but came at the midst of renewed fighting between the PUK and the KDP. The KDP delegation refused to sit at the talks because they said the PUK had failed to withdraw from KDP positions occupied earlier.

Later the KDP said it would not attend any more talks in Baghdad. The KDP also turned down an offer by Iran to host similar meetings in Tehran.

The KDP officials reportedly felt any future peace talks with the PUK should be held in Ankara.

A truce brokered by the United States, Britain and Turkey in Ankara and called the "Ankara Peace Process" fell apart when the PUK attacked KDP posi-

tions in northern Iraq and occupied the Safeen mountain positions on Oct. 12.

A KDP delegation led by Sami Abdurrahman arrived in Ankara Monday for detailed talks with Turkish officials on the situation in northern Iraq. The delegation will reportedly convey the KDP's "gratitude and appreciation" for Turkey's "assistance" in northern Iraq.

Turkish authorities say they have been cooperating very closely with the KDP in recent months. The KDP has helped Turkey in its fight to contain the separatist PKK terrorist organization whose militants have set up bases in northern Iraq.

There were claims by the PUK that Turkish troops and fighter planes had assisted the KDP forces in their fight against the PUK. Turkey denied this and stressed the Turkish military operations in northern Iraq were limited to the PKK which happened to be deployed in the areas controlled by the PUK.

Some Iraqi Kurdish sources, however, said Barzani had threatened the West that he would once again invite Saddam Hussein's forces to push out the PUK troops from the KDP positions occupied after Oct. 12.

Turkey, reportedly, took on the role, of helping the KDP beat the PUK, with Western blessing.

The KDP forced the PUK out of Arbil last year with the help of Saddam's forces which brought an angry reaction from the United States. The incident ended Western land forces presence in northern Iraq and the Americans were forced to pull out their forces and their support staff including Iraqi Kurds who had collaborated with them.

Turkish Daily News

İLNUUR ÇEVİK

Ankara - Turkish Daily News

November 25, 1997



mercredi 26 novembre 1997, 10h40 heure de Paris

Turquie-La Cour européenne dénonce la détention de 6 Kurdes

STRASBOURG, 26 novembre, Reuters - La Cour européenne des droits de l'homme a condamné mercredi la Turquie pour avoir détenu arbitrairement, en 1994, six anciens députés kurdes du Parti du travail du peuple (HDP), a annoncé la juridiction.

Sim Sakik, Ahmet Turk, Mahmut Alinak, Mehmet Hatip Dicle, Orhan Dogan et Leyla Zana avaient été placés en garde à vue en mars 1994 à Ankara durant 12 à 14 jours avant d'être présentés à un juge, après que leur immunité parlementaire eut été levée.

Sim Sakik et Mahmut Alinak devaient être condamnés par la Cour de sûreté de l'Etat à 3 ans et six mois de prison pour propagande séparatiste, Mehmet Dicle et Orhan Dogan ainsi que Leyla Zana à 15 ans de prison pour appartenance à une bande armée. Ahmet Turk était pour sa part remis en liberté après son pourvoi en cassation.

"Les enquêtes au sujet d'infraction terroristes confrontent indubitablement les autorités à des problèmes particuliers. Cela ne signifie pas toutefois que celles-ci aient carte blanche (...) pour arrêter et placer en garde à vue des suspects à l'abri de tout contrôle effectif par les tribunaux internes", a estimé la Cour européenne des droits de l'homme.

Considérant par ailleurs que la ville d'Ankara n'est pas concernée par l'état d'urgence décrété dans le sud-est du pays, la Cour a jugé que le gouvernement turc ne pouvait pas déroger aux obligations découlant de la Convention européenne des droits de l'homme comme cela est partiellement possible dans certaines situations de guerre ou d'insurrection.

La Turquie devra verser, outre les frais et dépens, 30.000 francs à Mehmet Dicle et Orhan Dogan et 25.000 francs aux quatre autres requérants.

REUTERS

19 rebelles kurdes et 2 membres des forces de sécurité turques tués

Mar 25 Nov 97 - 14h19 GMT

ANKARA, 25 nov (AFP) - Dix-neuf rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et deux membres des forces de sécurité turque ont été tués lors d'opérations militaires et combats dans le sud-est anatolien, a annoncé mardi la super-préfecture de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien.

Ces opérations militaires et combats se sont déroulés près des localités d'Eruh (province de Siirt, sud-est), où 13 rebelles kurdes ont été tués, d'Ergani (province de Diyarbakir) où cinq rebelles ont été tués, et de Kalasevir (province de Bitlis, sud-est) où un rebelle a été tué, selon ce communiqué.

Le communiqué de cette super-préfecture, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK, ne précise pas quand ces accrochages ont eu lieu.

Les opérations se poursuivent dans ces régions, ajoute encore le document, sans autre précision.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 27.000 morts, rebelles, militaires, policiers et civils.

©AFP 1997

Et les Kurdes, dans tout ça?

Cavana

L N'Y AURA PAS de deuxième guerre du Golfe. Pas tout de suite, en tout cas. L'Irak n'est donc plus suspect d'être un agresseur en puissance, un fabricant d'armes scélérates ? Oh, que si ! Plus que jamais ! Alors ? Alors, on décide de passer l'éponge sur la petite saute d'humeur de Saddam Hussein, lequel, de son côté, fait patte de velours, et de continuer comme si de rien n'était, c'est-à-dire de maintenir l'Irak sous haute surveillance et suspicion redoublée.

Tout se passe comme si l'éclat de Saddam contre les inspecteurs américains n'avait eu pour but que de tester la solidarité des membres de la Commission de désarmement, d'obliger ceux d'entre eux, notamment la France et la Russie, qui avaient depuis peu noué des engagements économiques avantageux avec l'Irak, à prendre ouvertement parti. Et c'est bien ce qui s'est passé. Clinton a froncé le sourcil et crié : « On y va ! », la France a fait « Mouais... », la Russie a brandi un arrangement de dernière minute qui, si l'on passait outre, désignait Clinton et, donc, les États-Unis comme d'enragés fauteurs de guerre.

Que se passe-t-il quand un bonhomme est soupçonné, avec fortes présomptions, d'entreposer chez lui des armes (ou de la drogue, ou toute autre marchandise interdite) ? Un magistrat (juge d'instruction) signe un mandat de perquisition et envoie la police fouiller chez le bonhomme jusque dans les moindres recoins. Pourquoi l'ONU ne peut-elle en faire autant ? Parce que l'ONU n'est pas un magistrat.

L'Unscop (la désormais fameuse commission de désarmement) est un organisme de circonstance, institué par les vainqueurs au lendemain de la guerre du Golfe et imposé au vaincu, à savoir l'Irak, soupçonné à juste titre d'être un arsenal clandestin et un silo géant pour armes de destruction massive en tout genre, surtout les plus méchantes : chimiques, bactériologiques, etc.

La guerre du Golfe a pris fin il y a presque sept ans. Elle se proclamait opération de libération du Koweït envahi, puis, dès qu'on eut connaissance de la puissance occulte de destruction accumulée par Saddam Hussein, expédition préventive devant purger l'Irak de sa puissance d'agression.

Pour cette dernière mission, une occupation durable de l'Irak s'imposait. Tout eût été rapidement réglé. La preuve du crime eût entraîné la mise hors la loi de Saddam et son jugement. On ne fit rien de tout ça.

Pourquoi les troupes de l'ONU s'arrêtèrent-elles soudain en pleine avance ? Va savoir... Pourquoi Hussein, non seulement ne passa pas en jugement, mais resta en place ? Là, je peux répondre : parce qu'il n'existe aucune instance

permanente supranationale, aucun tribunal des nations, apte à le juger et à le déclarer coupable. En fonction de quel Code universel agirait-il ? Eh, oui.

L'ONU n'est pas un tribunal. Elle fonctionne plutôt comme une association de quartier de gens vertueux qui décident entre eux que tel voisin se conduit mal et doit être puni.

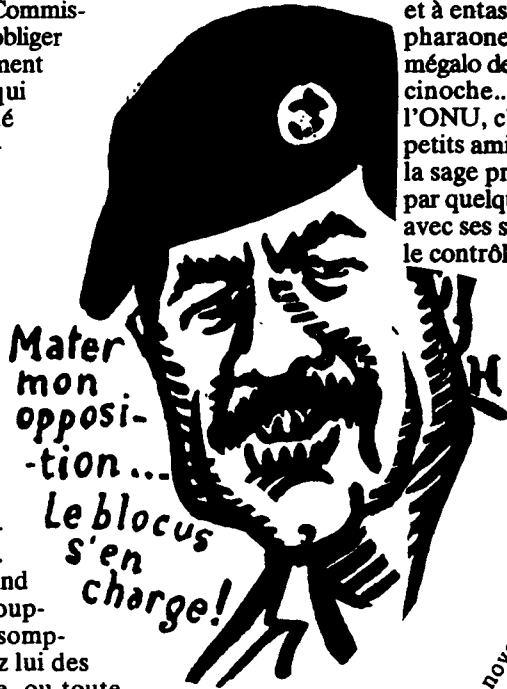
En somme, Saddam Hussein a eu le tort d'attirer l'attention sur lui. S'il n'avait pas tenté de récupérer le Koweït et son pétrole (dont l'Irak avait été spolié lors de la « décolonisation »), il eût pu tranquillement continuer à creuser sous le désert des laboratoires scélérats et à entasser les engins de mort subite dans ses pharaoniques silos de béton. Pour quel rêve mégalo de maître du monde ? Là, on est en plein cinoche... Mais voilà. Il a déchaîné l'ire de l'ONU, c'est-à-dire des États-Unis et de leurs petits amis (dont il n'avait pas, à l'époque, pris la sage précaution de bâillonner la conscience par quelques contrats juteux), et ce fut la guerre avec ses suites : l'Irak suspect en permanence, le contrôle, le blocus.

Saddam, donc, a eu le tort d'attirer l'attention. Ce quivamène à se poser la question suivante. Y a-t-il d'autres Saddam dans le monde ? Des Saddam plus prudents, qui accumulent bombes à gaz et obus à bactéries sans se faire remarquer ? Qui peut savoir ce qu'il y a dans les arsenaux secrets de (ce sont juste des noms comme ça) la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël ? Qui se permettrait d'exiger de la Russie, des États-Unis..., de la France, qu'ils ouvrent tout grands leurs stocks à une commission de contrôle ?

Souvenez-vous. Pendant un demi-siècle, nous avons vécu sous la menace atomique constante. On n'arrêtait pas de nous brandir sous le nez la fantastique puissance du feu nucléaire déclenchable à tout moment. « De quoi détruire deux mille fois la planète ! Trois mille fois ! Cent mille fois !... » C'était l'escalade. Ils en étaient fiers. L'ONU avait là une belle occasion de se manifester. Où se cachait-elle, l'ONU ? Et encore aujourd'hui. Pourquoi tout État n'est-il pas obligatoirement soumis à une vérification de son pouvoir offensif, de la nature de ses armes, de l'activité de ses laboratoires, usines et arsenaux ? Pourquoi seulement s'il lui arrive de perdre une guerre ?

Il faudra bien qu'on y vienne un jour, au gouvernement mondial, à un Code civil et pénal universel, à la fin des États merdeux et de la loi du plus fort, militairement, économiquement, socialement, culturellement...

En attendant, c'est le peuple irakien qui déguste. L'adoucissement du blocus n'est pas pour tout de suite. Et le prestige du dictateur fou mais rusé grimpe vers les sommets dans le monde de l'islam. Saddam continuera à berner



Mater
mon
opposi-
-tion...
Le blocus
s'en
charge!

CHARLE HEDD Mercredi 26 novembre 1997

l'ONU et ses contrôles, ou, en tout cas, le laissera croire. Saddam le « laïc », dictateur absolu mais musulman « modéré », apparaît comme le titi qui fait la nique au géant yankee, le malin qui parvient à diviser l'ONU en jouant sur les cupidités nationales, la fierté et le phare de l'islam. Si tout musulman n'est pas intégriste (heureusement !), il n'empêche que cette victoire diplomatique de Saddam Hussein venge les Palestiniens bafoués cyniquement par Netanyahu, conforte l'intégrisme des égorgeurs. Ce n'est pas tellement le cas de Saddam

Hussein qui m'enrage que le fait qu'il puisse exister des Saddam Hussein, qu'on laisse grossir en vue de je ne sais quelles stratégies comme on laissa grossir Hitler, avec le risque (toujours présent quand on manipule des mégalomanes) que le cinglé perde les pédales...

Et les Kurdes, dans tout ça ? L'ONU s'est-elle inquiétée des Kurdes, quand Saddam leur balançait sur la gueule ses joujoux chimiques ou microbiens ? L'a-t-elle jamais menacé de sanctions pour assassinat de masse anti-kurde ?

CAVANNA

jeudi 27 novembre 1997, 09h46 heure de Paris

Adhésion à l'UE : le conseil national de sécurité turc lance un ultimatum

ANKARA, 27 nov (AFP) - Le Conseil national de sécurité turc (MGK) a décidé mercredi que l'adhésion à l'Union européenne "ne sera plus à l'ordre du jour de la Turquie" si l'UE ne prend pas une décision favorable à Ankara lors de son sommet de décembre, a-t-on appris jeudi de source proche du Conseil.

Lors de sa réunion mensuelle mercredi à Ankara, le MGK, organe tout-puissant par lequel l'armée exerce son influence politique, a estimé que l'UE "leurre la Turquie avec de fausses promesses à propos de son adhésion", selon la même source.

Les membres du MGK "ont atteint un consensus sur le principe selon lequel l'adhésion à l'UE ne sera plus à l'ordre du jour de la Turquie" si le sommet européen des 13 et 14 décembre à Luxembourg prend une décision défavorable, a-t-elle dit.

Elle n'a pas précisé le sens exact de cette expression.

Dans un entretien avec le quotidien La Libre Belgique, publié mercredi et diffusé jeudi par le ministère turc des Affaires étrangères, le chef de la diplomatie turque Ismail Cem avait utilisé les mêmes termes.

"Est-ce que l'UE considère la Turquie, ouvertement, franchement, comme candidate dans l'actuel processus d'élargissement ? C'est à elle de décider", avait dit M. Cem dans cet entretien.

"Nous n'allons pas axer le prochain millénaire, notre avenir politique et toutes nos relations extérieures sur un tel paramètre. Je veux encore considérer (possible) une réponse positive. Mais si c'est le choix de l'UE (de ne pas donner une telle réponse), alors nous n'aurons plus l'Union au sommet de notre ordre du jour politique", avait-il ajouté.

Pressé d'expliquer ce qu'il voulait dire, M. Cem avait répondu : "Oh, nous aurons encore un accord douanier. Mais l'Union sera comme toute organisation internationale avec laquelle nous entretenons des relations".

M. Cem, ainsi que le Premier ministre turc Mesut Yilmaz, devaient recevoir jeudi à Istanbul (ouest) le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président en exercice de l'UE, et son ministre des Affaires étrangères Jacques Poos, pour évoquer le cas de la Turquie avant le sommet européen de Luxembourg.

Ce sommet doit se prononcer sur l'ouverture de négociations d'adhésion avec onze pays candidats à l'UE, dont les pays de l'est et Chypre, et sur la situation de la Turquie pour l'inclure ou non dans les plans d'élargissement.

La commission européenne avait recommandé en juillet d'ouvrir en 1998 des négociations d'adhésion avec cinq pays d'Europe de l'est, plus Chypre. Le fait que la Turquie ne figurait pas dans cette recommandation a grandement irrité Ankara qui, en outre, est contre l'adhésion de Chypre avant la sienne ou avant un règlement du problème de l'île.

La Turquie avait demandé mercredi à l'UE d'adopter une position plus claire à son égard, affirmant qu'elle avait déjà exposé la sienne sur les plans d'élargissement de l'UE.

La Turquie est liée à l'UE par un accord d'association signé en 1963 et qui prévoit une adhésion à terme.

Parmi les obstacles cités à l'adhésion de la Turquie, figurent sa mauvaise performance en matière de droits de l'Homme et le problème kurde, ses mauvaises relations avec la Grèce et la question de Chypre. bds e.f.

Iran's Leading Cleric Lashes Out at Critics

Dissidents Warned of 'Treason' Charges

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — Iran's supreme leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, on Wednesday blasted dissidents who have questioned his authority as "enemy agents" and said they would be prosecuted with the full force of the law.

Speaking out for the first time in the dispute, Ayatollah Khamenei urged Iranians to refrain from taking the law into their own hands and to cease demonstrations denouncing the most prominent dissident, Ayatollah Hossein Ali Montazeri.

"If what they have done is illegal, which it is; if it is treason against the people, which it is, then executive and judicial officials should carry out their duty against these individuals," Ayatollah Khamenei said in a speech carried on state radio and television.

"And I am informed that they are going to carry it out and that there will

be no laxity," he said.

"I ask everyone to stop the marches. Of course, speakers and writers should continue to clear up the people's minds. I urge everyone not to commit any illegal acts. There should be no vendetta."

Ayatollah Khamenei was apparently referring to attacks last week by demonstrators on the offices of Ayatollah Montazeri and another prominent critic, Ayatollah Ahmad Azari Qomi, in the Shiite Muslim holy city of Qom, 120 kilometers (75 miles) south of Tehran.

Ayatollah Montazeri has questioned Ayatollah Khamenei's qualification to become the spiritual guide of all the world's Shiites in addition to being Iran's supreme political leader.

The controversy erupted last week into one of Iran's most violent demonstrations in recent years. Police used tear gas to disperse pro-Khamenei demonstrators in Qom.

A nationwide rally against Ayatollah Montazeri was scheduled for Friday.

Ayatollah Montazeri, 75, has been Iran's most prominent dissident since the founder of the Islamic revolution, Ayatollah Ruhollah Khomeini, dismissed him as his designated successor shortly before his death in 1989. He had criticized government policies, including the treatment of political prisoners.

In a speech in Qom in mid-November, Ayatollah Montazeri said the supreme leader was interfering in politics too much and should "supervise, not rule."

His challenge deeply unsettled Islamic conservatives, prompting hardliners to attack his Koran school in Qom last week and the authorities to close his office in Mashhad in northeastern Iran.

Some moderate newspapers have said infighting and daily marches could mar Iran's hosting of a summit of the Organization of the Islamic Conference next month.

(Reuters, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, NOVEMBER 27, 1997

U.S. Gulf Chief Confident Allies Will Back Action

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The commander of U.S. forces in the Gulf said Wednesday that he was confident America's allies would back any U.S. decision to take strong military action against Iraq.

"I do feel strongly we will get the support we need when the time comes," said General Anthony Zinni. He also said most U.S. allies in the region did not want "more pinpricks" against President Saddam Hussein if hostilities begin.

Asked if Gulf leaders had told him they would support the United States if it chose to hit Iraqi targets, he said: "Virtually everyone in the region said that. No more pinpricks — that if Saddam attacks our U-2, for example, or there's a requirement to respond, that we ought to do it in a serious way."

He added that "we have the adequate

forces" to do so.

Iraq has threatened to shoot down the U.S. high-altitude U-2 spy planes that fly UN missions to check on Iraq's weapons programs.

Asked to expand on the form military action might take, General Zinni said: "I think 'a serious way' puts at risk the things that mean most to Saddam," such as "the special Republican Guard which keeps him in power."

A war of words between Baghdad and Washington has shown no signs of dying down despite the Iraqi decision last week to lift its ban on Americans working in UN weapons monitoring teams.

The inspectors must be satisfied Iraq has destroyed its weapons of mass destruction before sanctions are lifted.

Iraq, calling for an end to UN sanctions, said Wednesday that thousands of children were dying every month be-

cause of a lack of medical equipment and drugs caused by the sanctions.

Health Minister Umeed Madhat Mubarak said that more than a million Iraqis had died as a result of medical shortages caused by the sanctions. Mr. Mubarak said more than 5,000 children under age 5 died each month, compared with 560 a month before the sanctions were imposed.

Iraqis on Wednesday cursed President Bill Clinton at the funeral of four children that Iraqi officials said died because of lack of medicine.

Mr. Mubarak blamed the United States for the delay in the arrival of medicine bought under an oil-for-food deal with the United Nations.

Meanwhile, France said Wednesday that it and Egypt supported increasing the amount of oil Iraq is allowed to export under the UN deal aimed at alleviating the effects of the sanctions on the Iraqi people.

"France is especially aware of the suffering of the Iraqi people," Foreign Minister Hubert Vedrine said in Cairo after talks with his Egyptian counterpart, Amr Mohammed Moussa.

(Reuters, AFP)

What Turkey should do...

These verdicts from the European Court of Human Rights will cost Turkey some TL 10 billion in terms of money. But the real price we will be paying is a lot higher than that. These verdicts have put on record that in our country the right to a fair trial has been violated and that people have been kept in custody for long periods in violation of the European Human Rights Convention



Periscope

Hayri Birler

are taking place against Turkey in the world, and, inside the country, there is reportedly a drive to "exile" to a new post the female judge who ordered the arrest of the policemen charged with beating journalist Metin Göktepe to death in custody.

But there is another side to the coin. Part of the application Mehdi Zana had made against Turkey has been rejected by the European Human Rights Court.

Issuing a statement to a newspaper from prison, Zana had said, referring to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK): "Though I am against massacres, I support the national liberation struggle of the PKK. Anyone can make a mistake, and it is by mistake when the PKK kills women and children." Due to that statement Zana has been put on trial for "praising an act which the law considers criminal, spreading the separatist terror organization's propaganda." He was found guilty and given a one-year prison sentence.

Zana appealed to the European Court of Human Rights against that court verdict too, saying that the Republic of Turkey has violated his freedom of expression. The court has examined the file and rejected that part of Zana's application. The justification for the court decision has been even more significant than the decision itself:

"Zana's statement amounts to condoning terrorism. Statements in support of terrorism or in defense of violence are not to be considered within the framework of the individual's freedom of thought and expression guaranteed by Article 10 of the European Human Rights Convention."

This decision is quite clear. The European Human Rights Court has shown that it agrees with Turkey in that spreading the propaganda of terrorist organizations constitutes a crime.

In other words, it has been proven that the much talked about Article 8 of the Anti-Terrorism Bill does not curtail the freedom of thought and expression.

While trying to score a goal against Turkey, Zana and those who think like him have scored one against themselves.

This verdict has shown that in democratic societies governments need — and have the right — to make certain legal arrangements on grounds of national security.

By the time the court reached that verdict Turkey had already revised its laws and regulations concerning the detention period in line with the European Human Rights Convention of which it is a signatory.

The thing which must be done now is to expand the scope of the above-mentioned Article 8, introducing without losing time a legal arrangement which would make spreading fundamentalist terrorist propaganda a crime as well, just as spreading the propaganda of separatist and subversive terrorism is.

This is because today in Turkey the threat to national security is not only separatist and subversive terrorism. Fundamentalist terrorism is a threat no smaller than those. And still in our country spreading propaganda of fundamentalist terrorism, of Shariah, is not a crime.

We are waiting for a legal arrangement that will secure Turkey as a secular, democratic state governed by the rule of law, and for these qualities to be preserved.

With decisions it has made over two consecutive days, the European Court of Human Rights has sentenced Turkey to pay financial compensation to certain figures from the former Democracy Party (DEP).

The court decided first on the complaint received from former Diyarbakir Mayor Mehdi Zana and then on the personal complaints received from six former deputies of the now defunct DEP, using the same justification in both instances:

"Turkey has acted against Article 6 of the Human Rights Convention pertaining to the length of the detention period and the right to a fair trial, thus violating human rights."

These verdicts will cost Turkey some TL 10 billion in terms of money. But the real price we will be paying is a lot higher than that. These verdicts have put on record that in our country the right to a fair trial has been violated and that people have been kept in custody for long periods in violation of the European Human Rights Convention.

We are afraid that it will not be easy for Turkey to pay that price at a time all kinds of negative propaganda activities

Turkish Daily News

November 28, 1997

Tensions en Europe sur l'adhésion de la Turquie

A quelques jours du sommet des Quinze qui se tiendra les 12 et 13 décembre pour lancer les négociations d'élargissement avec les douze pays candidats à l'adhésion, l'avenir européen de la Turquie et la question de Chypre semblent de plus en plus inextricablement liés

RÉTICENCES ALLEMANDES
Le problème n'est pas nouveau. Si la Turquie s'est vue reconnaître depuis longtemps sa légitimité à intégrer un jour la communauté européenne, c'est une perspective que récusent beaucoup d'Euro-

Le Conseil national de sécurité, organe suprême du pays, dominé par les militaires, a lancé une sorte d'ultimatum aux Quinze, avertissant que l'Europe « ne serait plus à l'ordre du jour de la Turquie » si celle-ci n'obtenait pas la promesse qu'elle pourrait adhérer à l'Union lorsqu'elle remplirait les conditions. Une menace que les Européens ne peuvent négliger en raison de l'importance de la Turquie pour l'OTAN et de l'obligation de s'entendre avec elle pour trouver une solution au règlement de la question chypriote. Chypre est aussi candidat à l'Union. « Nous traiterons la Turquie selon les mêmes critères que les autres candidats », assuré le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, Jacques Poos, à l'issue des entretiens d'Ankara.

L'AVENIR de la Turquie dans l'Union européenne a fait l'objet jeudi 27 novembre à Ankara d'un long entretien de plus de quatre heures entre le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, et le chef du gouvernement luxembourgeois, Jean Claude Juncker, président en exercice du Conseil européen, pour tenter d'éviter un conflit ouvert entre Ankara et les Quinze lors du prochain Sommet de Luxembourg, qui donnera le coup d'envoi les 12 et 13 décembre au processus d'élargissement de l'Union vers les pays de l'est et du sud-est du continent. Le veto de la Grèce, mais aussi la mauvaise volonté de plusieurs autres pays du nord de l'Europe à donner à la Turquie le même statut qu'aux onze autres pays candidats, a provoqué un raidissement des autorités turques.

peens. En attendant des temps meilleurs, les Quinze ont tenté de donner à Ankara des gages de leur bonne volonté en concluant en 1995 avec elle un accord d'Union douanière organisant la libre circulation des marchandises. La Grèce, qui s'est opposée à cet accord, continue toujours d'en bloquer le volet financier, qui prévoyait l'attribution à la Turquie d'une aide financière de 375 millions d'écus.

Fallait-il dans ces conditions laisser la Turquie à l'écart du nouveau processus d'élargissement déclenché par l'éclatement de l'empire soviétique? Ceci alors même qu'Athènes a obtenu que Chypre, dont la partie turque est toujours sous tutelle d'Ankara, y soit pleinement associée. Malgré les tentatives de les tenir à l'écart, les dirigeants turcs n'ont eu de cesse de se rappeler au bon souvenir des Européens. Pour tenter de contourner la difficulté, la France, soutenue par la Grande Bretagne, a proposé que la Turquie soit associée à la Conférence européenne qui doit être créée à son initiative pour organiser le dialogue entre les pays de l'Union européenne et les candidats à l'intégration. Il est prévu que ce forum traite de toutes les questions politiques et de sécurité, à l'exception de ce qui est discuté dans les négociations d'adhésion. La proposition d'associer la Turquie à cette conférence, outre le veto de la Grèce, s'est heurtée à de fortes réticences allemandes.

L'Allemagne, où vit une forte communauté turque très peu intégrée, redoute tout ce qui pourrait conduire un jour à relancer l'immigration. Si elle a accepté l'idée d'associer la Turquie à la Conférence, elle veut que celle-ci ait des prérogatives limitées. Et, pour que le cas turc soit clairement dissocié des autres, elle vient de préconiser qu'une deuxième Conférence soit constituée parallèlement avec les

onze autres candidats pour discuter des problèmes spécifiques à l'élargissement. Les Français estiment cette idée irréalisable. Des discussions sont prévues lundi 1^{er} décembre avec les Allemands.

Le veto d'Athènes va être plus compliqué à lever, même s'il est clair que l'intégration de Chypre dans l'Union ne peut être dissocié d'un accord de la Turquie. Le premier ministre grec, Costas Simitis, sera lundi à Paris. Il s'est entretenu jeudi avec le premier ministre britannique, Tony Blair, sans que l'on fasse état de progrès.

Henri de Bresson



Turks Get Out the Vote for a Versatile Ataturk

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — It is a truism here that Mustafa Kemal Ataturk, the founder of modern Turkey, was the greatest statesman of the 20th century, if not of all time. But now millions of Turks are claiming that he was also a more brilliant scientist than Einstein and a better singer than Elvis.

Ataturk, who died in 1938, is worshiped here nearly as a deity by the great majority of Turks, who see him as a symbol of this country's Western and secular principles. The latest frenzy of adulation, however, has pushed him to a new level.

It began several months ago, when Time magazine announced a plan to publish special issues celebrating the century's outstanding figures in five broad categories. The magazine invited people from all over the world to submit nominations.

In most countries the invitation passed unnoticed. But Turks, many of whom believe that the world does not appreciate them, responded with a deluge.

Major newspapers have published front-page appeals urging readers to show their patriotism by swamping the Time office in New York with votes for Ataturk. Internet providers send clients to a Web site through which they can vote with a few clicks. Tallies are published regularly to show where Ataturk stands in relation to other nominees.

Most public appeals have not mentioned that Time editors plan to make the choices themselves and that the idea of asking for nominations is as much a promotional lure as a serious attempt to determine world sentiment.

Making this clear would probably have no effect anyway. Turks have embraced the campaign with a fervor that reflects the intensity of their emotion on this issue as on many others. The latest results issued by Time show Ataturk ahead in the "warriors and statesmen" category with more than 7 million votes. But Turks have been unwilling to stop there.

At various times during the campaign, Ataturk has led in every category. In the latest results he leads in just two. He narrowly leads Winston Churchill in votes for the century's greatest states-



Ataturk, in a 1938 photo.

man. And in the "heroes and adventurers" category, he is far ahead of Nelson Mandela and the astronaut Yuri Gagarin.

The Watergate conspirator G. Gordon Liddy is in fourth place, with more than 80,000 votes, suggesting that Turks are not the only ones having fun with the voting.

At one point Ataturk led Elvis, Madonna and Bob Dylan as the century's greatest entertainer, was far ahead of Einstein and Marie Curie as the greatest scientist, and outpolled Henry Ford and Frank Lloyd Wright as the greatest among "builders and titans." He would probably still lead in those categories if editors at Time had not decided to move his votes into more reasonable categories.

One Istanbul columnist, Ali Sirmen, wrote recently that the campaign has touched off "social hysteria" and asserted, "It is not Ataturk's fault that he has been placed in such an absurd position."

Another columnist, Murat Birsell, noted that the government was not mak-

ing any effort to promote participation in the Time poll.

"But in something like this, we don't need the state," Mr. Birsell said. "We do it on our own. Part of it is just because Turks are funny people. The other thing is that with all the controversy about secularism over the last year or two, we look back at our good old Ataturk and suddenly realize that we love this guy. He's a symbol of democracy, freedom, secularism, Western orientation and all those things. We want to cry out at the top of our lungs, 'I love you so much!' The Time poll is a chance for us to do that."

"The only thing I resent is that, as usual, we're overdoing it. You've got these Turkish yahoos voting for Ataturk in every category. If there was a category for 'most beautiful eyes,' Turks would vote for him there too. It's vulgar; it's demeaning."

The only other nation that seems to have taken the Time poll seriously is Greece, Turkey's eternal rival — in part because the two peoples are so much alike.

Alarmed that Ataturk might win the poll and thereby score some propaganda points for Turkey, thousands of Greeks have banded together to support Churchill, the only figure with an apparent prospect of defeating him. Armenians are also sending letters to Time asserting that Ataturk played a role in massacres of Armenians in the early 20th century.

Walter Isaacson, the managing editor of Time, said the Turkish campaign "took me completely by surprise but is absolutely fascinating."

"I never thought much about Ataturk," Mr. Isaacson said. "This makes you realize that nation-builders are the core of what this century is all about."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, NOVEMBER 29-30, 1997

KDP criticizes inefficient UN food and drugs distribution in northern Iraq

KDP feels there is no alternative to the Ankara peace process and hopes the PUK will realize this

ILNUR ÇEVİK
Ankara - Turkish Daily News

■ The Kurdistan Democracy Party (KDP) has charged the United Nations with being extremely inefficient in distributing food and medicine to the people of northern Iraq

Speaking to the Turkish Daily News in an exclusive interview KDP official Sami Abdul-Rahman said his organization has informed the highest officials of the U.N. that their operations in northern Iraq were extreme-



Sami Abdul-Rahman

November 28, 1997
Turkish Daily News

ly inadequate.

"The food and medicine that was supposed to be distributed to the people of northern Iraq after the first phase of the food for oil deal between the U.N. and Iraq was partially distributed. We received a substantial part of the food allocated to us but we only got 40 percent of the medication. We did not get any of the aid which was supposed to be received for the rehabilitation of our infrastructure. From the second phase of the deal we received nothing. We told this to the U.N. assistant secretary general and he was shocked," Abdul-Rahman told the TDN.

The KDP official who headed a special delegation to Ankara to meet leading Turkish government and military officials said he is returning to northern Iraq "extremely satisfied."

He said he hopes the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani halts the attacks against the KDP and agrees to a lasting truce.

"They have to stop cooperating with the terrorist organization the PKK and other regional countries," Abdul-Rahman stressed.

Asked if Turkey was involved in the recent clashes between the KDP and the PUK Abdul-Rahman said, "This is not the case. Turkey has been always neutral in the clashes between the KDP and the PUK. However, in the latest fighting, the PUK forces and the PKK militants were in the same trenches and when Turkey hit the PKK the PUK also suffered."

He said Turkey had repeatedly warned the PUK to pull its fighters away from the PKK but Ankara's warnings were not taken seriously.

When asked if the Ankara peace process brokered by

the United States, Britain and Turkey was now dead, he said, "I do not think so. I think the peace process can be revived. The PUK will sooner or later understand that there is no alternative to this process. The PUK cannot openly side with Iran and anger the U.S."

Abdul-Rahman said Talabani had received a very high profile reception in Washington and had met top officials. "He even got financial aid worth \$4 million from the United States and managed to convince them that he would cooperate with them in the region. But he did not tell them the truth and now the Americans realize this," Abdul-Rahman said.

He said he hopes KDP chief Mesoud Barzani will also travel to the United States and receive a good reception.

"Now both the United States and Baghdad realize that Barzani is reliable. Thus they feel they can deal with us."

He said like the PUK the KDP also has contacts both with Washington and Baghdad.

Abdul-Rahman, who does the day to day running of the KDP in northern Iraq, said the operations of the Turkish troops against the PKK were very impressive. "In past operations the Turkish artillery and tank fire was not so accurate. But this time they were extremely accurate and successful. They really dealt a heavy blow to the PKK."

He stressed Turkey does not have a security belt in northern Iraq. "Establishing such a security belt is impossible. You have to man it with at least 100,000 soldiers and that is not feasible."

The KDP official told the TDN that Turkey is a vital outlet for the Iraqi Kurds as well as the Saddam Hussein administration. "Iraq attaches great importance to Turkey," he stressed.

Amnesty INTERNATIONAL

November 1997 Vol 27 No 6

SYRIA: PRISONER OF CONSCIENCE

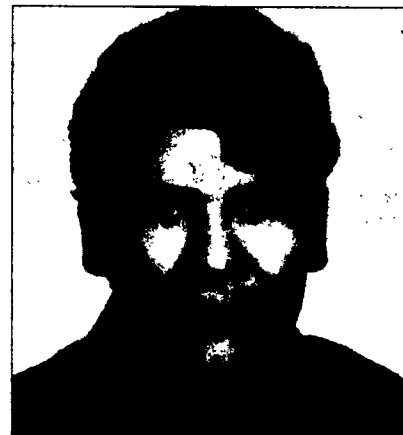
Faraj Ahmad Birqdar, a poet and journalist aged 45, was arrested in March 1987 and held in incommunicado detention for nearly seven years. During this time he was badly tortured. He reportedly suffered vertebral damage following repeated use of the "German Chair", a metal chair with moving parts which causes acute hyperextension of the spine and severe pressure on the victim's neck and limbs. He is believed to have suffered a lumbar fracture and is unable to walk unaided.

He was brought before the Supreme State Security Court in 1993 and tried on charges of belonging to the unauthorized Party for Communist Action. On 17 October 1993, after trial hearings whose procedures fell short of international standards, he was sentenced to 15 years' imprisonment. He has no right of appeal.

The Syrian authorities have denied that Faraj Birqdar was tortured, but have failed to carry out an independent and impartial investigation into his allegations, as required by international standards. Similarly, the authorities claim that he was a member of a "terrorist" group, even though he is known never to have used or advocated violence.

Faraj Birqdar is one of some 150 prisoners of conscience in Syria currently serving lengthy prison sentences passed after conviction on similar charges.

Please write, calling for the immediate and unconditional release of Faraj Ahmad Birqdar and for an independent and impartial investigation into his allegations of torture; expressing your concern about his ill health; and seeking assurances that he has access to



Faraj Ahmad
Birqdar

the necessary medical care, to: His Excellency/ President Hafez al-Assad/ Presidential Palace/ Abu Rummaneh/ Al-Rashid Street/ Damascus/ Syrian Arab Republic.

INSTITUT
DU MONDE
ARABE

Spektakles
Musique - Théâtre - Danse
INSTITUT DU MONDE ARABE

Chants du Kurdistan

Avec Sivan Perwer

Vendredi 21 et samedi 22 novembre 1997, 20h30

Voix la plus connue d'un peuple muselé et écartelé, Sivan constitue un véritable phénomène dans le paysage musical du Proche-Orient. Auteur, compositeur et interprète, il s'adonne depuis vingt ans à la difficile tâche de perpétuer, de diffuser et de renouveler la tradition musicale, riche et ancienne, des trente millions de Kurdes répartis entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Confins. Ce dernier terme désignant les provinces kurdes aux confins de l'Arménie et de l'Iran où les deux fleuves majeurs du Proche-Orient, le Tigre et l'Euphrate, puisent leurs sources au milieu des montagnes majestueuses, entrecoupées de hauts plateaux et de lacs de cratères. Les *mugam* (modes) et l'accompagnement musical de ces chants diffèrent sensiblement de ceux des plaines (*berî*) de Mardin,

Harran ou Sehrizor. On y trouve assez distinctement l'écho et le souffle des hautes cimes enneigées et des falaises faisant résonner la voix. Bien que natif de la plaine, Sivan est, à l'heure actuelle, l'un des meilleurs interprètes de ces chants des montagnes.

Kendal Nezan
Directeur de l'Institut kurde de Paris

Interdit de radio, de télévision et de concerts dans son pays, Sivan (prononcer «Chivane») édite des cassettes qui circulent partout sous le manteau et font de lui le chanteur le plus populaire dans toutes les régions du Kurdistan. Écouter Sivan est souvent considéré par les Kurdes de tous âges comme un acte d'identification et de résistance culturelle. Dans l'importante diaspora kurde d'Europe, qui compte plus de 850 000 membres, dans les communautés kurdes d'Amérique et d'Australie, toute manifestation culturelle d'une certaine ampleur, tout festival de musique ou toute célébration de Newroz, le Nouvel An, fêté le 21 mars, peut difficilement se concevoir sans Sivan. Héritier des *dengbêj*, bardes traditionnels parcourant les vallées et les hauts plateaux du Kurdistan, Sivan est devenu un ambassadeur itinérant de la musique kurde en Occident. Son audience dépasse d'ailleurs largement les rangs de la diaspora kurde. Des Persans, des Azéris, des Turcs, des Arabes ainsi que des Européens amateurs de « musiques ethniques » apprécient ses chants, qui sont souvent perçus comme de puissants cris d'amour et de douleur.

La grande popularité de Sivan vient sans doute aussi du fait qu'il a un répertoire très riche et diversifié susceptible de satisfaire les goûts de publics divers. Symbole de la chanson politique kurde, dont il reste l'un des meilleurs auteurs, il est également excellent interprète des chants épiques et des chants d'amour traditionnels. Il chante aussi, à la manière de Ferrat chantant Aragon, les grands poètes kurdes des siècles passés et transmet ainsi aux nouvelles générations des œuvres devenues inaccessibles car interdites de publication. Sivan est enfin un conteur très aimé des enfants qui s'endorment en écoutant ses cassettes de contes et de fables. La majeure partie du pays kurde, qui est aussi vaste que la France, étant montagneuse, la musique traditionnelle kurde est assez largement une musique de montagne. Celle-ci a d'ailleurs en kurde un nom spécifique, *stranên Serhedan*, les chants des

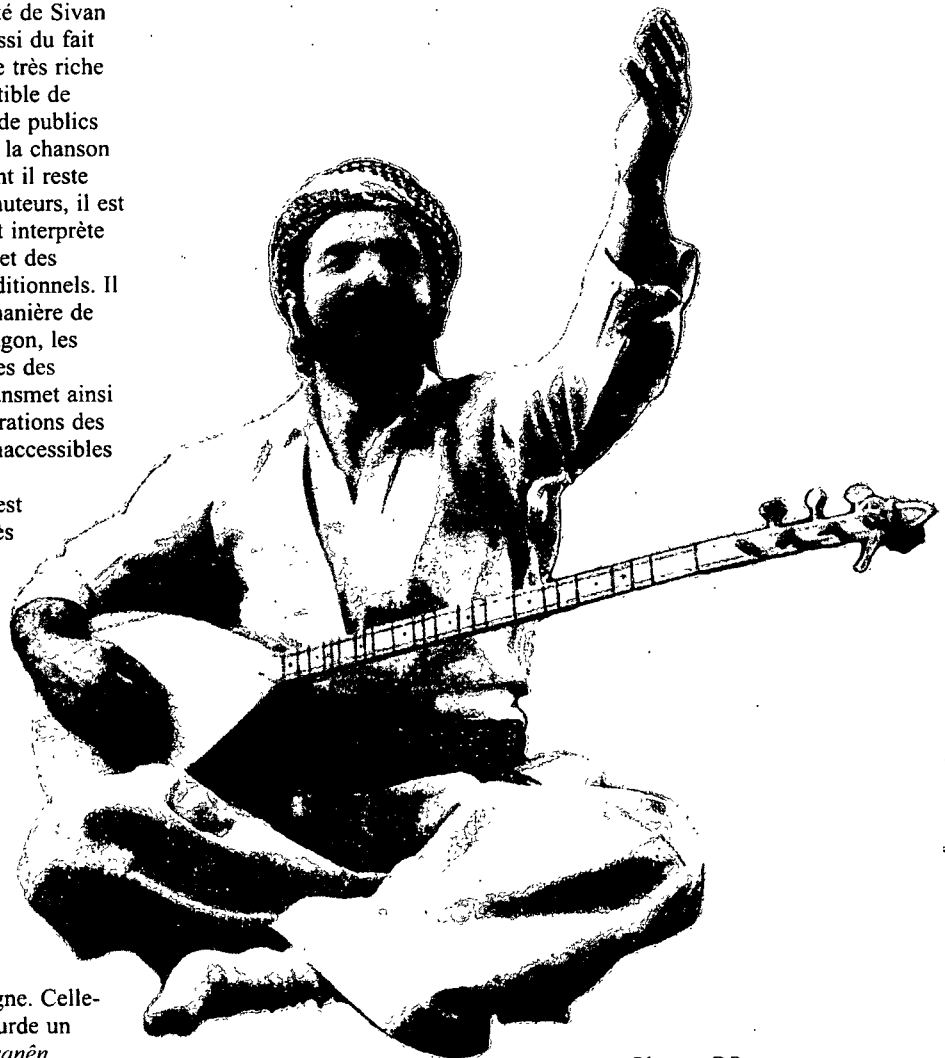


Photo : DR

Amnesty INTERNATIONAL

November 1997 Vol. 27 No. 6

The President of the Istanbul branch of the HRA (right) joins protests against the gagging of human rights defenders



TURKEY

Creating a silent society

The Turkish Government is attempting to shut down the Turkish Human Rights Association (HRA) and silence its leading activists for good. The authorities are forcing the closure of branch after branch of this courageous organization. Several HRA officials were rounded up and held in incommunicado detention.

Since May provincial governors have ordered the temporary closure of three HRA branches, and the permanent closure of four: Diyarbakır, Şanlıurfa, Balıkesir and Mardin.

The Turkish authorities have concocted a range of pretexts to justify these closures. The Diyarbakır branch was closed indefinitely on the grounds that "its activities threaten the unity of the state". Other branches were closed because the associations were "acting outside their authority" or because "illegal publications" had been found in the course of police searches.

In fact, this latest round of repression appears to stem from a leaked "secret" Interior Ministry circular, dated 3 January 1997, which urged provincial governors and security chiefs to enforce a virtual information blackout in relation to southeastern Turkey where human rights violations have proliferated in the course of a long-running conflict between the state and the Kurdish Workers' Party (PKK). The circular

encourages officials to stifle and disrupt the activities of the HRA, AI and other non-governmental organizations.

HRA staff have also been targeted. In June Yıldız Temurtürkan, Chairperson of the Ankara branch, was detained while participating in a demonstration against an incursion by Turkish security forces into northern Iraq. She was released a month later but is being prosecuted because the authorities have interpreted her participation in the demonstration as "support for the PKK". Aziz Durmaz, Chairperson of the Şanlıurfa branch, was reportedly tortured in detention, and is now being tried on the basis of apparently fabricated evidence (see *AI News*, September 1997).

Now, in an effort to disable the HRA permanently, the authorities have put the entire organization on trial. An AI delegate observed the first hearing in Ankara in September. Eleven senior HRA officials who had made speeches during Human Rights Week in 1996, calling for a peaceful resolution to the conflict in southeastern Turkey were charged with "disseminating separatist propaganda" and "inciting the people to enmity". The prosecutor is demanding the closure of all Turkey's HRA branches and the imprisonment for up to three years of the HRA officials, including Akin Birdal, president of the organization, who described the prosecution as an attempt "to create a silent society".

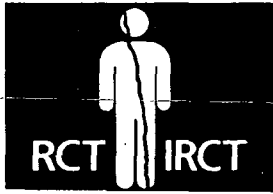
WHAT YOU CAN DO

The HRA was founded in 1986. It now has some 20,000 members and 59 local branches. It has outspokenly condemned human rights abuses committed by both the government and armed political groups. HRA officials have been arrested, abducted and killed; its offices have been ransacked and bombed.

☐ Please write to **Bülent Ecevit, Deputy Prime Minister**, Office of the Prime Minister, Başbakanlık, 06573 Ankara, Turkey.

☐ Express your dismay at the continuing pressure imposed on the HRA, and in particular the threat of closure presented by the trial at Ankara Criminal Court No 4. You might point out that the activities of the HRA should be considered a credit to his government, which has publicly committed itself to the principle of freedom of expression and the respect of human rights.

TORTURE



Quarterly Journal on
Rehabilitation of Torture Victims
and Prevention of Torture
Volume 7, Number 4 1997

Borgergade 13
DK-1300 Copenhagen K
Denmark
Phone: +45 33 76 06 00
Telefax: +45 33 76 05 00

The most recent development in connection with the trial against the Rehabilitation Center in Adana, Turkey

Prof. Okan Akhan, MD*

The HRFT and its activities

The Human Rights Foundation of Turkey (HRFT) is a non-governmental organization which was founded in 1990. The function and the reason for the existence of the HRFT is to put those universal values guaranteed by the conventions into practice at home, and contribute to the struggle for the abolition of torture and other human rights violations. The HRFT operates on the basis of projects. From the very outset, two projects have been in practice: The Documentation Center Project, and the Treatment and Rehabilitation Centers Project.

Within the framework of the Documentation Center Project, human rights violations in Turkey are documented. The first output of this work is the Daily Human Rights Report that has been published in Turkish and English all working days since 1990. The information compiled after filtering and classifying the data is presented to the international community in book form every year. Besides the daily and annual human rights reports, the Documentation Center produces monographs in the field of human rights, such as the *File of Torture*.

Within the framework of the Treatment and Rehabilitation Centers Project, the HRFT provides medical and psychological help to torture survivors for their torture-related problems. Within this context, the HRFT has formed Treatment and Rehabilitation Centers in four provinces. The first was established in Ankara in 1990, followed by the centres in Izmir and Istanbul in 1991. In 1995, a fourth centre was added to the chain with the establishment of the Adana Treatment and Rehabilitation Center (figure 1).

The centres provide medical and psychological treatment and rehabilitation services to the applicants who fit the admission criteria. All the applicants to the centres claim to have been tortured.

The torture survivors who apply to the Foundation demanding treatment are first examined in the centres by the physicians who are working professionally for the Foundation. To date, about 3,100 torture survivors have received medical and psychological help.

To achieve the maximum possible, the treatment and rehabilitation processes are always kept moving in a course of discussion atmosphere with extensive participation. All this work is carried out with the contribution of about 300 volun-

teers from more than 25 branches of the medical profession.

The treatment and rehabilitation work of the HRFT is not only limited to organizing the realization of those services; it also covers the statistical evaluation of results and scientific research on both the verification of torture and the possible solutions to the resultant problems. The assessment and interpretation is accompanied by scientific researches on torture and its consequences. Thus, the knowledge and experiences gained through the treatment and rehabilitation period has been added to the accumulation of scientific knowledge.

Preliminary work concerning education in human rights started in 1990, and this led to a third project: Education Project for Human Rights Advocates. A pilot project was implemented in 1995, and the first series of lectures on conceptual problems was completed in the first half of 1997.

Pressures against the HRFT

I would also like to mention that the pressures against the HRFT have increased recently. Since 1994, the HRFT has been subjected to prosecution by the State Security Courts and by the ordinary courts.

Beginning from the second half of 1995, the Ministry of Foreign Affairs has launched a widespread and severe campaign against the HRFT. This has led to multi-dimensional investigations against the HRFT because of a secret letter sent by the Ministry of Foreign Affairs to the Head Office of the General Staff, the Ministry of Justice and Health, the General Security Directorate, and the Secretariat of the National Security Council.

In the investigations, names and addresses of the torture survivors who applied to the Foundation were requested, and it was asked whether or not the local security authorities were informed about the applicants. Addresses of our voluntary medical doctors and of the health institutions providing the services were also requested. However, the relationship between the torture survivors and the relevant institutions is one of confidence and trust. As a universal principle of medical ethics, confidential communication between the physician and the patient has crucial importance. The obvious priority in this particular field is to help the survivor to recover and maintain his/her psychological, social, and physical health.

To illustrate this inspection/prosecution/trial process, we note that:

The Ministry of Health initiated a series of inspections and investigations of the HRFT Headquarters and the Rehabilitation Centers.

The trial launched by the Adana Prosecution Office, initiated in March 1996 against the HRFT's Adana Treatment and Rehabilitation Center, and closely followed by the Ministry of Justice through special correspondence, ended with its eighth session on 2 May 1997. Most of the sessions lasted no more than five minutes. They were attended by many

*

Human Rights Foundation of Turkey, HRFT
Menekşe 2
Sokak 16/7
06440 Kızılay - Ankara
Turkey



Figure 1. The four HRFT centres for treatment and rehabilitation are situated in Ankara, Izmir, Istanbul, and Adana.

observers, including the missions of the World Medical Association, IRCT and the Treatment Centers from Berlin, Italy, and the USA, the Medical Associations of Denmark and Turkey, Amnesty International, Lawyers for Human Rights, parliamentarians and representatives from a number of countries, the representatives of some embassies, and several Turkish associations, unions, and organizations.

The HRFT's Adana Representative Lawyer, Mustafa Cinkiliç, indicted under the clause "starting a medical treatment centre without due authorization" (Turkish Penal Code 526), was acquitted as a result.

On the other hand, Dr. Tufan Köse, indicted on the grounds that "the authorities were not informed of the applications by torture survivors" (TPC 530), was convicted and fined. In other words, he was convicted for "not informing the authorities" of identification and data pertaining to our applicants who came to the HRFT for treatment and rehabilitation with post-torture complaints.

Of course, the values that reflect the accumulated knowledge and experience of ages cannot be removed at one stroke by a court judgement. Therefore, we will intensify our efforts in defence of this value in national and international platforms, including the Supreme Court of Appeals and international organs of justice. We have recently referred the case to the Supreme Court of Appeals.

As the HRFT, we have been carrying out our studies in line with the universal values in which we believe from the heart, and declare that we will carry out these studies more effectively in the future. Our physician colleagues stated that they would perform their tasks in the same way as they had been doing, whatever the result of the court judgement.

We know that our mutual solidarity with those persons and organizations advocating and practising these universal values will endure.

Human Rights situation in Turkey

Right to life

The most recent hangings in Turkey, those of two convicts, took place in October 1984. Nobody has been executed during the last 13 years. Table 1 shows data on violations of the right to life under some categories.

Torture

Torture is prevalent and systematically applied in Turkey, but it is forbidden constitutionally and legally. The book *File of Torture*, published by the Foundation, discloses that many people have died due to torture while many others have been crippled. Table 2 presents data on torture cases. Statistics and assessments related to torture have been regularly published in the Turkey Human Rights Reports, and in the Treatment and Rehabilitation Centers Reports of our Foundation.

The HRFT provides the applicant torture survivors with medical and rehabilitation help. Table 3 shows the methods of torture used on our applicants.

The right to liberty and security of the person

The right to liberty and security of the person is, while legally restricted, frequently violated in practice. Above all, the judicial regime that governs those who are deprived of liberty due to political reasons is different from the one in force for non-political cases.

With a new arrangement, which came into force on 12 March 1997, the terms of custody are shortened. People who are taken into custody on political grounds are allowed access to their lawyers after the 4th day of detention. However, this has not helped reduce the torture cases. While the HRFT has been reported cases where the legal period for incommunicado detention is exceeded, the Treatment and Rehabilitation Centers of the HRFT have received applications from 425 torture survivors in 1997.

Table 1. Human Rights situation in Turkey: Right to Life, 1991-1996 (HRA Figures).

| | Murders by unidentified assailants | Disappearances | Extrajudicial executions |
|------|------------------------------------|----------------|--------------------------|
| 1991 | 31 | 3 | 97 |
| 1992 | 360 | 8 | 192 |
| 1993 | 467 | 27 | 186 |
| 1994 | 423 | 56 | 129 |
| 1995 | 166 | 43 | 96 |
| 1996 | 78 | 194 | 190 |

Table 2. Torture cases recorded by HRFT's Documentation Centre, 1990-1995.

| | Torture | Health reports | Women | Rape/Harassment | Children |
|-------|---------|----------------|-------|-----------------|----------|
| 1990 | 329 | 213 | 44 | 8 | 7 |
| 1991 | 552 | 218 | 53 | 9 | 15 |
| 1992 | 594 | 188 | 93 | 24 | 11 |
| 1993 | 827 | 160 | 126 | 22 | 29 |
| 1994 | 1128 | 476 | 261 | 36 | 24 |
| 1995 | 1232 | 241 | 254 | 17 | 72 |
| Total | 4662 | 1496 | 831 | 116 | 158 |

Table 3. Annual distribution of 10 prevalent torture methods (according to statements by the applicants).

| Methods | 1993 n=247 | 1994 n=420 | 1995 n=542 | 1996 n=576 |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Blindfolding | 61 | 269 | 309 | 420 |
| Beating | 104 | 360 | 500 | 538 |
| Insulting | 185 | 262 | 266 | 514 |
| Applying elec. | 78 | 158 | 211 | 244 |
| Falanga | 63 | 75 | 108 | 114 |
| Pressurized water | 61 | 109 | 182 | 255 |
| Death threats | 48 | 121 | 95 | 399 |
| Suspension on hanger | 38 | 114 | 182 | 239 |
| Sexual harassment | 36 | 95 | 211 | 172 |
| Cell isolation | 36 | 139 | 123 | 265 |

Right to a fair trial

In Turkey, apart from the ordinary courts of justice, there are Military Courts and State Security Courts that have jurisdiction with respect to certain offences committed by civilians. Furthermore, the judiciary is deprived of security provided by the institutions and rules of judicial independence.

In contravention of Article 15 of the UN Convention against Torture, testimonies reportedly received under torture are usually invoked as evidence by courts, and verdicts of guilty are issued accordingly. This also gives de facto impunity to torturers as the many legal proceedings against torturers, which have not concluded by the courts, demonstrate.

Freedom of expression

In Turkey there are a total of 152 laws, and 11 decrees having the power of law, which arrange and limit the freedom of expression, and foresee imprisonment or fine for thought offences.

Table 4 shows some data on violations of the right to freedom of expression.

Table 4. Human Rights situation in Turkey: Freedom of Expression, 1991-1996.

| | Confiscated papers and periodicals | Confiscated books | Imprisonment terms |
|------|------------------------------------|-------------------|--------------------|
| 1991 | 121 | 29 | 31 years |
| 1992 | 189 | 20 | 23 years |
| 1993 | 425 | 29 | 165 years |
| 1994 | 961 | 37 | 448 years |
| 1995 | 504 | 28 | 107 years |

The Kurdish problem

Article 8 of the Law to Fight Terrorism is usually applied to the expressions relevant to the Kurdish Problem.

According to various sources, including the official ones, more than 25,000 people have been killed in incidents related to the Kurdish question. Emergency State Legislation has been imposed since 1987 in the region populated by the Kurdish people. The impunity provided by this legislation to the security forces results in the prevalence of torture practices and maltreatment of people.

The pressures against the Human Rights Association (IHD) have also intensified in the last few months. Seven of its branches, including the Diyarbakir and Izmir branches, were closed down one after the other during a very short period. Four of them were reopened after objections were brought against the closures. The Diyarbakir, Urfa, and Mardin branches, which are located in the eastern and south-eastern parts of Turkey, are still closed.

Thus, human rights abuses have not diminished during the period since March 1995 when the Customs Union with Europe brought new hopes for improving the human rights situation. No amendments have been made to improve the human rights situation and fundamental freedoms. The authoritarian system continues to exist.

It can be concluded that the HRFT regards human rights as universal and indivisible. Human rights cannot be granted conditionally. Owing to their indivisible nature, one of them cannot be favoured over another.

Following this approach, HRFT urges and struggles for a political-judicial frame based on democracy and human rights in Turkey.

The anti-democratic and authoritarian system keeps individuals, communities, and organizations under pressure. The IHD and the HRFT are among the particular targets of state pressure.

We think that the rule of law and a democratic public opinion form a unique shield to protect human rights and fundamental freedoms in Turkey.

We think that human rights cannot be confined to the internal problems of individual countries. Therefore international solidarity is indispensable.

The demands of the HRFT with respect to human rights in Turkey:

- Capital punishment should be excluded from all laws, including those relevant to wartime.
- Further, the recognition of the right to fair trial should be established. This must start with re-modelling the Judiciary.
- Courts must be independent of and impartial before the legislative and executive powers. The security of judges should be maintained. The HRFT is against the military judiciary and the State Security Courts. Democracy is a civil regime. The military judiciary may only function in cases of disciplinary offences within the army.
- We demand that the lawyers and the bar associations shall be fully independent, and have equal rights and authorities with prosecutors.
- We advocate the principle of secularism. We are against the religious services provided by the State, and the Directorate of Religious Affairs as a Constitutional body. Freedom of religion and conscience are rights in which the state cannot intervene.

The HRFT's approach to the Kurdish Problem may be outlined as follows:

- The Kurdish Problem is not a problem of terrorism. Therefore, it cannot be solved by military methods, but political ones.
- The Kurdish Problem is a problem of democracy and human rights. So, its solution should be discussed along with the problem of democracy and human rights in Turkey as a whole.
- The Kurdish population must be approached via a programme that has never been projected before, a democracy and human rights programme. But, first, the war must come to an end.
- The problem must be handled in its entirety, with its economic, political, social, and cultural dimensions.

Future perspective

When we assess the general situation in the light of the views presented above, we have to state that the struggle for democracy and human rights in Turkey will face serious difficulties in the near future. When we look at the variables of the presented picture, we see that the hopes that emerged in the public opinion towards the end of the 1980s have been replaced by pessimism today. While the political problems that have arisen have strengthened the probability of a military coup, society is forced to make a choice between the advocates of religion and laicism, between Allawis and Sunnis, between Turks and Kurds. In this atmosphere, the NGOs

that struggle to bring human rights issues to the agenda and to find solutions for these problems, and to meet the requirements of democracy at home, face ongoing oppression. An atmosphere is created so that society is pressured by contradictions, and the forces of democracy are tried, to be oppressed and annihilated. The NGOs and civil mass organizations state on every occasion that the solution to all these ongoing problems lies in democratization.

The pessimistic picture presented here proves the necessity for the democratic forces to come together at the national and international level in order to find a way out of this picture.

In the forthcoming period, the HRFT will try to add new dimensions to and increase the quality of its work, while doing its best to put an end to this period of persecution.

Within this framework:

1. The treatment services provided for torture survivors by the HRFT since its establishment will continue in an ever evolving manner. The HRFT is preparing to provide more qualified services for torture survivors, to increase the number of volunteer physicians who take part in those services (now approximately 300 people), and to train those people.
2. Once again we put on the agenda the establishment of a treatment and rehabilitation centre in Diyarbakir, an objective that we could not have the chance of realizing under the Emergency State Legislation until now. If it does not face any external difficulties, the HRFT will found a fifth treatment and rehabilitation centre in Diyarbakir in 1998.
3. Hunger strikes and death fasts in prisons are among the incidents that have been frequently staged on political grounds after the 1980 military coup. Many people have lost their lives, while many others have faced health problems that are impossible or very difficult to solve. A special project was prepared to contribute to the accumulation of the required knowledge and information on the issue, and to provide health services to those who are in need of those services. This project aims to form teams equipped with the necessary knowledge and experience, and to inform the physicians in charge at prisons and provide health services to survivors.
4. At the start of 1997, the HRFT implemented an education project, Education Project for Human Rights Advocates, for the HRFT personnel. The project was completed in July 1997. Considering the multi-dimensional characteristics of human rights education, the HRFT plans to produce and implement new projects together with the NGOs, especially with the Human Rights Association and the Turkish Medical Association.
5. The HRFT is planning to implement a legal assistance project in 1998, to provide torture survivors with the required information on legal procedures to be launched against torturers.
6. Some torture survivors have lost their jobs and education opportunities because of their detention or prison terms. A social support project will be implemented, also in 1998, to provide help, jobs, and vocational training for torture survivors when necessary.
7. One of the important issues on our agenda is to establish an information bank and a human rights library, and to prepare a human rights dictionary in the forthcoming period. Within this framework we also plan to form a research unit. This unit will provide researchers with all the aforementioned means within the context of protecting and improving the human rights situation at home.
8. The HRFT brings to the agenda the concept of support committees abroad, in order to strengthen its relations at the international level and to handle the concept of international solidarity in the light of a new viewpoint.

As a member of the IRCT Council, Prof. Okan Akhan presented this paper at the Council Meeting in Paris, 20-21 September 1997. Prof. Okhan Akhan is member of the Executive Board of the Human Rights Foundation of Turkey. □

Quarante-neuf Kurdes irakiens ont été interpellés à Marseille

MARSEILLE

de notre correspondant

En trois jours, la police marseillaise a interpellé quarante-neuf Kurdes de nationalité irakienne cherchant à se rendre en Allemagne. Les hommes ont été placés au centre de rétention d'Arenc, sur le port, tandis que les femmes et les enfants étaient hébergés dans un hôtel de la ville. Pour la seule journée du 27 novembre, vingt-sept personnes ont été interpellées à la gare Saint-Charles. « Tous apparaissent dans un grand état d'épuisement et de détresse après avoir traversé, à l'aide de passeurs, l'Iran, la Turquie, la Grèce et l'Italie dans des camions », indique-t-on au cabinet du préfet de région, où l'on parle de « vrai drame ». Certains ont précisé que

les responsables des filières clandestines réclamaient 5 000 dollars (environ 30 000 francs) à chaque candidat à l'exil.

Selon les témoignages rapportés par la préfecture de région, ces Kurdes disent avoir vendu tous leurs biens et s'être endettés pour fuir. Ils voyagent en famille et chargés de bagages. Un enfant de trois mois a fait la route dans les bras de ses parents. Alors qu'ils sont démunis de tout titre de séjour, les autorités ont immédiatement procédé à leur reconduite à la frontière italienne, à l'exception d'un seul, qui a déposé une demande d'asile politique et a donc pu rester à Marseille.

EXODE MASSIF

En application des accords de Schengen, les dossiers doivent être

instruits par le pays de l'espace Schengen où les demandeurs d'asile ont posé le pied. Plusieurs d'entre eux ont évoqué un exode massif depuis le Kurdistan irakien. Alors qu'il est rare que des Kurdes d'Irak transitent par Marseille, la Cimade signale que trois personnes arrivées par avion l'été dernier ont déposé une demande d'asile auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Deux autres ont fait cette démarche il y a moins d'un mois.

L'avocate de la section niçoise de la Ligue des droits de l'homme, M^e Catherine Cohen-Seat, s'est rendue, vendredi 28 novembre, au commissariat central de Vintimille où, précise-t-elle, vingt-six Kurdes expulsés de Marseille « attendaient dans les couloirs que leur sort soit fixé ». Les autorités italiennes ont précisé à l'avocate que ces personnes pourraient être dirigées vers le centre de la Croix-Rouge d'Imperia.

Luc Leroux

LE MONDE / DIMANCHE 30 NOVEMBRE - LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1997

amnesty international

TURKEY

The colours of their clothes: parliamentary deputies serve 15 years' imprisonment for expressions of Kurdish political identity

December 1997

SUMMARY

AI INDEX: EUR 44/85/97
DISTR: SC/PO/CO/RAN

"...that the defendant LEYLA ZANA on 18 October 1991 did wear clothes and accessories in yellow, green, red while addressing the people of Cizre on 18 October 1991"

- Part of the grounds cited in convicting Leyla Zana
(Verdict of Ankara State Security Court No 1, page 555)

On 8 December 1994 four deputies of the Turkish Parliament - Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sadak and Orhan Doğan - were convicted of membership of an illegal armed organization, the Kurdish Workers' Party (PKK), and sentenced to 15 years' imprisonment.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sadak and Orhan Doğan are of Kurdish origin and were elected to parliament in October 1991 as representatives of the Social Democratic Populist Party (SHP). In 1993 they joined the Democracy Party (DEP), a party which challenged the policies of the Turkish State towards the Kurds and which, in Leyla Zana's words, sought to bring about "reconciliation between Kurds and Turks".

During their inauguration as members of parliament in 1991, Leyla Zana and Hatip Dicle made brief speeches in Kurdish and wore the traditional Kurdish colours of red, yellow and green. This provoked uproar in the parliamentary chamber and legal proceedings were initiated against them. At first their parliamentary immunity protected them from prosecution, but in March 1994 their immunity was lifted and the prosecution on charges of treason began. This led to their eventual conviction on the lesser charge of membership of an illegal armed organization.

Legal proceedings should never have been brought against the four deputies at all, but their trial fell far short of international standards governing fair trials. The evidence which supposedly linked them to the PKK was highly suspect. Incriminating and in some cases patently false statements were obtained from people who had turned state's evidence in return for a lighter punishment. Other people who had given statements used by the prosecution withdrew their testimony, stating that it had been extracted under torture. The most damning testimony was given by a member of parliament who was thoroughly discredited as a witness when, in November 1996, he was found to be travelling in the company of the leader of a right-wing death squad in a car containing weapons of assassination. The United Nations (UN) Working Group on Arbitrary Detention has already, on 30 November 1995, ruled the imprisonment of the four to be arbitrary, in contravention of Articles 10 and 11 of the Universal Declaration of Human Rights.

The political establishment of Turkey, not yet ready to enter into a political debate about the status of its ethnic minorities, has continued to shut down parties and imprison politicians who insist on broaching this issue. Leyla Zana and her fellow deputies were subjected to a smear campaign in

the media and in parliament and DEP itself was closed down by the authorities in 1994 on the grounds of its supposedly "separatist" activities.

The State has also resorted to more sinister and outright illegal methods to suppress political representation of the Kurdish minority. The trial and imprisonment of the four parliamentary deputies followed a sustained campaign of torture, political murder, bombings and "disappearance" directed against DEP party members - a campaign in which state officials colluded at the very least. Since 1991 more than 160 members of DEP and its predecessor and successor parties have been killed, "disappeared" or tortured to death. Leyla Zana and her fellow DEP members of parliament had received death threats, and attempts were made on her life.

Amnesty International believes that Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Doğan and Selim Sadak are prisoners of conscience, imprisoned for the peaceful expression of their beliefs. The four were never accused of any acts of violence and, after close examination of the court's indictment and verdict, Amnesty International has concluded that none of the evidence confirms the allegation of membership of the PKK.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Doğan and Selim Sadak are currently serving their sentences at Ankara Central Closed Prison and will remain there, even if they benefit from remission, until at least 2005. Amnesty International is calling for the immediate and unconditional release of the four deputies

Union européenne

Jacques Chirac roule pour la Turquie

L'Union européenne a décidé à son sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 12 et 13 décembre, d'engager les discussions de son élargissement avec six pays : Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Estonie et la République de Chypre. C'est la première vague. Une deuxième est prévue plus tard avec la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Lettonie et la Lituanie. La Turquie qui s'était fortement manifestée ces dernières semaines pour voir sa candidature retenue, ne fait pas par-

tie du lot. Il est vrai que la chose s'était mal engagée. Dans une interview publiée dans le journal *Luxemburger Wort* le jour même de l'ouverture du sommet, le président en exercice de l'Union européenne, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, avait déclaré : "Il n'est pas possible que des représentants d'un pays qui pratique la torture soient assis à la table de l'Union Européenne". A Ankara, on a jugé ces propos "injustifiés, offensants et inadmissibles". Dès lors, Jacques Chirac a pris la défense de la Turquie. Il a plaidé pour la

création d'une Conférence européenne qui regrouperait les onze pays candidats plus la Turquie, arguant qu'il fallait "aujourd'hui assurer l'ancrage de la Turquie à l'Europe", et y installer des procédures souples à défaut de quoi cela reviendrait à "rejeter de fait, et pour longtemps, la Turquie. Nous n'en avons pas le droit".

L'ensemble des pays européens ont néanmoins convenu qu'il est politiquement difficile d'exclure la Turquie de la "famille européenne" malgré les sérieuses questions que ne manqueraient pas de soulever son adhésion. En tout cas, furieux d'avoir été écartés sans ménagement de ce sommet, les Turcs ont claqué la porte en dédaignant un dîner prévu le 13 décembre avec la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, après la clôture du sommet.

(D'après A.F.P.)

Un ex-député kurde refuse une remise en liberté pour raison de santé

Mar 02 Déc 97 - 08h33 GMT

ANKARA, 2 déc (AFP) - L'ex-député turc d'origine kurde Leyla Zana, condamnée en 1994 pour ses liens présumés avec le PKK, a déclaré qu'elle rejeterait une remise en liberté pour des raisons de santé, dans des lettres envoyées au président américain Bill Clinton et au premier ministre turc Mesut Yilmaz, a-t-on appris mardi auprès d'un de ses avocats.

"Dans des lettres envoyées au président Clinton et au premier ministre Yilmaz, Mme Zana a indiqué qu'elle rejeterait une libération pour des raisons de santé à l'exemple du défenseur des droits de l'Homme Esber Yagmurdereli", a dit M. Feridun Yazar, dans une conversation téléphonique avec l'AFP.

Mme Zana souffre notamment d'une ostéoporose et subit un traitement médical régulier dans un hôpital à Ankara, selon son avocat.



first vote on the constitutional amendment draft restricting judicial immunity of parliamentarians ends in a fiasco as the government fails to secure the necessary 330 votes.

20- Motherland Party (ANAP) Bitlis deputy Kamran İnan is elected as the chairman of the Parliament's Foreign Affairs Commission with 14 votes compared to the other candidate from the Republican People's Party (CHP) Murat Karayalçın who received 11 votes. This creates a row as the CHP says it has reached an agreement with ANAP that its own candidate would be elected. CHP threatens to withdraw its support from the minority government.

20- Welfare Party (RP) leader Necmettin Erbakan completes his three-day-long defense in the Constitutional Court case for the closure of his party.

21- Turkish Cypriot President Rauf Denktaş undergoes minor heart operation in Ankara and is recovering in hospital.

21- The European Union fails to achieve any concrete results concerning Turkey during a three-and-a-half-hour discussion in the EU's employment summit in Luxembourg, due to fierce Greek opposition.

21- Turkish authorities ban Syrian lorry drivers from bringing diesel loads into the country in a tit-for-tat response move to Damascus stopping Turkish truckers' involvement in the cross-border fuel trade.

24- Devlet Bahçeli is elected chairman of the Nationalist Movement Party (MHP), beating by 188 votes Tuğrul Türkeş, the son of the party's founding father and longtime leader Alparslan Türkeş.

24- Visiting Turkish President Süleyman Demirel declares Ankara's support for Romania's bid to join NATO, saying that the two Balkan states would also become EU partners soon.

24- Prime Minister Mesut Yılmaz visits Spain and Rome to meet his European counterparts. Warns the European Union against "erecting a cultural Berlin wall" to prevent non-Christian countries joining the EU.

25- The crisis between the coalition government and the Republican People's Party (CHP) over the chairmanship of the powerful Foreign Relations Commission of the Parliament is resolved after Motherland Party (ANAP) deputy Kamran İnan, resigns both from the commission's chairmanship and its membership.

25- The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) tentatively accepts a cease-fire declared by the Kurdistan Democracy Party (KDP) after more than a month of fighting in northern Iraq.

25- The United States says it wants Turkey to preserve its democratic tradition but declines to say how it would react if the court bans Welfare, the country's large pro-Islamic party.

25- Three Turkish policemen charged with involvement in the murder of a casino owner, as part of a security scandal, are released pending a court verdict.

26- Eight German and two Dutch tourists are among 14 people killed in a high-speed bus collision near the western city of Denizli. Forty-two people, including seven Germans, are also injured.

26- The powerful military-dominated National Security Council (MGK) asks the government to crack down on burgeoning Islamist radio and TV stations.

26- The Parliament approves a four-month extension of Emergency Rule in force in the provinces of Diyarbakır, Hakkari, Siirt, Şırnak, Tunceli and Van.

27- The European Union presidency backs Turkey's European vocation and urges concrete steps to keep Ankara from straying off its westward path. "We do consider Turkey a European country and we want to make this visible in a very substantial way," Luxembourg Prime Minister Jean-Claude Juncker told reporters after meeting Prime Minister Mesut Yılmaz and Foreign Minister İsmail Cem in Istanbul.

28- A Turkish security court sentences 33 Moslem activists to death for their part in an Islamist riot and arson attack in 1993 in which 37 people were killed.

28- Assaultants armed with automatic weapons kill a Turkish policeman and wound two others in an overnight attack on a patrol car in Istanbul.

28- Prime Minister Yılmaz stresses in Istanbul that democracy is a precondition for the full establishment of human rights in Turkey.

28- The European Court of Human Rights condemns Turkey over the 1993 destruction of Kurdish homes by security forces. The court ruled that burning down the houses was contrary to the European Human Rights Convention which guarantees that "everyone has the right to respect for his private and family life, home and correspondence". It awarded the three women plaintiffs, Azize Menteş, Mahile Turhallı and Sülliye Turhallı, 278,000 francs (\$47,000) in legal costs and said it would decide later on compensation.

28- Greek Prime Minister Costas Simitis says he will veto Turkish participation in a new European Union forum unless Turkey yields to international bodies in its disputes, notably over Cyprus.

30- Silence reigns throughout Turkey as Turks are confined to their homes for a census.

mardi 2 décembre 1997, 21h37 heure de Paris

M. Demirel accuse la Syrie de soutenir le terrorisme en Turquie

MASCATE, 2 déc (AFP) - Le président turc Suleyman Demirel a accusé mardi la Syrie de soutenir "les terroristes" qui commettent des "crimes odieux" en Turquie, lors d'une conférence de presse à Mascate.

"Est-il faisable qu'un pays islamique voisin (la Syrie) accorde son soutien financier et moral aux terroristes qui pénètrent en territoire turc pour commettre des crimes odieux?", a demandé le président Demirel.

"Nous nous attendions à voir les autres chefs d'Etats arabes frères intervenir pour dire aux Syriens +pourquoi ces agissements qui sont de nature à porter atteinte à la Turquie+", a poursuivi le président turc.

Lundi, le ministre syrien de la Défense, le général Moustapha Tlass, avait estimé que la Turquie s'était rangée "dans le camp ennemi des Arabes" en concluant des accords de coopération militaire avec Israël.

Le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam avait de son côté démenti lundi toute aide de la Syrie aux séparatistes kurdes turcs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

"La Syrie n'appuie aucune action qui peut porter atteinte à la sécurité de la Turquie", avait-il dit dans une interview publiée par le quotidien arabe al-Hayat.

Evoquant par ailleurs la question du partage de l'eau entre son pays et la Syrie, M. Demirel a repoussé les demandes de Damas qui veut obtenir, selon lui, la moitié des eaux de l'Euphrate. "L'Euphrate a un débit annuel de 30 milliards de mètres cubes, et les Syriens en veulent la moitié", a-t-il expliqué.

"Le côté syrien demande la conclusion un accord dans ce sens, mais nous avons proposé une réunion pour examiner les superficies de terres à irriguer dans les trois pays: la Turquie, la Syrie et l'Irak", pour pouvoir partager l'eau en fonction des besoins agricoles de chaque pays, a encore dit le président turc.

Interrogé sur la coopération militaire avec Israël, le chef d'Etat turc a affirmé: "la Turquie n'a signé aucun accord de nature à porter atteinte aux intérêts des pays arabes, comme la Syrie, l'Egypte ou tout autre pays dans la région".

"Le fait de considérer l'accord comme un pacte militaire est erroné", a-t-il ajouté, en soulignant avoir affirmé au sultan Qabous d'Oman que la "Turquie ne pourra jamais porter atteinte à nos frères arabes et aux pays islamiques".

"Nous avons même proposé au sultan Qabous de signer un accord de coopération dans le domaine militaire", a dit M. Demirel.

Un accord de coopération militaire signé en février 1996 entre la Turquie et Israël avait provoqué la colère des pays arabes, notamment de l'Egypte, de la Syrie et de l'Iran, qui s'en étaient sentis visés.

En réponse à une question sur l'Irak, le président turc a appelé Bagdad à "se conformer à toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU", estimant que "si l'Irak applique ces résolutions, les raisons de cette tension disparaîtront".

"L'Irak doit réaliser qu'il est soupçonné de posséder des armes de destruction massive, ce qui est une source d'inquiétude pour les pays de la région", a-t-il ajouté.

Après sa visite à Oman, M. Demirel est attendu mercredi à Abou Dhabi pour des entretiens avec le président des Emiriats cheikh Zayed Ben Sultan Al-Nahyane.mh

Human Rights May Be Coming

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
MONDAY, DECEMBER 1, 1997

WASHINGTON — Is it possible that there is a glimmer of light at the end of the human rights tunnel?

Obdurate governments — even ones that go in for barbed wire and searchlight surveillance, beatings, interrogations under torture — are beginning to get it.

That is not to say that second thoughts or remorse are setting in with fiends. It is just that from time to time they want something other than to demonstrate their capacity for inhumanity to man.

The long-sought release of China's Olympic-class dissi-

By Mary McGorv

dent Wei Jingsheng was finally accomplished because China's president wanted a 21-gun salute, a red carpet and a state dinner during his recent visit to the United States.

He knew it would cost him. U.S. Ambassador James Sasser presented the tab before Jiang Zemin put a foot on the plane. Mr. Jiang could have it all, Mr. Sasser said, but there was a quid pro quo: Spring Wei Jingsheng. Such is the allure of presidential glamour that Mr. Wei was soon on a nonstop flight to Detroit.

His arrival went through the human rights community like an electric current. What happened is an argument for engagement with China. It was also an argument for Mr. Wei's central message: Tyrants understand only pressure.

In the long and impassioned diplomatic debate over how to handle bullies, how to lean on them to be decent while not threatening their sovereignty (they are frightfully sensitive, the poor dears), Mr. Wei took the aggressor's line.

What most people noticed

about him — a relentless agitator who wrote sardonic, insulting letters to the rulers of his country and became a world symbol of defiance through his cheek and courage — was his unquenchable cheerfulness. His round face was almost radiant with purpose and pleasure. Depend on yourself, was his bracing message.

In an era notable for its whiners and handwringers, his refusal to excuse himself from valor beyond the call made him a miracle.

The same week that brought Mr. Wei out of his dungeon also brought forth two award-winning human rights activists from Turkey. The Robert F. Kennedy Foundation for Human Rights cited

them for their bold and principled efforts to find justice for Turkey's Kurds.

The Turkish government feels so strongly about Kurdish aspirations for independence — although not for a separate state — that it jailed the first Kurdish woman ever elected to the Turkish Parliament, after she and 17 other Kurds won seats in 1991. She was found guilty of treason and sentenced to 15 years.

Among other things, she testified before the U.S. Congress's Committee on the Hel-

sinki Commission, where she spoke of the aspirations of her ancient people and called on the Turkish government to seek a peaceful solution to an old feud.

Sezgin Tanrikulu, a Kurdish lawyer, said it never occurs to him to give up his dangerous work for his people. He went to see the imprisoned parliamentarian, Leyla Zana, just before he came to Washington to collect his prize.

His fellow winner, Senal Sarihan, is 49 and has two children. She served three

years in jail for her opposition. She, too, has the ebullience that is apparently characteristic of civil rights activists.

In her only show of impatience during an interview, she said: "People here are always asking me if I'm afraid, if I wish I didn't have to go back. My parents were teachers, I have been an activist all my life."

The deputy chief of staff of the Turkish army has said for the first time that the government should seek a peaceful solution to the Turkish-

Kurdish dispute. Has he begun to see the light?

Probably not. It's just that Ankara wants more: membership in the European Union. Britain, France and Germany have let it be known that they do not want to admit countries that do not treat their own people in a civilized way.

The Washington Post.

Damas déclare ne pas soutenir les séparatistes kurdes turcs

Jeu 04 Déc 97 - 12h46 GMT

DAMAS, 4 déc (AFP) - La Syrie a déclaré qu'elle ne soutenait pas le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste kurdes) et qu'elle ne lui fournissait pas d'aide matérielle ni morale, a indiqué jeudi le journal gouvernemental syrien Tchrine.

Le quotidien répondait ainsi aux propos du président turc Suleyman Demirel qui avait accusé mardi et mercredi la Syrie d'accorder son soutien au PKK.

"La Syrie souhaite établir de bonnes relations avec son voisin turc et n'a épargné aucun effort en ce sens. La stabilité de la Turquie est dans l'intérêt de la Syrie et des Arabes et l'appui turc aux Arabes est bénéfique et nous le souhaitons profondément", écrit Tchrine.

Lundi, le vice-président syrien Abdel-Halim Khaddam avait également démenti toute aide de la Syrie aux séparatistes kurdes du PKK.

Selon M. Demirel qui s'exprimait mercredi lors d'une conférence de presse à Abou Dhabi, "la Syrie soutient les éléments terroristes kurdes afin de porter atteinte à la Turquie et à son intégrité territoriale (..) et pour résoudre d'autres différends avec la Turquie".

Le quotidien syrien a également évoqué l'accord de coopération militaire entre la Turquie et Israël: "Nous posons cette question au président Demirel: est-il faisable qu'un pays musulman (la Turquie) s'allie militairement avec l'ennemi des Arabes et des musulmans et place des bases militaires à la disposition des avions (israéliens); alors que le premier ministre israélien ne cache pas ses intentions de garder le Golan et menace la Syrie de guerres?", s'interroge Tchrine.

"Comment convaincre les Arabes que l'alliance militaire israélo-turque n'est pas dirigée contre eux et particulièrement contre la Syrie, au moment où les dirigeants turcs et israéliens profèrent des menaces contre la Syrie et organisent des manoeuvres face aux côtes syriennes", s'est encore interrogé le quotidien.

Les relations syro-turques évoluent en dent de scie. Outre la question des séparatistes kurdes, les deux pays sont opposés sur le partage des eaux de l'Euphrate, qui prend sa source en Turquie et traverse la Syrie et l'Irak.

U.S. says Kurds recommit to ceasefire
RTw (Reuters World Report)
Wed, Dec 3, 1997

WASHINGTON, Dec 3 (Reuters) - Iraq's feuding Kurdish factions have again told the United States they will honor a frayed cease-fire in northern Iraq, the State Department said on Wednesday.

The recommitment came last weekend in telephone conversations between Deputy Assistant Secretary of State David Welch and leaders of the two factions, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), U.S. officials said.

The United States moved again to try and shore up the shaky cease-fire it had brokered after the two groups blamed each other for fresh fighting in northern Iraq.

During last weekend's contacts, "the two parties recommitted themselves to the cease-fire and to efforts to stabilize the situation in northern Iraq," State Department spokesman James Rubin said.

"They also committed themselves to ensuring that in areas under their control, no other parties will undertake attacks across the cease-fire line. No party should take actions which jeopardize the ongoing cease-fire or the prospect for resuming political talks," he said.

Another official told Reuters Welch urged both sides to "be flexible" so they could build up confidence in each other and find a basis for moving forward with peace talks.

The Kurds have been fighting for control of northern Iraq for the last three years. The region has been out of Baghdad's control since after the 1991 Gulf War and is protected from any Iraqi government attacks by U.S. and British air patrols.

The prime bones of contention between the two factions are revenue from the illicit trade in diesel fuel between the territory of KDP leader Massoud Barzani and Turkey, and control of the regional capital Arbil.

Turkey and the KDP accuse the PUK, headed by Jalal Talabani, of harboring guerrillas of the Kurdistan Workers Party (PKK), which Ankara and Washington consider a terrorist group.

Turkey has kept troops in northern Iraq since May to destroy PKK bases and says its air strikes on Talabani territory target only the Turkish Kurdish group. Ankara's heavy involvement in the volatile region, including armored support for Barzani's group, has complicated peacemaking.

Rubin, asked about Turkey's role in northern Iraq, reasserted the U.S. recognition of "Turkey's right to defend its security interests and combat terrorism launched by the PKK from northern Iraq."

But he told reporters: "We continue to emphasize to the Turkish government that their operations need to be of limited scope and duration and that the human rights of the civilian population of northern Iraq be scrupulously respected."

Rubin and other officials denied the United States was attaching any greater urgency to the Iraqi Kurds' dispute following the row between the United Nations and Iraqi leader Saddam Hussein over Baghdad's weapons of mass destruction.

One official said Welch and the Kurdish leaders discussed the recent crisis with Saddam, which seems to have been defused through diplomacy, but "I think you could say that the overriding issue or problem in that region (northern Iraq) are the differences between those two (KDP and PUK) parties."
REUTERS

Turkish-Israeli ties on the eve of the 21st century

Part -I-

SAADET ORUÇ

Ankara - Turkish Daily News

This is the story of two countries standing alone in the Middle East: Turkey and Israel... A very small reality among the volatile lands of the Middle East, squeezed between the

Arab states and the Mediterranean Sea is Israel. Seeking a way out of the situation surrounding them, Israelis have looked for a formula for establishing new friendships in the region.

Turkey, with whom the Israelis have signed a number of agreements ranging from defense to culture, was a perfect choice for a country that has received every kind of regional threat. Yes, Turkey: blessed with water, in a region that will completely run out of water in ten years' time.

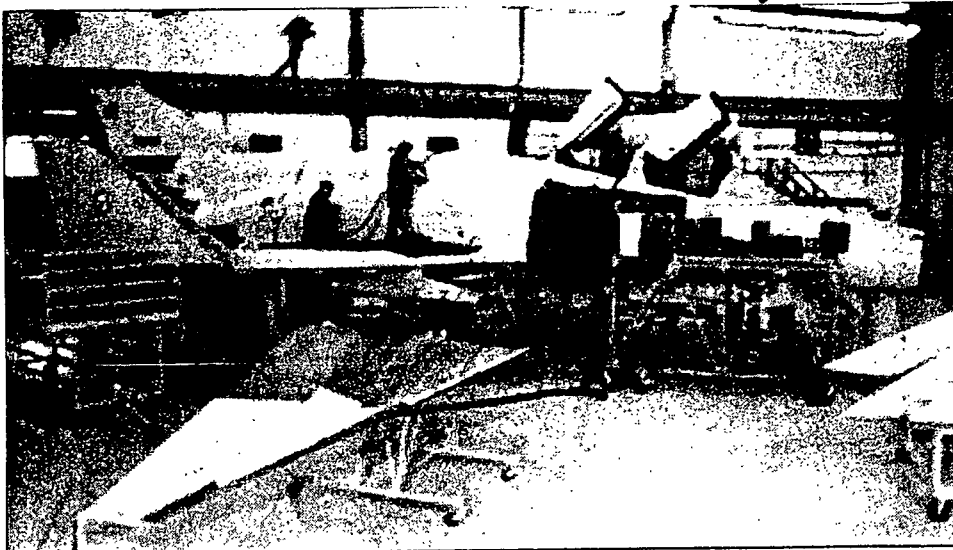
According to a book entitled "The Life of Ben Gurion," the foundation of Turkish-Israeli cooperation was laid during the visit of Israeli Prime Minister David Ben Gurion to Turkey in the late fifties. A secret "Environment Pact" was signed between Israel, Iran and Turkey in 1958, during the prime ministership of Adnan Menderes.

For the time being, the polarity between states and religions has crystallized, and Israel, having been established as a Jewish state after a hiatus of twenty centuries, was marginalized.

At the same time Turkey, being a Muslim, but non-Arab, country was a perfect partner for Israel to set up ties with the Muslim world. Turkey, acting as a bridge to the newly independent states arising from the ashes of the Soviet Union, still maintained its strategic importance. And of course, Turkey had as its neighbors, Iran and Iraq...

Israel, through Turkey

An Israeli official, speaking to a group of Turkish journalists including the Turkish Daily News, said that they have been establishing relations with the eastern states, Afghanistan and Pakistan, through Ankara.



Turkish F4 jets are modernized in Israel.

Considering the Central Asian republics, Israel has a policy based on strategic regional facts: oil, natural gas and, of course, regional security. "Central Asian oil will not be allowed to flow into world markets because major oil companies want to maintain complete control of world oil prices," an analyst commented.

Focusing on the nuclear capability of Iran and its regime, Israel is trying to reduce Tehran's sphere of influence. Many Israeli experts see the improving relations between Syria and Iran as the main threat, adding that they are not pleased with the regional policies carried out by Athens, who cooperates with Syria. "We refused Athens' request for the modernization of its planes," one of the experts said.

First Iran, and then Russia

"First, to limit Iranian influence, and second, to limit that of Russia," responded an Israeli scholar when asked about the reasons for the close relations between Turkey and Israel.

Commenting that Iran and Iraq were two areas of disagreement between Turkey and Israel, Israeli analysts also added that in the coming year, an improvement of ties could take place between the United States and Iran. "We are focusing on the internal battle going on in Iran between the fundamentalists and the moderates. Russia's support of Iran is also one of the topics that we focus on," one scholar said.

"Iran should stop the bombings in Argentina, the transportation of weapons through Damascus airport and its export of terrorism," he added. When asked about economic ties between Europe and Iran, Israeli experts made reference to investments made by the Japanese company, Mitsui, in Iran.

"Mitsui lost billions of dollars in Iran," they noted.

The French company, Total, as well as the Turkish Pipeline Company (BOTAS) made sizeable natural gas deals with Iran. Ankara's agreement with Iran was criticized by its strongest ally, Washington, whose legislation limits investments in Iranian territory, something which was disregarded by Total.

Concerning Iran, Israeli sources also noted that any effort on Tehran's part for the normalization of its relations with the international community would face adverse reaction from within.

"Just before the scheduled visit of the French president to Tehran, bombs exploded," they reminded their audience.

Israel as Turkey's close defense partner

Sharing similar threats, Israel and Turkey built a good road towards cooperation in the security and defense areas, a fact which has angered the Arab states and Iran. Israeli Aircraft Industries (IAI) executives told a group of Turkish reporters that not only have they established close contacts with Ankara, but they also transfer technology to Turkey's defense industry.

"Regarding the ongoing modernization of F-4 Turkish jets, the delivery will be made by the end of 1998. The jets will be taken to Eskisehir, and the rest of the modernization will continue there. First, Israeli experts will go to help and will then leave the rest to them — only 40 percent of it will be done here," commented an administrator guiding the Turkish reporters around IAI. "A large staff from the Turkish Air Force is participating in projects here. In the end, the Turkish Air Force

will be fully independent," he said.

According to senior IAI officials, Egyptian leader Anwar Sadat's visit to Israel was also one of the turning points in ties with Turkey. "After the identification and recognition of mutual interests, a very significant improvement has been experienced in the last ten years," they said.

After the breakup of the Soviet Union and the signing of the Oslo Accord, Turkey and Israel came closer together, "in the interests of both countries," noted the officials. Regarding the uncertainty surrounding the modernization of Turkish F-5 jets, they stated that they would abide by the results of the bidding process. They also referred to recent remarks of Prime Minister Mesut Yılmaz in which he gave signals of the choice of France for the modernization project.

Water and agriculture

Although everybody is focusing on Turkey's defense and security cooperation with Israel, water and agriculture are becoming important topics between the two countries. In addition to many other areas, Turkey and Israel are preparing to sign an agreement during the ongoing visit of Mustafa Tasar, minister of Agriculture. Additionally, they have close contacts involving the Southeastern Anatolian

Project (GAP) project.

Briefed at the Center for International Agricultural Development and Cooperation (CINADCO), Israel's large agriculture research and training center, Turkish reporters learned that Israel wants to cooperate closely with Turkey in agriculture and water.

CINADCO, established by the Ministry of Agriculture and Rural Development and the Ministry of Foreign Affairs, has been training a large number of technicians from various countries in five languages: English, Spanish, Russian, Arabic and French.

Following the visit of a group of administrators from GAP, 31 Turkish technicians will begin training from Dec. 18, 1997 to Jan. 8, 1998.

The signing of the Oslo Accord proved to be turning point for the training courses, as it was for many other areas.

Israel, a country that will run out of water in the next couple of decades, has now improved its irrigation systems.

Israel is offering a number of suggestions to Turkey for its GAP projects. CINADCO officials said that they had a modern mission for peace. "There is enough nuclear power, but this is a human planet" they added.

Welfare's barrier to agricultural cooperation

In addition, it was also noted that Turkey's previous Welfare Party-led coalition government had postponed the scheduled programs for agricultural cooperation. "Two groups of technicians were planning to visit last year, but they couldn't because of a government rejection," Israeli officials stated.

Water, water everywhere...

Speaking with a group of Turkish journalists, former Israeli Prime Minister Shimon Peres commented, "I don't see why people think that oil is more important than water. Water is decreasing just as much as energy. You cannot live without water, just as power stations cannot operate without energy. Turkey is blessed with water, and I don't see why you should let this water flow to the sea."

Since water is one of the two liquid substances that may be the cause of wars in the next century, Israel, like many other states, is seeking new sources of water, one of which is Turkey's Manavgat Water Project. Although Turkish officials say that bidding will be opened and that the best offer will get the water, it was clear that Israel trusts its close friend Turkey quite a bit.

December 3, 1997

Turkish Daily News



Everything is politics in Jerusalem

Part II-

SAADET ORUÇ

Jerusalem/Ankara - Turkish Daily News

Jerusalem is a concept as well as a place. Held sacred by three major religions, Jerusalem is more familiar to people than any other city on earth. It has been at the center of Judaism since King David made it the capital of his kingdom 3,000 years ago. Christians revere the sites where Jesus had preached and died a thousand years later. Muslims have cherished it since the seventh century as the place from which they believe Mohammed ascended to heaven. To medieval map-makers, Jerusalem was the center of the known world," reports a guide to Jerusalem prepared

by the Israel Information Center.

"There are too many gods in Jerusalem. That's why I cannot stand living there," said a Tel Aviv-based foreigner. It's true — many religions recognize this land as holy, so nobody can share it! Walking down a very interesting old street in Jerusalem, you can see a mosque, a synagogue and a church all sitting together.

Every corner of the city exudes a strong aura of history and religion. The crystallization of differences brings tension and nothing else. Just a few days after the killing of a Jew in the "Old City" in Jerusalem, every synagogue was protected by three Israeli soldiers. The war in Jerusalem is not only between Arabs and Jews, but also between religions.

Was it the Ottomans?

The visiting journalists were shocked by a story portrayed in a play at the Beit Hagefen Jewish-Arab Culture Center in Haifa. The play

actually claimed that it was the Ottomans who had destroyed Arab-Israeli ties.

At the end of the play, entitled "El Bab El Ali," written and directed by Jordanian playwright Hisham Yanis, the death of Sheikh Daher El-Omar raises the question in the audience's mind whether it had been the Ottomans who planted the seeds of enmity between Jews and Arabs in the Middle East.

Everything is politics in Jerusalem

"Everything is politics in Jerusalem," said Amos Radian, an advisor to the mayor of Jerusalem. "Electricity, archeology, construction, fashion, culture: everything is politics here," he reiterated. Pointing out Har Homa, the settlement between the Palestinian and Jewish-held parts of the "holy city" that had provoked much violence, Radian repeated the Israeli arguments in favor of building new settlements on a very small tract of land between the Arab and Jewish parts of the city.

Set in the midst of many areas which are

without trees and greenery, Har Homa is full of trees. "Will you cut down those trees only for the purpose of constructing the controversial new settlements?" a reporter asked Radian. He stopped, and started to smile, saying, "Sometimes stupidity such as planting trees occurred. They did not think about the future." The stupid thing was planting trees in Jerusalem! Like he said, everything is politics in Jerusalem, even planting trees...

Demolishing houses

Palestinians do not participate in the city council. "If so, that would mean that they recognized our sovereignty in the city. So the result is a lot of illegal construction here. We, as a result, have to demolish the illegally-built houses," comments Radian, adding that they had spent millions of Israeli shekels on the infrastructure of East Jerusalem. "Only if it stays united can Jerusalem be what it is," he added.

According to the Israeli municipality of Jerusalem, the Oslo Accord was misinterpreted by the Palestinians. "In the Oslo Accord, Israel at first agreed to discuss things, but the Palestinians interpreted it to mean that nothing could be changed," Radian said, also noting that Yossi Bellin, the author of Oslo, says there is no problem regarding the construction of Har Homa. "Bellin only says that the timing can be questioned. Only after losing at the negotiating table did they start to react like that," he added.

Main conflict among Jews

Many Israelis shared the idea that the primary

conflict in Jerusalem is the one between the Jews themselves, between the fanatics and the secularists.

Will Netanyahu go?

Amid continuing reactions against the extreme-rightist Israeli prime minister, the future of the current government is in the spotlight. Netanyahu, who became one of the politicians in the "center" of Israeli politics as compared to many others, lost a lot of support. After the formation of a secret group within the Likud to cause his downfall became publicly known, Netanyahu lost a considerable amount of backing from American Jews.

Ehud Olmert, the mayor of Jerusalem, Yanı Milo, the mayor of Tel Aviv and Menahem Begin's son, Ze'ev Begin, as well as some former ministers all belonged to the "anti-Bibi" group.

According to sources in Israel, the government is in gridlock and most probably will fall during the budget debates in the middle of December. Since Netanyahu is regarded a barrier to the Middle East peace process promoted by the United States, that prediction may prove to be correct.

Moreover, the Labor Party pins a lot of hope on the prediction because, although there is more-or-less of a chance for the establishment of a national unity government, Labor is also waiting for the budget debate.

"And the Likud will have to adapt itself to the new situation, because I believe that peace is stronger than governments, just as history is stronger than politics," former Prime Minister Shimon Peres said.

Complaining about the presence of pessimists regarding the peace process, Peres harshly criticized the Likud party as having a very poor record. "I know just one way to judge a politician, and that's on his record, not on what he says, but on what he does. And until now, the record of Likud and Netanyahu has been a poor one: it's rich in mistakes and poor in successes, which does not make for a good record," Peres commented.

Iraq

Additionally, not only the internal political dilemma, but also the deadlock regarding the crisis between the United States and Iraq in the Gulf is intently being focused on.

Peres said that all the different ethnic groups should be paid attention to in Iraq, and that the killing of Iraqis should be stopped. He said the main problem in Iraq is its crazy leader.

Gas masks were distributed to people as protection against any threat of an Iraqi attack on Israel, and all the scholars, politicians and experts asked questions about the future of Iraq. Israel used to have close ties with Iraqi Kurdish groups.

"Israel supported the Kurds and trained them in the late sixties. This fact may be creating a new problem for Baghdad and may, in fact, be preventing the possibility of attacks on Israel," an expert in Ankara commented.

Keeping its eye on Iraqi leader Saddam Hussein, Israel prepares itself for the upcoming changes in the region, particularly those in Iraq and Iran.

Zana rejects a Yağmurdereli-type special amnesty

Writing to President Clinton and Prime Minister Yılmaz, Leyla Zana declares her rejection of any kind of special amnesty

Ankara - Turkish Daily News

■ Following a debate over the controversial imprisonment and release of blind human rights activist Eşber Yağmurdereli, a similar process has started for imprisoned Kurdish deputy, Leyla Zana.

Yağmurdereli's release was forced to come about because of harsh criticism received from Western countries, and Prime Minister Mesut Yılmaz declared in an interview with the daily Sabah that Zana could be released in the very near future.

In response, former Democracy Party (DEP) Deputy Leyla Zana wrote to U.S. President Bill Clinton and Prime Minister Yılmaz on



Leyla Zana

Monday, distancing herself from a campaign in Washington pressing for her freedom. "I consider that compared to the democracy, freedom, and peace of a people ... personal and physical freedoms are meaningless and unimportant," said the letter which was faxed to the

press.

In October four Kurds and two Americans began an indefinite fast outside the U.S. Congress, to publicize the plight of Kurds and of Zana, who was jailed for 15 years in 1994 for her links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The letter to Clinton was sent in response to a Turkish newspaper report, saying Zana would be freed ahead of a visit to the United States by Turkey's Prime Minister Yılmaz

later this month. "Being in prison is an inevitable, unavoidable, and necessary price to be paid for peace, brotherhood and a democratic Turkey," said Zana's letter, written from her Ankara prison cell.

Zana's arrest, together with five other Kurdish deputies, led to an outcry from European parliamentarians. She won the European Parliament's Sakharov prize in 1996.

Opération d'envergure de l'armée turque contre le PKK en Turquie

Mer 03 Déc 97 - 23h23 GMT

DIYARBAKIR (Turquie), 4 déc (AFP) - L'armée turque a déclenché mardi soir une opération d'envergure contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans la province de Tunceli (est), a-t-on appris de sources locales à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde.

Cette opération se déroulait dans les zones d'Ovacik, de Hozat, de Cemisgezek et de Pertek de la province de Tunceli. Jusqu'à 20.000 troupes de commando de l'armée participaient à cette opération, selon les mêmes sources.

Elle vise à "nettoyer" les rebelles du PKK dans la province de Tunceli à la veille de l'hiver, traditionnellement rigoureux dans la région, a-t-on ajouté de mêmes sources, sans autre précision.

Un des fiefs du mouvement séparatiste kurde, la province de Tunceli est une région très montagneuse servant d'abri aux rebelles du PKK.

A Ankara et à Diyarbakir, aucune porte-parole n'était joignable dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un État kurde indépendant dans le sud-est anatolien situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 27.000 morts.

Cette nouvelle offensive survient après deux opérations d'envergure de l'armée turque lancées en mai et en septembre derniers contre les positions du PKK dans le nord de l'Irak utilisé comme base arrière par les séparatistes kurdes de Turquie.

Titre : Opération anti-kurdes de l'armée turque dans nord de l'Irak
Service de presse : FAP (AP France)
Date : Ven 5 déc 1997

ANKARA (AP) -- L'armée turque a lancé vendredi une vaste offensive contre les séparatistes kurdes réfugiés dans le nord de l'Irak, a annoncé l'agence Anatolia, précisant que 20.000 hommes participaient à cette opération.

Le conflit entre les forces turques et les séparatistes kurdes de Turquie, membres pour bon nombre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a fait quelque 28.000 morts depuis 1984.

Selon le ministre turc de l'Intérieur, Murat Basemgioglu, en visite en Bulgarie, les troupes d'Ankara bénéficient de l'appui d'environ 8.000 combattants du Parti populaire démocratique du Kurdistan, formation irakienne d'opposition.

Ce parti kurde est favorable aux interventions turques dans le nord de l'Irak, qui visent à poursuivre jusque dans leur bases arrière les combattants du PKK, en lutte armée contre Ankara.

La coalition gouvernementale turque fragilisée Par Ceyhun ERGUVEN

ANKARA, 4 déc (AFP) - La coalition gouvernementale turque était fragilisée jeudi à la suite d'une passe d'armes entre le Premier ministre Mésüt Yilmaz et le chef du Parti Républicain du Peuple (CHP, social-démocrate), Deniz Baykal, dont le soutien au parlement est crucial pour la survie de ce gouvernement minoritaire.

MM. Yilmaz et Baykal ont échangé des propos acrimonieux après que l'opposition parlementaire, menée par les islamistes, eut réussi, grâce à l'aide indirecte des députés de M. Baykal, à inscrire à l'ordre du jour du parlement une motion demandant le renvoi d'un ministre de M. Yilmaz accusé de corruption.

Mardi soir, le parlement a décidé par 247 voix contre 226 d'organiser un second vote, qui devrait avoir lieu la semaine prochaine, à propos du ministre des Travaux publics et du Logement, Yasar Topcu, accusé d'avoir favorisé une société lors d'un appel d'offres pour la construction d'une autoroute dans le nord de la Turquie, un projet de plusieurs centaines de millions de dollars.

Ce vote prochain pourrait entraîner sa destitution si l'opposition obtenait la majorité absolue de 276 voix sur 550 sièges au parlement.

M. Yilmaz a alors lancé un avertissement au CHP, dont les députés n'étaient pas présents lors du vote et ont donc facilité la tâche de l'opposition, en lui demandant de "revoir sa position vis-à-vis du gouvernement". "Si l'opposition parvient à atteindre la barre des 276 voix, le gouvernement démissionnera", a-t-il averti.

M. Yilmaz dirige une coalition droite-gauche minoritaire, formée de son Parti de la Mère Patrie (Anap, droite), de celui de la Gauche démocratique (DSP, gauche nationale) du vice-Premier ministre Bulent Ecevit et du Parti pour une Turquie démocrate (DTP, droite) de Husamettin Cindoruk. A eux trois, ces partis comptent 222 sièges au parlement sur 550.

Le CHP (54 sièges) soutient au parlement la coalition, sans en faire partie, détenant ainsi la clé de sa stabilité. L'absence des députés du CHP lors du vote au parlement a permis à l'opposition de marquer un point, fragilisant la coalition.

M. Baykal a pour sa part accusé M. Yilmaz de "chercher un prétexte pour abandonner la responsabilité du gouvernement". "Nous soutenons ce gouvernement pour la Turquie, mais pas pour M. Yilmaz", a-t-il dit mercredi soir devant la presse.

Il a précisé que ses députés seraient également absents lors du second vote à propos de M. Topcu. "Le résultat du premier vote a indiqué que le gouvernement ne tomberait pas", a dit M. Baykal.

En effet, le nombre total des députés de l'opposition, soutenue également par une dizaine de non-inscrits, ne dépasse pas 260, chiffre inférieur à la majorité absolue de 276 voix nécessaire pour faire chuter le gouvernement.

Le Parti de la Prospérité (Refah, principal parti d'opposition) de l'ancien Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan cherche à obtenir le départ de M. Topcu et à ainsi fragiliser le gouvernement pour que des législatives anticipées soient convoquées.

Le gouvernement de M. Yilmaz avait été formé fin juin, après le départ de la coalition gouvernementale à dominante islamiste de M. Erbakan. Ce dernier avait dû démissionner le 18 juin sous la forte pression de l'armée et des milieux pro-laïcs, hostiles à la présence au pouvoir des islamistes.

Rights group makes new criticism of Turkish record
RTW (Reuters World Report)
Fri, Dec 5, 1997

By Daren Butler

ISTANBUL, Dec 5 (Reuters) - A human rights group has piled on fresh criticism of Turkey's shaky rights record in a week in which Ankara acknowledged abuses had been committed and acted to improve treatment of detainees.

Torture and maltreatment of prisoners persisted in 1997 despite improvements in some areas of human, the U.S.-based Human Rights Watch (HRW) said in a report received by Reuters on Friday.

"Persistent human rights abuses continued. They included restrictions on free expression, torture, death in detention, and police abuse and maltreatment," said an excerpt of the HRW 1998 annual report.

Electric shock, squeezing of testicles, suspension by the limbs, blindfolding and stripping naked were often used as a method of interrogation, especially by the anti-terror police, according to the HRW.

The report's release followed comments by a Turkish minister on Thursday that "some mistakes and abuses" had been committed by Turkey in the area of human rights.

Prime Minister Mesut Yilmaz this week signed an order for authorities to tighten up implementation of measures to prevent torture and ill treatment of those held in custody.

Western criticism of Turkey's rights record is an obstacle to Ankara's long-standing aspiration to join the European Union. The EU will decide next week whether Turkey is to be included in the group's expansion process.

Western diplomats said Turkish authorities had suggested one of Turkey's most high-profile prisoners, Kurdish former MP Leyla Zana, could be freed before the EU summit.

"They're hinting that she is going to be released soon. I would expect it to happen within a week," a Western diplomat told Reuters.

Human rights activists said a doctor had visited Zana last week at the Ankara jail where she has been held since being jailed for 15 years in 1994 for links to Kurdish rebels.

A leading rights activist, Esber Yagmurdereli, was released in October after producing a doctor's certificate saying he could not stay in jail.

But Kurdish sources said Zana was in good health and had asked not to be released except as part of a wider solution to the Kurdish problem.

Turkey's prison system is plagued by problems ranging from excessive use of force during unrest to easily bribed warders and overcrowding, according to the HRW report.

It said the state continued to imprison journalists and writers and confiscate publications under laws limiting expression, despite lively debate in a wide variety of newspapers.

Separately, the report questioned the political role played by Turkey's powerful military, whose fierce criticism of the former Islamist-led government led to its downfall in June.

"Its (the military) interventionist proclivity is sharply at odds with the role the military plays in most democratic countries," it said.

The report also criticised the state's village guard system, employing around 50,000 Kurdish villagers in the fight against the separatist Kurdistan Workers Party (PKK).

The guards, generally poorly trained and ill-disciplined, continued to be implicated in crimes ranging from smuggling to kidnapping and abuse of authority, the HRW said.

The PKK itself was involved in abuses such as extrajudicial killings, kidnapping, extortion and destruction of property.

More than 27,000 people have died in the conflict between the security forces and the PKK since 1984 when the PKK began fighting for self-rule in southeast Turkey.

Turquie-Les violations des droits de l'homme persisteraient

By Daren Butler

ISTANBUL, 5 décembre, Reuters - En dépit de certains progrès, les violations des droits de l'homme ont persisté en 1997 en Turquie, affirme l'organisation Human Rights Watch dans son dernier rapport, reçu vendredi par Reuters.

L'organisation de défense des droits de l'homme basée aux Etats-Unis fait état de mauvais traitements, tortures et décès de détenus en prison, ainsi que de restrictions à la liberté d'expression.

La Turquie a reconnu jeudi avoir fait des erreurs et commis des violations en matière de droits de l'homme et elle a annoncé des mesures pour améliorer le traitement de ses détenus.

Le Premier ministre Mesut Yilmaz a ordonné la mise en place de mesures rigoureuses de prévention contre la torture et les mauvais traitements des personnes incarcérées.

Il demande l'ouverture d'enquêtes sur toutes les accusations de mauvais traitements contre des détenus et l'application si nécessaire de sanctions à l'égard des fonctionnaires mis en cause.

Tous les détenus doivent être enregistrés, prendre connaissance de leurs droits et être examinés par un médecin à leur entrée et leur sortie de prison, prévoit aussi la circulaire.

La Commission européenne a jusqu'ici émis un avis négatif à l'ouverture de négociations avec la Turquie à l'occasion du prochain sommet de Luxembourg en raison de son bilan en matière des droits de l'homme.

Ankara fait campagne pour être traité comme un pays candidat à part entière et multiplie les mises en garde aux Quinze contre les conséquences imprévisibles de leur éventuelle décision de ne pas l'inclure dans la fournie des pays de l'Est avec lesquels ils s'apprêtent à ouvrir des négociations officielles.

Le Parlement européen s'est déclaré jeudi d'avis d'ouvrir des négociations avec tous les candidats remplissant notamment les critères d'un ordre démocratique stable et du respect des droits de l'homme.

De source diplomatique occidentale, on apprend que le gouvernement turc aurait proposé de libérer avant le sommet de Luxembourg un de ses prisonniers politiques les plus en vue, l'ancienne parlementaire Leyla Zana, condamnée en 1994 à 15 ans de prison pour intelligence avec les séparatistes kurdes.

Le président de l'Association turque des droits de l'homme, Akin Birdal, a été acquitté mercredi des charges d'incitation à la haine alors qu'il risquait trois ans de prison pour avoir réclamé une solution pacifique du problème kurde.

Birdal, qui s'est déclaré surpris de cette décision, l'a rapprochée des efforts du gouvernement pour apaiser l'Union européenne avant le sommet des Quinze consacré essentiellement à l'élargissement de l'Union européenne.

REUTERS

La Turquie face aux « jeux de mots » du « club chrétien »

LE MONDE / VENDREDI 5 DÉCEMBRE 1997

La presse turque, sceptique sur les intentions des Européens, engage le gouvernement à faire preuve de fermeté à l'égard des Quinze et à exiger « un calendrier précis »

AVEC L'APPROCHE du sommet de Luxembourg sur l'élargissement de l'Union européenne, les 12 et 13 décembre, le long marathon des relations turco-européennes est entré dans sa dernière ligne droite. La presse turque, reflétant l'attitude des autorités d'Ankara, a récemment abandonné le ton outré des manchettes des derniers mois, préférant analyser les hésitations des Européens et les signaux confus émanant de Bruxelles.

Les Européens ne peuvent se décider « ni à prendre la Turquie ni à la vendre », écrit le quotidien *Milliyet*, sous la plume de Metin Tokar. Ce vétéran de la presse turque rappelle que l'accession à l'OTAN avait posé des problèmes similaires au début des années 50, que « la Turquie y était entrée à la force du poignet » et que cela s'était révélé « une bonne chose à la fois pour la Turquie et pour l'OTAN ».

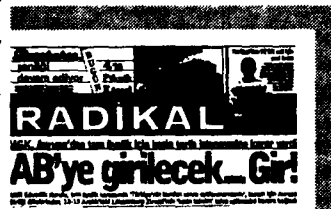
L'OTAN COMME ATOUT

Dans le même journal, Sami Kohen analyse, sous le titre « Jeux de mots », les nuances du vocabulaire diplomatique utilisé par les Européens : « vocation », « éligibilité »,

« perspective européenne », autant de termes utilisés pour décrire les aspirations de la Turquie. Mais « le mot-clé est "candidat" », et son utilisation « signifierait que la voie demeure ouverte ». ajoute M. Kohen. « Pour l'instant, cela semble peu probable. Mais la Turquie demeure déterminée et continuera ses négociations sur cette base. »

L'ancien ambassadeur Sukru Elekdag, dans un éditorial publié également par *Milliyet*, estime pour sa part que la Turquie devait jouer toutes ses cartes pour « cette échéance vitale », y compris celle de l'élargissement de l'OTAN, et « la nécessité de garder les deux processus en parallèle ». Ankara ne doit cette fois-ci pas se laisser convaincre d'abandonner cet atout (la menace de bloquer l'élargissement de l'OTAN), estime l'ancien diplomate, mais doit se montrer « aussi courageuse et déterminée qu'Athènes » (qui bloque l'entrée de la Turquie dans la Conférence européenne).

Le quotidien *Hurriyet*, lui, examine une fois de plus les raisons qui poussent la Turquie, envers et contre tout, à vouloir entrer dans l'UE. « ... Tout ce qui nous rapproche



de l'Europe améliore notre démocratie, explique-t-il. Même les islamistes commencent maintenant à prendre conscience de cette réalité incontournable. Précisément, le quotidien islamiste *Zaman* se demande si l'Europe qui, par le passé, « était la dynamo du changement », avait perdu sa vocation moderniste. « Elle semble maintenant vouloir maintenir le statu quo, tentant de freiner, d'arrêter et de stabiliser la confusion et les chocs violents qui l'entourent. » Affirmant que Jacques Attali avait brisé le silence en parlant d'un « club chrétien », l'éditorialiste se demande si cela a marqué le début d'une nouvelle tendance en Europe.

LES VUES DE L'ARMÉE

Après la récente réunion men-

suelle du Conseil national de sécurité, l'institution qui réunit les dirigeants civils et militaires du pays et « recommande » la politique à adopter, le quotidien *Radikal* avait titré à la une « Vers l'Europe, en avant, marche », exprimant ainsi les vœux de l'armée, de plus en plus influente sur la scène politique, qui exige désormais des Européens « un calendrier précis ». Le *Turkish Daily News* accordait également une place importante aux récentes déclarations du général Cevik Bir, perçu en Turquie comme le « ministre des affaires étrangères » officieux des forces armées qui, lors d'un discours, affirmait que « l'Europe paierait un prix élevé si elle excluait la Turquie ». Il déplorait que la politique européenne soit trop centrée sur l'Europe de l'Est. Une telle approche, affirmait le général, « pourrait donner des résultats positifs à court terme, mais provoquerait à long terme un retour à la guerre froide ».

Nicole Pope

L'Irak n'est pas autorisé à vendre plus de pétrole pour acheter plus de vivres

L'ONU repousse à la fin janvier une éventuelle augmentation des ventes

Le Conseil de sécurité des Nations unies a renouvelé, jeudi 4 décembre, l'accord « pétrole contre nourriture » sans augmenter le volume des

ventes de pétrole irakien, sous embargo depuis 1990. Le représentant russe a estimé que, pour répondre aux besoins humanitaires, Bagdad de-

vrait être autorisé à vendre le double de pétrole. Le représentant de la France a estimé que ce renouvellement « n'est pas suffisant ».

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante

Sur la base des recommandations du secrétaire général de l'ONU, le Conseil de sécurité a décidé, jeudi 4 décembre, de renouveler l'accord « pétrole contre nourriture » en Irak, sans pour autant autoriser, comme le réclament les agences humanitaires, l'augmentation de la vente du pétrole irakien afin de répondre à la dégradation de la situation humanitaire dans ce pays.

Dans un rapport publié lundi, Kofi Annan avait « regretté de si-

gnaler » qu'un an après la mise en œuvre du programme, la « population irakienne se trouve toujours dans une situation très difficile sur le plan nutritionnel et humanitaire ». Il était, selon lui, « impératif » d'agir d'urgence afin d'empêcher que cette situation ne s'aggrave encore. Pourtant, le diplomate ghanéen ne proposait pas l'augmentation de la vente du pétrole et préférait attendre la fin du mois de janvier pour présenter des recommandations concrètes. Basé sur la résolution 986, d'origine américaine, l'accord « pétrole contre

nourriture » autorise l'Irak à vendre 2 milliards de dollars de pétrole tous les six mois pour l'achat - strictement supervisé - de vivres et de médicaments. Selon les termes de la nouvelle résolution, rédigée par le Royaume-Uni et adoptée à l'unanimité, le secrétaire général doit présenter « avant le 30 janvier 1998 » un rapport sur les moyens « d'améliorer la mise en œuvre du programme ». Le Conseil « exprime sa volonté » de prendre une décision sur les « ressources supplémentaires nécessaires pour répondre aux be-

soins prioritaires de la population irakienne ». La résolution demande par ailleurs au comité qui supervise les contrats de « préciser ses procédures et de les rendre plus claires afin d'accélérer le processus d'approbation ».

Au Conseil de sécurité, toutes les délégations sans exception, et tout particulièrement la Russie et la France, se sont prononcées en faveur d'une augmentation future des ventes du pétrole irakien. Tout en accusant Bagdad de « faire de la politique » avec cet accord, le représentant américain s'est dit prêt à envisager

« favorablement » des recommandations du secrétaire général, en janvier.

LES HÉSITATIONS DE KOFI ANNAN

La question qui se pose est de savoir pourquoi, malgré l'avis unanimement et courageusement exprimé de responsables de l'ONU en Irak, le secrétaire général a décidé d'attendre deux mois de plus pour recommander l'augmentation des ventes du pétrole. Marginalisé dans la crise sur le désarmement en Irak, M. Annan a, théoriquement, les mains libres en ce qui concerne le programme humanitaire. « La réaction des humanitaires est classique, explique-t-on dans

l'entourage de M. Annan. Ils recommandent toujours, davantage d'aide pour la population civile, sans jamais tenir compte des réalités politiques », qui sont telles que la « grande majorité des pays membres du Conseil de sécurité sont contre un geste, aussi humanitaire soit-il, qui donnerait l'impression de récompenser Bagdad ».

« Sur ce dossier, nous avons affaire à deux gouvernements extrémistes », explique un diplomate occidental en parlant de Washington et de Bagdad, « et la population est au milieu ». Tout en partageant cette analyse, des responsables de l'ONU estiment néanmoins que les « Nations

unies ne devraient pas être prises au piège ». Dans une lettre adressée au secrétaire général (Le Monde du 28 novembre), le diplomate irlandais Denis Halliday, chargé du programme de l'ONU en Irak, estimait, « en tant que témoin direct » de la tragédie humaine en Irak, qu'il était « temps de mettre fin aux interférences politiques dans ce programme ».

Lors d'une conversation téléphonique depuis Bagdad, voici quelques jours, M. Halliday expliquait que, pour lui ainsi que pour les agences humanitaires, il est « impératif » que les recommandations du secrétariat soient « claires et sans ambiguï-

té », afin que l'ONU soit en mesure de prendre « sa part pour alléger la souffrance humaine ». Interrogé sur les « réalités politiques » qui pèsent sur les décisions prises à New York, M. Halliday rétorquait : « La réalité politique est que les sanctions ne frappent que les innocents en Irak. La réalité politique est que les enfants meurent chaque jour parce qu'on ne peut pas leur donner des médicaments (...). La réalité politique est que 25 % des enfants ont cessé d'aller à l'école car leurs parents leur demandent de travailler. »

Afsané Bassir Pour

Irak du nord: poursuite de l'incursion turque contre le PKK

ANKARA, 7 déc (AFP) - L'offensive lancée jeudi par l'armée turque en Irak du nord contre les séparatistes kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se poursuivait dimanche, a rapporté l'agence Anatolie.

Les unités blindées de l'armée turque, qui avaient pénétré en territoire irakien vendredi depuis la région de Siyahkaya (province de Sirnak), poursuivaient leur progression le long de la frontière vers la région de Khakourk, principal objectif de cette nouvelle incursion, a indiqué l'agence semi-officielle turque.

La région de Khakourk est située près des frontières avec la Turquie et l'Iran. C'est une région extrêmement montagneuse qui permet aux rebelles du PKK de se retrancher facilement et de s'infiltrer en territoire turc pour mener des attaques contre les objectifs turcs.

Elle fait partie des zones sous contrôle de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du chef kurde irakien Jalal Talabani.

Ankara accuse l'UPK de collaborer avec le PKK et d'abriter ses militants armés dans les zones sous son contrôle dans le nord de l'Irak.

Des troupes turques, la plupart étant des unités de commando de montagne, étaient entrées en territoire irakien depuis les zones de Cukurca et Semdinli de la province turque de Hakkari (sud-est), en face de la région de Khakourk.

Cette nouvelle incursion a été provoquée, selon Ankara, par une tentative du PKK de regrouper ses militants armés dans cette région. Ces maquisards avaient fui la région pour l'Iran voisin lors de deux précédentes opérations d'envergure de l'armée turque et avaient récemment commencé de revenir à Khakourk pour entreprendre les préparatifs logistiques qui leur permettront de passer l'hiver, affirme Ankara.

Selon Anatolie, des peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de l'autre chef kurde d'Irak Massoud Barzani, allié d'Ankara et rival de l'UPK, s'avançaient, eux aussi, vers Khakourk soutenus par l'artillerie turque.

Ils ont découvert, dans la région de Pîrbela, trois grottes quittées par des militants du PKK, où étaient stockés des vivres, médicaments, armes et munitions, selon l'agence.

Vendredi, le ministre turc de l'Intérieur Murat Başesgioglu avait annoncé la nouvelle incursion turque, mobilisant près de 20.000 troupes, et précisé qu'environ 8.000 peshmergas du PDK prenaient part à l'opération, aux côtés des soldats turcs, contre le PKK.

C'est la troisième offensive de l'armée turque contre le PKK dans le nord de l'Irak depuis mai dernier.

La Turquie se plaint depuis plusieurs années de l'utilisation comme base arrière par le PKK du nord de l'Irak qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Le PKK mène une rébellion contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion armée ont fait plus de 27.000 morts. nev tf

Titre : Pope Urges Tolerance for Kurds
Service de presse : APO (AP Online)
Date : Sam 6 déc 1997

VATICAN CITY (AP) -- Pope John Paul II on Friday urged tolerance for minority peoples in a speech directed at Turkey, under fire for the treatment of its Kurdish minority.

"True harmony within a nation and between countries can only be maintained if the natural and legitimate differences between peoples, rather than being repressed as a cause of division, are seen as an enriching reality," the pope told the new Turkish ambassador to the Holy See, Altan Guven.

Without mentioning the Kurds by name, he said: "Rigorous respect for the cultural, moral and spiritual needs of individuals and communities, based on the dignity of the person and on the specific identity of each community, is an essential requirement for the well-being of every society."

About one-fifth of Turkey's 60 million people are ethnic Kurds. Many are fully integrated, but others chafe at being denied cultural freedoms, such as Kurdish schools and broadcasting.

Turkey has been fighting a nearly 14-year-old war against a small group of Kurdish rebels it labels terrorist. The campaign has brought charges of harsh repression and human rights violations, which have become a stumbling block in efforts to grow closer to Turkey's European allies.

Respect for the cultural traditions of a separate people allows a country "to present itself within the international community as an example of that peace and harmony which should prevail throughout the world," John Paul said.

Titre : Kurd Rebels Sheltered in Israel
Service de presse : APO (AP Online)
Date : Sam 6 déc 1997

JERUSALEM (AP) -- Twenty-three Kurdish refugees from Iraq whose boat went off course were picked up by the Israeli navy and briefly brought ashore in Israel, according to news reports Saturday.

The refugees, who had set sail from Lebanon, were on their way to Cyprus when bad weather forced them toward the Israeli coast. They were spotted by a navy patrol boat early Friday morning and escorted to shore, Israel and Army radio reported.

After being questioned by Israel's Shin Bet security service, the refugees, 11 of them children, were given medical attention and served a hot meal before being escorted back out to sea, the report said.

Titre : Turkish jets raid Kurdish rebels in north Iraq
Service de presse : RTW (Reuters World Report)
Date : Lun 8 déc 1997

DIYARBAKIR, Turkey, Dec 8 (Reuters) - Turkish planes struck suspected Kurdish rebel positions in northern Iraq on Monday in a cross-border push that has worried neighbouring countries.

Military officials in the southeastern Turkish city of Diyarbakir said six F-16 jets hit Kurdistan Workers Party (PKK) targets in the remote Khwakurk region of Iraq.

The state-run Anatolian news agency said Turkish troops and an Iraqi Kurdish ally were closing in on a large group of PKK fighters in Khwakurk, the mountainous corner where Iraq, Iran and Turkey meet.

"A sweeping-up operation has begun in this area," the agency said. It said Turkey's allies in the Kurdistan Democratic Party (KDP) had killed 30 PKK fighters.

Some 10,000 Turkish troops poured across the border last week to join the KDP and thousands of Turkish soldiers already campaigning against the PKK, which uses the area to strike into Turkey.

A summit of Islamic countries in Tehran this week is expected to condemn Turkey for its latest push into northern Iraq, which has been outside of Baghdad's control since after the 1991 Gulf War.

A draft resolution presented before the meeting stressed "the need to respect the territorial integrity of Iraq," in a reference to frequent Turkish cross-border strikes. REUTERS

Titre : Iran welcomes old foes to Islamic summit
Service de presse : RTw (Reuters World Report)
Date : Lun 8 déc 1997

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.
The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

(Adds arrival of Iraqi deputy president, Turkish president)
By Alistair Lyon

TEHRAN, Dec 8 (Reuters) - Moslem leaders, some long hostile to the Islamic revolution, gathered in Tehran on Monday for a summit that Iran sees as proof it has defeated U.S. attempts to isolate it as a pariah state.

Palestinian President Yasser Arafat, vilified in the past by Iran for his peace agreement with Israel, was among the first to arrive for the three-day summit of the Organisation of the Islamic Conference (OIC) that opens on Tuesday.

Witnesses said ill-tempered scuffles broke out when Iranian security men tried to prevent Arafat's bodyguards from getting into his limousine to take him away from the airport.

Iraq's Deputy President Taha Yassin Ramadan, the most senior Iraqi to visit Iran since the two countries' 1980-88 war, was greeted by Iranian Vice-President Hassan Habibi.

Most of the Arab world, with the notable exception of Syria, backed Iraqi President Saddam Hussein in the conflict.

Saudi Arabia and Kuwait were the main financiers of Iraq's war effort, only to see Baghdad invade Kuwait in 1990, forcing them to join a U.S.-led coalition against their former ally.

Saudi Arabian Crown Prince Abdullah and Kuwaiti ruler Sheikh Jaber al-Ahmed al-Sabah were both due to attend the biggest event Iran has hosted since the revolution.

For Iran and Iraq, the summit is an opportunity to show that the Moslem world, frustrated by what it sees as U.S. bias towards Israel, is increasingly willing to defy Washington's efforts to isolate and contain the two Gulf powers.

President Mohammad Khatami, symbol of Iran's effort to project a more moderate image 18 years after the revolution, greeted many Moslem leaders allied to the United States.

Among them was President Suleyman Demirel of NATO-member Turkey, whose country came under fire during a ministerial meeting before the summit for its military links to Israel and its incursions into northern Iraq in pursuit of rebel Kurds.

Moderate Arab states softened two draft resolutions so that Turkey was not singled out by name.

Iranian officials had said they expected three kings, 27 presidents and other leaders at the summit, but some monarchs, including those of Jordan, Saudi Arabia and Morocco are staying away.

Moroccan Prime Minister Abdel-Latif Filali arrived at the head of his country's delegation. There was no immediate explanation of why King Hassan, current chairman of the OIC, had decided not to attend.

Security forces blocked many of Tehran's main roads and the authorities declared a four-day public holiday for the summit, bringing an unusual calm to the bustling capital.

Iran, as summit host, has been anxious not to let regional conflicts spoil the conference atmosphere.

It is also trying to build bridges to moderate Arab nations it has derided in the past for their close ties with the United States and involvement in Middle East peace efforts.

"Fortunately today, more than ever before, the Islamic countries are seeing eye to eye and are developing common grounds in respect of international issues," Foreign Minister Kamal Kharrazi said in a welcome message to the summit.

He spoke of the need for Moslems "to participate in the global dialogue" and help resolve international problems.

TURQUIE: KURDES

Lettre de Mme Mitterrand aux responsables des quinze

Dans une lettre, datée du 26 novembre 1997, adressée aux Premiers ministres et ministres des affaires étrangères des quinze pays membres de l'Union Européenne, notre présidente Mme Danielle Mitterrand exprime son désarroi quant à la situation tragique dans laquelle s'engouffre les populations turques et kurdes, à l'heure où la Turquie essaie de forcer les portes de L'UE. Voici de larges extraits de sa lettre:

"Je pense que l'entrée dans l'Union douanière n'a apporté aucun crédit à vos espérances de négociations pacifiques et de démocratisation du régime militaire que vous entretenez". Regrettant les violations des droits de l'homme perpétrées par la Turquie elle a souligné qu'"En mars 1994 on déploie la destruction de 847 villages kurdes par l'armée et l'assassinat d'en-

viron 1800 intellectuels et démocrates pacifistes par des escadrons de la mort des forces paramilitaires turques parmi eux poète et dramaturge Musa Anter, le député Mehmet Sincar fauchés pour avoir voulu défendre pacifiquement la dignité et l'identité de leur peuple. 4 ans après (selon les données officielles) on en est à 3 185 villages kurdes évacués et détruits et à environ 3 millions de déplacés kurdes dans les conditions de misères indescriptible dans les bidonvilles".

"Les derniers témoins autochtones de cette immense tragédie humaine, les députés kurdes, dont mon amie Leyla Zana, députée de Diyarbakir, lauréate du Prix Sakharov du Parlement Européen, ont été arrêtés, condamnés à 15 ans de prison". Rappelant l'allégeance de la classe politique turque à l'armée, elle a ajouté: "C'est l'ex-premier ministre Erbakan que dénonce la mainmise totale de l'armée sur la vie politique dans son pays".

"Toute la soumission du parlement et du Gouvernement ne vous inquiète-t-elle pas au moment où vous

seriez sur le point d'en faire vos alter ego?".

"Vous ne pouvez ignorer que pour financer sa très coûteuse entreprise de massacres, la Turquie devient de plus en plus un narco-État il est établi que 80% d'héroïne consommée en Europe vient de la Turquie" poursuit-elle, avant d'interpeller les ministres en ces termes "Ne croyez-vous pas qu'il serait plus honorable pour nos démocraties d'exiger des Turcs de remplir d'abord une série de critères sur le respect des droits de l'homme, l'instauration de la paix civile et d'une démocratie véritable, la reconnaissance d'un statut équitable pour ses 15 à 20 millions de leurs citoyens kurdes avant tout examen de leur candidature?".

Mme Mitterrand a conclu sa missive sur ces lignes "*C'est à votre conscience d'homme et d'homme d'État responsable du devenir de l'Europe et de ses valeurs que je fais appel Vous aurais-je un peu troublé au moment de signer pour ou contre? Je le souhaite de tout coeur et en mon âme européenne*".

8-9 DECEMBRE 1997



Leyla Zana refuse sa libération pour raison de santé

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a demandé à Oltan Sungurlu, ministre turc de la Justice et le parquet d'Ankara afin qu'une formule soit trouvée pour que Leyla Zana, figure de proue de la contestation démocratique kurde, soit libérée avant le sommet européen des 12 et 13 décembre de Luxembourg. La sentence de 15 ans, à laquelle elle a été condamnée, s'achevant légalement en 2005, les responsables turcs veulent appliquer l'article 399 du code de la procédure pénale (CUMUK) au cas de Mme Zana, comme cela a été fait pour l'avocat Esber Yagmurdereli. Invoquant la santé de l'ex députée kurde, qui souffre notamment d'une ostéoporose et subit un traitement médical régulier dans un hôpital à Ankara, les autorités veulent ainsi différer l'exécution de sa peine pour des raisons de santé. Consciente de la manipulation politique turque, Mme Zana a adressé une lettre à Mesut Yilmaz qu'elle n'accepte pas de mesure individuelle, qu'elle ne demande pas de compassion mais justice. "A mes yeux, la libération du peuple kurde a plus de valeur que ma vie" écrit-elle. Par ailleurs, elle a écrit au Président Clinton, une lettre où elle affirme notamment "vivre sous l'oppression et la violence perpétuelles des différentes autorités". Elle appelle les États-Unis à oeuvrer pour mettre fin "à la souffrance et l'angoisse des peuples kurdes et turcs".

Tehran Plays Its Middle East Card

Iran Breaks Out of Its Isolation

To Be Host of Muslims' Summit

By John Lancaster
Washington Post Service

TEHRAN — To most of its Arab neighbors, the Islamic Republic of Iran has long been a pariah, an incubator of revolution and religious zealotry where one of the capital's major boulevards is named after the killer of President Anwar Sadat of Egypt.

That may be starting to change.

On Tuesday, a country condemned in Washington as the world's leading sponsor of international terrorism will be host to kings, sheikhs, presidents and ministers from 55 Islamic countries in Africa, Europe and the Middle East. Among them are such staunch allies of the West as Egypt, Jordan, Kuwait and Saudi Arabia.

Although the eighth Islamic summit meeting is likely to yield more symbolism than substance, the presence here of so many foreign leaders could significantly bolster Iran's international prestige at the expense of the United States, which is seeking to isolate the country diplomatically and economically. The Islamic meeting, the first hosted by Iran, marks the largest diplomatic gathering here since the Islamic revolution in 1979.

It also has provided a platform for Arab and Islamic countries, including those close to the West, to express their dissatisfaction with American policy toward Israel and Iraq.

As Iranian newspapers have noted gleefully in recent days, the Tehran meeting has attracted far more Arab states than the regional economic conference last month in the Gulf capital of Doha, Qatar, which was sponsored by the United States with the aim of promoting ties between Israel and the Arabs.

"It brings a kind of prestige for the regime," said an Iranian academic who is close to the country's conservative clerical leadership. "Now we are the symbol of Islam."

Iranian conservatives who hope to use the meeting here to promote a radical anti-Western agenda may be disappointed. The summit chairman is Iran's new president, Mo-

hammed Khatami, a moderate cleric who favors greater openness toward the West. And the presence in Tehran of high-level representatives from countries such as Kuwait, Egypt and Saudi Arabia is likely to prevent an outbreak of unbridled America-bashing, analysts say.

The summit meeting will inevitably produce its share of resolutions condemning Israel and calling for the restoration of Jerusalem to the Palestinians. On the other hand, Iranian organizers are also emphasizing benign themes such as the promotion of trade among Muslim countries and the need for a unified system of Islamic banking regulations.

"This conference has not been convened to send a message to anyone," Deputy Foreign Minister Mohammed Javad Zarif said Saturday. "It was convened to bring about closer ties among Islamic countries."

The meeting brings together members of the Organization of the Islamic Conference, which was founded in 1969 and meets every three years. The meeting rarely elicits much interest in the West. The conference this year, however, has become a kind of coming-out party for Iran, which is seeking to assert its leadership both regionally and among the world's 1 billion Muslims.

In particular, Iran is seeking better ties with Arab countries that have long accused its clerical leaders of packaging their revolution for export. Cairo, for example, still has no diplomatic ties with Tehran, which it accuses of involvement in the 1995 assassination attempt on Pres-

ident Hosni Mubarak by Egyptian Islamic radicals in Addis Ababa, Ethiopia. And some Saudi officials have privately accused Iran of orchestrating the June 1996 bombing of a U.S. military housing complex in Khobar, Saudi Arabia, that killed 19 American service personnel.

In a sign of the importance that Iran attaches to the conference, senior officials have toured the region in recent months to invite Arab heads of state to Tehran. In that regard they were only partly successful. Mr. Mubarak, King Hussein of Jordan and Morocco's King Hassan II apparently have elected to stay home.

But a number of Arab leaders have accepted the Iranian invitation, among them Sheikh Hamad ibn Khalifa al Thani, the emir of Qatar, and his counterpart from Kuwait, Sheikh Jaber al Ahmad as Sabah. Egypt will be represented by its foreign minister, Amr Moussa, and Saudi Arabia by Crown Prince Abdullah ibn Abdulaziz. Iraq, which fought an eight-year war with Iran in the 1980s, is expected to send Vice President Taha Yassin Ramadan. Others to attend are the United Nations secretary-general, Kofi Annan, and Louis Farrakhan of the Chicago-based Nation of Islam.

As Turkey Bends on Pardon, Activist Says She'll Refuse It

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Less than two weeks before Prime Minister Mesut Yilmaz is scheduled to visit Washington, the Turkish government seems to be moving toward freeing the country's most prominent prisoner, but she says she will not accept a pardon.

The prisoner, Leyla Zana, 36, was a member of Parliament in 1994 when she was convicted of supporting Kurdish terrorism and sentenced to a 15-year prison term. Since then her case has often been cited by critics of Turkey's human-rights record.

According to reports published in several Turkish papers, Mr. Yilmaz would like to see Ms. Zana freed before he arrives in the United States

on Dec. 17 for meetings with President Bill Clinton, and other top American officials.

But last week, Ms. Zana wrote letters to Mr. Yilmaz and Mr. Clinton asserting that she was determined to stay in prison until laws that ban separatist speech are repealed.

"Being in prison is an inevitable, unavoidable and necessary price to be paid for peace, brotherhood and a democratic Turkey," she wrote to Mr. Clinton.

In her letter to Mr. Yilmaz, Ms. Zana reminded him that he had voted for the bill lifting her parliamentary immunity in 1994 so she could be prosecuted. She urged him "to solve the Kurdish problem with dialogue and create a democratic Turkey that is at peace with its own people."

The government is reportedly seeking to arrange

Ms. Zana's release by temporarily suspending her sentence for health reasons. The same formula was recently used to free a blind lawyer, Esber Yagmurdereli, whose cause was supported by several European governments. Like Ms. Zana, Mr. Yagmurdereli had said that he did not want to be freed until the laws under which he was imprisoned were repealed.

The warden of the Ankara prison in which Ms. Zana is held has said her health problems were not serious enough to require her release. But the justice minister, Oltan Sungurlu, has said he will submit her case to a board that considers medical discharges from prison. "Postponing a sentence for health reasons does not depend on an application from the person concerned," Mr. Sungurlu said.

In her letters to Mr. Yilmaz and Mr. Clinton, Ms. Zana said she suffered from "no illness that would justify or necessitate a release from prison." She has reportedly been treated for digestive problems and a bone ailment.

Ms. Zana is known in Europe as a symbol of Kurdish nationalists who are working for an autonomous or independent state in southeastern Turkey. Dozens of private groups and many officials have supported her cause, and they have been so effective that in several countries she is one of the best-known living citizens of Turkey.

Partly through their efforts, she has won a series of prizes and has been nominated for the Nobel Peace Prize.

But many Turkish officials say that support for Ms. Zana is based on misguided idealism and ignorance of what they call her militant commitment to separatism and clandestine support for terror. They say her political party, which is now banned, was a front for separatist guerrillas.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

MONDAY, DECEMBER 8, 1997

Turkish incursions, a preventive security measure

Tuesday, December 9, 1997

Turkish Daily News

Turkish troops have to enter northern Iraq very often to keep the PKK at bay. Only if and when Baghdad and the US sort out their differences can Iraq exercise sovereignty in the area, and then things may return to normal

Arbil, northern Iraq

Turkish troops are back in northern Iraq for a clean sweep of the PKK. The aim is to wipe out any PKK formations, as the cold and snowy winter conditions make life impossible in the mountainous areas of that region.

Turkey has been criticized in the past both by some Western countries as well as by Arab states that it is violating the territorial integrity of Iraq when it launches cross-border operations in northern Iraq. But this kind of attitude is really meaningless under current conditions in which the West has imposed restrictions on Iraqi sovereignty in the area, thus creating a serious power vacuum which cannot be filled by the Iraqi Kurdish groups that are fighting among themselves.

The PKK has made good use of this situation by setting up bases in northern Iraq and even spreading its political influence among some of the villages.

As a matter of fact, one of the Iraqi Kurdish sides, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani, is extremely reluctant to use its forces against the PKK, thus giving it direct or indirect support. The Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani,



Editorial

İlinur Çevik

This has blocked the PKK from effectively spreading terror inside Turkey. But the PKK has a freer hand in northern Iraq, and this means Turkey has to extend its fist into this area as part of its deterrent measures and eliminate the threat at its roots.

Thus the Turkish military has launched a new incursion into northern Iraq. The security forces have also initiated a parallel operation in the eastern province of Tunceli, where the PKK has concentrated some of its militants in the mountains.

One dividend for Turkey out of all this is the fact that Turkish forces have now become war-toughened under real conditions. Their ability to penetrate into enemy territory and their striking power has been successfully tested. One leading KDP official told the Turkish Daily News that the accuracy of the Turkish Armed Forces' artillery was incredible. "In the past, we also saw how Turkish forces operated, and at times they were not impressive. Now they are very effective," senior KDP official Sami Abdul-Rahman told the TDN.

Let no one forget, of course, that while Baghdad is not happy with the Turkish incursions into northern Iraq, in the past they too had invited Turkish troops to enter this territory under a "hot pursuit" agreement, when they could not cope with the PKK during the long war with Iran.

These operations in northern Iraq will continue in the years to come until the international community and especially the United States sort out their differences with Baghdad and the region is returned to Iraqi sovereignty. Once that happens, then we must leave the Baghdad administration to do the cleaning up of its own house with the help of the Iraqi Kurds,

on the other hand, is determined to fight against the PKK and assist Turkey, but they do not seem to have the strength to deal with the PUK and the PKK at the same time.

We end up in a situation where we have to take care of our own vital interests in a direct manner, so we send our troops across the border to chase away the PKK.

It is true that all this costs money, but we feel this is needed to avoid bloody incidents as in the past when the PKK was slipping into Turkey and attacking not only military outposts but also villages and killing Kurdish women and children. As a matter of fact, the PKK is involved in the same kind of atrocities in northern Iraq that it committed in Turkey in the past. They are killing Kurdish women and children in areas under KDP control and thus terrorizing the people.

The Turkish military has learned how to deal with separatist terrorism and the PKK. It has mastered all the preventive tactics and has applied them with success in the past few years.

L'Iran tire un profit politique du sommet de l'Organisation de la conférence islamique

Cette réunion sort Téhéran de son isolement diplomatique

L'Iran a bénéficié de circonstances favorables pour tirer profit de l'accueil du sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) qui

commence le 9 décembre à Téhéran. De nombreux pays arabes opposés par le passé au régime issu de la révolution islamique sont ainsi

venus pour témoigner de leur exaspération devant le blocage du processus de paix dont les Etats-Unis, hostiles à l'Iran, sont le parrain.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

La photo de famille sera belle et prestigieuse pour l'Iran, si dramatiquement isolé depuis l'avènement de la république islamique en 1979 : cinquante-cinq rois et chefs d'Etat - ou leurs représentants - des pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) se réunissent du 9 au 11 décembre à Téhéran, pour le huitième sommet de cette organisation. Les autorités iraniennes boivent du petit-lait et ont mis les petits plats dans les grands pour assurer le bon déroulement de ce sommet qu'elles considéraient déjà comme un succès.

C'est certainement un succès non négligeable pour elles, mais il n'a été rendu possible que par un concours exceptionnel de circonstances, dont certaines échappent totalement à la volonté de Téhéran. Aussi, pas plus que le sommet de l'OCI qui s'est tenu à Dakar, en 1994, n'a pris une intonation sénégalaise ou africaine ou que celui de Lahore, vingt ans plus tôt, n'a débouché sur des résolutions pakistanaises ou asiatiques, le sommet de Téhéran ne prendra-t-il un accent iranien, comme l'auraient sans doute souhaité les autorités locales.

En d'autres termes, les participants ne devraient pas prôner la libération de toute la Palestine, c'est-à-dire la destruction de « l'entité sioniste », selon la terminologie iranienne, ni l'ouverture des hostilités avec les Etats-Unis, dont l'écrasante majorité d'entre eux sont les amis. La politique du

gouvernement du premier ministre israélien, Benyamin Néanyahu, devrait être sévèrement condamnée et les Etats-Unis vivement critiqués pour leur soutien à l'Etat juif. Sans plus.

Les autorités iraniennes l'ont compris, qui, tout en affirmant que pour l'ensemble des participants Israël demeure « la plus grande menace pour la sécurité », soulignent que le sommet a pour principal objectif de tendre vers une véritable « solidarité de l'Oumma [communauté] musulmane », afin qu'elle puisse jouer un rôle plus positif et fasse entendre sa voix dans « la construction du nouvel ordre mondial ». Là réside l'ambition du sommet, qui « ne cherche à adresser de message à personne », a dit le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Javad Zarif. Il voulait dire qu'aucun défi ne serait adressé aux Etats-Unis.

Cette sagesse relativement inaccoutumée, le régime iranien peut l'afficher parce qu'il a d'ores et déjà réussi son pari de réunir un bon sommet. Ce n'est pas rien, pour Téhéran, de recevoir, entre autres têtes couronnées ou dirigeantes, le prince héritier saoudien Abdallah - le roi Fahd ne se déplace plus depuis l'embolie cérébrale dont il a été victime en 1995. Il y a peu de temps encore, l'Arabie saoudite était traitée ici de principal suppôt des Etats-Unis et de vecteur de la présence militaire américaine massive dans la région du Golfe.

Le temps n'est pas non plus si lointain où les pèlerins iraniens à La Mecque jouaient les trublions

et où, aux yeux de l'Iran, le régime wahabite n'avait de musulman que le nom. Et ce dernier le lui rendait au centuple, l'accusant de visées déstabilisatrices - d'où le soutien inconditionnel de Riyad à l'Irak durant la guerre qui a opposé ce dernier à l'Iran de 1980 à 1988. Les pressions des Etats-Unis, qui veulent maintenir l'Irak et l'Iran dans un double endiguement, jouent également, de même que les lourds soupçons qui, selon Washington, pèsent sur Téhéran dans l'attentat antiméricain perpétré en territoire saoudien, à Khobar, et dont ont été victimes dix-neuf « marines » le 25 juin 1996.

Les rabat-joie font valoir que l'Arabie saoudite, dont le monarque porte le titre de « serviteur » des deux principaux lieux saints de l'Islam, Médine et La Mecque, peut difficilement s'absenter d'un sommet de l'OCI. Ce qui est vrai, mais elle aurait pu être représentée à un moindre niveau. La présence du prince Abdallah comme le cadeau offert par le roi Fahd à l'Iran - un voile d'une centaine de kilos orné de versets du Coran tissé en fil d'or et d'argent, qui a recouvert pendant six mois la Kaaba, édifice sacré de La Mecque - sont doublement symboliques.

D'une part, Riyad saisit l'occasion de la récente accession au pouvoir en Iran d'un président modéré, Mohamad Khatami, pour tenter un début d'ouverture politique avec Téhéran. De l'autre, les dirigeants saoudiens adressent un message indirect aux Etats-Unis pour dire leur exaspération de voir Washington soutenir inconditionnellement Israël. Un sommet de l'OCI, réuni de surcroît en Iran - pays paria entre tous pour les Américains - offre l'occasion de le faire à peu de frais. C'est le même ras-le-bol que l'ensemble des pays arabes - ils sont vingt et un sur les cinquante-cinq membres de l'OCI - et nombre d'autres membres entendent faire parvenir en se faisant représenter à un bon niveau. Et ce n'est pas un hasard si Yasser Arafat, le président de l'Autorité palestinienne, pourtant brouillé avec la République islamique depuis le début des années 80, est venu lui aussi porter ses griefs à la

tribune du sommet de Téhéran.

Le message prend davantage encore de clarté lorsqu'on compare le succès du sommet de Téhéran à l'échec de la récente conférence économique de Doha (Qatar), pour laquelle les Etats-Unis avaient pourtant mis tout leur poids dans la balance, et dont l'objectif était de garantir l'intégration économique d'Israël dans la région. L'Iran avait été évidemment écarté de cette conférence.

Le régime iranien peut afficher une sagesse relativement inaccoutumée parce qu'il a déjà réussi son pari

D'une certaine manière, toutefois, la balle est dans le camp de l'Iran. Car s'il est certain que les autorités iraniennes tirent un bénéfice diplomatique au moins formel du forum de Téhéran, elles doivent désormais tenir leur rang, c'est-à-dire faire en sorte que les salamalecs et la bienséance prennent consistance. Cela suppose de leur part, comme le dit l'un de leurs principaux opposants, Ibrahim Yazdi, un « changement de comportement dans leurs relations internationales ». Et aussi une plus « grande libéralisation » de la vie politique iranienne. L'un et l'autre changement demeurent cependant tributaires de l'évolution de la lutte à peine feutrée entre les différentes factions du régime iranien - lutte mise en sourdine pour assurer le succès du sommet.

En attendant, sur les quelque cent cinquante projets de résolution qui seront présentés audit sommet, les plus attendus seront sans doute ceux qui ont trait au terrorisme, au statut de la femme et à la charte islamique des droits de l'homme. Ces droits sont également bafoués par tous les pays membres.

Mouna Naïm

Mobilisation générale à Téhéran

Les autorités iraniennes ont voulu marier l'ancien et le moderne pour le nouveau Centre des conférences qui abrite le sommet de l'OCI. Il en est né un bâtiment incongru, surmonté d'une étrange structure métallique en forme d'entonnoir à l'envers, dont les plans avaient été conçus pour une salle de concert du temps du shah. Son architecte a été invité à revenir des Etats-Unis, où il s'était exilé, pour achever les travaux. Le bâtiment a été construit en un temps record - moins de six mois -, et c'est aussi en un minimum de temps que les hôtels et résidences destinés à accueillir les hôtes de l'Iran ont été restaurés.

Les autorités de Téhéran ont aussi fait preuve d'une très grande efficacité pour le travail des journalistes. Lignes téléphoniques internationales, ordinateurs, réseau Internet, tout est à la disposition des centaines d'envoyés spéciaux qui couvrent le sommet. Bref, tout a été fait pour que l'image si malmenée de l'Iran soit enfin redorée.

Turkey, Israel focus on main threats: Iran, Syria

Joint missile production: The two agree in principle to jointly produce long-range defensive purpose missiles

METEHAN DEMİR

Ankara - Turkish Daily News

■ Turkish and Israeli defense officials on Monday here agreed in principle to jointly produce defensive-purposed 500-kilometer range missiles following recent concerns that Iran and Syria's growing missile potential in the region has reached an alarming level. The officials are still discussing whether the Israeli-made Delilah or Arrow missiles are to be jointly produced.

Turkey also officially voiced its request to increase its order for Rafael-made standoff Popeye I missiles from 100 to 200 in an effort to strengthen its stance against the possible transfer of the Russian-made S-300 missiles to Greek Cyprus, the Turkish Daily News has learned.

Israeli Defense Minister Yitzhak Mordechai began his long-awaited visit to Turkey on Monday in Ankara with a group of high-level defense officials and journalists and said that the Jewish state's growing ties with Turkey as a strategic partner was no threat to other countries.

"The relationship between Turkey and Israel is a strategic relationship aimed at strengthening Turkey and Israel and it is not targeted against anyone," Mordechai told a large group of reporters at the Turkish Defense Ministry.

As well as the growing missile threat over Iran, Syria and Iraq, Turkey and Israel which both have been suffering terrorism attacks have also been focusing on security affairs and exchanging intelligence on terrorism. There are some plans that Turkey is planning to set up a border security and monitoring system like on Israel's border with Lebanon. For its part, Ankara is locked in a range of disputes — over water, territory and support for anti-Turkish separatists — with the three neighboring Muslim states.

A Turkish military delegation is to visit Israel in January to discuss the details of the possible joint production of long-range missiles.

Meanwhile, a Turkish, Israeli and U.S. joint naval maneuver is to be held between Jan. 5-9 off the coast of Israel and in the international waters of the

eastern Mediterranean.

Highest level

Mordechai, who is the first Israeli defense minister to visit Turkey, was received at the highest level in Ankara. He was received by Prime Minister Mesut Yılmaz and Parliament Speaker Hikmet Çetin who is also acting president due to Demirel's visit to the Organization of the Islamic Conference (OIC) in Tehran. He also visited the Chief of General Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı.

Since the beginning of the growing Turkish-Israeli relations, the Turkish Armed Forces generals are the defender of the ties. Washington is one of the strongest players which backs Turkish-Israeli ties.

Israel is currently upgrading Turkish F-4 warplanes in a deal worth \$630 million and is also competing for 48 Turkish

F-5s to upgrade in a \$100 million deal. Tadiran Spectralink, a unit of Israel's Tadiran Ltd, said on Monday it had signed an agreement worth about \$5 million to supply the Turkish Air Force with helicopter Airborne Rescue Systems (ARS). Tadiran said the ARS, to be supplied over the next two years, would be used on 25 French-made Cougar and six U.S.-made Blackhawk helicopters being purchased by Turkey's Armed Forces.

More Popeyes on the way

Earlier the two countries also agreed to the joint production of hundreds of Popeye II missiles. An agreement is expected in the short term to jointly produce the 150 kilometer-range Popeye II missile, which is an advanced model of the Popeye I.

MIKES will produce data-links for the missiles, while another Turkish firm, Roketsan, will produce the ignition system and components and Israel's Rafael is planned to provide the transfer technology.

Israel has, in recent times, sought ways to strengthen ties with Turkey in the defense field. Israel Aircraft Industries (IAI) officially reached an agreement on a \$630 million deal with Turkey last year to upgrade 54 Turkish McDonnell Douglas-made F-4 jets. The deal was a boost for Israel's defense industry. Turkey and Israel are also cooperating in the aviation electronics field on equipment such as night vision



STRATEGICAL PARTNERSHIP: Israeli Defense Minister Yitzhak Mordechai met Turkish Chief of General Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı and the top generals on Monday. There was a full turnout of General Staff for Mordechai, and sources commented that it shows the importance the military places on the ties between the two countries.

TDN Selahattin Sönmez

targeting systems.

The Jewish state with its Taas-made Galileo is also trying to win Turkey's project to produce a modern rifle replacement for the G-3 type small arms used by the infantry.

Further, with its Phalcon model, Israel is among the candidates which plan to be involved in Turkey's \$800 million purchase of early-warning aircraft (AWACS). Israel is also trying to modernize Turkey's aged M-60 tanks while it is making efforts to sell its Unmanned Aerial Vehicles (UAV) to Turkey.

Mutual high-level military delegation visits bring ties closer day by day. The

visit is happening amid growing reaction by Arab countries over the ties between Tel Aviv and Ankara and is occurring at a time that the OIC is being held in Tehran.

Mordechai's upcoming visit to Turkey is the second high-level Israeli defense official to visit in the last two months following Israeli Defense Forces Chief of General Staff Lt Gen. Amnon Lipkin Shahak's visit in mid-October.

Turkey's top commanders, including Chief of General Staff Gen. Ismail Hakkı Karadayı, Deputy Chief of General Staff Gen. Çevik Bir and former Defense Minister Turhan Tayan,

visited Israel early this year. President Demirel also visited Israel at the beginning of this year. Mordechai is to leave Turkey on Wednesday. Meanwhile, Turkish Land Forces Commander Gen. Hüseyin Kıvrıkoğlu is to visit Israel at the beginning of January.

The defense links between Turkey and Israel were launched with a military training cooperation agreement signed in February 1996. The second agreement came in August 1996 with a defense industry cooperation deal. The growing ties between the two countries have long been drawing strong reactions from Arab countries.

Ousting Iranian, Russia Signaled U.S. on Arms

Yeltsin Cooperates in Curbing Tehran's Drive

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — With Iraq occupying center stage last month, it passed almost unnoticed when Moscow announced the expulsion of an Iranian diplomat for trying to buy Russian missile engine blueprints.

But the news caused jubilation in the Clinton administration's foreign policy team. "He was their top guy," a U.S. official said, characterizing the Iranian — whose name has not been published — as the point man in Russia for Tehran's drive for weapons.

"Looks like we finally got Yeltsin's ear," said a State Department official. For Washington, it was a down payment on pledges from President Boris Yeltsin that he would stop Russians from helping Iran develop weapons of mass destruction.

China has given the Clinton administration similar assurances about suspending nuclear cooperation with Iran and cutting sales of conventional missiles. In reward, as foreshadowed during a U.S.-Chinese summit meeting in October, the White House will announce, perhaps as early as this week, that it has decided to authorize exports of U.S. nuclear technology to China for the first time.

For more than a year, the Iranian diplomat had shopped in military facilities, research labs and defense companies for plans, components and people. He was so successful that Russians ended up supplying most of the outside help necessary for Iran's efforts to develop chemical, biological and even nuclear warheads and ballistic missiles to deliver them.

Indicating a crackdown on this traffic, U.S. intelligence reported, the Russians singled out "the hot component" — meaning the key technology needed by the Iranians as the next step in developing their ad-

Herald INTERNATIONAL Tribune
TUESDAY, DECEMBER 9, 1997



Yannis Behrakis/Reuters

ISLAMIC SUMMIT — President Hafez Assad, left, and Mohammad Khatami of Iran at a welcoming ceremony Monday for the Syrian leader as Muslim heads of state arrived in Tehran for a conference.

vanced armaments.

For Tehran, the hot component these days is an engine for ballistic missiles capable of targeting Baghdad, Riyadh or Tel Aviv and perhaps even cities in southern Europe. Help with sophisticated motors is precisely what the Iranian diplomat was shopping for, U.S. officials said.

By terminating his purchases, Moscow sent an unmistakable message to insiders — in Tehran, in Russian armaments circles and in Washington — that Russia's most dangerous technologies were off-limits for Iran.

The Yeltsin commitment seemed to augur success for a major U.S. initiative to stop the flow of know-how and equipment from Russia's shadowy military-industrial complex, parts of which may still be colluding with Iran.

In still largely secret diplomacy over the last nine months, culminating in ultra-sensitive intelligence exchanges, the Clinton administration has sought to convince Moscow that the Iranian question had to be solved or U.S.-Russian relations, including U.S. financial aid, would suffer severe damage.

Spurred by congressional demands for an international quarantine on Iran's covert weapons program, the Clinton administration has pursued parallel initiatives with the two key suppliers: Moscow and Beijing.

Both now appear close to being publicly declared successes. Things "seem to be working out" with Moscow, a U.S. official acknowledged this weekend in Washington.

Signaling success with Beijing, too, the Clinton administration has decided to certify China as a country with which the United States can do peaceful nuclear business. The U.S. decision, indicated during the visit of President Jiang Zemin this fall, was finalized after review of the Chinese leader's pledges to cut off transfers of conventionally armed cruise missiles and nuclear technology to Iran after the completion of current Chinese assistance.

In approaching Congress, the administration has taken a cautious line about the results so far. In a classified report to congressional leaders late last month, according to an aide who read it, the administration explained that intelligence about Iran over the coming months should enable the White House and Congress to determine whether Mr. Yeltsin has delivered. China's status as a nuclear partner will be subject to review, too, officials said.

Already, however, diplomats feel that the talks have been an unusually sustained initiative by the Clinton administration. The State Department, with an inter-agency team, managed simultaneously to probe for a deal with Russia and work with an assertive Congress, an energetic performance that the Clinton administration has mustered only for major causes, according to insiders' accounts.

"It ranks right up there with NATO enlargement in terms of how much dip-

lomatic energy has been invested," according to a State Department official.

Washington sold the NATO initiative to Russian officials essentially with the same arguments that five years earlier won Soviet acceptance of German reunification: roughly, that the change was coming anyway, so Moscow needed to accept it and focus on getting the best terms it could.

In contrast, there were few diplomatic precedents for getting Russian and Chinese help in quarantining Iran's arms drive. Washington has never achieved an accord with Moscow or Beijing on curbing the arms race in the Middle East, so if a first step succeeds now, the implications reach far beyond Gulf stability.

It could be a milestone marking recognition by the United States, Russia and China that while they may be rivals, they also share emerging strategic interests — in this case, nonproliferation of destabilizing weapons of mass destruction.

A broad overview of the process emerged in a series of recent interviews with officials, all of whom asked for anonymity, from the White House, the State Department, the Pentagon and the Central Intelligence Agency along with congressional and Israeli sources.

In their account, the Iranian weapons program became a major headache for the White House last winter when intelligence reporting — much of it Israeli, but confirmed in large part by U.S. agencies — disclosed a sharp acceleration in Iranian covert weapons research.

The threat was not nuclear weapons. Tehran seems to have shelved that program two years ago after Mr. Yeltsin,

under U.S. pressure, vetoed a Russian sale of weapons-related equipment.

This time concern focused on ballistic missiles powerful and accurate enough to enable Iran to cast an intimidating shadow over the entire region.

"Missiles are the key bottleneck for proliferators," a Pentagon specialist said. Iran's surge, according to the intelligence, was fueled by Russian help, including machine tools, weapons parts, gyroscopes for in-flight guidance, special metals, propellants, maintenance manuals and technical personnel.

But as evidence piled up, so did questions about how to handle the situation: If Russian officials were involved, they probably would not help stop the Iranian traffic. But if they were not involved, they probably were powerless to stop it.

The intelligence reporting on sources was unclear. Who exactly was selling the matériel? Cabinet ministers in cahoots with KGB survivors? Factory managers and laboratory heads desperate for export sales to keep their businesses alive? Or demoralized army units in possession of weapons never recorded in official inventories? Individual scientists turned mercenaries?

In Russia's armaments industry, a sprawling, opaque world that could be leaking in a thousand places, was it feasible to expect that the Russian bureaucracy could spot and stop every renegade operation?

The evidence added up to a troubling pattern. But it was not conclusive and it

gave Washington no handle on what to do — unless Moscow was ready to help.

Confronted by Mr. Clinton at the Helsinki summit meeting in March, Mr. Yeltsin agreed that not even he could answer all the questions. To probe the issue and negotiate on remedies, he and Mr. Clinton set up what diplomats quickly dubbed "the Wisner channel," referring to Frank Wisner, a diplomat brought back from recent retirement as ambassador to India to head the U.S. team.

Mr. Wisner, 59, was known in Congress and had experience negotiating arms issues, especially proliferation, outside the traditional NATO context of arms control in Europe.

His opposite number, Yuri Koptev, headed the Russian space agency, whose future depended heavily on U.S. funding and thus was a prime target for congressional cuts if negotiations failed. So he had an incentive to cooperate.

Even so, the talks started badly. "The Russians would quickly come clean about some cases, like one involving gyroscopes, where they had an explanation, but they would stonewall about cases they didn't know we knew about or thought were too damaging to acknowledge," according to a U.S. intelligence analyst.

Sometimes Russian denials were convincing. On one occasion, officials laughed off CIA accusations, explaining that the deal was a swindle, that the Russian company was simply a shell with no equipment or products and only two employees, confidence men now in jail.

Such detailed refutations were the exception; often Russian negotiators simply took note of U.S. allegations.

But the U.S. negotiators were getting encouraging signs on one point: Russian officials seemed to know a lot about what was going on everywhere in the defense sector. "Russia is still the kind of place where the authorities have ways of stopping anything they don't like," a U.S. official recalls thinking.

What was needed, according to an official involved in shaping the U.S. negotiating approach, was to get the Russians to want to help manage the problem — in their own interest and for the sake of fending off U.S. sanctions.

Russian strategists did not want a nuclear-armed Iran, but they had concluded that Moscow needed an Iranian policy that emphasized long-term stability in relations. Iran was too close and potentially too powerful for Moscow to risk feverish swings in relations.

So, even if Moscow decided to crack down on Russian help to Iran's missile program, it was not going to join the Clinton administration in publicly vituperating Iran as a rogue state.

As the political dynamic improved, the overall pace accelerated. Finally last month, during a third round of talks, the Russian negotiators put on the table an offer from Mr. Yeltsin.

Government agencies, businesses and even private citizens in Russia would be prohibited from helping Iran develop weapons of mass destruction, the presidential message promised. New legislation would be forthcoming to enforce these restrictions.

The talks adjourned to evaluate the Russian commitment, and the negotiators had barely been debriefed when the Iranian diplomat's ouster was announced in Moscow.

In Washington, the Clinton administration will want more proof before trying to roll back Congress's threat of sanctions. But a U.S. official said: "I think we're heading out of the woods."

Les quinze mois d'un jeune Kurde dans une prison turque

C'EST UN LIVRE que tous les élus du Parlement de Strasbourg devraient avoir lu, que tous les membres de la Commission de Bruxelles devraient avoir sur leur bureau, et que chacun des ministres des affaires étrangères des Quinze membres de l'Union européenne devrait connaître. C'est un livre qui dit beaucoup sur la Turquie, au moment où les Quinze vont débattre de la question de savoir si elle doit figurer sur la liste des candidats à une Union qui entend ne compter que des démocraties. Ce n'est pas un livre de



BIBLIOGRAPHIE

science, de philosophie ou d'économie politiques. C'est un récit, cent soixante-dix pages de mots simples. Elles racontent les quinze mois passés, au début des années 80, par un jeune Kurde turc à la prison militaire numéro 5 de Diyarbakir, la grande ville du Kurdistan de Turquie.

Aujourd'hui réfugié politique en Suisse, Ali Ekber Gürgöz a été arrêté pour appartenance à une organisation de l'extrême gauche turque, à l'âge de dix-neuf ans, alors qu'il étudiait le droit à Ankara. Il avait caché des armes et des faux papiers chez lui. Durant quinze mois, d'abord à la caserne de Diyarbakir, Kurdoglu, puis à la prison numéro 5, il va être soumis à la torture, aux tabassages réguliers et

à d'innombrables humiliations. La force de ce livre est dans le « détail ».

« LE CORPS BRISÉ »

Gürgöz relate, précisément, ce qu'on lui a fait subir et sur quoi on ne s'attarde généralement pas après l'avoir, pudiquement, classé sous le vocable de « torture » ou de « mauvais traitements ». Pendu nu à une poutre, yeux bandés, des électrodes fixées sur tout le corps — dans l'anus, autour du pénis, dans la bouche — il est durant plusieurs semaines torturé à l'électricité. Il dit « le corps brisé », les évanouissements, les vomissements de sang. Il relate les tabassages sauvages auxquels se livrent les soldats de l'armée turque, régulièrement « la-

chés » sur les prisonniers politiques. Là encore, il raconte en « détail ». Il décrit son corps « après », « comme un ballon gonflé par les coups », les vêtements qu'on ne peut plus enlever tant les bras et les jambes ont enflé sous les matraquages.

Sur la Turquie et l'Union européenne, toutes les thèses sont défendables. A tout le moins faut-il savoir ce qui se passe dans les prisons d'un pays membre de l'Alliance atlantique. Ce livre le dit, cliniquement.

Alain Frachon

★ *La Nuit de Diyarbakir, être Kurde en Turquie, d'Ali Ekber Gürgöz, L'Harmattan, novembre 1997, 172 p.*

LE MONDE / MERCREDI 10 DÉCEMBRE 1997

Turks and Israelis Get Together

WASHINGTON — Two meetings this week will affect the power balances of tomorrow's Middle East.

Most eyes are on Tehran's Islamic Conference, where leaders of 55 mostly Muslim nations listen impassively to a radical ayatollah — whose internal theological authority they know is crumbling — rail at the "poisonous breath" of the United States and Israel.

Less noticed but far more significant is Turkey's answer to fundamentalists and dictators: the first official visit to Turkey of an Israeli defense minister, accompanied by a large delegation of military officials, technicians and business executives.

Turkey is a secular Muslim country. As its neighbors that are Arabs — led by Iraq, Syria and Egypt — passed a resolution in Tehran denouncing the Turks for their growing ties to Israel, the defense minister of Turkey coolly replied: "We respect the Islamic Conference, we belong to it, but we cannot allow it to dictate our relations."

The man who has done most in the past eight years to bring about this tectonic shift is the

By William Safire

former Israeli air force general David Ivri. Reached by telephone in Ankara on Tuesday, the nonpolitical Mr. Ivri told me: "Despite the passionate statements from other countries, this strategic tie is stabilizing. It's not directed against anybody."

Except aggressors. Turkey needs some new friends in the world. It sees Syria playing host in Damascus to the PKK Kurds trying to break off a large piece of Turkey. It sees Iraq and Iran developing fearsome new weapons and the missiles to deliver them.

It sees Germany and Greece selfishly blocking its entry into European integration, and its importance to NATO diminished with the temporary reduction of the Russian threat.

What can Turkey get from its new bonds with Israel?

It has already contracted for a \$630 million modernization of its air force — 54 of its outdated fighters will be equipped with the latest avionics and radar systems, and a new deal is in the

works for 48 more. That does not turn them into F-15s, but it will enable them to knock down what nasty neighbors might send aloft.

Also, Israelis know how to build advanced tanks; talks are under way on a joint design for production in Turkey.

Ground-to-air missiles are on the shopping list. Because the U.S.-Israeli military tie is not subject to political vicissitudes, Turkey will look to Israel to get American permission to sell Arrow anti-missile missiles (a joint U.S.-Israel defensive weapon coming on line in 1999), and to urge the United States to help Ankara.

Israel's interest in the Byzantine bond goes beyond a chunk of future billions in military spending. Its airmen can now train in airspace that offers a land profile of battle sorties. Intelligence cooperation is a prospect. And a nation of 6 million is more willing to take risks for peace with a nearby nation of 60 million as a strategic partner.

The Israelis will leave it to the Americans to remind Ankara, cracking down on Kurdish separatists and closing up the

religious party, about the value of human rights. The Turks know that the United States will do that, too, despite its need for Turkish bases to maintain the no-fly zone over northern Iraq.

Before Prime Minister Mesut Yilmaz visits the White House next week, I expect him to throw the outspoken Kurdish dissident Leyla Zana out of prison, although that member of Parliament prefers to remain locked up for dramatic impact.

As Mr. Ivri foresaw, the logic of Turkish-Israeli military, economic and technological ties (it is impolitic to call the new relationship an alliance) is greater than Islamic solidarity or European clubbiness. Common threats create mutual interests, and growing trust develops comrades in more than arms.

In ancient times, Jews and Greeks lost to Romans, who were swallowed up by the Byzantine Empire, which was broken up by Turks, Persians, Russians, Arabs and Venetians.

In modern times, Turks and Jews protect themselves against Persians and the Arabs of Iraq and Syria, who are supported by Russians, Greeks and the Goths and Romans of Europe. The Venetians seem to be out of it, as are the Americans.

The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, DECEMBER 11, 1997

jeudi 11 décembre 1997, 12h57 heure de Paris

Rencontre "cordiale" entre dirigeants iranien et irakien

TEHERAN, 11 décembre, Reuters - Le président iranien Mohammad Khatami a rencontré jeudi le vice-président irakien Taha Yassine Ramadan, en marge du sommet de l'OCI (Organisation de la conférence islamique) qui se tient à Téhéran.

Il s'agit du contact au plus haut niveau entre les deux pays depuis la fin de la guerre entre les deux pays, en 1988.

A l'issue des entretiens, qui ont duré 25 minutes, Taha Yassine Ramadan a qualifié les discussions de "très cordiales". "Le cadre général (de préparatifs destinés à) engager des négociations et une coopération entre les deux pays a été convenu", a-t-il dit.

Interrogé sur la durée des négociations envisagées, il a répondu: "Il existe un véritable désir conjoint de régler le problème (entre les deux pays) et il y a une large place pour l'espoir".

Parmi les nombreux sujets de discorde entre Bagdad et Téhéran figurent en premier lieu la question du rapatriement des prisonniers de guerre, la restitution des avions irakiens qui ont atterri en Iran au début de la crise du Golfe en 1990, le soutien que les Moudjahiddine du peuple trouvent en Irak et celui que les rebelles kurdes irakiens trouvent en Iran.

Interrogé sur la visite à Bagdad, vendredi, du président de la Commission spéciale des Nations unies sur le désarmement de l'Irak (Unscm), Richard Butler, Ramadan a répondu:

"Si Butler vient pour agir aux niveaux techniques et professionnels, alors il aura la pleine et entière coopération de l'Irak; S'il vient pour présenter ce que dit l'Amérique, à savoir que l'Unscm a le droit de fouiller partout, alors il n'aura aucune chance (de bénéficier de notre coopération)".

REUTERS

jeudi 11 décembre 1997, 19h23 heure de Paris

L'UE durcit sa position vis-à-vis de la Turquie

LUXEMBOURG, 11 déc (AFP) - L'Union européenne (UE) a durci sa position à l'égard de la Turquie en s'appêtant à la tenir à l'écart des premières négociations d'adhésion, tout en recherchant une façon de l'ancrer à l'Europe.

"La Turquie ne remplit pas les conditions politiques pour être admise à la table des négociations en raison de la situation des droits de l'homme, de la situation des Kurdes, de ses relations avec la Grèce et de Chypre", a expliqué mercredi à Luxembourg, Jacques Poos, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, lors du sommet des sociaux démocrates de l'UE, qui s'est tenu à la veille du sommet européen.

Toutefois, a déclaré M. Poos, la présidence luxembourgeoise de l'UE proposera aux Quinze d'accepter la Turquie dans une "conférence européenne", avec les onze autres candidats, dont les conditions d'admission requises seraient soumises à un examen annuel.

"Il semble d'ores et déjà que ce soit insuffisant pour la Turquie, ce que nous regrettons, mais je ne crois pas que nous pourrions améliorer notre offre", a souligné M. Poos.

le dîner prévu samedi à l'issue du sommet entre la présidence luxembourgeoise et le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a peu de chances d'avoir lieu, même si la présidence luxembourgeoise déclare officiellement conserver quelque espoir de faire changer d'avis Ankara.

L'UE et la Turquie sont liées par un accord d'association depuis 1963 prévoyant à terme une adhésion d'Ankara à l'UE, ainsi que par un accord d'union douanière depuis le 1er janvier 1996. Ce dernier est en partie bloqué par la Grèce qui refuse de libérer quelque 375 millions d'écus (environ 410 millions de dollars).

L'UE reproche à la Turquie son refus persistant de porter l'ensemble de ses différends avec la Grèce devant la cour internationale de justice de La Haye, comme le prévoit d'ailleurs la Charte des Nations unies et comme le souhaite Athènes.

M. Yilmaz a réitéré ce refus mercredi à Luxembourg au Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker.

L'attitude turque risque d'affaiblir l'idée même d'une conférence européenne, conçue notamment par la France comme un forum de discussions entre l'UE et l'ensemble des pays candidats, Turquie comprise.

Mais cette conférence avait également été pensée comme une façon d'associer politiquement les candidats aux quinze de l'UE.

"L'absence de la Turquie à cette conférence risque de l'affaiblir", a souligné Hans Van Den Broek, commissaire européen chargé notamment du dossier de l'élargissement.

Les Quinze devraient toutefois s'efforcer de trouver une porte de sortie afin de convaincre Ankara que, pour l'UE, la Turquie a comme d'autres candidats vocation à adhérer à l'Union.

La présidence luxembourgeoise pourrait suggérer l'établissement d'une "alliance stratégique" entre l'UE et la Turquie, alliance dont le contenu reste encore flou. La Turquie, comme une majorité de pays européens, est également membre de l'Alliance atlantique et a longtemps été la frontière la plus avancée du monde occidental face à l'Union soviétique.

Mais, il est vrai, souligne-t-on de sources diplomatiques, que depuis la disparition du mur de Berlin et l'écroulement de l'URSS, le rôle stratégique de la Turquie dans la défense de l'Europe a notablement diminué.

Ces relations tendues entre l'UE et la Turquie risquent de compliquer les négociations d'adhésion de Chypre avec l'UE, comme le recommande la Commission européenne, Ankara pouvant être tenté de bloquer toute solution allant dans le sens d'un règlement politique entre les deux communautés grecque et turque de l'île, divisée depuis 1974. gic e.f

Le président Démirel claque la porte du sommet de Téhéran

Indisposé par les critiques de pays arabes dénonçant sa coopération militaire avec Israël, le président turc Suleyman Demirel a décidé mercredi de claquer la porte du huitième sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui se déroulait jusqu'à jeudi à Téhéran.

M. Demirel devait quitter la capitale iranienne dans la soirée, ont précisé à l'Associated Press des responsables turcs ayant requis l'anonymat. A Ankara, le palais présidentiel s'est contenté de confirmer qu'il rentrerait en Turquie un jour plus tôt, sans donner d'explications.



Ouvert mardi, le sommet devait prendre fin jeudi avec l'adoption de plusieurs résolutions. L'une d'elles critique - sans les nommer - les pays entretenant des liens militaires avec l'État hébreu. Malgré la pression des pays arabes, le président turc a refusé de rompre les deux accords conclus en 1996 par son pays avec Israël.

Cette coopération est le fruit d'un "accord bilatéral" et ne représente "aucun

danger pour un pays tiers", a expliqué le président turc. "Israël et la Turquie ont un accord militaire et cet accord sera maintenu." Il faut dire que la visite historique à Ankara, du ministre israélien de la défense, M. Mordechai, n'était pas très diplomatique, quelques heures avant l'ouverture du sommet de l'OCI.

Cette mini-crise diplomatique entre la Turquie et les autres pays musulmans est révélatrice des différences au sein de l'OCI, structure un peu lâche qui réunit 55 pays très divers, allant de l'Algérie à l'Indonésie, et dont le seul lien n'est souvent que de partager une même croyance.

Pendant les travaux de mercredi, dans le vaste centre de conférence du nord-ennéigé de la capitale, les dirigeants musulmans ont par ailleurs évoqué à huis clos l'épineuse question du processus de paix au Proche-Orient, la situation en Afghanistan et la crise entre l'Irak et l'ONU.

Sur le premier chapitre, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat a de nouveau exhorté le monde musulman à empêcher l'État hébreu d'affermir son contrôle de Jérusalem et répété que le processus de paix était "dans l'impasse". Et ce, "à cause de la politique israélienne qui

rejette l'établissement d'une paix juste et globale", a-t-il dit dans son intervention, dont le texte a été distribué à la presse.

Le dirigeant palestinien a par ailleurs été reçu mercredi par le président iranien Mohammed Khatami.

La veille, dans son discours d'ouverture, le guide spirituel de la république islamique iranienne, l'ayatollah Ali Khaménei, avait accusé les États-Unis de porter la responsabilité de l'échec d'un processus de paix "injuste, arrogant, méprisant et illogique".

Danielle Mitterrand dénonce la candidature de la Turquie à l'UE

Ven 12 Déc 97 - 10h31 GMT

PARIS, 12 déc (AFP) - Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président français, a dénoncé la candidature de la Turquie à l'UE dans une lettre ouverte adressée aux dirigeants des Quinze et publiée par Le Figaro vendredi, jour de l'ouverture du sommet européen de Luxembourg.

"Vous ne pouvez ignorer que, pour financer sa coûteuse entreprise de massacres, la Turquie devient un narco-Etat", écrit Mme Mitterrand, en rappelant la repression menée contre la population kurde.

"Une partie de cet argent noir est utilisée par les généraux turcs pour acheter à nos pays les armements utilisés contre des populations civiles", affirme-t-elle.

"Ne serait-il pas plus honorable pour nos démocraties d'exiger que les turcs remplissent d'abord une série de critères sur le respect des droits de l'homme, l'instauration civile, la reconnaissance d'un statut équitable pour les 15 à 20 millions de citoyens kurdes avant tout examen de la candidature d'Ankara", estime-t-elle.

Cette lettre a été adressée au chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, et une copie a été envoyée au président Jacques Chirac, au Premier ministre Lionel Jospin et à leurs homologues des Etats membres de l'UE.

©AFP 1997

Titre : La Turquie décline l'invitation à la Conférence européenne
Service de presse : FAP (AP France)
Date : Dim 14 déc 1997

Copyright 1997 L'Associated Press.

ANKARA (AP) -- Mécontente de son exclusion du processus d'élargissement de l'Union européenne, la Turquie a rejeté dimanche l'invitation que lui avaient lancée les Quinze la veille à Luxembourg pour qu'elle participe à une Conférence européenne.

"Cette invitation à la Conférence européenne n'a aucune importance à nos yeux", a déclaré le Premier ministre turc Mesut Yilmaz à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

Le chef du gouvernement a précisé que la Turquie cesserait de discuter avec l'UE de problèmes tels que ses relations avec la Grèce, le cas de Chypre et les droits de l'homme, qui semblent l'avoir empêchée de faire progresser sa candidature à l'adhésion.

"Nous souhaitons participer à un processus de négociations pour une adhésion pleine et entière, sans préconditions", a poursuivi Mesut Yilmaz.

Afin d'entretenir un vague espoir à Ankara, le Conseil européen réuni à Luxembourg a décidé la mise en place d'une Conférence européenne, à laquelle, outre les Quinze, sont invités les 11 pays éligibles pour une prochaine adhésion et la Turquie.

Pour être admis, ce pays devait cependant accepter que ses différends territoriaux en mer Egée avec la Grèce soient réglés via la Cour internationale de justice de La Haye.

Massoud Barzani: In the end our problem will be solved in Baghdad

Turkish Daily News

December 12, 1997

KDP leader: 'Ask me whether the United States has any policy towards this region'

KDP leader see elections in N. Iraq as the only way out for the dispute with Talabani's PUK

The PKK tried to create an alternate authority in northern Iraq and even tried to set up an administration

İLNUK ÇEVİK

Salahaddin - Turkish Daily News

■ Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), says he joined forces with Turkey against the Kurdistan Workers' Party (PKK) because the terrorist organization became a threat to the people of northern Iraq as well as a threat to Turkish security.

Barzani speaking to the Turkish Daily News in his office at Sari Resh near the city of Salahaddin said he is happy with the cooperation with Turkey but also pointed out that "in the end our problem will be solved in Baghdad."

He said currently the KDP is maintaining a dialogue with the Baghdad administration. He said he hopes this could lead to a process whereby the Kurds and Baghdad can reach an agreement for the future of northern Iraq.

Barzani was critical of the American approach to northern Iraq. He showed his skepticism about U.S. intentions in the region telling the TDN: "Ask me whether the United States has any policy regarding this region."

The KDP leader also said what the United States is doing in the region will not create a democratic atmosphere in Iraq.

He was also critical about the way the oil-for-food deal was being implemented. He said the U.N. effort to distribute the food and medicines was inefficient and there was no parity between the money obtained through Iraqi oil sales and the amount of food and medicine provided for the people of Iraq including the Kurds. He also said the international community

should not act as if they were giving out charity because the money they are using for the purchase of these foodstuffs and medicines is the money of the people of Iraq.

Replying to a question as to why he invited Saddam Hussein's troops to oust rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) fighters from Arbil, Barzani said if anyone in northern Iraq tried to bring a third party into the dispute like Iran and the PKK then he will ask anyone including Turkey and Iraq for help.

Barzani said he feels the only way out of the dispute with PUK leader Jalal Talabani is to refer the issue to the verdict of the people through elections in northern Iraq. He denied the crux of the problem is revenue sharing because he stressed that for more than a year they had been involved in a power sharing scheme with the PUK, and Talabani had control of the finances.

Barzani also said there is no Turkish security buffer zone in northern Iraq. "It [the security belt] is not practical, nor have such things have been discussed, nor has Turkey told us that, nor do we see it as something good," he said.

TDN — Mr. Barzani, you have been cooperating with Turkey for quite some time. Could you describe what this cooperation consists of?

BARZANI — For a long time, the PKK has been exploiting the situation here in Iraqi Kurdistan. There has been so much interference, that it has reached an extent that cannot be afforded. They have been threatening the security and the stability of the people, they have considered themselves as the alternate authority, they have been interfering with all the work and affairs of this region, they have established military bases in this region in order to launch attacks on Turkey. It has reached a level wherein the presence of the people has been threatened in this area, which is why there were joint military operations in order to remove this threat from Iraqi Kurdistan, and also to keep a secure border, which is the joint or common point between us and Turkey.

TDN — The PKK has been launching some atrocities against the people of Iraqi Kurdistan; they are attacking your villages and killing women and children. Why do you think they are doing this?



Turkish Daily News Editor İlnur Çevik with Kurdistan Democratic Party leader Massoud Barzani. After the interview Barzani discussed regional issues with Çevik in a 3-hour session.

BARZANI — In fact, we have come to a conclusion, not only every third person but everybody in Iraqi Kurdistan, that their aim is to destroy this entity and this experiment which is here in Iraqi Kurdistan.

TDN — I would also like to ask you: are you happy with the cooperation that you are receiving from Turkey?

BARZANI — In fact, I wish that the PKK would have left this region and not had armed forces or carried out any aggression against the people, so there would have been no need for any military cooperation or any interference or intervention from the Turkish military. But in order to remove this threat and danger, we have had this military operation and we have done that publicly and we are happy with the cooperation.

TDN — There are reports that the PKK once tried to set up a state in Iraqi Kurdistan. Is this true?

BARZANI — Yes. In fact, they have been trying, in order to make themselves the alternative authority here, and secondly, two times they tried to do that, to set up their people's republic, one time when they were in Chuman for a couple of days in order to establish or set up the people's republic.

TDN — What is the framework of the cooperation between the PKK and Talabani's forces?

BARZANI — In fact, in the last three to four months of the year, the cooperation has reached an extent that, whatever they have not done was because they weren't able to do it. Otherwise, they have been carrying out attacks together, they have been cooperating together, and after the major attack which they launched on the nights of Oct. 12 and 13, it was a joint attack by Talabani's forces and PKK forces, they have made an alliance and they did not deny that alliance in their statements. They have exploded bridges together, they have looted schools, hospitals and dispensaries. And they have looted and taken machinery which was bought by our people in order to pave the roads and offer services to the people.

TDN — How do you think your problems and disputes with Talabani can be solved?

BARZANI — In fact they are two different issues: the problem with Talabani is a general one concerning the Kurds of Iraqi Kurdistan, and it's a power struggle. The fact is that Talabani has created that power struggle. In 1992, we went to general elections and we in the KDP were accorded the majority, but in order to avoid internal fighting at that time, which unfortunately did happen, we conceded our seat and our right, we established a fifty-fifty power sharing system. And it was something good for a year or two but, practically, it was not good forever. That's why we proposed new elections be held in this region. When the KDP proposed elections, Talabani's forces prepared themselves for fighting and they started the internal fighting. The solution lies with Talabani to leave this dictatorial trend that is in his mind and to agree on the judgement of the people, which

means going back to the ballot box, to the process of elections. And he should abide by and be committed to the results of the elections. I see that as the only solution is the elections.

TDN — Talabani is claiming that the problem is also sharing the income of Northern Iraq. He says the KDP is getting most of the income and they have been denying it. What do you think about it?

BARZANI — I wish that, for once, Talabani would explain the reality. Back in 1991 when there was the Kurdistan front, and afterwards in 1992, when there were elections, and the regional administration of Kurdistan was established, the prime minister was PUK, the finance minister was PUK, even the director of the central bank was PUK. Out of 44 civil servants working in the central administration, forty of them were PUK. All the income, and all the revenues during those two years went there, and it was spent by Celal and Fuat Masoum, and later by Kosrad Rasul, they spent it the way they wanted, they prepared themselves militarily, they equipped themselves, they have never spent anything on projects and we have got a paper, a confidential letter signed by Kosrad, saying that half of the revenues of the region would be given to the PUK, on Talabani's signature, and the other half would be given to other political parties, projects and the government. So it was like that for two years and there was never any problem, but what do you expect after they have imposed fighting on us? Anybody would expect us to give them the money, I would like this question to be posed to Talabani — what did he do with the money during the two years when they had the revenues?

TDN — And sir, I have been here for the past two days and I have seen a very serious, well-working, established administration here. What is stopping you from becoming a separate state?

BARZANI — We should be realistic people, we should not skip over realities, and the international circumstances are not ripe enough for an independent state. We are working towards obtaining the rights of the Kurdish people within the framework of Iraq,

to get their rights, whether it be through federation or other means and solutions. But we should be realistic, and if we ask for a separate state at this time, this will not be accepted by the regional countries or by the whole world, and we might lose what we have achieved so far.

TDN — What does Turkey mean to you?

BARZANI — Turkey means a state, a brother people with the Kurdish people and the people of Iraq, it's a neighboring country. We need each other. It's our gate, or outlet to the outside world. We have public and common interests between us.

TDN — Are you happy with the economic cooperation with Turkey?

BARZANI — We wish that the economic cooperation and relations with Turkey would have been broader than cooperation with other neighboring countries, and as it is obvious that the economy is the main focal point for anybody, whether political parties, entities or governments, it is the focal point and it is the economy which is the source of many problems: under the economy, you can improve a lot of things. We are looking forward to having good cooperation economically with Turkey and also with other neighboring countries. We are pleased with that, and we will be ready to offer any facilities of cooperation in order to get it, because this will help the circumstances of all people, this will improve their living standards, and this will solve the economic problems of our country.

TDN — We know that the economy of southeastern Turkey is closely related to the situation here. The latest problems with the United Nations and Iraq and with the United States and Iraq have caused a crisis for your economic cooperation with southeastern Turkey. The truck drivers are complaining that they can not take fuel from northern Iraq to Turkey. How do you think this will be solved?

BARZANI — It is a complicated issue, but we are optimistic and we should be optimistic about finding a solution, but I haven't got anything specific in my mind on how to solve that problem. We are ready to play our role in anything which is required of us to create that. And as we, the KDP, have played our role in the U.N. Security Council Resolution 986. When it was first issued, we were the first political party in Iraq as a whole to welcome it and to provide all the facilities in order to work for its success and to enable the flow of oil. As for the movement of the traffic, it is beneficial, of course, for both sides, for the people of Iraqi Kurdistan and Iraq in general and also for the people of Turkey, and, in fact, this problem and standard between Iraq and the U.N. and Iraq and America, it has its own effects and impact on this, but as I said earlier we hope that a solution can be found which will include the interests of everybody involved in this process.

TDN — Iraq is complaining that the food-for-oil deal with the United Nations is not working. Your administration is also complaining about this. Do you have any indication from the United Nations or from the

United States, which is a key country, that this thing can be solved?

BARZANI — In fact, we have been discussing that with all the U.N. delegations visiting us, and we have raised that issue. Also, my colleagues in the administration and in the cabinet would be in a better position to brief you in detail about the process. But generally speaking, we told the allies that it is not going the way it should be, we think that it is a slow process, especially the issues of medicine and foodstuffs. Also, there is no parity between the amount of money which is coming in from the proceeds of the oil with the process which is being implemented on the ground.

There is another important point, in fact, it includes all the Iraqis, whether Kurds or Arabs; this money is the Iraqi people's money. They should not deal with it as if it is charity or a favor given to the Iraqi people. They should observe the dignity and the psychology of the Iraqi people.

TDN — We know that the United States wants to punish Iraq and at times they are obstructing the food-for-oil deal. But it seems in the end, you are being more punished than anybody else. How do you feel about it?

BARZANI — We feel unfortunate about that, but what can we do?

TDN — How do you see the future of Iraq?

BARZANI — I see the future of Iraq as a bright future, whether for Iraqi Kurdistan or Iraq in general, because it's a question of the people and it should not stay like this. I am by nature optimistic all the time, I am not pessimistic. I hope and am optimistic that there will be a positive change, because the whole world has changed, and there should be change in Iraq as well.

TDN — Do you think the United States has a healthy policy towards this region?

BARZANI — I think the question should have been put this way — whether the United States has any policy towards this region.

TDN — Does it?

BARZANI — I am asking this question.

TDN — So it seems you are not very pleased with U.S. policies regarding this area. What do you think should be done?

BARZANI — In fact I don't know what the Americans need exactly in this region, or what they have decided to have for this region. They might have a policy, but we don't know what that policy is. We have talked also with the Americans about this, if they want to help the Iraqi people in order to build up a democratic atmosphere or situation, this is not the right way to do it. But if they want to use the Iraqi opposition with all of its groups as a pressure card, whoever is ruling in Baghdad, without knowing what the future of Iraq will be or what will happen to the Iraqi Kurds, it's impossible for us to exist with this kind of policy.

TDN — Sir, how do you see the future of

the Ankara peace process? Can it be revived?

BARZANI — Yes, it is possible, and we are ready to continue with the Ankara peace process and to activate it and revive it. In fact, there have been good steps in the past but the PUK, out of miscalculations, has destroyed everything. We imagine that it can be revived and resumed.

TDN — Your late father was a veteran politician of the Middle East and you yourself, you are also an experienced person in Middle Eastern politics. We know that the Arabs are not very happy with Turkey's relations with Israel. How do you see this?

BARZANI — I don't agree that I'm expert in Middle Eastern politics, but I think the language of today is not violence and animosity. In order to solve the problems, it's good also for the Arab countries to try to come to an understanding with Turkey. Because it is in Turkey's interest to have this and not fight with the Arab countries. I don't think in the end that there is anything more than dialogue that will solve the problems. Instead of attacking and counterattacking each other on the pages of newspapers, there are diplomatic channels and private ways in order to discuss the sensitivities, the problems and the concerns and to reach a conclusion.

TDN — We know that you have contacts with Baghdad. How is your relationship with Saddam Hussein?

BARZANI — Baghdad is the center of government, and in the end our problem will be solved in Baghdad. Now there is dialogue and it will continue. We hope that one day we can reach a status from which that we can solve our problems and reach an agreement. But now the status is the dialogue process.

TDN — You invited Iraqi forces into northern Iraq to retake Arbil. Why was this?

BARZANI — But when Talabani publicly brought the Iranian forces in and Talabani took his forces through Iran in order to attack us in the area, where we came under heavy artillery and missile attacks from the Iranians and Talabani, then we asked the Iraqi government to help us, and they helped us. We thanked them then and we thank them now. It was a response to this interference, for the benefit of Talabani, in order to not allow our country to be occupied and not to face defeat.

Any time Talabani leaves this game to bring in Iran or the PKK to threaten us, this would be known as foreign interference. We will not ask either Iraq nor Turkey to interfere, but the moment they bring any other force to threaten us, then we will ask support from anyone who will give it.

TDN — You have set up a democratic administration here, we can see that. There is much more freedom here than in Iraq. Do you think this is going to cause a problem in the future?

BARZANI — The

Kurds of the Kurdish region of Iraq have their own characteristics. Anybody

who deals with us, the central committee, should consider these characteristics if we want to have a successful agreement with the satisfaction of the people of Kurdistan, which will be the benefit of Iraq as well.

TDN — You don't seem to travel out of Iraqi Kurdistan much, whereas Celal Talabani is always

around in the world and he is seen very frequently in Western countries and in the Middle Eastern countries. Why is this so?

BARZANI — I don't think we are so sweet, neither me nor Talabani, to be on TV all the time. But if I feel that there is anything which is in the interests of our people or our cause, I would travel anytime as necessary, but if it is just for media purposes, I would rather spend my time here, because our time is better spent on our problems and finding solutions for them.

TDN — There was word that you were going to set up villages at the border, between Turkey and yourself. What happened to this project?

BARZANI — Even now, there are more than 400 villages which have not been reconstructed yet in the border areas, which have a length of 250 kilometers. The people of these villages are displaced in the collective villages and towns, they are living in very bad economic and social situations, and they are obliged not to go back. And the reason is the PKK. We have asked for cooperation from the Turks. But if Turkey does not help us, then we are obliged, with our own limited capabilities, to take these people back because we can't afford more than this.

TDN — Has Turkey set up a buffer zone in northern Iraq?

BARZANI — No.

TDN — Do you think such a buffer zone would be feasible?

BARZANI — Since it is not practical, nor have such things have been discussed, nor has Turkey told us that, nor do we see it as something good, as it has been explained in press releases and in statements in newspapers, to have a security zone. There is a lot of exaggeration on this issue.

TDN — Do you have a message for Turkey?

BARZANI — I wish success and prosperity to the people of Turkey. I hope that all the problems they face will be solved. And we wish that the friendship, relationships and cooperation between the Kurdish people in Iraq and Turkey go further and forward. And I would like to thank Turkey as a government, as a state and as a people for all the cooperation they have offered to the Kurdish people.

TDN — Thank you very much.

La Turquie rejette les décisions de l'UE et rompt le dialogue politique

ANKARA, 14 déc (AFP) - La Turquie a annoncé dimanche qu'elle rompait son dialogue politique avec l'Union européenne et rejetait son offre de participer à une conférence sur leurs relations futures, après sa non inclusion dans les derniers plans d'élargissement de l'UE.

"Il n'y aura plus de dialogue politique entre la Turquie et l'Union européenne", a déclaré le Premier ministre turc Mesut Yilmaz dans une conférence de presse à Ankara, à la suite d'une réunion de son cabinet, précisant que son pays ne tiendrait plus compte des déclarations européennes sur ses problèmes avec la Grèce et sur Chypre.

La Turquie va poursuivre ses plans d'"intégration" de la partie nord de Chypre au cas où l'Union européenne ouvrirait des négociations d'adhésion avec le gouvernement chypriote-grec, a-t-il ajouté.

Lors de leur sommet à Luxembourg, les Quinze ont offert à la Turquie de participer à une Conférence européenne qui rassemblera tous les Etats membres de l'UE et les Etats européens ayant vocation à y adhérer, dans une tentative d'apaiser sa déception de n'avoir pas été incluse dans les derniers plans d'élargissement.

Mais à ce sujet, M. Yilmaz a déclaré: "nous n'acceptons aucune des conditions attachées à cette proposition. Le sujet a perdu tout son sens pour nous".

"Le rétablissement des relations dans leur forme précédente dépendra de l'Union européenne, si elle abandonne sa politique erronée et injuste vis-à-vis de la Turquie", a-t-il ajouté.

M. Yilmaz n'a toutefois pas précisé si la Turquie retirait l'acte de candidature qu'elle avait fait à l'Union en 1987.

Il a indiqué qu'Ankara s'efforcera de développer ses relations avec les Etats membres de l'UE, individuellement.

A Luxembourg, les leaders de l'Union ont assuré qu'une future candidature de la Turquie, un important allié membre de l'Otan, serait traitée selon les mêmes critères que les autres.

Mais ils ont aussi demandé à la Turquie de se déclarer prête à soumettre ses disputes territoriales avec la Grèce à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice de La Haye.

Ils lui ont également demandé de retirer sa menace d'annexer le nord de Chypre, qu'elle occupe depuis 1974.

M. Yilmaz a déclaré que la résolution de l'UE était inacceptable car "elle n'a pas placé la Turquie sur un pied d'égalité avec les autres candidats, contenait des déclarations partisans et excessives, et posait des conditions politiques basées sur le parti-pris".

A propos de Chypre, M. Yilmaz a déclaré: "Si l'UE lance des négociations d'adhésion avec l'administration chypriote-grecque, nous concrétiserons ce qui a été envisagé dans la déclaration conjointe entre la Turquie et les Chypriotes-turcs".

"Et l'UE sera responsable de tout les développements négatifs éventuels concernant Chypre à l'avenir, en raison de sa décision illégitime", a-t-il ajouté.

Dans leur déclaration du 20 janvier dernier, la Turquie et les Chypriotes-turcs avaient prévu d'"intégrer" progressivement leurs structures étatiques, en fonction des négociations d'adhésion de Chypre à l'UE.

Les dirigeants chypriotes-turcs ont eux-mêmes déclaré dimanche qu'ils allaient accroître leurs efforts en vue de cette "intégration".

"Alors que le problème de Chypre n'est pas résolu, l'admission des Chypriotes-grecs dans l'UE, dont la Turquie n'est pas membre, revient à détruire l'équilibre entre la Turquie et la Grèce", a déclaré à Nicosie le "Premier ministre" de la République turque de Chypre du nord (RTCN) Dervis Eroglu, selon l'agence chypriote-turque TAK reçue à Ankara.ial tf

Turkey Is Rejected for EU Membership

Amid Signs of Showdown on Cyprus, Ankara Ends Political Dialogue

By Barry James

International Herald Tribune

LUXEMBOURG — Furious over its rejection as a candidate for membership in the European Union, Turkey spurned on Sunday an offer to take part in a pan-European conference next year and set the scene for a possible showdown over divided Cyprus.

At their meeting here over the weekend, European leaders agreed on the future conference as a means of keeping Turkey within its enlargement process.

In a move that will change the face of Europe, the participants at the summit talks invited 10 countries in Eastern and Central Europe plus Cyprus to join the existing 15 EU members, ending the postwar division of Europe and adding about 100 million people to the Union's population.

But they did not accept Turkey, which has been seeking membership for 34 years, as an official candidate, even though they did not rule out its candidacy in the future.

The Turkish government, which had seen the move toward Europe as a bulwark against militant Islam, said the offer was insufficient and declared that political dialogue was at an end.

"There will not be a political dialogue between Turkey and the European Union," Prime Minister Mesut Yilmaz said at the end of a cabinet meeting Sunday in Ankara.

He added that Turkey, which illegally occupies northern Cyprus, would "integrate" the territory if the EU went ahead with plans to open membership negotiations with the internationally recognized Greek-Cypriot government.

Diplomats here said they feared Turkey might also seek to block the eastward expansion of the North Atlantic Treaty Organization, of which it is a key member with the largest army in the region.

Mr. Yilmaz boycotted a dinner Saturday for leaders of the candidate countries in Luxembourg, and later accused the EU of treating Turkey in a biased, exaggerated and discriminatory fashion.

Anger boiled up in Ankara after Prime Minister Jean-Claude Juncker of Luxembourg said the Union could not allow "torturers" at its conference table, and suggested it would take decades before

Turkey could fulfill its "European vocation." Mr. Juncker and other leaders said that there was no discrimination against Turkey, to which they were applying the same standards as to all the candidate nations. When Turkey met those standards, Mr. Juncker said, it could be considered for membership.

"Europe does not reject Turkey. We are not a club of Christians, but we are a club with high standards," Mr. Juncker said, rejecting a suggestion that the EU had turned its back on a moderate Islamic ally.

The EU leaders said Turkey's human rights record, its campaign against the Kurds, its failure to resolve disputes with Greece peacefully and its obstructive attitude on Cyprus ruled out candidacy at this time.

Chancellor Helmut Kohl of Germany, which has 2.3 million Turkish residents, said that it was "totally erroneous" to say his country was nervous about Turkish membership and that it was "particularly wrong to say that we have an anti-Islamic position."

But he added, "A dramatic change in the number of Turks in Germany would not be tolerable to German public opinion nor to those in the rest of the European Union."

In Nicosia, meanwhile, the Turkish-Cypriot leader, Rauf Denktaş, said the EU's invitation to Cyprus to start membership negotiations could end inter-communal talks on the island. He said the Union had "helped destroy the established framework for a settlement in Cyprus."

The EU has said it wants to open talks with the entire island, but if Turkey or the Turkish Cypriots prevent the occupied northern sector from joining, it will negotiate with the Greek Cypriots alone.

Mr. Yilmaz said that if it opened talks with Cyprus, "the EU will be responsible for all possible negative developments." In January, Turkey and the Turkish-Cypriot state, which is recognized only by Ankara, said they would integrate their state structures if EU-Cyprus accession talks went ahead.

Since Turkey invaded the island in 1974, about 80,000 Turkish citizens have moved to northern Cyprus.

Greece spearheaded the opposition to Turkish membership in the EU. It insisted that its territorial dispute with

Turkey, which nearly led to war last year over an uninhabited Aegean island, should be submitted to the international court of justice in The Hague.

Prime Minister Costas Simitis said to reporters at the summit meeting that Greece was bracing for a possible confrontation with Turkey.

Mr. Yilmaz stopped short of saying that Turkey had withdrawn its formal 1987 application to join the EU. He said the country would seek to build up its contacts with individual EU states.

The pan-European conference scheduled for March "has lost its meaning for us," Mr. Yilmaz added.

In addition to Cyprus, the EU leaders invited Estonia, the Czech Republic, Hungary, Poland and Slovenia to begin membership negotiations early next year.

Five other nations — Bulgaria, Latvia, Lithuania, Romania and Slovakia — were placed on a slower negotiating track. They will be given special aid to help them meet entry conditions.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, DECEMBER 15, 1997

Les Quinze lancent l'élargissement à l'Est, sans la Turquie

Les Quinze ont jeté samedi les bases de l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est, qui au début du prochain siècle devrait compter jusqu'à 26 membres et presque un demi milliard d'hommes. Mais la Turquie, qui de longue date songe à l'Europe, ne sera pas conviée.

Après deux jours de débats, les Quinze ont décidé de lancer le "processus d'adhésion" le 30 mars prochain avec 11 pays: Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Estonie, Chypre, Bulgarie, Roumanie, Lettonie, Lituanie et Slovaquie.

ciations seraient longues. "L'agriculture et l'industrie lourde seront les principaux problèmes".

Les futurs élus ont unanimement manifesté leur satisfaction. Pour le président Vaclav Havel, l'intégration de la République tchèque à l'Union est désormais "la priorité".

La Turquie, qui avait fait acte de candidature dès 1963, n'est donc pas conviée. Épineux, ce dossier a fait l'objet de très longues discussions marquées par les interventions vigoureuses du Premier ministre grec, Costas Simitis. "La Turquie, a-t-il dit, n'est pas

pays: "Le critère que nous voulons appliquer à la Turquie est celui que nous appliquons à tous les autres".

Mécontente de son exclusion du processus d'élargissement de l'Union européenne, la Turquie a rejeté dimanche l'invitation que lui avaient lancée les Quinze la veille à Luxembourg pour qu'elle participe à une Conférence européenne.

"Cette invitation à la Conférence européenne n'a aucune importance à nos yeux", a déclaré le Premier ministre turc Mesut Yilmaz à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

Le chef du gouvernement a précisé que la Turquie cesserait de discuter avec l'UE de problèmes tels que ses relations avec la Grèce, le cas de Chypre et les droits de l'homme, qui semblent l'avoir empêchée de faire progresser sa candidature à l'adhésion.

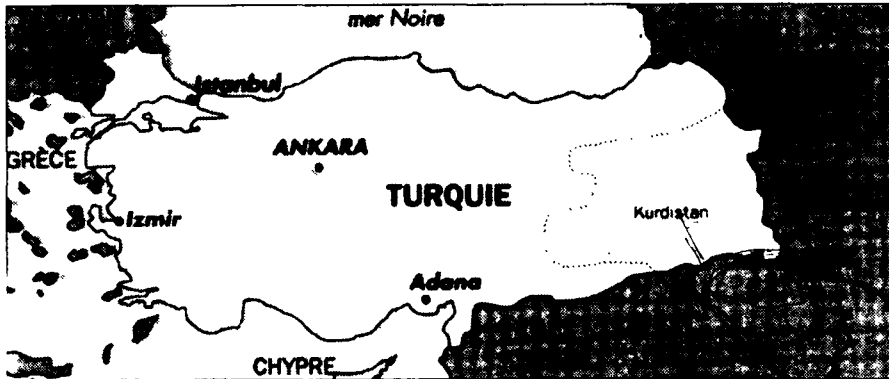
"Nous souhaitons participer à un processus de négociations pour une adhésion pleine et entière, sans préconditions", a poursuivi Mesut Yilmaz.

Le Premier ministre letton, Guntar Krasts, s'est réjoui lui aussi, même si son pays ne figure pas dans la première liste de pays avec lesquels l'UE engagera des négociations dès l'an prochain. "Je ne vois pas cela comme une seconde division", a-t-il affirmé.

Les Quinze discutaient toujours en fin d'après-midi des autres volets de l'élargissement, principalement financiers, comme la réforme de la Politique agricole commune et des fonds structurels et de cohésion. L'idée générale étant de ne pas augmenter les ressources du budget communautaire.

Les six pays d'Europe centrale et orientale (PECO) auront reçu près de 80 milliards de FF d'aide de 1990 à 1999. Ils devraient en recevoir d'ici 2006 près de 450 milliards au titre des programmes proposés par la Commission pour faciliter leurs adhésions.

Outre l'élargissement, ce sommet de Luxembourg a vu la création officielle du "Conseil de l'euro", instance informelle qui sera chargée de mieux coordonner les politiques économiques des futurs pays membres de l'euro.



Dès le mois d'avril commenceront des "négociations d'adhésion" avec les cinq premiers pays de la liste, considérés comme plus avancés sur les plans économique et politique. Dans le même temps, les six autres pays seront invités à entrer dans une phase de "préparation à la négociation". Le PNB cumulé de l'ensemble de ces candidats représente 8,7% de celui de l'Union.

Les Quinze n'ont fixé aucune date pour l'adhésion des premiers pays mais on estime généralement que les candidats les mieux placés pourraient être acceptés dans l'UE à partir de 2004. Certains font preuve d'optimisme: le Premier ministre slovène, Janez Dmosek, a assuré que son pays serait prêt en 2002, non seulement pour être membre de l'Union mais aussi de la monnaie unique.

Le président Jacques Chirac a affirmé à plusieurs reprises que des pays comme la Pologne ou la Hongrie devraient être admis dès l'an 2000. Lucide, le Premier ministre polonais, Jerzy Buzek, a reconnu que les négo-

un candidat comme les autres". Afin d'entretenir un vague espoir à Ankara, le Conseil européen réuni à Luxembourg a décidé la mise en place d'une Conférence européenne, à laquelle, outre les Quinze, sont invités les 11 pays éligibles pour une prochaine adhésion et la Turquie.

"Ennemie héréditaire", la Grèce a failli y opposer son veto, puis y a renoncé après avoir obtenu des conditions draconiennes pour les Turcs.

Ainsi, Ankara devra accepter -ce qu'elle n'a jamais fait- que ses différends territoriaux en mer Égée avec la Grèce soient réglés via la Cour internationale de justice de La Haye. La résolution des Quinze fait également référence aux droits de l'homme, dont le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, a publiquement condamné les violations en Turquie.

"Tout le monde reconnaît que la Turquie est un grand peuple", a déclaré le Premier ministre britannique, Tony Blair, assurant que les Quinze n'accorderaient pas un régime particulier à ce

1997
15-16
DECEMBRE

1997
15-16
DECEMBRE

TITLE: Mitterrand's widow calls on EU to keep Turkey out
SOURCE: Reuters World Report
DATE: 12/12/97 4:50 pm

PARIS, Dec 12 (Reuters) - The widow of French President Francois Mitterrand, in a letter published on Friday, compared European leaders who support EU membership for Turkey to French collaborators with the Nazi occupation.

Danielle Mitterrand wrote to all EU leaders meeting in Luxembourg on Friday and Saturday to reject Turkey's membership bid because of Ankara's treatment of its Kurdish minority, the daily Le Figaro reported.

Mitterrand said the army had destroyed Kurdish villages and imprisoned Kurdish activists on a massive scale and turned Turkey into a "narco-state" exporting illegal drugs to finance arms it used against the Kurds.

"Knowing all this, can you still make your arguments for Turkey's entry into the European Union?" she asked French Foreign Minister Hubert Vedrine, the main addressee of the letter copied to all EU leaders.

The Luxembourg summit will discuss the EU's plans to take in new members and discuss ways to accommodate Turkey, which will not be among the first six countries invited to open membership negotiations.

"At a time when we are bringing to justice the overly obedient officials who signed deportation orders for Jews and gypsies 50 years ago, will we have to wait for our grandchildren to ask you to justify your acts today?"

Mitterrand was referring to the current trial in Bordeaux of Maurice Papon, a Vichy regime official accused of ordering the deportation of 1,560 Jews during the wartime German occupation of France.

More than 20 million Kurds live in a mountainous region spread across Turkey, Iran, Iraq and Syria -- the largest ethnic group in the world without their own state, according to Kurdish activists.

About 27,000 people have been killed in Turkey in a conflict pitting the separatist Kurdistan Workers Party (PKK) against Turkish security forces.

"Wouldn't it be more honourable for our democracies to demand that the Turks first meet a series of criteria for respecting human rights, establishing civil peace and recognising equal status for their 15 to 20 million Kurdish citizens before Ankara's candidacy is considered?" Mitterrand asked.

REUTERS

Titre : Turk troops conclude Iraq offensive on rebel Kurds
Service de presse : RTw (Reuters World Report)
Date : Mar 16 déc 1997

ANKARA, Dec 16 (Reuters) - Turkish troops have concluded a two-week cross-border military offensive into northern Iraq in pursuit of rebel Kurds, state-run Anatolian news agency said on Tuesday.

"The operation has finished successfully," the agency said. It said a total of 182 Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas had been killed since December 5 when around 10,000 Turkish soldiers backed by warplanes and artillery crossed into Iraq to strike against the rebels.

Anatolian said there were no casualties among the Turkish armed forces, but seven members of an Iraqi Kurdish militia allied to Turkey against the PKK were wounded in the operation.

Turkey says a power vacuum in the remote region, outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War, has allowed the PKK to established bases from which to launch raids on southeast Turkey.

More than 27,000 people have been killed in the 13-year conflict between the Turkish security forces and the PKK, who are fighting for self-rule in Turkey's mainly Kurdish southeast.

Molti giungono in Italia dopo viaggi estenuanti dall'Iraq e dalla Turchia La fuga dei curdi dai bombardamenti e dalla morte per fame

VALERIA SCHRADER

IN Italia, i grandi quotidiani e i telegiornali continuano inspiegabilmente ad ignorare il genocidio in corso in Kurdistan, le sistematiche violazioni dei diritti umani compiute dalla Turchia, le denunce e le condanne delle istituzioni europee. Notizie che invece compaiono quasi quotidianamente sui più prestigiosi giornali internazionali e su quelli turchi.

Diritti umani calpestati

Solo un esempio, recente ed emblematico. A settembre, il Tribunale europeo per i diritti umani (organo del Consiglio d'Europa a cui aderiscono 40 paesi, Turchia inclusa), ha condannato il governo turco per un caso di stupro compiuto da agenti delle forze di sicurezza, imponendo di risarcire la vittima. La vicenda è stata denunciata da Sükran Aydin, ragazza curda all'epoca dei fatti sedicenne che fu arrestata insieme al padre nel giugno del '93 perché sospettata di «connivenza» con il Pkk (Partito di lavoratori del Kurdistan). Per tre giorni, nella gendarmeria di Derik, fu brutalmente torturata e violentata. Di fronte alla Corte europea, gli avvocati del governo turco non sono riusciti a provare alcuna connessione tra la ragazza e il Pkk. La Corte ha appurato che a carico di Aydin non è mai stata formalizzata alcuna accusa. Il Tribunale europeo ha condannato più volte la Turchia per numerosi altri crimini, ma questa è la prima condanna per il reato di stupro.

In un'intervista a «La Stampa» (20 novembre), il ministro dell'Interno, Napolitano, annunciando un incontro con i suoi colleghi dell'Unione europea per parlare di diritto d'asilo, ha dichiarato: «Il punto di partenza sarà una valutazione comune sull'esistenza o meno di politiche persecutorie nei confronti della minoranza curda».

I profughi che giungono in Italia dalla Turchia e dall'Iraq fuggono dalla guerra, dai bombardamenti al napalm,

dalla morte per fame. La Turchia, oltre a tentare di sterminare i curdi, è impegnata a stroncare tutte le voci dell'opposizione interna. Ogni giorno si registrano casi di esecuzioni sommarie ad opera degli squadroni della morte, desaparecidos, incursioni della polizia, pestaggi e arresti nelle sedi di giornali, partiti, sindacati, associazioni culturali e umanitarie. Nel paese, che è già tutto una prigione, si continuano a costruire carceri. I detenuti per reati d'opinione sono dodicimila. Nel Kurdistan turco, l'esercito sta letteralmente facendo terra bruciata. Secondo i dati ufficiali esposti dal governatore della regione, i villaggi distrutti negli ultimi anni sono 3.165. Anche i campi e i raccolti vengono distrutti, il bestiame ucciso, per privare gli abitanti di ogni mezzo di sussistenza. Milioni di persone sono lasciate morire di fame. Il governo non consente l'intervento di Ong europee e tur-



Sull'altopiano del Kurdistan

(Foto Boffa-Schrader)

che, neanche della Croce Rossa. Anzi, ha recentemente respinto al mittente 80.000 Ecu che la Commissione europea voleva inviare all'associazione turca per i diritti umani (Ihd) per aiutare i profughi interni. Inoltre l'esercito di Ankara, con l'aviazione, combatte da mesi nel Kurdistan iracheno (già distrutto

dalle truppe di Saddam Hussein) dove si è schierato a sostegno di uno dei due partiti curdi locali in lotta tra loro.

Pieno diritto d'asilo

I curdi, dunque, hanno pieno diritto all'asilo. Molti di coloro che giungono in Italia dopo viaggi estenuanti (che dall'Iraq durano anche sei mesi o un anno), non fanno domanda d'asilo da noi perché intendono farla in Olanda o in Germania. Non soltanto perché lì hanno parenti e amici, ma anche perché temono i lunghi tempi e l'incertezza della burocrazia italiana, le difficoltà per il ricongiungimento familiare, la mancanza di assistenza nel periodo di attesa. Le procedure, in Olanda, sono invece rapidissime. In caso di ammissione della richiesta d'asilo, valutata in 24 ore, il richiedente è chiamato entro sette giorni ad un colloquio con l'autorità preposta, a cui segue subito la decisione. Ma il profugo che non chiede asilo appena giunto da noi, riceve immediatamente il decreto di espulsione che gli ingiunge di lasciare l'Italia entro due settimane ma non gli consente di raggiungere gli altri paesi dell'Europa di Schengen.

Per i curdi, oltre a garantire piena assistenza, informazione, accoglienza, l'effettivo esercizio del loro diritto, il nostro paese dovrebbe trovare una soluzione, di concerto con la Ue e gli altri stati membri, anche per chi non vuole

L'Eden della Genesi

La popolazione del Kurdistan è stimata in 25-35 milioni di persone; gli esuli all'estero sono circa un milione 500.000. I curdi abitano la loro terra da millenni. La descrizione del giardino di Eden della Genesi corrisponde con quella del Kurdistan, dove sono le sorgenti del Tigri e dell'Eufrate.

Paese di 520.000 km quadrati, montuoso e fertile, il Kurdistan è il più dotato di risorse naturali nel Medio Oriente. Le principali sono petrolio ed acqua, sfruttate dai quattro stati tra cui è spartito. Nel Kurdistan si trovano il 75% del petrolio iracheno, gli unici giacimenti della Turchia, i più importanti della Siria e alcuni di quelli dell'Iran.

Il Trattato di Sèvres del 1920 riconosce ai curdi il diritto ad uno stato indipendente. Ma nel 1923, a Losanna, le grandi potenze, Italia inclusa, firmano con la Turchia un accordo che cancella il trattato del '20. I curdi e il Kurdistan non sono mai menzionati nel Trattato di Losanna, nemmeno negli articoli sulla protezione delle minoranze in Turchia. Evidentemente l'interesse per il petrolio è prevalso sui diritti di un popolo.

Così i curdi si trovano separati da diversi confini, diventano minoranza nei vari paesi. Effetto immediato del trattato di Losanna è di dividere famiglie, pascoli, campi e di provocare il crollo dell'economia agricola. Le conseguenze politiche sono anche peggiori. Per secoli i curdi sono stati governati dai loro principi, sovrani di stati indipendenti. Dal 1923, in Turchia, Siria, Iran, Iraq il territorio curdo viene considerato un'appendice da sfruttare con metodi colonialisti. I curdi, privati dei diritti elementari (come parlare e studiare nella loro lingua), sono cittadini di infima categoria, da deportare e spogliare dei beni. (vs)

VENERDI 12 DICEMBRE 1997

RIFORMA

chiedere asilo politico. Ofrendo ad esempio protezione temporanea come raccomandanda il Consiglio d'Europa.

Ricordiamo che la Turchia è uno dei maggiori acquirenti di armi italiane, che le mine antipersona prodotte in Italia mietono vittime tra donne e bambini curdi, che il ministro del Commercio estero, Fantozzi, in settembre a Smirne, incontrando il

collega turco ha detto che l'Italia è pronta a diventare il «partner commerciale ideale» della Turchia.

È palese che per fermare il flusso di profughi verso l'Europa la Turchia deve porre fine alla guerra, impegnarsi a rispettare i diritti umani e a cercare una soluzione pacifica della questione curda, come le è stato più volte chiesto dalle istituzioni comunitarie.

Dovrebbero essere questi gli obiettivi principali del nostro paese nelle sue relazioni con Ankara, anziché a firma di accordi per rispedire i profughi in Turchia.

Il 24 novembre, a Roma, il presidente del Consiglio, Prodi, ha incontrato il collega turco Mesut Yilmaz. La notizia ha avuto scarsissima eco: nel comunicato finale della presidenza del Consiglio si

legge che «da parte italiana vi è un forte interesse a definire con le autorità di Ankara accordi sulla riammissione di clandestini espulsi». I curdi rimandati in Turchia vengono arrestati e torturati, abbandonati nelle bidonville a morire di fame. Gli accordi tra Roma e Ankara equivalgono a consegnare le vittime (bambini compresi) tra le braccia del carnefice.

LE MONDE / MÉRREDI 17 DÉCEMBRE 1997

Ibrahim Yazdi, figure de proue de l'opposition iranienne, a été arrêté

IBRAHIM YAZDI, secrétaire général du Mouvement pour la libération de l'Iran (MLI), principale formation tolérée de l'opposition, a été arrêté et placé en détention, a annoncé, lundi 15 décembre, le MLI. Mardi, les autorités judiciaires n'avaient encore donné aucune explication sur les raisons de cette arrestation. D'après l'agence Reuters, il avait signé avec une cinquantaine d'opposants une pétition réclamant le respect des droits de l'ayatollah Hossein Ali Montazéri, qui a récemment remis en cause l'autorité du Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khameneï, et les abus de pouvoir commis au nom du principe du *velayat e faqih*, qui place le Guide au-dessus des institutions de l'Etat (*Le Monde* du 26 novembre).

On ne perd rien pour attendre, avait déclaré en substance M. Yazdi au *Monde*, en marge du récent sommet de l'Organisation de la conférence islamique qui s'est tenu du 9 au 11 décembre à Téhéran. La droite risque de relancer l'affaire Montazéri, qu'elle a mise en sourdine pour assurer le succès du sommet, les conservateurs cherchant à déstabiliser le président Mohamad Khatami, avait-il ajouté.

La remise en cause de la suprématie du Guide par l'ayatollah Montazéri, ancien dauphin de l'imam Khomeiny – qui a fini par le récuser avant sa mort en 1989 – n'est pas une première. Ce qui est nouveau, c'est, d'une part, le fait que des laïcs aient publiquement joint leurs critiques à la sienne et, d'autre part, la campagne extrêmement virulente dont l'ayatollah Montazéri et ses sympathisants furent la cible de la part des conservateurs à travers tout le territoire iranien : manifestations, grève des bazaris de Téhéran, fermeture des bureaux de l'ayatollah Montazéri dans la ville sainte de Machhad, saisie de ses biens, critiques du chef du pouvoir judiciaire iranien, violents commentaires de presse, etc.

Pour ramener le calme, le Guide, l'ayatollah Ali Khameneï, autour duquel gravitent les conservateurs, avait invité les Iraniens à ne pas s'ériger en justiciers et à mettre fin aux manifestations. « *Nous ne pensons pas que ce religieux affaibli, naïf et pathétique soit l'ennemi* », avait-il dit à propos de l'ayatollah Montazéri, tout en qualifiant de « *trahison* » toute critique du *velayat e faqih* et en demandant que des « *mesures légales* » soient prises contre ceux qui ont pris part au « *complot* ».

D'après M. Yazdi, les critiques

bligue islamique sur la base du principe du *velayat e faqih*, un amendement de la Constitution dispose que le Guide de la République – c'est-à-dire son autorité suprême – ne doit pas nécessairement être un *marjaa*. Ce qui signifie que le Guide est bien l'autorité suprême pour les affaires politiques, mais non pour les questions religieuses. Dans son livre *La Révolution islamique dans deux directions*, l'ancien premier ministre, Mehdi Bazargan, prédécesseur de M. Yazdi à la tête du MLI, soulignait que le gouvernement de ve-

force de loi. L'ayatollah Khameneï n'a jamais enfreint cette règle.

En revanche, il a transgressé l'autorité du chef du pouvoir judiciaire, Mohamad Yazdi – qui lui est pourtant totalement acquis –, en désignant lui-même le chef du tribunal spécial chargé de juger le clergé. D'autre part, à ce jour, c'est-à-dire près de quatre mois après l'entrée en fonction du gouvernement, il n'a toujours pas délégué son pouvoir au ministre de l'intérieur pour tout ce qui relève des forces de sécurité.

Le principe du *velayat e faqih* n'a jamais fait l'unanimité au sein de la hiérarchie religieuse chiite, mais les discussions à ce sujet se faisaient en milieu clos. Ce même principe était contesté *mezza voce* par certains hommes politiques. Depuis l'élection d'un nouveau président, le débat est de plus en plus public et a pris une tournure dramatique avec les déclarations de l'ayatollah Montazéri, parce que l'accession au pouvoir d'un modéré a débousolé les conservateurs.

La code pénal iranien prévoit jusqu'à deux ans de prison pour toute « *offense* » à Khomeiny et à son successeur, l'ayatollah Khameneï. Toute personne condamnée pour « *complot* » contre le régime est d'autre part passible de la peine capitale. Mais ces poursuites ne peuvent être exercées, de l'avis de nombreux spécialistes, que contre les laïcs, car traduire en justice un ayatollah du rang de M. Montazéri est chose inimaginable et peut susciter la colère de tous les chefs religieux, y compris ceux qui ne partagent pas son avis – et ils sont nombreux. Certains de ces derniers, tels l'ayatollah Mehkini, ont déjà vivement critiqué publiquement la campagne menée contre M. Montazéri. D'autres ont écrit une lettre dans le même sens à M. Khameneï.

Mouna Naim

Bill Clinton prêt à un dialogue sous condition

Le président Bill Clinton a jugé, lundi 15 décembre, « *tout à fait encourageante* » la volonté de conciliation de son homologue iranien, Mohamad Khatami (*Le Monde* du 16 décembre), et s'est déclaré favorable à un dialogue avec Téhéran, pour peu qu'il traite des différends bilatéraux. M. Clinton a souhaité un « *dialogue* » avec l'Iran « *à condition que nous puissions avoir une discussion honnête sur les questions qui nous concernent* ». « *Nous restons préoccupés par leur soutien au terrorisme, par les violentes attaques du processus de paix [au Proche-Orient], par la mise au point et l'acquisition d'armes de destruction massive* », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, un porte-parole du département d'Etat a démenti que Téhéran et Washington aient eu des entretiens secrets depuis mai, admettant néanmoins que des représentants des deux pays avaient participé à des discussions multilatérales à New York sur le conflit afghan, organisées sous les auspices de l'ONU.

contre le *velayat e faqih* étaient de deux ordres : religieux et constitutionnel. Depuis deux ou trois ans, les partisans du Guide dans la ville sainte de Qom exercent de très fortes pressions sur la hiérarchie chiite pour qu'elle reconnaisse ce dernier comme grand ayatollah (*ayatollah ozma, ou marjaa*), c'est-à-dire comme une référence religieuse suprême. Or en chiisme, une telle reconnaissance ne peut pas être imposée. Les fidèles adhèrent librement ou non au *marjaa*, selon que tel ou tel ayatollah leur paraît réunir les qualifications requises.

Depuis la mort de l'ayatollah Khomeiny, qui a fondé la Répu-

layat e faqih a été taillé aux mesures de Khomeiny.

UN PRINCIPE CONTESTÉ

L'autre aspect du problème est constitutionnel, explique M. Yazdi. Le pouvoir du Guide n'est pas illimité. La Constitution est très explicite : le Guide désigne les chefs des appareils militaires et paramilitaires et supervise les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif. Il ne peut pas directement opposer son veto aux législations, mais il peut influencer sur le cours des choses via le Conseil des gardiens – dont il désigne lui-même six des douze membres –, dernier passage obligé des textes avant qu'ils prennent

Le président iranien veut « dialoguer » avec le « grand peuple américain »

TÉHÉRAN. Le président Mohamad Khatami a exprimé l'espoir, dimanche 14 décembre, de « pouvoir dialoguer et parler avec le peuple américain dans un proche avenir. J'espère que cela ne prendra pas trop de temps », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Sans

LE MONDE / MARDI 16 DÉCEMBRE 1997

somber dans la rhétorique traditionnelle iranienne, M. Khatami a néanmoins indiqué que « le premier pas vers un dialogue, c'est que les hommes politiques américains comprennent leur époque. Ils sont hors jeu, c'est là le grand problème », a-t-il dit, en faisant plusieurs allusions au « grand peuple américain ». Il a d'autre part affirmé que son pays souhaitait avoir des relations avec tous les pays, « hormis le régime sioniste ». Estimant que le processus de paix israélo-arabe « n'aboutira pas à une paix juste », il a affirmé que Téhéran « ne cherchera pas à imposer son point de vue aux autres ». — (AFP, Reuters.)

Washington estime que la Turquie a sa place en Europe

LES ÉTATS-UNIS ont estimé, lundi 15 décembre, que la Turquie avait sa place en Europe en dépit de la crise ouverte entre Ankara et l'Union européenne. Absente de la liste des candidats potentiels à l'intégration établie, vendredi et samedi, par les Quinze à Luxembourg, Ankara a menacé de geler ses relations avec l'UE. Le porte-parole du département d'Etat à Washington, James Foley, s'est efforcé de minimiser la gravité de la crise, dont les deux acteurs sont alliés des Etats-Unis.

« Nous ne voulons pas tirer des conclusions définitives de ce qui s'est produit la semaine dernière », a déclaré le porte-parole. « Nous croyons que la place de la Turquie se

trouve en Europe, nous croyons que la Turquie devrait bénéficier d'une perspective d'adhésion à l'UE forte et ouverte et nous espérons que des progrès seront accomplis sur cette voie », a-t-il ajouté. Refusant de s'attarder sur les motifs des Européens, James Foley a toutefois affirmé : « Nous devrions consigner dans les poubelles de l'Histoire les opinions orientées par l'appartenance à la race. »

En Turquie, l'amertume reste grande et les autorités, comme la plupart des journaux, considèrent que l'Union européenne a épousé dans une large mesure les thèses de l'éternelle rivale — la Grèce — en refusant de placer Ankara sur la liste des candidats aux prochaines adhé-

sions. A Bruxelles, les négociations en vue de l'adhésion de Chypre débuteront comme prévu au printemps prochain, en dépit de la volonté de la communauté turque de l'île de ne pas y participer.

C'est la position qui a été exprimée, lundi, par Klaus Van der Pas, le porte-parole de la Commission européenne : « L'engagement clair et net de commencer les négociations d'adhésion six mois après la conclusion de la Conférence inter-gouvernementale (CIG) a été confirmé à plusieurs reprises... Il n'y a pas d'alternative ; nous espérons qu'une île unifiée adhèrera à l'Union. C'est de l'intérêt de la communauté turque de participer aux pourparlers », a-t-il précisé à notre corres-

pondant à Bruxelles, Philippe Le-maitre.

La Commission, qui a pris acte de l'intention des autorités turques d'interrompre le dialogue politique avec l'Union, les a invitées à reconsidérer leur position. Elle souligne que les conditions posées aux Turcs sont les mêmes que pour les autres candidats. « La chance qui se présente est trop importante pour qu'on l'ignore », a dit encore M. Van der Pas, qui a estimé que la Conférence paneuropéenne (les Quinze et les onze pays candidats) proposée par la France et retenue par le Conseil européen de Luxembourg, « perdrait beaucoup de son intérêt si la Turquie devait ne pas y participer ».

LE MONDE / MERCREDI 17 DÉCEMBRE 1997

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, DECEMBER 17, 1997

Skeptical Ayatollah Faces Treason Charge

By Douglas Jehl
New York Times Service

QUM, Iran — Clerical authorities are hinting that they intend to press treason charges against Ayatollah Ali Montazeri, a prominent theologian who challenged the credentials of Iran's religious leadership, signaling that they will not yield any of their power despite the hopes raised last spring when a moderate was elected president.

A prominent theologian in this holy city of Qum, Ayatollah Montazeri issued the challenge by questioning the credentials of an old rival who now leads the religious establishment.

Ayatollah Montazeri once seemed destined to become the country's top religious leader, but he fell from favor when he criticized the harsh treatment of political dissidents. Although he still has many followers, he has been shunned by the establishment and all but ignored by the country's official media.

His challenge in November set off days of demonstrations here and across Iran as conservative Iranians rallied behind his rival, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, now the supreme leader.

Iran's Clerics Signaling They Will Keep Power

Ayatollah Khamenei and his allies have since directed their supporters to end the protests, perhaps hoping to veil signs of internal tensions at least during the recent summit meeting of Islamic countries in Tehran.

But they have also indicated that they intend to try Ayatollah Montazeri on treason charges. Some of their criticisms have been echoed even by backers of President Mohammed Khatami, the more-moderate cleric whose overwhelming victory in national elections may have emboldened critics of the establishment.

Conviction of treason carries a maximum penalty of death, and its very mention appears intended to drive home the message that no one should dare threaten the supremacy of Ayatollah Khamenei, 58.

He was appointed in 1989 to succeed Ayatollah Ruhollah Khomeini, the architect of the Islamic revolution 10 years earlier that overthrew the shah and

turned the country into a Shiite Muslim theocracy.

"I think people who had the wrong interpretation of the presidential election have now been proven wrong," Grand Ayatollah Nasser Makarem Shirazi, 70, one of Iran's most respected clerics, said in an interview in his office here.

At a news conference in Tehran on Sunday, Mr. Khatami appeared to take a softer line toward dissidents than does Ayatollah Khamenei, who said they would be tried for challenging his authority.

"Views should be presented in the formula of law, and no rebellion or anarchy should be introduced in the world," Mr. Khatami said when he was asked about the challenge raised by Ayatollah Montazeri. "If some people have taken extreme action, this is forgivable, and I would hope views could be presented within the law."

Among remarks by Ayatollah Montazeri that were circulated here last month were suggestions that Ayatollah Khamenei lacked the religious credentials to exercise authority properly in his post and that his primary aim should be to "supervise rather than rule."

Ayatollah Khamenei — who under the constitution supersedes the president and has final authority over all governmental affairs — has responded with a public campaign to discredit his critic.

In a speech broadcast on state television on Nov. 27, he referred to Ayatollah Montazeri as a "politically bankrupt, pathetic and naive cleric who has taken an erroneous and clumsy stance against the spine of the revolution."

A statement issued by Mr. Khatami and his cabinet after the demonstrations in November waned "urged the public to remain vigilant in view of the recent incidents and expressed the hope that the revolutionary Muslim nation will continue its path in full unity," the official Iranian press agency reported.

Another prominent figure enlisted to join in the counterattack is Azhra Mostafavi, the daughter of Ayatollah Khomeini. In what was clearly intended as a rebuttal to the suggestion that Ayatollah Khamenei was not qualified to hold his post, Mrs. Mostafavi was reported by the official press agency to have declared that she had personally heard her father name his successor.

But some prominent clerics have begun to signal that it could prove counterproductive to press too aggressively to punish Ayatollah Montazeri, 75.

Grand Ayatollah Shirazi, for one, made it clear in the interview that he thought it would be a mistake to subject the dissident to a trial.

Ayatollah Shirazi emphasized that he himself remained a firm supporter of the principle known as *velayat-e-faqih*, which since the revolution of 1979 has granted supreme power to a cleric to serve as God's representative on earth.

Until this summer any public debate on that point would have been too sensitive. But Ayatollah Shirazi said that in the wake of the challenge, which has been echoed by some student leaders, he fully expected that the question of the clergy's role would become an enduring feature of the country's political debate.

"There are many people who believe it should not exist at all," Ayatollah Shirazi said of the principle of supreme clerical rule. "There are people who believe Iran should turn into a secular establishment, like the Turkish system. The intention of these people is to sep-

arate the state from religion, to separate the clerics from politics and finally to separate religion from politics."

But he said that he was confident that most Iranians continued to support the system. Already, in response to Ayatollah Montazeri's statements, a special court dealing with crimes committed by clerics has closed offices maintained by him and his followers in the holy city of Meshed, in northeastern Iran.

Only a few Iranians have dared to defend Ayatollah Montazeri in public.

They include Azam Alaie Taleqani, a publisher and former member of Parliament. A letter she wrote to Mr. Khatami defending the cleric's right to free speech has begun to circulate around Tehran.

In an interview in Tehran, Mrs. Taleqani said, "Montazeri has many followers, so trying him would have a very big social and political impact. Those followers will not be silenced."

Another who defended him, Ibrahim Yazdi, a prominent opposition leader, was arrested Sunday after he took part in a protest to support him.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, DECEMBER 18, 1997

Iranian Paper Says U.S. Remains 'No. 1 Enemy'

Media Reaction to Clinton's Overture Is Mixed

Reuters

TEHRAN — The United States is still Iran's No. 1 enemy, an Iranian newspaper said Wednesday in a commentary on moves toward rapprochement between the estranged former allies.

The hard-line reaction came two days after President Bill Clinton's offer of an "honest" discussion with Tehran, a response to President Mohammed Khatami's earlier expression of hope for "a thoughtful dialogue with the American people."

Some Iranian commentators said that it remained up to the American leader to make the first move toward better ties. Reaction to Mr. Clinton's statement, prominent Wednesday in the Iranian press, was generally mixed.

One daily said there were no grounds for an improvement in relations, while an English-language newspaper said Washington was neither sincere nor serious.

State-run radio and television reported Mr. Clinton's offer without comment.

The Persian-language daily Jomhuri

Eslami said a White House spokesman considered Mr. Khatami's remarks a green light from Tehran, but stressed that Washington had preconditions for talks.

"This is not the first time that America pretends to have the initiative in this issue, while the truth is something else," it said, "and the harder it tries to hold direct or indirect talks with Iran, the less successful it is."

In an editorial entitled "America Is Still Iranian Nation's No. 1 Enemy," the newspaper said, "America is not in a superior position and cannot dictate to other nations what they should do and how they should choose their friends and foes. Put explicitly, there are no grounds for the improvement of relations with America, and Iranian authorities as a whole have a unified stance in confronting the all-out hostility of America toward Iran."

The English daily Kayhan International, in a commentary headed "Much Ado Over Nothing," said that Mr. Khatami's offer was neither a new proposal nor a change of policy on the part of the Islamic republic. It said Mr. Clinton's reiteration of anti-Iran rhetoric meant that Washington was not sin-

cere.

"If Clinton is stating the truth that he likes nothing better than to have a dialogue with Iran, then it is up to him to take that initiative," it said. "He should prove Washington's sincerity and seriousness by accepting Tehran's repeated demand that the U.S. must release billions of dollars in assets which remain frozen in the U.S. banks since about two decades."

The Tehran Times said American officials should bear in mind that if Iran decided to hold talks with the United States, it would not be without preconditions. Because "the ball is in reality in their court," it said, Americans "must in the first instance stop its nonsensical accusations against Iran."

"As a sign of goodwill," it said, "the Clinton administration should release Iran's frozen assets blockaded in American banks since 1979."

The newspaper added that the Clinton administration "should also try to recognize the values of the Islamic revolution instead of confronting Iran hopelessly."

182 rebelles du PKK tués dans le nord de l'Irak, selon l'armée

ANKARA, 16 déc (AFP) - Au total 182 rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) ont été tués dans une opération militaire turque dans la région de Khakourk située en territoire irakien, a affirmé mardi soir l'armée turque.

Cette opération a été lancée le 5 décembre pour détruire les préparatifs logistiques que des rebelles du PKK faisaient pour passer l'hiver dans cette région montagneuse, située près des frontières avec l'Iran et la Turquie, et a pris fin lundi, indique un communiqué militaire.

Le document ajoute que cette opération a été menée conjointement avec les peshmergas (combattants kurdes d'Irak) du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde irakien Massoud Barzani, allié d'Ankara dans la lutte contre le PKK en Irak du nord.

L'armée turque n'a subi aucune perte en vie humaine. Sept peshmergas, dont deux grièvement, ont été blessés lors de cette opération, selon le texte.

Des armes, des munitions et 807 tonnes de vivres d'une valeur totale de 1,7 millions de dollars, stockés dans 171 dépôts dans la région de Khakourk, ont été saisis, indique le communiqué.

"L'armée turque poursuivra avec détermination sa lutte contre le terrorisme en Turquie et dans le nord de l'Irak jusqu'à ce que le dernier individu de l'organisation terroriste-séparatiste (le PKK) soit exterminé", affirme le communiqué.

Le document ne précise pas si les troupes turques qui avaient participé à cette opération ont regagné la Turquie.

Le 11 décembre, des sources militaires à Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien) avaient annoncé la fin de la partie terrestre de cette opération en raison de mauvaises conditions météorologiques, sans autre précision.

Il s'agissait la troisième offensive de l'armée turque contre le PKK dans le nord de l'Irak depuis mai dernier.

La Turquie se plaint depuis plusieurs années de l'utilisation comme base arrière par le PKK du nord de l'Irak, qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Le PKK mène une rébellion contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 28.000 morts.

Mise en garde d'Ankara à l'UE: Paris contre une solution de force

PARIS, 16 déc (AFP) - La France a affirmé mardi que toute solution de force de la Turquie pour la partie nord (turque) de Chypre serait "contreproductive".

"Ce qui est important est que rien ne vienne compromettre l'avenir des relations entre l'Union européenne et la Turquie", a souligné le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Anne Gazeau-Secret, interrogée sur les déclarations mardi à Bruxelles du chef de la diplomatie turque, Ismail Cem, quant à l'intégration de la partie nord de Chypre à la Turquie si l'UE entame les négociations d'adhésion avec Nicosie.

"La Turquie doit comprendre que l'attitude constructive de l'UE sur le dossier de Chypre est conforme à son intérêt. Une politique de force visant à intégrer Chypre nord serait contreproductive et la France fera tout son possible pour convaincre Ankara de ne pas s'engager dans cette voie sans issue", a ajouté le porte-parole français.

"Si le processus (de négociation) s'engage, la partie nord de Chypre commencera graduellement un processus d'intégration partielle avec la Turquie", a déclaré mardi à Bruxelles M. Cem à la presse au siège de l'OTAN avant le début d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des 16 pays membres de l'Alliance.

Le nord de Chypre est occupé militairement par la Turquie depuis 1974.

Furieuse de ne pas avoir été retenue par l'UE dans ses plans d'élargissement lors du sommet européen organisé vendredi et samedi à Luxembourg, la Turquie a claqué dimanche la porte de l'UE, rompant son dialogue politique avec les Quinze et menaçant de mettre à exécution ses plans d'intégration de la partie nord de l'île de Chypre.

L'UE doit engager en mars 1998 les négociations d'adhésion avec le gouvernement chypriote grec de Chypre.

Titre : German says Italy, Greece must tighten borders

Service de presse : RTw (Reuters World Report)

Date : Ven 19 déc 1997

PARIS, Dec 18 (Reuters) - German Interior Minister Manfred Kanther said on Thursday that Italy and Greece would have to tighten border controls considerably before they join the Schengen group of countries with passport-free travel.

Kanther, speaking after talks with his French counterpart Jean-Pierre Chevènement, said more illegal immigrants were coming to Germany through Italy and Greece than over the traditional routes through the Balkans.

He said he and Chevènement agreed that new members in the nine-state Schengen group must not be allowed to aggravate the immigration problem through lax handling of illegal arrivals.

Austria joined the group on December 1, Italy is due to join the Schengen group on April 1 of next year and Greece wants to join at the end of 1998.

"With Austria and Italy joining Schengen, we must see that our partners in the south -- that is, Italy and Greece -- take these standards very seriously," Kanther told journalists.

He said all Schengen countries should secure the region's outer borders against illegal immigrants and deal with all new arrivals in their country of entry rather than letting them travel to other member states.

Kanther said Germany was particularly concerned about an influx of Kurdish asylum seekers from Iraq, whose numbers will have jumped from 1,200 four years ago to 15,000 by the end of this year.

"Our Kurdish asylum quote this year will be almost as high as the whole asylum quota for France last year," he said.

Coincidentally, French police said that, jointly with colleagues across the border in Italy, they had broken up a ring specialised in smuggling illegal migrants from Iraqi Kurdistan.

Some 30 arrests were made in both countries, a police spokesman said.

He said the ring charged would-be migrants between 40,000 and 50,000 francs (\$6,700 and \$8,300) to be smuggled out of Iraq into southern France through Turkey, Greece and Italy.

They then went to Paris to be transferred to other European countries, notably Germany, he said. The spokesman added that nearly 4,500 illegal immigrants from Iraqi Kurdistan were detained in France in 1997, a ten-fold increase from the previous year.

Quizzed by journalists about the more liberal immigration and citizenship laws France's Socialist-led government has voted, Kanther said these issues did not come up in the talks.

"That is an issue for France," he said.

Pressed as to why he, who is known as a hardliner on immigration in Bonn, did not bring the issue up, Kanther noted Germany still had a far higher number of illegal immigrants than other European Union countries. Only five or six percent of the 117,000 asylum seekers would be granted permission to stay in the country.

"I would find the ball thrown back in my court very quickly," he said.

The Schengen agreement allows passport-free travel among Austria, Germany, France, Belgium, the Netherlands, Luxembourg, Spain, Portugal and Italy. REUTERS

LIBERATION
JEUDI 18 DÉCEMBRE 1997

L'ÉVÈNEMENT

Le dernier état des stocks d'armes irakiens

Comment Saddam Hussein reste d'attaque

«Libération» révèle les découvertes des experts onusiens et occidentaux chargés de surveiller l'armement de l'Irak depuis sa défaite au Koweït.

Lexique de la terreur

L'anthrax est un bacille qui peut être conditionné sous la forme d'une poudre facilement stockable dans des bombes. L'inhalation provoque des affections respiratoires, fatales en quelques jours. L'anthrax agit également sur la peau, infectant les plaies et causant nécroses et fièvre mortelles.

Les toxines botuliques provoquent de graves intoxications alimentaires.

L'ypérite, connue sous le nom de gaz moutarde, utilisé pendant la guerre de 1914-1918, brûle les yeux, la peau et les poumons.

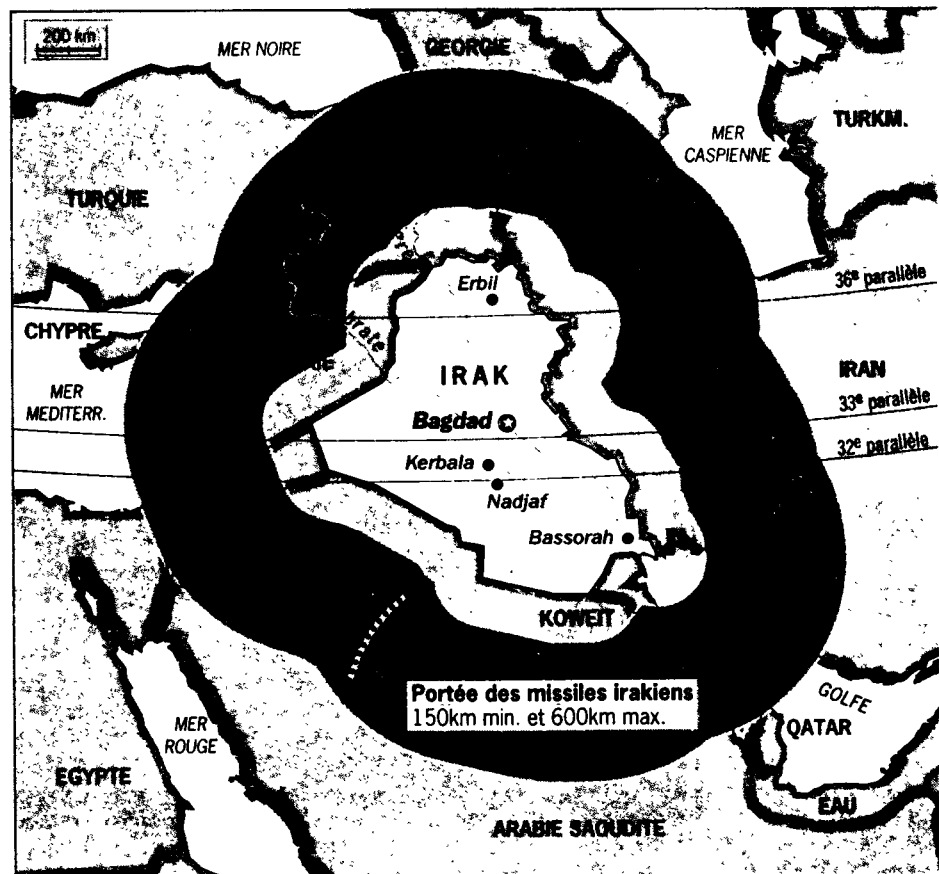
Le tabun, le sarin et le VX sont des gaz neurotoxiques qui agissent par simple contact avec la peau. D'une composition proche de certains insecticides, ils agissent sur le système nerveux. Une simple goutte suffit à paralyser les victimes, qui meurent par suffocation.

Les armes chimiques binaires offrent une grande sécurité de manipulation. Ces munitions contiennent deux produits inoffensifs lorsqu'ils sont stockés séparément. C'est leur mélange, juste avant le tir, qui les rend toxiques.

Les centrifugeuses sont des appareils industriels servant à enrichir l'uranium, en augmentant la proportion d'²³⁵U. L'uranium très enrichi permet de fabriquer des bombes atomiques.

Les Scud sont des missiles sol-sol d'une portée maximale de 600 kilomètres. L'Irak en a tiré 86 durant la guerre du Golfe. Ce missile de fabrication russe est plus proche de la technologie des V2 de 1944 que des engins les plus modernes. Son carburant liquide le rend d'un emploi délicat. L'Irak en a développé une version plus moderne, les Al-Husseïn. Les missiles Ababil et Al-Samoud sont des missiles «de théâtre» d'une portée de moins de 150 km.

«**L**'Irak suit de près la position courageuse adoptée par la France pour se distancer de la politique agressive américaine. Depuis son arrivée au pouvoir, Jacques Chirac a contribué à instaurer une atmosphère de confiance avec l'Irak.» As-Saoura, l'organe officiel du régime de Saddam Hussein, a beau ne pas ménager ses flatteries à l'égard de Paris – cette dernière livraison de fleurs empoisonnées remonte à vendredi –, les responsables français n'en sont pas moins parfaitement au courant des dangers que représentent encore aujourd'hui les programmes de développement d'armes de destruction massive lancés par le dictateur irakien dans les années 80, au moment de la guerre contre l'Iran. De nombreux experts français – ingénieurs en armement, ingénieurs nucléaires du Commissariat à l'énergie atomique



(CEA), chimistes, vétérinaires – ont participé ou participent encore aux travaux de l'Unscorm, la commission d'enquête de l'ONU chargée en 1991 par le Conseil de sécurité de veiller au démantèlement des programmes irakiens et à la destruction des engins et des armes incriminés.

Mieux, si l'on peut dire: de nombreuses «trouvailles» faites par les experts de l'Unscorm ont été étudiées et analysées dans des laboratoires français (Direction générale à l'armement et CEA). Les évaluations françaises, enrichies de certains apports de la DRM (Direction du renseignement militaire) et de la DGSE (services secrets), ont également été «croisées» avec les analyses faites par d'autres pays participant à l'Unscorm, notamment la Grande-Bretagne.

Que sait-on donc exactement à l'Elysée, à Matignon, au Quai d'Orsay et au ministère de la Défense sur l'état actuel du démantèlement des programmes irakiens? Beaucoup de choses, à commencer par celle-ci: depuis six ans et demi, les autorités irakiennes, qui s'étaient engagées à fournir à l'Unscorm tous les détails sur leurs programmes contestés, biaisent, font de la rétention d'information ou se livrent à la dissimulation. C'est une certitude puisque les Irakiens ont été pris sur le fait à plusieurs occasions. Leur but: sauver ce qui peut l'être de leurs programmes – travaux de recherche, armes qui devraient théoriquement avoir été détruites, matières premières et produits intermédiaires interdits, équipements scientifiques spécifiques –, pour reprendre le plus rapidement possible leurs activités.

La mission de l'Unscorm couvre quatre domaines militaires liés aux destructions massives: le bactériologique, le chimique, le nucléaire et la balistique. Voici une évaluation de la situation sur laquelle les principales puissances intéressées sont, grosso modo, d'accord, à l'exception sans doute de la Russie.

Bactériologique: des stocks prêts à servir

Ce programme a été lancé par l'Irak à la fin des années 80, grâce notamment à l'achat de souches auprès de l'Institut Pasteur, à Paris, et du laboratoire américain ATCC, à Atlanta. A l'Unscorm, les Irakiens ont affirmé avoir produit, jusqu'en 1990, 20 tonnes de toxine concentrée et 9 tonnes d'anthrax, mais n'avoir jamais planifié leur utilisation militaire. Ils ont également affirmé qu'ils avaient détruit unilatéralement ces stocks, mais cela n'a jamais pu être vérifié. Les experts de l'Unscorm ont la preuve que les Irakiens ont menti au moins sur la question de l'utilisation militaire, puisqu'ils ont retrouvé, en février 1997, des bombes neutralisées mais portant des traces de toxine botulique. Ils ont aussi acquis la conviction que ces armes ont été testées, au moins sur des animaux, et que ces essais ont été filmés. L'Irak, estiment-ils, pourrait reconstituer dans des délais extrêmement brefs sa filière de production en ce domaine. L'opération n'exige aucune installation industrielle particulière

(des fermentateurs à usage civil, que possède l'Irak, feraient parfaitement l'affaire) et il est très facile de dissimuler souches et stocks de toxines et d'agents biologiques pathogènes, comme l'anthrax lyophilisé. D'où l'insistance de l'Unscorm pour avoir accès à tous les sites «sensibles».

Chimique: tout n'est pas détruit

Ce dossier est considéré, lui aussi, comme extrêmement sensible. L'Irak a reconnu avoir fabriqué, entre 1981 et 1990, 3 850 tonnes d'agents de guerre chimique et avoir disposé de 250 000 munitions à destination chimique, dont 150 000 ont été effectivement armées. Toujours d'après les autorités irakiennes, ce stock n'existerait plus. Elles affirment en effet que 2 850 tonnes d'agents de guerre ont été utilisées de 1981 à 1988 pendant la guerre contre l'Iran, que 290 tonnes ont été détruites par les bombardements pendant la guerre du Golfe et rappellent que

les experts de l'Unscorm ont procédé eux-mêmes à la destruction, entre 1992 et 1994, de 69 tonnes d'ypérite, de tabun et de sarin.

Les déclarations irakiennes sont contestées par les experts sur plusieurs points. Le plus important concerne la capacité de fabrication par l'Irak d'un neurotoxique binaire – c'est-à-dire sans danger de manipulation, voir lexique – appelé VX. C'est par des scientifiques soviétiques que l'Irak aurait été initié à sa fabrication, à la fin des années 80. Ce que Bagdad nie mais qui est contredit par un ordre de l'ancien ministre de la Défense irakien, Hussein Kemal, ordonnant au centre de Muthanna de se lancer dans la fabrication du VX. Cet ordre, retrouvé par les experts de l'Unscorm, est daté du 5 janvier 1991. Les experts internationaux évaluent entre 5 et 15 tonnes la quantité de VX qui pourrait avoir été dissimulée, sans parler de plus de 50 tonnes de produits intermédiaires et de matières premières. Les Irakiens, qui affirment avoir détruit unilatéralement 3 000 tonnes de matières premières, avaient en effet le projet d'armer en VX de 30 à 50 ogives et de 300 à 400 bombes classiques. Bagdad a également reconnu avoir fabriqué 75 ogives de type Al-Hussein équipées d'un agent chimique classique; 25 manquent à l'appel, l'Irak en ayant détruit 20 sous contrôle et l'Unscorm, 30. Ces ogives, d'environ 3 mètres de long et de 80 centimètres de diamètre, sont relativement faciles à dissimuler, ne serait-ce que dans des installations sensibles et «présidentielles». Comme pour le bactériologique, le programme chimique pourrait être très facilement relancé; en août dernier, l'Irak a fini par reconnaître qu'il possédait encore 140 équipements scientifiques et industriels utilisables à cette fin.

Sur les 75 ogives équipées d'un agent chimique que l'Irak reconnaît avoir fabriquées, 50 ont été détruites, 25 manquent à l'appel...

Sept ans de heurts

6 août 1990. Les Nations unies votent un embargo contre l'Irak suite à l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes.

15 août 1991. L'ONU vote la résolution 706, qui autorise l'Irak à reprendre partiellement les exportations pétrolières à hauteur d'1,6 milliard par semaine.

20 mai 1996. L'ONU vote la résolution 986 «pétrole contre nourriture», qui permet à l'Irak de vendre pour 2 milliards de dollars de pétrole tous les six mois. En échange, Bagdad s'engage à fournir de la nourriture et des médicaments à sa population.

13 novembre 1997. L'Irak expulse les experts américains de la commission spéciale de l'ONU sur le désarmement de l'Irak (Unscorm), les autres inspecteurs se retirent en signe de protestation.

18 novembre 1997. Une solution est trouvée à la crise, en partie grâce à la médiation russe. L'Irak se dit prêt à faire preuve de bonne volonté en autorisant à nouveau les experts américains à contrôler ses installations.

Nucléaire: savoir-faire intact

L'Unscorm estime que tout danger de voir l'Irak se doter de l'arme nucléaire

re est maintenant écarté pour une dizaine d'années, même si certains matériels – comme des centrifugeuses pour l'enrichissement de l'uranium – ont vraisemblablement été soustraits à la vigilance des enquêteurs. On rappelle cependant de même source quel a été le « choc » des experts lorsqu'ils ont découvert, au début des années 90, l'étendue des réalisations irakiennes dans ce domaine. L'Irak, ajoute-t-on, possède encore aujourd'hui la totalité de son savoir-faire et de la technologie.

Balistique: missiles autorisés

Les experts s'accordent là aussi à reconnaître que l'Unscorn a obtenu de bons résultats, même si Britanniques et Américains insistent, contrairement aux

Français, sur les capacités résiduelles de l'Irak. Personne n'exclut cependant que les Irakiens aient réussi à cacher deux ou trois missiles Scud, ainsi que des équipements sensibles d'origine étrangère, tels que des turbopompes pour les fusées et des gyroscopes pour la navigation. Nombre d'experts trouvent enfin « aberrant » que le Conseil de sécurité ait autorisé l'Irak à continuer de fabriquer des missiles de type Ababil et Al-Samoud, d'une portée maximale de 150 kilomètres. Les installations industrielles qui leur sont consacrées, estiment-ils, pourraient être utilisées pour fabriquer des missiles à plus longue portée, capables d'atteindre les pays de la région ●

JACQUES AMALRIC

L I B E R A T I O N

1 8 D É C E M B R E 1 9 9 7

EDITORIAL

JACQUES AMALRIC

La loi des vainqueurs

Le régime de Bagdad, duquel on exige le démantèlement des programmes de production d'armes de destruction massive, n'est-il pas victime d'un traitement particulièrement humiliant de la part de ce qu'il est convenu d'appeler la communauté internationale? Les inspections de l'ONU ne constituent-elles pas un subterfuge imaginé par les Etats-Unis et destiné à se perpétuer éternellement pour servir de prétexte au

maintien indéfini de l'embargo économique imposé à ce pays pétrolier? Impossible de répondre sans rappeler quelques faits. Le premier, c'est que l'Irak, auteur d'une agression caractéristique contre un Etat souverain, subit la loi des vainqueurs. Il la subit d'autant plus durement que le dictateur qui a fomenté cette agression est toujours au pouvoir. La vraie question – la défaite n'ayant pas modifié la nature de Saddam Hussein – est donc de savoir si l'Irak représente encore une menace grave pour la paix. Pour l'immense majorité des experts de toutes nationalités – Américains, Britanniques, Australiens, Suédois mais aussi Français – qui ont

travaillé ou travaillent pour la commission de l'ONU chargée depuis plus de six ans de vérifier le démantèlement des programmes irakiens, Saddam est toujours dangereux. Deux domaines les préoccupent tout particulièrement: ceux des armes chimiques et bactériologiques, ces armes nucléaires du pauvre que l'Irak a produites en quantité dans les années 80, aussi faciles à fabriquer qu'à dissimuler. Bagdad ne veut pas signer les traités qui en interdisent la fabrication et l'utilisation. N'est-ce pas pour les utiliser un jour? On est en droit de s'interroger sur la sévérité d'un embargo qui épargne les fauteurs et les profiteurs de guerre irakiens. Mais on

ne doit pas pour autant sous-estimer la dangerosité du régime ni surestimer ses capacités d'amendement. En laissant Saddam Hussein en place après sa défaite, les Etats-Unis ont sans doute « gelé » un producteur pétrolier et évité un éclatement du pays qui aurait été profitable à l'Iran; mais ils se sont aussi fabriqué un immense casse-tête.

Military kills 182 separatists in N. Iraq

Ankara - Turkish Daily News

■ Turkish security forces said that a cross-border military campaign launched on Dec. 5 in an effort to clear the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists from northern Iraq has been finished with 182 separatists dead.

A statement from General Staff Headquarters in Ankara late Tuesday said there had been no fatalities among the 20,000 soldiers deployed to carry out the operation against the PKK. The operations were backed by fighter jets and Super Cobra helicopters.

Seven soldiers of the Kurdistan Democratic Party (KDP), which is back-

ing the army with some 8,000 men, were injured during the joint campaign, the army statement said.

Turkish troops have so far seized 171 caches of weapons along with a large quantity of arms and military equipment as well as 800 tons of foodstuffs, valued at TL 343 billion.

The army chiefs did not rule out further cross-border operations, saying that Turkey would not rest until its own territory and northern Iraq had been "cleansed" of the PKK separatists.

More than 27,000 people have been killed since 1984, when the PKK started its bloody campaign in the southeastern area of the country.

Turkish Daily News
December 18, 1997

Turkey in Distress

Changes to Make

Turkey is a large, important nation on the hinge, geographically and culturally, between Europe and Asia. Now it threatens to come undone on its European side, marooning secular Westernizing modernizers and inviting a grave imbalance on the Asian-Islamic side. This is bad news, and not only for the Turks, who urgently need to rescue their policy before it spins entirely out of control.

The immediate trigger is the European Union's flat rejection of Turkish membership. An emotional Prime Minister Mesut Yılmaz explains it as an expression of Christian Europe's racism directed at Muslim Turkey. Some in Europe do question how European the Turks can ever be. Still, for

years the EU has made clear what the Turks would have to do on human rights, the Kurdish minority tragedy, Aegean issues bearing on Greece, and Cyprus. Turkey lagged and in the pinch simply warned that its exclusion would endanger the EU. Predictably, the EU barred the door.

In the heat of the moment, the Turks now declare that they will turn their back on Europe and firm up ties with alternative partners in the United States, Russia, Israel and the Turkic states of the Caucasus and Central Asia. Of this list, Israel is perhaps the most available, but, as Turkey should know from Islamic criticism of its existing Israeli tie, only at a price.

The other imagined connections also come with high prices. Is Turkey to quit NATO for a bilateral American

security commitment? A joke. To dispense with its 60 percent reliance on the European market? Hardly. Russia has its own historic designs.

The United States has always counted on Europe to carry the external burden of Westernizing Turkey. The internal burden is, of course, Turkey's. The xenophobia now bubbling in the country can take it to no good end.

EU membership was the prize the United States had in mind for a Turkish relaxation on Cyprus. Now that prospect is dead, at least until the Turks can run through their rage and put themselves back into a realistic mood with a serious government.

None of the requirements on Turkish maturity is easy. But none is beyond reach, either. Even then, Ankara will need abundant and responsible encouragement from the Europeans, not least from its regional rival Greece and its impatient patron Germany, and from the United States. In the end, Turkey must be part of Europe.

—THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

FRIDAY, DECEMBER 19, 1997

Turk-Israeli Exercise: An Alliance Building Steam

By Lee Hockstader
Washington Post Service

ANKARA — When Operation Reliant Mermaid is launched early next month off the Mediterranean coast of Israel, it will not exactly rank among the modern world's most awesome displays of naval might.

"I'm not sure how many ships we're talking about — maybe five, six, seven, nothing very big," said a diplomat in Ankara knowledgeable about the search-and-rescue exercise. "Possibly a couple of choppers."

Still, few military maneuvers are likely to be more closely watched — or bitterly condemned — in the Arab world.

Innocent on its face — the scenario calls for coming to the aid of a foundering fishing vessel — Operation Reliant Mermaid is a red-button issue in the Middle East because it will team up Israel and Turkey in naval maneuvers for the first time. Both are non-Arab countries loathed by their Arab neighbors and by Iran, and both are key allies of the United States, which will also participate in the maneuvers.

The exercise symbolizes a deepening strategic alliance, launched in earnest two years ago, between two of the Middle East's most-unloved nations. Bound by common enemies, Israel and Turkey are rapidly turning a friendship of convenience into one of the more durable-looking alliances in a fractious region.

"In the Middle East, you take your friends where you can find them," said a Western diplomat in Ankara. "Both Turkey and Israel need a friend."

Nissan Amdor, an Israeli diplomat in Ankara, was even more blunt in describing what the two had in common. "I don't know if you know, but the Turks really hate Arabs very much," he said.

Driving the partnership is a mutual fear of Iran, Syria and Iraq. Turkey has accused Syria and Iraq, in particular, of harboring Kurdish separatist fighters of the Kurdish Workers' Party, which Ankara regards as terrorists. Both countries also worry about weapons programs in Iraq and Iran.

On the day Defense Minister Yitzhak Mordechai launched his first official visit to Ankara earlier this month, Turkey was being criticized by its supposed Muslim brothers at a summit meeting of Islamic

nations in Tehran. The criticism, which focused on Ankara's ties to the United States and Israel, prompted President Suleyman Demirel of Turkey to leave the conference early.

The Turkish military, the most powerful institution in the country, was unperturbed by the Islamic rebuff. Turkey was the first Islamic nation in the world to recognize Israel in 1949 and has maintained more or less friendly relations with it ever since.

Turkey has also announced one of the world's most ambitious military modernization programs. It plans \$150 billion in spending on armaments over 20 to 25 years, and in Israel it sees a manufacturer of top-grade missiles, tanks and aircraft.

Unlike the United States, which has balked on some recent arms sales to Turkey because of concern over human rights and Ankara's poor relations with Greece, Israel is happy to sell weapons to an ally without such scrutiny.

Turkey has signed a \$630 million contract for Israel to overhaul 54 of its aging F-4 Phantom jet fighters with advanced avionics and other high-tech wizardry. Half the work is to be done in Turkey with Israeli know-how. Israel is competing for another contract to upgrade a further 48 Turkish fighters, this time F-5s.

Further deals are in the works to jointly produce long-range anti-missile defense missiles and advanced air-to-ground attack missiles. Israel is also bidding to supply the Turkish Army with ground-to-air missiles and a new generation of small arms to replace the G-rifle used by the Turkish infantry.

The biggest prize Israel is eyeing is a

contract valued at \$4.5 billion to \$5 billion to supply the Turkish military with up to 1,000 battle tanks.

The partnership means more than fat profits for Israeli arms makers. It also provides Israeli pilots with their only opportunity to train over a large land mass in the Middle East. Top Israeli jet fighters can fly from one end of Israel to the other in well under a minute. But in training exercises from Turkish bases, they are able to maneuver over a variety of terrains.

The partnership goes beyond a military alliance. Two-way trade, negligible in the early 1990s, exceeds \$500 million this year, excluding the arms deals, and is expected to double in the next two years. On top of that, an annual flood of about 250,000 Israeli tourists is bringing some \$250 million to Turkey. Exchanges of agricultural, land-use and water experts have also intensified.

Not everyone in Turkey is thrilled with the developing alliance. In May last year, an unemployed pharmacist who opposed the defense pact with Israel tried to kill Mr. Demirel in protest. Despite a military crackdown aimed at reinforcing the secular nature of the Turkish state, pro-Islamic political parties remain popular in Turkey and have not greeted the tighter ties with Israel enthusiastically.

15 agents du renseignement turcs aux mains du PKK (presse)

Dim 21 Déc 97 - 10h23 GMT

ANKARA, 21 déc (AFP) - Quinze éléments du service de renseignements et de l'armée turcs sont détenus au Liban depuis 1995 par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), a affirmé l'hebdomadaire turc Artihaber, sorti ce week-end.

Quatorze agents du service de renseignements turc (MIT) et trois officiers de l'armée turque se sont rendus clandestinement en Syrie en 1995 pour s'infiltrer au sein du PKK et d'organisations d'extrême-gauche turques en vue de s'informer sur leurs activités, selon l'hebdomadaire.

Ces éléments, qui s'étaient installés dans des appartements loués à Damas, ont été arrêtés par le service secret syrien, Al-Mouhabarat, lors d'une opération fin 1995, qui les a transférés à Baalbeck (Liban), frontalière avec la Syrie, selon l'hebdomadaire qui indique avoir eu accès à des documents militaires turcs.

Ces agents ont été mis dans une prison dans un village de Baalbeck, où le PKK est bien implanté selon la même source. Ils ont été interrogés par des militants du PKK dans la prison.

Les autorités turques ont envoyé en Syrie un groupe d'officiers de renseignements pour enquêter. Les autorités d'Al-Mouhabarat ont rejeté tout lien avec cette arrestation, affirmant que "cette affaire était l'oeuvre du PKK".

Deux agents de MIT ont été remis en liberté en avril 1997 par l'intermédiaire des autorités syriennes mais 12 autres éléments du MIT et trois officiers de l'armée se trouvent toujours détenus au Liban, affirme Artihaber.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde, frontalier avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 28.000 morts.

La Turquie accuse la Syrie de soutenir le PKK et abriter sur son sol ses militants armés. La Syrie rejette catégoriquement ces accusations.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, alias "Apo", réside généralement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, selon Ankara.

©AFP 1997

Cinq rebelles kurdes tués à la frontière avec la Syrie

Dim 21 Déc 97 - 15h55 GMT

ANKARA, 21 déc (AFP) - Cinq rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), qui tentaient de passer en territoire turc depuis la Syrie, ont été tués samedi soir par l'armée turque, a rapporté dimanche l'agence Anatolie.

Selon la même source, les cinq "terroristes" (dénomination officielle en Turquie des rebelles du PKK) ont été détectés par l'intermédiaire de caméras thermiques installées à la frontière entre les localités turques de Ceylanpinar et Akcakale.

Un accrochage armé a éclaté vers 20h00 (18h00 GMT) lorsque les rebelles kurdes ont tiré sur les forces de l'ordre turques qui leur avaient demandé de se rendre, a ajouté l'agence.

Trois fusils d'assaut kalachnikov et leurs munitions ainsi que des documents rédigés en arabes ont été saisis.

Ces rebelles constituaient les avant-gardes d'un groupe plus important de rebelles du PKK qui s'apprêteraient à passer la frontière, ont estimé les autorités locales citées par Anatolie.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde, frontalier avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 28.000 morts.

La Turquie accuse la Syrie de soutenir le PKK et abriter sur son sol ses militants armés. La Syrie rejette ces accusations.

©AFP 1997

Parliament passes Interior and Public Works Ministry budgets

Ankara - Turkish Daily News

■ Parliament adopted on Sunday the 1998 budgets of the Interior Ministry and the Public Works and Housing Ministry, reported the Anatolia news agency. The Interior Ministry budget envisages TL 84,463 billion for departmental spending, plus TL 338,693 billion for the Directorate General of Security. The Public Works and Housing Ministry has been allocated TL 60,988 billion. The day's debates saw heated arguments between members of the opposition and officials of the three-party coalition led by Prime Minister Mesut Yılmaz. Critics of the budget focused on the controversial expressway construction projects and the Susurluk "state gang" scandal.

Democratic Left Party's (DSP) Abdülbaki Gökçel (İçel) said: "The police-politician-mafia relationship exposed by the Susurluk accident has saddened us."

True Path Party's (DYP) Bekir Aksoy (Çorum) said the road accident in Susurluk was being exploited by "those persons who have a dispute to settle with the state and the nation and by the separatist organization (PKK) and the enemies of the regime." He continued, "There may be a few (errant) policemen but there is no need to set up the entire organization as a target. The police should be motivated, not squeezed like a lemon and then cast aside." Referring to reports that the "National Security Document" envisages "education in Kurdish and autonomous TV channels," he criticized such suggestions, saying: "One of the goals of the PKK is cultural autonomy. This would amount to serving the PKK's strate-

gic targets." Republican People's Party's (CHP) Yahya Şimşek (Bursa) said, "The police have lost their impartiality. Policemen should be trained in a new mentality."

Motherland Party's (ANAP) Mehmet Keçeciler (Konya) said the government should not accept the "utilization of the PKK card" by the European Union (EU). He said that some of Turkey's neighbors were supporting the separatist organization.

Noting that the country has been waging a struggle against terrorism for 14 years, Cihan Avcı (DSP, Manisa) said that terrorism was not at the point of being wiped out. Referring to the narcotics problem, he complained that some 4 percent of the university students were addicts. He said that in recent years security forces had delivered a severe blow to narcotics smuggling.

Democratic Turkey Party's (DTP) Mustafa Zeydan (Hakkari) said, "As a deputy of Kurdish origin I do not see a Kurdish problem in the region (the Southeast)." Complaining that in the past the state had fulfilled only some 20 percent of its pledges about the region, he urged the government to provide the region with the services promised.

Welfare Party's (RP) Ersönmez Yarbay (Ankara) said one of the biggest problems for the Interior Ministry was the political pressure on it to elevate certain districts to county status, and certain counties to provincial center status. Another RP deputy, Kemal Albayrak (Kırıkkale) said the "media cartel" was doing all it could to defame the country's security forces, who were waging a successful struggle against the terrorist organization which wanted to divide the

country.

In reply to criticism, Interior Minister Murat Başesgioğlu said: "A favorable point has been reached in the fight against terrorism, thanks to the efforts of the security forces. Compared with the same period last year, terrorist incidents were down 36.5 percent during January-November 1997."

Referring to recent incidents at the country's universities, Başesgioğlu said that this was an attempt to stage a plot at the universities. On the Susurluk issue he said, "We want the shadow over the rule of law in Turkey removed." He said that none of the students who had unfurled a poster in Parliament had been given prison sentences. He said that the local administration's reform plan had been distributed to the organizations concerned to obtain their opinions.

Minister of Public Works and Housing Yaşar Topçu said highway construction had been debated too much in Parliament. He said, "In no democratic country would there be arguments in Parliament such as: 'How did you award the water contract?' or 'To which contractor have you awarded it?' because these are technical matters." More roads should be built, he stressed, and whether to build them on credit should not be an issue.

Topçu said that his ministry was authorized to specify which "adjacent areas" belonged to which municipality. Under a ministerial circular in the offing, those municipalities which fail to make use of their "adjacent areas" in the specified time periods will lose these areas. He said, "We will put an end to the practice of using these areas for speculative gains."

PKK seeks Mandela's help to promote 'cause'



İLNUR ÇEVİK
Ankara- Turkish Daily News

PKK officials meet Mandela's aides, ask the South African president to help polish up image of PKK in the international arena

■ The Kurdistan Workers' Party (PKK) has contacted South African President Nelson Mandela seeking his support to promote their "cause" in the international arena, diplomatic sources reported.

A PKK delegation from Europe met with officials close to Mandela in mid-September and the contacts have been continuing ever since.

The PKK wants the South African president to present them to the international community as a "freedom movement" like the African National Congress (ANC) which until this weekend was headed by Mandela.

The PKK also wants Mandela to explain to the global community that the PKK is sincere in its calls for a cease fire in south-eastern Turkey and that international pressure has to be brought to bear on Ankara to accept a truce.

Mandela's links with Turkey's Kurdish separatists are nothing new. It is known that the PKK has close contacts with the ANC which struggled and ended white supremacist rule in South Africa. Mandela retired as the leader of the ANC over the

weekend but will continue as president of South Africa until 1999. Mandela turned down the Atatürk Peace Award in May 1992 creating a furor in Ankara. A statement issued by the ANC at the time said "Nelson Mandela has spent his whole life in the service of democracy, human rights and freedom from oppression," and noted that he had not accepted the Atatürk award.

Later Mandela said that public pressure, including that of Turkish groups, made him refuse the Atatürk Peace Award. An ANC spokesperson who said anyone who asked why Mandela refused the award "should try being a Kurd for a while."

It became apparent that the ANC had direct contacts with the separatist Kurds and it was the PKK which had put pressure on Mandela and his supporters to force him to turn down the Atatürk award.

The PKK has had several contacts with the ANC and the South African officials ever since. Ali Sapan, the European spokesman of the PKK's political wing ERNK, visited South Africa during July 1994. "Most of our friends in the ANC, which had been in exile, are now in the government ... The South African forces, which have undergone a similar path as us, understand us ... They laugh when the Turkish embassy in South Africa calls us 'terrorists.' They say they have heard such things before and that the ANC and the Pan-African Congress were called terrorists in the past but are now in power," Sapan told reporters at the time.

Again influenced by the separatist Kurds the ANC forced the South African government to declare an arms embargo against Turkey in May 1995.



South African President Nelson Mandela.

The arms embargo was lifted in 1996 just before Turkey announced a \$3.5 billion attack helicopter contract. However, the Turkish government said the South Africans were not sincere and would not be given defense contracts.

Since then ties have steadily improved and Turkish Airlines have started to fly to South Africa. However, Turkish officials say the links between the ANC and the PKK remain a sore point in relations and any move by Mandela to promote the PKK will have devastating consequences.

December 23, 1997 Turkish Daily News

Other Comment

A Rebuff for Turkey

If the European Union summit [on Dec. 13 and 14] ever comes to be regarded as historic, it is likely to be because of a historic mistake. Unless matters are put right, historians may look back to the Luxembourg meeting and judge it to be the occasion when Europe needlessly offended Turkey, thus increasing that country's sense of exclusion, its reluctance to reform, its awkwardness over Cyprus and NATO, and perhaps its readiness to embrace either Islamic or quasi-military rule. Not bad for two days' work.

Turkey may well seem unsuitable as a member of the EU. Yet the Turks do not expect instant admission. They ex-

pect, and deserve, only treatment as favorable as that given to the second group of applicants, which includes Bulgaria, Slovakia and other less than perfect democracies. The benefits for Turkey would be considerable. In time there would be economic dividends, but long before that the mere expression of willingness to treat the application seriously would have helped all those Turks who are trying to promote democracy, to settle the Kurdish problem and to reduce the influence of the generals.

Since the West needs a friendly, cooperative partner at the eastern end of the Mediterranean as much as ever — Iraq is vile, Iran uncertain, Central Asia and the Caucasus hardly placid —

the Luxembourg rebuff seems astonishingly ill judged. Amends should be made as quickly as possible.

— *The Economist* (London).

Turkey once again finds itself in the role of a rejected suitor. The Turks are understandably angry, and Brussels bears a large part of the blame for the new ice age in Turkish-EU relations. Once again the Europeans have all too obviously caved in to Greek pressure. For years Athens has been using its own EU membership as leverage in its quarrel with Turkey over the Aegean and Cyprus, issues of secondary importance to the rest of Europe, and evidently can still succeed in getting its demands accepted as general European policy.

— *Neue Zürcher Zeitung* (Zurich).

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

DECEMBER 23, 1997

Ankara cherche auprès des Etats-Unis le soutien refusé par les Quinze

Après l'échec subi à Bruxelles, le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, veut renforcer la position diplomatique de son pays. Mais sa coopération militaire avec Israël suscite la réprobation des pays arabes et son nationalisme outragé rencontre peu d'écho

ISTANBUL

de notre correspondante

Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, s'est déclaré très satisfait au retour de sa visite aux Etats-Unis et de sa rencontre avec le président Bill Clinton. C'est bien le moins qu'il pouvait faire après la rebuffade dont son pays avait été victime de la part de l'Union européenne, une semaine auparavant. Mais les entretiens de Washington n'ont pas apporté de grands résultats concrets.

« Menu fixe, aux Etats-Unis égale-ment », titrait même le quotidien turc *Radikal*, expliquant que la délégation turque s'était vu présenter à Washington les mêmes « plats » que lui sert régulièrement l'Union européenne : les droits de l'homme, la dispute avec la Grèce et la question de Chypre sont non seulement des obstacles au développement de bonnes relations avec Bruxelles, mais également les causes d'une puissante opposition à la politique turque au sein du Congrès américain. A ces sujets désormais traditionnels est venue s'ajouter la fermeture possible du Parti de la prospérité (RP, islamiste) : alors que la décision de la Cour constitutionnelle turque est attendue dans les jours à venir, le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright a déclaré que « le peuple américain n'approuverait pas » la dissolution du RP.

RIVALITÉ HISTORIQUE

Ankara compte évidemment sur

la conscience que l'administration Clinton, comme tous les gouvernements américains avant elle, a de l'importance stratégique de la Turquie pour amortir les effets de ces désaccords. Mais de leur côté, les Américains comptaient aussi sur les Européens pour assurer l'intégration de la Turquie dans le monde occidental et sont irrités par les hésitations de leurs alliés.

La Turquie cherche à développer ses liens avec ses voisins, notamment avec la Russie, malgré la rivalité historique qui oppose les deux pays. Ankara a chaleureusement accueilli récemment le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine, qui a signé un important accord de 13,5 milliards de dollars pour la fourniture de gaz naturel via un gazoduc passant sous la mer Noire. Les autorités turques avaient clairement pris la décision d'éviter les sujets de contentieux pour se concentrer sur les intérêts en commun, notamment les échanges commerciaux en pleine expansion qui sont officiellement estimés à 4,5 milliards de dollars pour 1997, mais pourraient atteindre des sommes bien supérieures si l'on tient compte du commerce non déclaré que les deux gouvernements souhaiteraient d'ailleurs contrôler plus strictement. Mais cette amélioration des relations turco-russes - pour autant qu'elle soit réelle - est menacée par les missiles S-300 vendus par la Russie aux Chypriotes grecs. Quoi qu'il en soit, elle ne sau-

rait compenser le refroidissement des rapports avec l'Union européenne.

Avec les Quinze, la guerre des mots continue. En route pour Washington, Mesut Yilmaz a profité d'une escale à Bruxelles pour donner libre cours à sa colère, s'en prenant notamment à Klaus Kinkel. Le ministre des affaires étrangères allemand avait déclaré que l'UE n'était pas une « république bananière » qui changeait d'avis à tout instant. Il « raconte n'importe quoi du début à la fin », a expliqué le premier ministre turc, en menaçant de retirer la candidature turque à l'UE si, dans les six mois, la Turquie ne recevait pas une invitation officielle à rejoindre les onze pays déjà sur la liste des futurs élargissements (dix pays d'Europe centrale et orientale plus Chypre). Mesut Yilmaz a également accusé les Allemands de vouloir faire de l'UE un « club chrétien ». Il s'est attiré une riposte indignée de Bonn. La Turquie se ligote elle-même les mains et devrait arrêter d'envenimer la situation, a suggéré un porte-parole du gouvernement allemand. « La démocratie est insuffisante en Turquie et les relations avec la Grèce ne sont pas satisfaisantes. Ce sont les raisons pour lesquelles la Turquie n'a pas été invitée », a rappelé Klaus Kinkel.

L'avenir du gouvernement Yilmaz demeure incertain et la possibilité d'élections anticipées revient comme une menace récurrente. C'est pourquoi les mouvements

d'humeur du premier ministre ne sont pas seulement des messages adressés à l'Europe. ils doivent être également interprétés comme des signaux lancés aux électeurs. Les Turcs qui, depuis des années, frappaient à la porte de l'Europe, se sont sentis humiliés par la décision européenne. En jouant la carte du nationalisme bafoué, Mesut Yilmaz, comme d'autres dirigeants turcs avant lui, espère gagner le soutien d'une partie importante de la population. Ses remarques ne font cependant pas l'unanimité en Turquie. Le président Demirel et ses partenaires de la coalition gouvernementale ont lancé un appel au calme.

La presse laisse certes libre cours à son amertume à l'égard des Européens, mais elle n'oublie les faiblesses de la démocratie turque et l'impuissance chronique de ses hommes politiques. Les Européens ne pouvant se permettre d'écarter complètement Ankara et la Turquie ayant, qu'elle le veuille ou non, besoin de l'Europe, il s'agit avant tout, en cette période de tension, d'éviter un point de non retour.

Nicole Pope

A Washington, de bonnes paroles et quelques contrats

WASHINGTON

de notre correspondant

Encore sous le coup du camouflet infligé à son pays par l'Union européenne, le premier ministre turc a trouvé à Washington le soutien politique que les Quinze semblent lui refuser. Au terme de sa visite, dimanche 21 décembre, Mesut Yilmaz a été conforté par les propos apaisants de Bill Clinton, qui a vivement encouragé son interlocuteur à ne pas tirer des conclusions précipitées de cette rebuffade européenne.

Les Etats-Unis, a rappelé le vice-président Al Gore, ont « activement défendu l'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne, et ils continueront à le faire : il y aura une nouvelle étape ». Le chef du gouvernement turc a lui-même confirmé

que les ponts n'étaient pas rompus, mais la Turquie est déterminée à obtenir des Etats-Unis que leur étroite « coopération stratégique » avec un membre important de l'OTAN s'accompagne de liens économiques renforcés. Tel était le but du voyage de M. Yilmaz : « Nous repartons satisfaits, tant en ce qui concerne les perspectives d'augmentation du volume des échanges commerciaux, que celles des investissements américains », a indiqué, au Monde, un responsable de la délégation turque.

En insistant sur ce rapprochement, Ankara tire aussi les conclusions de son propre isolement au sein du monde islamique, lequel s'est manifesté lors du sommet de l'OCI à Téhéran. « L'avenir de la Turquie se situe dans une coopéra-

tion avec le monde occidental, a souligné M. Yilmaz. Nous partageons les mêmes valeurs et les mêmes objectifs que d'autres pays démocratiques s'agissant des droits de l'homme. »

DÉCLARATION CONJOINTE

Ankara reconnaît que la situation sur ce sujet - qui a motivé la tiédeur européenne - est perfectible, mais les responsables turcs soulignent la différence entre les « critiques constructives » américaines et celles, « systématiques », de certains pays européens. S'agissant des Kurdes, Mesut Yilmaz estime cependant qu'il ne peut y avoir de compromis : « Vous ne pouvez pas négocier avec des terroristes : s'ils utilisent la violence, vous devez utiliser la force militaire », a-t-il dit. An-

kara a d'ailleurs bon espoir que l'administration Clinton lève enfin son opposition à la vente d'hélicoptères d'attaque américains.

Ces négociations, qui porteraient sur près de 5 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs) avaient été gelées, pour tenir compte à la fois des protestations des organisations de défense des droits de l'homme, et de celles du fort lobby gréco-américain. Ce dernier ayant été rassuré par le feu vert accordé à Boeing pour vendre des avions de chasse F-15 à Athènes, la coopération militaire américano-turque devrait pouvoir aller de l'avant. Les entretiens de Washington ont, d'autre part, permis de faire progresser les négociations à propos de la construction de l'oléoduc entre Bakou (Azerbaïd-

LE MONDE / MARDI 23 DÉCEMBRE 1997

jan) et Ceyhan, ville turque du littoral méditerranéen.

Une déclaration conjointe a été signée à ce sujet et un groupe de travail doit se réunir à la mi-janvier à Ankara. Selon un diplomate turc, « Washington fera de son mieux pour encourager les compagnies pétrolières américaines à s'investir dans ce projet », destiné à exploiter les ressources pétrolières de la mer Caspienne. Ce nouvel élan dans la coopération américano-turque s'est matérialisé de façon exemplaire par le contrat de vente de 49 Boeing 737. Ankara y a vu une bonne occasion de rendre la monnaie de leur pièce aux Européens (en préférant Boeing à Airbus), et de souligner l'excellence des relations avec Washington.

Les Etats-Unis sont d'autant plus soucieux de ménager leur allié turc que celui-ci joue un rôle essentiel

dans la stratégie d'« endiguement » de l'Irak. Ils n'en sont pas moins inquiets des projets du gouvernement d'Ankara visant à « une intégration partielle » de la partie nord de Chypre à la Turquie, perspective présentée à l'occasion comme une réplique au prochain déploiement de missiles russes dans la République de Chypre (la partie sud de l'île contrôlée par les Chypriotes grecs). Les responsables américains ont clairement indiqué leur désaccord à M. Yilmaz. Ils comptent sur la médiation de Richard Holbrooke, représentant personnel du président Clinton, qui a déjà effectué plusieurs missions dans la région, pour désamorcer la tension.

Laurent Zecchini

Les missiles russes en question ?

Le ministre russe des affaires étrangères, Evgueni Primakov, a laissé entendre que Moscou pourrait renoncer à vendre des missiles sol-air S-300 à la République de Chypre, en échange d'une compensation financière. Il a fait passer ce message à ses collègues occidentaux lors de la réunion OTAN-Russie, la semaine dernière à Bruxelles. M. Primakov a confié que l'accord conclu avec les Chypriotes grecs était plus motivé par des raisons financières que par la volonté d'intervenir dans la crise chypriote. Ankara a menacé d'aller de l'avant avec l'intégration de la partie nord (turque) de l'île si les armes russes étaient déployées au sud.

With Boeing Deal, Turkey Strikes Back at EU

State Airline Signs \$2.5 Billion Contract for Planes and Suspends Its Purchases From Airbus

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — When the chairman of Turkish Airlines sealed a deal in Washington last week to buy as many as 49 Boeing airliners, he was reflecting a decision that was political as well as commercial.

The chairman, Cem Kozlu, signed a contract Friday that could be worth \$2.5 billion. As he shook hands with a senior Boeing executive, Vice President Al Gore and Turkey's prime minister, Mesut Yilmaz, beamed and applauded.

"Today's agreement is more than a simple commercial transaction," Mr. Yilmaz said afterward. "It's a \$2 billion investment in the future of our two countries."

Turkish technicians had recommended the purchase of medium-range Boeing planes by the state-owned airline, but under normal circumstances it would have taken several months for the State Planning Office and the cabinet to approve the choice.

But with Turkey now angry at the European Union and eager to strengthen its relationship with the United States, the approvals were pushed through in a matter of days. At the same time, according to senior Turkish officials, the government told Turkish Airlines not to proceed with a planned purchase of long-range planes from the European consortium Airbus Industrie.

"The message was, 'Suspend your talks with Airbus,'" an official involved in the decision said.

At a summit meeting Dec. 13 and 14, the European Union deferred action on Turkey's application for membership, angering Mr. Yilmaz and others who had expected an encouraging sign. Later Mr. Yilmaz announced that Turkey was freezing political contacts with the Europeans.

The quick decision to buy Boeing planes and the suspension of talks with Airbus suggested that the breach between Turkey and Europe would have economic as well as political consequences.

Because Turkish Airlines already owns several long-range Airbus planes, it is still possible that a decision will be made to purchase more. But Boeing is now likely to be given a chance to bid on the order.

"The Turkish government's attitude has changed," a member of Mr. Yilmaz's entourage said.

"We're going to take it easy on this decision. We'll wait, take some time and see how relations develop."

In contrast to the way Turkey was treated at the European Union meeting, American officials rolled out what a Turkish newspaper called "a deep red carpet" for Mr. Yilmaz.

President Bill Clinton and Secretary of State Madeleine Albright expressed strong support for Turkey, describing it as a vital strategic ally.

Mrs. Albright said she would visit Turkey in the first half of 1998. She also suggested that the State Department official in charge of monitoring human-rights conditions, John Shattuck, be invited to Turkey. Mr. Yilmaz immediately issued the invitation.

Secretary of Commerce William Daley and Secretary of Energy Federico Pena also said they would visit Turkey soon. Members of the Turkish delegation said there were indications that Mr. Clinton also might come but that he had made no firm commitment.

During his meetings in Washington, Mr. Yilmaz repeatedly expressed disappointment with what he described as the European Union's insulting rejection of Turkey's application.

"I told them that I understand all our shortcomings and what's required of us, whether it's about human rights, relations with Greece or anything else, and that we would work on them," Mr. Yilmaz told Mrs. Albright, according to an official who was present. "But even with that, they were not ready to move forward."

In recent days, several European leaders have expressed dismay at Turkey's reaction and hope that relations can be repaired. Because the decision by the European Union was made at a summit meeting, however, it cannot be changed or adjusted until at least the next such meeting, scheduled for June in Britain.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, DECEMBER 23, 1997

La coopération entre Ankara et Jérusalem inquiète les pays arabes

LE COMMANDANT en chef de l'armée turque, le général İsmail Hakkı Karadayı, vient d'effectuer une visite de trois jours en Égypte, destinée à dissiper les inquiétudes du Caire sur la coopération militaire entre son pays et Israël, à deux semaines de manœuvres aériennes et navales américano-israélo-turques en Méditerranée orientale. Ces manœuvres ne sont que le catalyseur - le dernier en date - d'une tension qui est allée croissant entre la Turquie d'une part, l'Égypte, l'Irak et surtout la Syrie et l'Iran de l'autre.

C'est un accord de coopération militaire, conclu en février 1996 entre la Turquie et Israël, qui est à l'origine de la crise. En vertu de ce premier accord du genre entre les deux pays, les pilotes de l'armée de l'air israélienne peuvent s'entraîner dans le ciel turc sur leurs avions dépouillés d'armes et d'instruments de surveillance électronique. En échange, Ankara bénéficie d'une assistance technique de l'État juif (*Le Monde* du 17 avril 1996), l'une des meilleures industries militaires israéliennes devant en particulier remettre à niveau des avions de combat turcs de type Phantom F4 et F5. Le texte prévoit aussi l'accès des navires de guerre de chacun des deux pays aux ports de l'autre et une coopération entre les industries de défense. Un deuxième accord, signé au mois d'août, porte sur une coopération dans le domaine des technologies de défense.

Les Turcs ont eu beau protester de leurs bonnes intentions et affirmer que l'accord n'était dirigé contre personne, ils n'ont pas vraiment convaincu. A tort ou à raison, la Syrie était persuadée qu'une telle coopération visait à accroître la pression sur elle dans ses laborieuses négociations de paix avec l'État juif. L'Iran y voyait une surveillance américano-israélienne, dont l'objectif est d'accroître son

isolement, dans un environnement que les États-Unis s'emploient à hérisser de mines, des républiques ex-soviétiques d'Asie centrale et du Caucase jusqu'aux États riverains du Golfe.

Les incursions massives et répétées de l'armée turque en Irak du Nord pour en déloger les miliciens

de la défense israélien, Itzhak Mordehai, au moment où se tenait à Téhéran le huitième sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), dont l'une des cibles favorites fut la politique du gouvernement de Benyamin Néanyahu, jugée antinomique avec le processus de paix.

de la motion critique de l'OCI envers la Turquie avec laquelle, au reste, leurs relations n'ont jamais été exemptes de tensions.

Un contentieux vieux de plusieurs années porte sur le partage des eaux de l'Euphrate, qui prend sa source en Turquie et traverse la Syrie et l'Irak. Ankara pour sa part accuse Damas et, dans une moindre mesure Téhéran, d'apporter leur soutien aux rebelles kurdes du PKK. Les trois capitales ont bien tenté, il y a quelques années, de coordonner leurs politiques envers les Kurdes, notamment après la création, par une alliance américano-franco-britannique, d'une zone de protection des populations kurdes dans le nord de l'Irak - zone dont elles craignaient qu'elle servît d'embryon à un État indépendant kurde qui « donnerait des idées » à leurs propres minorités kurdes.

Mais cette coordination a fait long feu et les accusations réciproques ont repris le dessus. Cela n'a toutefois pas empêché la coopération dans le domaine économique de continuer, notamment entre la Turquie et l'Iran, qui ont signé en août 1996 un contrat gazier de 20 milliards de dollars, en vertu duquel Téhéran fournira du gaz à Ankara pendant vingt-deux ans, à partir de 1999.

Dans le concert des éditoriaux plus ou moins virulents envers la Turquie publiés au cours des derniers mois par la presse arabe, certaines fausses notes se sont fait entendre : le prince Khaled ben Sultan, fils du ministre saoudien de la défense et propriétaire du quotidien *El Hayat*, publié à Londres, et Mohamad Nouredin, spécialiste des affaires turques, ont appelé les Arabes à prendre la peine de mieux connaître leur voisin pour comprendre les tenants et aboutissants de sa politique plutôt que de le vouer aux gémonies.

Mouna Naïm

Le PKK détiendrait des agents du renseignement turc

Quinze membres des services de renseignement (MIT) et de l'armée turcs sont détenus au Liban depuis 1995 par le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK), d'après l'hebdomadaire turc *Artihaber*, qui affirme avoir eu accès à des documents militaires turcs. Selon ces sources, quatorze agents du service de renseignement turc (MIT) et trois officiers de l'armée se sont rendus clandestinement en Syrie en 1995 pour s'infiltrer au sein du PKK et d'organisations d'extrême gauche turques. Ils ont été arrêtés par les services secrets syriens fin 1995, et transférés dans une prison de la ville de Baalbeck, dans le centre du Liban, où le PKK est bien implanté. Toujours d'après l'hebdomadaire, deux agents du MIT ont été remis en liberté en avril 1997, par l'intermédiaire des autorités syriennes.

La Turquie accuse la Syrie de soutenir le PKK, ce que Damas a toujours démenti. Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, alias « Apo », réside généralement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, selon Ankara.

du Parti des travailleurs kurdes (PKK) et les velléités, plusieurs fois annoncées par Ankara, de créer dans cette région une « zone de sécurité » sur le modèle de celle que l'État juif a instaurée au Liban sud, ont confirmé les suspicions. La parenthèse du gouvernement islamiste de Necmettin Erbakan avait quelque peu atténué la tension, la politique d'ouverture de M. Erbakan en direction des pays musulmans voisins et son projet de marché commun islamique ayant un aspect rassurant.

La fin du gouvernement Erbakan a ravivé les doutes, d'autant que les officiers turcs se sont déclarés intraitables sur le sujet et sur l'organisation de manœuvres conjointes avec Israël et les États-Unis. Les Turcs n'ont rien arrangé en recevant en grande pompe le ministre

Le ton est sensiblement monté entre Damas et Ankara à ce sujet dans les coulisses du sommet, lequel a finalement exprimé sa « profonde préoccupation » de voir certains États membres « établir des relations de coopération militaire avec Israël ». Bien qu'ils n'aient pas été nommément désignés, les Turcs ont compris qu'ils étaient les destinataires du message. Le président turc, Suleyman Demirel, est rentré dans son pays avant la fin de la réunion.

MINORITÉS KURDES

L'indignation que suscite la politique de l'État juif au sein de la communauté musulmane n'a toutefois pas la même charge émotive, selon que l'on se trouve à Djakarta, à Damas ou à Téhéran. Ce sont principalement les États du Proche-Orient qui sont à l'origine

LE MONDE / MARDI 23 DÉCEMBRE 1997

Turkish Daily News December 25, 1997

Reports of Greek support for PKK irk Ankara

'Spy crisis' seems to be over: Turkey will not take action against Greece over its tit-for-tat expulsion of a Turkish diplomat, Ambassador Utkan said

Ankara - Turkish Daily News

■ Reports of Greek support for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) continue to irk Ankara. Following a "spy crisis" between Athens and Ankara, which seems to have ended after mutual expulsion of diplomats of equal rank, another report of Greek support for the PKK has shaken Ankara.

Asked about the reported arrest of a PKK bomber who had been trained in Greece, Foreign Ministry

spokesperson Ambassador Necati Utkan told journalists during a weekly press briefing that this incident once more verified Greek support for the PKK.

"If he was really trained by Greece, it would once more prove Greek support for the separatists," Utkan said, adding that Ankara is evaluating this event in the light of previous incidents.

In a story published on Wednesday by the daily *Hürriyet*, it was reported that Esref Kılıç, a PKK bomber, was abducted by Turkish intelligence agents from Tehran, where he was being employed by SAVAMA (Iranian intelligence) officers. Kılıç later confessed that officials from the Greek Secret Service gave him training in Greece in the use of explosives, according to the *Hürriyet* report.

An operation similar to the one reported in *Hürriyet*,

was performed by Turkish Intelligence last year to bring Mustafa Duyar, one of the suspected executioners of Özdemir Sabancı, back to Turkey.

A conflicting report from the Anatolia news agency said that Kılıç had surrendered to the Turkish General Consulate in the city of Urumiye in Iran.

'Spy crisis' over

Turkey will not take action against Greece over its tit-for-tat expulsion of a Turkish diplomat, Utkan said, referring to the recent "spy crisis."

Ambassador Utkan stated that the "issue was over as far as Turkey was concerned." He said that Nedim Özergin, the expelled Turkish diplomat, would return to Turkey shortly and no further step would be taken by Ankara.

On the other hand, responding to Greek complaints against the expulsion of the Greek diplomat, he pointed out once more that there was sufficient evidence to indicate that undercover work was being performed by the Greek diplomat. In addition, Turkish Prime Minister Mesut Yılmaz said that he had been informed about the Greek diplomat's espionage two weeks ago while talking with Mehmet Ali Birand on the television program "The 32nd Day."

On Tuesday, Ankara condemned the decision to expel Özergin, an administrative official at the Turkish consulate in Thessaloniki, calling it "unjust and arbitrary." Greece said that the expulsion was in retaliation for Turkey's order last week to Greek diplomat Efstraios Haralambous to leave Istanbul within seven days.

Turkish-Israeli Bond

The geopolitical crowd is much taken with Turkey's turn toward an increasingly deep and open relationship with Israel. The turn promises strategic company and a range of political and economic comforts to two countries otherwise rather isolated and inclined to seek friends beyond their immediate neighborhoods.

Israel can use Turkey as an offset to hostile regimes in Syria, Iraq and Iran. Turkey can use Israel to bolster a stressful international position challenged recently by a culturally aloof Europe. Together, Muslim Turkey and Zionist Israel dispose of powerful military forces and abundant other human, technological and natural resources. Their cooperation creates a major power center even if it falls short of consummating an actual military alliance.

The two share something else: Each relies on the United States as its prin-

cipal support for its own independent foreign policy. This gives Americans a particular stake in the outcome of any strategic reformulation. The United States is Israel's single protector and guarantor, and the patron of Turkey's Western as against its Islamic tendency. In each role Washington draws a certain amount of regional static, but it has been by and large loyal to its two special, relatively isolated Middle Eastern friends.

The political phase now emerging is bound to test Americans on two fronts. In the Cold War years, the United States followed a policy of folding Turkey into NATO in order to contain Soviet power. Turkey remains useful to stabilize its neighborhood of erratic, rule-breaking states. But the very Turkish element — the army — that has won American favor has also drawn American political disfavor for egregious Turkish breaches

of human rights and Kurdish rights and on other political issues. The Clinton administration remains eager to anchor Turkey in the West sufficiently to hearken to the West's appeals on these issues. But the more strategically valuable Turkey becomes, the more it is tempted to brush off those appeals.

Israel's situation is different. A Turkish connection measurably strengthens its security, especially as its attention turns to potential threats from countries — notably, Iraq and Iran — beyond its immediate perimeter. But a Turkish connection can also reduce Israelis' perceived need to negotiate settlements inside that perimeter with the Palestinians and Syria. It will take a lot of American arguing to persuade Israel that the stronger its army and diplomacy make it, the safer a negotiated peace can be.

— THE WASHINGTON POST

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

DECEMBER 26, 1997

Turkey Rebuts Greek Charge Of Incursion

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey denied Friday that its warplanes entered Greek airspace on Christmas Day or broke an agreement barring military exercises on holidays.

"Greece's claims that the accord was broken are completely baseless," the Foreign Ministry said. "Turkey has always complied with the agreement."

Greek Defense Ministry officials said 12 Turkish F-16 planes violated Greek airspace Thursday.

Ankara said four Turkish F-16 planes on a training flight were "seriously and dangerously harassed" by 10 Greek planes outside Greek airspace.

NATO allies Greece and Turkey are at odds over territorial rights in the Aegean Sea and over the divided island of Cyprus. They almost came to blows last year over an uninhabited islet in the eastern Aegean.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

DECEMBER 27-28, 1997

Tension rose this week when Ankara expelled a Greek diplomat in Istanbul on charges of spying and aiding Kurdish guerrillas; Athens responded by expelling a Turkish diplomat based in the northern city of Salonika.

Greece and Turkey do not recognize each other's national airspace limits in the Aegean. The Greek defense minister, Akis Tsochadzopoulos, said Turkish jet fighters were intercepted Thursday after violating Greek airspace over a number of islands in the Aegean sea.

In Ankara, Colonel Ufuk Arslan, a spokesman for Turkish General Staff, denied Friday that jets from the two neighboring countries had tangled over the Aegean. He accused the Greek press of inventing the reports. (Reuters, AP)

Kurdish Toll Reported

Reuters

DIYARBAKIR, Turkey — Officials said Friday that Turkish forces killed almost 6,000 Kurdish guerrillas in clashes in 1997.

Security forces killed 5,974 members of the Kurdistan Workers Party while losing 548 policemen, soldiers and "village guard" militiamen, said the regional governor, Aydin Arslan. He added that 142 civilians died in the fighting.

In a new report of combat, a military source said that security forces killed nine rebels in mountains close to the border with Iraq and Syria.

Sorrisi ai curdi, e alla Turchia che li perseguita

E' la politica del piede in due staffe: Roma crede ancora di esserne maestra

di Carlo Anastasio

Arrivano altri disperati e partono le solite lamentazioni. Non siamo il Paese di Bengodi, torna a dire il disco rotto delle reazioni ufficiali, non possiamo accogliere tutti; e poi ci sono gli obblighi di Schengen, insiste la voce della ragion di Stato, e non possiamo permettere che gli extracomunitari facciano della Penisola la testa di ponte per l'invasione dell'Europa dei Quindici. Ma almeno per i curdi l'Italia farebbe meglio a togliersi la maschera, ormai fin troppo evidente, dell'ambiguità. Dovrebbe finirla, per ragioni di decenza e di lungimiranza, di mostrare la faccia del sorriso a tutto e al contrario di tutto.

Cosa vuole esattamente la politica di Roma? Mantenere calda l'amicizia con la Turchia oppure evitare che ondate di perseguitati continuino a riversarsi sulle coste del loro paese? Le due cose assieme, per il momento, non si possono ottenere, tranne che nella deprecabilissima evenienza di chiedere alla Turchia di accettare al massimo lo sterminio dei curdi, così la smetteranno di stiparsi sulle carrette del mare e di sbarcare a centinaia e migliaia in Calabria o dove che sia.

Attualmente, lo sterminio è graduale, è un genocidio a bassa intensità. Giusto ieri l'altro, mentre ottocento e più profughi scendevano da un'arcuaggiosa col biblico nome di



CARRETTA BIBLICA.

L'ultima ondata di profughi curdi è giunta l'altro ieri sulle coste calabresi a bordo di una carretta del mare dal biblico nome di Ararat (nella foto lo sbarco). I disperati sono stati accolti con grande senso umanitario mentre però si è ribadito che l'Italia, per ragioni economiche e per gli obblighi europei che gli derivano dal Trattato di Schengen, non può aprire le frontiere agli extracomunitari, anche se provengono da una regione martoriata come appunto i curdi

di guerra o di miseria; molti curdi allora cercano salvezza nella fuga, ed ecco che il ciclo si completa: la mafia turca, magari alleandosi con la 'ndrangheta calabrese, vende ai disperati i viaggi della speranza. Tra uccisi ed espatriati, così, il Kurdistan si svuota di curdi, il che è proprio l'obiettivo della Turchia. E l'Italia si ritrova «assediate» da altri extracomunitari.

Qual è invece il modo migliore per convincere i curdi a rimanere, come peraltro intensamente vorrebbero, nella loro terra? Facile: contribuire a rendere il Kurdistan una terra di pace e lavoro, ovvero innanzitutto far pressioni sulla Turchia perché smetta le armi e le mattanze. Ma la politica di Roma, che si ritiene furba, indossa la maschera della doppiezza. Mostra il sorriso della diplomazia alla Turchia, dicendosi dispiaciuta e addirittura contrariata per il no dell'Unione Europea all'ammissione di Ankara, colpevole appunto di non rispettare i diritti umani. E mostra il sorriso della compassione ai profughi curdi, giacché gli italiani sono brava gente, avvertendoli però che per i verdegabili questioni economiche ed obblighi europei non può spalancare le frontiere ed accoglierli, anzi è costretta a rafforzare la sorveglianza sulle coste per respingerli. E' l'ambiguità del lasciarsi aperta ogni strada, perché non si sa mai. E' la politica del piede in due staffe: a mezzo secolo dalla cacciata del Savoia l'Italia ritiene ancora di esserne maestra.

innocenti. E nel Kurdistan, il Paese abortito diviso tra Turchia, Iraq, Iran, Siria e Armenia, si sono dati da fare un po' tutti i «comproprietari», se non altro innervositi da un'etnia locale che - quantunque lacerata al suo interno - sogna collettivamente l'indipendenza. Nel migliore dei casi, i curdi sono stati utilizzati (armati, fomentati) da qualcuno di quei cinque Stati per infastidire

vili, che bombardamenti e caccie all'uomo prediligono in quanto bersagli più facili e più strazianti per chi sopravvive. Non solo la Turchia, beninteso: in quest'opera di carnefici si distinguono anche altri. Restano nella memoria collettiva, come esempio emblematico, le immagini di donne e neonati curdi dell'Iraq asfissati dai gas di Saddam Hussein, grande massacratore di

Ararat, e toccavano come terra di nuova vita il modesto suolo italiano. Ankara faceva con una certa soddisfazione il suo bilancio bello e di fine dicembre, rendendo noto al mondo di aver ucciso nel '97 ben 6.000 «guerriglieri» curdi (col che sale a circa 32.000 il monte-morti di 13 anni di conflitto). E «guerriglieri» è parola abbastanza ampia da contenere anche troppi inermi ci-

dirne qualcun altro. Nel peggiore, sono stati e sono semplicemente eliminati, per farne un popolo che non c'è. E' una pulizia etnica strisciante, nella quale adesso la Turchia primeggia, attuando quello che potremmo chiamare un ciclo completo, militare e criminale. Avviene dunque che l'esercito turco tiene a ferro e fuoco ampie parti del Kurdistan, dove perciò si muore o

Soltanto Ankara potrà mettere un freno all'invasione

La crisi fra la Turchia e l'Unione europea non aiuta il popolo del Kurdistan

ANKARA - I curdi iracheni di Massud Barzani hanno plaudito alla proposta di «una iniziativa internazionale» lanciata dal ministro dell'Interno italiano Giorgio Napolitano per una soluzione del problema curdo, ma gli ostacoli verranno probabilmente da Ankara che ha interrotto recentemente il dialogo politico intrapreso con l'Unione Europea.

Sabato il ministro Napolitano, reagendo all'arrivo sulle coste calabresi di un gran numero di immigrati curdi provenienti dalla Turchia, aveva chiesto «un serio impegno» di Ankara per frenare l'esodo definito un problema «non solo per l'Italia ma anche per numerosi paesi dell'Unione Europea». Allo stesso tempo il ministro aveva sottolineato che «urge un'iniziativa internazionale per pacificare la regione del Kurdistan e quindi per far riconoscere i diritti di quel popolo».

«E' un'idea eccellente che va nella buona direzione», ha detto il portavoce ad Ankara del Partito Democratico del Kurdistan (Pdk), Faik Nerwey. «Il Pdk - ha aggiunto Nerwey - è pronto a partecipare a qualsiasi iniziativa per trovare una soluzione pacifica al problema curdo».

Il governo turco non ha ancora reagito alle dichiarazioni di Napolitano, ma Ankara è tradizionalmente contraria ad un'internazionalizzazione della questione curda e le difficoltà sono ora aumentate dalla crisi intervenuta con l'Unione Europea.

Ankara ha infatti sospeso il «dialogo politico» con Bruxelles in seguito alla decisione del vertice europeo di Lussemburgo di non includere la Turchia nella lista ufficiale dei candidati all'allargamento comunitario.

Il governo turco ha sottolineato che le relazioni bilaterali con i Paesi europei non subiranno contraccolpi di sorta, ma ad esempio la questione cipriota, quella del processo democratico o quella ancora dei diritti umani non saranno più affrontate con Bruxelles.

I «diritti umani» in particolare riguardano soprattutto la situazione che si è venuta a creare nel sud-est curdo dove da ben

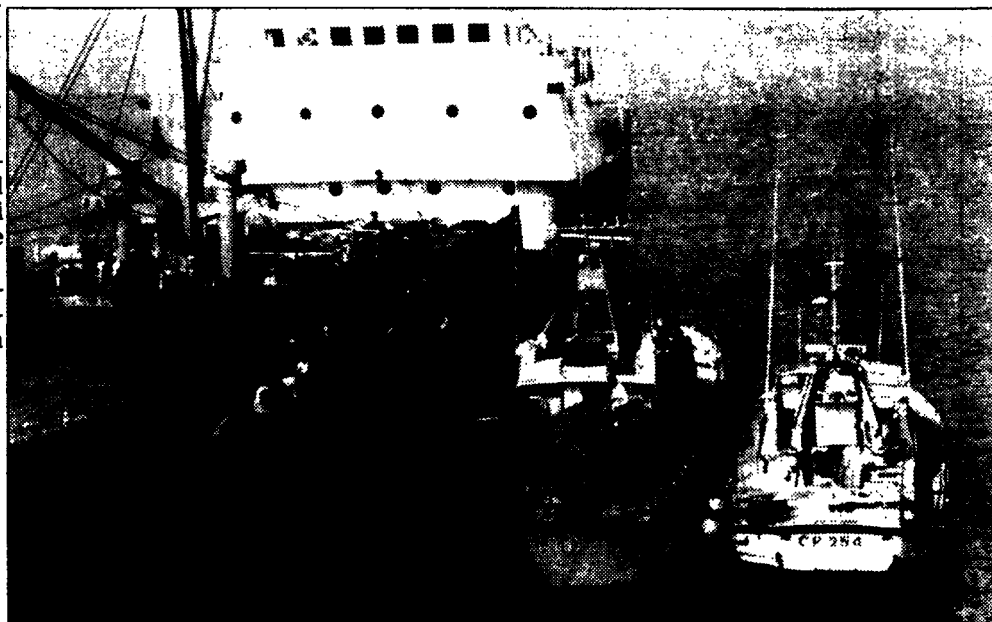
13 anni è in corso una sanguinosa guerriglia autonomista fra i ribelli del Pkk e le forze armate turche e che rappresenta uno dei più grossi serbatoi dell'emigrazione. E' un massacro senza fine: le autorità turche hanno infatti annunciato che le forze di sicurezza hanno ucciso nel 1977 quasi 6 mila guerriglieri curdi del Pkk. Venerdì scorso l'aviazione turca ha bombardato alcuni campi del Pkk situati nel nord dell'Iraq e ha annunciato una vasta operazione terrestre alla frontiera, ufficialmente per impedire infiltrazioni dei guerriglieri curdi. Da parte sua il Pkk nei giorni scorsi ha inviato una lettera all'Ue chiedendo una mediazione e dicendosi pronto a una tregua unilaterale.

Il portavoce di Massud Barzani ha sottolineato quindi che la proposta di «un'iniziativa internazionale» per risolvere la questione curda «è benvenuta» considerato che da parte europea «sinora non è stata prestata una sufficiente attenzione e non è stata data importanza al problema».

Faik Nerwey ha detto che la situazione nel Nord dell'Iraq, da dove proviene la maggior parte degli emigrati curdi, «è in fase di miglioramento» in seguito alla fine degli scontri tra le opposte fazioni.

«Ma se così non fosse - ha aggiunto - sarebbe inevitabile un intensificarsi del fenomeno migratorio».

Giulio Gelibter



LA SICILIA

lunedì, 29 dicembre 1997

Plus de 800 clandestins échoués en Calabre

Les naufragés kurdes de l'« Ararat »

LE FIGARO

29 DÉCEMBRE 1997

En 1997, ils ont été 18 000 à tenter de fuir les combats entre factions rivales au nord de l'Irak ou la « loi d'urgence » appliquée par Ankara dans l'Est anatolien.

ISTANBUL :
Éric BIEGALA

« Il est du devoir des autorités turques d'empêcher le départ vers l'Europe de ce trafic organisé par des gangs sans scrupules... » Ce samedi, Giorgio Napolitano, ministre italien de l'Intérieur, rejetait clairement sur la Turquie la responsabilité de l'immigration illégale des Kurdes vers l'Europe. Enfonçant le clou, il demandait également une initiative internationale pour ramener « la paix dans la région du Kurdistan » et pour que les « droits de ce peuple soient reconnus ».

L'échouage, vendredi matin, d'un navire turc sur la côte sud du pays avait révélé aux garde-côtes ainsi qu'aux pêcheurs italiens venus à la rescousse quelque 825 immigrants, kurdes en majorité, qui s'apprétaient à franchir ainsi illégalement les frontières de l'Europe de Schengen. Le scénario, à vrai dire, n'est pas nouveau. L'Ararat est le septième navire (connu) à accoster ainsi les côtes italiennes cette année avec une cargaison d'immigrants illégaux. Durant le seul mois de novembre, plus de 1 000 Kurdes irakiens ou de Turquie avaient été arrêtés alors qu'ils débarquaient clandestinement en Italie. Les passagers de l'Ararat devraient connaître le même sort de leurs infortunés prédécesseurs : une fois identifiés, ils recevront un avis d'expulsion leur ordonnant de quitter le territoire sous quinze jours.

Mais l'afflux d'immigrants risque de se poursuivre. La plupart des candidats à l'exil sont en fait des Kurdes d'Irak du Nord qui fuient les combats que se livrent les factions rivales de Jalal Talabani et de Masoud Barzani (ce dernier appuyé militairement par la Turquie) dans une région où Bagdad n'a plus aucune autorité depuis 1991. Les choses se sont encore aggravées depuis septembre : la Turquie a multiplié les raids en Irak du Nord pour y déloger les

combattants du PKK, n'hésitant pas à recourir aux bombardements aériens.

Passeurs mafieux

Beaucoup de Kurdes irakiens parviennent à entrer en Turquie grâce à de faux passeports turcs qui se monnaient aux alentours de 200 \$ (1 200 francs) dans la ville frontalière de Zahko. Leur périple jusqu'en Europe est ensuite pris en charge par des gangs mafieux qui facturent le trajet plusieurs milliers de dollars. En novembre, les représentants à Rome de l'ERNK (branche politique du PKK) annonçait qu'un « exode biblique » de Kurdes irakiens était en train de se préparer. A ces immigrants récents, il faut encore ajouter les Kurdes de Turquie qui, eux aussi, fuient le régime de « loi d'urgence » régnant dans le Sud-Est anatolien : la guérilla qui oppose l'armée turque au PKK depuis 13 ans a fait environ 25 000 morts et près d'un

million de personnes déplacées.

En tout, les autorités turques annoncent que plus de 18 000 personnes ont été arrêtées dans les neuf premiers mois de 1997 alors qu'elles tentaient d'entrer ou de sortir illégalement de Turquie. Et l'Italie n'est pas le seul pays d'Europe où arrivent ces réfugiés : la Grèce en reçoit aussi son lot. Selon la presse d'Athènes, plus de 4 200 personnes ont ainsi franchi illégalement la frontière turco-grecque en 1997. Le transit des clandestins s'effectue soit par mer – les îles grecques bordant le littoral anatolien sont légion –, soit en traversant le fleuve Evros, seule frontière terrestre entre les deux pays. Mais là non plus, les choses ne sont pas simples. Ankara et Athènes sont à couteaux tirés depuis des décennies et leurs frontières respectives ne se franchissent pas à la légère. Trois Kurdes irakiens en ont fait l'amère expérience en septembre dernier : ils ont été tués

en franchissant un champ de mines du côté grec.

Grèce et Italie ne sont pourtant que des étapes de transit : la grande majorité des clandestins se dirigeront ensuite vers les pays d'Europe du Nord qui accueillent déjà une importante population kurde ; principalement l'Allemagne ou les Pays-Bas. Rien d'étonnant, donc, à ce que ces deux pays aient émis des réserves quand l'Italie a intégré l'« espace de Schengen » au mois d'octobre. La Grèce risque de connaître les mêmes réticences européennes au printemps prochain. Une loi durcissant les modalités d'expulsion des clandestins est toujours en discussion au Parlement italien. Mais même si Grèce et Italie consentent à un réel effort pour juguler l'immigration illégale en provenance de la Turquie, il y a fort à parier que celle-ci se poursuivra au moins tant que dureront les combats au Kurdistan.

E. B.



Débarquement des clandestins kurdes par des garde-côtes italiens après l'échouage de leur navire. (Photo Paone/Reuters.)

Iraq Will Cut Rations, Citing Short Supply Under UN Deal

Reuters

BAGHDAD — Iraq announced Sunday that it was cutting food rations to its people, saying it had not received sufficient supplies under its oil agreement with the United Nations and blaming Washington for the shortfall.

Rations of rice, wheat flour and sugar will be unchanged but other essentials, including milk powder, cooking oil, tea and detergents, will be cut.

The Iraqi press agency, INA, said the cut in milk powder had been ordered because the American representative on the UN sanctions committee had refused to "register a contract with a Tunisian company to bring baby milk to Iraq."

Foodstuffs are in short supply in Iraq since UN trade sanctions were imposed on Baghdad for invading Kuwait in 1990. The sanctions blocked oil exports, the country's main source of foreign currency.



Faleh Kheiber/Reuters

President Saddam Hussein chairing a meeting of the Revolutionary Command Council and Regional Command of his Ba'ath party.

Iraq started exporting oil in December last year under the oil-for-food agreement with the United Nations, but while the oil exports have gone smoothly, food and medicine have not been reaching Iraq on time.

The press agency said that each Iraqi child would receive 1,800 grams (about 4 pounds) of powdered milk a month, instead of the 2,700-gram ration of recent months.

The tea ration will be cut by 60 percent to 100 grams, the agency said.

"Thus the American administration on the occasion of the new year presents a gift to Iraqi children by refusing to register a contract to buy milk through a Tunisian firm," the agency said, quoting a Trade Ministry official.

Recently each Iraqi has been entitled to 9 kilograms (20 pounds) of wheat flour a month, 2.5 kilograms of rice, 1 kilogram of legumes, 2 kilograms of sugar and 250 grams of tea.

Under the UN oil-for-food agreement, Iraq is allowed oil exports of \$2 billion every six months.

The pact was renewed this month for the third time, but Iraq said it would not export a drop of oil until Secretary-General Kofi Annan approved an aid-distribution plan.

Oil Minister Amir Mohammed Rashid said on Saturday that the plan had been sent to Mr. Annan two days earlier and that he expected to resume oil exports for the third phase of the program in a week's time.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, DECEMBER 29, 1997

Turkey Turns Away From Europe Toward New Strategic Relationships

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Just a year ago, Turkey seemed to be setting out on a profoundly important geopolitical journey. Guided by an Islamic-oriented prime minister, Necmettin Erbakan, it was turning away from the West and toward the Muslim world. Mr. Erbakan sent shivers down spines in Washington as he turned his back on Turkey's traditional allies and embraced the leaders of Iran and Libya.

Today the circumstances are radically different. Mr. Erbakan has been forced from power, and his party may soon be banned on the ground that it seeks to undermine the secular and Western-oriented basis of Turkish society. But his successor, Mesut Yilmaz, evidently shares his belief that Turkey needs a new set of friends.

Mr. Yilmaz, with the backing of the military that helped oust Mr. Erbakan, disagrees deeply with his predecessor's belief that Turkey should embrace the Islamic world. But he agrees that Turkey's future no longer lies in embracing

the exclusively European identity that many Turks have sought for generations.

Under Mr. Yilmaz, Turkey is striving to redefine its place in the world, by tying its future to the United States, Russia, Israel and the new nations of the Caucasus, Central Asia and the Balkans.

Turkey first applied for membership in the European Union in 1963, and for much of the time since then it has sat patiently at Europe's closed gate. Two weeks ago, at a summit in Luxembourg, European leaders again rejected Turkey's plea that it should at least be given some encouragement, if it could not be admitted quickly. Mr. Yilmaz reacted angrily, freezing ties with the EU and setting out to reshape his country's foreign policy.

In the world Mr. Yilmaz sees, Turkey will no longer base its policy on the suggestions, criticisms and occasional insults that issue forth from Brussels. Like a suitor too often spurned, it will stop banging at Europe's door. It may still seek to improve its human rights record, resolve the Kurdish conflict and

improve relations with Greece, but it will do so without guidance from the EU.

"They have used our application for full membership in the Union as a means of leverage," Mr. Yilmaz said in an interview. "Nobody should think that Turkey will be forced to accept some unacceptable formulas just because we don't want to be left out of the EU."

Immediately after the disappointment in Luxembourg, Mr. Yilmaz met with Russian and U.S. leaders. He was warmly received in Washington by President Bill Clinton, who emphasized how important it is for the United States to have a dependable ally wedged between the turbulent Balkans, Caucasus and Middle East. Soon after his return to Ankara, he received Prime Minister Victor Chernomyrdin of Russia, and after signing a \$13.5 billion gas deal, both men pledged to begin clearing the debris left by centuries of rivalry. Mr. Chernomyrdin said he was working to arrange a visit to Turkey by President Boris Yeltsin, and there were hints in Washington that Mr. Clinton might also come calling.

Last week, Mr. Yilmaz visited Turkmenistan, which controls part of the vast oil and gas reserve in and around the Caspian Sea. Turkey's booming economy is starved for energy, and able to offer much trade and expertise to neighbors in exchange for fuel.

The final major piece in Turkey's new strategic positioning is Israel. The two countries' armies were working together even under the Islamic-led government, and now their governments have become astonishingly close. Generals, cabinet ministers and legislators are working on scores of development projects and designing what they hope will be a long-term military alliance. Next month, Turkish, Israeli and U.S. warships will join in a military exercise in the Mediterranean code-named "Reliant Mermaid."

These steps add up to a very new message from Ankara, one that may reshape the political map of the region. Turkey is saying that it no longer needs to count on either the EU or the Islamic world. Instead it will forge what Mr. Yilmaz calls "strategic partnerships"

with the United States and Israel, try to strengthen its ties with Russia and renew its effort to make friends in the Caucasus, Central Asia and the Balkans.

It is a high-stakes gamble. The Israeli piece of the new puzzle seems firm, based on each country's desperate need for a friend in a very dangerous neighborhood. Yet, although many Turks are sympathetic to Israel, they are deeply upset with the current Israeli government, which they view as oppressive and needlessly brutal to their Palestinian cousins. A close alliance between the two countries makes strategic sense to Turkish military planners, but it could stir popular resentment from which Islamic political leaders might profit.

The United States recognizes the value of Turkey's friendship, although powerful Greek, Armenian and pro-Kurdish lobbies in Washington will make it difficult for Mr. Clinton to draw the two countries as close together as he would like.

Russia, consumed with problems at home and tugged toward Greece by history and religion, cannot be counted

upon. And while most of the Caucasian, Central Asian and Balkan countries are open to Turkey, Turkey must compete for influence there with other powerful players.

"It is a policy no longer fixated on Europe," said Foreign Minister Ismail Cem. "Turkey has a geostrategic dimension that it previously was not very conscious of. With the downfall of the old Soviet order, a lot of new problems but also a lot of new chances surfaced. Something like 20 countries with whom we have historical and cultural affinities became independent states."

"These changes, and a growing consciousness of our European and Asian identity, have provided us with a new approach to this vast area instead of just being concentrated on one thing," Mr. Cem said.

"That fixation was the result of a limited outlook, of feeling that we had to resolve a conflict over whether we are European or Asian," he said. "Culturally, historically and geographically, we are a global state, and now we are becoming more aware of that."

November 29, 1997

Turkish Daily News

Turkish military urges Baghdad to abide by Security Council decisions

Gen. Karadayı: 'Turkey will never permit the PKK to establish bases in north Iraq. Operations in the area will continue, if necessary'

Ankara - Turkish Daily News

■ The Turkish Military on Friday strongly urged Baghdad to help implement the United Nations' decisions in Iraq, saying that the region cannot afford further clashes.

Speaking at a rare press conference in the southeastern town of Diyarbakir, the Chief of General Staff Gen. Ismail Hakkı Karadayı discussed the recent developments in neighboring Iraq and military operations both in the Southeast and in northern Iraq, where the outlawed



Chief of General Staff Gen. Ismail Hakkı Karadayı.

Kurdistan Workers' Party (PKK) has been engaging in a separatist war since 1984.

Karadayı said that Turkey wanted the current crisis

between Baghdad and Washington — over Iraq's insistence not to allow Americans in the U.N. inspection team to monitor Iraq's weapons of mass destruction — to be solved by peaceful means, adding that Iraq should show understanding in solving the current crisis because the region cannot stand further disputes which could result in clashes.

Gen. Karadayı pointed out that the security forces, both in the Southeast and in northern Iraq, had been very successful in bringing the PKK to an end, adding that the Turkish military has been continuing its operations for stability and to clear out the PKK terrorists in a coordination with the Kurdistan Democratic Party (KDP) which earlier asked Ankara for help.

"The main factors for achieving stability in Iraq depend on the ceasefire between the Kurdistan Patriotic Union (PUK) and the KDP and the abolishment of the PKK in northern Iraq," he said.

'N. Iraq operations will continue, if necessary'

Karadayı said that Turkey will never permit the PKK to establish bases in northern Iraq in order to use the area to attack Turkey, adding that the northern Iraq operations will continue, if it is found necessary in the coming term.

Underlining the sensitivity of the Turkish Armed Forces to human rights issue during operations in the Southeast, Gen. Karadayı said that the military had been continuing its operations against the PKK with great determination while its attaching importance to not violating the basic rights of the people in the region.

Evaluating the recent press trip in the Southeast, organized by the military for leading journalists from almost all of the Turkish media, he said that the trip had been very successful in showing the truth, the military's sacrifice and its sensitivity to human rights.

L'Europe est confrontée à l'exode massif des Kurdes

L'échouage du navire l' « Ararat » sur les côtes calabraises avec 835 clandestins à bord et l'arrivée annoncée d'un nouveau bateau révèlent l'intensité du trafic organisé par les mafias italiennes, turques et albanaises, ainsi que le drame vécu par les habitants des diverses régions kurdes

ILS CROYAIENT peut-être qu'avec un nom pareil, l'Ararat, le navire sur lequel ils avaient embarqué les conduirait à bon port, puisque c'est sur le mont Ararat que l'arche de Noé s'est échouée à la fin du déluge. Il n'en a rien été, et les huit cent trente-cinq immigrés clandestins kurdes irakiens et turcs se sont retrouvés dans la nuit du 26 au 27 décembre en Calabre, où le bateau s'est échoué.

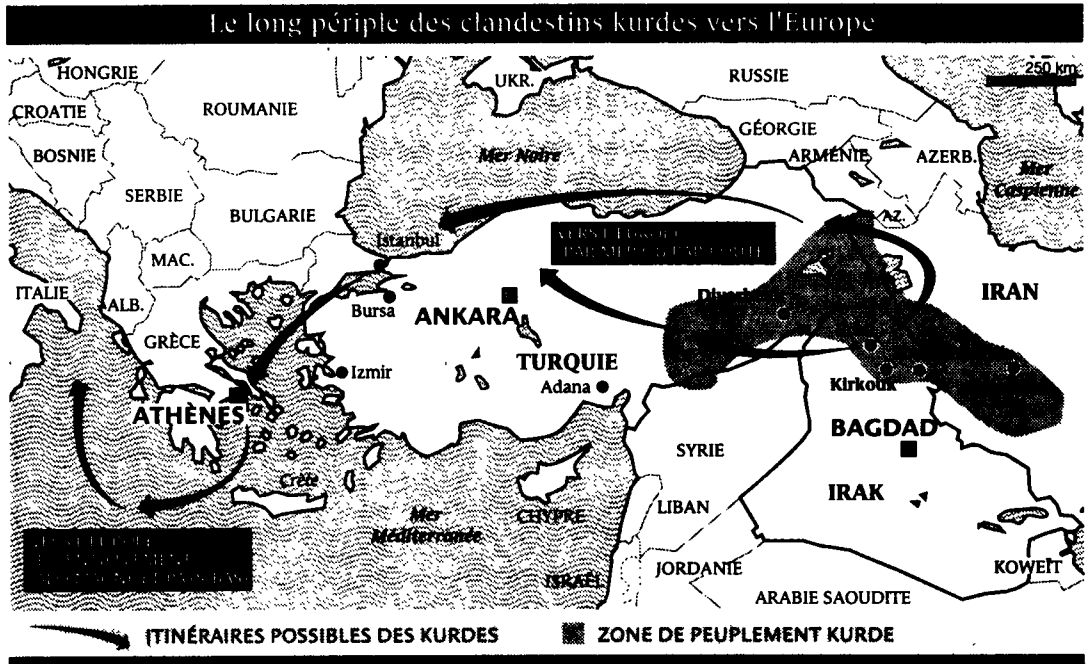
Très médiatique et médiatisée, l'image de ces voyageurs, dont 73 femmes et 104 mineurs, emmitouflés dans leurs anoraks, le regard vide, désespéré, ou fuyant, jette une lumière crue sur un phénomène dont les polices européennes ont noté la recrudescence depuis quelques mois : l'augmentation du nombre de clandestins kurdes qui cherchent refuge dans des pays membres de l'Union européenne, principalement l'Allemagne et les Pays-Bas. Sur les dix premiers mois de 1997, plus de quatre mille clandestins kurdes irakiens ont été interceptés sur le seul territoire français (Le Monde du 26 décembre).

La situation dans le Kurdistan irakien, et dans le Sud-Est anatolien, est à l'origine de cet exode massif de milliers de jeunes kurdes, pour qui l'horizon est bouché et l'avenir incertain.

Le nord de l'Irak, c'est-à-dire le Kurdistan irakien, est grosso modo divisé aujourd'hui en trois parties, toutes aussi peu sûres les unes que les autres. Le gouvernement irakien, dont les brutalités envers les populations kurdes sont désormais légendaires, contrôle la région de Kirkouk. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) s'est rendue maîtresse, depuis l'automne 1996, du secteur allant de Souleimaniyé jusqu'à la frontière iranienne. La formation rivale, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), a la haute main sur toute la partie du nord de l'Irak qui s'étend d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan, jusqu'à la frontière turque.

FAUX ESPOIRS

Pour compliquer le tout, l'armée turque, toutes armes confondues et soutenue par le PDK, fait la guerre en territoire irakien aux rebelles kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), réfugiés en Irak du Nord. Et en



septembre 1996, l'armée irakienne, qui depuis avril 1991 ne s'était plus jamais aventurée au nord du 36^e parallèle - limite au-delà de laquelle une coalition occidentale emmenée par les Etats-Unis lui a imposé une zone d'exclusion aérienne -, n'en a pas moins volé au secours de l'UPK contre ses frères ennemis du PDK.

Car ces deux formations, historiquement les plus importantes dans le Kurdistan irakien, s'entre-tuent régulièrement dans une lutte pour le pouvoir et le contrôle des leviers des finances. Une trêve est observée depuis début novembre, mais l'ensemble de la population kurde, échaudée par l'expérience, estime qu'elle ne perd rien pour attendre, d'autant que toutes les tentatives de médiation, y compris américaines, ont lamentablement échoué. A cela s'ajoute une situation économique catastrophique due à l'embargo pluriel imposé par la communauté internationale à l'Irak depuis 1991 et aggravée par les combats, les déplacements de population et les divisions territoriales.

Les jeunes Kurdes irakiens, qui ne voient pas le bout du tunnel, sont d'autant plus tentés de s'exiler que ceux de leurs proches qui l'ont fait et qui ont réussi à avoir une carte de résident en Europe leur font caresser de faux espoirs.

« Lorsqu'un cousin ou un ami expatrié écrit pour dire qu'il gagne ne fût-ce que le salaire minimum inter-syndical garanti, ce qui représente, disons mille dollars, et qu'il vit dans un appartement chauffé et bénéficie d'une assurance médicale, etc., que croyez-vous qu'il se passe dans la tête du récipiendaire ? », demande un Kurde irakien résidant en France. « Ces pauvres gens s'imaginent qu'avec mille dollars on mène une vie de nabab », ajoute-t-il.

Le sentiment d'insécurité est d'autre part tel qu'il pousse de nombreux jeunes à partir. Tel, dit encore ce Kurde irakien, un ami vétérinaire, Hassan, qui vivait dans la plus grande aisance dans le Kurdistan et qui a vendu tout ce qu'il possédait, pour aller s'installer en Allemagne, dans un deux-pièces exigu, avec son épouse et ses deux enfants, parce que, dit-il, « au moins sais-je ici que je peux vivre en sécurité ».

PROCHES EXPATRIÉS

Pour partir, explique un autre Kurde irakien, les gens se font aider financièrement par des proches expatriés, ou vendent tous leurs biens (terres, maison, bétail, bijoux), pour payer les passeurs qui les achemineront du Kurdistan irakien vers l'Iran, la Turquie, la Grèce, l'Italie, ou alors directe-

ment en Turquie, d'où ils prendront la route ou la mer pour l'Europe. Les passeurs peuvent être kurdes eux-mêmes, turkmènes - une autre minorité du Kurdistan -, turcs ou iraniens. Les destinations d'élection sont généralement l'Allemagne et les Pays-Bas, parce qu'il y est plus facile d'y acquérir l'asile politique ou humanitaire qu'en France, en Belgique ou en Italie par exemple. Parmi les immigrés clandestins, certains, selon les mêmes sources, se feraient passer pour des Kurdes irakiens, mais seraient en fait arabes irakiens, ou kurdes syriens, ou encore kurdes turcs. D'après la police italienne, des Kurdes turcs faisaient partie des passagers de l'Ararat.

Les Kurdes turcs n'ont presque rien à envier à leurs voisins irakiens, même si dans le Sud-Est anatolien, où vit la grande minorité kurde de Turquie, la situation est moins compliquée que celle qui prévaut dans le nord de l'Irak. La guerre qui y oppose l'armée turque aux rebelles sécessionnistes du PKK depuis 1984 a ruiné la région.

Plus de vingt-trois mille personnes ont été tuées en treize ans et des centaines de milliers d'autres - deux millions selon certaines estimations - ont été déplacées. Dans certaines zones du Sud-Est anatolien, le revenu annuel

moyen par habitant n'est que de 660 dollars par an. D'après certains responsables locaux, plus de 80 % des réfugiés survivent avec moins d'un dollar par jour (*Le Monde* du 8 août).

La Turquie, et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'Union européenne l'a exclue de la liste des pays qualifiés pour les futurs élargissements, a un triste record en matière de violation des droits de l'homme. En particulier vis-à-vis de sa minorité kurde.

Mouna Naïm

Vingt-cinq millions de Kurdes

Répartis entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et certaines républiques de l'ex-Union soviétique, les Kurdes sont estimés à près de 25 millions. Ils sont quatre millions environ en Irak, sept à huit millions en Iran, douze millions en Turquie et un million en Syrie. Près de cinq cent mille vivent dans certaines républiques de l'ancienne Union soviétique. Les Kurdes n'ont jamais eu un Etat indépendant. Une République kurde a été proclamée en 1946 à Mahabad, dans le nord de l'Iran, avec le soutien des Soviétiques, mais elle n'a duré que onze mois, Moscou sacrifiant ses protégés sur l'autel d'un accord pétrolier avec Téhéran. En 1992, à l'abri de la zone d'exclusion aérienne imposée à l'armée irakienne par une coalition occidentale, les Kurdes irakiens ont mis sur pied un « Parlement » et un « gouvernement » de la région « autonome » du Kurdistan, dont ils se défendaient de vouloir proclamer l'indépendance. Mais leurs conflits sanglants internes ont fait voler en morceaux cet échafaudage.

MERCREDI 31 DÉCEMBRE 1997

La Mafia joue un rôle important dans le trafic des immigrés

ROME

correspondance

La section antimafia du parquet de Reggio de Calabre a décidé, lundi 29 décembre, d'ouvrir une enquête sur l'« Ararat », le cargo qui s'était échoué deux jours auparavant devant les côtes calabraises avec huit cent trente-cinq Kurdes à bord. La magistrature est à la recherche des preuves de ce qui semble désormais un fait établi : la mafia locale, la 'ndrangheta, est entrée dans ce nouveau trafic, celui des clandestins. Deux autres enquêtes, remontant à il y a plus d'un an, lors des premières arrivées en masse dans la région, conduiraient à cette même conclusion.

Les parrains calabrais « veillent », en couvrant notamment la fuite des équipages des cargos. Le canot pneumatique des quatre hommes qui ont guidé l'« Ararat » a été retrouvé entre Locri et Siderno, deux villes à forte infiltration mafieuse de la province de Reggio de Calabre. Or, selon les enquêteurs, on ne débarque pas impunément, la nuit et avec une grosse somme d'argent, dans ce genre de territoire, si l'on ne dispose pas de la protection de l'organisation criminelle locale.

Ce qui est sûr, c'est que les hommes qui ont abandonné à lui-même le vieux cargo avec son « chargement » humain avaient beaucoup d'argent avec eux. Les Kurdes hébergés en Calabre commencent à parler. Un récit fait de misère, d'humiliations et de privations pour une traversée de six jours, effectuée dans des conditions inhumaines, et qu'ils ont payée très cher. Pour ce voyage de l'espoir, chacun a dû verser entre 2 000 et 3 000 dollars environ. Selon un premier calcul des autorités italiennes, il a rapporté gros à l'organisation criminelle qui gère ce trafic entre la Turquie et l'Italie, via la Grèce. Quelque chose comme 5 milliards de lire, environ 3 millions de dol-

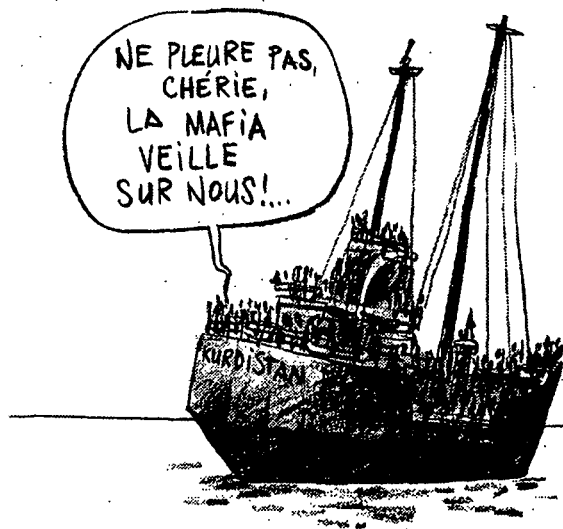
lars. Avec un bénéfice net impressionnant, même si l'on tient compte des « frais » comme l'achat, semble-t-il, pour 250 000 dollars de « L'Ararat », un vieux cargo libanais.

VOYAGER À CRÉDIT

Les enquêteurs ont trouvé dans le journal de bord l'indication de deux possibles routes vers l'Italie : l'une en direction Santa Maria di Leuca, dans les Pouilles, et l'autre - qui a été effectivement suivie -, vers les côtes calabraises. Ce qui confirme, selon les magistrats du parquet antimafia de Bari, en première ligne sur ce front, l'existence d'une alliance entre les différentes mafias pour se partager ce trafic.

Les enquêteurs italiens se sont rendus ces derniers jours à Tirana pour tenter de remonter une de ces filières. Pas de doute, l'organisation est puissante : elle peut se permettre, par exemple, en comptant sur sa force d'intimidation, de faire voyager à crédit. Quelques-uns des passagers de l'« Ararat » n'auraient pas en effet versé entièrement le coût de leur voyage.

Cette nouvelle réalité criminelle ne surprend qu'à moitié les experts. Un rapport, daté de 1995, de la di-



PANELLO

rection nationale antimafia, indiquait clairement que le trafic clandestins risquait de devenir le nouveau créneau des organisations criminelles. Pierluigi Vigna, le procureur national chargé de la lutte contre la mafia, a confirmé lundi la dimension internationale du réseau

et indiqué une formidable capacité des mafias à s'adapter aux besoins du « marché ».

C'est à cette diversification qu'on assiste aujourd'hui. Non plus seulement tabac, armes et drogue mais êtres humains, un trafic d'autant plus rentable qu'il fait courir moins de risques du point de vue pénal. L'organisation aurait ses propres spécialisations : les Albanais gèrent toujours les traversées à partir de leur pays, avec les hors-bords rapides qui échappent plus facilement aux contrôles de la marine italienne. Il s'agit d'un phénomène dont on parle moins, mais qui continue de plus belle, avec de véritables navettes chaque nuit.

DURCISSEMENT ATTENDU

La mafia turque, elle, s'occupe des voyages de masse. Il s'agit de « chargements » d'environ trois cents-quatre cents personnes, qui rapportent en moyenne 1,5 million de dollars. Cette année, on en a

Neuf clandestins arrêtés en Autriche

Neuf clandestins kurdes irakiens - un homme, deux femmes et six enfants âgés entre un et sept ans - ont été arrêtés le week-end dernier du côté autrichien de la frontière austro-hongroise, à Oberbildein (à 70 km à l'est de Vienne), a annoncé, lundi 29 décembre, la gendarmerie. Les Kurdes avaient traversé la frontière austro-hongroise à pied et ont été pris en charge du côté autrichien de la frontière par un passeur hongrois, également arrêté par la gendarmerie autrichienne. Le passeur, âgé de vingt-neuf ans, qui avait déjà fait passer quatre groupes de clandestins, avait demandé 10 000 forints (350 francs environ) aux Kurdes pour ses services.

Les clandestins, qui voulaient aller à Vienne avec leur passeur, ont été emmenés par les autorités autrichiennes dans un camp de réfugiés. L'Autriche, qui arrête tous les mois plusieurs dizaines de clandestins à ses frontières orientales, tente d'exercer un contrôle particulièrement strict sur ses 1 300 kilomètres de frontières avec les pays de l'Est.

Le Monde

compté plusieurs, le plus important le 2 novembre, quand près de huit cents clandestins sont arrivés à Santa Maria di Leuca. Mais ce n'est pas fini. Selon les propos du commandant de la capitainerie du port de Crotona, rapportés par un quotidien, il faudra s'attendre à un autre débarquement la nuit de la Saint-Sylvestre.

Pour les Kurdes arrivés la semaine dernière, les procédures d'identification continuent en vue de l'éventuel ordre d'expulsion. En

attendant, certains ont été interceptés, lundi, à plusieurs centaines de kilomètres de leur point d'arrivée, en marche vers le nord de la péninsule, pour tenter de franchir les frontières vers la France et l'Allemagne. Résultat, c'est encore une fois la législation actuellement en vigueur en matière d'expulsion qui est sur la sellette.

L'ordre de quitter le pays n'est en effet exécutoire que dans les quinze jours, un délai qui laisse tout le temps pour disparaître dans la na-

ture. Un durcissement à ce sujet est attendu, mais la loi doit obtenir un dernier feu vert du Parlement. Le débat s'anime. On s'interroge sur la possibilité d'accorder, malgré tout, un statut de réfugié à ces hommes, femmes et enfants en fuite. Le ministre de l'intérieur a annoncé que les demandes d'asile politique seront examinées minutieusement. De nombreuses voix se lèvent pour que l'ensemble de la question kurde soit débattue au niveau européen, et qu'une initiative commune soit

prise.

Rome cherche aussi la collaboration d'Ankara, tant sur ce plan politique que sur l'aspect policier, avec une demande de pression plus appuyée sur la mafia turque. Lundi, un porte-parole du gouvernement turc a fait savoir que le dialogue était possible.

Salvatore Aloise

...and now the Italians tell us to clean up our house

Italian Interior minister asks for an international conference to bring peace to the 'region of Kurdistan'

The Italians had joined forces with the French in pushing for a better deal for the Turks at the European Union and they failed. As a matter of fact despite the setbacks the Italians always kept their spirits high and tried to raise Ankara's morale despite the fact that our candidacy for full membership looked like mission impossible.

Now we see that the Italians have been struck with the realities and have started screaming about the influx of Kurdish immigrants into their country through Turkey.

On Saturday the Italians called on Ankara to take action against gangs involved in ferrying illegal immigrants to Europe after nearly 1,000 men, women and children were rescued from a grounded ship off Italy's southern coast.

We are told gangs are charging \$3,000 per head to ferry thousands of immigrants from Turkey to Italy. Of course this is a scandal which the Turkish authorities have to deal with. We also feel Turkish officials have to tell the public how so many people happened to board ships illegally to be ferried abroad under their watchful eyes...

However, the fact that most of the immigrants are of Kurdish origin from Turkey and Iraq seems to add another twist to the issue. Italian Interior Minister Giorgio Napolitano seems very upset and states "The growing number of arrivals of Kurds, whether they are from Turkey or Iraq, is becoming a difficult problem not only for Italy but for several other members of the European Union."

Unfortunately these are not the only remarks he makes. He also declares "I urge there to be an international initiative to bring peace to the region of Kurdistan and for the rights of that people to be recognized." What region is he talking about. Is it southeastern Turkey? Is it the Iraqi Kurdistan region? Or is he talking about a new country called



Editorial
İlinur Çevik

"Kurdistan" to be set up by the West on Turkish, Iraqi, Iranian and Syrian soil?

He seems to suggest the international community should interfere in Turkey's internal affairs and solve the Kurdish problem for us. His remarks may sound innocent at first but what they imply has very dangerous repercussions. The separatism issue that has threatened especially our southeastern provinces may now become an international issue with Turkey being forced to give up its sovereign rights in the region... Is this what the Italian minister wants?

The Italians have to realize that their liberal immigration laws have turned them into an attraction for illegal aliens who want to use the country as a stepping stone into Europe. Isn't it a fact that Tunisians and Albanians are using every possible means to slip into Italy? So the issue is not just limited to the Kurds.

The Italians can apprehend these illegal immigrants and then send them back to the country of their origin. Later, no one will dare use these illegal means to try to slip into EU territory through Italy.

Turkey has already said it will discuss with Italian officials the immigration issue and that it is open to cooperation. Now the Italians should be prepared to show the courage to send these aliens back. But linking the issue to the Kurdish problems and seeking "solutions" is unwise and could cause a serious rift between Ankara and Rome.

الدول العربية ولا التفاهات مع سورية التي ترى ان «تطبيع» علاقاتها مع واشنطن صعباً. وبالتالي اي تقارب بين يلدي «ايدولوجية البعث» سيثير حفيظة واشنطن، وهو الامر الذي تريده دمشق لانها غير راضية عن تجاهل الادارة الاميركية لتشدد نتيائها وعدم الدفاع عن عملية السلام التي ترعاها. اضافة الى اصرارها على عقد مؤتمر الدوحة الاقتصادي واجراء المناورات البحرية مع الاتراك والاسرائيليين التي ارجئت لـ «تمريض» مؤتمر الدوحة ولم تلغ.

عليه، فإن استمرار الحصار البطيء على دمشق ربما يدفع الى افلات التطبيع مع بغداد من العجلة السورية. وفي هذا الاطار قال دبلوماسي كويتي: «زيارة عزيز ليست ضدنا بل ضد واشنطن».

حسين. حتى لو حصل التغيير فالسؤال من هو البديل؟ هل هو اميركي - اسرائيلي - تركي؟ وهل اسقاط النظام العراقي يحصل من دون تقسيم العراق؟ وفي حال قسم العراق هل ستكون الدول العربية الاخرى بعيدة عن خطر التقسيم؟ الا يبرر ذلك قيام واشنطن بتغيير اي نظام عربي؟

آخر؟ استمرار الحصار الا يدفع بغداد الى اسرائيل (مسؤولون عراقيون اعلنوا انهم رفضوا مشروعين للعودة الى المجتمع الدولي بشرط التطبيع مع تل ابيب)؟ الا تدفع معاناة الشعب العراقي الى كره العروبة والعرب؟ هل يمكن ان يسبق الحظر الى الابد؟

كما ان جمود مفاوضات السلام السورية - الاسرائيلية ليس بعيداً عن اسباب «التطبيع» مع بغداد، إذ ان رئيس الوزراء الاسرائيلي بنيامين نتانياهو لا يريد التزام الاتفاقات الموقعة مع

مع «الحزب الديموقراطي الكردستاني» بزعامة مسعود بارزاني على مناطق «الاتحاد الوطني الكردستاني» بزعامة جلال طالباني، كما انها عارضت دائماً «المؤتمر الوطني العراقي الموحد» الذي حاول تاسيس مؤسسات كردية في شمال العراق.

وتعتقد دمشق ان «التحالف» العسكري التركي - الاسرائيلي يستهدف تقسيم العراق وحصول انقرة على ولاية الموصل «انطلاقاً من اطماعها التاريخية» التي عبر عنها الرئيس التركي سليمان ديميريل قبل سنوات وتكرست عملياً بالاعلان عن «منطقة امنة» في شمال العراق. واستطاعت سورية ان تاخذ من هذه العناصر كاساس لدعم وجهة نظرها لدى الحديث مع الدول الخليجية عن خلفيات التقارب مع بغداد - صدام. وحسب الرأي السوري لا تريد واشنطن تغيير صدام

الى هذا التقارب؟ الاجابة العراقية عن هذا السؤال تبدو سهلة، ذلك ان بغداد تعيش تحت الحظر الدولي منذ العام ١٩٩١ من دون وجود تاريخ محدد لرفعه، والعلاقة مع اي دولة شاركت في «التحالف الدولي» او دولة اخرى، تعتبر مكسباً للعراق فكيف اذا كانت تلك الدولة هي سورية التي تحتضن الفصائل الاساسية للنظام العراقي وتربطها حدود بطول ٥٩٦ كلم (٢٤٠٧) في المئة من اجمالي الحدود السورية) وهناك «ملفات عالقة عدة» (على عكس قول عزيز) تتعلق بشؤون امنية ومائية وحدوية.

وتبدو الاجابة السورية اكثر تعقيداً وتفصيلاً وتتلخص بشكل اساسي بوجود مشاريع اقليمية - دولية لتقسيم العراق الامر الذي يهدد سورية ودولاً اخرى. لذلك لم تعارض القيادة السورية ان يقوم النظام العراقي ببسط سيطرته

AL HAYAT MONDAY 24 NOVEMBER 1997 ISSUE NO 12687

عودة السفير الألماني الى طهران

ايران تعتبر «نجاحها» الدبلوماسي سابقة

□ طهران - «الحياة»:

دبلوماسي وسياسي لا ستابق له في تاريخ العلاقات الدولية، وشددت على ان الموقف «الصلب والجريء» لمرشد الجمهورية الاسلامية هو الذي «منح العزة لايران الاسلامية»، واثبت ان في امكان الدول ان تفرض وجودها وموقفها اذا تسلحت بالقرار المستقل.

الحوار البناء

وتشعر حكومة خاتمي بارتياح بالغ الى تطبيع علاقاتها بصورة كاملة مع أوروبا وتمتين عناصر التعاون الاقتصادي والتجاري بين الجانبين، في ظل عدم وجود قطيعة سياسية وتلويح باستئناف الحوار مع الاتحاد الأوروبي على قاعدة جديدة تستبدل «الحوار النقدي» بالحوار «البناء». وينظر الإيرانيون الى الاتفاق الاخير مع أوروبا باعتباره «فشلاً» للسياسة الاميركية ازاء طهران.

وكان عدد من السفراء الايرانيين في عواصم الاتحاد الأوروبي عادوا الى اسكن عملهم خلال الايام القليلة الماضية بعدما استقبلهم مرشد الجمهورية الاسلامية آية الله علي خامنئي في اجتماع مغلق لم يُنشر في طهران شيء عن فحواه.

وتطبيع العلاقات الدبلوماسية مع الاتحاد، واعتبر ان دبلوماسيته حققت «نجاحاً» على هذا الصعيد.

واوضح مساعد وزير الخارجية للشؤون الأوروبية والأميركية مرتضى سرمدي ان حكومة الرئيس محمد خاتمي ترغب في تعزيز علاقاتها الأوروبية «بشرط ان يتم التعاون على اساس الاحترام المتبادل والمصالح المشتركة». ورأى ان أوروبا «لا يمكنها ان تتجاهل الموقع الاستراتيجي للجمهورية الاسلامية في المنطقة» واعرب عن استعداد بلاده للتنسيق السياسي مع الاتحاد الأوروبي مستطرداً ان «حجم تعاوننا مع أوروبا ونوعه متوقفان على الدور الذي ستلعبه على المستوى الدولي».

وتابع ان بلاده تولي أهمية لقرار وسياسة اوروبيين «مستقلين» في اشارة الى الضغوط الاميركية على الاتحاد للانخراط في استراتيجية «العزل السياسي والحظر الاقتصادي التي تتبعها واشنطن ازاء الجمهورية الاسلامية». وزاد سرمدي: «اذا ارادت أوروبا ان تلعب دوراً مستقلاً سنفتح افاقاً جديدة للتعاون معها».

واعترفت الازمة الإيرانية ان الازمة الدبلوماسية مع أوروبا انتهت «بنجاح

طوت ايران وأوروبا مرحلة من التزام الدبلوماسي والتجاذب السياسي استمرت ٧ شهور، وعاد السفير الألماني هورس بيشمن الى طهران اول من امس في اطار اتفاق ذلل عقبات بروتوكولية عقدت وضع حد للازمة الدبلوماسية بين طهران والاتحاد الأوروبي في وقت مبكر. واعتبرت الاوساط السياسية الرسمية الايرانية ان الكيفية التي انتهت بها الازمة شكلت «نجاحاً دبلوماسياً وسياسياً لا سابق له في تاريخ العلاقات الدولية»، في اشارة الى ان السفير الألماني كان «آخر» سفير اوروبي يعود الى العاصمة الايرانية. ولم يعد السفراء الاوروبيون بصورة جماعية كما كان يطالب بذلك الاتحاد، بينما تعتبر بون ان سفيرها لم يعد وحيداً، بما انه وصل الى مطار مهراباد الايراني برفقة السفير الفرنسي جان بيار ماسيه، علماً ان سفراء ١١ دولة اوروبية والقائم بالاعمال البريطاني الجديد نيكولاس براون عادوا الاسبوع الماضي الى طهران.

واكد وزير الخارجية الايراني الدكتور كمال خرازي ارتياح حكومته الى عودة السفراء

طالباني يقبل بوقف النار لكنه يرفض شروط بارزاني

المحادثات، التي ترعاها الولايات المتحدة وبريطانيا وتركيا، في شكلها الحالي. وقال صائب: «استبعد ذلك تركيا جزء من هذا الصراع. يمكن أن تنضم كطرف آخر ولكن ليس كراع، لعملية السلام.»

وتحتفظ تركيا بالاف عدة من قواتها في شمال العراق منذ شنت هجوماً في ايلول (سبتمبر) الماضي لتدمير قواعد حزب العمال الكردستاني الذي يتخذ المنطقة قاعدة لشن هجمات على الأراضي التركية.

والقيام بعمليات عسكرية مشتركة. وينفي حزب طالباني هذه التهمة، ويقول دبلوماسيون غربيون في انقرة ان تركيا تساند بنشاط حزب بارزاني لكن انقرة تؤكد ان قواتها لا تهاجم سوى مقاتلي حزب العمال.

الى ذلك افساد ناطق باسم الحزب الديمقراطي في انقرة ان من الممكن استئناف عملية السلام التي تساندها الدول الغربية بين حزبي طالبان وبارزاني اذا استمر وقف النار بينهما. ويعتبر الاتحاد ان من المستحيل استئناف

يحتل بدعم تركيا، اعلان اول من امس وفقاً للنار من جانب واحد، لكنه اكد ان الهدنة مشروطة بالتزامها من قبل حزب طالباني، ومنعه اي طرف ثالث من شن هجمات على مواقع الحزب الديمقراطي. لكن صائب اعتبر ان هذا الشرط غير واقعي، وقال: «يريدوننا ان نعمل كحراس لهم ضد هجمات الجماعات الاخرى.»

وينهم حزب بارزاني الاتحاد بايواء مقاتلي حزب العمال الكردستاني (التركي) في مناطقه

■ انقرة - رويترز - اكد الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) امس انه قبل موقتاً وقف النار الذي اعلنه خصمه الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني)، بعد اكثر من شهر من القتال بين الطرفين في شمال العراق. ونقلت وكالة «رويترز» عن ممثل الاتحاد في انقرة شازاد صائب ان حزبه «يقبل» مشروطاً، و«يلتزم» وفقاً للنار «غير» وكان حزب بارزاني، الذي

لقاء النائبين للمرة الاولى منذ ١٧ سنة

التطبيع السوري - العراقي في ضوء لقاء خدام وعزيز

الخاصة في الحدود المشكلة في العام ١٩٩٢، وقع خبراء البلدين في كانون الأول (ديسمبر) ١٩٩٥ اتفاق ترسيم الحدود التي عبرها خبراء المياه مرات عدة للتنسيق ضد تركيا اضافة الى بدء الدبلوماسية السورية في حضور حفلات السفارات العراقية اعتباراً من العام ١٩٩٦.

ويعد اقتراح الرئيس حافظ الاسد في حزيران (يونيو) العام الماضي حضور العراق القمة العربية التي عقدت بعد شهر في القاهرة، سمح بمرور موكب زعيم حركة «امة الاسلام»، لويس فرخان من العراق الى سورية عبر نقطة «التدف» التي فتحت في كانون الثاني (يناير) الماضي امام ثلاثة دبلوماسيين افرجت عنهم السلطات اللبنانية من الاعتقال بتهمة قتل معارض عراقي قبل ثلاث سنوات.

لكن تبقى الخطوة الاهم في اطار التقارب، هي قيام الدكتور الشلاح بترؤس وفد اقتصادي زار بغداد بين ١٩ و ٢٢ ايار (مايو) الماضي، ثم اعلان فتح معبر التنف رسمياً لعبور البضائع واستمرار تدفق الوفود الاقتصادية في الاتجاهين للعمل تحت مظلة القرار ٩٨٦ (النفط للغذاء).

وفي الاطار السياسي - الاعلامي، كان الغاء العراق بث اذاعة «صوت سورية العربية»، المعادية لسورية، ودمشق اذاعة «صوت العراق، المعادية لبغداد، التطور العلني الاهم الذي دل الى التوجه الهام، اضافة الى السماح لباصات عراقية شاركت في دورة رياضية جرت في بيروت ب «التجول»، في سورية حاملة صور الرئيس صدام حسين. ما الذي دفع دمشق وبغداد

الجنسيات الاخرى، وذلك حسب الوعد السوري للشيخ صباح الاحمد.

كما ان البيان الرئاسي السوري عن محادثات خدام - عزيز اعلن بعد اللقاء انه «جرى التأكيد على اهمية تطبيق جميع قرارات مجلس الامن لطي هذا الملف»، وان المسؤولين «تطرقوا الى العلاقات العربية والوضع في المنطقة، وامعاناً في الرغبة في ان تكون الزيارة حسب الايقاع السوري البطيء وليس العراق المتسارع، لم يمض عزيز ساعاته في احد فنادق دمشق بل في قصر «الروضة» الرئاسي الامر الذي حال دون اجراء مقابلات صحافية واسعة، بل ان الامر اقتصر على تصريحات قليلة في المطار وبعد خروجه من اجتماعه الى خدام. في الواقع ما كانت محادثات «النائبين» لتحصل لولا التمهيد المبرمج الذي حصل في السنوات الأخيرة. وكما ان الافادة من الخطوات السابقة كان صعباً لولا الازمة بين بغداد والامم المتحدة، فإن حصول الازمة لم يكن كفيلاً لوحده ب «تمرير» الزيارة من دون تلك الخطوات التي شهدتها السنوات الأخيرة.

واستطراداً، يمكن القول انه حتى في عز الازمة بين البلدين وتبادل الاتهامات في الثمانينات وقيام العراق بدعم «الاخوان المسلمين» في سورية التي قامت بعمليات عسكرية وتفجيرات، لم ينقطع الحوار تماماً وذلك حسب الدبلوماسية السورية القائمة على الابقاء على «شعرة معاوية» مع كل الاطراف. وبدأت اللقاءات تأخذ شكلاً علنياً في السنوات الأخيرة، إذ انه بعد عدد من اللقاءات غير العلنية للجنة

الجنح السوري في «معرض بغداد الدولي»، سبباً لدعم قناعتهم، خصوصاً وان وزير التجارة العراقي محمد مهدي صالح افتتح الجنح العراقي في «معرض دمشق الدولي». ويشير هؤلاء الى عدم سفر رئيس اتحاد غرف التجارة الدكتور راتب الشلاح ايضاً لافتتاح الجنح السوري.

في المقابل اتخذ آخرون في الشهر الماضي من موافقة السلطات السورية على السماح لصحافيين رسميين بمرافقة التجار والصناعيين الى العراق للمرة الاولى منذ الثمانينات، دليلاً مهماً للتوجه السوري نحو بغداد. وجاءت تصريحات وزير الدفاع السوري العماد اول مصطفى طلاس ل «الحياة» التي رفض فيها استخدام القوة العسكرية ضد العراق لتدعم ذلك وازدادت هذه القناعة باعلان وزير الخارجية فاروق الشرع خلال مؤتمر صحافي مع نائب رئيس الوزراء الكويتي وزير الخارجية الشيخ صباح الاحمد الصباح من ان عزيز «طلب رسمياً زيارة» دمشق.

وجاءت زيارة نائب رئيس الوزراء العراقي لتوضح تماماً توجه دمشق لكن على الطريقة السورية اي «الخطوة خطوة» الامر الذي اتضح في تصريحات مسؤولي البلدين. وفي مقابل اعلان عزيز بعد لقائه خدام ان «الامور تسير باتجاه التطبيع» بين الطرفين وان «لا ملفات عالقة» بين دمشق وبغداد، اشار الشرع الى ان الحديث تناول «ضرورة تنفيذ قرارات مجلس الامن» وان خدام اطلع منه على «محصير الاسرى والمفوقين الكويتيين ومن

□ دمشق - من ابراهيم حميدي:

■ «ربما تكون زيارة طارق عزيز الى دمشق اكبر مكسب، حققه العراق في الازمة الأخيرة مع واشنطن. بهذه الكلمات علق سفير احدي الدول الخليجية على المحادثات التي اجراها نائب رئيس الوزراء العراقي لمدة ثلاث ساعات مع نائب الرئيس السوري عبدالحليم خدام. ويذهب السفير الى القول: «ليس مهماً ما دار بين خدام وعزيز لكن المهم هو حصول لقاء بين النائبين.»

جاء هذا الكلام تعليقاً على اول زيارة لمسؤول عراقي في هذا المستوى الى العاصمة السورية منذ قطع العلاقات الدبلوماسية في ايلول (سبتمبر) ١٩٨٠، كما ان دمشق لم تكن تستطيع استقباله لولا حصول تلك الشككة بعد طرده المتشنين الأميركيين في لجنة الامم المتحدة، إذ انها كانت تنتظر الفرصة المناسبة للانتقال خطوة الى الاسام بعد خطوات التقارب تحت المظلة الاقتصادية نتيجة رؤية سورية الى التطورات الإقليمية والدولية تستدعي «المصالحة العربية - العربية».

وبددت هذه الزيارة القناعة التي سادت في الاشهر الأخيرة من ان دمشق في صدد اعادة النظر في تقاربها مع بغداد. واستند أصحاب هذا الرأي الى قيام الاستخبارات السورية باعتقال بضعة معارضين عراقيين بتهمة التعامل مع النظام العراقي في السنوات الأخيرة مع انهم مقيمون في سورية او لبنان منذ عقود. واخذ محللون من عدم سفر وزير الاقتصاد الدكتور محمد العمادي الى بغداد لافتتاح

السفراء الإيرانيون لدى الاتحاد الأوروبي بدأوا بالعودة إلى مراكز عملهم

طهران في ١٣ تشرين الثاني (نوفمبر) الماضي اثر اتفاق بين الاتحاد وايران.
ونص هذا الاتفاق على عودة الدبلوماسيين الأوروبيين على دفعتين. وقد وصلت المجموعة الاولى الاكبر عدداً ليل ١٣ - ١٤ تشرين الثاني (نوفمبر). وينتظر ان يعود السفيران الالماني والفرنسي ليل ٢١ - ٢٢ منه.
واقادت الصحف الإيرانية ان مرشد الجمهورية آية الله خامنئي استقبل السفراء الإيرانيين في الاتحاد الأوروبي اول من امس عشية عودتهم الى امكان عملهم.
الا ان نائب وزير الخارجية الإيراني للشؤون الأوروبية مرتضى سمردي شدد في تصريحات للوكالة الإيرانية على ان العلاقات بين ايران والاتحاد الأوروبي لن تعود يوماً الى ما كانت عليه في

طهران - ا ف ب - افادت وكالة انباء الجمهورية الاسلامية الإيرانية ان السفراء الإيرانيين المعتمدين في دول الاتحاد الأوروبي بدأوا امس العودة الى مقرات عملهم.
وكان السفراء الأوروبيون في طهران ونظراؤهم الإيرانيون في الاتحاد الأوروبي استدعوا للتشاور الى دولهم في نيسان (ابريل) الماضي اثر صدور حكم عن القضاء الألماني دان كبار المسؤولين الإيرانيين في قضية اغتيال معارضين إيرانيين اكراد في برلين في ١٩٩٢.
وقالت الوكالة الإيرانية ان سفير ايران في روما مجيد هدايات زاده كان اول من استقل الطائرة صباح امس عائداً الى العاصمة الإيطالية.
وكان السفراء الأوروبيون بدأوا العودة الى

السابق.
واضاف «نظراً الى تصرف بعض الدول بات لذي ايران رأي سلبي ازاء استمرار العلاقات على المدى الطويل مع هذه البلدان، في اشارة الى ألمانيا. وقال ان «على هذه الدول ان تصحح ذهنيتهما السلبية في خطواتها المقبلة، حيال ايران.
الا ان سمردي قال ان «أوروبا المستقلة مهمة كثيراً بالنسبة الى ايران. واذا ما ثبتت استقلاليتها هذه فان ميادين عديدة للتعاون ستفتح بين ايران والاتحاد الأوروبي وسيكون مستقبل العلاقات بين الجانبين واعاء.
وكانت ايران اشارت خلال الایام الماضية الى دور فرنسا في تسوية هذه الازمة الدبلوماسية التي دامت سبعة اشهر وشهدت على اهمية العقد الغازي الذي وقع في ايلول (سبتمبر) الماضي، بين ايران والشركة الفرنسية «توتال»، رغم معارضة الولايات المتحدة.

AL HAYAT THURSDAY 20, NOVEMBER, 1997

تركيا تشيد بجهود قوات بارزاني في إعادة العمل بخط وقف النار

التركي بشن هجوماً على مواقعه في شرق رواندوز على بعد نحو ٥٠ كلم غرب العاصمة الإيرانية. وقال ان «عملياتنا استهدفت حزب العمال الكردستاني». و«اضاف: «بالنسبة اليينا لسنا في وارد ان نختر بين الحزب الديموقراطي والاتحاد الوطني». من جهة اخرى نفى الناطق باسم الاتحاد الوطني في انقرة شازاد صائب ان يكون صرح بان قوات حزبه انسحبت من منطقة سد دوكان التي تزود مدينة اربيل، العاصمة الإقليمية لكردستان العراق، بالكهرباء. وقال، في ايضاح لـ «الحياة»، التي كانت نقلت التصريح عن وكالة «رويترز»، انه اشار الى الانسحاب من بلدة سيدكان وهي غير سد دوكان.

في انقرة، بضغوط من الولايات المتحدة وتركيا وبريطانيا وفي اعقاب معارك عنيفة في شمال العراق، على وقف النار. وخرقت هذه الهدنة التي تم احترامها لعام تقريباً، ما ادى الى استئناف المعارك في ١٢ تشرين الاول (اكتوبر) الماضي. وكانت واشنطن وانقرة ولندن حملت الاتحاد الوطني مسؤولية خرق وقف النار وطلبت منه سحب قواته الى المواقع التي كانت تحتلها قبل ١٢ من الشهر الماضي. واول من امس اعلن الحزب الديموقراطي في بيان ان قوات الاتحاد تراجعت الى خط وقف اطلاق النار بعد ان شنت هجوماً الاحد. ورفض اوتجان اتهامات الاتحاد الوطني الاحد الماضي بان الجيش

انقرة، لندن، والخصية، ا ف ب - جاعلن الناطق باسم الخارجية التركية بجاتي لوتجان امس الاربعاء انه اعيد اعتماد خط وقف النار الذي اتفق عليه الفصيلان الكرديان المتناحran في شمال العراق قبل عام.
وقال الناطق خلال مؤتمر صحافي في انقرة ان هذا الهدف تحقق بفضل جهود الحزب الديموقراطي الكردستاني الذي يترجمه مسعود بارزاني. وافر اوتجان بان جهود الحزب تعتمد القوة لكنه اعتبر ان الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعمه جلال طالباني) مسؤول عن انتهاك وقف النار باستخدامه القوة اولا. وكان الحزبان وافقا في تشرين الاول (اكتوبر)

قوات بارزاني تؤكد استعدادها مواقع قرب الحدود بين العراق وايران

وايران. واكد ممثل طالباني في انقرة شازاد صائب ان قواته اخذت في الانسحاب من سد دوكان الاسبوع الماضي. و«اضاف ان الطائرات التركية شنت غارات على مواقعه في وقت مبكر امس. وتابع: «هذا الصباح تركزت الغارات الجوية التركية على مواقع للاتحاد الوطني وقرية يقطنها مديون تسمى قسري». ولم تعط السلطات العسكرية التركية اي ايضاحات في هذا الشأن ولكن انقرة تعلق عادة بتأكيد ان الغارات تستهدف مواقع حزب العمال فقط.

غلالة وقسري وادي خانقاه وروستي وكلها يقع على طريق هاملتون الاستراتيجي الممتد من اربيل الى حاجي عمران التي تقع مباشرة على الحدود مع ايران. وشدد البيان على ان هدف الهجمات التي تشنها قوات بارزاني هو «تطهير» هذه المناطق و«ارجاع» قوات طالباني و«اجلان» الى خطوط وقف النار السابقة لاندلاع الجولة الحالية من الاقتتال في الثاني عشر من الشهر الماضي.
في انقرة اوضح سفير نزه ئي، ممثل باسم حزب بارزاني في تركيا، ان قواته استعدادها ايضا عددا من المواقع الاستراتيجية وقمم الجبال في محيط سد دوكان على بعد ٢٠ كيلومترا تقريبا من الحدود بين العراق

انقرة، لندن - «الحياة»، رويتر - اكد الحزب الديموقراطي الكردستاني (بزعمه مسعود بارزاني) امس ان قواته اجبرت قوات غريمه الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعمه جلال طالباني) على التراجع من مواقعه نتيجة لاشتباكات عنيفة جرت في مناطق متاخمة للحدود بين شمال العراق وايران. واعترف حزب طالباني بالتراجع، لكنه اضاف ان قوات بارزاني تلقت دعماً عسكرياً مباشراً من الجيش التركي.
وجاء في بيان للناطق الرسمي باسم حزب بارزاني ان قواته استعداد مواقعها السابقة من قوات طالباني ومقاتلي حزب العمال الكردستاني (التركي) بزعمه عبدالله اوجلان) وحدها بمرکز قضاء تشومان وبلدتي

الاقتتال الكردي يزداد ضراوة واتهامات لتركيا بتصعيد تدخلها

لندن: الشرق الأوسط

هي قلة رش وحاجي صالح وكيكي شيلانه وبيئة المعارضة وكهكي كرونه وداره بن وجاسوسان، وعن «طرده وتشنتيت» القوات الغربية، وتقدم الآن قوات الحزب الى هيران ونانزين بعد انهيار قوات الطرف الآخر وهما على وشك السقوط.

واوضح البلاغ ان قوات البارزاني «تقدمت بمسافة 15 - 20 كيلومترا (...) في كافة محاور القتال (...) ووصلت في غالبية هذه المحاور الى خط وقف اطلاق النار المرسوم في العام الماضي».

واقتر البلاغ بان بلدة سيده كان الواقعة في منطقة المثلث الحدودي العراقي - التركي - الإيراني سقطت في ايدي القوات المشتركة للطالباني وارهابيي حزب العمال الكردستاني التركي، حسب تعبير البلاغ. واشتكى مسؤول في الاتحاد الوطني اتصلت به «الشرق الأوسط» امس في مكتبه بمدينة السليمانية من ان قوات الطالباني تتعرض لدقصف شديد ومكثف، من الطائرات والمدفعية التركية، واكد ان 3 اسراب من الطائرات الحربية و40 دبابة تركية، شاركت في الهجوم على منطقة هيران - شقلاوة اول من امس بينما استمر القصف لمنطقة بني حريز «اربع ساعات متواصلة». واذاف ان الهجمات التركية كانت مستمرة امس في وادي هيران - شقلاوة.

واكد المسؤول في الاتحاد ان المناطق التي تتعرض للقصف القوات التركية «خالية من اي قوات لحزب العمال الكردستاني الذي يوجد مواقع في مناطق سيطرة البارزاني». وكانت تركيا قد اعلنت انها تقوم بعملية محدودة في شمال العراق ضد حزب العمال الكردستاني.

زعم الحزبان الكرديان المتصارعان في شمال العراق ان كلا منهما اوقع عشرات القتلى في صفوف الفريق المنافس في احدث جولة اقتتال بينهما. فيما اكد احدهما، وهو الحزب الديمقراطي الكردستاني بزعامة مسعود البارزاني ان قواته حققت «تقدما» على قوات الاتحاد الوطني الكردستاني بزعامة جلال الطالباني.

ونقلت وكالة انباء الاناضول التركية عن اذاعة لحزب البارزاني قولها امس ان قوات هذا الحزب قتلت 67 من قوات الطالباني، بينما قالت اذاعة لحزب الطالباني ان قوات هذا الحزب قتلت 30 من قوات البارزاني واسرت 6 آخرين.

وكان جولة الاقتتال الاخيرة قد اندلعت عندما شنت قوات البارزاني هجوماً واسعاً على قوات الطالباني التي تؤكد ان قوات جوية وبرية تركية تشارك في الهجوم. وقال حزب البارزاني انه يسعى الى استعادة مواقع له سيطرت عليها قوات الطالباني بعد هجوم شنته على هذه المواقع في الشهر الماضي انتهى هدنة دامت عاماً واحداً. واعلن الحزب الديمقراطي في بلاغ اصدره امس ان قواته «واصلت ضغطها وتقدمها امس على مواقع الاتحاد الوطني الكردستاني وحزب العمال الكردستاني (التركي) المشتركة في جبهة سفين ومنطقة هيران شرق مدينة شقلاوة»، واذاف ان «معارك عنيفة» دارت امس اسفرت عن السيطرة على سبع قمم جبلية استراتيجية. حسب البلاغ.

اندلاع القتال في شمال العراق واتهام تركيا بالتدخل مجدداً

«صوت الطلبة» الاسبوعية الناطقة باسم اتحاد الطلاب التابع لحزب البعث الحاكم في العراق ان بغداد تجري محادثات مع الحزبين الكرديين المتناحرين. ووضحت ان ثمة اتصالات «على مختلف المستويات»، مضيفة ان بغداد تريد وقف اراقلة الدماء بين الاحزاب والقيادات الكردية معتبرة ان وراعها ايران من الشرق وتركيا من الشمال. وتابعت ان بغداد تريد ايضاً ان يبدأ الحزبان حواراً تحت رعايتها لحل مشاكلهما.

ولكن ناطقاً باسم الاتحاد الوطني في لندن نفى لـ «الحياة» وجود أي حوار بين حزبه وبغداد وكرر اتهامه «بغداد وحزب بارزاني» بترويج هذه «الإشاعات». كذلك نفى ناطق باسم حزب بارزاني في لندن وجود حوار بينه وحزب الطالباني وكرر ان موقف قيادته لم يتغير، وهو ان لا حوار مع الحزب الآخر قبل ان يسحب قواته الى ما وراء خطوط وقف النار. ولكن الناطق قال لـ «الحياة» رداً على سؤال عما اذا كان هناك حوار بين حزبه وبغداد، ان «لا معلومات لديه في هذا الشأن».

الاتحاد الوطني قبل ان تشن قوات مشاة تركية واخرى تابعة لبارزاني الهجوم. ولغت الى ان انقره كانت اندزت حزيه رسمياً بالانسحاب الى خطوط وقف النار السابقة لنشوب القتال الاخير في الثاني عشر من الشهر الماضي، ولم تمثل للطلب وهم (الترك) بداوا الآن في تنفيذ طلبهم، وجاء في بيان الحزب الديمقراطي ان قواته حققت تقدماً «كبيراً» واعادت سيطرتها على بلدة سيدكان القريبة من المثلث العراقي - الإيراني - التركي من جهة أخرى افادت صحيفة

من مناطق سيدكان وتشومان وحاجي عمران، المتاخمة للحدود مع ايران وتقع في محيط طريق هاملتون الاستراتيجي الممتد من اربيل الى هذه الحدود. معروف ان قوات اوجلان لديها وجود اكبر من وجود قوات الطالباني في هذه المناطق. وهناك تحالف بين الاخيرين اللذين يحظيان بدعم ايران، بينما يتحالف حزب بارزاني مع تركيا. واكد الناطق باسم حزب الطالباني في انقره شازاد صائب اندلاع القتال وزاد ان طائرات ومدفعية تركية قصفت مواقع

■ لندن، انقره، بغداد - «الحياة» رويتر - اندلع القتال امس بين قوات الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) والاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامة جلال طالباني) الذي اتهم القوات التركية مجدداً بتقديم دعم عسكري مباشر لقوات غريمه. واكد حزب بارزاني في بيان امس ان «الالاف» من قواته بدأت صباح امس المرحلة الثانية للهجوم المعاكس لإزاحة قوات الطالباني وحزب العمال الكردستاني الراهابي (بزعامة عبدالله اوجلان)

AL HAYAT MONDAY 17, NOVEMBER, 1997

AL HAYAT TUESDAY 4, NOVEMBER, 1997

الأمم المتحدة تهتم طالباني وبارزاني بعمليات التطهير

■ دبي - أ ف ب - اتهمت الأمم المتحدة أمس حزبي مسعود بارزاني وجلال طالباني بممارسة «التطهير السياسي» في الصراع الدائر بينهما في شمال العراق. وقال أريك قالت، الناطق باسم منسق النشاطات الإنسانية للامم المتحدة في العراق: «رغم تأكيدات زعماء الحزب

الديموقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني لاحظنا ان عدد الفنازحين يزداد تضخماً منذ ١٣ تشرين الاول (اكتوبر) الماضي، تاريخ استئناف المعارك بين الحزبين.